

Oskar Anweiler
LES SOVIETS EN RUSSIE
1905-1921



**ELEM
ENTS**

AGONE

OSKAR ANWEILER

LES SOVIETS EN RUSSIE

1905-1921

Préface d'Éric Aunoble

Traduit de l'allemand par Serge Bricianer

**ELEM
ENTS**

Préface

1905-1921... *Les Soviets en Russie* embrasse une courte période de seize ans. Encore, pendant ce laps de temps, les soviets n'ont-ils existé formellement que durant cinq ans (en 1905 et 1917-1921), et seulement trois ans comme des institutions vivantes, pluralistes et combatives, en 1905 et en 1917-1918. Pourtant, la constellation d'institutions que les couches populaires mettent en place en Russie en 1917 (soviets des députés ouvriers, soldats et paysans, comités de quartier et d'usine, garde rouge) a profondément marqué l'histoire malgré sa brève existence, au point d'incarner la perspective révolutionnaire au xx^e siècle aussi nettement que la Commune et la barricade au siècle précédent.

Ce paradoxe vaut d'être étudié tant il éclaire l'importance du livre d'Oskar Anweiler. Pour ce faire, il faut suivre l'onde de choc des conseils ouvriers telle qu'elle s'est propagée en Europe et telle qu'elle a fourni la matière à différents projets politiques de transformation de la société. Le livre *Les Soviets en Russie* a quant à lui ouvert la voie à un courant de recherches ultérieures sur les mécanismes sociaux et institutionnels de la Révolution russe, recherches auxquelles le lecteur francophone n'a eu qu'un accès tardif et partiel. Enfin, alors que le capitalisme dévore jusqu'à la possibilité d'imaginer son renversement, les problèmes posés par le « mouvement des conseils » (titre original du livre en allemand) continuent d'interroger aujourd'hui.

La lumière venue de l'Est

La révolution russe de 1905 avait marqué l'opinion occidentale en dévoilant la cruauté de la dictature tsariste et l'immense force d'un peuple qui se soulève,

mais on ne peut pas dire que les soviets aient alors attiré l'attention, même au sein du mouvement socialiste. En 1906, Rosa Luxemburg ne mentionne incidemment qu'une fois le « Conseil des délégués ouvriers » dans *Grève de masse, parti et syndicat*¹. Sans doute fallait-il prendre le temps d'en mesurer la nouveauté. En 1913, en France, l'*Encyclopédie socialiste* évoque plus longuement « les *Conseils des délégués ouvriers* » constitués « dans les grandes cités [...], presque tous dirigés par des militants démocrates-socialistes et dont l'influence fut à un moment [...] plus grande que celle du gouvernement » : ils témoignent du « rôle prépondérant joué par la classe ouvrière et [de] son attitude révolutionnaire ». Néanmoins, l'information reste lacunaire : la bibliographie ne mentionne aucun des articles publiés en allemand par le dernier président du soviet de Saint-Pétersbourg, Léon Trotski².

En 1917 par contre, les soviets connaissent une popularité immédiate en Europe, ce qui est paradoxal alors que le continent est en guerre. La Russie est coupée des autres pays par une ou deux lignes de front qui empêchent ou ralentissent les communications. De plus, l'information est sous contrôle. La censure militaire veille. Elle est toutefois bien aidée par l'autocensure de journalistes de gauche acquis à l'Union sacrée. En France, juste après le renversement du tsar, *L'Humanité* du 24 mars 1917 évoque sans explications le « conseil des délégués des ouvriers et soldats » – alors qu'un lecteur du très réactionnaire *Matin* savait dès le 20 mars qu'il y avait des « comités ouvriers [...] qui tiennent chaque jour des réunions où règne le plus grand désordre et que fréquentent la populace et un certain nombre d'anarchistes ».

Mais ce dénigrement s'avère contre-productif alors que la lassitude de la guerre se transforme en révolte. Pacifiste convaincu mais socialiste modéré, le soldat Louis Barthas se souvient du début de la mutinerie de son régiment :

Le 30 mai à midi, il y eut même une réunion en dehors du village pour constituer, à l'exemple des Russes, un « soviet » composé de trois hommes par compagnie, qui aurait pris la direction du régiment. À ma grande stupéfaction, on vint m'offrir la présidence de ce soviet³ !

Le 17 juin, le préfet de l'Isère décrit au ministre de l'Intérieur « l'état d'esprit de la population » : « Influencés par la révolution russe, [les travailleurs grenoblois]

rêvent déjà de comités d'ouvriers et de soldats, et de révolution sociale »⁴.

Les militants opposés à la guerre s'agitent également. Fin mai, au Conseil national du Parti socialiste français, alors qu'un partisan de l'Union sacrée décrit à ses camarades la Russie où on trouve « sur tout le front [des] organismes électifs », on lui crie « C'est ce qui manque chez nous ! » et « les applaudissements minoritaires crépitent »⁵. Quelques jours plus tard, à Leeds en Grande-Bretagne, un millier de syndicalistes et de socialistes réunis en convention appellent les travailleurs britanniques « à établir dans chaque ville et village des conseils de délégués de travailleurs et de soldats pour stimuler et coordonner l'activité de la classe ouvrière »⁶.

Ces exemples datent tous de la fin du printemps 1917, six mois avant l'insurrection bolchevique et deux ans avant la fondation de l'Internationale communiste : la diffusion du modèle soviétique en Europe ne devait rien à une propagande organisée depuis Petrograd, mais elle montrait que la guerre pouvait accoucher d'une révolution ailleurs qu'en Russie.

Cela se confirme à partir de novembre 1918, un an après l'effondrement de l'Empire russe, quand les Empires allemand et austro-hongrois s'écroulent à leur tour. Tout l'est de l'Europe voit alors bourgeonner des conseils d'ouvriers et de soldats, dont l'autorité s'exerce ainsi pendant quelques semaines de l'Oural jusqu'aux Vosges. Le drapeau rouge flotte sur la cathédrale de Strasbourg, le temps que les uniformes bleu horizon viennent rétablir la souveraineté de la France sur l'Alsace en occupant... le siège du soviet⁷.

Des « Républiques des conseils » sont proclamées en mars 1919 en Hongrie, en avril en Bavière et en juin en Slovaquie. Elles durent peu. À la fin de l'été 1919, il ne reste de soviets – formellement – qu'en Russie. Comment expliquer le brusque ressac de la seconde vague révolutionnaire ? Alors que la « sortie de guerre » est chaotique à l'est de l'Europe, les conseils assurent dans l'urgence un minimum de continuité des services publics fondamentaux entre la ruine des anciens États impériaux et la mise en place d'une nouvelle administration nationale, notamment en Pologne, en Autriche et en Hongrie. D'ailleurs, le pouvoir avait été transféré légalement aux conseils en Hongrie et,

en Autriche, en Pologne et en Allemagne, les militants dirigeant les conseils rendront d'eux-mêmes le pouvoir aux nouveaux gouvernements « légitimes ».

Pour autant, ces transferts de pouvoir résultent d'abord de rapports de force crus. Les minorités révolutionnaires avaient été écartées à la faveur de la confusion politique : hommes d'État et militants des conseils – radicaux et modérés –, tous sont « socialistes ». Les minoritaires radicaux ont surtout été bâillonnés par la répression. En Allemagne, les Corps francs, commandités par le gouvernement socialiste, assassinent dès janvier 1919 les leaders spartakistes Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht ; en mai, ils écrasent les conseils de Bavière et exécutent l'anarchiste Gustav Landauer, commissaire à l'instruction publique et à la culture de la république des conseils bavaroise. En Hongrie, la république des conseils est mise à bas en août par une intervention militaire roumaine soutenue par la France⁸.

Une Sainte-Alliance s'est en effet formée contre les soviets. Non contents de créer un « cordon sanitaire » autour de la Russie soviétique, les Anglais, Français, Américains... y débarquent des troupes qui appuient tel ou tel condottière contre-révolutionnaire. Cette intervention est néanmoins entravée par les mutineries des marins et soldats et les grèves dans les pays occidentaux. Comme le reconnaît le Premier ministre britannique Lloyd George en janvier 1919, « si l'on entreprenait une opération militaire contre les bolcheviks, l'Angleterre deviendrait bolchevique et il se créerait un soviet à Londres⁹ ». Un halo de contestation ouvrière déborde en effet les zones en révolution pour poser la question des conseils : en Suisse (grève générale dirigée par le « soviet d'Olten » en novembre 1918), en Grande-Bretagne (Shop stewards committees), en Italie (occupation d'usines en 1920), et jusqu'à Seattle et Winnipeg¹⁰... Partout, les ouvriers à l'offensive semblent dépasser la revendication de droits sociaux pour s'ériger en nouveau pouvoir dans l'usine, dans la ville, voire dans le pays.

La forme enfin trouvée de l'émancipation sociale

DE L'EMANCIPATION SOCIALE

Le bilan de cette séquence fiévreuse est contradictoire. Elle redessine les clivages à gauche. La fracture canonique entre socialistes « autoritaires » (marxistes) et « anti-autoritaires » (libertaires) s'estompe devant la démarcation sanglante qui sépare dorénavant les réformistes des révolutionnaires. Cela provoque la convergence des courants radicaux autour de l'idée de soviet. Organisés d'en bas, à partir du lieu de travail, ils peuvent enthousiasmer un marxiste ou un proudhonien comme un syndicaliste. En France, le cégétiste Raymond Péricat fonde au printemps 1919 un petit Parti communiste qui rassemble surtout des militants libertaires et qui est organisé en « soviets » locaux ¹¹. À la fin de l'année, le congrès de la CNT espagnole vote son adhésion provisoire à l'Internationale communiste et envisage sérieusement d'adopter la notion de dictature du prolétariat ¹².

Cependant, de nouvelles fractures apparaissent. Finalement défaite, l'offensive révolutionnaire de 1919 a soulevé des questions de tactique et de moyens. Faut-il chercher l'accommodement avec la petite paysannerie propriétaire ? La lutte électorale et syndicale classique est-elle encore pertinente alors que des soviets sont à l'ordre du jour ? Un courant communiste radical, incarné par Herman Gorter ou Otto Rühle, privilégie « l'organisation d'entreprise » qui « correspond à l'idée des conseils » pour « préparer l'édification de la société communiste » directement ¹³. Lénine voit dans ce « gauchisme » une « maladie infantile » et il reproche à ces militants de « nier la nécessité du parti et de la discipline du parti » ¹⁴. Pour les bolcheviks, ces notions deviennent fondamentales, au moins aussi importantes que les conseils ouvriers. Selon Boukharine, « la révolution russe [...] a répondu d'abord à la question de savoir quel doit être le pouvoir d'État du prolétariat : les soviets. [...] Notre révolution a montré la première le rôle gigantesque et la signification d'avant-garde prolétarienne du parti communiste ¹⁵ ».

C'était aussi une pierre d'achoppement avec les anarchistes russes. Quand, dès le lendemain de la révolution d'Octobre, les bolcheviks proposent au congrès

des soviets de former un « conseil des commissaires du peuple », Lartchouk, un anarcho-syndicaliste de Cronstadt, s'écrie : « Quel conseil des commissaires ?! Qu'est-ce que c'était que cette invention ? Le pouvoir aux soviets¹⁶! » La collaboration conflictuelle des anarchistes avec les bolcheviks se mue en opposition ouverte, car, pour les premiers, la conception bolchevique de la « "prise du pouvoir par les Soviets" signifie, en réalité, l'usurpation du pouvoir *par un nouveau parti politique* »¹⁷. En conséquence, les partisans de Makhno en lutte contre l'Armée rouge en Ukraine décideront ultérieurement que « les représentants des organisations politiques ne pourront point participer aux conseils ouvriers et paysans¹⁸ ». On retrouvera cette idée dans le slogan des insurgés antibolcheviques à Cronstadt en 1921 : « Le pouvoir aux soviets et non aux partis¹⁹ ».

Dans les années 1920-1930, les conseils ouvriers s'ancrent ainsi dans le programme des principales tendances révolutionnaires, en même temps que s'affirment leurs profondes divergences sur le rôle des classes sociales et la responsabilité des organisations militantes²⁰. À la gauche du bolchevisme, Anton Pannekoek (1873-1960) théorise même un « communisme des conseils » où ces derniers supplantent partis et syndicats comme organisation révolutionnaire du prolétariat²¹. Mais cette fixation du discours chez les anarchistes, les « conseillistes » et les léninistes n'empêche pas les divisions internes à chaque courant.

Elles sont les plus violentes dans le plus puissant d'entre eux. Dès le début des années 1920, à Moscou, la lutte fait rage entre une majorité du parti bolchevique dans laquelle Staline s'impose et une opposition de gauche dont Trotski devient l'âme. Les deux fractions se réclament de l'héritage de Lénine et d'Octobre 1917. En l'emportant, la fraction stalinienne impose son poinçon à l'adjectif « soviétique », qui se rapporte désormais à l'État dirigé par le « petit père des peuples ». Possédant la marque déposée, le mouvement communiste officiel peut modifier l'usage des mots. L'administration politico-militaire de districts reculés de Chine par une guérilla communiste est appelée « soviets », même si Mao lui-même peut reconnaître son caractère artificiel²².

À l'inverse, en 1936 en Espagne, quand la tentative de coup d'État militaire de Franco provoque une extraordinaire levée populaire, les communistes, sur consigne de Moscou, veulent « défendre la république » et non pas promouvoir des soviets. La multiplicité des comités et milices antifascistes n'évolua pas vers des structures élues de délégués révocables. Localement, « les comités révélèrent leur faiblesse fondamentale ; ils étaient fondés sur l'accord mutuel des organisations dont les membres composaient la base²³ ». Au sommet, « ce [furent] les états-majors des organisations politiques et syndicales qui [désignèrent] en leur sein, et hors de tout contrôle et de toute participation des comités ouvriers, les membres du comité des milices » qui dirigeait la Catalogne²⁴. Les conflits politiques se réglèrent donc par des combinaisons gouvernementales et des manœuvres d'appareils dont les staliniens sortirent vainqueurs. En retrait sur la Russie de 1917 dans le domaine politique, l'Espagne de 1936 fut pourtant, dans un premier temps, beaucoup plus radicale dans le domaine économique : en Espagne, les travailleurs ne se limitèrent pas au contrôle de la production, mais la prirent en main et collectivisèrent massivement les entreprises industrielles et agricoles. Mais après avoir réussi à torpiller les formes d'auto-organisation, les staliniens ont néanmoins gagné la bataille mémorielle autour de la « guerre d'Espagne ».

Il n'en sera pas de même vingt ans plus tard en Hongrie. En octobre 1956, Moscou écrase à Budapest une révolution qui présente des points communs avec celle de 1919 : c'est le soulèvement national d'un pays au bord du gouffre et les conseils ouvriers assument le pouvoir et la résistance armée en lieu et place d'un gouvernement révolutionnaire hésitant. La déstabilisation du pouvoir a trouvé son origine dans la déstalinisation et les luttes qu'elle a provoquées au sein du Parti « socialiste ouvrier » dirigeant la Hongrie. Ce sont alors les troupes « soviétiques » qui rétablissent l'ordre contre les conseils ouvriers²⁵. Cela rend visible l'*aggiornamento* du mouvement communiste international. Dans le cas français, après avoir fait crier « Des soviets partout ! » à ses militants au début des années 1930, la direction du Parti communiste voyait déjà d'un mauvais œil, en 1944-1948, les initiatives de « gestion ouvrière » d'entreprises, arguant qu'elles s'apparentaient à une « soviétisation » malvenue alors que le PCF

s'acharnait à donner des gages de respectabilité pour assurer sa place au gouvernement ²⁶.

En pleine guerre froide, l'opposition des conseils ouvriers au communisme officiel ouvre la voie à une nouvelle interprétation du phénomène. Pour Hannah Arendt, ces « conseils du peuple » apparus en Hongrie répondent aux « moments rares mais décisifs où [...] il est apparu brusquement que le peuple [hors des partis] avait ses idées sur les possibilités d'un gouvernement démocratique dans les conditions modernes » ²⁷. Cette conception des conseils comme incarnant l'exigence d'une démocratie intégrale s'ajoute à d'autres couches interprétatives accumulées au long de cinquante ans d'expérience historique (1905-1956). En 1917-1919, ils semblaient pour toute l'Europe être les organes de l'hégémonie politique et sociale des classes exploitées. Dans un sens plus restreint, à chaque regain de tension entre patrons et ouvriers, ils réalisaient une démocratie des producteurs ancrée dans les lieux de travail.

Démocratique, prolétarienne ou autogestionnaire, ces trois facettes des conseils ouvriers sont distinctes conceptuellement mais interdépendantes historiquement : l'aspiration à la démocratisation était profonde en Russie en 1917 ; l'hégémonie du prolétariat est le noyau méconnu de la révolution de 1956 ; quant à la remise en cause du pouvoir patronal, elle resta inachevée en 1936 faute d'être sortie des entreprises pour embrasser toute la vie politique et sociale. Dans le mélange des expériences russes, allemandes, espagnoles et hongroises, ces trois aspects des soviets forment néanmoins, dans les années 1960, un véritable mythe révolutionnaire qui donne sens à l'espoir de transformation sociale selon le schéma « grève, comité de grève, occupations, conseils ouvriers, révolution ». Le 16 mai 1968, au début de la grève générale, les situationnistes qui participaient à l'occupation de la Sorbonne appellent « à l'occupation immédiate de toutes les usines en France et à la formation de Conseils Ouvriers ²⁸ » en vue d'une autogestion généralisée.

Le travail des historiens :

un retour aux sources

La traduction française des *Soviets en Russie* en 1972 arrive à point nommé pour éviter la réduction des conseils ouvriers à des images d'Épinal. Concernant un élément fondamental de la révolution russe, on peut même s'étonner qu'elle survienne si tard, sachant que l'édition originale allemande datait de 1958. Il faut ici prendre en compte les contraintes propres au champ universitaire dans leur interaction avec les problèmes politiques et géopolitiques.

Oskar Anweiler, né en 1925, appartient à la première génération de spécialistes de l'Europe de l'Est formée en Allemagne fédérale après guerre. Ses mentors ont pour certains une connaissance de terrain de l'Union soviétique (tel Klaus Mehnert²⁹), tandis que d'autres s'étaient compromis dans l'*Ostpolitik* nazie (tel Hans Koch). Les compromissions passées comme l'influence culturelle anglo-saxonne encouragent désormais à tenir tout engagement politique à distance de la recherche académique. Quand Anweiler commence sa thèse sur les soviets en 1955, il anticipe les premiers effets de la déstalinisation en s'appuyant largement sur des mémoires et des recueils de documents publiés en URSS dans les années 1920-1930. Ce travail novateur n'a cependant que peu d'écho sur le moment. L'empreinte du concept de totalitarisme sur la soviétologie naissante fait des soviets une des scènes où se joue le drame révolutionnaire, mais pas des acteurs à part entière, les classes populaires n'étant, dans la perspective alors dominante, qu'une masse de manœuvre pour le Parti³⁰.

Anweiler se souvient que « c'est devenu un sujet d'actualité dans le mouvement étudiant une décennie plus tard. Mon livre sur les conseils a même circulé en version piratée. [...] Je me rappelle le congrès de l'Association allemande pour la science politique (DVPW) à Berlin. Cela devait être vers 1970. Je faisais une présentation à laquelle assistaient Bernd Rabehl [du SDS, extrême gauche] et Peter von Oertzen [du SPD]. Tout le monde s'enflammait autour du communisme d'État et des conseils. Dans la mesure où la thématique

des conseils a joué un rôle dans leur pensée politique, il y a eu des contacts et des discussions, sans antagonismes ni animosité³¹. »

La parution du livre d'Anweiler en France relevait du même type de rencontre entre les intérêts académiques des uns et les préoccupations politiques des autres. *Les Soviets en Russie* est accueilli en 1972 dans la « Bibliothèque des histoires » fondée l'année précédente par Pierre Nora pour « refléter le grand renouvellement des moyens de connaître et des désirs de savoir qui travaille notre présent ». À ce titre, le livre d'Anweiler y voisine avec ceux de Michel Foucault ou Georges Duby. Il fut traduit de l'allemand par Serge Bricianer (1923-1997), communiste conseiller et introducteur de l'œuvre de Pannekoek en France³². La préface quant à elle était signée Pierre Broué (1926-2005), militant trotskiste (lambertiste), universitaire et déjà auteur d'histoires de la révolution espagnole, du Parti bolchevique et de la révolution allemande³³. Les motivations des uns et des autres étaient diverses, mais *Les Soviets en Russie* permettait de battre en brèche le discours stalinien sur 1917, vulgate alors encore puissante en France même si le PCF ne l'entretenait plus guère³⁴.

Précurseur, le travail d'Oskar Anweiler a ouvert des perspectives de recherche. Récit chronologique, il incite à distinguer 1905 et 1917, mais aussi à différencier les capitales de l'Empire russe de la province. Étude analytique, il décrit les différentes institutions qu'on confond habituellement sous l'appellation de « soviet » : comités de grève, conseils d'ouvriers, de soldats, de paysans, comités d'usine (il ne néglige que les comités de quartier et la garde rouge). Enfin, il mène une vraie réflexion politique sur le destin de l'institution, analysant les discours des différents partis et courants, mais sans oublier que l'action de ces derniers est toujours une interaction avec les travailleurs mobilisés dans un contexte précis. Ces points ont été développés d'abord par des chercheurs anglo-saxons en histoire sociale, des historiens qui voulaient donner un « point de vue d'en bas » sur la « révolution des ouvriers en Russie »³⁵.

Concernant le premier soviet à Ivanovo-Voznessensk en 1905, le rôle qu'y ont joué les militants socialistes a été relativisé, notamment par William G. Gard, et il a été établi qu'on parlait à l'époque de « réunion des délégués »

(« *sobranie* ») et non de « conseil des délégués » (« *soviet* »)³⁶. Gerald Surh a retracé la montée ouvrière de 1905 à Saint-Pétersbourg en insistant sur l'autonomie du mouvement prolétarien dans cette année révolutionnaire³⁷, autonomie qui s'affirme déjà dans le cadre des organisations protosyndicales par lesquelles le pouvoir tsariste essayait de contrôler la classe ouvrière. Surh ne méconnaît pas le rôle des militants pour autant. S'il remet en cause le rôle personnel que l'anarchiste Voline s'est attribué dans la création du soviet³⁸, il montre au contraire que les efforts d'implantation des marxistes (sociaux-démocrates) avaient enfin été couronnés de succès à mesure que les travailleurs mobilisés se politisaient et cherchaient à profiter des compétences des intellectuels révolutionnaires. Le rôle de Nossar puis de Trotski à la tête du soviet en est la confirmation.

Également centré sur la capitale du nord, *Petrograd rouge* de Stephen Smith raconte « la révolution dans les usines » à partir de 1917³⁹. Il met en relation la mobilisation sociale avec une sociologie du monde ouvrier qui évolue beaucoup pendant la guerre. Surtout, il détaille la multiplicité des institutions créées par les ouvriers avant de s'attarder sur les comités d'usine. Ces derniers n'étaient pas dans une logique autogestionnaire, n'en déplaise aux anarcho-syndicalistes⁴⁰. Ils visaient avant tout à établir un contrôle ouvrier autant par crainte du lock-out que par désir de mettre en cause l'ordre social dans l'usine (également par la mise en place de la garde rouge, comme l'a montré Rex A. Wade⁴¹). Ce radicalisme, qui les oppose aux syndicats et au soviet (alors à direction menchevique), les rapprochait naturellement des bolcheviks, même s'il s'agissait d'une convergence sur les moyens et non d'un accord sur les objectifs⁴².

L'opposition croissante entre les soviets et ce type de comités locaux se retrouve aux armées et dans les campagnes. Passée la première phase unanimiste au printemps 1917, les soviets dont les circonscriptions sont larges (corps d'armée, régions) se figent dans le soutien à un gouvernement provisoire qui veut prolonger la guerre et retarder la réforme agraire. Les comités de régiments, en revanche, comme l'ont montré Viktor I. Miller et Allan K. Wildman⁴³, mettent en cause la discipline même au front en s'attaquant aux officiers alors

que les comités fonciers villageois procèdent sans autorisation au partage des terres des grands propriétaires⁴⁴. Ces évolutions, qui touchent une population de soldats et de paysans bien plus nombreuse que la classe ouvrière urbaine, sont une limite importante à l'adoption des soviets comme autorités légitimes dans le pays.

À Petrograd, le basculement du soviet du côté bolchevique à l'automne préserve son aura d'organe ouvrier et révolutionnaire. Le travail d'Alexander Rabinowitch sur le parti bolchevique dans la capitale en éclaire les raisons⁴⁵. Il décrit l'organisation de Lénine au milieu du foisonnement populaire de 1917. Le parti bolchevique a su dépasser les cadres du socialisme traditionnel pour s'adresser aux soldats et aux ouvriers et ouvrières nouvellement venus à la politique en 1917, sans plan préétabli et au prix de bien des tâtonnements. « Le caractère relativement démocratique, tolérant et décentralisé des structures du Parti et de ses modes opératoires et le fait qu'il fonctionnait alors essentiellement comme un parti de masse ouvert⁴⁶ » expliquent la symbiose entre bolchevisme et soviets.

La conquête des soviets des capitales (étudiée par Diane Koenker pour le cas moscovite⁴⁷) par les bolcheviks était décisive pour mettre à bas le gouvernement provisoire, mais elle ne suffisait pas à transformer les soviets en autorités reconnues dans tout l'immense pays. Dans les périphéries coloniales, comme en Asie centrale, le caractère prolétarien des soviets en faisait en effet le bastion d'une petite couche d'ouvriers russes soucieux d'éviter l'affirmation politique des autochtones, comme l'a rappelé Matthieu Renault pour le cas des musulmans de l'empire russe⁴⁸. L'interférence entre question sociale et question nationale est aussi sensible en Ukraine. La mobilisation et la radicalisation ouvrières touchaient essentiellement l'est du territoire où le prolétariat, russophone, était le plus souvent immigré. 70 % des soviets ouvriers étaient situés dans le Donbass. Cette région minière devint rapidement un bastion bolchevique et anarchiste, alors que dans les autres villes industrielles de l'est les SR et les mencheviks étaient majoritaires. Le mouvement nationaliste ukrainien regroupé autour de la Rada à Kiev influençait quant à lui des soviets ouvriers au centre et à l'ouest,

ainsi que les unions paysannes et le congrès des soldats. En octobre, ces organisations soutinrent la déclaration d'indépendance de l'Ukraine par la Rada. Dans le Donbass, les soviets soutenaient au contraire l'insurrection bolchevique de Petrograd et prenaient le pouvoir. Ailleurs à l'est, les soviets prenaient aussi le pouvoir mais ne reconnaissaient aucun pouvoir central, ni le gouvernement provisoire, ni le conseil des commissaires du peuple de Lénine, ni la Rada. La division sociale et politique de l'Ukraine devenait une fragmentation territoriale⁴⁹.

La situation ukrainienne est un bon exemple de la prolifération des pouvoirs après la chute du tsarisme. Au-delà de la dualité soviets / gouvernement provisoire, il faut penser à l'opposition entre périphéries et centres à différentes échelles : organismes nationaux contre institutions panrusses ; comités d'usine, de régiment et de village contre soviets de députés des ouvriers, des soldats et des paysans. Il ne faut pas oublier non plus l'action des organisations syndicales et politiques qui interviennent dans, avec ou contre les organes élus. Cette toile de fond permet de comprendre une première raison de la dévitalisation des soviets dans les deux années qui suivent leur réémergence en février 1917. Les soviets n'acquièrent pas une légitimité incontestable et durable, contrairement par exemple aux conseils municipaux de la Révolution française, devenus intangibles. Avec la guerre civile qui monte, les soviets rencontrent de nouveaux concurrents au premier rang desquels les *revkomy* (« comités révolutionnaires ») montés pour exercer le pouvoir sur tel ou tel territoire repris aux blancs.

Après Octobre, le problème est surtout la nécrose rapide des organes populaires. Il faut d'abord tenir compte du réemploi (étudié par Daniel T. Orlovsky) dans les institutions soviétiques du personnel de la « couche moyenne inférieure » qui travaillait auparavant pour l'administration tsariste⁵⁰ : nécessaire dans un pays à plus de 50 % illettré, il engendrait le risque d'une colonisation des nouvelles institutions par les mœurs des anciennes. Pour le reste, l'apport le plus convaincant sur la bureaucratisation des soviets est celui de Marc Ferro, qui pointe l'origine du phénomène dès Février, avant son extension après Octobre⁵¹ :

La plébéianisation du pouvoir apparue à la base avec la naissance et la formation d'innombrables comités et de soviets est transformée en un phénomène politique spécifique lorsque ceux qui dirigeaient ces institutions, désormais appelés « *apparatchiks* », et qui le plus souvent n'avaient à l'origine ni formation militante ni principes socialistes, se sont ralliés au pouvoir bolchevique pour sauvegarder leur fonction. Ces anciens soldats, ouvriers non spécialisés, gardes rouges, de fraîche origine paysanne, gravissent peu à peu les échelons du nouvel appareil d'État. Leur détermination ne le cède en rien à celle des dirigeants bolcheviques, car ils tirent leur légitimité de leur capacité à intervenir activement : réquisitionner, organiser. De sorte qu'à l'absolutisme [bolchevique] par en haut s'ajoute un absolutisme par en bas ⁵².

Concernant le resserrement du contrôle bolchevique, une partie de l'historiographie y voit la volonté d'étouffer toute forme d'expression indépendante dans la société et particulièrement dans la classe ouvrière ⁵³. Néanmoins, ceux qui ont étudié une institution ou un groupe social tout au long des années décisives 1917-1918 sont plus nuancés. La fin des soviets, des comités d'usine et des syndicats autonomes résulte largement, pour Stephen Smith et David Mandel, de la crise économique qui lamine vite le prolétariat de Petrograd. En septembre 1918, la capitale du Nord a perdu près des trois quarts de ses ouvriers par rapport au début 1917. Cette classe ouvrière en déclin numérique apparaît politiquement de plus en plus apathique et divisée ⁵⁴. Cela attise les luttes entre des appareils qui tirent leur existence et leur légitimité d'une base ouvrière qui se réduit, en même temps que cela accentue leur bureaucratisation. Le Parti devient l'institution de représentation et de promotion ouvrière par excellence. Alexander Rabinowitch affirme que, « même s'ils ont une certaine importance, ni l'idéologie révolutionnaire ni un modèle établi de comportement dictatorial n'aident vraiment à comprendre les changements fondamentaux de caractère et de rôle politique du parti bolchevique ou des soviets à Petrograd entre novembre 1917 et novembre 1918. Les réalités [...] que les bolcheviks rencontrèrent furent plus significatives dans la reconfiguration précoce du parti et des organes soviétiques ⁵⁵ ».

Notons enfin que tous les travaux d'historiens ne concourent pas à montrer les soviets comme des tentatives d'autonomie ouvrière mais peuvent aussi les présenter comme un mode d'apprentissage des procédures démocratiques dans une phase de crise transitoire ⁵⁶.

La recherche qui s'est poursuivie ultérieurement (par exemple sur la révolution loin des capitales) a d'ailleurs moins mis l'accent sur l'activité indépendante des classes pauvres. La plupart des études portant spécifiquement sur les mobilisations populaires en 1917 datent des années 1970-1980. Elles font partie depuis longtemps des listes de lectures des étudiants anglo-saxons. En France, celles qui sont traduites ont été publiées à l'occasion du centenaire de la Révolution russe par des maisons d'édition engagées. Pourquoi les Smith, Rabinowitch et Mandel n'ont-ils toujours pas les honneurs des grandes maisons ? Au moment où ils écrivaient, dans les années 1970-1980, le monde intellectuel français découvrait le totalitarisme avec vingt ans de retard. Les éditeurs traduisaient plutôt les dissidents soviétiques et les historiens en vue. Ce faisant, ils dédaignaient les pistes ouvertes par Anweiler et explorées par les tenants anglo-saxons d'une histoire sociale, jugée alors trop marxiste en France. Depuis, les milieux universitaires français ont massivement déserté le débat public et amélioré leur maîtrise de l'anglais : ils ont accès aux ouvrages en VO et n'imaginent pas qu'un public plus large veuille en bénéficier. Et les « grands » éditeurs préfèrent jouer la carte du sensationnalisme, autour du « wagon plombé » de Lénine par exemple ⁵⁷.

Et maintenant

L'inflexion de l'historiographie reflète une évolution plus générale. Si l'« intervention violente des masses dans le domaine où se règlent leurs propres destinées » (Trotsky) n'a pas cessé après 1968, elle est de moins en moins remarquée. Les usines d'Italie ont connu des poussées de radicalisme impressionnantes dans les années 1960-1970 ⁵⁸, mais leur souvenir a été étouffé dans les années de plomb et noyé dans la promotion d'une « autonomie » rien moins qu'ouvrière. Et qui se souvient des conseils d'usine et comités populaires qui tenaient Téhéran en 1979 avant le retour de Khomeini ⁵⁹ ? De même pour la révolte algérienne de 2001, avec sa coordination des conseils de village

(« *aarchs* ») qui expulsa l'État de territoires entiers. Faute que leur action ait été (re)connue, « les insurgés d'Algérie [étaient] seuls, plus seuls que ne [l'avaient] jamais été des révolutionnaires dans le passé ⁶⁰. »

Cette disparition a été facilitée par des glissements idéologiques qui ont affecté les trois facettes des conseils ouvriers. L'autogestion a pâti d'avoir vu, sous François Mitterrand, « les “autogestionnaires” hant[er] jusqu'au couloir du ministère du Plan ⁶¹ ». La revendication d'une hégémonie politique des classes pauvres n'est plus guère portée, sans parler de la dictature du prolétariat : entre la condamnation du défunt « communisme » et celle de l'actuel « populisme », elle n'a guère de place, d'autant que les bastions ouvriers traditionnels ont fondu. L'exigence de démocratie radicale est sûrement plus populaire et défendue de façon argumentée par Yohan Dubigeon ⁶². Mais la trajectoire d'un Claude Lefort, passé du communisme des conseils à l'antitotalitarisme libéral, montre que le lien de la démocratie sauvage avec l'émancipation sociale est tenu ⁶³.

Sans être forcément entendues, les tendances révolutionnaires « historiques » ont certes continué dans ce contexte à défendre l'héritage des soviets ⁶⁴. Cela ne va pas sans tiraillements. La volonté de préserver la lettre du récit fondateur pousse certains à toujours refuser les analyses de Marc Ferro sur la bureaucratisation précoce des soviets ⁶⁵. Il peut aussi y avoir la tentation d'adapter le discours pour trouver l'oreille du public. Or, quand Olivier Besancenot identifie les soviets à de simples « conseils populaires autogérés », il escamote leurs attributions précises et leur caractère de classe ⁶⁶.

Par ailleurs, la question de l'organisation n'a cessé d'être reformulée pour être résolue à chaque fois de façon moins articulée. Après la fin du rêve soixante-huitard d'autogestion généralisée, plusieurs mobilisations sectorielles prirent la forme dans les années 1980-1990 de coordinations de grévistes. Elles parurent incarner une nouvelle ère de l'auto-organisation, favorisant « un mode d'engagement plus entier de l'individu dans l'action collective ⁶⁷ ». Dans les années 2000, il est plutôt question d'assembléisme, car la question « primordiale [est] de participer à la création des conditions d'une appropriation collective du débat » même si « le problème est que les assemblées de lutte [...] disparaissent

rapidement avec la fin du mouvement social⁶⁸ ». Pour le Comité invisible, il faut aller plus loin, « saboter toute instance de représentation » et « abolir les assemblées générales ». Comme « l'assemblée n'est pas faite pour la décision mais pour la palabre », l'action, même totalement minoritaire, prime⁶⁹.

Derrière la critique d'une forme d'organisation se profile une remise en cause de fond. Le vieux mouvement ouvrier, même révolutionnaire, n'aurait été qu'une « utopie productiviste » laissant intacte l'aliénation du prolétaire faute de remettre en cause le travail⁷⁰. Exit le contrôle ouvrier et la prise des usines. Des révolutions, ne reste que le moment de révolte, de « suspension du temps historique », qui permet la « fulgurante autoréalisation et objectivation de soi comme partie de la collectivité⁷¹ ». Exit le renversement de la classe dirigeante et la destruction de l'État. Le schéma « la grève, le comité de grève, les occupations, les conseils ouvriers, la révolution » est remplacé par « l'émeute, le blocage, la barricade, l'occupation, la commune ». En effet, suite à la désindustrialisation et à la disparition de la classe ouvrière, « toute politique de classe » se condamnerait à rejouer une « idylle démodée sur laquelle traîne encore le parfum de 1917 »⁷².

L'historien ne prétendra pas clore ces débats, mais il peut rappeler qu'en 1914, Petrograd comptait un peu plus de deux millions d'habitants, dont 27 % de travailleurs (au sens très général de salariés). Parmi eux, les ouvriers d'industrie représentaient à peine 10 % de la population totale du futur bastion de la révolution. Ils étaient 230 000... contre quelque 260 000 domestiques. La force de ce prolétariat industriel ne tenait donc pas principalement à sa puissance numérique. Elle venait d'une confiance en soi acquise par l'effort toujours renouvelé d'organisation dans des luttes sociales. Elle s'était aussi renforcée au contact de militants révolutionnaires de différentes tendances qui, s'adressant à cette classe, lui avait permis de mettre en mots sa situation et sa révolte. C'est cette histoire que raconte *Les Soviets en Russie*.

Préface à l'édition française de 1972

Oskar Anweiler écrit ici même, en tête de ce volume, à la date de juillet 1971, qu'il peut paraître « discutable, à première vue, d'offrir telle quelle au public la traduction d'un ouvrage paru il y a maintenant une bonne dizaine d'années ». Une excessive modestie et sans doute une légitime reconnaissance pour l'éditeur français qui a compris l'importance de son travail empêchent l'auteur de poser le problème dans ses véritables termes : ce qui est scandaleux, c'est que le public français ne dispose, sur l'ensemble du mouvement des soviets, en Russie et dans les autres pays, que du seul ouvrage d'Oskar Anweiler, et ce plus de onze ans après sa première édition en langue allemande, et qu'aucune étude parue depuis n'ait eu suffisamment de poids pour le faire décidément vieillir. Preuve suffisante, nous semble-t-il, que c'est bel et bien un sujet tabou – ce que beaucoup reconnaissent au moins tacitement – qui est abordé dans ces pages denses et documentées.

L'un des grands mérites de l'ouvrage d'Oskar Anweiler est sans aucun doute de détruire l'association couramment établie entre la notion de « soviets » et celle de « bolchevisme » – et ce d'autant plus que cette dernière est souvent chargée de contenus fort différents suivant les options politiques de ceux qui l'utilisent, y compris dans des travaux historiques. Car il est incontestable, et amplement démontré par ce livre, que « les conseils eurent une origine autonome » et que ce n'est qu'à une certaine étape de leur développement qu'ils prirent leur place dans un « système nouveau » lié à la théorie de Lénine sur l'État et la révolution. Cela ne donne que plus de relief au fait incontestable qu'il s'agit là, selon l'expression de l'auteur, d'une « continuité à la fois historique et théorique dont la révolution russe constitue la pièce maîtresse ». La problématique des conseils ne saurait donc être abordée aujourd'hui du seul point de vue l'histoire événementielle de la Russie, mais elle ne saurait non plus être arbitrairement détachée de la

révolution de 1917 et de son cours concret pour devenir l'étude d'une idée, d'un « mythe des conseils » dont l'apparition puis le développement en Russie n'auraient été que le fruit d'une série de hasards surprenants et inexplicables, voire d'occasions saisies par des politiciens astucieux.

Oskar Anweiler a retracé à grands traits, depuis l'aube des temps modernes, les mouvements précurseurs, les premières tentatives pour instaurer et mettre en pratique une « démocratie directe » des classes exploitées, à travers les deux grandes révolutions bourgeoises anglaise et française, et, bien entendu, la Commune de Paris de 1871. Chemin faisant, il a souligné, nuancé, approfondi, critiqué les idées reçues, présenté des matériaux nouveaux. Il a en particulier souligné à juste titre le faible poids, dans la théorie et la pratique de ses disciples à l'époque de la splendeur de la social-démocratie, des conceptions et analyses de Karl Marx sur l'État à partir de l'expérience de la Commune de Paris. C'est en effet le mouvement propre – et largement indépendant de toute théorie – des travailleurs russes qui les a portés à construire puis à généraliser leurs soviets ; et qui devait donc remettre au premier plan de la théorie les notions fondamentales d'« État ouvrier », « État à bon marché », « dictature du prolétariat », en un mot, intégrer cette réalité nouvelle de l'organisation au combat des ouvriers, puis des paysans et soldats russes, dans une interprétation théorique globale du monde contemporain et des formes que revêtait déjà et devait revêtir la révolution prolétarienne au xx^e siècle.

Il est particulièrement important de constater que ni les mencheviks – et moins encore les bolcheviks – ni quelque autre courant n'avaient pressenti, dans ces conseils de députés ouvriers qui se répandaient dans l'immensité de l'empire des tsars en 1905, un phénomène radicalement nouveau. Trotski, favorisé sans doute et par sa position marginale et par l'expérience directe qu'il vécut à la tête du plus important des soviets de cette première révolution, fut le premier à au moins pressentir le caractère neuf et la portée de ces organismes de masse, nés de l'action des masses, leur signification proprement révolutionnaire, à travers les fonctions de pouvoir qu'ils avaient été inéluctablement amenés à assumer. Après lui, et loin du sol russe, ce sont des hommes moins marqués par l'expérience concrète, mais disposant de plus de recul et plus portés aux

généralisations théoriques, un Anton Pannekoek ou un Daniel De Leon, qui élaborent les premières ébauches de ce que sera, quelques années plus tard, sous la plume de Lénine, la théorie de l'État et la révolution. Là encore, c'est à l'école de la vie – la retentissante faillite de la Seconde Internationale – que Lénine a éprouvé la nécessité de revenir en arrière afin de vérifier le chemin parcouru et de chercher dans la théorie marxiste de son temps les racines d'un cataclysme d'une telle ampleur. L'arme de sa critique devait rejoindre en 1917 la critique portée les armes à la main par les masses russes. C'est de cette double dimension que naît ce phénomène unique dans l'histoire, l'État des soviets. Les outils dont nous disposons, l'objectif même de la recherche sans aucun doute, interdisent d'affirmer que le facteur fondamental unique de son apparition était la constitution, en 1905, de comités de grève élus devenus des soviets, ou la simple réflexion théorique de Lénine : c'est la combinaison de l'un et de l'autre, et de bien d'autres facteurs, qui en explique la genèse, non un enchaînement mécanique de causes et d'effets.

L'étude menée ici jusqu'en 1921 par Oskar Anweiler de ce qu'il faut bien appeler la « dégénérescence » des soviets institutionnalisés mériterait sans doute une discussion longue et approfondie dont la place n'est malheureusement pas ici. La répression par les bolcheviks de l'insurrection de Cronstadt marque-t-elle la fin des soviets « démocratiques », ou bien cette insurrection elle-même n'en est-elle que l'un des signes les plus éclatants ? Après quatre années de révolution, dont trois de guerre civile venues s'ajouter à plus de trois ans de guerre mondiale, n'est-il pas nécessaire de recourir à un ensemble plus complexe d'explications proprement historiques pour rendre compte du fait que ces organismes vivants se soient, au fil des ans, transformés en coquilles vides, comme le reconnaissent déjà plus de deux ans avant Cronstadt les dirigeants bolcheviques eux-mêmes ? Trotski, dans des pages admirables de son *Histoire de la Révolution russe*, fort bien utilisée d'ailleurs par Oskar Anweiler, a montré avec beaucoup de précision que les soviets connurent, entre février et octobre 1917, sous la direction des socialistes conciliateurs, une période d'anémie. Il a également rappelé après Lénine combien, pendant des mois, les bolcheviks avaient misé sur un développement pacifique de la révolution par le

passage du pouvoir entre les mains des soviets dont il n'a pas dépendu d'eux seuls qu'il ne se réalisât pas sous cette forme. La disparition graduelle, à partir de 1918, des élus mencheviks ou S-R des soviets de tout niveau, minutieusement décrite par Oskar Anweiler, ne s'explique pas tant en réalité par une volonté de « totalitarisme » de la part des bolcheviks que par le choix opéré par ces partis conciliateurs, l'alignement de la majorité de leurs dirigeants sur les partisans de l'Assemblée constituante, leur passage de l'autre côté de la barrière de classe, en l'occurrence vers les lignes adverses du front de la guerre civile la plus impitoyable.

Oskar Anweiler a analysé dans des pages remarquables le phénomène historique de la Révolution russe, la combinaison du mouvement des masses russes pour la satisfaction de leurs revendications les plus profondes par le moyen de l'action directe qui était aussi du coup démocratie directe, avec la théorie dont s'armait en marchant un parti qui s'était antérieurement fixé comme objectif, entre autres pour la satisfaction de ces revendications, le renversement du régime social et politique existant. Ce faisant, il a ouvert une voie : c'est une tâche immense qui attend là savants et chercheurs, historiens et politistes, voire militants. Le « bolchevisme » en tant que théorie a été appliqué par d'autres que les dirigeants du parti de 1917, à d'autres réalités que celles de la Russie entre 1917 et 1921. Le mouvement des masses a su se couler ailleurs qu'en Russie dans des formes d'organisation tendant à réaliser la démocratie directe des travailleurs, c'est-à-dire leur propre pouvoir, à partir de leur lieu de travail. Mais ni dans ces cas ni dans les autres, l'histoire n'a abouti à la naissance – ou plutôt à la construction – d'un nouvel État ouvrier, d'un nouvel État de type proprement « soviétique ». Et ce n'est pas par des généralités finalement abstraites sur les « particularités russes » que l'on peut esquiver les questions concrètes posées à ce propos par l'histoire du xx^e siècle.

Car le mouvement « soviétique » – au sens propre du terme – s'est poursuivi bien au-delà des années 1917-1921 et de la Russie proprement dite, et d'abord dans l'entre-deux-guerres. Les *Arbeiter und Soldatenräte* de novembre 1918 en Allemagne ne diffèrent en définitive des soviets de février que par le rôle beaucoup plus important qu'y jouent initialement les éléments les plus

ouvertement révolutionnaires, partisans conscients de la « république des conseils ». Si leur premier congrès panallemand, en décembre de la même année, choisit, selon l'expression d'un des théoriciens du *Rätesystem*, le social-démocrate indépendant Ernst Däumig, de mériter d'être appelé le « club du suicide », ce sont encore de véritables soviets qui surgissent sous des étiquettes nouvelles, en Saxe, dans la Ruhr et les principales régions ouvrières, en riposte au putsch de Kapp en mars 1920, comme éléments d'un nouveau pouvoir, bâti par les travailleurs et reposant sur eux, disposant de sa propre armée ou milice, de ses propres forces de police, de sa justice et battant sa propre monnaie. Au cours des années suivantes, bien qu'ils ne constituent dans la typologie des conseils qu'une catégorie particulière, les conseils d'usine, les *Betriebsräte*, vont jouer un rôle politique spécifique suffisamment important pour qu'en dépit des réserves de Zinoviev et de quelques autres, les plus hautes instances du parti russe et de l'Internationale décident de les utiliser comme premier cadre institutionnel du nouveau pouvoir dans cette Allemagne soviétique qu'ils entendent construire à partir de l'insurrection d'octobre 1923.

À l'autre extrémité du vieux continent, moins de deux ans plus tard, le comité de grève de Canton-Hong-Kong – né, lui aussi, sous la forme élémentaire d'une direction centralisée de grévistes de plusieurs entreprises – devient un véritable soviet dont l'autorité s'oppose à celle de l'occupant britannique comme du gouvernement de Canton. L'Espagne – dans sa province asturienne pendant les derniers jours de l'insurrection ouvrière d'octobre 1934, puis sur l'ensemble du territoire « loyaliste » à l'été 1936 – se couvre elle aussi d'un réseau serré d'organisations dans lesquelles un observateur averti comme Franz Borkenau n'a aucune peine à saisir immédiatement l'essence « soviétique » – ou tout au moins « présoviétique » – sous le kaléidoscope des titres différents (comités, *juntas*, ou simplement *consejos*). Là, comme dans l'Allemagne de 1920, comme dans la Chine dix ans auparavant, ce sont les nécessités immédiates d'un combat pour la vie même du mouvement ouvrier et de ses organisations traditionnelles qui imposent cette forme d'organisation et de combat. C'est cet enjeu qui fait d'eux des organismes de dualité de pouvoir, d'un pouvoir ouvrier authentique, même si la « démocratie des conseils » ne s'y reflète pas avec la précision

arithmétique souhaitée par les théoriciens du « système des conseils ». Dans tous ces cas, ces organismes de type soviétique ne survivent pas à la conjoncture précise, au danger pressant qui avaient provoqué leur apparition. Dans tous ces cas, partis et syndicats, après avoir subi plutôt que toléré l'apparition des soviets, s'empressent de leur conférer solennellement le caractère provisoire et honoraire que les sociaux-démocrates d'Ebert avaient réservé en 1918 aux conseils allemands : les ministres anarchistes signeront eux aussi les décrets de dissolution dans l'Espagne républicaine de ces conseils que n'y avait défendus aucun parti bolchevique.

Le mouvement de constitution des conseils ouvriers, amorcé par la naissance des soviets de députés en Russie, ne cesse pas de se manifester au cours des années qui suivent la révolution russe, mais tout se passe désormais comme s'il n'était plus qu'un courant, toujours puissant, certes, mais souterrain, explosant dans des circonstances données qui ne sont pas toutes des situations prérévolutionnaires ; mais pour s'effacer presque aussitôt, sans réellement résister. Cette inconstance va déjouer bien des espérances et des calculs stratégiques. Après la chute de la monarchie espagnole, les organes de presse de l'Internationale communiste, la *Pravda* comme *Inprecor*, annoncent comme déjà réalisée la naissance de soviets qui pourtant n'existent et n'existeront pas dans cette période. Dans une lettre adressée le 1^{er} septembre 1931 à son ami Andreu Nin, Léon Trotski avoue même sa perplexité : « Je me demande parfois pourquoi il n'y a pas de soviets en Espagne ¹... » Il tente pourtant de répondre à sa propre question, et les éléments qu'il avance, non sans prudence, méritent d'être examinés. Il écrit :

Il semble que le mot d'ordre des « *juntas* » soit lié dans l'esprit des ouvriers espagnols à celui des soviets, et que, pour cette raison, il leur semble trop dur, trop décisif, trop « russe ». C'est-à-dire qu'ils le considèrent avec des yeux différents de ceux des ouvriers russes à la même étape. Ne sommes-nous pas ici confrontés à un paradoxe historique, dans lequel nous voyons l'existence de soviets en Russie agir comme un facteur qui paralyse la création de soviets dans d'autres pays révolutionnaires ?

Mais cette application – fondamentalement correcte – de la « loi du développement combiné » au mouvement organique des masses ouvrières et paysannes ne le satisfait pas entièrement, et il poursuit en revenant sur

l'expérience de Russie : « Nous n'avons réussi en Russie à créer des soviets que parce qu'ils étaient réclamés, non seulement par nous, mais aussi par les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires, bien que – c'est évident – ces derniers aient eu à l'esprit d'autres objectifs. » Et cette remarque le conduit à cette constatation, capitale pour qui a lu avec attention l'ouvrage d'Oskar Anweiler : « Nous ne pouvons pas créer de soviets en Espagne précisément parce que ni les socialistes ni les syndicalistes n'en veulent. Cela signifie que le front unique et l'unité d'organisation avec la majorité de la classe ouvrière ne peuvent pas être réalisés sur ce mot d'ordre. » Et il conclut en conseillant à Nin d'accorder la plus extrême attention à ce que disent de cette question les ouvriers espagnols, et à se demander si ce n'est pas par le biais des « comités d'usine » – organes d'un contrôle de la production réclamé également par les socialistes – que pourrait, à défaut de soviets, passer le rassemblement de tous les travailleurs, organisés ou non, au sein d'organismes suffisamment souples pour leur permettre d'y exprimer directement leurs aspirations.

La remarque, valable pour l'Espagne dans les conditions qui sont les siennes à cet été de 1931, est riche en hypothèses fécondes. Avant la révolution d'Octobre, la forme soviétique a en définitive rallié autour d'elle, à des degrés divers d'enthousiasme et de détermination, dans des optiques et avec des objectifs certes différents, l'ensemble des organisations ouvrières dont aucune en tout cas ne l'a ouvertement et obstinément combattue. Mais il n'en est plus de même dans aucune partie du monde après la victoire de la révolution d'Octobre et la naissance de l'État soviétique. Le danger est dès lors apprécié à sa juste mesure non seulement par les classes dirigeantes mais par les organisations mêmes qui, dans le cadre social et politique ancien, exercent l'hégémonie sur les classes laborieuses et par là s'intègrent à un système qu'elles n'ont plus désormais l'intention de détruire mais seulement de réformer. L'exemple allemand est là encore sans doute le plus éclairant : contre la menace de cette « République socialiste allemande des conseils » – que Karl Liebknecht, vendant prématurément la peau de l'ours, a proclamée le 9 novembre du balcon du palais impérial –, la bourgeoisie allemande, les *Junker*, toutes les couches à leur service et à celui de l'État impérial, se déguisent du jour au lendemain en

« démocrates », partisans du suffrage universel égal, direct et secret, sont prêtes à imposer les armes à la main l'élection immédiate d'une Assemblée constituante qui offre à leur domination et à son avenir la garantie de tout système de démocratie représentative dans le cadre d'un régime reposant sur l'appropriation privée des moyens de production. Si ce qui reste de l'armée impériale, le corps des officiers, constitue le fer de lance, l'arme matérielle de cette opération de liquidation des soviets allemands, la tête politique en est le Parti social-démocrate, et c'est au sein même du congrès des conseils qu'il gagne la bataille politique en obtenant du congrès lui-même qu'il convoque aux urnes l'ensemble des « citoyens » pour élire l'Assemblée nationale. Privé de toute animation et de toute inspiration par un parti politique qui se serait fait – ne fût-ce que pendant quelques mois –, comme le parti bolchevique, le parti du pouvoir des conseils, le réseau des *Arbeiter und Soldatenräte* n'apparaît plus que comme une conque dont la musique dépend de qui souffle dedans et comment, un corps sans âme, le « cadavre » à juste titre cruellement dénoncé – et avec quel mépris – par Rosa Luxemburg elle-même. Se révèle alors cette vérité d'évidence : les soviets, construits par le mouvement même de la classe ouvrière et de ses alliés pour la réalisation de leurs propres objectifs, n'échappent pas aux courants qui divisent cette dernière à l'intérieur du mouvement ouvrier organisé : ils sont, comme ses organisations, enjeu et champ de bataille où se déroule également en définitive le combat entre les classes antagonistes.

Entre 1923 et 1939, il n'existe pas d'ailleurs que la seule façon « social-démocrate » de liquider les conseils comme pouvoir concurrent, pour qui n'a pas la force de s'opposer à leur constitution ou qui, comme la social-démocratie allemande, a dû finalement les accepter de crainte d'un débordement plus grave encore et surtout plus définitif. Pendant les années de politique ultra-gauchiste de l'Internationale communiste, au cours des années qui voient la résistible montée du nazisme écarter tous les obstacles sur la route du pouvoir, l'identification faite par la propagande de l'IC et de ses partis entre le « soviét » et sa forme insurrectionnelle, les lamentables épisodes putschistes comme celui auquel le soviét préfabriqué de Canton devait, en 1927, servir de couverture idéologique et de lien avec la tradition révolutionnaire russe qu'elle foulait en réalité aux pieds,

tous ces éléments contribuent à détourner de la forme soviétique d'organisation, ainsi opposée à leur propre expérience, alors qu'elle était en réalité située très au-delà, les masses importantes et surtout les masses inorganisées sans lesquelles il n'est pas d'organisme de type « soviétique ».

C'est probablement cette expérience parmi d'autres qui explique en partie la position prise en 1936 face aux comités « présoviétiques » – formés souvent exclusivement de représentants d'organisations, mais détenant dans les faits plus de pouvoir et d'autorité révolutionnaire que les soviets de 1905 eux-mêmes – par l'ancien disciple de Trotski, devenu dirigeant du POUM, Andreu Nin, selon lequel la révolution espagnole pourrait et devrait se passer de soviets dans la mesure où elle possède la tradition d'organisation ouvrière, les partis et les syndicats, en un mot le cadre qui manquait, selon lui, aux travailleurs russes et qu'ils ont créé de toutes pièces quand le besoin s'en est fait sentir. S'appuyant sur l'expérience des « alliances ouvrières » constituées par l'accord et le rassemblement de toutes les organisations ouvrières, Nin concluait que cette dernière forme – à ses yeux supérieure puisque mieux élaborée et ne rompant avec aucune tradition – jouerait le rôle, joué en Russie par les soviets, de rassemblement des forces de la totalité de la classe ouvrière. L'explication a incontestablement le mérite d'une certaine logique. Mais l'expérience de la révolution espagnole, même si elle prête aujourd'hui encore à bien des controverses, n'est guère venue étayer l'opinion de Nin. De même, prêt à épouser les vues du « conseillisme », à dénoncer, dans la dégénérescence en Russie du système qu'il avait accueilli avec enthousiasme, la responsabilité exclusive du Parti bolchevique exerçant sa dictature sur le prolétariat, Pierre Monatte appelle de ses vœux en Espagne une « dictature du prolétariat » qui reposerait sur les organes « naturels » – ou, si l'on préfère, traditionnels – du rassemblement des travailleurs, en l'occurrence les syndicats. Mais, au souffle de la révolution la plus profonde qu'ait connu le monde après celle de Russie, les « comités » ne deviendront pas des soviets et renonceront au pouvoir qu'ils avaient détenu pendant quelques semaines. Quant aux syndicats, quoique regroupant dans leurs rangs la grande majorité des travailleurs, ils ne sauront que mettre leur autorité au service de la restauration du cadre ancien, à peine rénové,

de l'État traditionnel. Aux conseils « dégénérés », les critiques les plus systématiques du bolchevisme ne peuvent en définitive opposer que des conseils mort-nés...

Quelle conclusion tirer, pour le moment, dans l'état actuel des connaissances et des analyses scientifiques, du développement du mouvement des conseils à partir de la révolution russe ? Que les forces de conservation sociale et politique des régimes en place en ont apprécié les dangers et les possibilités, qu'elles ont appris à le combattre efficacement, avec une panoplie diversifiée, et qu'elles ne sont pas prêtes, comme en 1905, en 1917, voire en 1918, à se laisser surprendre par lui. Mais aussi que le développement du mouvement des conseils dans un cadre donné ne constitue pas un facteur historique privilégié échappant aux lois de l'histoire. Que son destin dépend dans une très large mesure des forces sociales et, bien entendu, politiques, qui s'y affrontent, et des rapports de force réels entre elles, en d'autres termes, que le pouvoir des conseils n'est pas par essence démocratique, et que la condition pour qu'il le soit est que coexistent, reconnus au sein des masses qui le portent, des tendances, organisations, groupes et partis rivaux acceptant les règles qu'il leur donne et qu'ils s'imposent. Bref, que le caractère démocratique du système des conseils est lié à l'existence et au fonctionnement réels d'une pluralité de ce que, faute de mieux, nous appellerons les « partis » – et enfin que l'existence ou l'inexistence de cette pluralité dépend de facteurs multiples qu'il n'est en tout cas pas possible de réduire sans parti pris à la seule volonté du parti hégémonique.

Dans son introduction comme dans ses perspectives, Oskar Anweiler fait à juste titre allusion au fait que « le leitmotiv d'une démocratie qu'incarnent les conseils a servi de force spirituelle à des révolutions ouvrières pendant l'éphémère révolution des conseils de Hongrie et de façon non moins marquée lors de l'apparition en Pologne de conseils ouvriers d'usine ». Dans les deux mouvements mentionnés, expression suprême dans les deux pays de la façon dont les masses ouvrières réalisaient ce qu'elles entendaient par « déstalinisation », la ressemblance est frappante dans la dialectique entre le mouvement des masses et celui des forces politiques organisées, en particulier l'appareil du parti au service de la couche dirigeante. En Hongrie, c'est ce

dernier qui lance le mot d'ordre de « conseils ouvriers » à la yougoslave, compris comme une concession réformatrice et une promesse de participation. Repris par les travailleurs, le mot d'ordre révèle une fois de plus sa dynamique propre : le conseil ouvrier central du Grand Budapest, élu par les délégués des conseils ouvriers de la presque totalité des usines de la capitale hongroise, devient la direction politique non seulement de la classe ouvrière, mais de l'écrasante majorité du peuple, organise, soutient, anime la grève générale et la lutte politique contre l'armée d'occupation et le gouvernement qu'elle impose. En Pologne, l'idée des conseils est apparue aux bas échelons de l'appareil, au sein de cellules communistes d'entreprise, comme un moyen de briser leur isolement grandissant, d'associer les ouvriers à la gestion de l'entreprise ; l'aggravation de la crise conduit des militants ouvriers communistes à effectuer le rapprochement avec les soviets de 1917, la théorie de l'État et la révolution, à comprendre que la réalité qu'ils ont sous les yeux diffère profondément du tableau tracé par Lénine d'un État ouvrier des conseils. Pendant tout le « printemps polonais d'Octobre », c'est au pouvoir et non à la simple participation qu'aspirent les conseils formés dans toutes les entreprises. Mais ils y seront confinés avec leur légalisation – par Gomulka – comme des conseils de participation. Faute d'avoir su traduire leur influence en termes d'organisation, les « enragés », partisans, comme le journal *Po Prostu*, du pouvoir des conseils, seront éliminés avec l'inévitable reflux.

Or, depuis la première édition de l'ouvrage d'Oskar Anweiler, se sont produits en Europe de l'Est des événements non moins significatifs que ceux de 1956. Le « Printemps de Prague » n'est certes pas né directement d'une initiative des travailleurs tchécoslovaques, mais il les a mis en mouvement. Leur revendication de conseils ouvriers, la création par eux de ces derniers, les tentatives de les fédérer, ont constitué l'aspiration la plus durable et la plus profonde, celle en tout cas que la « normalisation » a mis le plus de temps à effacer, au moins en apparence. Et ce n'est sans doute pas un hasard si les plus résolus des communistes de ce printemps-là – ceux qui s'exprimaient dans *Politika* et *Reportér* et qu'on juge aujourd'hui – appelaient, l'automne et l'hiver suivants, les travailleurs à défendre précisément d'abord ces positions-là, en tant

qu'éléments essentiels en vue de la reconquête ultérieure d'un pouvoir qu'ils considèrent comme usurpé. En décembre 1970 enfin, la grève des ouvriers polonais des ports de la Baltique a donné naissance aux traditionnels comités de grève élus, et surtout aux comités centraux s'élevant au-dessus du simple niveau de l'entreprise et revêtant déjà par là même une signification politique. Or ces comités de grève n'ont pas disparu avec la reprise du travail : un an après, la commission ouvrière de Szczecin, issue directement du comité local central de grève, disposait encore non seulement d'une existence officieusement tolérée, d'une autorité morale considérable parmi ses mandants, mais de moyens d'action, de forces de coaction, d'instruments d'information, bref, constituait un pouvoir capable d'imposer, comme elle l'avait fait en janvier 1971, la négociation au pouvoir et la satisfaction des revendications ouvrières les plus pressantes. Là encore – le fait est significatif –, faute de force politique spécifique, luttant pour un système gouvernemental dans lequel les conseils constitueraient l'ossature du pouvoir, faute, en un mot, d'un « parti des conseils », ces soviets véritables n'ont d'autre perspective immédiate que la recherche de compromis par lesquels les autorités en place s'efforcent de les désagréger, intégrant certains éléments pour en écarter d'autres, et s'efforçant de « récupérer » le mouvement.

Au terme de son troisième quart, le mouvement des conseils né à l'aube du xx^e siècle continue son chemin. Dans le grand bouleversement qu'a été pour la Chine la « grande révolution culturelle prolétarienne », il n'est pas difficile de saisir, à travers les références pratiques à la méthode de la « Commune de Paris », à travers les initiatives des ouvriers de Shanghai au temps de leur éphémère Commune notamment, ce visage moderne de la « vieille taupe ». Les correspondants occidentaux ont décrit en termes saisissants, sur le vif, au cours de la guerre civile jordanienne de 1970, la naissance à Irbid d'un véritable soviet – organisme de combat découvert spontanément par les combattants palestiniens que soutenait toute une population. L'éphémère « Assemblée populaire » de Bolivie, les tentatives similaires amorcées aujourd'hui au Chili, démontrent, autant par ce qu'elles sont que par les violentes attaques dont elles sont l'objet, qu'aucun continent n'échappe désormais à cette tendance spontanée des

travailleurs à ériger des organes de combat qui soient aussi ceux d'une démocratie directe. Et si le phénomène est particulièrement frappant dans les pays où a été détruite l'organisation économique et sociale reposant sur l'appropriation privée des moyens de production, c'est sans doute que cette première révolution a créé les conditions mêmes de la seconde, proprement politique, et que la voie de la démocratie directe, celle du pouvoir des conseils ouvriers, apparaît ici comme une exigence immédiate, suggérée par l'expérience historique même dont ces régimes se réclament, tout en la niant dans la pratique. L'avenir de l'Union soviétique infirmera ou confirmera cette hypothèse.

L'étude d'Oskar Anweiler a enfin l'immense mérite d'aborder concrètement une situation historique concrète, d'en décomposer les éléments pour montrer leur interaction, l'influence réciproque qu'ils exercent les uns sur les autres, de retracer en un mot, pour la Russie dans une période donnée et à travers la problématique des conseils, la dialectique de l'histoire. Elle ne manquera pas probablement d'exercer une grande fascination sur une génération dont on a souvent écrit, sans même se soucier de comprendre pourquoi, qu'elle était éprise d'utopie. Mais ni la méthode ni les conclusions de l'auteur ne sont en cause. Bien que nous ne le suivions pas lorsqu'il qualifie également de « dictature bolchevique » le régime de la Russie des soviets du vivant de Lénine et celui de la Russie sans soviets de l'époque de M. Brejnev, nous devons reconnaître que son histoire des soviets de 1905 à 1921 n'est pas écrite en noir et blanc et qu'en dépit de ses tendances personnelles il évite le plus souvent d'opposer systématiquement les vertus du « conseillisme » au « cynisme » ou au « totalitarisme » des bolcheviks. Aucun problème historique n'est jamais réglé par un simple verdict, et les lieux de l'histoire n'ont pas soif de la reconnaissance de la culpabilité de tricheurs qui en fausseraient les lois bienfaites. Le problème de la démocratie directe, du pouvoir des travailleurs, celui du pouvoir des conseils ouvriers est sans aucun doute un des problèmes cardinaux du xx^e siècle pour qui n'a ni la mémoire courte ni la vue basse et admet qu'il a bien été effectivement et demeure plus que jamais celui des guerres et des révolutions. À ce seul titre déjà, il mériterait d'être étudié et approfondi. Mais il constitue en outre, selon toute vraisemblance, l'une des clés

de l'avenir de l'humanité, et, ne serait-ce que parce qu'il s'est posé à elle depuis le début du xx^e siècle, il faudra bien y répondre autrement qu'en le niant ou en le fuyant. La révolution russe pour sa part n'a que partiellement répondu à la question posée. Le poids de cette réponse, partielle et tronquée, se fait sentir aujourd'hui encore dans les faits comme dans les consciences. Oskar Anweiler, sur un terrain scientifique bien délimité, a donné une réponse qu'il a voulu la plus complète possible, avec les éléments mêmes qui permettent éventuellement de constater son interprétation personnelle. C'est là un immense mérite. Son ouvrage est en lui-même une preuve et un appel. Une preuve qu'une telle recherche est nécessaire, non seulement pour qui veut transformer, mais simplement comprendre ce monde que nous vivons. Un appel à réfléchir, à comprendre, une création. Un outil.

PIERRE BROUÉ

Avant-propos de l'auteur à l'édition française de 1972

Il peut sembler discutable, à première vue, d'offrir telle quelle au public la traduction d'un ouvrage paru il y a maintenant une bonne dizaine d'années. Depuis lors, en effet, tant en Union soviétique qu'en Occident, surtout à l'occasion du cinquantenaire de la révolution d'Octobre, de nombreuses publications sont venues consacrer quelques pages à l'évolution des soviets russes et, parfois, faire appel à des sources encore ignorées ou mal connues à l'époque où fut rédigé le livre que nous présentons aujourd'hui au lecteur de langue française.

Nous formulons alors l'espoir de voir des études spécialisées approfondir le problème des conseils dans le cadre de la révolution russe, nous obligeant ainsi peut-être à modifier l'exposé d'ensemble que nous avons essayé d'en donner. Or, cet espoir n'a malheureusement pas été confirmé. Certes, les recherches les plus récentes projettent une lumière nouvelle sur maints points de détail, mais sans nécessiter pour autant quelque refonte que ce soit d'un ouvrage qui, dans l'analyse des événements comme dans ses conclusions fondamentales, conserve toute sa validité. Voilà qui concerne plus particulièrement les origines historiques des soviets russes, leur apparition lors de la révolution de 1905, l'attitude de Lénine et des bolcheviks envers eux, l'action des conseils ouvriers pendant la révolution de 1917 et la fin du mouvement après l'insurrection de Cronstadt, qu'on trouvera ici, pour la première fois, replacées dans leur contexte global et saisis dans leur dynamique.

OSKAR ANWEILER,

juillet 1971

Introduction

La Constitution de la Russie d'aujourd'hui, l'Union des républiques socialistes soviétiques, a pour base formelle le système des conseils (ou soviets)¹. C'est pourquoi on lie couramment la notion de « soviets » à celle de bolchevisme ; fondée ou non sous l'angle politique, cette assimilation est en tout état de cause indéfendable du point de vue historique. Il suffit en effet d'étudier la période de formation de l'État bolchevique pour s'apercevoir que les conseils eurent une origine autonome et que c'est seulement à une certaine étape de leur développement qu'ils se fondirent dans un système nouveau, le système bolchevique des conseils, lié à la théorie léninienne de l'État et de la révolution autant qu'à la pratique de l'État et du parti bolcheviques.

Le présent ouvrage a pour objet de retracer l'histoire des conseils russes, de leur naissance à leur agrégation à l'État bolchevique, processus auquel on donnera le nom de « mouvement des conseils ».

Cette étude est à notre connaissance la première et encore la seule du genre. Fait d'autant plus singulier que la problématique des conseils se trouve placée au cœur de l'histoire de la révolution russe et du bolchevisme. Il s'agit là, en effet, d'un phénomène politique et social le plus généralement évacué de la totalité historique, bien que, sous ses multiples aspects, il vaille incontestablement un examen approfondi. Les événements révolutionnaires survenus en Hongrie et en Pologne pendant l'automne de 1956 ont porté au premier plan de l'actualité, d'une façon aussi dramatique qu'assez inattendue, le problème des conseils, sur lequel le système yougoslave des conseils ouvriers avait déjà attiré l'attention.

Voilà qui montre que nous avons affaire en l'occurrence à une continuité à la fois historique et théorique dont la révolution russe constitue la pièce maîtresse. Le mot d'ordre « Tout le pouvoir aux soviets ! », lancé par Lénine en 1917, devait retrouver une efficacité, un rayonnement, hors des frontières russes, à une

époque où les soviets ne jouaient déjà plus aucun rôle en Russie elle-même. On vit naître alors un mythe des conseils, appelé à constituer un aspect essentiel de l'histoire du mouvement ouvrier et du socialisme européens, et dont les divers modes de manifestation forment une matière historique du plus haut intérêt pour le chercheur. Dans l'Allemagne de 1918-1920, par exemple, la question des conseils fut à l'origine de très vives controverses et donna naissance à une foule d'ébauches théoriques qui allaient selon les cas de la glorification inconditionnelle et idéaliste à la fin de non-recevoir pure et simple¹. De nos jours, enfin, le leitmotiv d'une démocratie qu'incarnent les conseils a servi de force motrice spirituelle à des révolutions ouvrières, pendant l'éphémère révolution des conseils de Hongrie et de façon non moins marquée lors de l'apparition en Pologne de conseils ouvriers d'usine².

Ayant donné ces quelques indications sur l'impact ultérieur du modèle offert par le mouvement des conseils russes, nous pouvons maintenant définir le cadre spécifique de notre travail. Nous allons retracer et analyser l'émergence des soviets au cours de la révolution russe, leur activité pratique et leur rôle politique en 1905 et en 1917, puis la démarche théorique et pratique des bolcheviks comme de leurs adversaires des autres partis socialistes, et, enfin, la transformation des organismes révolutionnaires en instruments du nouveau pouvoir d'État « soviétique ». Cette recherche n'ira pas au-delà de 1921, date fatale pour le mouvement des conseils : l'écrasement de l'insurrection de Cronstadt ne devait-elle pas marquer l'étouffement par la force de l'idée des conseils en Russie et son détournement à d'autres fins ? Tandis que les soviets se voyaient confinés au rôle d'organes constitutionnels, le mot d'ordre des « conseils libres », cher aux insurgés, devenait le symbole de la « troisième révolution » dirigée contre les usurpateurs bolcheviques de l'idée des conseils. Et, du soulèvement des marins de Cronstadt, en mars 1921, à l'Octobre hongrois et polonais de 1956, en passant par le 17 juin 1953 en Allemagne de l'Est, la résurrection des conseils s'est poursuivie au feu de la lutte contre la dictature bolchevique.

Rappelons ici que le mouvement des conseils en Russie n'a jusqu'à présent jamais été étudié comme une totalité. Ou bien l'on a traité des soviets au fil des

événements, dans le cadre d'un exposé d'ensemble de la révolution russe, ou bien l'on s'est borné à l'examen de la constitution soviétique pour en faire ressortir les particularités juridiques concernant le système des conseils, sans se soucier toutefois d'aller aux racines historiques de celui-ci. Seuls les ouvrages d'Arthur Rosenberg³ et de Martin Buber⁴ s'intéressent au développement des conseils russes, mais c'est en fonction d'une thématique plus générale et donc, il va de soi, sans faire de cette question un objet à part.

Un mot encore à propos de l'état des sources : il s'est révélé en général plus favorable au chercheur que nous ne l'avions craint tout d'abord. Outre d'innombrables recueils de documents, concernant les révolutions de 1905 et de 1917 ainsi que la période suivante, et les écrits de Lénine, de Trotski et d'autres protagonistes de la révolution comme de multiples mémoires, une foule de brochures, de pamphlets et des journaux les plus importants pour notre sujet se prêtent à une utilisation féconde. Toutefois, les matériaux à consulter sont géographiquement très dispersés. On n'a pas pu prendre connaissance de tous les recueils de documents et monographies publiés en URSS, loin de là, sans parler, bien entendu, des sources inédites déposées aux archives nationales et locales. Aussi bien n'était-il pas possible de fournir un tableau complet des événements et des particularités d'ordre local et nous n'en avons nullement l'intention. Quand les contacts avec les historiens soviétiques se seront améliorés, un champ nouveau s'ouvrira sur ce plan à la rédaction d'études spécialisées.

I. Les termes « conseil » et « soviet » seront employés ci-dessous indifféremment l'un pour l'autre. Outre sa signification originelle, le vocable russe « *sovet* », comme l'allemand « *Rat* », l'anglais « *council* » et le français « *conseil* », qui en sont la traduction littérale, a servi à désigner de manière très générale une assemblée délibérant sur des affaires de types divers (politiques, économiques, etc.), et cela non seulement en Union soviétique mais aussi, déjà, en Russie tsariste. Les « soviets », au sens par excellence historique et politique, furent dénommés tout d'abord « conseils des députés ouvriers »

(« *sovety rabočikh deputatov* »), puis « conseils des députés ouvriers, paysans et soldats » (« *sovety rabočikh, krest' janskikh i soldatskikh deputatov* »), avant de devenir les « conseils de députés des travailleurs » (« *sovety deputatov trudjaš čikhja* ») qu'ils sont restés depuis l'adoption de la constitution de 1936. On utilisera non moins indifféremment les expressions « conseils des députés ouvriers », etc., et « conseils ouvriers », « conseils paysans », etc.

I. Les précurseurs des conseils russes

1. Problématique de la notion de conseils

On entend par « conseil », dans le langage courant, une institution représentative dont les membres sont habilités à délibérer collégalement sur des questions de leur compétence (ainsi les conseils municipaux, le Conseil d'État, les conseils d'administration). Mais le terme de « conseil » a été appliqué par ailleurs, dans une acception historique et politique déterminée, à des organismes représentatifs qui, nés la plupart du temps dans des situations révolutionnaires, servaient de délégués aux catégories socialement inférieures (soldats, artisans, ouvriers, etc.)¹.

Conçue de cette façon-là, seule pertinente en l'occurrence, la notion a été prise dans un sens plus ou moins large pour désigner les divers modes de manifestation historiques d'un type de base présumé, le « conseil ». Alors que Rosenberg établit une relation d'équivalence entre « les communes des cités du Moyen Âge, les cantons paysans de Suisse, les premières républiques d'Amérique du Nord, puis la Commune parisienne de 1871 et les soviets russes² », un autre auteur présente la *lex Hortensia* (287 avant notre ère) qui, érigeant le plébiscite au rang d'institution, donnait à la plèbe romaine des moyens d'action sur la conduite de l'État, comme la première expression historique de l'idée des conseils³. D'autres auteurs encore restreignent, il est vrai, la notion de conseil à certains phénomènes spécifiques à l'histoire moderne, par exemple, les conseils de soldats anglais du xvii^e siècle ou les deux Communes de Paris – celle de la Révolution française et celle de 1871. Mais il

n'en demeure pas moins, même en ce cas, qu'un critère vraiment universel persiste à faire défaut. Le vague de cette définition se révèle, avant toute chose, quand on cherche à découvrir les précurseurs et les prototypes historiques d'un phénomène unique en son genre, les soviets russes. On retrouve malgré tout les tendances révolutionnaires et les principes d'organisation inhérents aux soviets dans des institutions analogues du passé qu'il est possible à présent de rattacher au type conseil. C'est ainsi que la manifestation concrète du phénomène, après s'être produite en Russie (et, ensuite, lors de la révolution allemande de 1918, par exemple), a donné à la notion de conseil son contenu propre, celle d'un type constitutionnel de base qui fait sa réapparition dans des périodes différentes de l'histoire.

On peut sans doute différer quant à l'opportunité de construire une notion aussi tranchée. Et l'on ne saurait perdre de vue en l'appliquant qu'on détache ainsi des phénomènes historiques, situés et datés, de leur cadre originaire pour n'en retenir que certaines caractéristiques communes, dont beaucoup purement formelles, et en faire l'apanage du type conseil. Pareille démarche n'est pertinente qu'à condition de ne pas sortir d'une période d'évolution déterminée, aux traits concordants ; ce qui veut dire en l'occurrence qu'il nous faut renoncer à faire état d'exemples, assez voisins d'apparence, mais tirés de l'histoire antique ou médiévale.

Ces restrictions faites, il est permis de dire que la notion de conseils présente les caractéristiques générales suivantes :

- 1) assujettissement à une catégorie sociale placée dans une relation de dépendance ou d'oppression ;
- 2) démocratie directe ;
- 3) mode révolutionnaire d'institution.

La tendance sous-jacente à ces conseils, à laquelle on a pu donner le nom d'« idée des conseils », n'est autre que l'aspiration à réaliser une participation, la plus large et la plus immédiate possible, des individus à la vie publique, par le biais d'assemblées générales – l'idée d'autosouveraineté des masses liée à la volonté de transformer la société par des moyens révolutionnaires.

L'idée des conseils s'est traduite en actes « chaque fois que le peuple a voulu vaincre un pouvoir féodal ou centralisé⁴ », ainsi lors de l'essor de la bourgeoisie en lutte contre le régime féodal ou, par la suite, de la lutte du prolétariat pour son émancipation sociale.

Sur cette base, on distinguera trois formes fondamentales de conseils :

1) le conseil de type « Commune », soit le « peuple » constitué en pouvoir d'État (exemple : la Commune parisienne de 1871) ;

2) le conseil de type « comité révolutionnaire », soit un organe de durée de vie limitée, destiné à prendre en main la direction du combat révolutionnaire (exemple : les conseils de soldats de la révolution anglaise) ;

3) le conseil de type « commission ouvrière », soit la représentation des intérêts prolétariens (exemple : la commission du Luxembourg en 1848).

Ces formes ont le plus souvent, toutefois, des contours extrêmement flous. On verra ainsi qu'aucune d'entre elles ne fut distinctive, à elle seule, des conseils russes, mais que ceux-ci connurent au contraire une évolution qui devait englober tous les types précités (commission ouvrière, comité révolutionnaire et pouvoir d'État).

Tout démontre que les soviets sont apparus lors de la révolution russe sans qu'il existât la moindre liaison consciente entre eux et un modèle historique quelconque. Les diverses institutions dans lesquelles on voit souvent des précurseurs des conseils russes ne présentent donc qu'un intérêt très restreint du point de vue de l'histoire des soviets. S'ils se trouvent inclus dans l'exposé, c'est uniquement pour montrer que, dans des situations analogues, certains groupes sociaux tentent de mettre sur pied des organismes collectifs semblables, que si l'idée des conseils ne procédait nullement avant 1917 d'une tradition continue, l'histoire avait déjà connu des situations parallèles et des formes d'organisation de type voisin⁵.

L'examen des conditions concrètes, des conditions politiques, sociales et socio-psychologiques de la naissance des conseils, permet de saisir cette dernière dans son mode propre d'une façon bien plus directe que par l'étude de prototypes historiques. En outre, il faut savoir distinguer nettement entre l'existence effective des conseils et l'idéologie à laquelle elle a donné le jour et

qui, voulant anticiper le cours des choses, construit un système idéal, à cent lieues de la réalité la plupart du temps. Karl Marx interprétant la Commune de Paris et, plus encore, Lénine faisant la théorie de l'État des soviets, ont tracé un tableau idéal de ce genre, tableau qui finit par se trouver en contradiction totale avec les réalités. C'est l'un des buts de ce travail que de mettre en lumière cette antinomie et de confronter l'histoire réelle du mouvement des conseils avec le développement de l'idéologie dont elle s'assortit.

2. Les précédents historiques

On retrouve dans les trois grandes révolutions que l'Europe occidentale traversa aux Temps modernes – celle d'Angleterre au xvii^e siècle, celle de France en 1789 et celle de 1848 – des organismes présentant des caractéristiques du type conseil.

C'est en effet un genre de conseils de soldats que devaient former les *agitators* de la révolution anglaise⁶. Au printemps de 1647, pour faire pièce à la dissolution du Parlement, les troupes de Cromwell élurent des *agitators* chargés de représenter les simples soldats. Un Conseil de l'armée (« *General Council of the Army* »), composé sur la base de deux soldats ou sous-officiers élus et de deux officiers nommés par régiment, fut mis en place et se proclama (manifeste de Newmarket Heath, 4 juin 1647) représentant de l'armée « des hommes libres du peuple d'Angleterre ». Les *agitators* se posèrent en porte-parole des courants démocratiques au sein de la troupe et eurent pour principal inspirateur le leader populaire Lillburne. Dans le cadre de discussions avec le haut commandement, ils s'efforcèrent de faire prendre à celui-ci une orientation nettement extrémiste. Des conflits ne tardèrent pas à s'ensuivre et, après la mutinerie promptement étouffée de novembre 1647, le Conseil de l'armée fut dissous et le système de représentation aboli en janvier 1648. Du même coup disparurent les bases d'un « gouvernement de dictature révolutionnaire⁷ », si tant est que l'expression ait quelque fondement en l'occurrence.

Pendant la Révolution française, la Commune de Paris constitua « le mode de manifestation le plus pur du point de vue de classe⁸ » du mouvement révolutionnaire bourgeois affrontant, de 1789 à 1794, l'ordre social féodal, la forme d'organisation politique de la bourgeoisie et de la petite-bourgeoisie révolutionnaires. Toutes les tendances démocratiques radicales du XIX^e siècle se sont réclamées de cette Commune dans laquelle on serait dans une très large mesure fondé à voir un précurseur des conseils⁹.

À l'origine du mouvement des communes, qui marqua la Révolution française, se trouve l'élection à deux degrés aux États généraux, organisée dans les 60 quartiers de Paris, pour désigner des électeurs chargés, à leur tour, d'élire les représentants parisiens du tiers état. Cette assemblée fut rendue permanente et forma un conseil municipal révolutionnaire, la Commune de Paris. Le mouvement devait bientôt gagner l'ensemble du pays. Partout des conseils communaux s'instituèrent. La bourgeoisie possédante y exerça tout d'abord la prépondérance, mais les assemblées ne tardèrent pas de se radicaliser par suite de l'accroissement en leur sein de la fraction non possédante. En avril 1790, les 60 quartiers de la capitale furent remplacés par 48 sections dont les élus constituèrent, dès lors, une commune *de facto*.

Les sections furent, aux côtés des clubs politiques et des assemblées populaires, les foyers de l'action révolutionnaire. Elles établirent de leur propre chef le suffrage universel, prirent en main les fonctions de police, veillèrent au maintien des activités économiques (confection d'uniformes pour les armées, ouverture d'ateliers), bref, elles exercèrent la souveraineté au nom du peuple. En même temps, des assemblées en perpétuel état d'agitation se tenaient sans discontinuer. Le 10 août 1792, une insurrection dirigée par les jacobins substitua à l'ancienne municipalité une commune que les sections les plus extrémistes dominaient.

En 1793, après l'instauration de la suprématie jacobine, les sections se transformèrent toujours davantage en organes du pouvoir central et en instruments de la Terreur, sous l'influence de comités mis en place par le régime et à sa dévotion. « C'était la mort des sections et des municipalités révolutionnaires¹⁰. » De fait, après l'exécution de Robespierre et le triomphe de

la réaction qui suivit, les sections, et la Commune qui prenait appui sur elles, ne firent plus que perdre du terrain.

Les sections parisiennes se révélèrent des formes de démocratie directe et radicale : les députés élus au suffrage universel étaient soumis à un contrôle constant, et révocables. Pour être issu d'une foule de mesures liées à la situation politique immédiate et à des considérations tactiques, le principe de la souveraineté directe du peuple, que la Commune devait incarner en son temps, n'en demeura pas moins un modèle dont toute une tradition révolutionnaire s'inspira désormais.

La « commission du gouvernement pour les travailleurs » de la révolution de février 1848, créée par décret sous la pression des masses laborieuses, et encore appelée « commission du Luxembourg » d'après le nom du palais parisien où elle siégeait, fut quant à elle du type « commission ouvrière ¹¹ ». Cet organisme, composé d'une commission et d'une assemblée, réunissait des ouvriers élus sur une base corporative et des délégués patronaux ainsi que quelques théoriciens socialistes (Louis Blanc notamment). Bien qu'elle eût été mise en place en vertu d'une décision gouvernementale et comprît sur le papier des représentants des patrons comme des travailleurs, la commission, par suite de la défection des premiers et de la fermentation des esprits, s'institua le porte-parole des aspirations populaires à une réforme politique et sociale. Elle fut dissoute par la défaite de l'insurrection de juin.

Quoique les mesures qu'elle prit fussent restées sans portée pratique (les dispositions fixant la durée légale du travail à 10 heures par jour à Paris et à 11 heures en province furent rapidement abrogées), la commission marqua néanmoins une étape importante dans l'histoire du mouvement ouvrier. Tout en critiquant âprement son œuvre, Karl Marx lui reconnut « le mérite d'avoir révélé, du haut d'une tribune européenne, le secret de la révolution du XIX^e siècle : l'émancipation du prolétariat ¹² ».

3. Les précurseurs théoriques

Ce qui vient d'être dit des précédents historiques des conseils russes s'applique avec plus de force encore à leurs précurseurs théoriques. À l'examen, on décèlera certes dans les conceptions politiques révolutionnaires et dans les projets de société future nourris par les penseurs socialistes et anarchistes du XIX^e siècle bien des éléments de l'idée des conseils. Mais on ne saurait pour autant parler de filiation directe des premiers à la seconde. Des idées qui semblent préfigurer le système bolcheviste des conseils d'après 1917 ou la théorie des conseils « pure » élaborée par certains des adversaires de celui-ci allaient de soi ou peu s'en faut aux yeux d'hommes qui cherchaient à jeter les bases d'un nouvel ordre social, d'une « restructuration » de la société, pour reprendre l'expression de Buber. Émancipation de la tutelle de l'État, autogestion de groupes de producteurs associés, autonomie des communes, voilà les questions fondamentales dont le socialisme européen devait débattre constamment, des « utopistes » de la première moitié du XIX^e siècle, puis de Proudhon, Bakounine, Marx, Engels, Kropotkine, aux diverses tendances du syndicalisme révolutionnaire et aux partis socialistes organisés¹³. Toutefois, si les analogies formelles et structurelles sont frappantes et nombreuses entre ces corps d'idées et le système des conseils du siècle suivant, il ne faudrait pas en surestimer l'importance.

Les idées de deux personnalités appartenant à ce groupe, Proudhon et Bakounine, méritent dans le cadre présent qu'on s'y attarde un peu. Tout en étant son antipode, Proudhon fut avec Marx l'esprit socialiste le plus créateur de son temps. Ses thèses ont souvent été directement associées aux conseils russes et quelques auteurs leur accordent même un rôle décisif dans leur émergence¹⁴. Quant à Bakounine, il est nécessaire de l'évoquer parce que les principes anarchistes se trouvent liés chez lui, plus vigoureusement que chez Proudhon, à l'action révolutionnaire et assortis de vues intuitives et pénétrantes sur le déroulement concret de la révolution, lesquelles ne sont pas sans intérêt quand on cherche à comprendre le cours des événements en Russie.

Comme l'ont montré plusieurs auteurs¹⁵, l'œuvre écrite de Pierre-Joseph Proudhon (1809-1865), d'une étendue prodigieuse, présente un « noyau anti-

autoritaire » et son anarchisme exprime une « attitude fondamentale qui n'est nullement le propre d'une époque historique déterminée ¹⁶ ». Ses conceptions politiques et économiques découlent de cette option libertaire. Partisan de la propriété privée, Proudhon faisait de l'association des producteurs des diverses corporations la base de l'ordre social « juste ». Qu'on abolisse l'argent et le prêt à intérêt, fondements de l'exploitation de classe, et, disait-il, l'autorité de l'État, incarnée par la bureaucratie et la police, disparaîtrait ; dès lors, les groupements économiques seraient chacun en mesure de se donner des lois propres et de s'administrer directement.

Suivant Proudhon, la forme d'organisation sociale la plus équitable avait pour préalable la constitution du plus grand nombre possible de groupements restreints de producteurs pratiquant une très large autogestion. « Toutes mes idées économiques, élaborées depuis vingt-cinq ans, déclarait-il en 1863, peuvent se résumer en ces trois mots : fédération agricole-industrielle. Toutes mes vues politiques se réduisent à une formule semblable : fédération politique ou décentralisation ¹⁷. »

C'était prendre position, en connaissance de cause, contre le centralisme communiste, dont Marx faisait un trait distinctif de la société future et dans lequel Proudhon, pour sa part, voyait ni plus ni moins qu'une variante de l'ancien absolutisme¹. L'affrontement du marxisme et du proudhonisme, qui devait provoquer l'éclatement et la dissolution de la Première Internationale, connu à certains égards un renouveau cinquante ans plus tard en Russie : l'idéal proudhonien de l'autogestion fondée sur des associations de producteurs, lesquelles serviraient en même temps d'assises au nouveau pouvoir d'État, présente une indéniable parenté avec l'organisation des soviets sur la base de l'usine et avec l'idée d'une « démocratie des producteurs » qui lui était liée. En ce sens, il n'est pas excessif de voir en Proudhon un précurseur théorique des conseils ; mais rien n'indique toutefois que ses idées jouèrent un rôle direct dans leur apparition. En revanche, le centralisme de Lénine au niveau de l'État autant qu'à celui de l'économie, centralisme qui eut pour effet de vider de sa substance le système des conseils, revêt en quelque sorte l'aspect d'une réponse posthume de Marx à Proudhon ¹⁹.

La pensée et l'action de Mikhaïl Bakounine (1814-1876) eurent pour clé le refus passionné du principe d'autorité, et de l'État qui l'incarne²⁰. « La révolution telle que nous l'entendons devra dès le premier jour détruire radicalement et complètement l'État et toutes les institutions de l'État. [...] La cessation des paiements de tout impôt et du prélèvement de toutes les contributions, soit directes, soit indirectes ; la dissolution de l'armée, de la magistrature, de la bureaucratie, de la police et des prêtres ; l'abolition de la justice officielle, la suspension de tout ce qui juridiquement s'appelait droit, et de l'exercice de ce droit », écrivait Bakounine en 1868 dans le programme de l'« Alliance des frères internationaux²¹ ». Il rêvait de la grande insurrection des masses paysannes en Russie et de la révolution véhiculée par les ouvriers des villes aux campagnes d'Europe occidentale. Bien qu'il crût en l'action spontanée des masses, Bakounine réservait à un « état-major révolutionnaire » clandestin le soin de faire la médiation entre les instincts inconscients du peuple et l'Idée révolutionnaire consciente. Il préconisait la formation de comités composés de délégués des barricades, des rues et des quartiers qui seraient liés par un mandat impératif, comptables de leurs actes devant les masses et révocables à tout instant. Ces délégués formeraient la « fédération des barricades » à base de communes révolutionnaires qui chercheraient à s'unir aux autres centres insurgés²². Dans les villages, des comités de paysans, où siègeraient les plus énergiques, viendraient se substituer aux autorités légales. Dès lors, « l'État révolutionnaire et nouveau », qui ne serait plus un État au sens ancien du terme, mais un État « s'organisant de bas en haut par voie de délégation révolutionnaire embrassant tous les pays insurgés au nom des mêmes principes sans égard pour les vieilles frontières et pour les différences de nationalités, aura[it] pour objet l'administration des services publics, et non le gouvernement des peuples²³ ».

Cette vision de comités révolutionnaires élisant un conseil communal et de l'organisation pyramidale de la société « par la libre fédération, de bas en haut, des associations ouvrières tant industrielles qu'agricoles, [...] dans la commune d'abord ; fédération des communes dans les régions, des régions dans les nations, des nations dans l'Internationalité fraternelle²⁴ », est étonnamment

proche de la structure que les conseils russes devaient adopter plus tard, ce qui ne va pas sans justifier un tant soit peu ses prétentions à une validité universelle.

Dans quelle mesure les idées de Bakounine ont-elles influé sur la théorie et la pratique bolchevisques ? C'est là matière à controverse. Pour leur part, les bolcheviks, fidèles continuateurs de la lutte de Marx contre Bakounine, ont toujours refusé d'admettre qu'il existât le moindre lien entre l'anarchisme et eux-mêmes. Mais les choses ne sont certes pas aussi simples. La révolution de 1917, à laquelle présida Lénine, et l'évolution subséquente de l'État soviétique, eurent pour effet de donner une actualité nouvelle à deux aspects essentiels de la pensée de Bakounine. D'une part, ce dernier avait su discerner très nettement, dans les principes autoritaires et centralistes de Marx, le danger d'une future dictature des « chefs du Parti communiste » qui « commenceront aussitôt à [...] affranchir [le peuple] à leur manière²⁵ », repoussant par là aux calendes grecques ce dépérissement de l'État dont ils parlaient si volontiers. D'autre part, on peut noter une parenté très proche entre le programme d'action pratique, que prônait Bakounine, et la tactique adoptée par Lénine et les bolcheviks au cours de la révolution russe. Le premier ne mettait-il pas l'accent sur la nécessité pour les ouvriers de propager la révolution parmi les paysans, au moyen de détachements armés, le cas échéant ? Ne professait-il pas en outre, malgré une méfiance viscérale envers le principe du commandement autoritaire, que le mouvement spontané des masses devait être dirigé par une petite minorité de révolutionnaires conspirateurs ? Et la thèse, chère à Bakounine, selon laquelle il faut que la révolution élimine, « brise », les institutions anciennes ne revient-elle pas constamment sous la plume et dans les discours du Lénine de 1917 ?

La théorie bakouninienne du développement spontané de la révolution – et celle de la capacité d'organisation élémentaire des masses qui en découle – s'est sans doute trouvée partiellement vérifiée plus tard, par le mouvement des conseils russes. Pourtant, là encore, rien ne permet de conclure à une filiation directe d'esprit. Bakounine, suivant de très près les réalités de la lutte sociale – d'une façon tout autre que Marx –, a su anticiper certaines des formes concrètes de la révolution. Si le mouvement des conseils russes ne dut rien aux doctrines bakouniniennes, il se rapprocha beaucoup, dans ses structures comme dans son

dénouement, des conceptions et des prédictions du penseur libertaire. Les inclinations anarchistes dont Lénine fit montre en 1917 furent au contraire le fruit d'une adaptation aux tendances dont les conseils étaient la matérialisation pratique. Il existe ainsi, sur ce plan, une connexion visible et une parenté entre Lénine et Bakounine, qui masquèrent un certain temps les antagonismes fondamentaux qui les opposaient.

4. Karl Marx et la Commune de 1871

Au nombre des précurseurs des conseils russes qui, nous l'avons déjà noté, ne furent pas directement liés pour autant à l'émergence des soviets, il convient de faire une place à part à la Commune parisienne de 1871 et à l'interprétation que Karl Marx en donna. Quand bien même elles n'eurent l'une et l'autre aucune influence sur l'apparition des soviets comme sur leurs premières activités, elles devaient cependant former le point de départ et la base de la théorie bolchevique des conseils. Il s'agit là des débuts de la double évolution signalée tout à l'heure : d'un côté, le phénomène historique effectif des conseils, de l'autre, l'idéologie qu'il a engendrée. Le tableau que Marx brossa de la Commune ne rendait compte de la réalité que d'une manière partielle. Il n'en eut pas moins des effets historiques considérables : ne servit-il pas de fil conducteur à Lénine au moment où ce dernier s'efforça de couler les soviets russes au moule de la théorie marxiste de la révolution et de l'État ?

La Commune parisienne de 1871 surgit à la suite des revers essuyés par la France en guerre contre l'Allemagne, avec, comme arrière-plan, la tradition républicaine et révolutionnaire de la capitale. Ce fut le comité central de la garde nationale, placé à la tête d'un système de conseils de délégués des soldats qui s'était institué dans les unités de l'armée, qui prit l'initiative de proclamer la Commune. Les clubs de bataillon, organismes de base, avaient élu des conseils de légion, dont chacun envoya trois représentants siéger parmi les soixante

membres du comité central. De plus, il était prévu qu'une assemblée générale des délégués de compagnie, révocables à tout instant, se tiendrait chaque mois ²⁶.

Le 18 mars 1871, la garde nationale repousse un coup de main lancé par les troupes du gouvernement que Thiers préside à Versailles. Dans la capitale, le pouvoir tombe aux mains du comité central qui s'installe à l'Hôtel de Ville. Considérant son autorité comme provisoire, il entend le transmettre le plus tôt possible au gouvernement légal, c'est-à-dire, à ses yeux, la Commune. Depuis longtemps déjà, les clubs politiques s'employaient à propager l'idée d'une commune forgée au feu de l'action et s'inspirant de la tradition de la Révolution française. Le terrain se trouve ainsi préparé pour les élections à la Commune qui ont lieu le 26 mars. Y prennent part environ 230 000 personnes (soit 47 % du corps électoral), des ouvriers et des petits bourgeois la plupart du temps, une grande partie de la bourgeoisie se montrant réservée. Parmi les élus, on compte 25 ouvriers et 7 employés contre 30 intellectuels (médecins, avocats, journalistes) ; quant aux autres membres de la Commune, ils sont boutiquiers, artisans, etc ²⁷. Sur les 25 élus ouvriers, 13 seulement – presque tous proudhoniens – appartiennent à la Première Internationale ²⁸.

Les groupements politiques participant à la Commune n'accordent guère d'importance à la condition sociale de leurs membres. Et les élus ouvriers sont tout aussi divisés sur les questions essentielles que leurs collègues. Dès ses premiers jours, la Commune se partage en une minorité « socialiste », composée surtout de membres proudhoniens de l'Internationale, et une majorité « jacobine-blanquiste » qui jouit de l'appui des clubs révolutionnaires et du comité central ²⁹. Tandis que les minoritaires se prononcent pour une fédération de communes libres, sur le plan politique, et pour une association des producteurs, sur le plan économique, la majorité reste très attachée aux traditions centralistes de la dictature jacobine. Les proclamations de la Commune, souvent floues et contradictoires, portent la marque de ces divergences idéologiques ; en ce qui concerne l'action pratique, le nouveau pouvoir suit une ligne médiane, celle que les circonstances lui imposent.

Reconstituer ce que put être le programme de la Commune de 1871, en partant de l'analyse de ses divers composants politiques, de son œuvre

législative, de ses déclarations d'intention et des mesures qu'elle prit en pratique, est rien moins qu'aisé. La primauté en la matière devait revenir au principe républicain de l'autogestion municipale. Pour faire échec à l'antagonisme naturel entre la capitale et le reste du pays – antagonisme très vif en France et susceptible de nuire à la cause de la Commune –, donc pour vaincre la méfiance de la province, on préconisa une fédération libre unissant en une organisation nationale toutes les communes françaises à Paris³⁰. Le principe de remplacement des bureaucrates de carrière par des représentants du peuple élus connut une égale faveur. « Les membres des assemblées municipales, contrôlés, surveillés en permanence et critiqués par l'opinion publique, sont révocables, responsables et comptables de leurs actes³¹. » En revanche, rares (et passablement obscures) furent les proclamations de la Commune relatives aux questions sociales. Les décrets réalisant certaines réformes (la suppression du travail de nuit des ouvriers boulangers, l'interdiction des retenues sur les salaires, par exemple) ou visant à satisfaire de vieilles aspirations socialistes (ainsi de la remise aux chambres syndicales ouvrières des fabriques et ateliers abandonnés par leurs propriétaires), loin d'être conçus en fonction d'un programme clairement socialiste, furent surtout dictés par la nécessité immédiate.

La Commune de Paris ne dura pas plus de deux mois. Quelques villes de province se lancèrent dans des insurrections toutes réprimées dès le début d'avril ; aussi la capitale demeura-t-elle isolée. Les troupes de Versailles passèrent à l'offensive le 21 mai 1871 et de sanglants combats de rue se perpétuèrent jusqu'au 28. Durement frappé déjà par les pertes élevées dues aux combats, le mouvement ouvrier français fut ensuite affaibli pour longtemps par d'innombrables condamnations à mort ou à de lourdes peines de réclusion et par des déportations en masse. Mais l'événement affecta le mouvement socialiste international bien plus encore que l'histoire de France. En effet, la Commune fut à l'origine d'un mythe n'ayant pas grand-chose à voir avec la réalité des faits. Peu de temps avant son effondrement, Karl Marx n'hésitait pas à écrire :

Grâce au combat livré par Paris, la lutte de classe ouvrière contre la classe capitaliste et son État est entrée dans une phase nouvelle. De quelque façon que les choses tournent dans l'immédiat, un nouveau point de

départ, d'une importance historique universelle, est acquis ³².

Et, s'il en fut bien ainsi, le mérite en revient à Marx avant tout autre.

On ne saurait guère parler cependant d'un bond en avant synthétique de la théorie marxienne de la révolution et de l'État. Ce qu'elle dit à ce propos, surtout en ce qui concerne la future société socialiste, lui était dicté par la situation politique contingente et obéissait en général à des considérations tactiques plutôt secondaires ³³. Lorsque Lénine s'évertua, dans *L'État et la Révolution*, à construire un système théorique rigoureux, fondé sur certaines formules du jeune Marx de 1847 et du vieil Engels, il aboutit à une simplification partisane destinée en premier lieu à étayer sa théorie propre. Il est donc erroné de présenter Marx et Engels comme les seuls précurseurs légitimes des conseils russes et du système bolchevique des conseils, ainsi que les théoriciens soviétiques de l'État le font constamment.

Dans le *Manifeste du parti communiste* de 1848, c'est des tâches du prolétariat pendant la révolution qu'il s'agit. « Le prolétariat usera de sa suprématie politique pour arracher peu à peu à la bourgeoisie tout le capital, pour centraliser entre les mains de l'État, c'est-à-dire du prolétariat organisé en classe dirigeante, tous les instruments de production ³⁴. » Deux ans plus tard, après la défaite de la révolution, Marx, comptant sur une reprise de l'activité révolutionnaire, écrivait ces lignes :

Il est de notre intérêt et de notre devoir de rendre la révolution permanente, jusqu'à ce que toutes les classes plus ou moins possédantes aient été chassées du pouvoir, que le prolétariat ait conquis le pouvoir d'État et que l'association du prolétariat ait fait assez de progrès non seulement dans un pays, mais aussi dans les principaux pays du monde, [...] pour qu'au moins les forces productives décisives soient concentrées entre les mains des prolétaires ³⁵.

Rempli d'optimisme par les événements de 1848-1850, il en arrivait à voir dans l'expansion, encore à ses débuts, du système capitaliste les prémises d'un mode de production socialiste et à faire de la classe ouvrière, si faible encore, la force motrice de la révolution sociale. La conquête du pouvoir politique jointe à « des empiétements despotiques sur le droit de propriété et les rapports de production bourgeois ³⁶ » permettrait de jeter les bases d'une société nouvelle.

Au cours de la révolution dite « permanente » par Marx^{II}, un rôle essentiel revient à l'attitude du prolétariat et du parti ouvrier envers les « démocrates bourgeois ». Dans l'« Adresse du comité central à la Ligue des communistes » de mars 1850, Marx esquisse les grandes lignes d'une tactique qui constitue son premier apport à l'idée des conseils. Il y déclare ceci :

Pendant comme après la lutte, les ouvriers doivent en toute occasion formuler leurs propres revendications à côté des revendications des démocrates bourgeois [...]. Il faut qu'à côté des nouveaux gouvernements officiels, ils établissent en même temps leurs gouvernements propres, soit sous forme d'organes dirigeants, de conseils municipaux, soit par des clubs ou des comités ouvriers, de façon telle que les gouvernements démocratiques bourgeois non seulement perdent aussitôt l'appui des travailleurs, mais encore se sentent de prime abord surveillés et menacés par des autorités ayant derrière elles toute la masse des ouvriers.

Marx invitait en outre les travailleurs à s'armer et à « s'organiser en garde prolétarienne autonome, avec des chefs élus par eux-mêmes et son propre état-major également élu par eux, et aux ordres non pas du pouvoir d'État, mais des conseils municipaux révolutionnaires formés par les ouvriers³⁷ ». Les conseils municipaux, clubs ouvriers et autres organismes envisagés par Marx constituent aussi des comités révolutionnaires, lesquels rendent la révolution « permanente » et ont pour mission de mettre en place un genre de « double pouvoir » aux côtés du gouvernement bourgeois. Il s'agit là, en fait, d'une remarquable anticipation du rôle assumé par les conseils d'ouvriers et soldats après la révolution russe de février 1917, qui s'élevaient en force autonome face au gouvernement provisoire et poursuivaient une politique propre. Le programme révolutionnaire énoncé par Marx en 1850 vaut qu'on s'y arrête à un autre titre encore. Dans la mesure où il oppose les conseils municipaux au gouvernement central bourgeois, il fait en apparence de son auteur un partisan d'une autogestion à l'échelon local, échappant à l'autorité de l'État centraliste. Pourtant, Marx en personne rejette catégoriquement cette interprétation plausible à première vue. Dans cette même « Adresse », il met en effet l'accent sur la nécessité d'une coordination centralisée des clubs ouvriers par la Ligue des communistes. Le programme ouvrier, c'est l'un de ses articles essentiels, rejette la solution démocratique des républiques fédérées et se prononce pour un pouvoir fort. « Les ouvriers doivent [...] essayer de réaliser la centralisation la plus absolue du pouvoir entre les

mains de l'État. Ils ne doivent pas se laisser dérouter par tout ce que les démocrates leur racontent de la liberté des communes, du gouvernement autonome³⁸ », etc. Aux yeux de Marx, les conseils municipaux révolutionnaires ne sont ni plus ni moins que des organismes tout provisoires de combat politique, destinés à donner l'impulsion au mouvement, mais non à servir d'agents privilégiés de la restructuration de la société, laquelle doit au contraire être exécutée par en haut, par le pouvoir d'État centraliste prolétarien. Une antinomie subsiste malgré tout, en l'occurrence, entre l'institution d'organismes révolutionnaires locaux, préconisée pour des raisons tactiques, et le centralisme prolétarien. Cette antinomie, Marx ne chercha nullement à la résoudre, peut-être même ne l'aperçut-il pas du tout. La Commune de Paris devait le confronter à ce même problème, comme Lénine le fut à son tour en 1917.

Marx n'avait ni prévu ni préparé l'insurrection parisienne. Après la proclamation de la république en septembre 1870, il mettait en garde les travailleurs français contre la tentation de « renverser le nouveau gouvernement » qui serait une « folie désespérée »³⁹. Mais dès que la révolution éclata, Marx lui apporta un soutien sans réserve. Après l'écrasement de la Commune, il rédigea, au nom du conseil général de l'Internationale, une adresse sur *La Guerre civile en France*, datée du 30 mai 1871, laquelle proclamait que la cause des communards était inséparable de la cause du prolétariat mondial. « C'est ainsi que Marx s'est annexé la Commune de 1871. Un phénomène historique bien curieux, car le soulèvement communard n'était ni politiquement ni doctrinairement l'œuvre de Marx », comme le note à bon droit l'historien Arthur Rosenberg⁴⁰.

On peut résumer de la façon suivante les thèses principales du texte de 1871 et ce que Marx et Engels eurent l'occasion de dire par la suite à ce propos :

1) Pour que la révolution puisse triompher, il faut que le prolétariat détruise la machine de l'État, instrument de la classe dirigeante. « La Commune, notamment, a fourni la preuve que la classe ouvrière ne peut pas simplement prendre possession du mécanisme politique existant et le mettre en marche pour réaliser ses buts propres », écrivait Marx dans la préface qu'il donna en 1872 à une réédition du *Manifeste du parti communiste*⁴¹.

2) À l'armée, à la police et à la bureaucratie devaient succéder une milice populaire armée et une autogestion que les masses travailleuses exerceraient par le truchement de mandataires révocables et contrôlables, tenus de rendre des comptes à tout moment.

3) De là s'ensuit le refus du régime parlementaire et du principe de la séparation des pouvoirs. À leur place se trouvait une instance aux fonctions simultanément législatives, administratives et judiciaires. « Au lieu de décider une fois tous les trois ou six ans quel membre de la classe dirigeante devait “ représenter ” et fouler aux pieds le peuple au Parlement, le suffrage universel devait servir au peuple constitué en communes, comme le suffrage individuel sert à tout autre employeur en quête d'ouvriers et de personnel de direction pour son affaire [...]. La Commune devait être non pas un organisme parlementaire, mais un corps agissant, exécutif et législatif à la fois ⁴². »

4) À la base d'un État de type « Commune », il y a des communes jouissant d'une très large autonomie administrative mais unifiées au sommet, selon une structure pyramidale. « Le régime de la Commune une fois établi à Paris et dans les centres secondaires, l'ancien gouvernement centralisé aurait, dans les provinces aussi, dû faire place au gouvernement des producteurs par eux-mêmes [...]. L'existence même de la Commune impliquait, comme quelque chose d'évident, la liberté municipale ; mais elle n'était plus dorénavant un obstacle au pouvoir d'État, désormais aboli [...]. L'unité de la nation ne devait pas être brisée, mais au contraire organisée par la Constitution communale ⁴³. »

5) L'État de type « Commune » sert de voie de passage au communisme, à la société sans classes, en tant qu'il abolit la propriété privée, socialise les moyens de production et organise l'économie en fonction d'un plan d'ensemble, bref, en tant qu'il établit le socialisme mûri au sein de la société capitaliste. Marx écrivait à ce propos en 1875 : « Entre la société capitaliste et la société communiste se place la période de transformation révolutionnaire de la première en la seconde. À quoi correspond une période de transition politique où l'État ne saurait être autre chose que la dictature révolutionnaire du prolétariat ⁴⁴. » Et, après la mort de Marx, Engels concluait en ces termes la préface qu'il venait de rédiger pour une réédition de *La Guerre civile en France*, tirée à l'occasion du vingtième

anniversaire de la Commune : « Le philistin allemand a été récemment saisi d'une terreur salutaire en entendant prononcer le mot de dictature du prolétariat. Eh bien, messieurs, voulez-vous savoir de quoi cette dictature à l'air ? Regardez la Commune de Paris. C'était la dictature du prolétariat⁴⁵. » Ces lignes mettent également en relief la formule à laquelle le marxisme devait réduire l'essence de la Commune. Un État de ce type, comme Marx le proclamait dans *La Guerre civile en France*, n'était autre que « la forme politique enfin trouvée qui permettait de réaliser l'émancipation économique du travail⁴⁶ », la forme historique concrète de la dictature du prolétariat, stade de transition vers la société sans classes et le « dépérissement de l'État » en général.

Si superficielle qu'elle soit, une comparaison de l'histoire effective de la Commune de Paris avec l'interprétation marxienne suffit à montrer que le tableau que Marx en donna est loin de recouvrir exactement la réalité. Dans la mesure où Marx exaltait certains traits du mouvement et en passait d'autres sous silence, ou les sollicitait dans son sens, il traçait l'image d'une « Commune marxiste » idéalisée, destinée à s'insérer dans sa conception de l'histoire et de la révolution. De son vivant même, on reprocha à Marx d'avoir « usurpé » la Commune. Bakounine, le premier, souligna que Marx s'était vu contraint par les faits de s'approprier le programme communard, opposé au sien, afin de maintenir sa position au sein de l'Internationale socialiste⁴⁷. Il est en effet hors de doute que le tableau de la révolution, esquissé dans l'« Adresse du conseil général », ne s'accorde guère avec les thèses que son auteur avait soutenues jusqu'alors. L'indique notamment le fait indéniable qu'il s'efforce de concilier les tendances foncièrement fédéralistes de la Commune avec la conception centraliste qu'il se formait de l'État. Pour supprimer cette antinomie, Marx affirmait que le « gouvernement des producteurs par eux-mêmes » rendait superflu l'État de type ancien et que la toute neuve « unité de la nation » permettait de surmonter la contradiction entre le centralisme et l'autogestion.

Voulant éviter le plus possible de parler du caractère anti-centraliste de la Commune, Marx et Engels, comme Lénine le fit après eux plus expressément

encore, ont mis l'accent sur les aspects négateurs du mouvement, à savoir : la « destruction » de l'actuel pouvoir d'État bourgeois et la rupture avec le régime parlementaire traditionnel. C'est en exaltant les caractéristiques formelles de la Commune (suppression de la bureaucratie de carrière ou révocabilité des élus par les électeurs, par exemple) que Marx jeta les bases de la consécration de la commune et, par la suite, des soviets, comme seule forme de la dictature de classe du prolétariat. Et ce ne fut qu'après 1945 que ce concept céda la place à la notion de « démocratie populaire » ; ce ne fut qu'en 1956 que le XX^e congrès du Parti communiste soviétique admit l'existence d'autres voies encore de « passage au socialisme », sans d'ailleurs renoncer pour autant à la forme soviétique.

L'interprétation marxienne de la Commune n'eut guère un rôle notable dans le cheminement de la pensée propre aux partis socialistes de la II^e Internationale. Il fallut attendre la révolution bolchevique de 1917, la mise en place d'un État des soviets et la lutte idéologique des bolcheviks contre les partis socialistes pour la voir devenir d'une actualité brûlante. D'une part, les léninistes en firent un argument massue pour justifier leurs théories et pratiques institutionnelles ; d'autre part, les marxistes antibolcheviques l'invoquèrent pour montrer à quel point leurs adversaires avaient perverti le marxisme authentique. La controverse⁴⁸ tourna essentiellement autour de la question suivante : que voulait dire Marx quand il disait de la Commune qu'elle représentait la forme de la dictature du prolétariat ? Tandis que les bolcheviks désignaient avant tout par ce terme l'octroi aux dirigeants de l'État prolétarien de pouvoirs illimités en vue d'abattre les ennemis de classe, les socialistes réformistes faisaient ressortir le caractère démocratique de la Commune tel qu'il découlait du suffrage universel et égal pour tous. Trotski avait certes raison de soutenir contre Kautsky que Marx avait mis l'accent non sur ce caractère démocratique en général, mais sur son contenu de classe (en tant que gouvernement ouvrier surtout⁴⁹). Mais il eût fallu aussi souligner que selon Marx, du moins en théorie, la dictature du prolétariat était synonyme de la suprématie exercée par la grande majorité du peuple sur une minorité d'« exploitateurs »⁵⁰. Ce furent en définitive les réalités

de l'État soviétique bolchevique, se posant en héritier légitime de la Commune de Paris, qui pesèrent d'un poids décisif dans cet affrontement idéologique entre marxistes.

I. Ainsi Proudhon faisait-il en 1864 ce tableau prophétique du centralisme communiste : « Une démocratie compacte, fondée en apparence sur la dictature des masses, mais où les masses n'ont de pouvoir que ce qu'il en faut pour assurer la servitude universelle, d'après les formules et les maximes suivantes, empruntées à l'ancien absolutisme : indivision du pouvoir ; centralisation absorbante ; destruction systématique de toute pensée individuelle, corporative et locale, réputée scissionnaire ; police inquisitoriale ¹⁸. »

II. C'est sur ce terrain que se situait Trotski en élaborant sa célèbre théorie de la « révolution permanente ». En fait, la sentence précitée de Marx contient en germe le programme révolutionnaire de Trotski.

II. Les soviets de 1905

À l'origine de la notion et de la forme du soviet, le « conseil des députés ouvriers » (« *sovety rabotchikh deputatov* »), se trouve la première révolution russe. Les soviets de 1905 ont dû d'acquérir une importance historique universelle au fait qu'ils servirent de prototypes au système bolchevique des conseils et à la structure étatique de la Russie actuelle. Dans sa version léninienne comme dans ses formes extra-russes, l'idée des conseils renvoie concrètement à ce modèle. Toutefois, si les soviets de 1905 réclament notre attention, c'est à un autre titre encore, dans la mesure où ils apparaissent comme une tentative de mettre en place un mode d'organisation politique nouveau et de réaliser le principe de la démocratie directe. En leur qualité d'organismes d'autogestion et de comités de lutte des ouvriers russes, ils constituèrent un phénomène sans précédent qui, pour être issu d'une situation révolutionnaire et d'un état de choses socio-politique portant l'empreinte de conditions spécifiques à la Russie, s'est néanmoins répété plus d'une fois dans des contextes différents.

1. Le mouvement ouvrier russe avant la révolution de 1905

Premières formes du mouvement ouvrier russe

L'émergence et les premières activités des soviets procédèrent de l'histoire du mouvement ouvrier russe, dont l'évolution et les particularités, qu'il faut

expliquer en fonction du contexte global de la société tsariste, furent l'un des préalables.

Au cours de la seconde moitié du XIX^e siècle, l'insertion de l'empire tsariste dans le développement capitaliste, originaire d'Europe occidentale, et les métamorphoses économiques, sociales et politiques qui s'ensuivit devait avoir des effets décisifs sur l'histoire russe. La transplantation de types d'activités économiques modernes dans un pays demeuré, pour l'essentiel, au stade agraire ne pouvait que susciter une foule de problèmes politiques et sociaux. Et, vu l'absence de mécanismes correcteurs, capables d'aplanir progressivement ces antinomies, la situation était appelée à empirer sans cesse. La Russie demeurait un État semi-féodal, au régime autocratique, cependant qu'à l'intérieur du pays de nouvelles différenciations sociales s'établissaient peu à peu et que la classe intellectuelle dirigeante se tournait pour la plus grande part contre le tsarisme. Ainsi, pour la première fois dans l'histoire, se posait le problème d'une « révolution en pays arriéré » – ce problème principal de la seconde moitié du XX^e siècle¹.

La masse des ouvriers d'industrie atteignait tout juste trois millions de personnes¹ à la veille de la première révolution et restait liée de très près à son village d'origine. L'ouvrier russe, entré à la fabrique après l'abolition du servage en 1861, était en outre un « amphibie économique³ » ; il faisait d'abord une saison dans l'industrie, retournait ensuite à la terre, puis cherchait de nouveau, ailleurs bien souvent, un emploi manufacturier. Il restait encore un membre de la communauté rurale, le *mir*, détenait un lopin de terre que sa famille cultivait et son statut légal était aussi celui d'un paysan⁴. Ces fluctuations d'emploi rendaient malaisée la formation d'une catégorie d'ouvriers de qualification professionnelle et de niveau culturel convenables, et conscients de leur situation sociale. Vers la fin du siècle, toutefois, un type nouveau fit son apparition : le prolétaire né à la ville ou, en tout état de cause, rattaché de moins près à l'existence villageoise (sauf en ce qui concerne les registres de police). Les différences de régions et de branches d'industrie jouaient à cet égard un rôle considérable, il va de soi. Ainsi le tisserand des environs de Moscou ou le mineur de l'Oural étaient beaucoup plus liés à la terre que le métallurgiste des

usines géantes de Saint-Pétersbourg, qui avait rompu à peu près complètement avec la glèbe⁵.

Tout émancipé qu'il fut du servage et de la corvée, l'ouvrier était soumis à la fabrique à une dépendance aussi stricte que celle qu'il avait connue auparavant. Depuis 1870, l'industrie russe traversait dans la fièvre les premières phases du « décollage » économique, tandis que les travailleurs continuaient d'œuvrer dans des conditions pré-capitalistes, soit à un stade largement dépassé à cette époque en Europe occidentale et centrale. Au sein de la fabrique, il y avait heurt constant et violent entre les méthodes d'organisation rationnelle du travail, empruntées à l'Occident, et le mode de vie traditionnel. La durée du travail n'était nulle part inférieure à 11 heures par jour, avec de bas salaires que des amendes en espèces venaient souvent diminuer encore. Il n'existait ni protection légale contre l'arbitraire patronal, ni assurances contre les maladies et les accidents du travail, ni système de retraites. Si certaines catégories d'ouvriers à qualification élevée, comme les imprimeurs et, dans une moindre mesure, les métallurgistes et le personnel des chantiers navals, avaient pu de haute lutte améliorer leur condition, la situation de la grande masse des salariés de l'industrie restait, à la veille de la révolution de 1905, extrêmement pénible. Seules quelques lois, promulguées au cours des années 1880 (interdiction du travail de nuit des enfants, des jeunes gens et des femmes, ou création de l'Inspection des fabriques, par exemple), eurent pour effet d'en tempérer un tant soit peu la dureté⁶. Tel fut le terrain sur lequel les premiers conflits du travail, encore inorganisés et ne sortant pas du cadre local, firent leur apparition. Les statistiques permettent de dénombrer 176 grèves de 1870 à 1879, et 165 de 1880 à 1890, auxquelles participèrent la plupart des tisserands⁷. Dans bien des cas, les travailleurs s'attaquaient directement aux lieux de travail, à la fabrique : la foule en colère brisait les machines, se livrait à toutes sortes d'excès. Comme on a pu le noter dans d'autres pays, il s'agit là d'un phénomène caractéristique du mouvement ouvrier en son enfance.

C'est aux années 1870 que remontent les premières tentatives, dues à l'initiative des narodniks mais appelées à tourner court très vite, d'organiser politiquement les travailleurs⁸. Ni les dirigeants ni la base, à demi paysanne,

n'avaient encore de « conscience de classe ». Les débuts d'un véritable mouvement politique ouvrier datent de la fin du siècle, époque où l'intelligentsia marxiste se mit à créer de petits cercles d'études destinés aux travailleurs. Jusqu'alors les luttes au jour le jour des ouvriers et les menées subversives des intellectuels avaient suivi deux voies séparées et qui devaient le rester encore un certain temps, quand bien même elles allaient se rapprochant.

Avec la deuxième vague de l'industrialisation, à l'époque de Witte, soit aux environs de 1895, le mouvement ouvrier subit une transformation notable : les grèves spontanées ne cessaient de gagner en ampleur et en puissance, cependant que les travailleurs s'efforçaient de créer par leurs moyens propres des organisations capables de leur servir de point d'appui pour les luttes revendicatives. Saint-Pétersbourg et diverses villes virent en 1896 et en 1897 se dérouler de nombreuses grèves qu'on peut considérer comme les premières grèves de masse de l'histoire du mouvement ouvrier russe. Il faut signaler toutefois que, si ces grèves furent spontanées, la propagande socialiste avait très vraisemblablement touché beaucoup d'ouvriers⁹.

Ce mouvement spontané fut également à l'origine des premiers essais d'organisation autonome. Celle-ci devait prendre essentiellement deux formes : 1) caisses ou comités de grève ; 2) mutuelles ouvrières. Dans le premier cas, il s'agissait d'organisations illégales, créées sur une base d'entreprise, qui se proposaient de constituer un fonds de soutien aux grévistes. Elles se développèrent tout d'abord, au début des années 1890, parmi les ouvriers juifs de Russie occidentale et servirent même d'assise à la constitution du Parti ouvrier social-démocrate juif, le Bund. Puis elles se propagèrent en Russie proprement dite pendant les grèves de masse de 1896-1897. La nécessité ne tarda pas à pousser les caisses de grève à changer d'objectifs et à se métamorphoser en centres de ralliement pour les travailleurs en lutte. Il fallait en effet diriger et discipliner un mouvement par essence chaotique et, comme ces organismes rassemblaient les ouvriers les plus combattifs, ils firent en même temps la liaison avec les groupements politiques révolutionnaires. C'est sur cette base que vers 1900 la tendance dite de l'« économisme » se mit à croître au sein de la social-démocratie russe. Coriaces, les caisses de grève survivaient à la répression

policière et à des dissolutions répétées. Jusqu'à la révolution de 1905, elles furent les seules organisations de type syndical existant dans le pays et se trouvèrent souvent par la suite à l'origine des syndicats effectifs ¹⁰.

On ne saurait voir en revanche des associations syndicales dans les mutuelles ouvrières, seules organisations légales de la période prérévolutionnaire. Elles ne visaient nullement en effet à diriger des grèves ou à accorder une aide financière aux grévistes. Bien qu'elles se tinsent soigneusement à l'écart de toute activité politique, elles étaient surveillées de près par les autorités qui s'ingéraient souvent dans leurs affaires ¹¹.

Outre ces deux grandes formes d'organisation – abstraction faite, pour le moment, des partis politiques –, il s'en trouve encore une qui, tout en étant située au niveau le plus élémentaire de la lutte sociale, revêt néanmoins une importance particulière pour notre sujet. Dès les premières grèves des années 1880 et 1890, on s'aperçut que les ouvriers élaient parmi eux des délégués chargés de négocier en leur nom avec la direction de la fabrique et avec les autorités. En février 1885, la grande fabrique de textiles Morozov de Tver se mit en grève. Devant l'impossibilité de traiter avec la masse des travailleurs, la direction de l'entreprise, puis le grand maître de la police les invitèrent à élire des délégués. Immédiatement, 7 délégués furent désignés de la sorte et, deux jours plus tard, 16 devaient l'être sur ordre du gouverneur qui s'était rendu en personne sur les lieux. Mais, pendant que les négociations se poursuivaient, les ouvriers commencèrent de démolir les bâtiments. Une fois la grève terminée, la plupart des délégués furent licenciés ¹². Il en fut de même dix ans après, lors d'une grève du textile à Ivanovo-Voznessensk. À cette occasion, le gouverneur de la ville engagea d'office les ouvriers à élire des représentants chargés de lui soumettre leurs revendications. Fait nouveau, quelques femmes figuraient au nombre des 25 délégués. Les pourparlers n'aboutirent toutefois à rien et, le lendemain, une partie des porte-parole ouvriers furent jetés en prison ¹³. Un rapport au tsar, rédigé par les services ministériels à propos des conflits du travail qui éclatèrent en mai 1901 à Saint-Pétersbourg, fait également mention à plusieurs reprises de délégués élus dans diverses entreprises. La direction d'une grande aciérie accepta même, sur leur demande, de mettre à la disposition de ces délégués un

local où ils pouvaient recueillir les doléances des ouvriers en vue de les lui communiquer par la suite ¹⁴.

Comme on le voit, les comités de délégués durent la plupart du temps d'apparaître à la volonté des patrons et des autorités de trouver face à eux des interlocuteurs valables, puisque d'évidence ils ne pouvaient entamer des négociations avec la masse ouvrière dans son ensemble. Dès que l'incitation à créer pareils organismes disparaissait, avec la fin d'une grève, par exemple, les chefs d'entreprise s'en débarrassaient d'une manière ou d'une autre. En raison des licenciements et emprisonnements fréquents de délégués, les travailleurs modérés et avertis n'osaient pas se faire élire et la charge revenait à des ouvriers plus jeunes et plus extrémistes. L'absence du droit de coalition, l'interdiction de présenter des revendications collectives et les lourdes peines dont les grévistes étaient menacés contribuèrent notablement à pousser les ouvriers russes dans la voie de la révolution.

Le régime et les travailleurs

Le régime tsariste fit sienne longtemps l'hypothèse qu'il n'existait pas en Russie de « question ouvrière » semblable à celle qui se posait en Europe. Il projetait sur le terrain nouveau de la fabrique l'image passablement idéalisée qu'il se formait des conditions patriarcales régnant dans les campagnes. En outre, le régime devait tenir compte des intérêts du patronat, guère enclin à favoriser des réformes sociales. Contrairement au ministère des Finances, lié de plus près aux entrepreneurs, le ministère de l'Intérieur, voulant avant tout maintenir l'ordre que l'agitation et les grèves risquaient de perturber et éliminer l'influence des révolutionnaires en milieu ouvrier, penchait pour des concessions en matière de salaires. Dans l'ensemble, on était infiniment loin de mettre en œuvre des idées constructives, et l'octroi de petits avantages alternait avec le recours à la force armée ¹⁵.

L'essor du mouvement ouvrier au tournant du siècle, autant que la nécessité de traiter avec des délégués ouvriers en cas de grèves et autres conflits du travail, poussèrent finalement le régime à intervenir plus résolument dans la vie des entreprises. Dès 1901, le rapport ministériel déjà cité préconisait l'installation de comités permanents de délégués, permettant aux travailleurs de négocier sur une base légale avec les entrepreneurs et avec l'Inspection étatique des fabriques. Après deux ans de délibérations, une commission *ad hoc* mit au point une loi instituant des « doyens de fabrique » (ou « *starostes* ») dans les entreprises industrielles. En vertu de cette loi, promulguée le 10 juin 1903, les ouvriers étaient habilités, si l'entrepreneur y consentait, à choisir dans leurs rangs des candidats parmi lesquels la direction de l'établissement désignait les *starostes*, à raison d'un par atelier. Seuls des questions et des griefs prévus par la loi, à l'exclusion de toute demande relative à une modification des contrats de travail, devaient figurer à l'ordre du jour des réunions électorales. Les élus ne jouissaient d'aucune protection légale personnelle ; ils étaient congédiables à volonté, comme n'importe quel autre salarié, et, en outre, le gouverneur était en droit de les révoquer.

Tout en étant à cent lieues d'accorder aux doyens de fabrique un statut ressemblant à celui des comités d'entreprise d'aujourd'hui, cette loi s'attira d'emblée l'hostilité des patrons, qui restaient parfaitement libres d'autoriser ou non l'élection des *starostes*. Une enquête menée par le ministère des Finances révéla d'ailleurs que la majorité d'entre eux n'avaient cure de la loi. Ce n'est qu'en de rares cas et pour peu de temps que les inspecteurs des fabriques réussirent à faire du corps des *starostes* un organe de médiation entre ouvriers et patrons ¹⁶.

Du côté des ouvriers également, l'institution nouvelle fut accueillie avec scepticisme et dédain. En raison de ses compétences réduites, elle ne pouvait ni prendre des initiatives ni obtenir des résultats sensibles. Les dirigeants des caisses de grève, qui depuis longtemps agissaient dans la clandestinité, et les délégués élus spontanément en cas de grève avaient infiniment plus d'autorité que les *starostes*. Et les socialistes s'employaient activement à discréditer encore

ces derniers. On peut lire ainsi, dans une proclamation sociale-démocrate datée de 1905 :

Camarades, nous n'avons que faire des *starostes* et autres laquais de nos maîtres ! Il nous faut des organisations ouvrières, des associations de travailleurs. Voyez comme ils se sont moqués de nous avec ces *starostes* [...]. C'est la liberté d'association, de réunion, de parole et de presse qu'il nous faut¹⁷.

À l'époque où le gouvernement tsariste édicta la loi sur les doyens de fabrique, la Russie du Sud venait d'être balayée par une vague de grèves auxquelles 225 000 ouvriers, estime-t-on, prirent part¹⁸. Qui plus est, l'agitation socialiste ne cessait de gagner en efficacité ; la lutte pour les revendications économiques s'assortissait désormais de visées politiques et, en certains endroits, des manifestations de masses eurent lieu, réprimées dans le sang par la police et la troupe. Ce fut un prélude aux événements de 1905, que le déclenchement de la guerre russo-japonaise en février 1904 vint interrompre provisoirement.

Il faut citer en outre une singulière tentative, patronnée par la police secrète et son chef, Zoubatov, de résoudre la question ouvrière dans le cadre du système traditionnel, à la fois patriarcal et bureaucratique¹⁹. Le régime cherchait, grâce à ce « socialisme de police », à séparer la lutte économique des ouvriers d'avec l'action politique. En soutenant, par le biais de la « *zoubatovchtchina* », certaines revendications ouvrières, jugées légitimes, il entendait garder la haute main sur les événements et soustraire les ouvriers à l'influence des intellectuels révolutionnaires. Mais pour que l'expérience pût remplir son but, un minimum de concessions authentiques était nécessaire, à savoir : la mise en place d'une auto-administration au moins embryonnaire et d'une législation efficace du travail. Or, comme le régime tsariste ne pouvait concéder ni l'une ni l'autre, la tentative de Zoubatov était vouée à faire long feu.

Toutefois, le fait que l'« Association d'aide mutuelle des travailleurs de l'industrie mécanique », qu'il avait fondée à Moscou en 1901, eût connu un vif succès, de même que ses filiales d'Odessa, Kharkov, Kiev, Minsk et autres, démontre qu'il existait parmi les ouvriers russes un fort courant en faveur d'une organisation la plus large et la plus publique possible. Aux yeux des ouvriers qualifiés, une telle organisation ouvrait la perspective de défendre leurs intérêts

par des moyens légaux, sans avoir à se lancer dans une lutte contre le régime. Zoubatov comblait leurs désirs d'initiative autonome, dans la mesure où il proposait d'élire dans les fabriques des délégués, regroupés à l'échelon local et reconnus officiellement comme les mandataires des travailleurs. Ce projet reçut d'ailleurs un début d'exécution à Moscou : dans certains quartiers de la ville, des assemblées ouvrières élurent des présidents qui se concertaient à intervalles réguliers et formaient un « conseil ("soviet") des travailleurs des industries mécaniques ». Celui-ci était pour ainsi dire l'organe suprême des ouvriers, auquel on venait soumettre ses difficultés et ses doléances ; le soviet veillait en outre à l'application des dispositions légales dans l'enceinte des entreprises, et, le cas échéant, négociait avec l'Inspection des fabriques²⁰. La dissolution de l'association zoubatoviste, à la fin de 1903, entraîna également la disparition du soviet. Certains de ses membres devaient jouer un rôle, en 1905, dans la fondation de syndicats.

Le marxisme et le mouvement ouvrier

Jusqu'à présent, il a été question des formes du mouvement ouvrier russe d'avant 1905 telles qu'elles découlaient, pour l'essentiel, de la lutte quotidienne des travailleurs et de leur volonté naturelle d'unité. Dressé face aux maîtres de fabrique, le mouvement s'efforçait d'atteindre, cas par cas, des objectifs concrets. Quant à ses formes, elles étaient autochtones en ce sens qu'elles avaient pris corps sur la base de la fabrique et d'elle seule. Telle était aussi la raison pour laquelle le mouvement avait un champ d'action spatio-temporel extrêmement restreint ; ne nourrissant pas de véritables desseins politiques, il n'était pas révolutionnaire à proprement parler. Ce fut uniquement par suite de la jonction de ce mouvement, issu spontanément des difficultés économiques des travailleurs, avec les intellectuels marxistes et leurs théories que, vers le milieu des années 1890, un mouvement « prolétarien », à la fois politique et révolutionnaire, prit son essor sous l'aspect du Parti social-démocrate. Cette

jonction progressive constitua, jusqu'à la révolution de 1917, le phénomène dominant de l'histoire du mouvement ouvrier russe.

On a déjà décrit et analysé à maintes reprises la manière dont le marxisme pénétra en Russie et y fut adopté par les intellectuels²¹. En ce qui concerne notre sujet, il importe surtout de noter que le capitalisme industriel et le marxisme se propagèrent à peu près simultanément dans le pays²² :

À la lecture de Marx, on apprenait quels seraient les traits de ce capitalisme qui n'existait pas encore sur place. Les textes de Marx, qui avait étudié les premières phases du développement capitaliste en Europe, devinrent la Bible de l'Europe de l'Est, avant ou du temps que le capitalisme y apparut, et cependant qu'en Europe de l'Ouest il subissait une transformation fondamentale [...]. L'intelligentsia fut ainsi à même de vivre en parfaite connaissance de cause les impétueux débuts du capitalisme en Russie. Grâce au marxisme, elle put en outre abattre l'ordre social bourgeois au moment même où celui-ci vit le jour²³.

Après s'être développé par ses moyens propres, le mouvement ouvrier russe tomba sous la coupe de l'intelligentsia marxiste, laquelle assignait au « prolétariat » le rôle d'un Rédempteur messianique dans le plan du Salut révolutionnaire tout en se le soumettant totalement d'esprit. Suivant en cela le jeune Marx, on contestait aux travailleurs toute capacité d'acquiescer d'eux-mêmes une « conscience socialiste » pour justifier ainsi, en pratique, leur subordination aux intellectuels. Trotski, qui avait du phénomène une connaissance de première main, écrivait à ce propos en 1909 :

À mesure qu'elle [l'intelligentsia socialiste] faisait son entrée dans le parti ouvrier, elle lui injectait ses caractéristiques sociales : l'esprit de secte, l'individualisme, le fétichisme idéologique ; ses traits spécifiques, elle les adaptait au marxisme qu'elle défigurait. C'est ainsi que le marxisme devint pour les intellectuels russes le moyen de pousser cette étroitesse d'esprit jusqu'à la dernière extrémité²⁴.

Il s'ensuivit de là que l'histoire du socialisme russe fut, dès l'origine, marquée par une suite quasi ininterrompue de scissions en groupes et en fractions qui s'affrontaient avec véhémence, et dont les ratiocinations théoriques comme les discordes politiques n'avaient pas grand-chose de commun avec la lutte quotidienne des travailleurs. Telle est la différence qu'il importe de mettre en lumière pour comprendre l'histoire des conseils russes, dont le sort après la révolution bolchevique de 1917 devait faire justement éclater au grand jour

l'hégémonie et le triomphe des intellectuels révolutionnaires sur les masses ouvrières.

C'est à la fin des années 1880, après un travail de préparation intellectuelle dirigé de Genève par Plekhanov et le groupe de la « Libération du travail », que les premiers cercles marxistes dignes de ce nom se mirent à éclore en Russie même. L'essor du mouvement spontané des travailleurs vers le milieu des années 1890 permit aux révolutionnaires néophytes, pétris de littérature marxiste, d'entretenir des contacts directs et plus ou moins suivis avec des éléments ouvriers. En conséquence de quoi les groupements existants jusqu'alors à Saint-Pétersbourg s'unifièrent en 1895 et formèrent l'« Union de lutte pour la libération de la classe ouvrière », ayant Lénine et Martov pour leaders²⁵. Au cours des années suivantes, on vit se multiplier en province des « Unions de lutte » de ce genre²⁶. Il s'agissait de cercles fréquentés surtout par des intellectuels et ne comprenant guère d'ouvriers²⁷. Un premier essai de rassembler les diverses organisations sociales-démocrates alors en activité eut lieu à Minsk, au début de mars 1898, lors du I^{er} congrès du POSDR, le Parti ouvrier social-démocrate de Russie²⁸. Cet essai demeura infructueux, la police ayant arrêté presque tout de suite les congressistes. Quant à la seconde tentative de cet ordre, on verra un symptôme de l'état de sous-développement du mouvement ouvrier social-démocrate de Russie dans le fait qu'elle fut menée de l'étranger, par un groupe d'intellectuels émigrés. C'est à cette tâche en effet que s'attela l'*Iskra* (« L'Étincelle »), revue dont la tête pensante n'était autre que Lénine.

Ainsi donc le problème fondamental qui confrontait le socialisme russe était celui des rapports entre intellectuels et ouvriers. Il devait redoubler d'acuité dès que Lénine fit son entrée dans le mouvement²⁹. À la fin des années 1890, Lénine se lança dans une lutte acharnée, fanatique, contre les « économistes » et autres « politicards » de la social-démocratie

russe, lesquels furent les premiers à soulever une question qui, par la suite, devint le point focal des violentes querelles opposant bolcheviks et mencheviks. L'« économisme » reflétait la prise de conscience progressive des ouvriers qui

avaient construit dans le cadre de leurs luttes économiques les organismes d'autodéfense évoqués ci-dessus et qui ne partageaient nullement les idées des militants révolutionnaires, quand ils ne prenaient pas carrément position contre elles. Catalogué révisionnisme par Plekhanov et ses disciples, l'économisme comptait néanmoins une foule d'adeptes dans les rangs du marxisme russe, tandis que, par ailleurs, il était partie prenante aux polémiques qui battaient alors leur plein au sein du mouvement socialiste ouest-européen. Face aux orthodoxes qui proclamaient le primat de l'action et de l'organisation politiques, les économistes mettaient l'accent sur la primauté ou, à tout le moins, sur la valeur égale des activités visant à améliorer la condition ouvrière ; par la grève notamment. Ils s'intéressaient de plus près aux difficultés quotidiennes des travailleurs et aux moyens d'y remédier grâce à une action venant de la base ; selon eux, la faiblesse actuelle du mouvement socialiste rendait nécessaire de laisser pour le moment à l'opposition libérale le soin de poursuivre la lutte politique contre l'autocratie tsariste³⁰.

Aux environs de 1900, les économistes avaient acquis la prépondérance dans la plupart des organisations locales du parti. C'est contre lui que Lénine devait lancer, dans l'*Iskra*, des attaques véhémentes et répétées. C'est aussi pour en venir à bout qu'il rédigea en 1902 la brochure *Que faire ?*, fondement théorique du bolchevisme, avant la lettre même, puisque celui-ci n'existait pas encore sous forme organisée de groupe ou de parti. Tout en restant fidèle à la théorie marxiste de la révolution et de la dictature du prolétariat, *Que faire ?* mêle à des considérations nées de l'expérience pratique bien des conceptions prémarxistes, propres au mouvement révolutionnaire russe du XIX^e siècle. L'orientation militante et dictatoriale du bolchevisme, parfois voilée par la suite, mais jamais abandonnée jusqu'à présent, s'y affirme avec la dernière netteté.

S'agissant de l'histoire intérieure du mouvement ouvrier russe, l'aspect le plus important de la brochure de Lénine était le refus catégorique qu'elle opposait à la lutte purement économique, au syndicalisme pur et simple. Lénine reprenait avec force la thèse du primat de l'action politique, chère à Plekhanov, et allait même plus loin quand il déclarait : « En particulier, l'intérêt économique fondamental du prolétariat ne peut être satisfait que par une révolution politique

remplaçant la dictature de la bourgeoisie par celle du prolétariat³¹. » Le Parti social-démocrate devait donc se fixer comme tâche principale le renversement du tsarisme, condition première du socialisme. Prenant le contre-pied de la conception économiste d'un processus de formation « spontanée » du mouvement ouvrier, auquel le parti devait s'adapter, conception qui, d'après lui, ne pouvait aboutir dans le meilleur des cas qu'au « trade-unionisme », Lénine mettait l'accent sur le rôle de la « conscience », de la théorie révolutionnaire. Ces deux notions fondamentales, rôle dirigeant du « prolétariat » et nécessité d'injecter aux masses ouvrières une « conscience révolutionnaire », débouchaient en pratique sur l'idée qu'il fallait bâtir une organisation de révolutionnaires professionnels, petite élite de conspirateurs appelée à diriger la révolution.

Notons que malgré l'existence de divergences d'idées entre Lénine et Plekhanov, aucun des collaborateurs de l'*Iskra* ne critiqua publiquement les thèses du premier, du moins jusqu'à la scission de 1903. Ainsi, Véra Zassoulitch publia dans la *Neue Zeit*, la revue théorique de la social-démocratie allemande, un article où elle reprenait presque mot pour mot ces vues³². Toutefois, ce qui, aux yeux de Lénine, représentait un principe d'organisation absolu n'était pour les autres qu'une forme transitoire et à abandonner le plus tôt possible, lorsque le parti serait sorti de la prime jeunesse³³. Tout semble indiquer qu'en ces temps de formation progressive, à la fois théorique et pratique, de la social-démocratie russe, Martov et ses amis politiques ne percevaient pas toute la portée des conceptions de Lénine, leur adversaire, attendu qu'ils étaient tous d'accord, de part et d'autre, sur les questions fondamentales du marxisme. C'est pourquoi le clivage qui apparut au II^e congrès de la social-démocratie russe surprit complètement presque tous les initiés. Les divergences de principes tournaient uniquement autour de l'article premier des statuts. Lénine en soumit aux congressistes une version dans le droit fil des conceptions organisationnelles qu'il venait d'exposer dans *Que faire ?*. Soutenant que les révolutionnaires professionnels et eux seuls formaient l'effectif du parti, qu'ils devaient donc être les seuls à prendre part aux discussions et aux décisions avec voix délibérative, il opposait une formule restrictive (« la participation personnelle à une des

organisations du parti ») à celle plus générale de Martov (« le concours personnel sous la direction d'une des organisations du parti »). À ce dernier déclarant : « Nous ne pouvons que nous réjouir si chaque gréviste, chaque manifestant, en prenant la responsabilité de ses actes, peut se déclarer membre du parti ³⁴ », Lénine avait rétorqué : « Il vaut mieux avoir dix personnes qui militent sans se dire membres du parti [...], que de donner à un bavard le droit et la possibilité d'être membre du parti ³⁵ ».

Lénine et ses partisans, les futurs bolcheviks, avaient en tête une organisation rassemblant l'élite des révolutionnaires et visant à diriger les masses sans se dissoudre dans leur sein, un noyau de militants actifs qui seraient à même de préparer et d'exécuter la révolution en fonction d'un plan concerté. Par contre, Martov et les mencheviks (bien qu'obligés eux aussi de ne compter que sur un petit groupe clandestin de révolutionnaires professionnels) avaient pour option fondamentale la création d'un grand parti ouvrier socialiste, chargé d'exprimer les intérêts de classe spécifiques des travailleurs. Alors qu'ils visaient au sein du prolétariat les grévistes se réclamant du parti, Lénine, quant à lui, posait en idéal l'orateur populaire qui galvanise les masses et les entraîne à l'assaut de la forteresse autocratique ³⁶.

S'il est vrai que la scission eut d'autres motifs encore ^{II}, sa cause profonde n'en fut pas moins l'apparition subite de ces divergences de principes. De nouveaux sujets de friction se manifestèrent au cours des mois suivants, et la scission gagna les comités locaux du parti en Russie même. Expulsé de l'*Iskra*, Lénine fut réduit à un isolement total dans les milieux de l'émigration socialiste. La polémique entre les anciens camarades de parti prit un tour de plus en plus haineux. Les ouvriers, dont le bonheur futur était censé être au centre de ces controverses, se trouvaient déconcertés autant par les différends théoriques que par les allégations diffamatoires que les « chefs » se jetaient à la tête. L'un de ces ouvriers, membre du parti, écrivait à ce propos, dans une lettre au comité central :

Et maintenant, je n'arrive pas du tout à comprendre la lutte qui se déroule aujourd'hui entre la majorité et la minorité, et à beaucoup d'entre nous, elle nous semble porter à faux. Dites un peu, camarades, est-il normal que tous les efforts soient consacrés à se rendre de comité en comité uniquement pour parler de la majorité

et de la minorité ? Ma foi je l'ignore. Cette question est-elle si importante qu'il faille lui consacrer toutes ses forces et qu'à cause d'elle, on se considère mutuellement comme des ennemis, ou peu s'en faut ? [...] Aujourd'hui déjà un mécontentement se fait jour parmi les ouvriers contre ces intellectuels qui les oublient par suite de leurs discordes ; aujourd'hui déjà les plus ardents, ne sachant que faire, perdent courage³⁸.

Le fait capital, pour l'histoire du jeune mouvement ouvrier russe, reste pourtant que les travailleurs, tout en se sentant mal à l'aise devant les querelles intestines de l'intelligentsia, ne pouvaient se passer de ses directives. Malgré les vives protestations des bolcheviks, Axelrod, l'un des fondateurs de l'école marxiste en Russie, avait raison de s'écrier au V^e congrès (1907) :

La masse des travailleurs adhérant au parti forme en son sein une espèce de plèbe, cependant que les intellectuels jouent le rôle d'une aristocratie qui régit les affaires intérieures et extérieures de l'organisation et maintient les catégories plébéiennes à l'écart des influences corruptrices du dehors³⁹.

L'intelligentsia révolutionnaire réussit, jusqu'à la révolution de 1905, à conquérir au marxisme une mince frange de la classe laborieuse et à se créer ainsi un point d'appui prolétarien. Mais les masses ouvrières n'étaient nullement acquises pour autant à la social-démocratie et s'intéressaient surtout aux luttes économiques qui donnaient lieu à une foule de grèves, toutes indépendantes les unes des autres. La plupart des ouvriers n'avaient encore qu'une conscience politique des plus réduites, et rares étaient ceux d'entre eux qui admettaient la nécessité d'un affrontement direct avec le régime tsariste. En raison de l'oppression sociale et de l'absence de droits politiques dont elle souffrait, la classe laborieuse se transforma néanmoins en un facteur révolutionnaire d'une importance considérable et destiné à peser d'une façon décisive sur le cours des choses en 1905.

2. Naissance des soviets de 1905

Le mouvement ouvrier en 1905

À la veille de la première révolution, le mouvement ouvrier russe traversait un accès de fièvre contestataire, entretenue par divers groupes sociaux et politiques, sans pourtant faire preuve d'homogénéité. Les émeutes anarchiques qui secouaient les campagnes à l'échelon local, les attentats en chaîne, les revendications réformatrices de l'opposition libérale, aristocratique et bourgeoise, et les aspirations autonomistes des peuples non russes des confins de l'empire avaient certes des effets parallèles mais qui ne se conjugaient qu'en partie. Depuis l'automne de 1904, les revers subis par les armées russes dans la guerre contre le Japon exacerbaient les tensions et renforçaient une opposition aux multiples visages ; face à cela, Nicolas II et le gouvernement impérial se révélaient incapables d'avancer un programme constructif ⁴⁰.

La révolution de 1905 fut déclenchée par un incident qui apparaît comme un symbole très net de la fin de la vieille Russie. Il est en effet permis de voir dans la procession (plutôt que manifestation) de la foule ouvrière porteuse d'images saintes et de portraits du tsar qui, sous la conduite du pope Gapone, se dirigeait vers le palais d'Hiver, le 9 (22) janvier 1905, l'ultime appel que les travailleurs russes adressaient au tsar sur le mode patriarcal, avant de se métamorphoser en prolétaires modernes et en révolutionnaires. La préhistoire du « Dimanche rouge », qui va de la période d'essor de l'Association ouvrière présidée par Gapone, cette branche de la « *zoubatovchtchina* », à la grève des usines Poutilov et à la pétition des intellectuels de la gauche libérale, met clairement en évidence la manière dont les divers degrés de conscience et de maturation politiques se compénétraient. Même parmi les ouvriers de la capitale, un espoir quasi mystique dans la miséricorde du tsar continuait de prédominer, que les prêches enflammés de Gapone venaient exalter encore, tandis que les groupements révolutionnaires se trouvaient exclus du mouvement ou peu s'en faut. Seule l'inconcevable légèreté avec laquelle les milieux dirigeants, de la cour impériale comme du gouvernement, décidèrent de noyer dans le sang une manifestation pacifique devait, contre la volonté des manifestants eux-mêmes, donner le signal de la révolution. De ce moment, en effet, l'ouvrier russe perdit jusqu'à la dernière de ses « illusions patriarcales » et devint perméable aux mots d'ordre extrémistes.

La vague révolutionnaire, consécutive aux événements de janvier à Saint-Pétersbourg, balaya bientôt l'ensemble de la Russie pour battre son plein en octobre et décembre 1905. On y décèle une juxtaposition déconcertante de courants politiques et sociaux comme d'initiatives isolées de nature des plus hétéroclite, à commencer par les pétitions et les députations libérales liées aux grèves et manifestations ouvrières, aux émeutes paysannes et aux mutineries de marins, pour finir avec le soulèvement armé de régions entières. Au cours de la grève générale d'octobre, les tendances révolutionnaires n'unirent vraiment leurs forces qu'en une occasion et une seule : pour approuver le « Manifeste d'octobre » et réclamer une Constitution, peu susceptible pourtant de bouleverser de fond en comble la structure politique et sociale du pays. La radicalisation du mouvement, telle qu'elle se manifesta avec le plus de violence lors de l'insurrection de décembre à Moscou, ne pouvait que susciter les réactions de la fraction conservatrice et entraîner, en 1906-1907, l'étouffement de toutes les velléités d'établir un régime parlementaire libre. Ainsi la révolution de 1905, après avoir représenté pour la Russie une « chance » de « rattraper l'Europe » sur les plans politique et constitutionnel, comme l'industrialisation en offrait déjà une sur le plan économique, vira à la « répétition générale » de la révolution bolchevique de 1917, laquelle aurait été impossible, n'eût été l'« arriération » de la vieille Russie.

Le « Dimanche rouge », loin d'affecter seulement le mouvement ouvrier, déclencha immédiatement, dans toutes les catégories sociales, une poussée de fièvre politique. En premier lieu, l'opposition bourgeoise, regroupée au sein des *zemstvos* et des doumas de ville, d'une part, et de la plus radicale « Union pour la libération », d'autre part, se fit de plus en plus critique envers le régime. De leur côté, les associations de membres des professions libérales servirent de base à l'organisation politico-professionnelle de l'intelligentsia russe. Au début de mai, ces divers groupements s'unifièrent pour former une « Union des unions » appelée à se radicaliser toujours davantage au cours du printemps et de l'été⁴¹. C'est d'un processus d'unification analogue que naquit l'« Union paysanne panrusse » dont le premier congrès se tint au début d'août⁴². Là-dessus vinrent se greffer les effets de l'activité redoublée des partis socialistes semi-clandestins

émergeant à l'arrière-plan et de la création de nouvelles formations politiques libérales et monarchistes. Ainsi, dans tous les domaines, tous les segments de la population finirent-ils par se trouver organisés. La révolution, et le relâchement de l'autorité de l'État qui allait de pair avec elle, jeta du même coup les bases d'une vie publique qui, malgré une naissance difficile et une oscillation perpétuelle d'un extrême à l'autre, cherchait à s'inscrire dans des formes permanentes.

Mais ce fut la vague de grèves qui constitua l'élément dynamique le plus vigoureux de la révolution de 1905. La formule de Rosa Luxemburg – « l'histoire de la grève de masse en Russie se confond avec l'histoire de la révolution⁴³ » – présente un grand fond de vérité. Et, tout autant, celle par laquelle elle caractérisa la marche des événements :

La grève de masse, telle que nous la montre la révolution russe, est un phénomène si mouvant qu'il reflète en lui toutes les phases de la lutte politique et économique, tous les stades et tous les moments de la révolution. [...] Grèves politiques et économiques, grèves de masse ou grèves partielles, grèves de démonstration ou de combat, grèves générales touchant des secteurs particuliers ou des villes entières, luttes revendicatives pacifiques ou batailles de rues, combats de barricades – toutes ces formes de lutte se croisent ou se côtoient, se traversent ou débordent l'une sur l'autre⁴⁴.

La somme énorme de petites grèves d'ampleur limitée, souvent même d'origine absolument spontanée, ne faisait que déboucher dans des affrontements dramatiques^{III}. Cette vague de grèves devait marquer le point culminant de la révolution en même temps qu'elle ouvrait la voie à la formation de soviets.

À l'apogée du mouvement de janvier à Saint-Pétersbourg, on comptait environ 150 000 grévistes⁴⁶. Après le « Dimanche rouge », comme en écho aux événements survenus dans la capitale, grèves et manifestations se multiplièrent dans les grands centres industriels et dans presque toutes les grandes villes. On enregistra en janvier et février 1905 plus de journées perdues par fait de grève qu'il n'y en avait eu pendant les dix années précédentes^{IV}. Le mouvement prit son essor parmi les populations allogènes de Russie d'Europe (Pologne et pays baltes) et du Caucase où, par suite des antagonismes nationaux, il revêtit bien plus tôt une tournure politique⁴⁸. En Russie proprement dite, par contre, les grèves conservèrent jusqu'en octobre 1905 un caractère surtout économique et

ne devinrent politiques que petit à petit. Les événements de Saint-Pétersbourg furent à l'origine d'une prise de conscience généralisée de la « situation prolétarienne ». Amélioration des conditions d'existence et de travail, tel était l'objectif immédiat, alors que les mots d'ordre politiques étaient accueillis sans enthousiasme, voire avec une franche hostilité⁴⁹. C'était en particulier le cas parmi les travailleurs les plus liés encore au village natal : mineurs et métallurgistes de l'Oural et, dans une moindre mesure, tisserands de la région de Moscou. En revanche, les « métallos » des grandes usines de Saint-Pétersbourg adoptaient volontiers et avec résolution les slogans antitsaristes^V. Si les ouvriers des industries du métal et du textile avaient déjà derrière eux toute une tradition de luttes, de nouvelles catégories de travailleurs, de semi-prolétaires dans la plupart des cas, se mirent quant à elles en grève pour la première fois. Ouvriers boulangers, dockers, employés municipaux (traminots, éclusiers, allumeurs de réverbères, etc.), commis de magasin, employés de bureau et autres firent valoir leurs revendications, exigeant avant toute chose une réduction de la durée du travail à 10, 9 et parfois même à 8 heures par jour⁵¹.

La grève des cheminots eut une importance considérable^{VI}. Pendant la première moitié de février, pas un train ne circula sur les six grandes lignes de Russie du Sud. Un comité de grève élu dirigeait le mouvement et la direction des chemins de fer dut se résoudre à traiter avec lui. Les cheminots réclamaient principalement l'élection d'une instance chargée de présenter les revendications des grévistes ; la tenue d'assemblées générales appelées à passer en revue tous les problèmes du travail ; des augmentations de salaire ; la journée de huit heures. En raison de l'état de guerre, le gouvernement consentit tout d'abord quelques promesses : diminution de la journée de travail et création de comités ouvriers habilités à négocier. Mais la grève se poursuivant de plus belle, il décida de réquisitionner les cheminots et frappa de lourdes peines toute participation à une grève. Au cours des mois suivants, les cheminots se mirent à s'organiser avec ardeur et, en avril, fut fondée l'Union panrusse des travailleurs du rail qui adhéra à l'« Union des unions » et joua un rôle notable dans la préparation de la grève d'octobre 1905⁵².

Face à la vague de grève consécutive au « Dimanche rouge », le gouvernement se vit contraint de faire certaines concessions afin de rétablir la confiance dans la personne du tsar et de persuader les ouvriers qu'il ne se désintéressait pas de leur sort. Deux commissions furent ainsi mises en place dont l'une, présidée par le sénateur Chidlovski, fut chargée d'étudier « les causes du mécontentement des ouvriers des fabriques de Saint-Pétersbourg et les moyens d'y remédier », l'autre se consacrant sous la direction du ministre des Finances Kokovtsov à l'examen du droit allemand du travail⁵³. Il était prévu que des délégués ouvriers siègeraient à la première de ces commissions, et seraient élus au scrutin à deux degrés parmi les travailleurs de la capitale répartis en neuf catégories professionnelles et circonscriptions électorales⁵⁴.

L'expérience capota au bout d'une quinzaine de jours, mais cela ne l'empêcha nullement de constituer une étape importante sur la voie menant à la création du conseil des députés ouvriers de Pétersbourg et d'accélérer le processus de radicalisation des travailleurs.

Tout en paraissant d'emblée promise à l'échec, elle offrait des possibilités évidentes sur le plan de l'organisation autant que de l'agitation. Les partis socialistes le comprirent parfaitement, qui décidèrent de participer aux élections à la commission Chidlovski⁵⁵. C'est à ce propos du reste que se manifestèrent pour la première fois en pratique, dans une mesure assurément réduite encore, les divergences d'orientation entre bolcheviks et mencheviks. Certes, les deux fractions saisirent l'une comme l'autre l'occasion, qui leur était offerte, d'intervenir plus librement qu'avant dans les usines et dans les réunions électorales. Mais, tandis que les bolcheviks proclamèrent tout de suite que la commission ne servirait à rien et ne tenaient d'ailleurs pas à la voir réussir^{VII}, les mencheviks voulaient en faire une tribune qui leur permettrait de toucher l'ensemble du prolétariat. Martov fit valoir dans l'*Iskra* que les délégués élus à la commission seraient ensuite reçus dans toute la Russie et que, grâce aux doyens de fabrique légalement constitués, ils se trouveraient à Saint-Pétersbourg en contact étroit avec les ouvriers de la base. Du même coup, la commission serait transformée en un centre de discussion et d'agitation publiques⁵⁷.

Le 17 février 1905 eut lieu une réunion groupant 400 grands électeurs

désignés par la base, dont 20 % étaient des sociaux-démocrates organisés, 40 % des travailleurs aux idées avancées et le reste des éléments d'inspiration « économiste » ou sans étiquette politique précise⁵⁸. Certains d'entre eux ayant été jetés en prison, ils se montrèrent bien disposés envers les bolcheviks et, à l'initiative de ces derniers, adressèrent au sénateur Chidlovski un ultimatum exigeant le droit de réunion et la liberté d'expression pour les élections des délégués à la commission comme le droit pour celle-ci de fixer à sa guise son champ d'activité ; toute liberté de contact et de discussion avec les travailleurs du rang ; et, enfin, la relâche de grands électeurs emprisonnés⁵⁹. Le gouvernement rejeta cet ultimatum le lendemain, jour de l'élection des membres ouvriers de la commission, lesquels décidèrent de ne pas siéger dans cette instance. Ils adoptèrent une proclamation expliquant les raisons de ce boycott et invitant les ouvriers à lutter pour la journée de 8 heures, l'institution par l'État d'une caisse d'assurances sociales, la participation de représentants du peuple au gouvernement et la fin de la guerre avec le Japon⁶⁰. La dissolution de la commission le 20 février mit un terme à la seule tentative de résoudre un tant soit peu la question ouvrière par des moyens légaux que le régime tsariste fit au cours de l'année 1905. Mais c'est à un autre titre que la commission Chidlovski a dû d'entrer dans l'histoire : elle prépara en effet les esprits à voir dans le soviets un mode de représentation de l'ensemble des travailleurs de la capitale, issu d'élections de délégués dans les usines.

Les comités ouvriers, embryons de soviets

À l'origine des grèves qui se succédèrent à partir de janvier 1905 ne figurait pas la moindre organisation de type syndical ou politique née au cours de la révolution, voire dans le cadre de la grève elle-même, ou ne disposant que d'un mince rayon d'action à la façon des partis révolutionnaires. Ces grèves étaient spontanées dans toute l'acception du mot, en ce sens qu'elles éclataient par suite d'un conflit purement local, duraient quelques jours, une semaine au plus, pour

s'éteindre après satisfaction de certaines revendications ou en raison de l'épuisement des ressources financières des grévistes. Des comités ouvriers, élus sur la base de l'usine en grève, dirigeaient le mouvement. Nous avons exposé comment des comités de ce genre avaient fait leur apparition dès la naissance du mouvement ouvrier russe et cherchaient à discipliner et orienter autant que faire se pouvait les réactions des travailleurs du rang [=, p. =]. Le déclenchement du processus révolutionnaire devait donner un nouvel et puissant essor à cette tendance des ouvriers à l'organisation spontanée. Partout où les dispositions de la loi de 1903 sur les doyens de fabrique étaient appliquées, les ouvriers cessaient de s'intéresser à la réglementation concernant l'âge, le degré d'ancienneté dans l'entreprise et les compétences des doyens, alors qu'ailleurs – soit dans la plupart des cas – ils élisaient de leur propre chef des délégués dont les directeurs de fabrique respectaient toujours davantage la qualité de porte-parole du personnel habilités à négocier en son nom. Ces comités portaient des noms divers : « assemblée des délégués ou des députés », « commission ouvrière », « commission d'électeurs », « conseil des doyens », « conseil des délégués », « comité de grève » et autres, ou simplement « députés » et « délégués ». Liste qu'il convient de compléter par l'appellation réservée à un seul corps de représentants ouvriers : le conseil des députés ouvriers.

Lors de la grève des usines Poutilov de Saint-Pétersbourg, qui débuta le 3 janvier 1905 (et à laquelle l'Association ouvrière de Gapone participa), fut désigné un comité de 37 délégués chargé de traiter avec la direction de l'entreprise⁶¹. Au nombre des revendications émises à cette occasion, on notait la création d'une commission permanente de représentants ouvriers ayant pour mission de transmettre à la direction les vœux du personnel⁶². Quand une grève éclata de nouveau à la fin du même mois, des délégués furent élus une fois de plus qui allèrent sur place inviter les travailleurs des autres fabriques à soutenir ceux de chez Poutilov. Sur ces entrefaites, la direction décida d'appliquer la loi de 1903. C'est ainsi que furent élus 56 *starostes* qui dressèrent une liste de revendications en vingt-deux points et la soumièrent aux dirigeants de l'usine. Après avoir repoussé les plus importantes d'entre elles, la direction interdit aux *starostes* de se réunir dorénavant. Au cours des semaines suivantes, les heurts

entre les deux parties ne firent que gagner en violence, jusqu'au jour où les *starostes* furent démis de leurs fonctions⁶³. En juin, un certain nombre d'ouvriers furent congédiés pour fait de grève. Les travailleurs licenciés tinrent une assemblée qui désigna une commission de 26 membres chargée d'organiser l'entraide, laquelle fonda entre autres quatre cantines⁶⁴. Des comités analogues, les uns provisoires, les autres permanents, se constituèrent aussi dans une série de grandes usines de la capitale en janvier et en février⁶⁵. Et, de même, dans une foule de villes de province⁶⁶. En Ukraine seulement, on pouvait dénombrer plus de 30 comités ouvriers, notamment aux aciéries Brjansker à Iekaterinoslav, aux usines de construction de locomotives à Kharkov, à la Construction mécanique de Russie du Sud à Kiev et aux chantiers navals de Nikolaïev. Dans la plupart des cas, ces organismes durent se dissoudre une fois la grève terminée, moment où leurs membres les plus résolus étaient souvent arrêtés ou congédiés. Mais, çà et là, les grévistes obtinrent le droit à une représentation permanente⁶⁷. Au printemps de 1905, des comités ouvriers furent élus dans certains sièges miniers et entreprises métallurgiques de l'Oural, en particulier à la fabrique Nadezinskij, où il prit le nom de « conseil de députés ouvriers⁶⁸ ».

Il s'agissait chaque fois de comités désignés dans une entreprise donnée et qui n'avaient entre eux que très peu de contacts, voire aucun. D'une certaine façon, ils devaient préfigurer les futurs « comités de fabrique », tout en n'ayant que dans de rares cas des fonctions clairement définies. Un pas de plus fut effectué vers l'organisation de type syndical lorsque certains comités ouvriers constituèrent, de concert avec d'autres comités de la même branche professionnelle, un organisme interentreprises. Des conseils de délégués de ce genre virent le jour en premier lieu à Moscou et à Kharkov parmi les ouvriers des industries du livre, du textile et du tabac⁶⁹. Le plus notable de ces organismes professionnels fut le « conseil des travailleurs du livre » de Moscou, fondé à la fin de décembre au cours d'une grève générale. Rassemblant 264 délégués de 110 entreprises, il avait à sa tête un conseil exécutif de 15 membres et se réunit dix fois en tout⁷⁰. Le conseil entendait, disait-il, « convoquer des assemblées générales et des assemblées partielles des

travailleurs du livre, préparer les questions à débattre, soumettre à l'approbation des assemblées les décisions arrêtées par lui et veiller à leur bonne exécution, collecter des fonds pour soutenir les grévistes, et mener les négociations avec les maîtres imprimeurs⁷¹ ». Il survécut à la grève et décida d'élaborer des statuts syndicaux. C'est sur cette base que naquit par la suite l'un des plus importants syndicats russes⁷².

Les comités ouvriers d'usines et les conseils de délégués des branches professionnelles se trouvèrent dans bien des cas à l'origine des syndicats qui, pendant le printemps et l'été de 1905, firent leur apparition à Moscou, à Saint-Pétersbourg et dans d'autres grandes villes⁷³. Mais une autre virtualité de développement s'affirma également. Dans la mesure où la grève était amenée à déborder le cadre d'une entreprise donnée et souvent même celui d'une branche professionnelle déterminée, la nécessité d'une direction unifiée à l'échelon local ne tarda pas à devenir impérieuse. C'est ainsi que les délégués des diverses usines en arrivèrent à s'unir au sein d'un comité de grève couvrant toute une ville. Dès lors, chaque fois qu'un organisme élu et permanent, représentant les travailleurs de toutes les fabriques et doté d'objectifs généraux, se constitua sur la base d'un comité de grève de ce type, simplement chargé de diriger une action unique et limitée dans le temps, on devait se trouver face à un conseil (soviet) des députés ouvriers.

Il est toutefois impossible d'établir une distinction tranchée entre comité de grève et soviet, du moins en ce qui concerne la première phase du mouvement où l'on voit les conseils surgir isolément, les uns après les autres. De même on ne saurait distinguer ces deux organismes d'après les fonctions qu'ils exerçaient à ce moment. On voit donc combien peu conformes aux faits historiques sont les allégations de certains historiens soviétiques qui parlent d'une différence de nature entre les soviets et les organismes ouvriers qui les avaient précédés immédiatement ou étaient apparus en même temps qu'eux, tels les comités de grève ou les syndicats, sous prétexte que les soviets étaient par essence des organes de lutte politique visant à conquérir le pouvoir par des moyens révolutionnaires^{VIII}. Or il dépendait de multiples facteurs qu'un soviet, comité de grève à l'origine, se transformât en organe de lutte révolutionnaire ou qu'il se

vouât essentiellement à faire valoir des revendications économiques. Dans chaque cas, c'est l'accélération de la lutte économique et politique qui reste la grande caractéristique de l'activité des soviets. La genèse des conseils, pendant la révolution de 1905, démontre irréfutablement que ces organismes eurent pour objet originaire de défendre les intérêts ouvriers sur la base de l'usine. C'est parce que les travailleurs cherchaient à réunir en un faisceau leurs luttes fragmentées et à leur donner une direction, non parce qu'ils visaient la conquête du pouvoir par l'action politique, que les premiers soviets firent leur apparition.

Les premiers soviets (été 1905)

Le premier soviet de la révolution russe fut fondé vers la mi-mai à Ivanovo-Voznessensk, centre textile de la région de Moscou^{IX}. À cette époque la zone industrielle de Russie centrale, qui n'avait jusqu'alors réagi que d'une manière relativement faible aux événements de Saint-Pétersbourg, était devenue le théâtre d'une vague de grèves d'une durée et d'un acharnement sans précédent. Les conditions d'existence et de travail dans le « Manchester russe », comme on appelait la ville, étaient particulièrement dures. De petites grèves y éclataient souvent et les sociaux-démocrates s'y étaient livrés de leur côté à un travail d'agitation. Ce fut à leur instigation que la grève de mai démarra. Une assemblée ouvrière, réunie le 9 mai, adopta une liste de revendications en vingt-deux points qui, les trois jours suivants, circula parmi les travailleurs. Il s'agissait à peu près uniquement de questions concernant la vie intérieure des entreprises : suppression du travail de nuit et des heures supplémentaires ; salaire minimum mensuel ; dissolution de la « police » attachée à certaines usines, notamment. Seul l'un de ces points, exigeant « le droit de tenir des assemblées et de s'y exprimer en toute liberté, ainsi que de parler dans les journaux des difficultés des ouvriers, c'est-à-dire la liberté de parole et de réunion⁷⁶ » avait un caractère nettement politique.

Le mouvement débuta le 12 mai et, quelques jours après, on comptait environ 40 000 grévistes⁷⁷. Le 13, une foule énorme se rassembla devant l'hôtel de ville et la liste hectographiée des revendications fut remise à l'inspecteur des fabriques du gouvernement d'Ivanovo. Celui-ci invita les ouvriers à élire dans chaque fabrique des délégués chargés de négocier, par son entremise, avec le patronat. Les ouvriers se rallièrent à cet avis, mais demandèrent en échange qu'on leur garantisse qu'aucun délégué ne serait arrêté. Cette promesse faite, des élections eurent lieu sur-le-champ et, les jours suivants, dans les usines de la région.

Le 15, le « conseil des délégués d'Ivanovo-Voznessensk » tint à l'hôtel de ville sa première séance, à laquelle l'inspecteur des fabriques du gouvernement de Vladimir assista également. Se proclamant habilité à représenter les travailleurs, le conseil prit l'engagement de ne se préoccuper que de l'amélioration de la situation économique des ouvriers, sans chercher à atteindre des buts politiques révolutionnaires. Mais le 17 un arrêté interdit tout rassemblement sur la voie publique et toute réunion à l'intérieur de l'hôtel de ville. Le conseil des députés fut donc contraint, pendant les semaines suivantes, d'aller siéger sur les rives de la Talka, une petite rivière, au milieu d'un grand concours de grévistes⁷⁸.

Bien que la masse des grévistes fût composée d'ouvriers de l'industrie textile, le soviet, qui comptait 110 députés^x, élut un bureau où siégeaient un monteur de machines et un graveur – fait qui témoigne éloquemment du bas niveau culturel de cette catégorie professionnelle. Le soviet fit savoir qu'il entendait : 1^o diriger le mouvement ; 2^o s'opposer à toute action isolée ou négociations séparées ; 3^o veiller à la bonne discipline des ouvriers ; 4^o décider lui-même de la reprise du travail⁷⁹.

Pendant trois semaines, la grève se poursuivit dans le calme. Le soviet organisa de nombreuses réunions publiques ; certains essayèrent d'y lancer des mots d'ordre politiques – convocation d'une Assemblée constituante, notamment. Mais en général les grévistes se montraient d'humeur pacifique et faisaient mauvais accueil aux slogans révolutionnaires^{xⁱ}. Les employeurs ayant

repoussé les revendications ouvrières, le soviet soumit au ministère de l'Intérieur une liste de vœux qui allaient de la création d'un système de retraites pour les vieux travailleurs à celle d'une représentation populaire élue au suffrage universel à un seul degré⁸¹.

L'intervention de l'armée devait provoquer, le 3 juin, des affrontements sanglants. Conjointement avec les effets d'une famine grandissante, il s'ensuivit un regain de tension qui aboutit, les 24 et 25 juin, à une vague d'incendies et de pillages de magasins. Ces réactions ouvrières marquaient une récurrence des actes de vengeance spontanés et désordonnés des débuts de la grève, et le soviet lui-même ne put mettre un frein à ce déchaînement. Loin de là, il fut contraint de s'avouer incapable de veiller au maintien de l'ordre. Cet organisme, mis en place par les ouvriers eux-mêmes, avait sans doute une autorité suffisante pour inciter ses mandants à poursuivre le mouvement malgré leur épuisement croissant, mais qui ne lui permettait pas cependant d'obtenir d'eux une obéissance inconditionnelle. Le 1^{er} juillet, il donna l'ordre de reprise du travail. Toutefois, les employeurs exigeant de chaque ouvrier l'engagement formel de reprendre le travail aux conditions anciennes, la grève se prolongea jusqu'au 18 juillet. Ce jour-là, les députés ouvriers – dont quelques-uns, parmi les plus écoutés, avaient été arrêtés entre-temps – proposèrent à l'Inspection des fabriques de négocier la reprise du travail aux conditions patronales. Le soviet décida de se dissoudre. Mais, au cours des semaines et des mois suivants, ses ex-membres continuèrent dans chaque entreprise de se comporter en porte-parole des travailleurs lors des conflits et des pourparlers avec la direction.

Quoique les ouvriers n'eussent pas obtenu le moindre avantage matériel, la grève d'Ivanovo-Voznessensk, par l'unité qui l'avait caractérisée un moment donné, par sa longue durée aussi, n'impressionna pas peu passagèrement l'opinion publique russe. Le mérite en revint indiscutablement au soviet. Simple comité de grève à l'origine, il ne tarda pas à changer de nature et à devenir le premier organisme représentatif du prolétariat à l'échelon d'une ville entière, et fut reconnu comme tel non seulement par les ouvriers, mais aussi par les employeurs et les autorités constituées. Il est vrai que le soviet ne songea guère qu'à la satisfaction de revendications économiques et se borna à réclamer

quelques droits politiques très généraux, mais il faut rappeler que, pendant l'été de 1905, on était loin encore de l'ardeur révolutionnaire qui se manifesta en octobre et à laquelle ni un degré de conscience peu élevé ni la situation dans son ensemble ne prédisposaient alors les ouvriers. En sa qualité d'organisme élu, il n'en constitua pas moins une forme nouvelle, une forme supérieure d'organisation prolétarienne, laquelle devait marquer de son empreinte le mouvement ouvrier révolutionnaire au cours des mois à venir.

Au début de juillet 1905, quelque 10 000 travailleurs de la région de Kostroma, voisine d'Ivanovo-Voznessensk, débrayèrent à leur tour. C'est le 6 de ce mois qu'une réunion se tint dans une fabrique de la ville, avec la participation de délégués d'autres usines en grève. Le jour d'après se créait une « assemblée des députés grévistes » de 108 membres. Elle élut en son sein une commission exécutive (comité de grève) de 12 membres, et en outre une commission des finances. De concert avec le comité du Parti social-démocrate, la commission exécutive entreprit de publier un bulletin qui rendait compte des incidents sérieux émaillant le cours de la grève. L'inspecteur des fabriques du gouvernement de Kostroma accepta de traiter le soviet en organisme représentatif des grévistes, à condition toutefois que celui-ci écartât de ses rangs toute personne étrangère aux usines en grève ou ayant moins de vingt-cinq ans. Voilà qui signifiait ni plus ni moins que l'éviction des agitateurs socialistes qui avaient pris une part notable à la fondation du soviet. Ce dernier refusa d'obtempérer et conserva sa forme première. De leur côté, les employeurs cherchèrent à court-circuiter le soviet en ne le reconnaissant pas comme un interlocuteur valable et en n'admettant que des négociations séparées avec les délégués de chaque usine. Après trois semaines de grève, le conseil des députés décida de mettre fin au mouvement ; aussi bien, les industriels avaient consenti à diminuer d'une heure la journée de travail et les ouvriers étaient à bout de force. Contrairement à ce qui s'était passé à Ivanovo-Voznessensk, la grève de Kostroma se termina par une grande manifestation dans les rues de la ville. Mais c'est en vain que les agitateurs bolcheviks s'efforcèrent de déclencher une insurrection armée ⁸².

Si remarquables qu'aient été leurs activités et leur impact social, les soviets d'Ivanovo-Voznessensk et de Kostroma, de même que le conseil des travailleurs du livre de Moscou dont nous avons parlé tout à l'heure, n'eurent pendant la grève qu'une importance d'ordre local. À l'image du mouvement de grève qui depuis le mois de janvier se perdait dans une nuée d'actions locales et partielles, ces organismes ne pouvaient guère exercer d'influence directe hors d'un cadre territorial restreint. Seule la grève générale d'octobre 1905 engendra dans la capitale, son épicentre, un organe dont l'influence s'étendit à la Russie entière, l'organe de direction proprement dit de la révolution ouvrière : le conseil des députés ouvriers de Saint-Pétersbourg.

La grève d'octobre et la formation du soviet de Pétersbourg

À la fin de l'été de 1905, la première vague de grèves, consécutive aux événements de janvier dans la capitale, était sur son déclin^{XII}. La promulgation de la loi sur les élections et la réunion de la Douma le 6 août, comme la conclusion de la paix avec le Japon le 23 août (5 septembre), semblaient ouvrir la voie à une stabilisation de la situation intérieure, sans que la révolution ait pu marquer des points décisifs. Pourtant, le baromètre politique était encore on ne peut plus éloigné d'indiquer le beau fixe, même en l'absence d'incidents aussi dramatiques que la mutinerie du cuirassé *Potemkine* en mai. Il suffisait d'une impulsion nouvelle pour que le mécontentement général, joint aux aspirations révolutionnaires latentes d'une grande partie de la population, mît le feu aux étoupes.

Les événements qui conduisirent à la grande grève d'octobre eurent pour point de départ la grève des ouvriers imprimeurs de

Moscou [=, p. =>], suivie le 27 septembre d'un débrayage général dans la cité du Kremlin. Quelques jours après, le mouvement paraissait se perdre dans le sable, mais ce fut pour renaître à Saint-Pétersbourg où les imprimeurs

déclenchèrent le 3 octobre une grève de solidarité. Cette tentative était à son tour en train de faire long feu, quand, le 6, les ouvriers de certains ateliers des chemins de fer de Moscou cessèrent le travail. On avait déjà discuté plus d'une fois d'un plan de grève générale du rail, au sein de l'Union panrusse des cheminots. À la fin de septembre, un congrès de délégués des employés et ouvriers des chemins de fer s'était tenu à Saint-Pétersbourg, à la demande du gouvernement, pour étudier un projet de système de retraites⁸³. Bien que le bureau central de l'Union des cheminots eût recommandé de boycotter les élections de ces délégués, les travailleurs de la base n'avaient pas hésité à envoyer leurs représentants siéger à un congrès dont ils attendaient des décisions mirifiques et qu'ils paraient des « couleurs les plus révolutionnaires⁸⁴ ». Vu l'agitation qui régnait parmi les cheminots, le bureau central décida de lancer un ordre de grève pour le 4 octobre à Moscou. Mais aucune interruption de travail ne survint ce jour-là. Sur ces entrefaites, le bruit se mit à courir que les congressistes de Saint-Pétersbourg avaient été arrêtés. Du coup, le bureau central donna un nouvel ordre de débrayage qui, cette fois, fut suivi : les cheminots de la ligne Moscou-Kazan descendirent de machine et, deux ou trois jours après, toutes les gares de triage de Moscou étaient paralysées⁸⁵. Certes, les bruits d'arrestation s'étaient tout de suite révélés sans fondement, mais le mouvement, après avoir démarré, continuait irrésistiblement sur sa lancée. Aussi bien le congrès avait-il pris position, le 9, en faveur des grévistes et adopté une série de revendications politiques. À partir du 10, la grève s'étendit à d'autres lignes et le 13 aucun train ou presque ne circulait plus en territoire russe, sauf en Finlande, où la grève ne devint totale que le 16. Dans toutes les gares du pays, des comités de grève s'étaient constitués et œuvraient de concert pour bloquer le trafic ferroviaire. Le mouvement se mit à partir du 10 octobre à toucher les ouvriers de fabrique et, deux jours plus tard, avait revêtu le caractère d'une grève générale à laquelle se joignirent les employés des PTT et autres services publics ainsi que les employés du secteur privé et les membres des professions libérales⁸⁶. Moscou et Saint-Pétersbourg donnaient le ton, toutes les grandes villes suivaient et la vague de grève atteignait aussi un grand nombre de centres secondaires⁸⁷.

Dès le premier moment, et tel fut son trait distinctif, la grève d'octobre eut des objectifs politiques. À l'origine lutte pour faire respecter l'immunité des membres du congrès des cheminots, elle se transforma en un tournemain en lutte pour les libertés de la personne et du citoyen en général, pour une constitution, l'amnistie des prisonniers politiques, etc. Le mot d'ordre le plus couramment repris était celui de la convocation d'une Assemblée constituante élue au suffrage universel, direct, non censitaire et secret. Vu la participation de secteurs entiers de la population non prolétarienne, la grève prit des allures de protestation politique de tous les groupes sociaux opposés au régime tsariste. Le congrès constitutif du Parti constitutionnel-démocrate, qui tenait alors (12-18 octobre) ses assises à Saint-Pétersbourg, se déclara solidaire des grévistes et pour la mise en place d'une Assemblée nationale⁸⁸. De son côté, l'« Union des unions » prit une part active à l'organisation de la grève des employés et des membres des professions libérales. Nombreux étaient les industriels qui autorisaient leur personnel à se réunir dans l'enceinte de la fabrique, payaient les jours chômés pour fait de grève et s'abstenaient de licencier les grévistes⁸⁹. Les doumas de ville, elles aussi, sympathisaient avec le mouvement ou, à tout le moins, observaient une stricte neutralité : elles accordaient une aide financière aux grévistes, dont elles accueillaient les représentants en leur sein, et multipliaient les conseils de modération aux autorités et aux militaires⁹⁰.

À partir du 14, la capitale se trouva privée de liaisons ferroviaires avec le reste de l'empire, sans tramways ni téléphone, sans électricité ni journaux, dans le temps même où une bonne partie des entreprises restaient portes closes⁹¹. En désespoir de cause, Nicolas II fit appel à Witte et lui confia la présidence du conseil. Cédant aux instances de ce dernier, le tsar rendit public le 17 (30) octobre 1905 un « manifeste » appelé à devenir célèbre, lequel garantissait les droits du citoyen, élargissait le droit de vote à la Douma d'empire aux secteurs de la population qui n'en jouissaient pas encore, et concédait des attributions législatives à la Douma, assemblée jusqu'alors purement consultative⁹². Aux yeux de la plus grande partie du peuple russe, cela signifiait rien de moins que la fin d'une autocratie séculaire et les débuts d'un régime constitutionnel et

parlementaire. La réaction des masses ne se fit pas attendre : le trafic ferroviaire se mit à reprendre le 19, tandis que les ouvriers d'industrie revenaient à l'usine et que le front unifié des forces révolutionnaires commençait à craquer.

Ce fut à l'apogée de la grève que le conseil des députés ouvriers de Pétersbourg se constitua. L'idée d'un organisme représentatif, élu sur une base d'usine, était depuis longtemps familière aux travailleurs de la capitale. Pendant la grève de janvier et au cours des semaines et des mois suivants, des comités de délégués avaient été mis en place dans beaucoup de fabriques. Et, pour la première fois, les élections à la commission Chidlovski avaient eu pour objet de créer un organisme de ce genre à l'échelon d'une ville entière [=, p. => et suiv.]. Les grands électeurs et les collèges de grands électeurs, élus dans les fabriques, continuèrent, même après l'échec de la commission, de remplir les fonctions de délégués de la base ouvrière auprès de la direction des entreprises⁹³. Outre ces préalables d'ordre pratique, il convient de noter qu'une partie des travailleurs de la capitale se montraient très réceptifs aux notions théoriques d'« auto-administration révolutionnaire^{XIII} » et de « congrès ouvrier », réunissant notamment des délégués d'entreprise, que les mencheviks propageaient pendant le printemps et l'été de 1905 [=, p. =>]. Il fallut néanmoins une occasion concrète et l'impulsion des événements pour que le soviet pétersbourgeois puisse naître sur cette base. Lorsque la vague de grève se fut étendue de Moscou à Saint-Pétersbourg et que, le 11 octobre, les premières fabriques cessèrent de tourner, les travailleurs eux-mêmes ressentirent le besoin de se concerter pour décider en commun de la marche à suivre. C'est à cette fin que furent élus dans quelques fabriques – aux usines Poutilov et Oboukhov, entre autres – des députés (*starostes*) dont plus d'un était déjà membre du comité de grève ou ancien grand électeur à la commission Chidlovski⁹⁴. Le 10, le groupe menchevik de la capitale se réunit pour examiner la possibilité de créer un « comité ouvrier » chargé de diriger la grève générale et décida de lancer une campagne sur ce thème. Le lendemain, une cinquantaine d'agitateurs diffusèrent un tract où, se fondant sur l'expérience des élections à la commission Chidlovski, il était proposé d'élire un député pour 500 travailleurs⁹⁵. Quand Trotski, qui avait conçu un projet analogue, arriva dans la capitale, il dut

constater que les mencheviks s'étaient déjà mis à le réaliser⁹⁶. Et le 12, Khroustalev-Nossar, le futur président du soviet, fit à une réunion de masse un exposé sur le conseil des travailleurs du livre, fondé à Moscou en septembre précédent, et prôna la fondation d'un conseil ouvrier de ce type, lequel pourrait servir de centre au mouvement de grève⁹⁷.

À l'origine du soviet de Saint-Pétersbourg se trouvèrent donc trois facteurs très différents :

- 1) les délégués élus spontanément dans les usines ;
- 2) la campagne des mencheviks en faveur de l'élection d'un soviet dans lequel ils voyaient un élément d'« auto-administration révolutionnaire » ;
- 3) le modèle offert par le conseil des travailleurs du livre.

Le soviet tint sa première séance le 13 octobre au soir dans les salles de l'Institut de technologie. L'assemblée était encore peu nombreuse, pas plus de quarante personnes, et composée partie d'anciens délégués à la commission Chidlovski, partie de députés ouvriers élus dans certaines usines au début de la grève, et enfin de quinze autres élus, seuls à avoir été spécialement désignés pour siéger au soviet⁹⁸. Ce fut le menchevik Zborovski qui présida la séance. On y mit au point un appel invitant les travailleurs de la capitale à élire leurs représentants :

L'assemblée des députés de tous les ateliers et fabriques se constitue en comité général des ouvriers de Saint-Pétersbourg. Plus le mouvement sera compact, plus ce comité lui confèrera d'unité et de puissance organisationnelle. Posé face au reste de la société en organisme exprimant les intérêts des ouvriers pétersbourgeois, il déterminera et les actions à mener pendant la grève, et le moment de la cesser⁹⁹.

Il ressort nettement de cet appel que le soviet à ses débuts ne se fixait qu'une tâche restreinte : la gestion unifiée de la grève. Pokrovski a raison de faire remarquer à ce propos qu'il fonctionnait alors comme un comité de grève, pareil à celui qui avait donné naissance au soviet d'Ivanovo-Voznessensk¹⁰⁰. Pendant ses premiers jours d'existence, le soviet lui aussi fut appelé, par les travailleurs et dans la presse, « commission de grève », « comité de grève », « union ouvrière », etc.¹⁰¹

Au cours des jours qui suivirent la publication de cet appel, les ouvriers élurent leurs députés et le soviet prit une forme fixe. Lors de sa deuxième

séance, le 14 octobre, il réunit déjà de 80 à 90 délégués de 40 grandes entreprises et lors de la troisième, qui eut lieu le lendemain, on en compta 226, représentant 96 fabriques et ateliers ainsi que 5 syndicats. Il fut décidé à cette séance-là d'admettre officiellement la participation aux sessions du soviet des trois partis socialistes (menchevique, bolchevique et socialiste-révolutionnaire), à raison de trois délégués chacun. Toutefois, ces derniers ne jouissaient au comité exécutif que de voix consultatives. En outre, Khroustalev-Nossar fut élu président permanent du soviet^{XIV}. C'est à l'occasion de sa réunion suivante, qui se tint le 17 octobre au siège de la Société d'économie libre, que le soviet se constitua définitivement : il se choisit le nom de « conseil des députés ouvriers », élit un comité exécutif provisoire de 22 membres (2 pour chacun des sept quartiers de la ville ; 2 pour chacun des quatre syndicats les plus importants) et décida de publier son propre journal, les « Nouvelles [*"Izvestia"*] du conseil des députés ouvriers »¹⁰². À l'heure même où le tsar rendait public le « Manifeste d'octobre » les travailleurs de la capitale donnaient à leur organe dirigeant un nom destiné à devenir le symbole de la révolution russe.

Le soviet, qui ne s'assignait nulle autre tâche que d'organiser et conduire la grève, se métamorphosa en l'espace de quelques jours, du fait de la grève elle-même, en un organisme assumant la représentation générale et politique des travailleurs, en centre du mouvement révolutionnaire du prolétariat de la capitale. Ses fonctions allant débordant rapidement celles d'un simple comité de grève, le soviet se transforma en un « parlement ouvrier », qui se chargeait de prendre position sur toutes les questions, les petites comme les grandes. Il s'agissait là d'un organisme tout bonnement sans le moindre précédent historique. Lorsque, à la fin de la grève d'octobre, il décida de se perpétuer, il paracheva du même coup sa mutation et du stade du comité de grève passa à celui d'organe général de la lutte révolutionnaire des ouvriers. Cette mutation ne fut ni délibérée ni consciemment ressentie : après avoir à son apogée engendré le soviet, le mouvement révolutionnaire se poursuivit avec plus d'impétuosité que jamais, et l'organe qu'il avait créé l'accompagna dans cette voie. Pendant les « Jours de la liberté », le soviet de Pétersbourg revêtit le caractère qui devait

faire de lui le prototype des autres conseils, ceux de 1905 comme, plus tard, ceux de 1917.

La naissance des conseils ouvriers en province

Du seul fait de l'existence du soviet et de l'autorité dont il jouissait parmi les travailleurs de la capitale, l'idée des soviets devint populaire bien au-delà de Saint-Pétersbourg, tant et si bien que, pendant la période qui va d'octobre à décembre 1905, des conseils ouvriers se constituèrent partout, dans toutes les grandes et petites villes industrielles de Russie. On a pu dénombrer, preuves à l'appui, de quarante à cinquante conseils de députés ouvriers, auxquels il faut ajouter quelques conseils de soldats et de paysans^{xv}. Leur naissance se fit ou bien sous forme médiatisée, dans le cadre d'organismes de type ancien – comités de grève ou assemblées de députés, par exemple –, ou bien sous forme immédiate, à l'initiative des organisations locales du Parti social-démocrate, appelées en ce cas à exercer une influence décisive sur le soviet. Les limites entre le comité de grève pur et simple et le conseil des députés ouvriers vraiment digne de ce nom étaient souvent des plus floues, et ce ne fut que dans les principaux centres de la révolution et de la classe laborieuse, tels que (Saint-Pétersbourg mis à part) Moscou, Odessa, Novorossiisk et le bassin du Donets, que les conseils revêtirent une forme d'organisation nettement tranchée.

Le conseil des députés ouvriers de Moscou, le plus important de Russie après celui de la capitale, s'institua à une date passablement tardive, ce qui ne l'empêcha pas de jouer un rôle essentiel lors de l'insurrection de décembre 1905¹⁰³. Pendant les premiers jours d'octobre, une assemblée de représentants de cinq branches professionnelles se réunit à l'initiative de l'organisation locale du parti bolchevik, laquelle avait publié le 2 octobre un appel invitant les ouvriers à choisir des députés chargés de diriger la grève [=, ⇒]. S'inspirant du modèle offert par le conseil des travailleurs du livre, l'assemblée se prononça pour la formation d'un conseil des députés des

professions, appelé à s'intégrer par la suite à un soviet couvrant l'ensemble de la ville ¹⁰⁴. Cette recommandation demeura cependant sans effet. Bien loin de là, on vit se créer le 10 octobre un comité municipal de grève, lequel comprenait surtout des membres des professions libérales et seulement quelques rares ouvriers. Ce fut ce comité qui à Moscou servit de foyer d'organisation à la grève d'octobre. Le président du comité de grève des cheminots, un menchevik, fut élu à la présidence du comité municipal de grève, où siégeaient également des représentants officiels des partis socialistes. Fruit d'une coalition de toutes les forces révolutionnaires, comme sa composition l'indiquait, le comité municipal n'avait pas un caractère indiscutablement prolétarien. Le comité bolchevik de Moscou hésita longtemps à reprendre son idée première d'un conseil purement ouvrier, imitant en cela les tergiversations du comité central du parti envers le soviet de Pétersbourg [⇒, p. ⇒ et suiv.]. Au début de novembre, le comité fédératif du POSDR, où bolcheviks et mencheviks siégeaient côte à côte, décida de lancer dans les usines une campagne d'agitation en faveur de l'élection de députés ouvriers. Il fut précisé que ces députés devaient ne ressembler en rien aux anciens doyens de fabrique (*starostes*), qu'ils auraient au contraire pour mission de diriger la lutte contre le patronat et d'assurer au mouvement l'unité qui lui était indispensable. Finalement, la première réunion du soviet de Moscou, à laquelle assistèrent environ 180 députés représentant quelque 80 000 travailleurs, eut lieu le 21 novembre 1905 ^{XVI}. Dès lors, le soviet évolua très vite et se transforma en un organisme de combat du mouvement ouvrier qui, dans les premiers jours de décembre, devait passer à l'insurrection armée.

Dans la foulée de cette dernière, on assista à la naissance de quelques soviets ayant pour objectif déclaré de préparer et de diriger la lutte armée ; tel fut notamment le cas dans les sièges miniers de l'Oural et dans la région du Don. Disparus à peine surgis, ils n'ont guère laissé de traces ¹⁰⁵. Néanmoins, ils ont été exaltés, du côté bolchevik, pour avoir visé la prise du pouvoir au moyen de l'insurrection. En réalité, ces soviets éphémères et quasi informels tinrent du comité de lutte révolutionnaire beaucoup plus que de l'organisme représentatif des ouvriers du type propre au conseil de Pétersbourg.

La répartition géographique des conseils ouvriers correspond pour l'essentiel aux lieux où le mouvement de grève fut le plus puissant. La plupart des soviets se localisèrent dans le district industriel de Moscou, dans le bassin du Donets, dans l'Oural et le long des côtes de la mer Noire. Et il faut noter que les gouvernements au nombre de grévistes le plus élevé et à la densité de grèves la plus forte furent aussi (à l'exception de la Pologne) ceux où les soviets se montrèrent les plus actifs ¹⁰⁶.

Conseils de soldats et conseils de paysans

Outre des conseils ouvriers, la révolution de 1905 vit surgir, tout à fait isolément, ces conseils de députés paysans et soldats qui devaient tellement se multiplier plus tard, en 1917 ^{xvii}. On dispose en général sur la naissance et les activités de ces conseils-là d'une somme d'informations bien plus réduite encore que sur leurs homologues ouvriers. Les mutineries de 1905 et de 1906 eurent des causes fortuites (conditions alimentaires et vestimentaires intolérables, brutalité des officiers, suppression des permissions, etc.) et il est rare de pouvoir y déceler une conscience révolutionnaire bien nette. Ce n'est qu'après la publication du « Manifeste d'octobre » que les soldats des grandes villes de garnison commencèrent de s'intéresser à la politique et, vice versa, les organisations subversives à la vie des casernes. Ces organisations ayant lancé une campagne d'agitation, des cellules politiques se formèrent bientôt au sein de la troupe. L'armée de Mandchourie se révéla plus particulièrement réceptive à cette propagande. Après la conclusion de la paix avec le Japon, elle devait rentrer en Russie d'Europe pour y être démobilisée ; or, par suite d'une traversée de la Sibérie effectuée dans de dures conditions et entrecoupée de fréquents arrêts dans les gares, les hommes de troupe entrèrent en contact suivi avec les cheminots et les ouvriers en grève ¹⁰⁷. C'est ainsi qu'en novembre et décembre 1905 des conseils de députés soldats s'instituèrent dans certaines villes situées le long du Transsibérien, à Krasnoïarsk et à Tchita notamment ¹⁰⁸. Durant

la grève d'octobre, un comité de cheminots avait vu le jour à Krasnoïarsk et s'était élargi aux dimensions d'une « commission ouvrière » interprofessionnelle ; il fut à l'origine, avec le comité du bataillon du train des équipages créé au début de décembre, du conseil unifié d'ouvriers et soldats qui fut mis en place le 9 décembre. Il réunit 80 députés ouvriers et moitié de soldats. À Tchita, un conseil de soldats et cosaques fondé en novembre fonctionna aux côtés du conseil ouvrier. Les soviets de ces deux villes exercèrent une autorité de caractère souvent révolutionnaire jusqu'au jour (fin décembre 1905 et début janvier respectivement) où ils furent dissous de force.

Un rôle bien moindre revint par contre au comité de vingt membres élu à Moscou, le 2 décembre, par les grenadiers du régiment Rostovski. Ce comité fit paraître un appel invitant tous les soldats de la ville à élire parmi eux des députés chargés de « délibérer en commun sur les questions militaires ¹⁰⁹ ». Le 3, de nombreux délégués d'autres régiments et bataillons vinrent certes assister à une séance du comité, mais la mutinerie fut rapidement étouffée et la fondation d'un conseil général de la garnison de Moscou, prévue pour le lendemain, ne put avoir lieu. À Sébastopol, un conseil de marins, élu le 12 novembre à la suite d'une mutinerie, ne réussit pas à décider les unités d'infanterie et d'artillerie à s'unir et à lui envoyer leurs députés ¹¹⁰. À Kiev, enfin, le mouvement n'alla pas au-delà de la distribution, lors des manifestations de soldats de la mi-novembre, d'un tract signé de l'organisation militaire du POSDR, tract qui engageait toutes les unités de l'armée à élire des députés à un conseil de soldats ¹¹¹.

De même que, dans les rangs de l'armée, on voyait dans les mots « grève » et « soviets » des symboles en quelque sorte de la révolution et que les organisations de soldats prenaient pour modèles les conseils ouvriers, ces derniers exercèrent en certains cas une influence de type révolutionnaire sur les paysans des alentours. Dans quatre districts du gouvernement de Tver et aussi dans les environs de Novorossiisk et de Rostov-sur-le-Don, des comités ou des conseils de paysans (les appellations varièrent d'un endroit à l'autre) surgirent en novembre et décembre 1905 avec le concours direct des travailleurs de la ville voisine. Il s'agissait là ni plus ni moins que des coutumières assemblées villageoises (« *skhody* ») peintes aux couleurs de la révolution ¹¹². Certains des

comités de députés formés dès le printemps de 1905 dans les mines et les fabriques de l'Oural étaient en fait des conseils ouvriers-paysans, attendu que la plupart de leurs membres ouvriers d'industrie continuaient de vivre au village¹¹³. Mais une forme de révolution proprement agraire s'esquissa, sous l'impulsion de comités paysans, en Gourie, région où les jacqueries se succédaient depuis le début de l'année. Une fois élues, les municipalités révolutionnaires abolirent le paiement de l'impôt et le versement des fermages, et destituèrent les autorités tsaristes locales. L'organisation du parti menchevik, dont les membres, très écoutés, se trouvaient à la tête du mouvement de la Gourie, n'hésita pas à présenter le comité paysan comme un organe d'« auto-administration révolutionnaire¹¹⁴ ». Dans l'ensemble toutefois, les soviets paysans, voués à l'isolement, restèrent sans influence sur le cours de la révolution et sur l'organisation de la paysannerie. Ce n'est que lentement qu'en 1917 les soviets se constituèrent dans les campagnes – trait distinctif du cheminement particulier à la révolution agraire qui accusait en 1905 un retard infini sur le mouvement ouvrier des villes et était encore bien moins homogène et organisé que lui. À quelques exceptions près, d'un intérêt très secondaire d'ailleurs, il ne fut pas question en 1905 d'« alliance révolutionnaire entre les classes », prenant, comme en 1917, la forme de conseils d'ouvriers, soldats et paysans.

3. Nature et fonctions des soviets de 1905

Les conseils, organes d'auto-administration prolétarienne

Trotsky, qui fut à 26 ans l'un des cerveaux du soviet de Pétersbourg, donne, dans son histoire de la première révolution russe, une explication de l'apparition des soviets qui sonne étonnamment juste :

Le conseil des députés ouvriers fut formé pour répondre à un besoin objectif, suscité par les conjonctures d'alors : il fallait avoir une organisation jouissant d'une autorité indiscutable, libre de toute tradition, qui grouperait du premier coup les multitudes disséminées et dépourvues de liaison ; cette organisation devait être un confluent pour tous les courants révolutionnaires à l'intérieur du prolétariat ; elle devait être capable d'initiative et se contrôler elle-même d'une manière automatique – l'essentiel enfin, c'était de pouvoir la faire sortir de terre dans les vingt-quatre heures ¹¹⁵.

Contrairement à la bourgeoisie libérale, organisée – au moins dans une certaine mesure – au sein des *zemstvos* et des doumas de ville, la population laborieuse ne disposait en Russie d'aucune possibilité légale de s'organiser. Alors que les partis révolutionnaires se trouvaient réduits aux dimensions de groupuscules conspiratifs, elle se voyait interdire de confier à des syndicats la conduite de ses luttes économiques. Au moment de la révolution, elle était privée d'organisation permanente, à même d'unifier et de diriger le mouvement. D'où la nécessité d'une forme d'autodéfense spontanée, le soviet. C'est ainsi que l'absence ou la faiblesse des organisations semi-prolétariennes (syndicats, partis) ouvrit la voie à l'institution de soviets – associations totalement prolétariennes – sur la base des unions professionnelles ¹¹⁶. On ne saurait dire si et, le cas échéant, dans quelle mesure les traditions liées à l'archaïque commune rurale (« *mir* ») eurent également un rôle déterminant dans la fondation des conseils ouvriers. Il est certain qu'une foule de travailleurs russes continuaient d'avoir foi dans les vertus « démocratiques » de la coutume villageoise des assemblées où l'on délibérait en commun. Voilà qui dut inciter les masses ouvrières à trouver naturelles la délibération collective et l'élection de députés. L'inclination des paysans et des ouvriers russes pour la coopération – notion dont il convient cependant d'user avec prudence –, telle qu'elle se manifestait notamment dans l'« *artel* », cette « coopérative de production », favorisa tout autant la formation des soviets.

Le point de rencontre naturel de ces divers facteurs n'était autre que le lieu de travail, la fabrique. Celle-ci ne servait-elle pas de base à la condition socio-économique de l'ouvrier ? N'est-ce pas là qu'il faisait chaque jour l'expérience de l'antagonisme des classes ? N'est-ce pas là, qui plus est, qu'il s'efforçait d'améliorer sa situation en s'organisant et en s'unissant aux ouvriers d'autres usines ? Il prenait conscience de sa condition dans l'univers collectif de la

fabrique et nulle part ailleurs. Exclu de toute participation à la vie publique, ignorant les règles du système parlementaire – que le régime restrictif des élections aux organes d’auto-administration ne l’aidait guère à connaître –, il ne lui restait plus d’autre moyen d’expression démocratique que le soviet. L’élection des députés de fabrique par tous, comme la possibilité de contrôler en permanence ses mandataires et de les révoquer à tout instant, donnait à l’ouvrier le sentiment de participer réellement, efficacement, aux activités d’organismes qu’il avait mis en place par son vote ¹¹⁷.

Le conseil ouvrier de Pétersbourg et les soviets de province furent les premières institutions prolétariennes de masse douées d’assises solides grâce au système électoral. Si informelles que les modalités en fussent la plupart du temps – le vote à main levée en assemblée générale – et si imprévus que leurs résultats fussent parfois, il n’en restait pas moins que la force et l’autorité des conseils procédaient au premier chef du libre choix des députés ¹¹⁸. Tel n’était pas le cas au sein des partis politiques – comment songer à respecter la démocratie quand on est voué à la clandestinité ? Pour reprendre une formule de Trotski, les partis « sont des formations à l’intérieur du prolétariat [...]. Le soviet, en revanche, devient immédiatement l’organisation même du prolétariat ¹¹⁹. »

Les ouvriers russes étaient en majorité des « révolutionnaires en général » : ils n’optaient pas pour un parti déterminé. Vu leur caractère formellement apolitique, le soviet de Pétersbourg et la plupart des autres pouvaient être considérés comme « leur » chose par les ouvriers, qui se montraient soit réservés à l’égard de la politique soit méfiants envers les partis. À leurs yeux, le conseil était vraiment le lieu « où les travailleurs, non les intellectuels, décident de tout ¹²⁰ ». La question de la participation de représentants des partis socialistes aux travaux du soviet fut soulevée dès la deuxième séance du conseil de Pétersbourg. Cette proposition suscita une vive hostilité dans l’assemblée, les délégués sans-parti protestant qu’« on n’avait pas besoin de discorde » et qu’il fallait se réunir pour « s’occuper des affaires ouvrières, et non de polémiques » ¹²¹. Tenant compte de ces sentiments, les principaux animateurs du soviet firent tout afin d’éviter de donner l’impression que celui-ci fût assujéti à

l'une des formations socialistes. Khroustalev-Nossar, l'avocat président du soviet, entendait se placer au-dessus des partis et, en ce sens, incarnait le caractère intégralement prolétarien de l'assemblée. Le soviet ne pouvait conserver sa popularité dans les masses qu'à condition d'observer une stricte neutralité en matière politique. Les ouvriers considéraient en effet la participation paritaire des représentants officiels des trois partis socialistes (menchevique, bolchevique et socialiste-révolutionnaire) comme la solution la plus équitable.

Par ailleurs, la non-appartenance formelle des soviets à un parti n'empêcha nullement les militants socialistes, rompus aux débats théoriques et à la lutte révolutionnaire, de devenir les inspirateurs de la plupart des conseils, dont les résolutions, appels et mots d'ordre attestent cette prépondérance¹²². On peut dire qu'à l'échelon du pays entier mencheviks et bolcheviks étaient à égalité quant au nombre de conseils acquis à leurs thèses ; les premiers étaient majoritaires à Pétersbourg, Odessa, Bakou et dans une série d'autres villes, surtout en Russie du Sud ; les seconds, à Moscou, Kostroma, Tver et en divers centres de la région du Don. Les socialistes-révolutionnaires et certains partis socialistes nationaux (le Bund juif, par exemple) se trouvaient partout en minorité.

Bien entendu, le nombre de députés par électeurs variait d'une ville à l'autre et, conséquemment, la force numérique du soviet. À Pétersbourg, on avait repris la proportion fixée pour les élections à la commission Chidlovski, soit 1 %. À Moscou, les grandes usines envoyaient au soviet un député pour 400 ouvriers ; les petites, aux effectifs inférieurs, se réunissaient et en élisaient 1 pour 500. Ce rapport tombait dans les villes moins industrialisées : 1 pour 100 à Odessa, 1 pour 50 à Tver, 1 pour 25 à Kostroma, par exemple. En d'autres endroits (à Novorossiisk et à Iekaterinoslav notamment), il n'existait plus de normes de représentation fixes^{xviii}. Le conseil le plus nombreux n'était autre que celui de Pétersbourg : à la fin de novembre, il atteignit le chiffre record de 562 députés^{xix}. À Moscou, on dénombrait 204 députés au soviet de ville, à Kostroma (en novembre), 135, à Novorossiisk, 72 et à Odessa, 153.

Outre les conseils de ville, des conseils de quartier, ou rayon, fonctionnaient également à Pétersbourg, Moscou et Odessa¹²⁵. Dans la capitale, ces derniers ne

s'instituèrent qu'après le premier ; dans les deux autres villes, ce fut le contraire, ceux-ci servant de base à la création de celui-là¹²⁶. Les chevauchements de compétences étaient choses fréquentes. En général, les questions politiques fondamentales étaient du ressort du conseil de ville, dont les conseils de quartier mettaient les décisions à exécution. Lors de l'insurrection de décembre à Moscou, et après la mise hors de circuit du conseil central, les soviets de rayon jouèrent un rôle indépendant dans la conduite des opérations armées.

De même que les élections aux soviets n'obéissaient nullement à des règles uniformes, la structure de ces organismes était toute provisoire, en voie d'évolution constante. Dans le cas au moins des plus grands et développés d'entre eux, il est possible de dégager cependant quelques traits communs. À la tête du soviet se trouvait en général un comité exécutif chargé d'expédier les affaires courantes. Au regard de l'assemblée générale des députés, le parlement, il représentait dans une certaine mesure le « gouvernement ». Après avoir été élargi pendant la seconde moitié de novembre, le comité exécutif du soviet de Pétersbourg comptait 35 membres à voix délibérative et 15 à voix consultative. Le cours accéléré des événements exigeait des décisions rapides qu'il revenait au comité exécutif de prendre et de soumettre après coup à l'approbation de l'assemblée générale. C'est aussi en son sein qu'étaient rédigées – par Trotski la plupart du temps – les proclamations discutées ensuite lors des séances plénières du soviet. Ces dernières se déroulaient dans une ambiance survoltée et les heurts étaient fréquents avant qu'un vote à main levée permît de trancher dans un sens ou dans l'autre¹²⁷.

Certains soviets mirent en place des commissions chargées de tâches particulières, par exemple, la constitution et la gestion d'un fonds de soutien aux grévistes, l'aide aux chômeurs, les questions militaires, l'édition des proclamations écrites et des bulletins d'information. Il paraissait de ces bulletins, intitulés *Nouvelles (« Izvestia ») des conseils des députés ouvriers*, à Saint-Pétersbourg, Moscou, Odessa, Bakou, Novorossiisk, Kostroma, Taganrog et en quelques autres cités mais, en ce dernier cas, les renseignements précis continuent de faire défaut¹²⁸. Le conseil ouvrier de la capitale comme ceux des villes de province consacraient le principal de leur temps à s'attaquer aux

problèmes quotidiens, sociaux et économiques, auxquels étaient confrontés les travailleurs. Sur ce plan, les soviets se substituaient aux organisations syndicales absentes ou seulement en voie de formation. Ainsi le soviet de Bakou s'occupait-il en premier lieu de régler à l'amiable les conflits salariaux et autres, ce qui lui valut plus tard, du côté bolchevik, de se voir stigmatisé comme « une organisation trade-unioniste type »¹²⁹. À Kiev, le soviet fut à l'origine un mélange de comité de grève et de syndicat ; il prit nom d'« union des travailleurs de Kiev » et envisagea même une fusion avec l'« Union des unions », l'association politico-professionnelle des intellectuels de gauche¹³⁰. Au cours de ces semaines, la ligne de démarcation entre syndicats, en tant qu'unions de type corporatif, et conseils, en tant qu'organismes représentatifs de l'ensemble du prolétariat, resta passablement fluctuante. Il existait des liens multiples entre les deux modes d'organisation. Ainsi, 54 représentants officiels de 19 unions syndicales siégeaient à la fin de novembre au soviet de Pétersbourg, dont un grand nombre de membres étaient par ailleurs responsables syndicaux. C'est au syndicat des travailleurs du livre de la capitale que le soviet devait de pouvoir publier les *Izvestia*, dont le tirage était imposé par la contrainte à diverses entreprises de presse¹³¹. De son côté, le soviet invitait les travailleurs à s'organiser en syndicats, soutenait les formations existantes et leur accordait une aide financière en cas de grève. Les unions des cheminots et des employés des PTT implantées dans la capitale envoyèrent des délégués siéger au soviet et recommandèrent à leurs homologues de province de collaborer avec les conseils ouvriers¹³². À la mi-novembre, le conseil de Pétersbourg lança un appel patronnant l'envoi de députations à un congrès ouvrier panrusse prévu pour la fin du mois suivant, et auquel les soviets, les syndicats et les partis devaient participer. Mais, par suite de la défaite de décembre 1905, ce projet ne put se matérialiser¹³³.

Les soviets, organes de la révolution

Pour reprendre les termes de sa proclamation constitutive, le soviet de la capitale se donnait pour mission de « défendre les intérêts des ouvriers de Saint-Pétersbourg face au reste de la société », cela au moment même où déferlait sur le pays une révolution dont la population laborieuse de la ville formait le fer de lance. Il en était de même pour les autres soviets, surgis pendant les « Jours de la liberté ». Les soviets avaient donc par définition une double fonction : d'une part, se poser en organes d'autogestion et de défense des intérêts ouvriers ; d'autre part, œuvrer simultanément sur le plan politique en vue de renverser le régime. Il s'agissait là en fait de deux aspects complémentaires qui reflétaient ce mélange inextricable de lutte économique contre le patronat et de lutte politique contre l'ordre établi qui, dans son essence, caractérisa la révolution ouvrière de 1905.

Divers facteurs se liguèrent pour pousser les soviets à mettre l'accent sur l'un ou sur l'autre aspect de leurs activités. Tantôt, c'était la psychologie des travailleurs en général, leur degré plus ou moins élevé de conscience et de volonté d'action politiques ; tantôt, c'était l'influence exercée par les partis révolutionnaires au sein des soviets ; tantôt enfin, *last but not least*, c'était la puissance des autorités tsaristes locales. Que le conseil des députés ouvriers de Pétersbourg ait pu, cinquante jours d'affilée, agir au grand jour, presque sans être inquiété, la cause en fut uniquement ce balancement des rapports de forces qui caractérisa ces semaines où le régime ne se risquait pas, en procédant à la dissolution des conseils ouvriers, à dresser contre lui les travailleurs que les soviets eux-mêmes avaient eu jusqu'alors peine à contenir. « L'activité révolutionnaire des masses ouvrières eut pour effet de jeter non seulement les bases d'organes tels que les soviets, mais aussi celles de la "légalité" indispensable à leur fonctionnement¹³⁴. » Dans la capitale comme ailleurs, la force du soviet résidait dans l'état d'esprit révolutionnaire, la volonté de combat des masses, face au manque d'assurance du régime impérial. En ces « Jours de la liberté », les masses ouvrières, exaltées, répondaient avec empressement aux appels de l'organe qu'elles avaient elles-mêmes élu ; dès que la tension vint à se relâcher, et que la lassitude et la déception lui succédèrent, les soviets perdirent de leur influence et de leur autorité. Loin qu'ils fussent en mesure de dicter le

cours des événements, ils se trouvaient étroitement soumis aux dispositions révolutionnaires des masses autant qu'aux manœuvres de la partie adverse. « Le soviét, écrit Trotski, depuis l'heure où il fut institué jusqu'à celle de sa perte, resta sous la puissante pression de l'élément révolutionnaire qui, sans s'embarrasser de vains égards, devança le travail de l'intelligence politique. Chacune des démarches de la représentation ouvrière était prédéterminée, la "tactique" à suivre s'imposait d'une manière évidente ¹³⁵. »

C'est ce qui devait apparaître avec la dernière netteté vers la fin d'octobre lorsqu'une campagne ardente pour la journée de huit heures battit son plein dans la capitale, mettant à nu le ressort économique de la révolution ouvrière. Les 26 et 27 octobre, les travailleurs et les députés de nombreuses grandes entreprises décidèrent de leur propre chef l'établissement de la journée de huit heures. Quand le 29 le soviét réuni en séance plénière aborda la question, seules quelques voix isolées (dont celle de Tchernov, le président du Parti socialiste-révolutionnaire) s'élevèrent contre ces « aberrations anarcho-syndicalistes ¹³⁶ ». On entendit dire ainsi : « Nous n'en avons pas encore fini avec l'absolutisme et lui ne fait que commencer avec la bourgeoisie ¹³⁷. » Les partis représentés au soviét n'osèrent pas s'opposer à ce mouvement spontané. Ils se virent obligés de le soutenir dans leurs proclamations et discours. Trotski déclare expressément que les éléments politiquement les plus lucides de l'assemblée n'eurent d'autre choix que de se rallier à la décision prise à la majorité le 31 octobre, dans toutes les fabriques, d'instaurer de force la journée de huit heures : « Si, pour des raisons de politique "réaliste", [le soviét] avait crié aux masses : "Reculer !", elles ne l'auraient pas écouté. Le conflit aurait éclaté, mais personne n'aurait dirigé les combattants ¹³⁸. »

La lutte pour la journée de huit heures aboutit à un échec. Entreprises privées et entreprises d'État décidèrent de lock-outer les ouvriers jusqu'à ce qu'ils reprissent le travail aux conditions anciennes et en licencièrent 19 000 sans préavis ¹³⁹. Le 12 novembre, après une séance dramatique, le conseil de Pétersbourg, constatant que la campagne en cours n'avait rencontré qu'un faible écho en province, adopta une motion très contestée : indépendamment de la

revendication de la journée de huit heures pour tous, il laissait aux ouvriers toute liberté de décider s'ils voulaient reprendre le travail aux conditions patronales¹⁴⁰. C'était là renoncer à ce qui faisait sa force : la direction unifiée du mouvement ouvrier. La lutte s'atomisa et, presque partout, les travailleurs finirent par s'incliner. Désormais le grand problème auquel le soviet était confronté était celui des sans-travail dont il ne pouvait guère maîtriser les réactions en créant une commission des chômeurs et en lançant à la population des appels au soutien financier¹⁴¹.

Le soviet ne se borna pas à mener une lutte révolutionnaire sur le plan économique – comme dans le cas de la journée de huit heures. La grève politique d'octobre, au cours de laquelle il s'était constitué, le posa en porte-parole des revendications politiques des masses ouvrières russes. Sur ce plan-là, les partis révolutionnaires, les sociaux-démocrates surtout, exercèrent une influence idéologique bien plus déterminante que sur celui de la lutte immédiate dans les usines. Pour répondre au tsar et à son « Manifeste », le soviet adopta le 18 octobre une motion reprenant, dans ses grandes lignes, le programme politique que la social-démocratie avait mis en avant pendant la révolution. Cette motion déclarait notamment : « Le prolétariat révolutionnaire en lutte ne déposera pas les armes tant que le peuple russe ne jouira pas de droits politiques aux bases solides, tant que n'aura pas été établie la République démocratique, laquelle représente la voie qui convient le mieux à l'élargissement de la lutte du prolétariat pour le socialisme¹⁴². » « Assemblée constituante » et « journée de huit heures », ces deux revendications reviennent constamment dans les programmes de la plupart des soviets de province, également.

Dans l'intervalle qui sépare la grève d'octobre de l'insurrection de décembre, les partis révolutionnaires et les ouvriers réussirent presque partout à arracher en pratique le droit de réunion ; le fait que le gouvernement et la police n'aient guère fait obstacle à l'existence publique du soviet de la capitale et aussi de nombreux conseils de province en est la meilleure preuve. Les revendications touchant l'entrée de représentants des travailleurs dans les doumas de ville, la mise à la disposition des assemblées ouvrières d'immeubles publics, le versement d'allocations de chômage, etc., eurent plus ou moins de succès en

fonction des situations locales. C'est la faiblesse et la désorganisation partielle de l'appareil d'État qui permirent au soviet de Pétersbourg et même à quelques-uns de ses homologues de province d'usurper certains pouvoirs administratifs et, pour reprendre l'expression du chef de la police secrète de la capitale, de se conduire en « second gouvernement »¹⁴³. Ainsi, le soviet institua par décret du 19 octobre la « liberté de la presse », c'est-à-dire qu'il interdit à la rédaction des journaux de soumettre leurs numéros à l'approbation du comité de la censure, les ouvriers de la presse veillant à ne laisser paraître que les journaux portant la mention « édition non censurée »¹⁴⁴. Lors de la grève d'octobre et ensuite lors de la grève politique de novembre, le soviet intima ses ordres à la direction des postes et des chemins de fer, négocia avec la douma de ville, avec le maire et même, un jour, avec Witte. Il ne cessa de harceler de ses demandes les autorités en place et, dans bien des cas, en obtint une réponse favorable ; la milice qu'il avait levée allait jusqu'à donner des instructions aux agents de police. Et il n'était pas rare de voir des non-travailleurs solliciter son aide. Le comité exécutif consacrait une bonne part de son temps à régler des problèmes de la vie quotidienne, et cela ne contribuait pas peu à rehausser, aux yeux des masses, le prestige et l'autorité de l'assemblée ouvrière.

À partir de la mi-novembre, le soviet de la capitale envoya aussi, à Moscou, en Russie du Sud, dans la région de la Volga, des émissaires chargés de se mettre en rapport avec les organisations ouvrières locales. En sens inverse, il recevait des délégations d'autres villes, de la région surtout, voire des paysans venus à titre individuel¹⁴⁵. Une grève organisée par ses soins au début de novembre en faveur des mutins emprisonnés de la base navale de Cronstadt¹⁴⁶ lui valut une certaine popularité au sein de l'armée. Les hommes de troupe lui adressaient un flot de questions et de demandes, et, de son côté, il lança un appel spécialement destiné aux soldats¹⁴⁷. Le conseil de Pétersbourg se tenait en contact permanent avec l'Union des cheminots et celle des postiers, de même qu'avec l'Union panrusse des paysans. Il ne cessait de la sorte de se poser en centre potentiel de la révolution à l'échelon de la Russie entière. Que la lutte armée contre le régime tsariste fût inévitable, c'est ce que proclamaient à l'envi,

avec toujours plus de netteté, les éditoriaux des *Izvestia*, une foule de motions et d'appels au peuple, les discours des députés. Mais le soviet, organisation de masse agissant au grand jour, ne pouvait d'évidence prendre en main la préparation d'une insurrection armée. En outre, la majorité de ses membres ne croyaient pas au succès d'une action isolée du prolétariat pétersbourgeois, et d'autres voyaient au contraire dans la grève générale une arme suffisamment efficace. En faisant campagne pour l'insurrection, le soviet cherchait en premier lieu à préparer psychologiquement les ouvriers pour le moment où une partie des troupes opérerait pour la révolution et se lancerait alors dans l'action aux côtés des travailleurs. Si les députés au soviet n'étaient armés qu'en vue d'assurer leur sécurité personnelle, les partis socialistes mettaient sur pied des groupes de combat destinés à servir de cadres à l'armée prolétarienne en cas d'insurrection^{xx 150}. On pouvait lire à ce propos dans le journal conservateur *Novoïe Vrémia* (« *Temps nouveaux* ») du 19 novembre :

Nous nous trouvons peut-être à la veille d'une épouvantable sédition. Le gouvernement lui-même n'a pas caché que le prolétariat disposait déjà de toute une division de mutins en armes^{xxi}. [...] Le parti de l'insurrection ouverte n'est pas petit. Ce parti se conduit en force prête à tout, et chaque jour augmente le nombre de ses fidèles. Le gouvernement révolutionnaire [c'est-à-dire le soviet] agit d'ores et déjà à la manière de la Convention, dépêche ses commissaires en province, et parle sans détour des moyens de la lutte armée. Il n'y a pas là l'ombre d'une activité clandestine ; bien au contraire, c'est l'ancien pouvoir qui paraît réduit à la clandestinité¹⁵¹.

Le gouvernement tsariste n'avait pas du tout l'intention de laisser au soviet le temps de préparer une insurrection. À la fin de novembre 1905, il se décida à reprendre l'initiative qu'il avait perdue depuis la grève d'octobre et à entamer contre la révolution un combat qu'il voulait décisif. Le 26, Khroustalev-Nossar fut arrêté. En guise de réponse à l'arrestation de leur président, de nombreux membres du soviet proposèrent qu'il y ait grève, qu'il y ait une manifestation de masse¹⁵², mais dans l'ensemble les ouvriers ne réagirent que faiblement à la nouvelle. Renonçant donc à tout acte de protestation, le soviet décida de poursuivre les préparatifs insurrectionnels¹⁵³. Au cours de ses derniers jours, le soviet s'abandonna à une espèce de fatalisme, né de la conviction que l'épreuve de force suprême était désormais inévitable, mais qu'il n'avait pas la

puissance nécessaire pour l'emporter. Son seul espoir était de voir les paysans et l'armée basculer du côté de la révolution, mais il fallait pour cela mener une campagne d'agitation intensive. C'est pourquoi, de concert avec l'Union paysanne et les partis socialistes, le soviet rendit public l'appel connu sous le nom de « Manifeste financier » qui invitait la population à refuser de verser l'impôt, à retirer son argent des caisses d'épargne et à n'accepter que des paiements en or ou en devises¹⁵⁴. La réaction du gouvernement ne se fit pas attendre : le jour même, la grève des chemins de fer et des PTT était interdite sous peine de lourdes condamnations. Finalement, les membres du comité exécutif et quelque 200 députés furent arrêtés, le 3 décembre, au moment où s'ouvrait la séance du soviet¹⁵⁵. Ainsi prenait fin un chapitre capital de la révolution russe de 1905.

Immédiatement après l'arrestation des membres du premier soviet, des députés ayant échappé à la police, des suppléants désignés auparavant et de nouveaux députés élus dans les usines formèrent un second soviet et un nouveau comité exécutif dont la présidence fut confiée à Parvus¹⁵⁶. Cet organisme lança le 6 décembre un appel à la grève générale sur toute l'étendue du territoire¹⁵⁷. Mais les députés étaient dorénavant forcés de se réunir clandestinement et ne purent tenir qu'une seule séance publique. Qui plus est, le soviet ne jouissait pas d'une popularité comparable à celle de son devancier ; les travailleurs étaient épuisés ; le mouvement de grève s'effrita dans la capitale et, le 19, il fallut l'interrompre. Le 9 janvier 1906, les membres du comité exécutif connaissaient le sort de leurs prédécesseurs et de nombreux députés furent encore arrêtés au cours des semaines et des mois suivants. Un point final fut mis à l'histoire du conseil des députés ouvriers de Pétersbourg en octobre 1906, lors du procès intenté à 52 membres du soviet, parmi lesquels Khroustalev-Nossar et Trotski^{xxii} ; mais son legs révolutionnaire demeure impérissable.

Pendant les premiers jours de décembre, le centre de gravité de la révolution se situa à Moscou où la grève générale avait tourné à l'insurrection¹⁵⁹. Le soviet de Moscou se convertit, selon le mot de Lénine, en « organe dirigeant de l'insurrection » sans que le mouvement fût pour autant homogène et à même

d'agir de façon concertée. À un moment donné, la garnison de la ville parut à deux doigts de la mutinerie, mais le soviets ne sut pas saisir l'occasion aux cheveux. C'est seulement sous le coup des événements de Pétersbourg qu'il résolut, le 6 décembre au soir, de déclencher une grève générale dans le dessein proclamé de la transformer en insurrection¹⁶⁰. Personne cependant n'avait une idée claire de la manière dont il fallait s'y prendre. Après l'arrestation, dans la nuit du 8, du comité fédératif des sociaux-démocrates (bolcheviks et mencheviks) au grand complet, c'est-à-dire du véritable centre de commandement, le comité exécutif du soviets transmit aux conseils de quartier le soin de diriger la grève. Au cours des journées suivantes, par suite de la rupture des liaisons entre les divers quartiers de la ville, on assista à des combats en ordre dispersé. Les premiers affrontements armés eurent lieu au gré surtout des circonstances, les insurgés n'agissant guère en fonction d'un plan soigneusement mûri. Ils s'étaient attendus à un ralliement des militaires ; voyant cet espoir déçu, ils se lancèrent dans des « actions de partisans » isolées. Puis, l'exaspération ne faisant que monter dans leurs rangs, ils se mirent à dresser des barricades. Comme la garnison de Moscou restait peu sûre, il fallut faire venir de Pétersbourg des régiments de la Garde impériale qui ne parvinrent à écraser définitivement la résistance des groupes de combat que le 18 décembre.

Lors des dix jours de grève et d'insurrection, le soviets et les divers conseils de quartier se comportèrent en organes d'autorité. Ils décrétèrent, par exemple, le rationnement de l'eau potable, l'ouverture des magasins d'alimentation, le moratoire des loyers des ouvriers qui réclamaient une tarification d'office. Mais les historiens soviétiques donnent manifestement dans l'exagération quand ils se plaisent à qualifier de « gouvernement révolutionnaire » le soviets de Moscou. N'est-il pas évident que ces mesures furent dictées par la situation immédiate et elle seule, qu'elles n'avaient rien à voir avec un programme politique précis, et que le champ d'action du soviets fut restreint ? Le rôle qu'il joua pendant l'insurrection autant que la prépondérance des bolcheviks en son sein n'en ont pas moins amené les historiens soviétiques à présenter le soviets de Moscou comme l'« organisation classique de la révolution prolétarienne¹⁶¹ » et comme le modèle de tous les autres conseils.

L'appel à la grève générale lancé par le soviet de Pétersbourg comme les événements de Moscou eurent un grand retentissement en province. On enregistra presque autant de débrayages qu'en octobre^{xxiii}. En certains endroits, dans la région du Don notamment, on assista même à des affrontements sanglants¹⁶². Les soviets furent l'un des éléments moteurs de la grève de décembre à laquelle ils devaient d'ailleurs en partie leur existence [=, p. =]. Certains allèrent plus loin. C'est ainsi que le conseil de Novorossiisk réussit le 9 décembre à prendre le pouvoir dans la ville, après quoi il proclama la « république de Novorossiisk ». Le gouverneur et le grand maître de la police s'enfuirent, tandis que la douma de ville et le maire se plaçaient à la disposition du soviet et que les troupes de la garnison refusaient d'ouvrir le feu sur les travailleurs. Le soviet fit savoir qu'il s'assignait les objectifs suivants : 1) poursuite de la grève politique ; 2) élection d'une représentation du peuple et d'un tribunal populaire ; 3) lutte contre les classes possédantes ; 4) création d'associations syndicales et politiques ; 5) octroi immédiat de secours aux chômeurs ; 6) préparation de l'insurrection¹⁶³. Mêlant ainsi problèmes économiques et problèmes politiques, questions fondamentales et questions secondaires, formules générales et mesures pratiques, ce programme reflétait exactement ce que les ouvriers attendaient de leur soviet : non point la mise en application d'un plan achevé de reconstruction de l'État, mais la réalisation des tâches concrètes que la situation imposait.

Des organes révolutionnaires d'un type analogue exercèrent le pouvoir pendant quelque temps à Tchita et à Krasnoïarsk, en Sibérie [=, p. =]. Prenant appui sur les soldats de l'armée de Mandchourie, saisis d'une fièvre de subversion, les deux soviets destituèrent les autorités locales et créèrent en leur sein une section chargée de régler les questions administratives. En outre, à Tchita on décréta propriété collective les chemins de fer, les PTT et les biens fonciers de l'État. Ce n'est qu'à la suite d'une opération de police (fin décembre 1905-début janvier 1906) que les autorités tsaristes purent revenir à leurs postes.

La défaite de la révolution, survenue vers le tournant de l'année, entraîna l'extinction des soviets. Les députés les plus militants avaient en grande partie

été arrêtés ou rejetés dans la clandestinité ; mais les autres restaient sur place, dans les fabriques où les ouvriers continuaient de leur faire confiance et de les regarder comme leurs porte-parole. À Pétersbourg en particulier, on devait constater pendant la préparation et au cours du procès des députés inculpés combien les masses restaient attachées au soviet, même après sa dissolution. Une foule de meetings et de motions de protestation, de quêtes aussi, manifestèrent la solidarité des ouvriers envers les inculpés, et les auditions de témoins en offrirent un autre exemple ¹⁶⁴. Au même moment persistait encore l'espoir d'une renaissance des soviets, espoir entretenu notamment par la fondation d'un conseil de chômeurs au printemps de 1906 ¹⁶⁵. Celui-ci procédait de l'ancienne commission de chômeurs du soviet et atteignait, par son réseau de cantines, près de 20 000 sans-travail. Soutenu par la douma de ville qui ouvrait des chantiers d'urgence pour combattre le chômage, il bénéficiait d'une semi-légalité. Qui plus est, il s'efforçait de prendre pied dans les fabriques où il faisait campagne pour la résurrection d'un conseil ouvrier général. Parmi les 300 députés et plus qu'il réunissait, figuraient d'ailleurs de nombreux délégués d'usine. Si les socialistes-révolutionnaires soutinrent à fond cette campagne, Lénine se prononça nettement contre. À la fin de 1906, les tendances extrémistes acquirent la majorité au sein du conseil des chômeurs et cherchèrent à organiser une manifestation de masse. Il s'ensuivit des querelles intestines qui entraînèrent la disparition de cet organisme pendant l'été de 1907.

Des conseils de chômeurs virent également le jour à Moscou, Kharkov, Kiev, Poltava, Iekaterinoslav, Bakou, Batoumi, Rostov et Cronstadt. Comme celui de Pétersbourg, ils mirent en avant non seulement des revendications économiques (versement d'allocations chômage), mais aussi des mots d'ordre politique généraux ¹⁶⁶. En juillet 1906 eut lieu à Moscou une tentative d'une tout autre ampleur : la fondation d'un soviet de ville et de conseils de quartier. Environ 150 députés ouvriers se réunirent et élurent une commission exécutive chargée de mener la grève. Quelques jours après, il fallut cependant suspendre le mouvement et le soviet disparut du même coup ¹⁶⁷. À la fabrique Nadezinski, dans l'Oural, où un conseil des députés s'était institué en mai 1905, on conserve encore un document daté de mai 1907 et signé : le « conseil des députés

ouvriers ¹⁶⁸ ». Ces rejetons tardifs du mouvement des conseils étaient incapables de survivre longtemps dans les conditions politiques changées des années 1906-1907. En tant qu'organes révolutionnaires, les conseils dépendaient du cours même de la révolution, passé désormais de la période du mouvement de masse à celle des luttes parlementaires. En tant qu'organes représentatifs d'une catégorie donnée du prolétariat – comme les conseils de chômeurs –, il leur manquait ce caractère unique, le caractère de masse, qui avait distingué les soviets de 1905. Cette volonté de faire revivre les soviets révélait néanmoins que la forme et l'idée des conseils étaient solidement implantées dans le prolétariat russe et que le souvenir des grandes journées révolutionnaires ne se perdait pas.

Importance historique des soviets de 1905

La question qui se pose maintenant est de savoir si les soviets de 1905, pris en tant qu'organes d'auto-administration ouvrière, ont jamais songé à établir, en cas de victoire de la révolution, un État à leur image et donc une république des conseils. Invoquant certaines formules de Lénine à propos des soviets « embryons d'un nouveau pouvoir révolutionnaire » [=, ⇒], les historiens soviétiques soutiennent ce point de vue et prétendent que les conseils visaient la conquête du pouvoir politique ¹⁶⁹. Or rien, aucun témoignage connu, ne permet de justifier pareille assertion. La grande revendication politique qui revient constamment dans les proclamations des conseils n'est autre que l'Assemblée constituante et la République démocratique. Loin de viser à se substituer à une Constituante, les soviets se battaient pour sa création. Personne en Russie ne s'est jamais prononcé à l'époque pour l'établissement d'un système des conseils au lieu et place d'une république parlementaire. Cela ne s'oppose nullement au fait que certains groupements et personnalités révolutionnaires surent discerner la grande importance des conseils et prévoir qu'un rôle essentiel leur reviendrait à l'avenir. Quant aux ouvriers eux-mêmes, aux yeux desquels les soviets avaient

pour mission première de résoudre les problèmes d'organisation et de direction du mouvement, ils étaient bien loin de nourrir des idées de ce genre.

Il est donc vain de se demander si malgré tout les conseils auraient pu, en cas de révolution victorieuse, remplir un rôle analogue à celui de leurs successeurs de 1917, lorsqu'ils se substituèrent aux pouvoirs en place. Leur brève existence ne permit pas aux soviets de la première révolution russe de développer leurs virtualités jusqu'au bout : les tendances à remplacer l'appareil d'État, une fois conquis, par de nouveaux organes révolutionnaires furent tout d'abord à peine marquées ; par la suite, elles s'accrochèrent sans doute quelque peu mais, qu'il s'agît de transformer les soviets soit en organes d'une démocratie ouvrière et paysanne, soit en organisations de type syndical, elles restèrent en définitive toujours assez indécises.

L'importance historique des soviets de 1905 ne reste pas moins grande : les masses ouvrières russes avaient créé dans leur sein un organe propre à exprimer leurs aspirations comme à servir de base à une auto-administration démocratique. Les conseils de 1905, celui de Pétersbourg en premier lieu, furent de la sorte à l'origine d'une tradition révolutionnaire appelée à perdurer. C'est ainsi que la résurrection instantanée du soviet de Pétersbourg lors de la révolution de février 1917, de même que l'éclosion du jour au lendemain, dans toute la Russie, d'innombrables conseils des députés ouvriers et soldats, démontrent combien la conscience du rôle des conseils de 1905 était demeurée vivace tout autant que l'aptitude de ces organismes à s'adapter aux besoins des masses populaires dès qu'un nouvel essor révolutionnaire se faisait jour.

Contrairement à la révolution de 1917, on ne saurait dire que les conseils de 1905 éveillèrent beaucoup l'attention hors de Russie. Certes, la première révolution russe dans son ensemble fut suivie avec passion au sein du mouvement ouvrier international ; entre autres, elle amena l'aile gauche du parti social-démocrate allemand, groupée aux côtés de Rosa Luxemburg et de Karl Liebknecht, à renforcer et affiner ses conceptions dans le cadre du fameux débat sur la grève de masse ¹⁷⁰. Mais la forme même du conseil ouvrier devait passer à peu près inaperçue. Seuls quelques socialistes, par exemple le Hollandais Pannekoek, en faisant la critique du parlementarisme et de l'État bourgeois,

arrivèrent à une version approchée de l'idée des conseils, telle que les bolcheviks la soutinrent à partir de 1917¹⁷¹.

L'importance des soviets de 1905 peut se comparer à celle de la Commune parisienne de 1871. L'une et l'autre de ces formations se signalèrent avant tout par leurs répercussions historiques : la Commune de Paris en raison de la place qu'elle devait prendre dans la théorie de l'État d'abord de Marx, puis de Lénine ; les soviets de 1905 dans la mesure où ils préfigurèrent les conseils de 1917. C'est de la mise en connexion de l'une et de l'autre, de l'interprétation de la Commune et des soviets, qu'est issu en pratique et en théorie le système bolchevique des conseils.

4. Les partis socialistes et les soviets

La naissance des soviets et les fonctions qu'ils exercèrent pendant la révolution de 1905 influèrent profondément sur les prises de position et sur les conceptions politiques des partis socialistes. Ces derniers se virent obligés de compter avec ces organismes dont ils n'avaient pu prendre la création à leur compte ni su prévoir l'émergence, et d'adopter à leur égard une attitude de principe. Les orientations divergentes des diverses tendances socialistes aboutirent naturellement à autant de manières différentes d'envisager les soviets. Dans ce cadre concret, et bien que les militants de base eussent œuvré de concert au sein des soviets, les divergences de vues sur les moyens et les buts du mouvement ouvrier en période révolutionnaire ne firent que s'aggraver. Les deux fractions sociales-démocrates (les mencheviks et les bolcheviks), Trotski l'isolé, de même que les groupements socialistes-révolutionnaires, devaient se former chacun de son côté une conception des conseils qui, transposée de la première révolution à la seconde, modelèrent en partie leur attitude respective face aux conseils de 1917.

Les mencheviks

LES MENCHEVIKS

Le déclenchement de la révolution de 1905 trouva le Parti social-démocrate dans un état d'impréparation pratique et théorique à peu près complet. Depuis la scission de 1903, des luttes de fraction absorbaient l'essentiel de ses forces et les questions d'organisation figuraient au premier plan des affrontements idéologiques. Après qu'une tentative de réunification eut échoué au début de 1905, les deux fractions employèrent le printemps et l'été suivants à prendre position vis-à-vis des questions brûlantes de la révolution et à élaborer un programme d'action. Le cours des événements obligea sans doute bolcheviks et mencheviks à se rapprocher dans la lutte pratique, mais les controverses théoriques ne cessèrent pas pour autant de conserver une importance fondamentale. N'avaient-elles pas eu pour effet de creuser, lors de la scission des deux fractions du marxisme russe, un fossé qui ne devait jamais plus être comblé, tout en établissant les principes dont elles se servirent l'une comme l'autre de fil conducteur jusqu'à la révolution de 1917 ?

Mencheviks et bolcheviks avaient pour point de départ commun le programme défendu depuis longtemps par Plekhanov : la révolution à venir serait une « révolution bourgeoise », d'où la nécessité pour le prolétariat de combattre en faveur de la révolution démocratique. En Russie, vu la prédominance des conditions agraires et semi-féodales, et le faible développement de l'industrie et de la classe ouvrière, l'établissement du socialisme ne pourrait se faire qu'à l'étape suivante. Mais les divergences commençaient de se manifester à partir du moment où l'on projetait le schéma que Marx avait tiré de la révolution de 1848¹⁷² sur la situation concrète de la Russie de 1905 et où l'on cherchait à lui donner un contenu socio-politique réel. Selon les mencheviks, il s'ensuivait du caractère « bourgeois » de la révolution russe – conçue en fonction des lois objectives du développement de la société, telles que Marx les leur avait enseignées – que la force sociale décisive n'était autre, à l'étape actuelle, que la bourgeoisie, appelée par conséquent à diriger le cours des choses pendant la révolution et après. Cette idée, Martynov la

formulait ainsi dans le cadre de la polémique qui, à la veille de la révolution, l'opposait à Lénine :

Le prolétariat ne peut obtenir tout le pouvoir au sein de l'État, ni même une partie de ce pouvoir, tant que la révolution sociale ne s'est pas faite. [...] Dès lors, il est évident que la révolution imminente ne saurait mettre en place aucune forme politique contre la volonté de la bourgeoisie entière, car celle-ci sera toute-puissante au jour de demain. [...] La lutte pour influencer sur le cours et sur l'issue de la révolution ne peut s'exprimer que dans les pressions exercées par le prolétariat sur la volonté de la bourgeoisie libérale et radicale. [...] De toute façon, le prolétariat placera la bourgeoisie devant ce dilemme : ou bien revenir à l'oppression de l'absolutisme, qui l'étouffe ; ou bien aller de l'avant avec le peuple ¹⁷³.

En mars 1905, Martynov déclarait que les événements du 9 janvier eux-mêmes n'avaient en rien modifié le caractère de la révolution et les tâches du parti et que l'objectif essentiel restait de « rassembler le prolétariat sur une base de classe », de « former et de consolider son parti de classe ¹⁷⁴ ». Quant au journal menchevik *Natchalo* (« *Le Commencement* »), il affirmait dans un article programmatique que la classe ouvrière et le Parti social-démocrate avaient pour tâche de soutenir la bourgeoisie en lutte contre le tsarisme, de l'aider à vaincre, d'« élargir la révolution bourgeoise en faisant passer au premier plan les intérêts du prolétariat et de créer, dans le cadre des institutions bourgeoises, la plus large base possible pour la transformation révolutionnaire de la société ¹⁷⁵. »

Ainsi donc, dans l'optique menchevique, la révolution victorieuse avait pour effet de mettre en place un régime bourgeois, lequel réaliserait des réformes démocratiques et sociales. Comme les socialistes se devaient de laisser à la bourgeoisie la responsabilité des mauvais côtés du capitalisme, ils n'avaient nullement à participer au régime. Mais les luttes parlementaires au sein des institutions démocratiques finiraient par provoquer l'essor de la social-démocratie et l'élévation de la conscience politique des masses ouvrières. Qui plus est, il s'ensuivrait de l'accession de la bourgeoisie au pouvoir une transformation économique telle que, lors du déclenchement de la révolution socialiste dans les pays avancés d'Europe occidentale et centrale, l'étincelle sauterait en Russie et qu'on assisterait là aussi aux débuts de la révolution prolétarienne ¹⁷⁶.

Lié à l'état d'arriération du pays, ce programme l'était donc aussi à la situation régnant dans le reste de l'Europe. Il plaçait la révolution socialiste et la prise du pouvoir par le prolétariat au terme de toute une série de bouleversements sociaux. Quant à son option démocratique de base, qui ne fit que s'accroître au fil des ans, elle avait pour objet de préserver le pays d'une « dictature de la minorité » à une époque où les prémisses d'une « dictature de la majorité » (au sens exact où Marx parlait de dictature du prolétariat) n'étaient pas encore réunies en Russie. Sur ce plan également, les mencheviks étaient donc amenés à s'opposer avec la dernière énergie aux vues « jacobines » de Lénine^{xxiv 177}.

En fonction de cette perspective, les mencheviks s'assignaient deux objectifs prioritaires : « 1^o Formation d'une organisation social-démocrate solide grâce à la jonction de l'ancien appareil conspiratif avec les nouvelles organisations de masse ; 2^o développement des syndicats¹⁷⁸ ». Les sociaux-démocrates n'avaient pas de tâche plus urgente que de tirer parti du réveil spontané de larges secteurs de la population laborieuse pour se les gagner, les organiser et les transformer en un facteur politique décisif. C'est ainsi que le parti arriverait à peser sur la solution des problèmes que la révolution allait faire naître¹⁷⁹.

L'isolement de leurs comités et la faible influence qu'ils exerçaient sur les masses, en raison de la clandestinité à laquelle ils se voyaient réduits autant que du clivage entre intellectuels et ouvriers et de la rupture avec les bolcheviks, faisaient le désespoir des mencheviks. Ce fut seulement à partir de janvier 1905 que, par suite de la réceptivité accrue des masses comme du relâchement de la surveillance policière, la possibilité d'agir à grande échelle s'offrit pour la première fois à eux. En février suivant, les groupes mencheviks de Pétersbourg, s'inspirant des élections à la commission Chidlovski [⇒, p. ⇒ et suiv.], conçurent un plan selon lequel les ouvriers éliraient sur la base de l'usine (comme c'était déjà le cas pour la commission) des députés qui formeraient une assemblée pour les villes concernées, assemblées qui enverraient ensuite leurs représentants siéger à un congrès ouvrier panrusse¹⁸⁰. Les mencheviks espéraient de la sorte amener au mouvement révolutionnaire les travailleurs qui

se tenaient encore à l'écart des activités politiques et faire passer leur parti de l'état de secte clandestine et conspirative à celui de parti de masse agissant au grand jour. Pendant le printemps et l'été suivants, Axelrod se fit le plus ardent propagateur de ce plan auquel il consacra plusieurs articles¹⁸¹. Une partie des mencheviks associèrent à ce projet les efforts qu'ils faisaient au même moment en faveur de la convocation d'un congrès des associations d'entraide ouvrière déjà en place¹⁸². D'autres, avec Parvus notamment, se prononçaient pour des assemblées de toutes les catégories sociales représentées dans les *zemstvos* et les congrès de ville, dans l'« Union des unions », etc., aux côtés desquelles serait institué un forum ouvrier¹⁸³.

Les mencheviks mirent également au point l'idée d'« auto-administration révolutionnaire », idée parallèle à celle du congrès ouvrier et qui en était d'ailleurs issue. C'était là en quelque sorte le pendant du mot d'ordre de « gouvernement révolutionnaire provisoire » que les bolcheviks allaient bientôt mettre en avant de leur côté. Rien ne fait mieux apparaître l'opposition des principes propres aux deux tendances que cette différence de mots d'ordre. En pratique, l'idée d'auto-administration révolutionnaire, dont Martov plus que tout autre se fit le champion, visait à désorganiser, par « en bas », au moyen d'une lutte démocratique, le pouvoir d'État tsariste et à obliger ainsi le régime à faire des concessions en matière constitutionnelle. Les masses ouvrières et les autres catégories sociales exclues des élections à la « Douma de Boulyguine » formeraient leurs propres « comités d'agitation populaire » :

Elles devraient se donner pour but l'élection, hors du cadre légal, de députés révolutionnaires, fondés de pouvoir. Elles devraient engager les paysans à envoyer leurs députés librement élus à la ville afin de voir avec les citoyens ce qu'il convient de faire. Que cette tactique réussisse, et nous aurons réussi à couvrir le pays d'un réseau d'organes d'auto-administration révolutionnaire. En outre, la confédération panrusse de ces organes nous offrira à l'échelle du pays entier la tribune politique qui nous est indispensable¹⁸⁴.

La campagne lancée par les mencheviks visait à faire pression sur la Douma d'empire convoquée pour l'automne, voire à obtenir la mise en place par des moyens extra-légaux d'une Assemblée constituante. « L'organisation de cette auto-administration fonctionnant ouvertement partout est la forme sous laquelle

doit avoir lieu la liquidation de l'autocratie qui ne veut pas inaugurer de son plein gré l'ère constitutionnelle », écrivait Martov en août 1905 ¹⁸⁵.

La Révolution française de 1789 et, plus encore, la Commune parisienne de 1871, telles étaient les références historiques que les mencheviks invoquaient volontiers à l'appui de l'idée d'auto-administration. Lors de leur conférence d'avril 1905, ils adoptèrent une résolution qui se prononçait sans détour pour la « formation de communes révolutionnaires dans telle ou telle ville, dans telle ou telle région, à seule fin de contribuer à l'extension de l'insurrection et à la désorganisation du gouvernement ¹⁸⁶. » Martov s'efforça de convaincre Lénine – lequel qualifiait de « phraséologie révolutionnaire » le mot d'ordre de la formation de communes ¹⁸⁷ – que Marx et Engels avaient fait leur le programme de la Commune, l'association volontaire des collectivités, et que l'« auto-administration révolutionnaire » n'était ni plus ni moins que la transposition de cette idée à la Russie ¹⁸⁸. Il est assez significatif que le modèle de la Commune de Paris – appelé à servir de fondement à la théorie léninienne de l'État et au système bolchevique des conseils – fut à l'origine introduit dans le marxisme russe non par les bolcheviks, mais par les mencheviks. Ce qui demeurait obscur cependant, c'est quels rapports auraient pu s'établir entre les organes d'auto-administration (les « communes » locales), prolétariens ou paysans par définition, et le gouvernement bourgeois que les mencheviks ne cessaient de réclamer. Il y avait là une contradiction, que Lénine ne manqua pas de relever, et qui en engendrait une autre entre la croyance des mencheviks en un cours « objectif » de l'évolution sociale et politique, d'une part, et leur action révolutionnaire promise à déborder le cadre qu'ils lui avaient eux-mêmes assigné, d'autre part. Si leur campagne avait réussi, on aurait peut-être vu les organes d'auto-administration révolutionnaire constituer un genre d'instances de contrôle par en bas sur le gouvernement démocratique bourgeois, comme ce fut le cas des soviets de 1917 face au gouvernement provisoire. En 1905, les mencheviks étaient assurément loin encore de nourrir pareils desseins, mais leur plan d'auto-administration, avec sa structure allant de la base au sommet, unissant ouvriers et paysans au sein d'une assemblée de députés, n'en demeure pas moins remarquable. S'il existe un précurseur théorique des conseils de 1905,

c'est l'idée menchevique d'auto-administration révolutionnaire. Toutefois, dans la forme sous laquelle elle avait été conçue, elle resta sans applications pratiques. Au lieu d'élections issues d'une campagne menée par des comités locaux d'agitation, on assista à la grève générale et à la création du soviet de Pétersbourg, dans lequel les mencheviks virent d'ailleurs une réalisation de leur « grand dessein ». Jusqu'alors couchés sur le papier, les projets de « congrès ouvrier », de « communes » et autres s'inscrivaient maintenant dans les faits. Rien n'était plus aisé pour les mencheviks que d'inclure dans leur programme la nouvelle organisation des soviets ; d'une certaine manière, ils y étaient prêts depuis le début de la révolution.

L'organisation locale des mencheviks prit en octobre 1905 une part prépondérante à la fondation du soviet des députés ouvriers de Pétersbourg. Ses membres portaient de l'idée que le « comité ouvrier », c'est-à-dire le soviet, se révélerait « le meilleur de tous les organes d'éducation et d'agitation, un instrument pour organiser la révolution à l'échelle nationale », celui-là même dont parlait l'*Iskra*¹⁸⁹. Quand à la fin d'octobre 1905 Martov, revenant d'exil, arriva à Pétersbourg, le soviet lui parut « incarner notre idée de l'auto-administration révolutionnaire¹⁹⁰ ». En raison de leurs options politiques, les mencheviks parvinrent plus vite que les bolcheviks à prendre position, sur le plan pratique, en faveur des conseils. Faisant la part des circonstances qui amenaient les ouvriers à regarder les soviets bien plus que les partis comme leurs organes et leur représentation propres, ils se plièrent à la volonté de la majorité des députés sans-parti et renoncèrent à exercer comme tels une influence au sein des conseils.

On ne saurait dire pour autant qu'ils voyaient dans les soviets un but en soi et le couronnement de leur action. Au contraire, ils attribuaient la naissance des conseils à l'absence en Russie d'un vigoureux parti social-démocrate, les masses se trouvant dès lors dans l'obligation de créer elles-mêmes, spontanément, des organismes de remplacement. Martynov, l'un des leaders des mencheviks cette année-là, ne se gênait pas pour déclarer :

La coexistence de deux organisations autonomes du prolétariat, l'une, celle du parti social-démocrate, l'autre officiellement apolitique quoique placée sous influence sociale-démocrate, est un phénomène

anormal qui devra disparaître tôt ou tard. Tout en préconisant l'institution d'organes d'auto-administration révolutionnaire du prolétariat, nous voyons dans cette forme d'organisation quelque chose de provisoire, de passager ¹⁹¹.

Il fallait donc que les sociaux-démocrates fassent tout pour transformer leur petit parti clandestin en un grand parti légal, « suffisamment vaste pour inclure dans son sein des organisations du genre des conseils de députés ouvriers ou pour les rendre superflues ¹⁹² ». Aux yeux des mencheviks, les soviets étaient donc avant tout des organisations chargées de diriger la lutte des masses ouvrières que le parti n'était pas encore arrivé à toucher et qu'il avait ainsi la possibilité de conquérir. Selon un mot de Martov, les conseils devaient être « le champ de bataille où les cadres d'un grand parti de masse se formeront ¹⁹³ ». D'où, par exemple, l'appui que les mencheviks donnèrent au soviet de Pétersbourg et à d'autres conseils qui cherchaient à persuader toutes les organisations prolétariennes existantes de tenir un congrès ouvrier panrusse ¹⁹⁴.

La défaite de la révolution en décembre 1905 entraîna une révision de la tactique menchevique. Sous le coup de la puissante vague révolutionnaire des « Jours de la liberté », les mencheviks avaient délaissé leur politique de soutien inconditionnel à l'opposition libérale et s'étaient sensiblement rapprochés de la conception bolchevique selon laquelle la bourgeoisie ne pouvait être que contre-révolutionnaire. Désormais, les mencheviks de droite se livraient à une âpre critique de la tactique du chambardement radical : la cause de la défaite, faisaient-ils valoir, n'était autre que la coupure survenue entre les masses ouvrières et le restant des forces démocratiques ; on avait fabriqué « artificiellement » l'insurrection de décembre sans avoir auparavant renforcé le parti par un travail d'agitation et d'organisation suffisamment ample ; loin d'axer les efforts sur les élections imminentes à la Douma, on avait gaspillé ses énergies dans des actions prématurées ¹⁹⁵. L'heure venait de tirer les conséquences du retournement de la situation et de songer à la Douma dont la réunion était prévue pour la fin d'avril 1906. Se transformer en représentation du peuple et en centre de la lutte révolutionnaire contre le régime tsariste, voilà quel devait être l'objectif immédiat du parti ¹⁹⁶.

Dans le cadre de la campagne électorale à laquelle les mencheviks participèrent (contrairement aux bolcheviks et aux socialistes-révolutionnaires), ils mirent en avant d'abord l'idée d'auto-administration telle que Dan et Martov l'avaient esquissée au cours du printemps et de l'été précédents. Ils se prononcèrent pour la mise en place d'assemblées de délégués et de grands électeurs – les élections se faisant au scrutin à deux degrés – qui formeraient avec les délégués des autres catégories opprimées de la population un « parlement révolutionnaire » panrusse, lequel ferait dès lors pendant à la Douma tsariste¹⁹⁷. Dan, le premier à soutenir cette thèse, fit ressortir d'une manière assez révélatrice les avantages que présentaient semblables organismes par rapport aux conseils des députés ouvriers : mieux que ces derniers, souvent sans parti – les ouvriers n'élisant pas leurs députés en fonction de leur appartenance politique –, ils seraient à même d'élever le niveau de conscience politique des travailleurs et d'accroître l'influence du parti¹⁹⁸. Malgré les efforts des mencheviks en ce sens, notamment durant l'hiver de 1906-1907 à l'occasion des élections à la II^e Douma, ces organismes ne s'implantèrent vraiment que dans le bassin du Donets¹⁹⁹. Ils avaient pour objet principal de permettre aux députés socialistes à la Douma d'empire de rester en contact étroit avec les masses et, accessoirement, de rehausser le prestige de la Douma aux yeux des travailleurs.

Encore profondément impressionnés par les accomplissements des soviets pendant l'automne précédent, les mencheviks soumièrent au IV^e congrès du POSDR, réuni à Stockholm en avril 1906, une résolution invitant le parti « non seulement à soutenir les organisations prolétariennes apolitiques, nées spontanément, du genre conseils des députés ouvriers, mais aussi d'œuvrer à leur création en période d'essor révolutionnaire et de les aider à remplir leur mission²⁰⁰ ». Ils se distinguaient à cet égard des bolcheviks, lesquels, au même moment, se prononçaient pour un soutien seulement très conditionnel aux organismes « apolitiques » de cette catégorie [⇒, p. ⇒]. Toutefois, chez les mencheviks aussi, les conseils se trouvèrent dans l'ensemble relégués à l'arrière-plan. En revanche, l'idée d'un congrès ouvrier panrusse réapparut pendant l'été

de 1906. N'était-ce pas là un moyen de donner au parti la large base de masse qui lui faisait si cruellement défaut ? On vit d'ailleurs réapparaître à ce propos une tendance qui s'était déjà manifestée au sein des soviets, le désir d'échapper à l'emprise des intellectuels qui, plongés dans leurs querelles de fractions, finissaient par oublier la condition ouvrière et n'hésitaient même pas, le cas échéant, à briser l'unité du parti ²⁰¹. En avril 1907 Khroustalev-Nossar, l'ancien président du soviet de Pétersbourg, mit au point un schéma de congrès ouvrier conçu sous une forme pyramidale : d'abord, les comités de fabrique, les cellules de base ; puis, les comités de ville, à l'échelon intermédiaire ; enfin, le congrès ouvrier général, composé de représentants des syndicats, des coopératives ouvrières, des caisses de résistance et de députés élus dans les fabriques ²⁰². Selon les mencheviks, pareille organisation de masse permettrait d'arracher le parti aux ornières de la clandestinité et du « sectarisme » et de le transformer en un parti ouvrier « à l'européenne », un parti à l'image de la social-démocratie allemande. Sur ce plan, les organisations ouvrières apolitiques, soviets ou congrès ouvriers, pourraient rendre des services signalés. Mais les mencheviks n'attribuaient pas aux conseils des fonctions permanentes, ni même plus étendues. Il s'agissait à leurs yeux d'un pis-aller, d'organismes destinés à pallier l'absence d'un grand parti de masse ou la faiblesse des syndicats, mais, dès qu'ils seraient en mesure de le faire, ces derniers – parti et syndicats – prendraient la relève. Pendant la période révolutionnaire, les mencheviks soutinrent les conseils, organes de la révolution, organes aussi de l'auto-administration provisoire du prolétariat, tels du moins qu'ils les considéraient ; mais personne parmi eux ne s'avisa que les soviets pourraient s'ériger en nouveaux organes du pouvoir d'État. En 1917, les mencheviks se retrouvèrent dans la même situation qui, cette fois, devait leur être funeste : d'un côté, un rôle dirigeant leur revenait au sein des soviets et ils combattaient pour la « démocratie des conseils » ; mais, d'un autre côté, convaincus comme ils l'étaient du caractère « bourgeois » de la révolution, ils n'accordaient aucun avenir aux soviets et passèrent donc la main aux bolcheviks.

Les bolcheviks

La tactique suivie par Lénine en 1905 se fondait sur une analyse du rapport de forces entre les classes. Lénine, lui aussi, professait alors que la Russie devrait d'abord faire sa révolution « bourgeoise » et s'appliquer ensuite à jeter les bases d'une république démocratique. Mais il entendait par là tout autre chose que les mencheviks. Il s'en rapportait au Marx de 1848, lequel assignait pour mission au prolétariat de prendre en main la direction de la lutte pour la république démocratique et de pousser la révolution jusqu'aux portes du socialisme avec l'aide de la petite bourgeoisie²⁰³. En Russie, faisait valoir Lénine, le rôle historique de cette dernière incombait pour l'essentiel à la paysannerie « moins intéressée à la conservation absolue de la propriété privée qu'à la confiscation des terres seigneuriales » et capable « de devenir un partisan décidé, et des plus radicaux, de la révolution démocratique »²⁰⁴.

Selon Lénine, le but de cette variante spécifiquement russe des révolutions « bourgeoises » européennes n'était autre que la « dictature révolutionnaire du prolétariat et de la paysannerie ». Et d'en décrire ainsi le déroulement concret :

Le mouvement ouvrier triomphe dans la révolution démocratique, les libéraux gardant une expectative passive et les paysans soutenant activement les ouvriers. Y ajouter le soutien des intellectuels radicaux, républicains, et des couches correspondantes de la petite bourgeoisie. Le soulèvement l'emporte, le pouvoir des propriétaires fonciers est brisé²⁰⁵.

La dictature démocratique révolutionnaire du prolétariat (formule désignant le rapport des forces sociales) a pour forme politique le « gouvernement révolutionnaire provisoire ». Procédant de l'insurrection populaire, celui-ci prend appui sur elle et la dirige jusqu'au renversement complet de l'ancien régime. Pour Lénine, la participation des sociaux-démocrates à un tel gouvernement était chose qui allait de soi-même. Il entendait par là, en effet, une coalition de sociaux-démocrates, de socialistes-révolutionnaires et, le cas échéant, d'autres partis de la gauche démocratique²⁰⁶. Quoique Lénine ne se soit guère exprimé à ce sujet, comme bien on se doute, il est évident que dès cette

époque sa « pensée secrète » était de se retrouver le « seul chef de la république démocratique » à l'issue d'une révolution victorieuse²⁰⁷.

Les mesures prises par le gouvernement révolutionnaire, jouissant de pouvoirs dictatoriaux et frayant la voie à une transformation radicale de la société, devraient servir de préface à la révolution socialiste que le prolétariat serait appelé à faire seul, c'est-à-dire avec l'aide des paysans pauvres uniquement, contre la bourgeoisie et les paysans riches. « La révolution démocratique accomplie, nous aborderons aussitôt, dans la mesure précise de nos forces, [...] la voie de la révolution socialiste. Nous sommes pour la révolution permanente. Nous ne nous arrêterons pas à mi-chemin²⁰⁸. » Lénine recourait ainsi, en septembre 1905, au terme même de « révolution permanente » que Marx employait en 1850 et dont Trotski avait fait le ressort de la théorie élaborée par ses soins lors de la première révolution russe. Tel est aussi le point de départ de la théorie de la « transcroissance » de la révolution bourgeoise en révolution socialiste que Lénine professait en avril 1917 et qui lui servit de terrain de rencontre avec Trotski. Chez le Lénine de 1905 comme chez celui de 1917, cette idée était en outre étroitement liée à l'espoir que « la victoire de la révolution démocratique en Russie donnera le signal de la révolution socialiste en Europe. [...] Les ouvriers européens nous montreront “comment s’y prendre”, et nous ferons alors avec eux la révolution socialiste²⁰⁹. »

Par ailleurs, Lénine était assez réaliste, même aux moments culminants de la révolution de 1905, pour ne pas envisager autre chose qu'une « demi-victoire » du mouvement. Il se demandait : « Allons-nous vers une révolution de type 1789 ou de type 1848 ? », voulant dire par 1789 le renversement complet du régime tsariste et la proclamation de la république, et par 1848 le compromis de la monarchie constitutionnelle ; et, après avoir mûrement pesé le pour et le contre, il essayait de se former une idée nette de l'issue probable des événements²¹⁰. Mais, malgré une analyse pondérée de tous les facteurs à l'œuvre, il se laissait finalement emporter par la passion révolutionnaire et lançait appel sur appel à l'insurrection et à sa préparation concrète.

Dès 1902, dans *Que faire ?*, Lénine assignait à la social-démocratie, comme sa mission distinctive, d'organiser l'insurrection populaire généralisée²¹¹. À partir de janvier 1905, les bolcheviks n'hésitèrent plus à déclarer le soulèvement armé à l'ordre du jour. Le III^e congrès du POSDR, auquel ils furent seuls à participer en avril 1905, invita les organisations du parti à faire campagne pour l'insurrection, l'armement des ouvriers, la création de groupes de combat et l'élaboration d'un plan d'action²¹². Voilà qui fait ressortir avec la dernière netteté combien l'idéal léninien d'une cohorte de révolutionnaires professionnels se trouvait intimement lié aux prétentions des bolcheviks à diriger la révolution. Seule, en effet, une petite troupe de combattants résolus et disciplinés était capable d'organiser une insurrection et de s'emparer du pouvoir : tandis que les masses sympathisantes apportaient au mouvement leur indispensable concours, une minorité de conspirateurs se chargeait de l'orienter et de lui donner un but.

Pour mettre les masses en branle et préparer l'insurrection, Lénine recommandait la formation de comités d'un type particulier. Peu de temps après le « Dimanche rouge », il écrivait :

Les mots d'ordre de la lutte pour la liberté se répandront de plus en plus largement parmi les pauvres des villes, parmi des millions de paysans. Des comités révolutionnaires se formeront dans chaque fabrique, dans chaque quartier, dans chaque bourgade importante. Le peuple insurgé renversera les institutions gouvernementales, quelles qu'elles soient, de l'autocratie tsariste, et annoncera la convocation immédiate de l'Assemblée constituante²¹³.

Par la suite, Lénine préconisa surtout la création de comités révolutionnaires dans les campagnes parce qu'il n'y existait presque pas trace d'une organisation quelconque et que la tâche de l'heure consistait à pousser les paysans à la révolte. C'est donc aux comités paysans qu'il incombait de remodeler la propriété foncière sur une base démocratique, c'est eux qui devaient constituer les organes de l'insurrection à l'échelon local²¹⁴. Mais ils ne s'en tiendraient pas là. « Les comités paysans, disait Lénine, sont une institution souple, appropriée à la situation actuelle aussi bien qu'elle le serait, par exemple, sous un gouvernement provisoire dont ces comités deviendraient les organes²¹⁵. » Les sociaux-démocrates, en tant que groupe politique compact, participeraient aux côtés des représentants des autres partis révolutionnaires et des sans-parti à ces

comités qui incarneraient en petit « l’alliance démocratique révolutionnaire du prolétariat et de la paysannerie ». À la ville comme à la campagne, ces comités n’auraient, suivant Lénine, rien à voir avec l’auto-administration révolutionnaire des mencheviks. Contrairement à ces derniers qui voyaient dans la révolution un « processus spontané » au cours duquel il était impossible de s’assigner des tâches d’avance, Lénine affirmait : « La date de l’insurrection peut être fixée, si ceux qui la fixent ont de l’influence sur les masses et savent apprécier le moment avec justesse ²¹⁶. » Et de dire « parfaitement puéride » la campagne lancée par les mencheviks en faveur de l’auto-administration révolutionnaire, étant donné qu’elle ne tenait aucun compte du rapport des forces réel et de la supériorité militaire du régime.

Il faut d’abord faire triompher l’insurrection (ne serait-ce que dans les limites d’une ville) et instituer le gouvernement révolutionnaire provisoire, pour que ce dernier puisse aborder, en qualité d’organe de l’insurrection et de chef reconnu du peuple révolutionnaire, l’organisation de l’auto-administration révolutionnaire. [...]. L’organisation de l’auto-administration révolutionnaire, l’élection par le peuple de ses représentants, ce n’est pas le prologue, mais l’épilogue de l’insurrection ²¹⁷.

Alors que les mencheviks faisaient de la convocation d’une Assemblée constituante le but principal de la révolution, les bolcheviks ne lui accordaient, dès 1905, qu’une importance très secondaire – tout en la rangeant en bonne place parmi leurs mots d’ordre. C’est avant la réunion de la Constituante que le gouvernement révolutionnaire devrait prendre des mesures décisives. « Nous demanderons à l’Assemblée constituante [...] de sanctionner les transformations que le gouvernement provisoire révolutionnaire aura opérées avec l’aide du peuple insurgé », écrivait à ce propos Staline ²¹⁸.

Le rôle dirigeant du parti, tel était l’alpha et l’oméga du programme bolchevique. À partir du moment où la révolution de 1905 embrasa les masses, les bolcheviks se trouvèrent confrontés toujours davantage au problème de savoir comment concilier ce rôle de dirigeant incontesté, qu’ils revendiquaient, avec le processus spontané du mouvement ouvrier. Numériquement, ils étaient en effet très faibles ; à Pétersbourg même, ils comptaient à peine un millier de militants ouvriers pendant la première moitié de l’année 1905 ^{xxv}. En outre, la plupart des comités du parti – « engourdis par la clandestinité », comme le notait

Lénine en personne²²⁰ – étaient parfaitement incapables de toucher les catégories de travailleurs en train de s'éveiller à la vie politique. Lorsqu'au congrès bolchevique d'avril 1906 Lénine se prononça pour l'entrée d'ouvriers d'usine dans ces comités jusqu'alors aux mains des intellectuels, il se heurta à la résistance des révolutionnaires professionnels qui les peuplaient et qui soutenaient qu'il n'existait pas d'ouvriers aptes à en faire partie²²¹. Voilà qui n'allait pas sans dénoter déjà une tendance à la « bureaucratisation » du parti – problème que Lénine ne cessa de créer jusqu'à son dernier jour et dont l'apparition est imputable, en dernière analyse, à sa conception du parti d'élite autant qu'à sa méfiance envers la « spontanéité ».

Cette méfiance des bolcheviks à l'égard des organisations ouvrières autonomes, ne dépendant en rien du parti, devait se faire sentir le plus vigoureusement dans leurs rapports avec les soviets. Contrairement aux falsifications historiques du stalinisme, et aussi à une opinion trop répandue hors de Russie, selon lesquelles les bolcheviks auraient eu une part prépondérante dans la naissance des conseils de 1905, la vérité nue est qu'ils n'y furent pour rien et qu'à l'origine le principe des conseils ne figurait nullement dans leur doctrine. Malgré la participation aux soviets d'un grand nombre d'ouvriers bolcheviks, les instances dirigeantes du parti n'arrivèrent pas à prendre une position de principe univoque et, face à ces « corps étrangers » à la révolution, oscillèrent constamment de l'hostilité déclarée à l'approbation du bout des lèvres. Cette position devait en outre varier au gré des situations locales et connut plus d'un tournant. Lénine lui-même ne parvint pas à porter un jugement clair et net sur le nouveau phénomène révolutionnaire, tout en étant le seul bolchevik qui se fût soucié de l'étudier à fond et de l'intégrer à sa théorie et à sa tactique.

Pendant la grève d'octobre, des ouvriers sympathisant avec le bolchevisme prirent part, au même titre que d'autres, à la fondation du soviet de Pétersbourg. Le comité du parti qui, à la différence des mencheviks, n'avait pas invité à participer aux élections de députés, envoya ses représentants officiels siéger au comité exécutif (Knunianc – B. Radin – fut le principal d'entre eux). Pendant les premiers jours du conseil, alors qu'il n'agissait encore qu'en qualité de comité

de grève et que personne ne savait au juste quel rôle il serait appelé à jouer, il eut droit à toute la sympathie des bolcheviks. Les choses changèrent cependant quand, ayant survécu à la grève, le conseil se transforma petit à petit en un organe de direction politique des masses ouvrières de la capitale. Dès lors, la plupart des bolcheviks de la ville lui marquèrent une franche inimitié²²². Ils réussirent à faire adopter au comité fédératif du POSDR, qui réunissait des délégués des deux fractions, une résolution exigeant du soviet qu'il adoptât officiellement le programme de la social-démocratie, en alléguant que des organismes apolitiques de ce genre étaient incapables de suivre une ligne politique distinctement prolétarienne et risquaient donc de nuire à la cause²²³. Le comité central du parti, ayant rendu cette résolution publique le 27 octobre, en fit une règle de conduite pour toutes les organisations bolcheviques. À Pétersbourg même, les militants œuvraient dans ce sens en milieu ouvrier et parmi les députés au soviet. Ils réussirent à pousser les travailleurs de certaines usines à voter des motions analogues à la résolution du comité fédératif²²⁴. Sur ces entrefaites, les mencheviks décidèrent de se désolidariser d'une tactique aussi extrémiste et, de leur côté, les socialistes-révolutionnaires soumièrent à l'assemblée plénière du soviet une contre-résolution où les prétentions du Parti social-démocrate, posant au seul et unique représentant du prolétariat, étaient repoussées sans ambages²²⁵. Après l'arrivée de Lénine dans la capitale, les bolcheviks cessèrent d'attaquer publiquement le conseil ouvrier.

La discussion qui se déroulait dans les colonnes de leur journal, la *Novaïa Jizn* (« La Vie nouvelle »), portait essentiellement sur le type de relations à établir entre le soviet, « organisation apolitique », et le Parti social-démocrate. Les bolcheviks reprochaient avant tout au conseil des députés ouvriers de chercher à se présenter comme une institution placée au-dessus des partis. Ils se disaient convaincus que « seul un parti rigoureusement de classe est à même de diriger le mouvement politique du prolétariat et de veiller à la pureté de ses mots d'ordre, et non ce fatras politique, cette organisation politique confuse et hésitante, que le conseil ouvrier représente et ne peut que représenter »²²⁶. De l'aveu général, il était impossible d'envisager une coexistence durable du conseil

et du parti. C'est ce que faisait savoir nettement, au nom d'un groupe d'agitateurs et de propagandistes bolcheviks, un certain P. Mendeleïev :

Le conseil des députés ouvriers ne saurait exister en qualité d'organisation politique et les sociaux-démocrates devraient s'en retirer attendu qu'il nuit, par son existence, au développement du mouvement social-démocrate. Le conseil des délégués ouvriers peut exister sous forme d'organisation syndicale, autrement, il n'a qu'à disparaître. Comme organisation syndicale, il pourrait prendre une grande importance, du fait qu'il rassemble tous les ouvriers dans une organisation unique, mène campagne à la fabrique pour la fondation de caisses de résistance syndicales et fait fonction de comité de grève pendant la grève.

En conséquence, ce même Mendeleïev proposait au parti d'adopter face au soviet une tactique en trois temps : 1) chercher à lui faire admettre qu'il devrait se borner à des activités de type syndical ; 2) en cas d'échec, l'amener à se placer publiquement sous la direction du POSDR ; 3) dès lors, le soviet s'acheminerait rapidement vers sa fin, la survie aux côtés du parti d'une autre organisation social-démocrate étant d'évidence superflue²²⁷.

B. Radin venait de consacrer à cette question un article intitulé « Parti ou soviet ? », lequel devait donner à Lénine l'occasion de développer sa conception du caractère et du rôle des conseils. Radin ne niait pas la nécessité d'une organisation capable de déclencher et de guider une grève de masse, puisque les partis politiques ne pouvaient pas y arriver à eux seuls. Mais il n'était pas question que le conseil ouvrier se substituât au parti :

Tout ce qu'il peut faire, c'est guider certaines actions du prolétariat, se trouver à la tête d'opérations de masse déterminées. Apte à fixer des tâches concrètes unifiant le prolétariat dans son ensemble, il n'a pas à se mêler pour autant de diriger la politique de classe.

Radin lui aussi concluait en invitant le soviet à « révéler son visage politique » et en le mettant en demeure de dire « sous la direction de quel parti il se place et quel programme politique il reconnaît comme sien. Il faut que le prolétariat sache exactement sous quelle bannière marche son institution élue, qu'il sache de quel parti sont les mots d'ordre et les directives qu'il s'emploie pratiquement à transcrire dans les faits²²⁸. »

Mais les bolcheviks de Pétersbourg s'avisèrent bientôt qu'à se dresser ainsi contre le conseil ouvrier ils risquaient de voir l'organisme élu, le soviet, prendre

la même attitude vis-à-vis du comité du parti, ce qui aurait pour effet de « subordonner la conscience à la spontanéité²²⁹ ». Ils gardaient un souvenir cuisant des grands succès de l'Association ouvrière de Gapone et de la manière dont le comité avait été tenu à l'écart du puissant mouvement spontané de janvier. Le conseil des députés ouvriers leur paraissait gros du danger d'une nouvelle « *gaponovtchina* », et cela d'autant plus que plusieurs des anciens membres de celle-ci figuraient parmi les députés²³⁰. En outre, de nombreux mencheviks cherchaient à faire du soviet la cheville ouvrière d'une réorganisation interne du parti social-démocrate, ce qui, pour les bolcheviks, ne pouvait signifier que la dissolution de l'« avant-garde du prolétariat » et de son organisation disciplinée, cohérente. Enfin, ils craignaient que, sous le couvert de l'apolitisme du conseil ouvrier, on n'introduisît au sein de la classe laborieuse « la marchandise avariée de l'idéologie bourgeoise »²³¹.

L'attitude des bolcheviks de la capitale envers le soviet ne manqua pas d'avoir des répercussions en province, à Moscou notamment. Le 2 octobre 1905, dans la foulée de la grève des imprimeurs et de la fondation du conseil des travailleurs du livre, le comité du parti de Moscou invita les ouvriers de la ville à élire dans les fabriques des députés chargés de mener la grève générale :

Que les députés de toutes les fabriques et de tous les ateliers se rassemblent et forment un conseil général des députés de Moscou, déclarait cet appel. Ce conseil général des députés va unifier tout le prolétariat moscovite. Il lui donnera le degré d'homogénéité et d'organisation indispensable au combat contre tous ses ennemis – contre l'autocratie autant que la bourgeoisie²³².

Cette proclamation constitue l'un des rares exemples connus d'initiative des bolcheviks en matière de création de conseils en 1905. Elle resta d'ailleurs sans suite. S'alignant sur l'attitude négative du comité de Pétersbourg et du comité central du parti, les bolcheviks de Moscou renoncèrent purement et simplement, même après la grève d'octobre, à œuvrer à la fondation d'un conseil ouvrier, lequel ne se constitua pas avant la deuxième semaine de novembre [⇒, p. ⇒ et suiv.]. Le jour même où le soviet de Moscou se réunissait pour la première fois, une conférence du comité de la région Nord du POSDR se tint à Moscou et adopta la résolution suivante :

Il n'est nécessaire de fonder un conseil des députés ouvriers que dans les cas où l'organisation du parti ne peut orienter vers d'autres voies les actions révolutionnaires du prolétariat, ou dans ceux où il est indispensable de soustraire les masses à l'emprise des partis bourgeois. Le conseil des députés ouvriers doit devenir un appareil technique de direction politique des masses par le POSDR. C'est pourquoi il faudra forcément le prendre en main et le convaincre d'admettre le programme et la direction politique du POSDR ²³³.

Ces « tendances sectaires ²³⁴ » de nombreux comités du parti bolchevik, portés à voir dans les conseils ouvriers de peu désirables rivaux, expliquent en partie la formation tardive de bien des soviets en province. À Saratov, par exemple, les bolcheviks prirent position, le 20 novembre encore, contre la fondation d'un conseil des députés. Quand le soviet eut été élu malgré eux, ils le mirent en demeure, dès sa première séance, d'adopter le programme du parti social-démocrate. Mais le soviet – composé majoritairement de mencheviks et de sans-parti – refusa de s'incliner et décida non pas de reprendre à son compte le programme d'un parti quelconque, mais de se comporter « en organe de direction sans-parti des masses ouvrières en majorité apolitiques ²³⁵ ». En revanche, les bolcheviks de Tver réussirent à rallier à leur programme la quasi-totalité des députés au conseil ouvrier ²³⁶.

Tout en n'ayant guère influé sur l'attitude pratique du parti envers les soviets, les conceptions élaborées à ce sujet par Lénine, au cours des années 1905-1907, présentent néanmoins un intérêt doctrinal considérable, eu égard surtout à la révolution de 1917. On y trouve en effet le principe d'une idée des conseils en devenir qui, avec l'analyse de première main que Trotski fournit des soviets, constitue l'un des principaux accomplissements théoriques auxquels la révolution de 1905 donna lieu. Le programme du Lénine de 1917 devait être profondément marqué par l'expérience des soviets de 1905.

Le premier essai que Lénine consacra en 1905 à la question des conseils contient déjà, à l'état embryonnaire, toutes les idées qu'il développa par la suite. Il s'agit d'un article intitulé « Nos tâches et le soviet des députés ouvriers » qu'il rédigea pendant les premiers jours de novembre (calendrier julien) à Stockholm ; destiné à la *Noviïa Jizn* mais resté inédit, ce texte ne fut publié qu'en 1940 ^{xxvi}. Lénine y mettait en cause la manière dont Radin, dans le numéro 5 du journal, avait posé le problème « Soviet ou parti ? », lui reprochant son étroitesse de vue.

Il était erroné selon lui d'exiger du soviet une adhésion au programme d'un parti déterminé, le soviet étant par définition le lieu de l'alliance des sociaux-démocrates avec les démocrates bourgeois révolutionnaires. Il fallait donc l'amener non à resserrer sa composition, mais à l'élargir au contraire, accueillir en son sein des députés des matelots et des soldats, des paysans et des intellectuels révolutionnaires.

Le soviet doit doter le gouvernement révolutionnaire provisoire d'un noyau ferme et le compléter par des représentants de tous les partis révolutionnaires et de tous les démocrates révolutionnaires [...]. Nous ne craignons pas une composition aussi étendue et aussi diverse, nous la souhaitons même, car sans alliance du prolétariat et de la paysannerie, sans rapprochement combatif des sociaux-démocrates et des démocrates révolutionnaires, le plein succès de la grande révolution russe est impossible ²³⁸.

Et Lénine écrivait en outre :

Je me trompe peut-être, mais [...] il me semble que sous le rapport politique le soviet des députés ouvriers doit être envisagé comme un embryon de gouvernement révolutionnaire provisoire de l'ensemble de la Russie ou bien (ce qui revient au même sous une forme différente), il doit créer un gouvernement révolutionnaire provisoire ²³⁹.

Ce gouvernement institué par le soviet serait un organe de l'insurrection déjà en train de mûrir ; il lui donnerait un programme politique clair et appellerait le peuple à renverser le régime tsariste.

Lénine, au cours de la première révolution russe, ne devait que très rarement répéter cette prise de position ferme et sans équivoque en faveur des conseils. Ses déclarations à propos du conseil ouvrier de Pétersbourg, après son retour en Russie, sont autrement circonspectes. Tout en réprouvant la « tactique de boycott » des bolcheviks de la capitale, il se rangeait en principe du côté de ceux qui tenaient le soviet pour une organisation apolitique dangereusement confuse.

Nous pouvons et, dans certaines conditions, nous devons marcher avec des prolétaires inconscients [!]. [...] Mais jamais, dans aucun cas, nous ne devons oublier ni laisser oublier que l'hostilité qui se manifeste au sein du prolétariat à l'égard de la social-démocratie est un vestige des idées bourgeoises au sein du prolétariat. [...] La présence des socialistes dans des organisations sans-parti n'est admissible [...] que si l'indépendance du parti ouvrier est entièrement préservée et – condition obligatoire – que si le parti, dans son ensemble, dirige et contrôle ses membres et ses groupes « délégués » dans les associations ou dans les soviets sans-parti ²⁴⁰.

Après avoir assisté à quelques séances du comité exécutif et, aussi, prononcé un discours lors d'une assemblée plénière, Lénine arrêta là sa participation aux travaux du soviet de Pétersbourg²⁴¹. Il était, rapporte Lounatcharski, « saisi d'une certaine détresse pour ainsi dire face aux déficiences de cet appareil qui était neutre et ne se trouvait pas à notre service²⁴² ». Pour Lénine, le milieu vital, c'était le parti, non le forum d'une organisation de masse ; il dirigeait les opérations d'état-major général, sans se hasarder personnellement sur le champ de bataille de la révolution.

Pour réfuter les mencheviks, Lénine ne se lassait pas de répéter sa thèse : « Le conseil des députés ouvriers n'est ni un parlement ouvrier, ni un organe d'auto-administration prolétarienne ; de manière générale, ce n'est pas un organe d'auto-administration, c'est une organisation de combat poursuivant des fins déterminées²⁴³. » En janvier 1906, après la dissolution policière du soviet, il proclamait que les événements avaient montré « à quel point l'“auto-administration révolutionnaire” est précaire sans la victoire des forces révolutionnaires, combien est insuffisante une organisation provisoire sans-parti qui, si elle peut parfois le compléter, ne saurait en aucun cas remplacer le parti, organisation de combat solide et de longue durée. Les conseils des députés ouvriers des capitales sont tombés parce qu'ils manquaient d'un appui solide dans l'organisation de combat du prolétariat²⁴⁴. » Désormais, Lénine considérait les soviets sous l'angle à peu près exclusif de leur rapport avec le soulèvement armé. Se réjouissant de les voir se transformer en organes de l'insurrection, comme cela apparaissait le plus nettement à Moscou, il dirigeait en même temps ses attaques contre les tentatives, aussi vaines que néfastes, selon lui, de les ressusciter dans une phase de reflux révolutionnaire. Ainsi, la résolution sur les conseils des députés ouvriers qu'il soumit au IV^e congrès du POSDR en avril 1906 déclare : « Ces soviets étant des embryons du pouvoir révolutionnaire, leur force et leur importance dépendent entièrement de la force et du succès de l'insurrection. » À quoi il ajoutait ceci : « De telles institutions, si elles ne s'appuient pas sur une armée révolutionnaire et ne renversent pas les autorités gouvernementales (c'est-à-dire si elles ne se transforment pas en gouvernement

révolutionnaire provisoire), seront inévitablement vouées à leur perte²⁴⁵. » Lénine regardait donc les soviets comme des organes du pouvoir révolutionnaire, lequel, ainsi qu'il le soutenait au printemps de 1905, « fût-il installé dans une seule ville, devra nécessairement s'acquitter (ne serait-ce que provisoirement, partiellement, épisodiquement) de *toutes* les tâches de l'État²⁴⁶ ». Agissant en organes du gouvernement révolutionnaire populaire, ils devraient édicter toute une série de profondes réformes démocratiques. Et Lénine, emporté par la perspective d'une victoire de la révolution malgré sa défaite provisoire, glorifiait « l'activité créatrice du peuple » et le pouvoir des organismes qui en étaient issus :

Ce pouvoir ne reconnaissait aucun autre pouvoir, aucune norme, d'où qu'elles viennent. Un pouvoir illimité, en dehors de la loi, s'appuyant sur la force, c'est cela la dictature. [...] Par son caractère social et politique, c'était là en germe une dictature des éléments révolutionnaires du peuple. [...] Ce pouvoir s'appuyait sur la masse du peuple. Voilà la différence fondamentale entre ce nouveau pouvoir et tous les organes précédents de l'ancien pouvoir. Ceux-ci étaient les organes du pouvoir de la minorité sur le peuple, sur la masse des ouvriers et des paysans. Ceux-là étaient les organes du pouvoir du peuple, des ouvriers et des paysans, sur la minorité, sur une poignée d'opresseurs policiers, sur un groupuscule de nobles et de fonctionnaires privilégiés. [...] Le nouveau pouvoir, dictature de l'immense majorité, pouvait se maintenir et se maintenait exclusivement à l'aide de la confiance des larges masses, exclusivement en invitant de la façon la plus libre, la plus large et la plus forte toute la masse à participer au pouvoir. [...] Tu es ouvrier ? Tu veux lutter pour délivrer la Russie d'une poignée d'opresseurs policiers ? Tu es notre camarade. Élis ton député. Élis-le maintenant, immédiatement, comme bon te semble, nous l'acceptons volontiers et avec joie comme membre de plein droit de notre soviet des députés ouvriers, de notre comité des paysans, de notre soviet des députés de soldats, etc., etc. [...] Tel était le nouveau pouvoir, ou plus exactement, tels étaient ses embryons, car la victoire de l'ancien pouvoir a très tôt foulé aux pieds les pousses de la jeune plante²⁴⁷.

C'est dans ce passage que Lénine se rapproche le plus près de l'idée des soviets comme organes du pouvoir révolutionnaire ouvrier et paysan, qu'il développa plus tard, au printemps de 1917, et de la dictature du prolétariat (à partir de l'été suivant). Il y jetait les bases de sa théorie des conseils de 1917, encore qu'il tournât le dos aux réalités de l'année 1905 quand il faisait des soviets les détenteurs d'un pouvoir d'État révolutionnaire, ce qu'ils ne furent jamais que très imparfaitement, par-ci, par-là. On y trouve en outre déjà les éléments d'une idéalisation des conseils, sacrés expressions de la « volonté créatrice du peuple » et organes de la démocratie de masse, laquelle, intégrée au mythe officiel des

soviets, a servi jusqu'à présent à démontrer la supériorité de la démocratie soviétique sur la démocratie « bourgeoise ». Plekhanov, le marxiste au jugement pondéré, l'intellectuel matérialiste, tournait du reste en dérision des affirmations aussi peu rationnelles et disait voir dans la « force de création populaire », chère à Lénine, un legs désuet et romantique des narodniks. À quoi le leader bolchevique répliquait en substance que les soviets et autres organes du nouveau pouvoir révolutionnaire constituaient autant de manifestations de cette prodigieuse capacité spontanée²⁴⁸. Mais, en fin de compte, Plekhanov n'avait pas tort : ce n'était nullement effet du hasard si l'hymne que Lénine entonnait à la gloire de la puissance créatrice du peuple russe reprenait le vocabulaire des narodniks, des socialistes-révolutionnaires et des anarchistes. À l'heure du combat révolutionnaire, Lénine se rapprochait bien plus de la tradition révolutionnaire spécifiquement russe, avec sa foi dans le « peuple », ses envolées idéalistes et ses résonances anarchistes, que de la doctrine déterministe propre au marxisme occidental et professée par les mencheviks. Il croyait trouver dans les soviets la trace de ces forces à la fois destructrices et créatrices, réprimées depuis longtemps et arrivées maintenant au point d'explosion, que Bakounine et bien d'autres avaient tenues pour l'élément moteur de la révolution. En même temps que Lénine s'en remettait à elles – avec quelque hésitation encore, en 1905, et cela sur le seul plan des idées, sans possibilité d'intervention pratique –, il était résolu à les capter, à se les assujettir et à leur donner l'orientation qu'il souhaitait. C'est en ce sens que le rapport du parti au soviet devint l'un des aspects essentiels de la théorie léninienne comme du système bolchevique des conseils.

Alors que de novembre 1905 à août 1906 Lénine avait fait place dans son programme aux soviets, pris en qualité d'« organes de l'insurrection » et d'« embryons du nouveau pouvoir révolutionnaire », il restait autant qu'avant très réservé vis-à-vis des conseils posés en organes d'auto-administration prolétarienne. Face à la campagne que les mencheviks lançaient derechef, depuis juin 1906, en faveur de la réunion d'un congrès ouvrier panrusse [=, p. =>], il se prononçait avec plus d'énergie que jamais contre l'idée de conseils « apolitiques » ou « placés au-dessus des partis ». Il devait même restreindre

considérablement la portée du jugement qu'il avait jusqu'alors porté sur les soviets conçus comme organismes d'un futur pouvoir révolutionnaire. C'est ainsi qu'il écrivait en avril 1907 :

En présence d'une nouvelle montée de la lutte, alors qu'elle entre dans cette phase [l'insurrection], de telles institutions [les soviets] sont bien sûr inévitables et souhaitables. Mais il ne faut pas que leur développement historique se borne à être le prolongement schématique des conseils de députés ouvriers locaux en un congrès ouvrier panrusse ; il doit consister à transformer les organismes embryonnaires du pouvoir révolutionnaire (ce qu'étaient justement les conseils de députés ouvriers) en organismes centraux du pouvoir révolutionnaire vainqueur, en gouvernement révolutionnaire provisoire. Les conseils des députés ouvriers et leur union sont indispensables à la victoire de l'insurrection. L'insurrection victorieuse créera inévitablement d'autres organismes²⁴⁹.

Cette dernière phrase atteste que Lénine, à ce moment, n'accordait qu'une importance très relative à la forme de l'État révolutionnaire à venir et n'avait pas encore érigé le système des conseils en principe de la structure étatique. En outre, elle permet de faire ressortir une fois de plus les divergences entre mencheviks et bolcheviks à propos du rôle des conseils : pour les premiers, les soviets tiraient leur importance du fait qu'ils pouvaient servir de base à l'essor d'un grand parti de classe ; aux yeux des seconds, les soviets n'étaient utiles que dans la mesure où ils constituaient un moyen tactique dans le cadre de la lutte pour le pouvoir.

C'est de la manière la plus décidée que Lénine soutenait les prétentions du parti marxiste à diriger le mouvement ouvrier en lieu et place d'organismes apolitiques du genre conseils. En mars 1907, il rédigea un projet de résolution en vue du V^e congrès du POSDR et lui donna ce titre éloquent : « Les organisations révolutionnaires sans-parti et le courant anarcho-syndicaliste dans le prolétariat ». Il y condamnait toutes les aspirations à la tenue d'un congrès ouvrier multi – ou extra – parti et déclarait que « la participation des organisations du Parti social-démocrate est admissible, en cas de nécessité, aux conseils réunissant des délégués ouvriers de plusieurs partis, aux soviets des députés ouvriers, aux congrès de leurs représentants ainsi que pour aider à la création de telles institutions, sous condition de maintenir rigoureusement les principes du parti, afin de développer et de consolider le Parti social-démocrate ». Un autre point de la même résolution soulignait que « si le travail

des organisations du Parti social-démocrate dans les masses prolétariennes est bien mené, s'il s'étend et se consolide, de telles institutions [les soviets des députés ouvriers] peuvent se révéler inutiles²⁵⁰ ».

La « force créatrice révolutionnaire », dont Lénine avait tellement fait état et dont les soviets étaient l'incarnation, recelait ce danger « anarcho-syndicaliste » contre lequel Lénine batailla une partie de sa vie ! Chose remarquable, il sut le flairer dès les premiers pas du mouvement des conseils et s'efforça de le conjurer par la subordination des soviets au parti. Tel est le revers de cette nouvelle « démocratie des conseils » qu'il exaltait en 1906 : Lénine ne pouvait imaginer les soviets autrement que sous forme d'organisations *dirigées*, de leviers de commande maniés par le parti afin d'agir sur les masses, non comme les instruments d'une authentique démocratie ouvrière. La contradiction fondamentale du système bolchevique des conseils, qui se prétend démocratie de tous les travailleurs, se trouvait déjà contenue dans l'idée des conseils que Lénine élaborait pendant la première révolution russe.

Cette conception, Lénine ne la modifia pas entre 1907 et 1916. Dans les rares occasions où il revint sur les soviets, ce fut pour mettre l'accent sur leur qualité d'organisme de combat. Ainsi lit-on dans la quatrième de ses célèbres « Quelques thèses » d'octobre 1915 :

Les conseils des députés ouvriers et autres institutions analogues doivent être considérés comme des organes insurrectionnels, des organes du pouvoir révolutionnaire. C'est seulement en liaison avec le développement de la grève politique de masse et avec l'insurrection, et à mesure que celle-ci se préparera, se développera et remportera des succès que ces institutions peuvent être réellement utiles²⁵¹.

Et de préciser épistolairement que la formation de soviets « sans liaison avec une insurrection » était une « illusion » qui risquait d'entraîner l'arrestation de « deux ou trois centaines de chefs »²⁵². Tout compte fait, on peut dire que les partisans de Lénine n'eurent aucunement conscience que leur leader était en train de mettre au point une théorie des conseils. Karl Radek notait à ce propos, en 1922, alors qu'on commençait déjà de vanter le rôle des bolcheviks dans la naissance des soviets :

À l'époque, les marxistes russes eux-mêmes, et les européens à plus forte raison encore, ne s'aperçurent pas qu'il s'agissait non seulement d'organisations de lutte contre le gouvernement bourgeois, mais d'embryons

de la future organisation du pouvoir prolétarien ²⁵³.

Ce ne fut qu'avec les *Thèses d'avril* du Lénine de 1917 que s'amorça le tournant décisif. En 1905, Staline, par exemple, ne souffla mot des soviets, ce qui amena plus tard Trotski à faire observer d'un ton mordant que Staline s'était trouvé « en quelque sorte en dehors de la révolution de 1905 ²⁵⁴ ». Il en allait des conceptions du Lénine de 1905 sur les conseils comme de sa théorie de la transcendance de la révolution bourgeoise en révolution socialiste [=, p. =]. Dans un cas comme dans l'autre, il s'agissait d'une perspective anticipant le cours des événements, et que son auteur hasardait sur la base d'une analyse de la situation et du rapport des forces sociales en Russie. En ce qui concerne la politique concrète du parti comme aux yeux des militants à la courte vue, ces excursions théoriques dans un avenir encore bien lointain présentaient tout au plus un intérêt littéraire. Mais elles devinrent d'une actualité brûlante dès lors que pendant la révolution de 1917 Lénine se fonda sur cette perspective pour orienter son parti réticent vers un objectif nouveau, la République socialiste soviétique.

Trotski

Trotski fut le seul marxiste et révolutionnaire notoire qui joua un rôle important au sein des soviets de 1905. Son action au comité exécutif, puis à la tête du conseil des députés ouvriers de Pétersbourg, après l'arrestation de Khroustalev, le porta au premier plan des dirigeants socialistes et fut à l'origine de la popularité dont il jouit en octobre 1917. C'est en fonction d'une expérience directe qu'il élaborait une conception du déroulement et des fins de la révolution russe qui, intégrée à sa théorie de la « révolution permanente », devait former la conception des soviets de beaucoup la plus notable et la plus féconde.

Lors de la scission du POSDR en 1903, Trotski avait incliné vers les mencheviks et attaqué, avec une véhémence extrême, Lénine qu'il accusait, prenant alors des accents prophétiques, d'ultra-centralisme et d'aspirations à la

« dictature sur le prolétariat »²⁵⁵. Mais, pour autant, il ne souscrivait nullement au programme menchevik, lequel n'accordait à la classe ouvrière, pendant la révolution, qu'une place de second rang, derrière la bourgeoisie. À partir de la fin de 1904, il s'éloigna donc des dirigeants mencheviks en exil et, jusqu'à l'été de 1917, se tint à égale distance des deux fractions adverses. Ce qui distingue la théorie de la « révolution permanente » de Trotski, dont on retrouve les éléments essentiels chez Parvus²⁵⁶, son compagnon de route du moment, c'est, outre la vitalité et la passion qui l'habitait, une certaine manière d'aborder les problèmes de la révolution russe sous l'angle international^{xxvii}. Il en a formulé lui-même les principes dans les termes suivants :

La révolution russe, qui devait d'abord envisager, dans son avenir le plus immédiat, certaines fins bourgeoises, ne pourrait toutefois s'arrêter là-dessus. La révolution ne résoudrait les problèmes bourgeois qui se présentaient à elle en première ligne qu'en portant au pouvoir le prolétariat. Et lorsque celui-ci se serait emparé du pouvoir, il ne pourrait se limiter au cadre bourgeois de la révolution. Tout au contraire et précisément pour assurer sa victoire définitive, l'avant-garde prolétarienne devrait, dès les premiers jours de sa domination, pénétrer profondément dans les domaines interdits de la propriété aussi bien bourgeoise que féodale. Dans ces conditions, elle devait se heurter à des démonstrations hostiles de la part des groupes bourgeois qui l'auraient soutenue au début de sa lutte révolutionnaire, et de la part aussi des masses paysannes, dont le concours l'aurait poussée vers le pouvoir. Les intérêts contradictoires qui dominaient la situation d'un gouvernement ouvrier, dans un pays retardataire où l'immense majorité de la population se composait de paysans, ne pouvaient aboutir à une solution que sur le plan international, sur l'arène d'une révolution prolétarienne mondiale²⁵⁸.

Trotsky, pas plus que Lénine, ne voyait dans la bourgeoisie cette force révolutionnaire sur laquelle les mencheviks comptaient. Mais si Lénine posait en facteur révolutionnaire la paysannerie alliée aux forces démocratiques, Trotski faisait de la mince couche sociale du prolétariat urbain le seul agent de la révolution. La théorie léninienne de la transcroissance de la révolution bourgeoise en révolution socialiste impliquait une période transitoire (de durée indéterminée) de « dictature démocratique révolutionnaire du prolétariat et de la paysannerie » ; chez Trotski, la « dictature du prolétariat » succédait directement au régime tsariste, la distinction entre « programme maximum » et « programme minimum » disparaissait.

Lénine récusait en 1905, et persista dans cette voie jusqu'au printemps de 1917, cette théorie qui, à ses yeux, faisait fi du rôle de la paysannerie²⁵⁹. Mais,

dans la phase qui précéda immédiatement Octobre, il adopta la perspective de Trotski et c'est aux côtés de celui-ci qu'il amorça le processus de la révolution socialiste.

Sous l'angle tactique, Trotski devait à partir du déclenchement de la révolution de 1905 se rapprocher bien plus des bolcheviks que des mencheviks. Avant le 9 janvier, il prévoyait déjà que la prochaine étape de la lutte révolutionnaire serait la grève générale politique, et, après le « Dimanche rouge », il se prononça exactement comme Lénine pour la préparation de l'insurrection et pour « une action simultanée du prolétariat dans toute la Russie ²⁶⁰ ». En mars, il mit en avant le mot d'ordre de gouvernement provisoire, au sein duquel les sociaux-démocrates seraient forcés de jouer un rôle dirigeant. Tout se passe comme si Trotski pressentait la prise du pouvoir par les bolcheviks en 1917 le jour où il écrivit qu'« en cas de victoire décisive de la révolution, le pouvoir reviendra à ceux qui auront dirigé le prolétariat ²⁶¹ ». Dans cette même « Lettre politique » à l'*Iskra*, Trotski donnait un exemple de la manière dont, selon lui, un gouvernement provisoire pourrait naître de la révolution :

Les élections à la commission Chidlovski viennent de se terminer. Environ quatre cents représentants du prolétariat pétersbourgeois y ont été élus et, parmi eux, figurent une dizaine ou plus des travailleurs les plus influents et populaires de la capitale. Les élections se sont assorties d'une grève qui aurait pu être générale et se transformer en insurrection. Celle-ci aurait pu remporter la victoire, aboutir à la constitution d'un gouvernement provisoire. Les ouvriers sociaux-démocrates siégeant à la commission auront la possibilité d'entrer dans ce gouvernement. Qu'est-ce que le parti auquel ils appartiennent leur demandera de faire ? De refuser de participer au gouvernement ? Ou, s'ils y participent, de suivre les bourgeois de gauche ? Non, le parti leur demandera, premièrement, de s'y assurer la majorité, et, deuxièmement, d'agir sous son contrôle ²⁶².

Quoique Trotski eût rompu à peu près complètement avec les dirigeants mencheviks en exil, il fut le principal porte-parole des mencheviks au soviet de Pétersbourg, dont il fut membre dès le premier jour. Au cours des polémiques qui battirent leur plein après la mort de Lénine, cette attitude fut souvent stigmatisée et présentée comme une preuve de son passé de « traître » et de saboteur de la politique du parti. Or les mencheviks de la capitale optèrent en fait pour des positions infiniment plus radicales que celles de leurs dirigeants émigrés, en raison de leur expérience directe et, aussi, de l'influence que Trotski

ne fut pas sans exercer sur eux. Au sein même du soviet, la lutte commune et ses impératifs l'emportant sur les antagonismes de fraction, Trotski s'exprima plus d'une fois au nom et des bolcheviks et des mencheviks. N'était-il pas convaincu au demeurant que le soviet avait pour mission de servir à liquider les divisions du prolétariat ?

Selon Trotski, les conseils de 1905, dont il a laissé l'histoire la plus approfondie²⁶³, ont incarné en quelque façon les conceptions propres à l'une comme à l'autre des deux fractions, leur fusion. La marque la plus distinctive des conseils, faisait-il valoir, ne fut autre que leur apparition spontanée qui, liée aux besoins élémentaires des masses, ne devait rien à une conspiration de révolutionnaires professionnels. Il s'agit là d'une attaque très nette de la tactique bolchevique qu'à l'instar des mencheviks il combattait depuis 1903. Le soviet, qu'il qualifiait de « représentation prolétarienne » et d'« instance ouvrière d'auto-administration révolutionnaire »^{xxviii}, était à ses yeux non pas « un club de politique de bistrot et d'éducation mutuelle », mais bel et bien « un organe de lutte »²⁶⁴. Et, avec l'essor de la révolution, les conseils étaient appelés également à devenir ces organes de l'insurrection dont Lénine avait parlé. Dans son discours au tribunal, devant lequel les membres du soviet de Pétersbourg comparaissaient pour avoir tramé un soulèvement armé, Trotski, tout en continuant de déclarer inéluctable le recours à la violence, s'efforça de disculper le soviet ainsi accusé d'avoir pris en main la préparation directe, technique, d'une insurrection. Si largement que ces propos fussent dictés par des considérations d'opportunité, ils n'en reflétaient pas moins la tactique du soviet qui avait cherché à vaincre par des moyens psychologiques, avant tout en se gagnant l'armée. « Préparer l'insurrection, assurait Trotski, [...] cela signifiait d'abord, pour nous : éclairer la conscience populaire, expliquer au peuple que le conflit était inévitable, [...] que seule la force pouvait protéger le droit, que nous avons besoin d'une puissante organisation des forces révolutionnaires²⁶⁵. » En dernière analyse, le soviet avait pour tâche essentielle de réaliser « l'unité du prolétariat dans la lutte révolutionnaire²⁶⁶ », la fusion des diverses catégories de la classe ouvrière et des multiples groupements politiques.

Trotski faisait ressortir en termes plus vigoureux encore que ceux de Lénine

le caractère du soviet, forme de démocratie directe, authentique :

Dans la personne du soviet, nous trouvons pour la première fois, sur le terrain historique de la nouvelle Russie, un pouvoir démocratique. Le soviet est un pouvoir organisé de la masse même, dominant toutes ses fractions. C'est la véritable démocratie, non falsifiée, sans les deux Chambres, sans bureaucratie professionnelle, conservant aux électeurs le droit de remplacer quand ils le veulent leurs députés²⁶⁷.

Voilà qui semble indiquer que Trotski renouait en l'occurrence avec l'interprétation que Marx avait donnée de la Commune parisienne de 1871 et la projetait sur les soviets russes. Mais il faut noter qu'il ne renvoie nulle part, expressément, à *La Guerre civile en France*. De même que Lénine, il ne considère pas en 1905, ainsi qu'il le fera en 1917, les soviets comme les continuateurs et les héritiers de la Commune de Paris.

D'après la théorie de Trotski, la révolution oppose fondamentalement le prolétariat urbain au régime tsariste. Le prolétariat a su créer avec le conseil ouvrier une forme d'organisation qui « s'est montrée capable de servir d'appui au pouvoir révolutionnaire et disposée à le faire²⁶⁸ ». Cette représentation prolétarienne constitue « le premier embryon du pouvoir révolutionnaire » ; dès lors, « chercher des voies de coexistence pacifique du soviet et de l'ancien gouvernement, ç'aurait été la plus déplorable des utopies »²⁶⁹. Sur ce terrain, Trotski rejoint derechef Lénine qui, comme lui, tenait le soviet pour un embryon de gouvernement révolutionnaire. Toutefois, ne tirant pas plus que Lénine toutes les conséquences de ce diagnostic, il ne se prononce pas pour une république fondée sur les conseils au lieu et place de la démocratie parlementaire. Mais il n'est certes pas loin de cette idée. Sa théorie de la « révolution permanente » contient en effet la formule décisive : « La révolution ne peut venir à bout de ses tâches les plus immédiates autrement qu'au moyen de la prise du pouvoir par le prolétariat. Mais si ce dernier prend en main le pouvoir, il ne peut rester dans le cadre bourgeois de la révolution²⁷⁰. » Ainsi, selon Trotski, il est vraisemblable que, le cas échéant, ce sont les soviets qui auraient pris le pouvoir en 1905. Du même coup, les conseils auraient servi d'organes à la dictature du prolétariat et se seraient transformés en assises du nouvel ordre socialiste. Parvus, de son côté, écrivait en 1906 : « Avec le conseil des députés ouvriers de Pétersbourg s'est affirmée pour la première fois une organisation apte non seulement à détruire,

mais aussi à construire. On s'aperçut alors qu'une force était apparue au grand jour et s'était développée, une force en mesure d'entreprendre la reconstruction de l'État²⁷¹. » La transformation des conseils, organes de la révolution, en organes du pouvoir d'État, tel est le fond du mot d'ordre léninien de 1917 : « Tout le pouvoir aux soviets ! »

L'idée de la dictature du prolétariat, sous la forme des soviets, dont Lénine fit en 1917 la base de la théorie bolchevique de l'État, fut donc déjà exprimée, d'une manière moins élaborée sans doute, par Trotski et Parvus dans le cadre de la révolution de 1905. Dans un texte daté de 1907, Trotski devait même aller jusqu'à anticiper de façon extrêmement remarquable l'évolution effective des conseils pendant la révolution de 1917. « Il est hors de doute, proclamait-il, que le prochain, le nouvel assaut de la révolution sera suivi partout de l'institution de conseils ouvriers. Le conseil ouvrier panrusse, assemblée des travailleurs du pays entier, assumera la direction des organismes prolétariens élus à l'échelon local. » Et d'esquisser en ces termes le programme que ces conseils auraient, selon lui, à réaliser :

Coopération révolutionnaire avec l'armée, le paysannat et les catégories plébéiennes de la bourgeoisie urbaine. Abolition de l'autocratie. Destruction de son organisation matérielle : en partie transformation, en partie dissolution immédiate de l'armée, liquidation de l'appareil policier et bureaucratique. Journée de huit heures. Armement de la population et surtout du prolétariat. Transformation des municipalités en organes d'auto-administration communale. Fondation de conseils des députés paysans comme organes locaux de la révolution agraire. Tenue d'élections à l'Assemblée constituante et lutte électorale sur la base d'un programme ouvrier déterminé²⁷².

Voilà qui préfigure avec la dernière netteté le mot d'ordre du pouvoir des soviets, lancé par les bolcheviks en 1917. Si, pendant la révolution à venir, les conseils ouvriers prenaient toutes les mesures en question, ils s'érigeraient par là en seul et unique pouvoir révolutionnaire. Le dernier point du programme, la tenue d'élections à la Constituante, perdrait ainsi toute espèce de portée. En effet, une Assemblée nationale, se réunissant après un chambardement aussi radical et prenant appui sur des conseils institués dans tout le pays, n'aurait plus eu qu'à sanctionner le cours des choses, faute de quoi il lui aurait fallu assister, impuissante, à sa dissolution. Si Trotski se prononçait de la sorte en 1907 –

comme les bolcheviks le firent après lui en 1917 – pour une Constituante, c'était seulement en vertu d'une revendication traditionnelle du mouvement révolutionnaire russe, devenue simple vestige du passé. L'avenir, dans son esprit, appartenait désormais à un organe nouveau, issu de la révolution, le soviét.

Les socialistes-révolutionnaires et les anarchistes

C'est à bon droit que le Parti socialiste-révolutionnaire pouvait se poser en légataire d'un corps d'idées spécifiquement russes, préexistant à l'introduction du marxisme ouest-européen dans l'Empire tsariste, autant qu'en continuateur du premier parti révolutionnaire de Russie, celui des narodniks²⁷³. Certains groupes ayant survécu, tant en Russie qu'en émigration, à la désagrégation de la *Narodnaïa Volia* (la « Volonté du peuple ») au cours des années 1880, et quelques associations d'origine plus récente, fusionnèrent à la fin de 1901 pour former le nouveau Parti socialiste-révolutionnaire²⁷⁴. L'événement survint à un moment où le marxisme et la social-démocratie exerçaient déjà une grande influence sur le plan intellectuel comme en matière d'organisation. On trouve donc dans le programme du nouveau parti²⁷⁵ des conceptions marxistes, en ce qui concerne le développement du capitalisme et le rôle dirigeant du prolétariat urbain, aux côtés de vues plus anciennes sur la question agraire et sur le terrorisme. Sans contester l'importance et la vigueur du jeune mouvement ouvrier russe, les S-R persistaient à considérer le village comme la base même de la révolution ; le paysan russe leur paraissait l'agent de réalisation privilégié d'un socialisme originaire dont la coopérative agricole était le grand moyen. Opposés à la distinction tranchée que les marxistes établissaient entre les classes, ils mettaient en avant la notion de « travailleur ». Les socialistes-révolutionnaires s'adressaient aux ouvriers et aux intellectuels tout autant qu'aux paysans et recrutaient parmi les étudiants bien plus que leurs rivaux. Ils prirent au mouvement révolutionnaire de 1905, comme à la révolution elle-même, une part

qui ne le cédait en rien à celle des sociaux-démocrates, bolcheviks et mencheviks, et fut même plus importante que la leur en milieu rural et au sein des diverses associations d'intellectuels.

Le programme défendu par les S-R à la veille de la première révolution russe contient une série d'articles qui éclairent d'un jour particulier leur position dans le cadre du front commun des révolutionnaires, notamment par rapport aux bolcheviks. Tout en distinguant, à l'instar des marxistes, deux phases fondamentales dans le processus révolutionnaire – la première étant le renversement du régime tsariste et la seconde, la réorganisation de la société –, ils ne manquaient pas de faire valoir que le passage de celle-ci à celle-là devrait être réalisé de manière ininterrompue, avec le moins de retard possible. Dès 1903, la *Revoljucionnaja Rossija* (« *La Russie révolutionnaire* »), l'organe du parti, soutenait des thèses anticipant littéralement la théorie de la « révolution permanente » élaborée plus tard par Trotski et les traces qu'on en trouve dans les écrits de Lénine²⁷⁶. Après le « Dimanche rouge », les S-R donnèrent de nouveaux développements à ces idées. Le prolétariat urbain devrait diriger le mouvement rural, les ouvriers et les paysans prendre le pouvoir et instaurer une République démocratique, dans le cadre de laquelle la propriété de la terre reviendrait à la communauté villageoise, le cultivateur individuel étant rémunéré au prorata du travail fourni. Cette « socialisation » du sol créerait les conditions préalables à l'établissement d'un socialisme achevé, lequel pourrait dans une large mesure permettre à la Russie d'ignorer les aspects négatifs de la période capitaliste.

Du fait qu'ils mettaient l'accent sur la vocation révolutionnaire des paysans et, à l'inverse, révoquaient en doute le rôle progressiste de la bourgeoisie, les S-R étaient proches de Lénine qui, de son côté, leur accordait une place au sein de la « dictature démocratique révolutionnaire du prolétariat et de la paysannerie ». Il y avait aussi parenté de vues tactiques entre bolcheviks et socialistes-révolutionnaires, ces derniers préconisant toutefois des méthodes de lutte en général plus extrémistes. Si Lénine réprouvait formellement les attentats qu'à partir du tournant du siècle des éléments S-R se mirent à perpétrer contre des notabilités du régime, les deux tendances n'en professaient pas moins des

conceptions assez voisines en ce qui concerne la grève et surtout le soulèvement armé. On pouvait lire dès 1904 dans la *Revoljucionnaja Rossija* que la chute du tsarisme serait provoquée par une insurrection assortie de grèves ouvrières, de révoltes paysannes et d'attentats terroristes²⁷⁷. En 1905 et 1906, les S-R organisèrent des groupes de combat auxquels participaient des étudiants, des ouvriers et même quelques officiers.

Le Parti socialiste-révolutionnaire était dans l'ensemble moins bien implanté dans les masses ouvrières que les deux fractions sociales-démocrates. D'où le rôle plus restreint qui lui revint au sein des conseils de députés ouvriers. Bien que des S-R siégeassent dans tous les conseils, ils n'exercèrent nulle part une influence décisive. Dans la plupart des comités exécutifs, les représentants officiels du parti jouissaient de droits égaux à ceux des bolcheviks et des mencheviks – solution la plus équitable aux yeux des ouvriers.

À Pétersbourg, les députés S-R réussirent à déjouer les manœuvres des bolcheviks cherchant à imposer au soviet l'adoption de leur programme²⁷⁸. Avksentiev, chef de file des membres S-R du comité exécutif, devait être élu en 1917 président du conseil panrusse des députés paysans. Le principal théoricien du parti, Victor Tchernov, n'intervint qu'une seule fois en séance plénière du soviet, à l'occasion d'un discours par lequel il déconseillait aux ouvriers d'établir de leur propre chef la journée de huit heures dans les usines²⁷⁹. Contrairement à la grande majorité des S-R, Tchernov ne se laissait pas aller à l'ivresse révolutionnaire et craignait de voir le gouvernement se lancer dans des représailles féroces avant que la révolution eût triomphé dans les campagnes.

Le I^{er} congrès du parti S-R se tint à la fin de 1905, tout de suite après la défaite de décembre. Il est frappant de constater que le compte rendu des débats ne fait, somme toute, pas allusion à la question des conseils ouvriers²⁸⁰. On serait tenté d'en conclure que les S-R – à la différence de Lénine – ne perçurent nullement l'importance du phénomène. Mais il faut cependant noter, en sens contraire, un appel lancé, après la dissolution de la I^{re} Douma en juillet 1906, par le comité central aux organisations locales du parti et les invitant à former des « conseils de députés ouvriers sans-parti, chargés d'assumer la direction générale

des actions offensives de la population travailleuse des villes ». Toujours selon cet appel, les soviets auraient à mener la grève générale et à « la faire passer au stade de l'insurrection. Les conseils de députés ouvriers devront veiller particulièrement à ce que les actions de la population travailleuse des villes ne soient pas coupées des actions de la paysannerie et de l'armée, de manière que l'unité et la cohésion des forces révolutionnaires ne volent pas en éclats²⁸¹. » De même que chez Lénine, les soviets sont conçus en l'occurrence comme des organes insurrectionnels et, par voie de conséquence, comme le lieu de jonction des forces révolutionnaires. On retrouve ce point de vue dans le discours d'un délégué au II^e congrès du parti (février 1907). Celui-ci, parlant de la tactique à suivre pour les élections à la II^e Douma, se référait explicitement aux soviets. Une Douma à majorité de gauche, déclarait-il, pourrait servir de « foyer de ralliement pour les masses populaires et alléger prodigieusement le travail d'organisation du parti, qu'il sera en mesure ainsi de mener avec une énergie accrue pendant la session parlementaire. Il faut instituer partout des conseils de députés ouvriers, paysans et soldats. Il faut que des liens étroits s'établissent entre eux et la gauche de la Douma. Grâce à ce travail d'organisation des masses et de leur liaison à la Douma, la dissolution de celle-ci, inévitable un jour, sera ressentie comme un appel pur et simple à l'insurrection²⁸². » Abstraction faite du rattachement à des fins tactiques des soviets aux activités parlementaires, on se trouve ici, pour la première fois, en présence du mot d'ordre trinitaire des conseils de députés ouvriers, paysans et soldats qui devint à partir de 1917 une formule consacrée.

Fait symptomatique que ces origines socialistes-révolutionnaires de la désignation des soviets adoptée plus tard par la Russie bolchevique ! En effet, et quoique le Parti S-R n'ait pas cherché à s'approprier ce mot d'ordre avant la révolution de 1917 et fût à cent lieues de voir dans le conseil ouvrier autre chose qu'un organe de lutte, le slogan bolchevik du pouvoir des soviets renferme bien des éléments directement issus de corps doctrinal S-R. En 1906, une fraction d'extrême-gauche, déjà organisée à l'intérieur du parti, fit sécession et se constitua en « Union des socialistes-révolutionnaires maximalistes ». Celle-ci professait, conjointement avec les anarchistes, des vues correspondant presque

mot pour mot aux conceptions du Lénine des *Thèses d'avril* 1917. Rejetant tous les « programmes minimums » des partis socialistes, les maximalistes se prononçaient pour l'établissement d'une « République des travailleurs », fondée sur l'égalité économique. La révolution sociale, disait en décembre 1905 leur revue, *Kommuna*, « nous amènera à un état voisin de l'égalité économique grâce à l'expropriation forcée du sol, des fabriques et des ateliers. Soulignons qu'il existe dans la vie russe contemporaine une tendance élémentaire qui pousse à ce bouleversement²⁸³. » En cas de victoire de la révolution, les paysans se répartiraient les terres et les cultiveraient en commun, tandis que les ouvriers gèreraient eux-mêmes les usines. Par suite des liens étroits qui rattachaient l'ouvrier au village, l'idée de solidarité, de délibération et de prise collective des décisions, même en matière de processus économiques, restait si vivace au sein des masses laborieuses qu'on pourrait l'appliquer sans peine à la gestion des entreprises industrielles. La Russie n'avait nul besoin de répéter la meurtrière expérience du capitalisme à l'occidentale ; bien loin de là, « la proclamation de la république des travailleurs dans un pays provoquera l'insurrection mondiale du travail contre le capital. Les ouvriers d'Occident attendent de nous le mot de ralliement historique qui n'est autre que : la république des travailleurs²⁸⁴. »

Le groupe « révolutionnaire socialiste », précurseur de l'Union maximaliste, fut en 1905 la seule formation politique à recommander la solution communaliste. Selon lui, la révolution avait pour but non la république démocratique à laquelle aspiraient les sociaux-démocrates et la majorité des S-R, non cette façade dissimulant le pouvoir de la bourgeoisie, mais la commune, conçue par Marx, Engels et Lavrov, le théoricien social russe, sur le modèle historique de la Commune parisienne de 1871. Sous le titre « Comment organiser la commune révolutionnaire ? », *Kommuna* publia un exposé détaillé de la fondation et du fonctionnement d'un conseil communal, ressemblant de manière frappante à l'organisation des soviets de 1917. Dans une foule de secteurs – sécurité publique, ravitaillement, armement des ouvriers, par exemple –, ce conseil serait chargé d'exercer un « contrôle suprême sur la vie de la communauté » et, par ce biais, « instituerait la dictature du prolétariat et organiserait le gouvernement révolutionnaire provisoire ». Et le groupe lançait le

mot d'ordre suivant : « Camarades, ouvriers, soyez prêts à proclamer la commune dans les villes ! » De là s'ensuivait aussi la condamnation du parlementarisme, lequel, comme le démontrait l'exemple des partis socialistes d'Europe de l'Ouest, avait pour effet de rendre les dirigeants indifférents aux vœux et aux intérêts des masses, tout en alimentant les tendances petites-bourgeoises et conservatrices des ouvriers. Il fallait donc à la Russie une fédération de communes révolutionnaires, non point une Assemblée constituante.

Proches des maximalistes, et professant des vues souvent analogues, les anarchistes formaient de petits groupes dans de nombreuses villes et éditaient toute une littérature. Lors d'une conférence qui se tint en octobre 1906 sous le patronage de Kropotkine, le père spirituel de l'anarchisme russe, il fut soutenu que la révolution russe aboutirait non à un parlementarisme de type occidental, mais à une réorganisation économique et politique du pays sous la forme de « communautés, groupes de producteurs et autres associations et fédérations », tous organismes indépendants et locaux²⁸⁵. Kropotkine se disait convaincu que, contrairement à « la centralisation bureaucratique de la vie russe, si étrangère au génie du peuple russe », « la conception anarchiste des relations politiques lui est propre, si bien qu'à cet égard nous nous trouvons devant une tâche énorme »²⁸⁶. De même que les maximalistes, les anarchistes préconisaient la remise des fabriques, des charbonnages et des chemins de fer « non à un ministère ouvrier, mais aux ouvriers qui y travaillent et qui s'y organisent en associations libres²⁸⁷ ». L'influence du syndicalisme révolutionnaire européen et de ses doctrines²⁸⁸ sur ces deux groupements est nettement perceptible. On la voit s'exprimer ainsi un tant soit peu dans le programme des maximalistes, qui insistaient sur la nécessité d'une propagande systématique en faveur de la grève générale, « capable de se transformer à tout instant en une insurrection ayant pour but de s'emparer des fabriques²⁸⁹ ». Quant aux anarchistes, ils se distinguaient des socialistes, avec lesquels ils s'accordaient sur le but final, en ce qu'ils entendaient transformer la société non en s'emparant du pouvoir d'État,

mais grâce à la liquidation des « piliers militaire, judiciaire et policier de l'État ²⁹⁰ », au moyen d'actions de masse, allant de la base au sommet.

Les informations sont rares en ce qui concerne la position des groupes S-R de gauche et anarchistes vis-à-vis des soviets de 1905. Le soviet de Pétersbourg repoussa un jour une demande des anarchistes qui souhaitaient voir leur représentant officiel admis aux séances du comité exécutif, et fut chaudement approuvé en cela par Lénine ²⁹¹. Dans la plupart des soviets de province, ils ne siégeaient pas plus aux commissions exécutives. Une exception toutefois : Biélostok où ils détenaient même la majorité des voix au soviet. Face à l'écrasante supériorité des sociaux-démocrates, les groupuscules maximalistes et anarchistes, qui ne formaient nullement une organisation disciplinée, ne pouvaient pas faire grand-chose. En temps de crise, leur influence allait cependant croissant, çà et là, parmi les masses ouvrières apolitiques ; ainsi en 1906, quand le patronat se remit à comprimer les salaires. C'est contre cet inquiétant renforcement des anarchistes à Moscou et à Odessa que Lénine dirigea la résolution susmentionnée où il condamnait « le courant anarcho-syndicaliste dans le prolétariat » [=, p. ⇒].

On ne saurait douter que les anarchistes aient regardé les conseils des députés ouvriers comme des formations très voisines des libres confédérations ouvrières à base d'entreprise qui leur tenaient tant à cœur. Ils pouvaient y déceler non seulement le principe démocratique de l'*obtchina* (« communauté ») indépendante, mais encore une forme convenant à cette gestion ouvrière des fabriques qu'ils réclamaient. En tous les cas, les idées émises par les S-R de gauche et par les anarchistes étaient on ne peut mieux de nature à stimuler le développement d'une idéologie propre aux conseils déjà institués en pratique. Plein d'une géniale indifférence pour le désaveu partiel qu'il infligeait ainsi à ses conceptions d'hier, Lénine s'en chargea, de son côté, lors du déclenchement de la révolution de 1917. Les buts de l'extrême gauche de 1905 – un État sur le modèle de la Commune, le transfert des fabriques aux ouvriers, la suppression de la bureaucratie, de l'armée et de la police, la révolution à l'Est comme prélude à la révolution mondiale – se résumaient à ses yeux par le mot d'ordre du pouvoir

aux soviets, lequel avait l'air de reprendre le programme anarchiste tout en permettant en fait aux bolcheviks de se gagner les masses.

I. Il n'existait en Russie tsariste aucune statistique fiable de l'emploi. Les données relatives à la main-d'œuvre varient donc de plusieurs milliers de personnes en plus ou en moins ².

II. La rupture définitive eut lieu à propos des élections à la rédaction de l'*Iskra* et au comité central. Lénine s'efforça par tous les moyens d'acquérir une majorité au sein de ces deux instances, pour son compte propre et celui de ses sympathisants (au nombre desquels Plekhanov figurait encore), utilisant sans vergogne la mince supériorité numérique dont il jouit au II^e congrès. Minoritaires, les amis de Martov décidèrent de boycotter les élections. Trotski a brossé un tableau de la situation dans *Ma vie* ³⁷.

III. Selon des estimations de 1955, les grèves de 1905 mobilisèrent 2 086 000 travailleurs, dont 640 000 cheminots, 473 000 tisserands et 370 000 ouvriers métallurgistes. Le total des grévistes, c'est-à-dire des travailleurs ayant pris part à plusieurs reprises à une grève, atteignit 5 010 100 personnes ⁴⁵.

IV. Les statistiques officielles dénombrent 414 000 grévistes en janvier et 291 000 en février dans les entreprises surveillées par l'Inspection des fabriques, alors que, pour la période 1895-1904, ce chiffre ne dépassa pas 420 000 en tout ⁴⁷.

V. En 1905, les grèves de tisserands eurent une origine économique dans 43 % des cas, et politique dans 57 %. Chez les ouvriers métallurgistes, ce rapport devait passer de 28 à 72 % ⁵⁰.

vi. Sur les quelque 700 000 cheminots, le tiers environ étaient en 1905 des ouvriers travaillant à la voie, des paysans du voisinage presque toujours. Un deuxième groupe se composait du personnel de service (guichetiers, contrôleurs, etc.). La couche véritablement prolétarienne (environ 130 000 employés) comprenait les mécaniciens et chauffeurs de locomotive ainsi que les ouvriers des ateliers et dépôts.

vii. Un délégué au congrès des bolcheviks d'avril 1905 déclarait : « Les ouvriers veulent participer aux élections, aucun doute là-dessus. Il nous faut décider soit de nous tenir à l'écart, [...] soit de démontrer en pratique que la politique du gouvernement est mensongère. Mais on ne peut y arriver qu'à condition de participer aux élections [...] et de présenter à la commission des revendications qu'elle ne satisfera sûrement pas ⁵⁶. »

viii. Cette conception a été défendue notamment par P. Gorin, auteur d'un ouvrage intitulé : *Očerki po istorii sovetov rabočikh deputatov v 1905 g* (« Essais sur l'histoire des conseils des députés ouvriers de 1905 »). Une vive polémique a opposé Gorin et Nevski à propos des origines historiques et du caractère des conseils de 1905. Ce dernier, récusant « les vues par trop étroites et doctrinaires de Gorin », a fait ressortir que la question de la prise du pouvoir ne constitue nullement un critère décisif en la matière. Et d'ajouter au sujet de l'émergence des soviets : « Les conseils des députés ouvriers naquirent graduellement, au cours du processus du mouvement révolutionnaire, des multiples organisations de lutte qui se formaient partout, à la veille des journées d'octobre encore, en vue d'atteindre des objectifs déterminés (en premier lieu au moyen de la grève et d'actions révolutionnaires de type divers) » ⁷⁴.

ix. La priorité de date du soviet d'Ivanovo-Voznessensk a, elle aussi, donné lieu à une controverse entre historiens soviétiques. Tandis que Gorin le présente comme un comité de grève tout court, Pokrovski en fait un soviet absolument « authentique » et souligne qu'en l'occurrence on se trouve pour la

première fois devant un comité de délégués élus, un comité interentreprises couvrant une ville entière ⁷⁵.

x. Certaines sources font état de 150 députés.

xi. C'est ainsi qu'une gréviste rapporte le petit fait suivant : « Un jour, une agitatrice se mit à crier : “À bas l'autocratie !” Et qu'est-ce qui se passa? Grande colère dans la salle : “De quoi ? Alors il faudrait être contre le tsar ? Mais nous sommes seulement contre les patrons. On n'a rien contre le tsar. Pas de ça ici !” ⁸⁰. »

xii. Selon les statistiques officielles, le nombre des grévistes fut de 150 059 en juillet, 78 343 en août et 36 629 en septembre.

xiii. L'« auto-administration » de l'époque est évidemment synonyme de l'« autogestion » moderne. [ndt]

xiv. Nossar, jeune intellectuel de gauche sans parti, était avocat de son métier. Désireux de poser sa candidature aux élections à la commission Chidlovski, il avait pour ce faire emprunté les papiers de l'ouvrier Khroustalev. Il fut donc élu grand électeur sous ce nom. Nossar jouissait d'une popularité énorme dans les quartiers ouvriers de la capitale. En novembre 1905, il adhéra au Parti social-démocrate (menchevik). Plus tard, en 1918, sous le régime bolchevik, il fut condamné à mort pour menées contre-révolutionnaires et fusillé.

xv. Voir la liste dressée en annexe 1, p. ⇒.

xvi. Les sources ne sont pas unanimes quant à cette date ; selon certaines d'entre elles, en effet, la séance d'ouverture du soviet de Moscou se tint le 22 novembre.

xvii. Voir l'annexe 1, p. ⇒.

xviii. Pour Kostroma, il est fait état parfois d'une proportion d'un député pour 50 ouvriers ¹²³.

xix. Des ouvriers métallurgistes en majorité (351). 508 députés venaient directement des usines, 54 des syndicats ¹²⁴.

xx. À partir des années 1920, la tactique adoptée à ce propos par le soviet de Pétersbourg a été critiquée, dans le camp bolchevique, avec une âpreté grandissante. Trotski plus particulièrement s'est vu accusé d'avoir empêché la préparation de l'insurrection. Face à cela, il faut rappeler que, sur le moment, ni Lénine ni aucun des leaders mêlés à la révolution de 1905 ne taxèrent jamais d'« erronée » la politique suivie par le soviet ¹⁴⁸. Après la mort de Staline, les historiens soviétiques sont revenus à une appréciation plus objective du soviet ¹⁴⁹.

xxi. Exagération manifeste : les groupes de combat comptaient tout au plus quelques centaines d'ouvriers.

xxii. Les sentences furent relativement légères ; elles consistaient en peines de prison et de déportation ; 34 accusés furent acquittés ¹⁵⁸.

xxiii. Selon les statistiques de l'Inspection des fabriques, 418 000 ouvriers firent grève en décembre contre 481 000 en octobre.

xxiv. Dans une lettre datée de la fin d'octobre 1905, Martov assurait que la prise du pouvoir paraissait inévitable à bref délai, mais que cette perspective, loin d'être exaltante, recelait au contraire les pires dangers. Et de dire sa crainte de voir cette phase critique de la révolution aboutir à l'établissement d'une « dictature jacobine ».

xxv. Les données concernant les effectifs du parti jusqu'à 1917 ne sont guère fiables. Dans les deux quartiers les plus prolétariens de Saint-Pétersbourg, les bolcheviks n'avaient en avril 1905 qu'environ 250 adhérents en milieu ouvrier.

À la fin de cette même année, on dénombrait dans la capitale quelque 3 000 sociaux-démocrates en tout, mencheviks et bolcheviks confondus. Les délégués siégeant au IV^e congrès de 1906 représentaient, pour l'ensemble de la Russie, 13 000 bolcheviks et 18 000 mencheviks²¹⁹.

xxvi. Conçu sous forme d'une lettre à la rédaction de la *Novaïa Jizn*, ce texte ne fut retrouvé qu'en 1940 et reproduit alors dans la *Pravda* (n° 308 du 5 novembre 1940)²³⁷.

xxvii. Trotski ébaucha pour la première fois sa théorie dans un texte qu'il rédigea en 1906 alors qu'il était en prison : *Bilan et perspectives*. Il y revint ensuite toute sa vie durant²⁵⁷.

xxviii. Lénine déclarait en revanche : « Le conseil des députés ouvriers n'est ni un parlement ouvrier ni un organe d'auto-administration. »

III. Les soviets de 1917

1. Le déclenchement de la révolution

Le mouvement ouvrier russe pendant la Première Guerre mondiale

Le mouvement ouvrier russe, après son impétueux essor de 1905, connut à partir de 1907 une phase de recul et de déclin. Les autorités tsaristes, passant aux représailles, supprimèrent ou rognèrent les droits civiques pourtant modestes que la révolution avait arrachés de haute lutte (droit de vote restreint et légalisation partielle des syndicats). De même les conquêtes économiques des travailleurs (diminution de la durée du travail, augmentations de salaire, accords salariaux, etc.) furent en grande partie reperdues. En raison de l'épuisement des forces ouvrières, le mouvement de grève se résorba très vite et fut au plus bas en 1910¹.

Après la dissolution de la II^e Douma en juin 1907, les partis révolutionnaires se virent derechef contraints de replonger dans la clandestinité ou de camoufler leurs activités sous les dehors d'associations inoffensives, coopératives, syndicats, etc. La légalisation partielle des luttes économiques provoqua de nouvelles scissions au sein de la social-démocratie russe. C'est ainsi que les « liquidateurs », voulant s'adapter au caractère réactionnaire de la période, prêchaient la renonciation à toute action directe révolutionnaire et mettaient l'accent sur les revendications immédiates. Par contre, les bolcheviks et une partie des mencheviks s'efforçaient de faire survivre au naufrage de leurs organisations les restes de cellules clandestines et un noyau de militants chargés

de combattre l'apathie des masses et de provoquer dès que possible un nouvel essor du mouvement.

Le bolchevisme acquit au cours de cette période ses traits définitifs. Du parti, effondré sous les coups de la réaction, était issu un petit noyau de militants à tous crins, rompus aux privations, soudés par une foi commune et par une discipline de fer, totalement indifférents aux impératifs moraux du monde extérieur, incarnations presque parfaites de l'idéal léninien du révolutionnaire professionnel. En 1912, la séparation formelle des bolcheviks et des mencheviks mit un point final à une évolution au cours de laquelle le Parti bolchevique avait enfin trouvé sa forme d'organisation propre, conforme aux principes théoriques défendus depuis 1902 par son leader. Et quand, à partir de cette même année, le mouvement ouvrier eut remonté la pente^{II}, l'influence des bolcheviks s'accrut du même coup en son sein. À la veille de la guerre mondiale, les bolcheviks avaient la majorité dans la plupart des syndicats des capitales, Pétersbourg et Moscou³. Pendant la première moitié de 1914, on compta en Russie autant de grévistes qu'il y en avait eu durant les six premiers mois de 1905. Le pays semblait une fois de plus au bord d'une crise révolutionnaire.

La conflagration mondiale arrêta net, tout d'abord, ce cours des choses. Les masses ouvrières durent se plier aux nécessités de la guerre et une bonne partie d'entre elles se montrèrent animées de sentiments patriotiques. Elles subirent en outre une transformation structurelle : tandis qu'un grand nombre d'ouvriers d'industrie partaient aux armées, un flux de nouveaux travailleurs, dont beaucoup de femmes, quittait le village pour venir se déverser dans les usines. La stagnation du mouvement ouvrier fut de courte durée. À partir de l'été de 1915, en même temps que les défaites se succédaient sur le front et que l'opposition bourgeoise relevait la tête, les grèves recommencèrent de se multiplier. Dues en premier lieu à la dégradation de la situation économique, elles prirent bientôt un aspect politique et, dès 1916, on entendit réclamer la fin de la guerre⁴. De 113 866 en septembre 1915 et de 128 450 en janvier 1916, le nombre des grévistes passa à 187 134 en octobre 1916, chiffre de nouveau dangereusement élevé⁵.

Le déclenchement des hostilités devait entraîner une coupure décisive dans l'histoire des partis socialistes russes. Ils se trouvaient en effet placés devant le même dilemme que leurs partis frères d'Europe : fallait-il poursuivre une lutte de classe systématique sous le signe de la solidarité prolétarienne internationale, ou bien opter pour « l'union sacrée » avec les partis bourgeois, autrement dit admettre la primauté de l'intérêt national sur la cause de l'internationalisme⁶ ? En Russie aussi, le camp socialiste se scinda en trois tronçons : les partisans de la « défense de la patrie », les « internationalistes », et le groupe le plus à gauche, le Parti bolchevique, qui se prononçait pour la « transformation de la guerre impérialiste en guerre civile »⁷. Plekhanov et la plupart des S-R soutenaient la « guerre de défense » ; la majorité des mencheviks en exil ou en déportation, de même que la fraction parlementaire du parti, penchaient pour une paix sans annexions ni indemnités et repoussaient l'idée d'action révolutionnaire directe en temps de guerre. Les polémiques liées à la question de la guerre ne firent qu'aggraver les anciens antagonismes et servirent de préface aux regroupements que le cours de la révolution vint parachever.

Aux yeux des socialistes restés en Russie, une nouvelle possibilité de réorganiser le mouvement ouvrier parut s'ouvrir avec la création, pendant l'été de 1915, de « comités des industries de guerre » (CIG). Il s'agissait d'organismes ayant pour but d'élever la production et de la soustraire à l'emprise de la bureaucratie tsariste. Un rôle dirigeant y revenait aux membres des partis constitutionnels-démocrates et octobristes, qui avaient fusionné au sein du « bloc progressiste de la Douma ». Il était prévu de mettre en place des « groupes ouvriers auprès du comité central des industries de guerre » (CCIG) de Pétersbourg et des comités locaux. De même que pour la commission Chidlovski de 1905, les ouvriers se voyaient appelés à désigner de grands électeurs et ces derniers des délégués au collège ouvrier⁸.

Cette affaire de la participation ouvrière aux CIG plaça les socialistes devant des choix difficiles. Les mencheviks de droite étaient inconditionnellement « pour ». La majorité des internationalistes résidant en Russie se joignirent à eux, mais avec cette arrière-pensée qu'il serait possible ainsi de ressusciter les foyers d'organisation du mouvement ouvrier disparus depuis l'ouverture du

conflit mondial. Ils espéraient arriver à réunir, par le biais des « groupes ouvriers », un congrès panrusse rassemblant des délégués des grands centres industriels, des représentants des coopératives ouvrières, des caisses-maladie, etc⁹. C'était là, en fin de compte, l'idée qu'ils caressaient déjà en 1905 et comptaient alors réaliser par le truchement de la commission Chidlovski, puis du soviet de Pétersbourg. Quant aux bolcheviks, ils repoussaient, de même qu'en 1905, toute participation à des organismes « bourgeois ». Ainsi Lénine déclarait-il en octobre 1915 :

Nous sommes contre la participation aux comités des industries de guerre, qui aident à mener la guerre impérialiste réactionnaire. Nous sommes pour l'utilisation de la campagne électorale, par exemple pour la participation au premier stade des élections, uniquement dans un but d'agitation et d'organisation¹⁰.

Cette tactique de boycott électoral eut même du succès tout d'abord ; en effet, la première assemblée générale des grands électeurs de Pétersbourg refusa par 90 voix contre 81 de participer au comité. Mais, comme on s'aperçut que des irrégularités avaient été commises dans le scrutin, l'assemblée dut se réunir de nouveau. Cette fois, la majorité des grands électeurs approuva la participation et des délégués furent élus au collège ouvrier du CCIG¹¹. À Pétersbourg et dans d'autres villes, la campagne électorale offrit pour la première fois depuis le début de la guerre la possibilité de tenir des réunions publiques au cours desquelles on parlait souvent de questions politiques. Une fois les groupes ouvriers constitués, leurs membres continuèrent d'entretenir des relations étroites avec les travailleurs du rang. Certes, ces groupes rassemblaient essentiellement des mencheviks de droite – exclusivement même en ce qui concerne le collège ouvrier du CCIG, dirigé par Gvozdev –, mais, au sein de ces comités bourgeois, ils n'en représentaient pas moins la gauche. Les groupes ouvriers traitaient d'une foule de questions : revendications salariales, vie chère, crise du logement, négociations avec le patronat, etc. Leurs publications et débats sur ces problèmes contribuaient d'une part à attirer l'attention de l'opinion publique sur la condition de la classe laborieuse et, d'autre part, à pousser celle-ci à s'unir¹².

Dans le cadre de ses activités, le groupe ouvrier du CCIG s'efforça d'insuffler une vie nouvelle à l'institution des doyens de fabrique (*starostes*). À l'initiative du ministre du Commerce, il élaborait un projet élargissant le champ d'application de la loi de 1903 et le communiqua aux groupes ouvriers de province. Il en fut ainsi discuté à Kiev. Le groupe ouvrier de cette ville déclara à cette occasion qu'il fallait substituer à l'ancien « absolutisme » un « constitutionnalisme d'entreprise » et accorder aux collègues de *starostes* un droit de regard sur les questions de main-d'œuvre et de salaires¹³. Des collègues de ce genre furent mis en place jusqu'en 1917 dans certains centres industriels, bien que la plus grande partie des ouvriers fussent, quant à eux, très hostiles à cette institution comme à ces idées.

À certains égards, le système des groupes ouvriers des CIG, issus d'élections d'usine, était le prolongement du système de délégation qui, en 1905, avait donné naissance au soviet de Pétersbourg. On comprend donc aisément que l'idée d'un conseil des députés ouvriers de ville ait connu un renouveau. Cette fois-ci d'ailleurs, les bolcheviks eux-mêmes se prononcèrent en ce sens. Ayant déjà fait campagne pour la création de comités de grève, ils proclamaient maintenant qu'en cas d'essor du mouvement il faudrait que les délégués se constituassent en soviet. Selon un compte rendu d'activités du comité du parti de Pétersbourg, les ouvriers tenaient tellement à s'organiser que le comité avait décidé de lancer une campagne d'agitation en faveur de la convocation d'un parlement ouvrier destiné à faire pendant aux institutions bourgeoises : « Les délégués des fabriques et ateliers, élus à la représentation proportionnelle, devront former le soviet panrusse des députés ouvriers dans lequel, à notre avis, nous [bolcheviks] aurons la majorité¹⁴. » Ce fut en liaison directe avec des préoccupations de ce genre que Lénine prit position, dans ses thèses d'octobre 1915 et dans une lettre à Chliapnikov, contre la fondation de soviets à ce moment-là [⇒, p. ⇒]. S'il n'y eut pas alors de restauration des soviets, il n'en demeure pas moins que l'idée de l'organisation de conseils fut l'une des conditions premières de la résurrection du soviet de Pétersbourg lors de la révolution de Février¹⁵.

Par suite de la détérioration de la conjoncture politique (assassinat de Raspoutine, prorogation de la Douma par le tsar, manifestations ouvrières pour commémorer l'anniversaire du « Dimanche rouge »), le groupe ouvrier du CCIG allait se radicalisant. Ses membres rédigèrent un appel qui invitait les travailleurs de la capitale à manifester en masse à l'occasion de la réouverture de la Douma d'empire et à élire sans tarder des comités de fabrique appelés à se concerter et à unir leurs forces. « La liquidation de l'autocratie et la démocratisation intégrale du pays, disait cet appel, voilà les tâches à réaliser immédiatement [...]. Seule la création d'un gouvernement provisoire, se tenant à la pointe du combat du peuple organisé, pourra sortir le pays de l'impasse actuelle et d'une ruine fatale, instaurer les libertés politiques et obtenir une paix acceptable pour le prolétariat russe comme pour le prolétariat des autres pays ¹⁶. » La police vint appréhender les signataires de l'appel pendant la nuit du 27 janvier 1917. Ces arrestations servirent de préface aux événements dont sortit bientôt la révolution de Février.

La révolution de Février

Comme la révolution de 1905, la révolution de février 1917 débuta par une grève aux usines Poutilov qui, commencée le 18 février, se mit à toucher d'autres fabriques à partir du 22. Le 22, on comptait 200 000 grévistes et le lendemain la grève était quasi générale. Ce même jour, la troupe tira pour la première fois sur un cortège de manifestants. Un retournement de situation décisif se produisit le 27, lorsque certains corps de troupe se rangèrent aux côtés de la masse révolutionnaire, entraînant avec eux d'autres régiments et privant ainsi le gouvernement de ses éléments de force ¹⁷.

Le mouvement qui, en quelques jours, traversa tous les stades d'une révolution, de la grève à l'insurrection en passant par les manifestations de rue, « jaillit des masses elles-mêmes, sans être dirigé d'en haut ¹⁸ ». Aucun comité central de parti, aucune personnalité connue n'en assumait la direction ni l'organisation. Certes, diverses réunions clandestines de représentants des partis

socialistes et de parlementaires de gauche eurent lieu entre les 23 et 25 février, mais elles restèrent sans effet sur le cours des choses¹⁹. Les bolcheviks de Pétersbourg, eux-mêmes, n'eurent qu'un rôle accessoire dans les événements. Sans doute, ouvriers et étudiants bolcheviques participèrent aux manifestations et aux combats de rue, à l'instar des militants des autres partis et de la masse apolitique, mais leur parti en tant que tel ne dirigea nullement l'insurrection, contrairement à ce qui devait se passer en octobre suivant et contrairement aussi à la légende officielle²⁰. Trotski cite ces propos de Kajourov, l'un des leaders du rayon bolchevique de Vyborg, le quartier le plus prolétarien de la capitale : « On ne sentait venir aucun principe directeur des centres du parti. [...] Le représentant du comité central, le camarade Chliapnikov, se trouvait dans l'impuissance de donner des directives pour la journée du lendemain²¹. » Et Chliapnikov lui-même de reconnaître : « Personne parmi nous ne pensait [le 24] que le combat en cours contre le régime tsariste serait le dernier, la lutte décisive. Loin de nous cette idée²². »

Ce n'est qu'au moment où la victoire de la révolution dans la capitale fut pour l'essentiel un fait acquis que, presque en même temps, deux centres s'employèrent à donner une forme organisée au mouvement d'origine spontanée : le comité de la Douma et le soviet. Le premier s'institua, après la publication du décret de dissolution pris par le tsar dans la journée du 27, comité provisoire des membres de la Douma (il comprenait notamment Rodzianko, Milioukov et Kerenski). Kerenski qualifia après coup d'« erreur la plus grave et la plus grossière » le fait que la Douma, bravant l'ordre de dissolution, ne se fût pas proclamée centre officiel de la révolution, et, par là, son organe directeur et reconnu par tous à l'échelon national²³. En effet, le comité de la Douma, composé de « personnes privées », ne jouissait pas d'une légitimité supérieure à celle du soviet qui s'était institué simultanément à lui et dont l'origine indiscutablement révolutionnaire lui valut d'emblée la plus grande popularité et autorité au sein des masses.

Pourtant le soviet renonça, pour des raisons sur lesquelles nous allons revenir, à prendre seul le pouvoir et même à participer au nouveau

gouvernement révolutionnaire. Mais le comité de la Douma, en raison de sa majorité bourgeoise, avait de son côté besoin d'être soutenu moralement et reconnu par le conseil des députés ouvriers et soldats. C'est ainsi qu'une convention fut finalement passée le 1^{er} (14) mars 1917 entre le comité de la Douma et le soviét de Pétersbourg. Elle visait la création d'un gouvernement provisoire dans lequel n'entreraient pas les dirigeants du soviét (sauf Kerenski qui en reçut l'autorisation directement du soviét réuni en séance plénière), tout en s'engageant à le soutenir sous certaines conditions [=, p. => et suiv.].

Un seul homme de gauche, le ministre de la Justice Kerenski, siégeait au gouvernement provisoire, composé majoritairement de constitutionnels-démocrates et d'octobristes, et dont les deux personnalités les plus brillantes étaient Milioukov (aux Affaires étrangères) et Goutchkov (à la Guerre). Le 2 mars au matin, le tsar Nicolas II, se voyant dans l'incapacité d'opposer une résistance quelconque, abdiqua en faveur de son frère, le grand-duc Michel. À son tour, le 3, celui-ci renonça au trône, laissant à l'Assemblée constituante le soin de régler définitivement la question du régime. Ainsi s'effondrait la monarchie tsariste. La première étape de la révolution qui, pendant les premiers jours de mars, avait gagné presque sans combat la Russie entière, était achevée.

« La révolution russe surgit sur le terrain de la guerre. Pour les masses révolutionnaires, elle fut un moyen d'échapper aux privations, aux charges et aux souffrances de la guerre », écrit le menchevik Dan, et les représentants de toutes les tendances politiques sont unanimes sur ce point²⁴. Comme la révolution de novembre 1918 en Allemagne, elle fut en premier lieu la conséquence de la défaite militaire de la Russie et de la désorganisation qui s'ensuivit à l'intérieur du pays. À l'origine des troubles révolutionnaires se trouvent la disette dont souffraient les ouvriers des villes et la lassitude de la guerre que ressentaient les soldats du front. Mais la révolution de Février eut une autre cause encore : l'indignation des milieux patriotiques face à une défaite dont ils rejetaient la responsabilité sur la cour impériale, et la perspective de créer, grâce à un rassemblement des forces nationales, les conditions premières de la victoire. La révolution de rue fut devancée par une révolution de palais depuis longtemps tramée en coulisse ; il fallait maintenant lui donner le caractère d'une

révolution nationale visant à restructurer démocratiquement le pays, à l'intérieur, et à poursuivre la guerre, à l'extérieur. Au gouvernement provisoire incombait la tâche ardue de remplir simultanément ces deux buts. Après les premières semaines de griserie, l'exaltation due à l'unité nationale enfin réalisée et à la victoire de la révolution retomba, et la soif de paix reprit le dessus, plus vite que jamais, si bien que l'antagonisme des forces sociales et politiques, que la révolution de Février n'avait unies que d'une manière provisoire, ne fit que s'exacerber entre ses protagonistes jusqu'à la révolution d'Octobre.

2. Le conseil des députés ouvriers et soldats de Petrograd

Naissance du soviet de Petrograd

Malgré la brièveté de leur existence les soviets de 1905, celui de Pétersbourg en particulier, avaient laissé derrière eux une tradition qui demeurait extrêmement vivace au sein des masses ouvrières. Bien que les partis socialistes n'eussent pas repris dans leurs programmes l'idée nouvelle des conseils, comme nous l'avons indiqué ci-dessus, cette idée refaisait surface chaque fois que le mouvement ouvrier arrivait dans une phase d'expansion, ainsi qu'on avait pu le voir à propos des élections aux groupes ouvriers des comités des industries de guerre [=, p. ⇒]. Et, malgré la diversité des courants politiques qui traversaient le mouvement ouvrier russe, tout se passait comme si « la forme même de cette organisation [le soviet] était hors de discussion²⁵ ».

Ainsi donc, l'idée de recréer le conseil ouvrier se fit jour à Pétersbourg au moment même où les troubles de février 1917 commencèrent. Elle s'affirma dans les fabriques en grève autant que dans les milieux d'intellectuels révolutionnaires. Selon des témoignages de première main, on élut le 24, dans quelques fabriques, des délégués à un soviet encore en gestation²⁶. Pendant ce

temps, du 23 au 25, des consultations secrètes eurent lieu entre représentants de partis socialistes (dirigeants de syndicats clandestins et de coopératives, quelques parlementaires de gauche). Ce fut lors d'une de ces rencontres que le menchevik de droite Tcherevanin proposa la tenue d'élections à un soviet ouvrier. Le projet approuvé, on se mit à choisir sur un plan de la capitale des lieux destinés à servir de permanences aux députés, ces derniers devant siéger de concert dans l'immeuble de l'Union des coopératives ouvrières. Mais au cours de la nuit suivante (du 25 au 26) la plupart de ceux qui venaient de participer à cette réunion furent arrêtés sans avoir pu faire connaître publiquement leurs décisions²⁷. Les députés élus çà et là ne disposèrent donc ni d'un centre directeur ni d'un point de ralliement commun. Il ne fut pas question d'action concertée pendant les journées agitées de la révolution dont l'issue demeura incertaine jusqu'au 27 février.

L'initiative décisive en la matière émana des membres ouvriers du CCIG. Sortis de prison le 27, ils se rendirent en cortège, sous la direction de Gvozdev et suivis d'une foule de soldats et d'ouvriers, au palais de Tauride, siège de la Douma. Dans l'après-midi de ce même jour, le 27 février (12 mars) 1917, ils instituèrent un « comité exécutif provisoire du conseil des députés ouvriers », auquel vinrent s'agrèger quelques parlementaires socialistes, dont le menchevik Tcheidze, et plusieurs des dirigeants ayant pris part aux conciliabules secrets²⁸. Le comité mit au point sans tarder un appel invitant les ouvriers à élire leurs députés dans la proportion d'un pour mille, et les soldats à raison d'un par compagnie ; puis il fixa à 19 heures la première séance du soviet²⁹. Quand la séance s'ouvrit finalement, à 21 heures, il n'y avait dans la salle que quarante à cinquante personnes, dont pas une seule sans doute n'avait été élue au poste de délégué d'usine, la nouvelle n'ayant pas encore filtré au-dehors.

Le comité exécutif provisoire devait déployer une activité fébrile. En effet, la révolution risquait toujours d'être écrasée par des régiments fidèles à la monarchie, venus de province à marche forcée. C'est pourquoi le comité exécutif s'adjoignit un état-major composé de soldats et d'officiers révolutionnaires, lequel s'empessa de faire occuper militairement les principaux points stratégiques de la capitale. Lors de la première séance du soviet, on

désigna des commissaires chargés d'organiser des comités de quartier et une milice ouvrière en armes. Le soviet résolut en outre de s'élargir, en cooptant divers leaders socialistes, et de se décharger de certaines de ses tâches sur des commissions *ad hoc*, les commissions du ravitaillement, de la littérature et des finances, notamment ³⁰.

Le 28 février au matin paraissait le premier numéro des *Nouvelles* (« *Izvestia* ») du conseil des députés ouvriers et soldats de Petrograd. Il comportait un appel du soviet à la population de la capitale et du pays entier où l'on pouvait lire ces lignes :

Afin que la lutte pour la démocratie soit victorieusement menée à son terme, il faut que le peuple crée lui-même son organe de pouvoir propre. Hier, 27 février, s'est institué dans la capitale le soviet des députés ouvriers, composé de représentants élus des fabriques et entreprises, des corps de troupe insurgés ainsi que de groupements et partis démocrates et socialistes. Le soviet des députés ouvriers [...] considère comme sa tâche fondamentale : l'organisation des forces populaires et la lutte pour l'établissement définitif des libertés politiques et de la souveraineté du peuple en Russie. [...] Nous entendons combattre tous ensemble, en unissant nos forces, pour la liquidation complète de l'ancien régime et la convocation d'une Assemblée nationale constituante qui sera élue au suffrage universel, égal, direct et secret ³¹.

Les élections au soviet eurent lieu ce même jour dans les entreprises. Et, à 13 heures, environ 120 délégués se réunissaient déjà en séance plénière ³² ; mais, pas plus qu'avant, il n'y eut de vérification des pouvoirs et l'assemblée se déroula sans ordre du jour précis ³³. Toujours, comme avant, les décisions essentielles furent prises dans la stricte intimité du comité exécutif : c'est lui qui, les 1^{er} et 2 mars, se prononça par 13 voix contre 8 pour le refus de participation au gouvernement provisoire ³⁴. Allant plus loin encore, le soviet soumit au comité de la Douma une série de revendications programmatiques et fit savoir qu'il ne soutiendrait un gouvernement purement bourgeois que si ces revendications étaient satisfaites [=, p. => et suiv.]. Lors de la séance plénière du 2, le soviet approuva à une majorité écrasante (19 voix contre, seulement) la convention passée entre son comité exécutif et le comité provisoire de la Douma ³⁵. Du même coup, le conseil de Pétersbourg s'érigait face au gouvernement en « organe de contrôle de la démocratie révolutionnaire » – et le

rapport de forces entre les deux pouvoirs revêtit dès lors une importance capitale pour le cours subséquent de révolution.

Bien qu'il se considérât comme l'héritier du conseil des députés ouvriers de 1905^{III}, le nouveau soviet s'en distinguait malgré tout sur des points essentiels : par les circonstances dans lesquelles il était apparu autant que par son mode d'institution. Alors que le premier était directement issu d'une grève de masse et de la nécessité de poursuivre et de diriger le mouvement, le second se forma à un moment où, par suite de la mutinerie de la garnison, la révolution avait déjà très largement le dessus dans la capitale. Contrairement à son devancier, il avait été créé avant tout à l'initiative d'une poignée de dirigeants (membres ouvriers du CCIG ou députés à la Douma), mettant ainsi en place un « sous-gouvernement de réserve » à l'instant même où l'ancien régime s'effondrait³⁶. Voilà qui devait conférer d'emblée aux intellectuels une influence déterminante sur la masse des députés ouvriers et soldats : 7 seulement des 42 membres que le comité exécutif comptait à la fin de mars étaient des ouvriers³⁷. Mais la différence fondamentale avec 1905 réside dans le fait que des délégués des soldats siégeaient maintenant aux côtés des délégués des ouvriers. Ce qui démontre d'ailleurs combien éminente avait été la part des troupes insurgées dans la victoire de la révolution³⁸. Certes, quelques membres mencheviks du comité exécutif provisoire s'étaient à l'origine opposés à l'entrée de soldats au conseil, afin de préserver le caractère purement prolétarien de ce dernier et de laisser l'armée en dehors du jeu des partis politiques ; mais la majorité tenait justement à se gagner la troupe une fois pour toutes en la liant étroitement à l'institution nouvelle. Il suffisait pour cela de transposer aux unités de l'armée le type de représentation qui servait d'assise au conseil ouvrier, d'élire des délégués de compagnie comme on élisait des délégués d'usine. Ainsi, grâce à la faculté d'adaptation de la forme soviet, les masses de soldats se virent en peu de temps intégrées au front commun des révolutionnaires. Ce fut l'« ordre n° 1 », que le soviet promulgua à l'initiative des députés soldats, qui établit définitivement son audience parmi les hommes de troupe^{IV}. Aux termes de ce décret, des comités de soldats seraient élus dans tous les corps de troupe, lesquels devraient se soumettre au soviet dans tous leurs actes politiques. Les soldats jouiraient désormais de l'intégralité des

droits civiques ; il leur était demandé de n'exécuter les ordres de la commission militaire, instituée auprès du comité de la Douma et chargée de commander en chef la garnison, que si ces ordres ne contredisaient pas les décisions du soviet⁴⁰. Autant dire que celui-ci s'ouvrait du même coup la possibilité de disposer *de facto* de la garnison.

Structure du soviet de Pétrograd

Au cours de ses premières semaines d'existence, le soviet de Pétrograd présentait l'aspect d'une énorme assemblée d'ouvriers et de soldats siégeant en permanence. Le nombre des députés allait croissant de jour en jour : voisin de 1 200 pendant la première semaine de mars, il était arrivé à près de 3 000 durant la seconde moitié du même mois⁴¹. Il comprenait alors dans les 2 000 soldats et, seulement, 800 ouvriers, bien que la population prolétarienne de la capitale excédât de deux à trois fois le total des soldats de la garnison⁴². Cette disproportion s'explique par le fait que chaque unité militaire, y compris les détachements aux effectifs les plus modestes, avait tenu à envoyer son délégué au soviet. Et, comme aucune vérification sérieuse des pouvoirs n'avait encore été faite, on rencontrait au palais de Tauride beaucoup de « nouveaux venus d'occasion⁴³ ». Dans ces conditions, les séances plénières du soviet se déroulaient de façon déplorable, quand bien même les députés ne se trouvaient jamais réunis au grand complet ; elles tenaient bien plus du grand et bruyant concours de peuple que de la séance de travail d'une institution parlementaire. En dehors des assemblées générales du soviet, les députés ouvriers et les représentants des soldats délibéraient dans des sections séparées des questions les concernant. Mais ces sections, elles aussi, rassemblaient trop de monde pour pouvoir œuvrer avec l'efficacité désirable. C'est pourquoi, les 18 et 19 mars, les deux sections examinèrent point par point, chacune de son côté, divers projets visant à diminuer le nombre des députés et à améliorer le fonctionnement de l'institution. Certains orateurs firent ressortir que la composition du soviet

laissait singulièrement à désirer et que, pour lui donner des bases vraiment démocratiques, il fallait procéder à de nouvelles élections. D'autres, alléguant au contraire les mérites du conseil actuel, ne voulaient pas entendre parler de dissolution. En fin de compte, une proposition du comité exécutif, recommandant la création d'un « petit soviet » de 250 à 300 députés ouvriers et soldats triés sur le volet, reçut une approbation de principe, la décision définitive étant reportée à plus tard⁴⁴. C'est donc pour en terminer qu'à la mi-avril le soviet adopta un projet de réorganisation émanant des mencheviks et des socialistes-révolutionnaires. Le conseil actuel était maintenu en place et la commission des mandats chargée d'exclure de ses rangs les « délégués d'occasion » et ceux de groupes par trop réduits. Le soin d'expédier les affaires courantes revenait à un petit soviet réunissant quelque 600 membres du conseil des députés. Ouvriers et soldats devaient s'y trouver représentés sur une base paritaire⁴⁵. Les deux sections étaient dotées chacune d'un comité exécutif, qu'on appelait commission exécutive pour le distinguer du comité exécutif commun.

Grâce à ces mesures, le soviet de Pétrograd put prendre peu à peu une forme moins confuse et fonctionner plus rationnellement. Le gros du travail pratique incombait toujours au comité exécutif, ainsi confirmé dans sa primauté des premiers jours de la révolution. C'est lui qui prenait les décisions politiques essentielles pour les soumettre après coup à l'approbation de l'assemblée générale du soviet. Les innombrables problèmes auxquels ce dernier se trouvait chaque jour confronté⁴⁶ nécessitaient une division du travail sans cesse plus poussée entre les membres du comité exécutif. Diverses commissions avaient été créées d'emblée, et leur nombre devait s'accroître par la suite pour atteindre finalement le chiffre de douze à quinze⁴⁷. Le retour à Petrograd de militants chevronnés jusqu'alors déportés en Sibérie (notamment le menchevik Tsereteli, appelé à devenir bientôt l'un des leaders du comité exécutif, et les bolcheviks Kamenev et Staline) entraîna un élargissement du comité exécutif. À la fin de mars, cet organisme comptait en tout 42 membres, dont le président du soviet (Tcheidze) et ses deux suppléants (Skobelev et Kerenski)⁴⁸. Assistaient à ses séances, outre le représentant des syndicats ayant voix délibérative, les membres

de la fraction sociale-démocrate de la Douma, les délégués des conseils de quartier, le comité de rédaction des *Izvestia* et les commissaires désignés par le soviet. Un « bureau du comité exécutif » fut créé à la mi-mars ; composé de sept membres, il était chargé d'expédier les affaires courantes. Le 12 avril, il se vit également autorisé à prendre de son propre chef, en cas d'urgence, des mesures d'ordre politique qu'il ne devait soumettre qu'après coup à l'approbation du comité exécutif⁴⁹. Après la conférence panrusse des soviets (fin mars-début avril 1917), le comité exécutif accueillit en son sein seize représentants de la province. Le bureau, dont l'effectif avait été porté à douze membres, se réunissait alors plusieurs fois par jour, tandis que le comité exécutif ne tenait séance que trois fois par semaine⁵⁰.

Ainsi donc, en un peu moins de deux mois, le soviet de Petrograd, à l'origine organisme provisoire, s'était transformé en un appareil administratif bien rodé. Plusieurs centaines d'employés, des secrétaires la plupart du temps, s'activaient dans ses services. De mars à juin, ses frais de gestion se montèrent à 800 000 roubles, et, pendant ce même laps de temps, il disposa d'un revenu de 3 512 000 roubles⁵¹. Mais ce qu'il gagnait ainsi en matière de bon fonctionnement, il le perdait sur le plan du contact direct avec une partie considérable des masses. Quasi quotidiennes pendant ses premières semaines d'existence, les séances plénières du soviet allaient s'espacant et n'attiraient souvent qu'un nombre restreint de députés⁵². L'exécutif du soviet s'affranchissait à vue d'œil de la surveillance que les députés étaient censés exercer sur lui. Ainsi s'amorçait déjà une évolution qui, dans le cadre du système bolchevique et conjointement avec des méthodes conformes à la tradition du parti, devait aboutir plus tard à une concentration du pouvoir dans de petits comités désormais soustraits – et c'est la différence capitale avec la constitution originaires du soviet – à un véritable contrôle démocratique de la base.

La norme officielle de représentation à la section ouvrière du soviet était d'un député à raison de mille travailleurs, mais les entreprises de moins de mille personnes avaient droit, elles aussi, à un délégué. En d'autres termes, tandis que les grandes entreprises (plus de 400 personnes), où travaillaient 85 % des ouvriers de Petrograd, étaient représentées par 424 délégués, les entreprises

employant moins de 400 personnes (soit en tout 13 % de l'effectif ouvrier de la capitale) avaient la faculté d'élire un nombre presque égal de députés, à savoir 422⁵³. Certaines voix valaient par conséquent plus que d'autres et cette inégalité du droit de vote suscita parfois des protestations au sein même du soviet⁵⁴.

Une situation analogue prévalait dans la section des soldats. Chaque compagnie, ou unité équivalente, était représentée par un délégué ; mais, aucune norme chiffrée n'ayant été prévue, des unités squelettiques avaient droit à autant de députés que les plus nombreuses. La section des soldats repoussa à diverses reprises des projets visant à fixer comme norme électorale la proportion d'un pour mille⁵⁵. Sur la base actuelle, en effet, non seulement une liaison étroite était maintenue entre le soviet et les unités militaires les plus petites, mais encore la prépondérance numérique injustifiée des députés soldats par rapport aux députés ouvriers se trouvait sauvegardée. On comptait parmi les premiers un nombre relativement élevé d'« intellectuels » : écrivains, aspirants aux idées socialistes ou libérales, chirurgiens militaires et autres. Les « paysans en uniforme », sans expérience politique et souvent illettrés, votaient en masse pour les candidats faisant bruyamment état d'opinions révolutionnaires⁵⁶.

Des conseils de quartier (rayon) s'instituèrent à Petrograd presque en même temps que le conseil général ouvrier et soldat. À Vyborg, un conseil ouvrier et soldat de quartier fut institué dès le 28 février et des conseils de ce genre subsistèrent dans quatre autres rayons jusqu'au 3 mars⁵⁷. Au cours des semaines suivantes, chaque quartier fut doté d'un conseil local. Y figuraient les députés envoyés au conseil de ville par les usines de la circonscription concernée de même que des députés élus à cette fin particulière, notamment dans les petites entreprises non directement représentées au soviet général. Les soviets de rayon étaient chargés de régler toutes les questions relatives à leur quartier propre et d'appliquer les décisions du soviet de ville ; toutefois certains d'entre eux n'hésitaient pas à se comporter de façon très indépendante, sans même consulter les instances du soviet auxquelles ils étaient théoriquement soumis⁵⁸. Les bolcheviks virent leur influence grandir bien plus vite dans les conseils de quartier que dans le soviet général. C'est à leur initiative que se tint en juin une

conférence des conseils de quartier qui leur servit de point d'appui lors de l'insurrection de juillet ⁵⁹.

À la différence du conseil ouvrier de 1905, le soviet de 1917 subit d'emblée et fortement l'ascendant des formations socialistes. Des intellectuels de parti détenaient les postes-clés du comité exécutif aussi bien que ceux du comité de rédaction des *Izvestia*. Vu la supériorité numérique des députés soldats, la majorité du soviet était aux mains du Parti socialiste-révolutionnaire, lequel devait à ses mots d'ordre de révolution et de démocratie en général autant qu'à sa qualité de doyen des mouvements de lutte contre le tsarisme et de dépositaire de la prestigieuse tradition de la *Narodnaïa Volia* d'avoir acquis après Février une audience de masse. Peu soucieux de se donner un profil de classe bien tranché (contrairement aux bolcheviks et aux mencheviks), il était le lieu de rencontre naturel des catégories sociales que la révolution venait d'éveiller à la vie politique ^v. Chez les députés ouvriers, par contre, la primauté revenait aux mencheviks, du moins au cours des premiers mois de révolution. Pendant la guerre déjà, ces derniers s'étaient assurés au sein de la fraction de la Douma, du groupe ouvrier du CCIG et des coopératives une prépondérance dont ils tirèrent profit au moment des élections au soviet. Leurs leaders étaient Tcheidze, président du soviet, et Tsereteli ; quant à Martov, il faisait bande à part avec un groupe de mencheviks internationalistes depuis son retour d'exil. Quelques groupements moins importants étaient en outre représentés au soviet, mais aucun d'eux n'y exerçait cependant une influence notable : les socialistes populistes, de loin les plus à droite ; le groupe Edintsvo, dont Plekhanov était la grande figure ; les « *meždurajoncy* » groupuscule social-démocrate qui, après l'arrivée de Trotski, décida de rejoindre les bolcheviks ; enfin, des partis socialistes dont les délégués siégeaient au comité exécutif : le Bund juif et les sociaux-démocrates polonais et lettons.

Les bolcheviks ne purent jouer qu'un rôle effacé durant les premiers mois d'existence du conseil des députés ouvriers et soldats. Arrestations et déportations avaient décimé leur organisation de Pétersbourg, sapée de surcroît par des agents provocateurs, et il leur fallut en premier lieu la reconstruire sur des bases solides ⁶¹. Ce n'est que le 6 mars qu'une fraction bolchevique

autonome se constitua au soviet ; elle comptait 40 membres, dont seulement deux ou trois soldats⁶², chiffre ridiculement faible au regard de 2 000 ou 3 000 députés qui se disaient apolitiques la plupart du temps, mais, sur le plan politique, suivaient qui les mencheviks, qui les socialistes-révolutionnaires. Après le retour de Lénine, les bolcheviks, redoublant d'efforts pour améliorer leur situation au soviet, lancèrent une campagne d'agitation en faveur d'élections nouvelles. De fait, ils parvinrent souvent en mai-juin à faire élire leurs candidats dans les usines⁶³. Selon leurs propres déclarations, ils détenaient peu de temps avant l'insurrection de juillet environ la moitié des sièges dans la section ouvrière et un quart dans celle des soldats⁶⁴. Et, en septembre, ils réussirent la percée décisive qui leur assura le contrôle du soviet de Petrograd [=, p. => et suiv.].

3. La propagation du mouvement des conseils

Caractère général du mouvement de 1917

L'apparition de soviets dans toute la Russie, après la révolution de Février, constitua au plus haut point un phénomène de masse⁶⁵. Ce fut un mouvement spontané en ce sens que les soviets surgirent partout, indépendamment les uns des autres et sans la moindre préparation théorique, en fonction des impératifs de l'heure. L'idée des conseils, d'institutions représentatives mises en place rapidement, avec des moyens simples, en tous lieux et en tout temps, se répandit pour ainsi dire de soi-même parmi les ouvriers et les soldats russes aux yeux desquels le soviet se révélait la forme la mieux adaptée au rassemblement des forces de classe pendant une période de convulsion politique et sociale. Les ouvriers des centres industriels comme les soldats du front et des garnisons ressentaient d'instinct la nécessité d'une organisation autonome capable

d'exprimer leur puissance numérique et leur volonté révolutionnaire. L'hostilité des ouvriers envers les hauts fonctionnaires, les patrons et la bourgeoisie comme telle, de même que la méfiance des soldats à l'égard des officiers, créèrent les conditions socio-psychologiques de l'extension sans précédent du mouvement.

Le facteur déterminant fut cependant, en 1917 comme en 1905, le fait que les travailleurs russes ne disposaient pas d'autres organisations vigoureuses. Ni les partis qui, durant la première révolution, avaient acquis sur les masses une emprise vite reperdue par la suite, ni les syndicats qui, jusqu'en 1917, avaient pareillement végété, n'étaient capables au pied levé de donner une cohésion à d'énormes masses humaines et de les diriger. Les conseils ouvriers pallièrent donc à bien des égards la faiblesse des syndicats et des formations politiques. Il en alla de même pour les conseils de soldats. Les hommes de troupe ne jouissaient d'aucun droit politique, et souvent n'avaient même pas de droits civils. Pour eux, l'institution soviétique était synonyme d'accès à la liberté d'action politique et à l'exercice effectif de leurs nouveaux droits de citoyens. D'où l'impression profonde que l'ordre n° 1 du soviet de Petrograd, véritable déclaration des droits du soldat, produisit dans leurs rangs.

Contrairement aux soviets de 1905, organes issus d'une grève et ayant pour fonction de la gérer qui se transformèrent peu à peu en organes de combat contre l'ordre établi, leurs successeurs de 1917 naquirent indépendamment d'une grève de masse et seulement après la victoire de la révolution. L'ennemi que les soviets de 1905 avaient dû affronter, le régime tsariste et son appareil répressif (police, magistrature, armée), s'était volatilisé. Au lieu d'un combat visant à faire triompher la révolution et à arracher les libertés politiques, il s'agissait maintenant, après la révolution de Février, de consolider et d'étendre le mouvement tout en réorganisant le pays sur les plans politique et social.

Les controverses qui faisaient rage au sein du soviet avaient donc pour objet de fixer les buts à remplir et les moyens d'y arriver. À la différence des conseils de 1905, fondamentalement sans parti et simplement révolutionnaires en général, les soviets de 1917 se métamorphosaient toujours davantage en lieux d'affrontement des diverses tendances politiques. Ils remplaçaient ainsi, au niveau local, des institutions délibératives encore très peu développées, et, au

niveau national, le Parlement lui-même, avec sans doute cette différence essentielle qu'ils ne représentaient qu'une certaine partie de la population. Du point de vue de leur structure interne, ils étaient certes des organes démocratiques. Ne se posaient-ils d'ailleurs en porte-parole de la « démocratie révolutionnaire » ? Mais, à l'échelon national, ils n'en apparaissaient pas moins comme la représentation de catégories sociales déterminées, non comme une institution démocratique universelle.

La question du rapport de cette organisation de classe des prolétaires et des soldats – et, dans une moindre mesure, des paysans – aux pouvoirs publics, à l'État en général, devint donc le problème fondamental du mouvement des conseils et de la révolution russes de 1917. Les bolcheviks, parfaitement conscients de son importance, en firent le leitmotiv de leur tactique. « Tout le pouvoir aux soviets ! » : en lançant ce mot d'ordre, ils cherchaient à ériger les soviets en seuls et uniques détenteurs du pouvoir d'État, appelé par voie de conséquence à revêtir le caractère d'une dictature de classe.

Vu leur structure, personne à l'origine ne songea à voir dans les conseils de futurs organes de pouvoir et de gestion étatiques. Il s'agissait, disait-on, de « purs organismes de combat, correspondant par l'esprit et la structure aux conditions extraordinaires d'une période révolutionnaire⁶⁶ », d'« organes de propagande révolutionnaire⁶⁷ », d'un « rassemblement permanent⁶⁸ », sans fonctions précises ni constitution fixe. Par suite cependant de l'effondrement du pouvoir central et des autorités locales, ces organes s'étaient mués en instances ayant souvent un pouvoir de décision, qui s'ingéraient dans toutes les questions administratives, quand ils ne les réglaient pas eux-mêmes. L'évolution effective des conseils allait donc dans le sens de la revendication des bolcheviks : la proclamation d'une République soviétique.

Les soviets tiraient leur force d'une liaison étroite avec les masses de prolétaires et de soldats au nom desquelles ils agissaient. Des modalités électorales très souples (élections, au niveau de la fabrique ou de la compagnie, de députés en principe révocables à tout instant, réélections fréquentes) faisaient d'eux des baromètres sensibles aux variations des sentiments populaires ; ils étaient donc soumis plus étroitement aux fluctuations politiques que des

institutions représentatives jouissant d'un mandat de durée déterminée et soustraites au contrôle constant de la base. D'où aussi leur principale faiblesse. La radicalisation des masses ne pouvait en effet que se traduire par une radicalisation des soviets. Qu'un groupement dont les objectifs déclarés se trouveraient en rupture avec le caractère démocratique des conseils parviennent, avec l'appui des masses et en leur nom, à prendre en main la direction des soviets, et ceux-ci seraient promptement vidés de leur substance. Et tel fut bel et bien le cas lors de la révolution d'Octobre et de la victoire des bolcheviks. Démocratique à ses débuts, le mouvement des conseils russes fit dès lors fonction de tremplin pour la dictature bolchevique.

Les conseils des députés ouvriers et soldats en province

La marche triomphale de la révolution, partie de la capitale pour gagner la Russie entière et déboucher au bout de quelques jours sur la chute du pouvoir gouvernemental tsariste et des autorités constituées, s'assortit d'une vague d'actions organisées de toutes les catégories sociales qui eut pour expression suprême la formation de soviets dans les villes de tout l'empire, de la Baltique au Pacifique. L'exemple de la capitale eut à cet égard un rôle moteur. De même que la victoire de la révolution à Petrograd se révélait décisive et faisait vibrer le pays, la création du conseil des députés ouvriers et soldats donna en province le branle à la fondation de soviets.

Le mouvement toucha en premier lieu les grandes villes de province, les centres industriels à forte population ouvrière et les villes à garnison nombreuse^{VI}. Des soviets s'y instituèrent presque partout au cours du mois de mars. Ils ne le firent que plus tard dans les villes de moindre concentration ouvrière ou militaire, dans les cercles et bourgs ruraux, dans les régions reculées. Quelques chiffres donneront une idée de la rapidité avec laquelle le mouvement s'étendit pendant les premières semaines de révolution : à la conférence des

soviets de la région de Moscou (25-27 mars) étaient représentés 70 conseils de députés ouvriers et 38 de députés soldats⁷⁰, et à celle du bassin du Donets (mi-mars) 48 soviets ; à Kiev, un congrès régional réunit en avril les délégués de 80 soviets⁷¹. Aucune source ne donne le total exact des conseils de députés ouvriers, soldats et paysans pour l'année 1917 ; il est estimé très grosso modo à 400 en mai, 600 en août et 900 en octobre^{VII}.

À Moscou, ville qui fut la première à réagir aux événements de Petrograd, le bureau du comité central bolchevik lança dans la nuit du 27 au 28 février un appel engageant les travailleurs à élire des députés à un conseil ouvrier⁷³. Au même moment, des membres de gauche de la douma de ville, des représentants du *zemstvo* et de l'union municipale, le groupe ouvrier du CIG et des délégués d'autres organismes publics formèrent un comité révolutionnaire provisoire. Le 28, ce dernier invita ouvriers, soldats et employés à élire leurs représentants au conseil des députés ouvriers⁷⁴. Les élections eurent lieu dans les usines le 1^{er} mars, et le soviet tint le même jour sa première séance, au cours de laquelle un comité exécutif de trois membres fut désigné. Le lendemain le conseil ouvrier s'institua définitivement et, après avoir approuvé des normes de représentation, élut des délégués au soviet de Petrograd et adopta une motion saluant la formation du gouvernement provisoire⁷⁵. Contrairement à Petrograd, il n'y eut pas à Moscou d'assemblée commune aux députés ouvriers et aux députés soldats ; ceux-ci élurent le 4 mars un conseil qui devait collaborer assurément avec son homologue ouvrier, mais siégeant tout à fait indépendamment de lui⁷⁶.

Le soviet ouvrier de Moscou ne le cédait pour le nombre de députés qu'à celui de Petrograd. Il en comptait 700 au 1^{er} juin, dont 536 ouvriers d'usine ; les autres étant soit des employés soit des membres des professions libérales. Le comité exécutif avait alors 75 membres. De la création de leur fraction, le 19 mars, jusqu'à ce moment-là, les bolcheviks avaient vu le nombre de leurs délégués passer de 51 à 205. Malgré cela ils restaient minoritaires face à 172 mencheviks, 34 sociaux-démocrates unifiés, 110 socialistes-révolutionnaires, 54 sans parti et divers⁷⁷. Le soviet de Moscou, lui aussi, avait mis en place de nombreuses commissions spécialisées et un appareil

administratif appelé à connaître une prolifération rapide⁷⁸. Comme à Petrograd encore, chaque quartier de la ville avait son conseil propre doté d'un comité exécutif et de commissions autonomes⁷⁹. Et, de même que dans la capitale du Nord, les bolcheviks devinrent majoritaires dans la plupart d'entre eux avant de l'être au soviet de ville⁸⁰. La fréquence élevée et l'irrégularité des nouvelles élections de députés – il en fut par exemple élu 167 nouveaux en mai – amenèrent la majorité du soviet à prendre des mesures visant à garantir l'honnêteté et la surveillance rigoureuse des consultations⁸¹.

Concernant la fondation des soviets locaux, l'initiative revint tantôt à des ouvriers de la base, tantôt aux organisations des partis socialistes, aux membres ouvriers des CIG ou aux soldats en garnison⁸². Les soviets s'organisèrent soit sur le modèle de Petrograd, soit sur celui de Moscou, c'est-à-dire qu'en certaines villes il y eut d'emblée un conseil commun aux députés ouvriers et soldats (à Krasnoïarsk, Saratov, Cronstadt, par exemple), alors qu'en d'autres les conseils, séparés à l'origine, fusionnèrent ensuite (à Iekaterinoslav, notamment) et qu'ailleurs, enfin, ils restèrent distincts (ainsi à Kharkov). Les députés différaient souvent d'avis quant à l'opportunité d'unifier les deux sections : de nombreux députés ouvriers, désireux de préserver dans toute sa pureté le caractère de classe du conseil prolétarien, craignaient de le voir submergé par la masse paysanne des soldats ; en sens contraire, ces derniers – la plupart du temps sous l'influence des officiers – tenaient fréquemment à disposer de conseils propres, autonomes⁸³.

Exactement comme dans la capitale, la prépondérance des députés soldats était en bien des cas favorisée par les modalités électorales. Par exemple, à Saratov, 350 ouvriers élisaient deux délégués, tandis que chaque compagnie (250 hommes) avait droit, elle aussi, à deux délégués ; à Toula, il y avait deux députés pour 500 ouvriers et un par compagnie ; à Ivanovo-Voznessensk, un pour 500 à 1 000 ouvriers et un autre pour chaque millier supplémentaire, mais, chez les soldats, chaque compagnie disposait d'un représentant⁸⁴.

Lors des élections des délégués ouvriers, les petites entreprises se trouvaient bien souvent favorisées par rapport aux grandes, car les fabriques à effectif plus

faible s'efforçaient d'envoyer au soviet un député à elles. À Moscou, les ouvriers choisissaient leurs députés dans la proportion d'un pour mille, mais une fabrique avait droit à trois délégués au maximum. C'est ainsi qu'une usine de 1 500 ouvriers avait autant de sièges au soviet qu'une autre de 3 000. Les fabriques et les ateliers de Samara élurent un député pour 20 à 100 ouvriers, deux pour 200 à 300, trois pour 300 à 1 000, cinq pour 1 000 à 2 000⁸⁵. Peu de temps après, on chercha dans les soviets de province, comme on l'avait fait à Petrograd, à régler strictement les élections qui, pendant les premières semaines de révolution, s'étaient déroulées dans la confusion et l'arbitraire, et l'on rendit publiques des instructions précises⁸⁶. Nonobstant, les soviets étaient bien loin de réaliser au sein des masses d'ouvriers et de soldats le principe de l'égalité de suffrage.

D'un soviet à l'autre, on enregistrait des fluctuations d'effectif à l'avenant des normes de représentation. Voilà qui ressort de l'exemple de quelques villes de la région de Moscou : à Toula, 350 députés ; à Orel, 162 ; à Voronej (pour 20 000 ouvriers) 140 ; à Tver (pour 35 000 ouvriers), 89⁸⁷. Au mois d'avril, le conseil ouvrier et soldat de Krasnoïarsk rassemblait 320 députés⁸⁸ et le conseil ouvrier de Kiev, 444⁸⁹ ; en mai, le conseil des députés ouvriers, soldats et marins de la base navale de Cronstadt comptait plus de 300 membres⁹⁰.

Pendant les premiers mois de révolution, les soviets se caractérisèrent en province, plus encore que dans les deux capitales, par l'indistinction politique ; tandis que les lignes de clivage entre partis restaient floues dans leur sein, la plupart des députés se disaient sans parti, rigoureusement apolitiques. Les ouvriers avaient élu de préférence des gens qu'ils connaissaient, sans trop s'interroger sur leurs appartenances politiques respectives ; presque toujours, il suffisait au candidat de se présenter comme un « révolutionnaire ». L'origine socio-politique des députés était donc des plus variées ; les soviets comprenaient non seulement des militants socialistes, mais aussi des syndicalistes, des coopérateurs, d'anciens membres des « groupes ouvriers » des CIG, des dirigeants de caisses-maladie, voire de hauts fonctionnaires⁹¹. Il était fréquent, dans les premiers temps, de voir des officiers figurer dans les soviets de soldats.

Ainsi le comité exécutif du conseil de soldats d'Iekaterinbourg réunissait 17 soldats et 10 officiers ; à Odessa, le bureau du conseil des soldats et marins, présidé par un capitaine, se composait de 4 officiers, 2 enseignes et 8 soldats⁹². À Koursk, un soviet d'officiers s'institua pendant les premiers jours de révolution ; une fois complété par l'élection de députés soldats, il prit le nom de « soviet des délégués militaires »⁹³. Partout où les conseils de soldats avaient une constitution distincte et où la population ouvrière était faible, les officiers jouissaient le plus souvent d'une grande influence au sein des soviets. À mesure toutefois que la révolution évoluait, cette influence alla diminuant sans cesse.

Sans adhérer pour autant à un parti déterminé, la masse des délégués était en général révolutionnaire. Les formations socialistes ne virent que progressivement grandir leur audience et augmenter le nombre de leurs militants membres des soviets, où mencheviks et socialistes-révolutionnaires avaient une importance de loin prépondérante, en fonction du rapport de forces établi dans les deux capitales. Comme ils bénéficiaient du soutien des députés sans parti, d'accord avec eux sur les grandes questions politiques, l'opposition bolchevique se trouva, durant les premiers mois de révolution, condamnée à jouer les utilités. À Iouzovka, dans le bassin du Donets, sur les 300 membres du soviet, fondé le 5 mars, 20 étaient mencheviks et 4 bolcheviks ; lors de la première séance du soviet d'Iekaterinbourg, on recensa 14 députés bolcheviks et 15 à Saratov, en mars ; à Kiev, jusqu'aux réélections de septembre, ils étaient 62 contre 131 mencheviks et à Bakou de 20 à 25 sur 300 députés. Jusqu'au printemps de 1917, mencheviks et bolcheviks militaient, dans un grand nombre de villes, au sein d'une organisation unifiée, si bien que les seconds ne devaient former que par la suite une fraction distincte du soviet⁹⁴. Ce fut seulement dans quelques bases de la mer Baltique, à Cronstadt surtout, qu'ils acquirent relativement tôt, grâce à une propagande intense parmi des marins de toute façon extrémistes, une forte emprise sur les conseils. Au soviet de Cronstadt on comptait en mai 112 socialistes-révolutionnaires, 107 bolcheviks, 97 sans parti et 30 mencheviks⁹⁵.

Couvrant tout le territoire russe, le réseau des conseils locaux de députés ouvriers et soldats constituait en quelque sorte la charpente osseuse de la

révolution. Du seul fait de leur existence, ils rendaient extrêmement ardue, voire impossible, toute tentative de retour au passé. Lieux de rencontre entre la masse des gens simples et les intellectuels révolutionnaires, les soviets vivaient un incessant brassage d'idées. Hier organisations de masse, sans plus, ils se transformaient maintenant en concurrents des autorités gouvernementales et, à l'échelon local, en pouvoirs clairement autonomes. Mais il n'était pas encore question du problème que cette évolution ne manquait pas d'engendrer : celui de la « dualité du pouvoir ».

Les conseils de soldats du front

Les conseils de soldats des villes de garnison servaient d'organes de représentation politique en général à la masse des soldats révolutionnaires. Parallèlement à eux, des comités de soldats élus s'instituèrent dans toutes les unités militaires.

Aux termes de l'ordre n° 1 promulgué le 1^{er} mars par le soviet de Petrograd, les compagnies, bataillons et régiments d'infanterie ainsi que les unités équivalentes des autres armes, les services auxiliaires de l'armée et les équipages de la flotte étaient tenus d'élire des comités d'hommes de troupe [⇒, p. ⇒]. Bien que le décret ne concernât que les soldats de la région militaire de Petrograd et qu'un ordre n° 2 vînt peu de jours après restreindre expressément son champ d'application à la seule capitale⁹⁶, la nouvelle de la formation de comités autonomes de soldats se répandit aussi vite que la nouvelle de la révolution elle-même. Quelques jours après, en effet, les soldats du front se mettaient déjà à élire leurs conseils⁹⁷. Quoique la plupart des chefs d'unité fussent hostiles à ces élections et que bien des corps de troupes, dans l'artillerie surtout, eussent en premier lieu gardé une attitude expectante, la diffusion de la « *komitetchina* » ne s'arrêta pas pour autant. Au bout de quelques semaines, le généralissime Alekseïev, avec l'accord du gouvernement provisoire et sur les instances du soviet de Petrograd, sanctionna le mouvement et réglementa l'élection de

comités de troupe par un ordre du jour en date du 30 mars⁹⁸. Chaque compagnie, escadron ou batterie se voyait appelé à désigner un comité de trois soldats et d'un officier. Ce comité était chargé de faire la liaison entre le commandement et la troupe, de régler les questions d'intendance, et de tours de permission, de veiller à rehausser le niveau culturel et politique des soldats. L'état-major du généralissime prévoyait, outre ces institutions permanentes, la tenue de congrès de députés d'armée et de front ainsi qu'un congrès central, lequel choisirait en son sein un conseil central composé de 11 officiers et de 22 soldats. Le 16 avril, un décret définitif vint remplacer l'« ordonnance provisoire » du 30 mars, mais ne la modifia guère que sur des points secondaires, en élevant par exemple à sept membres l'effectif des comités de compagnie⁹⁹. En mai, finalement, la formation de comités de division et de corps d'armée fut à son tour édictée.

En vertu de ces dispositions, la formation spontanée de conseils de soldats se trouva organisée, systématisée, sans rien perdre pour l'essentiel de son caractère originaire. Pendant les premiers jours de révolution, les soldats mutinés, tant dans la capitale et d'autres villes qu'au front, et, plus encore, les marins s'étaient livrés à des voies de fait sur la personne d'officiers particulièrement détestés, mais, en outre, ils avaient pris sur eux-mêmes de destituer les officiers et d'en élire d'autres à la place. Bien qu'il ne parlât pas expressément d'élections pareilles, l'ordre n° 1 paraissait y inviter. C'est pourquoi le soviet de Petrograd dut en toute hâte déclarer expressément, par l'ordre n° 2, que le décret précédent « ne prévoyait nullement que les comités devraient élire les officiers de chaque unité¹⁰⁰ ». Car, tout en contribuant à démocratiser radicalement l'armée, ces élections avaient en même temps pour effet de porter un coup fatal à la discipline. Si désireuse qu'elle fût d'appliquer le plus largement possible le principe de l'« auto-administration de l'armée révolutionnaire », la majorité du soviet de Petrograd, aux mains de mencheviks et de S-R partisans d'une guerre de défense, se vit donc contrainte de mettre un frein à ce processus. Une partie des chefs d'unité réclamaient la dissolution des comités de soldats des régiments du front. Mais c'était là chose inconcevable. Une seule voie restait ouverte par

conséquent : les autoriser officiellement – ce qu’avait fait l’ordonnance susmentionnée – ; quitte à les empêcher d’étendre leur sphère d’activités. Sans doute ces comités étaient-ils chargés avant tout de faire valoir les intérêts des soldats en tant que tels, mais ils avaient aussi pour mission d’insuffler aux hommes de troupe une nouvelle conscience civique et politique et, entre autres, de préparer les élections à l’Assemblée constituante. Un champ très large s’ouvrait ainsi à la propagande et à l’agitation politiques au sein de l’armée et, si cela fit tout d’abord l’affaire de la majorité modérée des soviets, le bolchevisme devait par la suite y trouver, lui aussi, son compte ¹⁰¹.

Des liens étroits unissaient en général les comités de soldats et les soviets locaux. Dans les villes de garnison de l’arrière, les députés élus par les soldats au soviet local étaient en même temps membres d’un conseil de compagnie ou de régiment ¹⁰². Cette double implantation n’existait pas dans les unités du front qui trouvaient dans les congrès d’armées ou de fronts des succédanés, pour ainsi dire, des soviets de l’arrière. De leur côté, les conseils d’ouvriers et soldats des villes les plus importantes envoyaient souvent des délégations ou des émissaires spéciaux aux troupes du front afin de rester en contact direct avec elles. Dès les premières semaines de révolution, le soviet de Petrograd leur dépêcha des commissaires qui avaient pour mission d’instruire les soldats des événements en cours et d’étendre son autorité sur l’armée ¹⁰³. Par la suite, Kerenski, devenu ministre de la Guerre, reprit l’institution à son compte et, avec l’accord du comité exécutif du soviet, expédia sur le front des commissaires du gouvernement chargés de veiller à ce que l’action des conseils de soldats n’empiétât pas sur les attributions et prérogatives du commandement ¹⁰⁴. Plus ces commissaires cherchaient à renforcer la cohésion de l’armée, plus ils allaient vers un conflit ouvert avec les comités au sein desquels, chaque jour un peu plus, « l’aspiration élémentaire au rétablissement de la paix submergeait toutes les autres ¹⁰⁵ ».

Le rôle des conseils de députés soldats du front donna lieu d’emblée à de chaudes controverses entre démocrates et conservateurs. Tandis que ces derniers tenaient les comités pour les principaux responsables du dépérissement de la

discipline militaire, les premiers faisaient ressortir que l'apparition de ces organismes, comme la révolution des soldats en général, était l'effet, non la cause, d'un processus de décomposition à l'œuvre depuis longtemps au sein de l'armée russe. Il y avait effectivement interaction de la cause et de l'effet : produits du déclin de l'armée, les conseils de soldats, à leur tour, contribuaient incontestablement à désagréger le potentiel de combat national. Pendant la première phase de révolution, tant que les comités, tout en étant révolutionnaires, repoussaient les thèses bolcheviques, ils freinèrent cette tendance. Stepun, lui-même à l'époque délégué du front sud-ouest et bien placé pour observer les activités des conseils de soldats, souligne que « si les comités n'avaient pas fait office de tampon, la masse des soldats aurait très vite refusé toute obéissance et basculé dans le camp des bolcheviks ¹⁰⁶ ». Seuls l'échec de l'offensive lancée par Kerenski en juin-juillet, la prolongation à n'en plus finir des hostilités et la ruine croissante du pays transformèrent les conseils de soldats du front – mais, en règle générale, bien après les soviets de l'arrière – en artisans du passage au bolchevisme des unités combattantes lors de la révolution d'Octobre.

Les conseils paysans

Pas un paysan ne participa directement à la révolution de Février, et les événements de Petrograd n'affectèrent en rien, tout d'abord, la vie rurale. Mais l'annonce des troubles révolutionnaires qui secouaient les grandes villes eut bientôt pour effet de faire fermenter à leur tour les masses des campagnes. Comme tel avait déjà été le cas pendant la révolution de 1905-1906, le mouvement paysan retarda dans le temps autant que par le degré d'organisation sur le mouvement ouvrier des villes. Il fut à l'apogée au cours des semaines qui précédèrent et suivirent la révolution d'Octobre, dont il devait être l'un des principaux préalables. À la base de la révolution agraire se trouvait la revendication séculaire du transfert au « peuple », c'est-à-dire aux paysans, de la propriété du sol dans son ensemble, et donc de l'expropriation et du partage des

domaines de la couronne, de l'État, du clergé et des propriétaires fonciers. Moins les paysans cessaient de croire à la possibilité de réaliser cela rapidement, par des voies légales et pacifiques, plus les soulèvements et les expropriations de terre se multipliaient dans les campagnes^{VIII}. Un rôle particulier revint à cet égard aux soldats, permissionnaires, réformés ou déserteurs retour du front, ainsi qu'aux ouvriers des villes voisines par l'intermédiaire desquels la propagande politique faisait irruption au village¹⁰⁸.

La paysannerie russe était avant la révolution de 1917 moins bien organisée encore que la population ouvrière. Désormais, à l'instar des autres catégories sociales, elle était saisie d'une fièvre d'organisation. À l'initiative des *zemstvos*, des coopératives agricoles, de l'« intelligentsia » rurale des instituteurs, des agronomes, etc., on vit naître des comités élus aux appellations les plus diverses (comités paysans, comités agraires, comités de souveraineté populaire et autres) qui s'installaient à la place des anciennes autorités locales évincées. Le 21 avril 1917, le gouvernement provisoire décida la création d'un comité central coiffant les comités agraires de gouvernements, de cercles et de districts, chargés en premier lieu de recueillir toutes données utiles à la réforme agraire, de veiller à l'application des ordonnances gouvernementales et de régler de façon autonome les questions agraires d'ordre local¹⁰⁹. Du point de vue formel, il s'agissait donc d'organismes soumis au pouvoir central, mais, en fait, les comités agraires se transformaient toujours davantage en instruments de la révolution paysanne et n'hésitaient pas à prendre des mesures radicales contre les propriétaires fonciers (abattage des forêts, réquisition des récoltes et du matériel agricole, appropriation des terres, etc.)¹¹⁰.

Les soviets des députés paysans, organisations révolutionnaires spécifiques de la classe paysanne correspondant aux conseils d'ouvriers et de soldats, mirent du temps à faire leur percée aux côtés des comités agraires, institutions officiellement reconnues. Ce furent les « paysans en tunique », les soldats, qui assumèrent l'initiative de les fonder. Le 6 mars, à l'instigation du conseil des députés ouvriers et du conseil des députés soldats de Moscou, des délégués de villages de la région se réunirent pour délibérer, et le 18, à la suite cette fois d'un

appel de l'Union des coopératives moscovites, un soviet paysan fut formellement mis en place ¹¹¹.

À Petrograd, un « conseil des députés paysans de la garnison », institué à la mi-avril, rassemblait 280 députés élus par les hommes de troupe. Agissant en qualité de représentation particulière des soldats-paysans auprès du soviet général, il visait avant tout à faire de la propagande orale et écrite en faveur de l'expropriation sans indemnités des terres ¹¹². Le conseil des députés soldats de Louga, l'un des plus importants de la zone du front, entreprit dès le mois de mars d'organiser les populations rurales. Il envoya des délégués dans les villages inciter les paysans à créer des comités agraires, et publia un règlement provisoire de gestion. Un congrès paysan, qui réunit 120 personnes, décida de fusionner avec le soviet de Louga, lequel s'était entre-temps élargi par adjonction de députés ouvriers : le premier conseil commun aux ouvriers, soldats et paysans était né ¹¹³.

Fait notable, les premiers conseils paysans de Russie s'instituèrent non pas à l'échelon le plus bas, au village, mais au cœur des villes ¹¹⁴. De mars à mai 1917, vingt conseils paysans de gouvernement furent fondés dans des chefs-lieux de gouvernement, à l'issue de conférences rassemblant des délégués paysans, des intellectuels et des militants de partis politiques, des S-R en particulier ¹¹⁵. Le I^{er} congrès panrusse des députés paysans, qui tint ses assises à Petrograd du 4 au 28 mai 1917, représenta une étape importante dans le développement du mouvement des conseils ¹¹⁶. Il fut préparé et convoqué par l'Union panrusse des paysans, celle de 1905 maintenant reconstituée ^{IX}, par les coopératives et par le Parti socialiste-révolutionnaire. Tous les paysans de dix-huit ans révolus avaient été appelés à désigner leurs députés à raison d'un pour 150 000 habitants et au scrutin à deux degrés. Sur les 1 115 délégués qui prirent part au congrès, 571 se déclarèrent S-R et 14 seulement bolcheviks ¹¹⁸. Il devait faire contrepoids au I^{er} congrès des soviets de députés ouvriers et soldats qui s'ouvrit peu de temps après. Mais alors que ce dernier pouvait se poser en représentant d'une foule de soviets locaux, le congrès paysan se réunit avant que l'essor des conseils paysans n'eût véritablement commencé dans les villages.

Comme le congrès paysan l'avait proposé, un grand nombre de conseils paysans se formèrent pendant les mois suivants au niveau des gouvernements, cercles et districts. Mais le nombre des soviets de village devait rester très faible, au premier chef parce que la survivance des assemblées villageoises (« *skhody* ») y rendait superflue l'existence d'organismes spéciaux. À la fin de juillet 1917, on recensait 52 conseils paysans de gouvernement (sur les 78 que la Russie comptait au total), 371 de cercles (sur un total de 813), les districts étant en revanche infiniment moins bien partagés ¹¹⁹. Dans le gouvernement de Samara, par exemple, où la progression des soviets ruraux avait été relativement vigoureuse, il n'existait en juillet que 32 conseils de district et de village, et, dans celui de Voronej, en septembre, que 64 conseils de district ¹²⁰. Quant aux conseils de salariés agricoles, dont Lénine s'était d'emblée institué l'ardent propagandiste, on n'en trouvait que quelques exemples dans les provinces baltes ¹²¹.

Les conseils paysans des divers niveaux demeurèrent en général indépendants des conseils de députés ouvriers et soldats qui siégeaient parallèlement à eux. Rares furent les cas d'unification des premiers et des seconds, un peu plus nombreux ceux de congrès unifiés au niveau d'un gouvernement et de sessions communes de comités exécutifs. En effet, les S-R, nettement majoritaires au sein des conseils paysans, craignaient toujours davantage d'être débordés par les conseils ouvriers et soldats plus extrémistes et se refusaient par conséquent à l'unification. Ce ne fut qu'après la révolution d'Octobre que les bolcheviks réussirent, non sans difficultés du reste, à fondre en une seule les deux lignes d'organisations soviétiques.

L'organisation panrusse des conseils

Au cours des semaines qui suivirent la révolution de Février, le soviet de Petrograd fut l'incarnation même de la Russie révolutionnaire. Sa force d'attraction s'étendait à l'ensemble du territoire et les soviets des autres villes

envoyaient des délégations dans la capitale ou entretenaient un observateur permanent au soviet. Par ailleurs, les soviets de villes voisines ne tardèrent pas à tisser entre eux des liens étroits. Les premières conférences de gouvernement et de région eurent lieu en mars et se transformèrent fréquemment en congrès officiels, dotés d'un comité exécutif et d'un bureau^x. On vit aussi certains conseils de soldats se mettre en rapport avec ceux de régions souvent éloignées, ainsi le soviet d'Helsingfors expédia des députations à la flotte de la mer Noire et à diverses armées du front¹²². De même que les conseils de soldats s'associaient de la sorte, les conseils de marins, œuvrant de concert avec les soviets locaux de Cronstadt, d'Helsingfors et d'Odessa, s'unifièrent au sein d'organisations de flotte, dont l'une, la « Centrobalte », commença de jouer bientôt un rôle de tout premier plan. En juin fut institué un comité général de la flotte, lequel regroupait des délégués de toutes les forces navales¹²³.

C'est ainsi, en partant de la base, que se mit en place une sorte de confédération informelle dont la première manifestation organisée fut la I^e conférence panrusse des soviets de députés ouvriers et soldats (29 mars-3 avril 1917)¹²⁴. À l'origine, cette assemblée devait servir de lieu de rencontre aux représentants des cinquante conseils les plus importants¹²⁵, mais en fin de compte elle réunit 480 délégués du soviet de Petrograd, 138 de soviets locaux, 7 d'armées, 13 d'unités d'étape et 26 d'unités de front, parmi lesquels les députés soldats l'emportaient de loin par le nombre¹²⁶. La conférence vota des résolutions conformes à la politique adoptée par la majorité du soviet de la capitale : soutien du gouvernement provisoire, sous contrôle des conseils, et continuation de la guerre de défense¹²⁷. Elle recommanda aussi la création accélérée de soviets en province, l'unification au niveau régional des conseils d'ouvriers et soldats fonctionnant jusqu'alors de façon séparée et l'établissement de liaisons avec les organisations paysannes. Enfin, dix délégués des soviets de province et six des soviets d'armée furent cooptés au soviet de Petrograd, érigé dès lors en représentation provisoire des conseils de Russie¹²⁸.

La diffusion toujours plus ample du mouvement des conseils rendit indispensable la création d'un organe représentatif suprême, incarnant la volonté

politique de la « démocratie révolutionnaire » et coiffant l'ensemble des soviets locaux. À quoi vint s'ajouter au début de mai le besoin impérieux que ressentait les dirigeants des partis majoritaires dans les soviets, qui soutenaient à fond le gouvernement provisoire, de faire approuver leur politique par une représentation douée d'une large base nationale. C'est pourquoi le comité exécutif élargi du soviet de Petrograd, par une proclamation en date du 9 mai, invita les conseils à élire leurs délégués à un I^{er} congrès panrusse des soviets de députés ouvriers et soldats dont les assises devaient se tenir dans la capitale. Les modalités électorales étaient on ne peut plus simples : les proportions fixées furent en effet de 2 délégués pour les soviets représentant de 25 000 à 50 000 habitants, 3,75 pour 100 000, 4 pour 100 000 à 150 000, 5 pour 150 000 à 200 000, 6 pour 200 000 et 8 au-dessus de ce chiffre. Les soviets de moindre importance se virent proposer soit de s'unir à d'autres soit d'envoyer des délégués à voix seulement consultative. Quant aux délégués de front, ils seraient désignés par les congrès d'armée¹²⁹. Sur la base de ces normes, qui ne furent pas strictement respectées, il est vrai, le congrès représenta quelque vingt millions d'hommes, la moitié tout juste du nombre de citoyens qui plus tard prirent part aux élections à l'Assemblée constituante¹³⁰. Ouvert le 3 juin, le congrès siégea jusqu'au 24 du même mois ; dans les conditions du moment, à défaut d'un Parlement élu au suffrage universel, il constitua le corps représentatif indiscutablement le plus démocratique de Russie.

Sur les 1 090 délégués, qui représentaient 305 soviets locaux d'ouvriers et de soldats, 53 organes soviétiques régionaux et 21 organisations d'armée, 822 avaient voix pleinement délibérative. On comptait parmi eux 283 S-R et 248 mencheviks, soit une majorité écrasante par rapport aux 105 bolcheviks, à quelques membres de groupuscules socialistes et à 73 sans parti¹³¹. C'est à la prépondérance qu'ils exerçaient dans les soviets de province et les organisations de front que les deux formations modérées étaient surtout redevables de leur suprématie écrasante au congrès. À Petrograd même, les bolcheviks disposaient en effet, dès ce moment, d'une audience considérable^{XI}. La majorité modérée n'eut pas de mal à imposer ses vues et le jour où Lénine proclama, pour la

première fois en public, que son parti visait à prendre seul le pouvoir, il déclencha une vague d'hilarité ¹³².

Avant de se séparer, les congressistes élurent un comité exécutif central de Russie, organe suprême des soviets pour l'ensemble du pays. Le comité exécutif central (CEC), avec plus de 250 membres, constituait lui-même un petit soviet. Il était habilité à trancher toutes les questions politiques qui viendraient à se poser, sur la base des directives fixées par le congrès panrusse. Par sa composition politique, il correspondait au rapport de forces existant au sein du congrès : 104 de ses membres étaient mencheviks, 100 S-R, 35 bolcheviks et 18 socialistes d'autres tendances ¹³³. Lors de sa première séance, le CEC se dota d'un présidium de neuf personnes, avec Tcheidze à sa tête, et d'un bureau de cinquante membres, en nombre également proportionnel à la puissance respective des partis ¹³⁴. Des sections particulières devaient traiter des affaires concernant qui les soldats, qui les ouvriers ; en outre, dix-huit services, divisés à leur tour en multiples commissions, étaient chargés de domaines spécifiques ¹³⁵. Ainsi, comme tel avait déjà été le cas du soviet de Petrograd, un puissant appareil administratif, occupant des centaines d'employés, vit le jour.

Dès le 18 juin, le comité exécutif du congrès panrusse des paysans (S-R homogène, il comprenait notamment Tchernov, Avksentiev et Ekaterina Brechko-Brechkovskaïa) décida de tenir désormais des réunions communes avec le CEC afin de régler les questions politiques au jour le jour. Cette collaboration des deux organes suprêmes de la représentation soviétique eut pour effet de renforcer encore l'aile droite de la « démocratie révolutionnaire ». Jusqu'au II^e congrès des soviets en octobre et jusqu'au II^e congrès paysan en décembre, respectivement, aucun changement ne survint dans la composition politique des deux organes dont l'importance et l'influence allaient cependant diminuant de plus en plus.

L'organisation panrusse des conseils, telle qu'elle prit forme à l'issue du I^{er} congrès des soviets, ne constituait nullement une structure rigide de la base au sommet, et jouissant de compétences clairement définies. Quoique élu par le congrès, le CEC n'avait en droit comme en fait aucun pouvoir sur les soviets

qu'il était censé diriger. Au contraire, ceux-ci restaient parfaitement libres de décider à leur guise, la situation s'accommodant assez peu d'une subordination à une autorité centrale, et cela quand bien même ils se conformaient à l'exemple de la capitale. Tant que la couleur politique des conseils locaux correspondit à celle du CEC, une certaine unité d'action persista aux deux niveaux. Mais, dès que cette couleur se mit à changer, les soviets locaux furent à même de tenir tête au CEC et de faire pression sur lui de leur province. Tel fut justement le cas à la veille de la révolution d'Octobre.

Si le CEC n'eut qu'une importance relativement mince en pratique, ce fut en outre par suite de sa rivalité avec le soviet de Petrograd. Ce dernier, en sa qualité de soviet le plus ancien et le plus considérable, jouissait en province, après le I^{er} congrès panrusse, d'une audience aussi étendue que celle du CEC. Bien qu'il eût cédé une partie de ses prérogatives au nouvel organe central, les autres conseils s'intéressaient à ses faits et gestes et les reprenaient à leur compte bien plus qu'ils ne se souciaient des décisions du CEC, qui restaient souvent sur le papier. Ce fait devait avoir une importance décisive le jour où les bolcheviks mirent la main sur le soviet de Petrograd, donnant ainsi le branle à la bolchevisation des soviets de province.

Les comités de fabrique

Au moment même où les conseils de députés ouvriers faisaient leur apparition en tant qu'organes représentatifs généraux de la classe laborieuse, des comités particuliers, les comités de fabrique surgissaient à l'échelon le plus élémentaire. Comme nous l'avons vu ci-dessus, il s'agissait là de la forme la plus ancienne du mouvement ouvrier russe autant que de la base sur laquelle les soviets de 1905 s'étaient édifiés. Pourtant, à l'exception des dispositions très restrictives de la loi de 1903 sur les doyens de fabrique, jamais ces comités n'avaient fait l'objet d'une reconnaissance légale.

La révolution de Février fit sauter ces obstacles à la formation de comités de fabrique ¹³⁶. Dès le 5 mars, le soviet de Petrograd lançait un appel en ce sens et, le 10, il signait avec le patronat un accord consacrant l'entrée en vigueur de la journée de huit heures et la mise en place de « conseils d'anciens » (« *sovety starost* ») dans les usines ¹³⁷. Le 13 avril, le gouvernement provisoire réglementait l'institution nouvelle. Celle-ci se voyait fixer comme attributions de représenter les travailleurs auprès de la direction des entreprises dans les questions de salaires, de temps et de conditions de travail, etc., de faire valoir leurs intérêts face aux services étatiques et sociaux, de veiller à leur formation professionnelle et culturelle. Des chambres de conciliation étaient chargées d'arbitrer les différends entre employeurs et comités de fabrique ¹³⁸.

Les comités de fabrique de Petrograd se constituèrent avec le temps en une organisation solide qui, à certains égards, faisait concurrence au conseil des députés ouvriers. Ils fusionnèrent avec les conseils de rayon qui élurent leurs représentants à un conseil central coiffé par une commission exécutive ¹³⁹. Il n'existait aucune délimitation de fonctions entre le soviet et le conseil central des comités de fabrique, mis à part le fait que le premier s'occupait surtout de questions politiques et les seconds de problèmes économiques et autres affaires internes aux entreprises. Toutefois, comme les comités de fabrique se trouvaient en liaison constante et directe, sur les lieux de travail, avec les ouvriers, leur rôle révolutionnaire s'accrut dans la mesure même où le soviet s'institutionnalisait et perdait petit à petit le contact avec les masses. Aux yeux de la majorité non bolchevique du soviet, la stabilité moindre des comités, dont la composition se renouvelait sans cesse, démontrait l'immatunité des travailleurs russes, encore visiblement inaptes à la « dictature du prolétariat » ¹⁴⁰ ; mais, pour les bolcheviks, ces mêmes comités constituaient un instrument de propagande idéal.

Les comités de fabrique se transformèrent donc en bastions du Parti bolchevique bien avant les conseils des députés. C'est ce que révélèrent déjà, par exemple, les élections qui eurent lieu à la mi-avril aux importantes usines Poutilov : sur 22 élus, on comptait 6 bolcheviks et 7 sans-parti sympathisant avec eux ¹⁴¹. La I^{re} conférence des comités de fabrique de Petrograd réunit

499 délégués, dont 261 métallurgistes, désignés par 172 comités, formaient le groupe professionnel le plus nombreux¹⁴². Elle adopta par 297 voix contre 21 et 44 abstentions une motion de clôture qui, présentée par Zinoviev, réclamait l'établissement du contrôle ouvrier dans les organes économiques centraux de l'État et dans les usines¹⁴³. Les bolcheviks obtinrent aussi la majorité au conseil central élu par la conférence. Par la suite, lors de la II^e conférence de ville (7-12 août), la résolution du VI^e congrès du Parti bolchevique sur le contrôle ouvrier recueillit 213 voix contre 26 et 22 abstentions¹⁴⁴. À Moscou, en revanche, cette même résolution ne fut approuvée que par 191 délégués sur les 682 qui participèrent en juillet à la conférence de ville des comités de fabrique où les mencheviks avaient toujours la prépondérance¹⁴⁵. Ce fut à la veille de la révolution, du 17 au 22 octobre, qu'à l'initiative des comités de Petrograd se tint la première et la seule conférence pansrusse des comités de fabrique. Celle-ci refléta par sa composition le triomphe de l'extrême gauche dans les rangs de la classe ouvrière des grandes villes : sur 167 délégués, on recensa 96 bolcheviks, 24 S-R, 13 anarchistes, 7 mencheviks, 5 maximalistes, 1 menchevik-internationaliste et 21 sans-parti¹⁴⁶.

La révolution eut pour conséquence naturelle d'exacerber les luttes économiques. Dans ce cadre, les comités de fabrique devaient être les véritables protagonistes de l'affrontement du capital et du travail. Ils reléguèrent à l'arrière-plan les syndicats qui, après la révolution de Février, cherchaient de leur côté à se reconstituer. Mais les syndicats avaient besoin de délais plus longs pour s'implanter vigoureusement et ne touchaient qu'une partie des travailleurs. En outre, leurs dirigeants, des mencheviks en grande majorité, se gardaient d'intervenir carrément dans le domaine de la production^{XII}. Ce furent donc les comités de fabrique qui s'en chargèrent d'emblée, sans guère se soucier des limites que la loi assignait à leurs compétences. Les ouvriers d'un grand nombre d'usines avaient commencé de s'ingérer dans les questions d'administration et de direction technique, voire de chasser de l'entreprise le patron et les ingénieurs. Lorsque l'employeur décidait de mettre la clé sous la porte, il était

fréquent de voir le comité de fabrique prendre en main la gestion de l'établissement. Et l'on pouvait entendre déclarer dès mai 1917 :

Les comités ne reculent pas devant des empiétements sur la vie économique. En vérité, ils y ont même été contraints, car, s'ils ne l'avaient pas fait, autant de fabriques auraient dû fermer. Des masses énormes d'ouvriers se seraient retrouvées sur le pavé et l'armée toujours plus nombreuse des chômeurs aurait sans cela grossi encore plus ¹⁴⁸.

En lançant sous forme de mot d'ordre la formule du « contrôle ouvrier », qui constituait un article essentiel de leur programme, les bolcheviks contribuaient à entretenir l'incapacité de faire face à la situation par des mesures raisonnées à laquelle la dislocation progressive de l'économie avait pour effet de réduire le gouvernement provisoire, autant qu'à attiser le mouvement spontané qui tirait son origine de la radicalisation des masses ouvrières. Ils encourageaient ainsi – pour des raisons tactiques sur lesquelles nous reviendrons – les tendances anarcho-syndicalistes et libertaires qui se faisaient jour dans les comités de fabrique et qui visaient à instaurer un pouvoir ouvrier dans chaque entreprise séparément, sans le coiffer d'une direction centralisée, ni tenir compte de l'ensemble des réalités économiques – programme donc singulièrement confus. Alors que les mencheviks et les dirigeants syndicaux préconisaient un contrôle étatique de la production, conformément aux principes socialistes généralement reçus, les comités de fabrique se prononçaient la plupart du temps pour une mainmise directe sur l'entreprise elle-même et l'auto-administration des fabriques. À la base de ces tendances se trouvait assurément bien moins un programme anarcho-syndicaliste conséquent que le désir des ouvriers d'obtenir l'amélioration sensible de leur condition, qu'ils attendaient du pouvoir des comités d'usine. Les syndicalistes bolcheviks eux-mêmes reconnaissaient que « ce contrôle primaire et simpliste, exercé du seul point de vue de la fabrique concernée et sans personne pour le diriger, n'offrait naturellement aucun moyen de sortir de l'impasse actuelle » ¹⁴⁹. Quand bien même le Lénine de 1917 s'en fût remis à ces organismes du soin de radicaliser les masses et de les lui gagner, c'est seulement après la révolution d'Octobre, à mesure que les bolcheviks centralisaient l'économie et, par là, se heurtaient à l'intérêt propre des comités de fabriques, que les problèmes soulevés par cette option apparurent au grand jour.

4. Le système de la « dualité du pouvoir »

Les soviets, « organes de contrôle de la démocratie révolutionnaire »

Le trait distinctif de la révolution de Février ne fut autre que le caractère proprement dualiste du pouvoir d'État qu'elle avait mis en place : la coexistence du gouvernement provisoire avec le conseil des députés ouvriers et soldats de Petrograd. Cette « dualité du pouvoir » procédait de l'effondrement instantané, quasi sans coup férir, du séculaire régime tsariste et de son appareil gouvernemental et administratif, en même temps qu'elle reflétait le rapport des forces socio-politiques au moment de la révolution. Le gouvernement provisoire jouissait de l'appui de la bourgeoisie et de la noblesse libérale, auxquelles tous les éléments plus à droite se rallièrent après la chute de la dynastie. Là contre, le soviet de Petrograd et ses homologues de province représentaient le prolétariat urbain et les soldats dirigés par des intellectuels de gauche petits-bourgeois. La masse du peuple russe, la paysannerie, n'était pas encore passée à l'action politique et se trouvait à certains égards dans une position intermédiaire.

Dans la capitale, une fois que la révolution l'eut emporté, c'est le soviet et lui seul qui détenait le pouvoir de fait. L'ordre n° 1 lui acquit le soutien de la garnison et donc de la force armée. Aussi Goutchkov, le ministre de la Guerre, pouvait-il écrire le 9 mars au généralissime Alekseïev :

Le gouvernement provisoire n'a pas le moindre pouvoir effectif. Vos ordres ne seront exécutés que dans la mesure où le soviet des députés ouvriers et soldats le permettra. C'est lui qui dispose des éléments de base du pouvoir réel, les troupes, les chemins de fer, les liaisons postales et télégraphiques. Soit dit carrément, le gouvernement provisoire n'existe que pour autant que le soviet le tolère. Dans le domaine militaire en particulier, il n'est possible actuellement que de donner des ordres qui ne soient pas en contravention ouverte avec ceux du soviet¹⁵⁰.

Seul le soviet était capable de mettre fin à la grève générale et le prouva quand, le 5 mars, il eut avec succès invité les ouvriers à reprendre le travail, alors que,

sur ses instructions, les journaux durent au contraire attendre pour paraître le 10, jour où conformément à ses exigences, le patronat accepta d'introduire dans les usines la journée de huit heures ¹⁵¹. Ouvriers et soldat voyaient dans le soviet l'unique pouvoir auquel obéir et bombardaient de leurs questions le comité exécutif. « Seul organe révolutionnaire doué véritablement d'autorité et partant seul pouvoir véritable dans le pays », tel était le conseil de Petrograd ¹⁵².

Pourtant, le soviet ne forma pas lui-même le gouvernement et laissa ce soin aux hommes politiques de la Douma. Ce fut là, selon Trotski, « le paradoxe de la révolution de Février ¹⁵³ ». La majorité du soviet, ses dirigeants socialistes modérés, « se sentait appelée non à prendre la conduite du peuple, au moment de sa montée révolutionnaire, mais désignée comme aile gauche de l'ordre bourgeois ¹⁵⁴ ».

Cette attitude de la majorité menchevique et S-R du soviet avait de multiples causes. Les mencheviks professaient depuis 1905 que la révolution russe aurait un caractère « bourgeois » [=, p. => et suiv]. D'après eux, les ouvriers avaient pour devoir de soutenir cette révolution et de contribuer le plus possible à l'étendre, de même qu'à utiliser les libertés démocratiques pour se renforcer en tant que classe et, plus tard, quand les conditions économiques objectives seraient mûres, s'engager dans la voie du socialisme. Les mencheviks restèrent fidèles à cette conception fondamentale pendant la guerre mondiale également. Aussi, quand la question de la participation au gouvernement vint à se poser, leur réponse coulait de source : comme il s'agissait d'une révolution « bourgeoise », il fallait que le gouvernement lui aussi fût purement « bourgeois ». Tcheidze était donc dans le droit-fil de ce schéma lorsqu'il refusa le portefeuille qu'on lui proposait. Seule à ce moment une minorité de mencheviks « *oborony* » se prononçait déjà, au sein du comité exécutif du soviet, pour une participation socialiste au gouvernement provisoire ¹⁵⁵.

Les S-R, membres de l'autre grande formation majoritaire au soviet de Petrograd, étaient liés de façon beaucoup moins rigide que les mencheviks à un schéma théorique. À leurs yeux, la révolution russe constituait un soulèvement démocratique de toutes les catégories de la population laborieuse, et ils

inclinaient donc plutôt à participer à un gouvernement révolutionnaire. C'est pourquoi Kerenski, entré à titre personnel au gouvernement provisoire, conserva l'agrément du Parti socialiste-révolutionnaire auquel il avait adhéré. Ce dernier n'alla pas plus loin dans cette voie, cependant, et repoussa d'emblée l'idée d'une participation au gouvernement provisoire.

Toutefois, si les partis socialistes du soviet décidèrent d'abandonner le pouvoir au gouvernement bourgeois, ce fut pour des raisons d'ordre non seulement théorique, mais aussi pratique. En effet, au moment où la révolution éclata, leurs grands leaders se trouvaient soit en exil soit en déportation. Les militants de « second plan » qui avaient vécu la révolution dans la capitale redoutaient – on le conçoit aisément – d'assumer en pleine guerre la charge de diriger un immense empire et de se poser en hautes personnalités alors qu'ils étaient parfaitement inconnus. En revanche, les partis de la Douma disposaient d'hommes – un Milioukov ou un Goutchkov – à la renommée établie depuis longtemps déjà. Qui plus est, les socialistes modérés n'avaient pas la moindre expérience des affaires publiques et de la gestion de l'État. Et comme ils ne tenaient pas à jouer leur va-tout, à la manière des bolcheviks plus tard, ils préférèrent laisser les responsabilités aux libéraux qui avaient acquis l'expérience qui leur manquait au sein des *zemstvos*, des doumas de ville et de la Douma d'empire. Quand les socialistes démontraient en théorie que, vu le caractère bourgeois de la révolution, le gouvernement devait revenir à la bourgeoisie, c'était donc en fonction aussi d'un sentiment très net du fardeau écrasant que le pouvoir représenterait pour eux ¹⁵⁶.

Les leaders de la « démocratie révolutionnaire » – ainsi que se baptisait le camp socialiste tout entier pour se distinguer du camp « bourgeois » – n'avaient nullement l'intention pour autant de laisser inemployé le pouvoir réel incarné par les soviets. Loin de là, ces derniers, promus à la qualité d'« organes de contrôle de la démocratie révolutionnaire » étaient appelés, selon eux, à surveiller de près les activités du gouvernement provisoire, à infléchir ses décisions dans un sens révolutionnaire comme à le défendre en cas de complot « contre-révolutionnaire ». Lors des pourparlers décisifs qui eurent lieu entre l'exécutif du soviet de Petrograd et le comité de la Douma en vue de former le gouvernement,

les parlementaires s'engagèrent à satisfaire les exigences du soviet qui réclamait une démocratisation intégrale du pays. Octroi de tous les droits politiques sans exception, y compris aux soldats ; levée des discriminations de tous ordres liées à l'appartenance à une classe, à une nationalité, à une religion ; convocation d'une Assemblée constituante dans les plus brefs délais ; maintien sur place de la garnison de la capitale, tels furent les termes principaux de cet accord ¹⁵⁷, lequel restait muet par ailleurs sur le statut du soviet. Pouvoir *de facto*, celui-ci ne chercha pas, même par la suite, à se voir reconnu *de jure* par le gouvernement ni à obtenir une mise en forme juridique de ses attributions ¹⁵⁸. Il se borna à instituer une « commission de contact » de cinq personnes, chargée « de transmettre au gouvernement les revendications du peuple révolutionnaire et d'intervenir auprès de lui afin que ces revendications soient satisfaites, d'exercer aussi un contrôle permanent sur ses actes » ¹⁵⁹.

Pendant la seconde quinzaine de mars, le comité exécutif du soviet de Petrograd rédigea, à la demande d'un grand nombre de conseils de province, une « instruction à tous les conseil des députés ouvriers et soldats », laquelle résumait le programme de la majorité de ses membres. On y lisait notamment ceci :

Aussi longtemps qu'aucune atteinte n'aura été portée à la convention passée entre le conseil des députés ouvriers et soldats de Petrograd et le gouvernement provisoire, ce dernier sera tenu pour le seul gouvernement légitime de toute la Russie. Il faudra en exécuter les décisions tant que le soviet de Petrograd ne se sera pas élevé contre elles et considérer les organes mis en place par ledit gouvernement ainsi que les commissaires chargés de mission par lui comme des autorités légalement constituées sauf s'ils se révèlent, dans leurs personnes ou en raison de leur passé politique, dangereux ou néfastes à la cause de la liberté.

Les conseils de province étaient invités à concerter leur action avec les autorités et les autres organismes sociaux, et à « ne pas assumer à eux seuls, d'aucune manière, des fonctions gouvernementales ». Ils auraient pour tâche principale « de combattre les vestiges de l'ancien régime et toutes les menées contre-révolutionnaires autant que d'organiser la population » ¹⁶⁰. La résolution de la conférence panrusse des soviets (fin mars-début avril 1917) se prononçait, elle aussi, pour un soutien du gouvernement provisoire doublé d'un contrôle des conseils ¹⁶¹. Au cours des débats, Steklov, qui devait passer ensuite aux

bolcheviks, s'en prit en ces termes à la presse bourgeoise qui accusait le soviet d'être responsable de la « dualité du pouvoir » : « Il n'existe pas de dualité du pouvoir ; tout ce qui existe, c'est la pression que la démocratie révolutionnaire exerce sur le gouvernement bourgeois pour l'amener à se conformer aux exigences du peuple révolutionnaire ¹⁶². »

En pratique toutefois, cette politique de soutien conditionnel se heurtait constamment à de nouveaux obstacles. Elle découlait nécessairement d'un rapport de forces par définition labile et du cours suivi par la révolution. Tout en détenant formellement le pouvoir d'État et en se trouvant ainsi chargé des responsabilités suprêmes, le gouvernement provisoire restait très largement dans la dépendance du conseil de Petrograd, lequel disposait du pouvoir réel sans avoir, quant à lui, la moindre responsabilité. Ouvriers et soldats voyaient dans le soviet « l'expression organisée de leur défiance envers tous ceux qui les avaient opprimés ¹⁶³ ». Ils inclinaient donc par trop aisément à transgresser les limites fixées par les dirigeants du soviet et à ne pas se contenter d'un simple contrôle du gouvernement chaque fois qu'ils mettaient en doute la pureté de ses intentions. Tel fut notamment le cas au début de mars quand le soviet mobilisa les ouvriers et les soldats de la capitale sur la foi de rumeurs selon lesquelles la famille impériale était à la veille de quitter le pays avec l'accord du gouvernement provisoire ¹⁶⁴. Dès les premières semaines de révolution, alors que la situation demeurait fluctuante, le soviet agissait – malgré les limitations qu'il était censé s'assigner à lui-même – en puissance publique – doué d'une audience dont le gouvernement provisoire n'hésitait pas à faire usage le cas échéant pour aplanir les conflits entre soldats et officiers ou donner plus de poids à ses décisions. Ainsi les deux parties entretenaient des rapports assez singuliers : on s'observait de part et d'autre avec méfiance tout en vivant dans une dépendance réciproque : les dirigeants du soviet parce qu'ils ne tenaient pas à exercer seuls le pouvoir, les ministres parce qu'ils ne pouvaient gouverner sans le consentement des soviets.

La première phase de « dualité du pouvoir », qui dura tout juste deux mois, prit fin avec la « crise d'avril » et l'entrée des socialistes au gouvernement. À l'origine de cette crise, la première crise grave que la révolution devait

traverser, se trouvait la politique extérieure. Dissimulées tout d'abord, les divergences d'option dans la question de la paix et de la guerre se révélèrent alors dans toute leur ampleur, tandis que les masses allaient se radicalisant et le bolchevisme se propageant.

La majorité du soviet de Petrograd, donc les mencheviks et les S-R, se prononçait pour le programme de Zimmerwald, c'est-à-dire pour une « paix sans annexions ni contributions sur la base du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ». Voilà qui correspondait et à ses conceptions internationalistes et au désir de paix du peuple russe, tout en lui permettant de condamner les plans de conquête de l'impérialisme tsariste et de préconiser l'ouverture à bref délai d'une conférence de la paix¹⁶⁵. Voilà qui inspira également le célèbre « Appel aux peuples du monde entier », lancé par le soviet le 14 (27) mars 1917¹⁶⁶, qui invitait les prolétaires de tous les pays à pousser leurs gouvernements à entamer le plus tôt possible des négociations. Pourtant la « démocratie révolutionnaire » se déclarait en même temps en faveur du principe de la « défense révolutionnaire » de la Russie démocratique contre les empires centraux absolutistes tant que les hostilités se prolongeraient.

En vertu de ce programme de défense révolutionnaire du pays, que la plupart des bolcheviks partagèrent ou, à tout le moins, n'attaquèrent pas jusqu'au retour de Lénine, il était demandé au gouvernement d'entamer des démarches diplomatiques en vue de terminer la guerre. Or le gouvernement provisoire était plus que réticent. Le ministre des Affaires étrangères Milioukov s'était acquis, non sans raison, une réputation d'impérialiste chauvin et, même après le triomphe de la révolution, ne renonçait nullement à ses visées annexionnistes. Si le gouvernement provisoire, cédant aux pressions du soviet de Petrograd, accepta de proclamer sien le plan de paix de la « démocratie révolutionnaire », Milioukov, dans une note en date du 18 avril, parlait de mener la guerre « jusqu'à une fin victorieuse » et d'exiger « des garanties et des sanctions » comme conditions d'une paix durable¹⁶⁷.

Lorsque la presse divulgua la note Milioukov, ce fut un tollé général parmi les soldats et les ouvriers. Le comité exécutif du soviet décida de convoquer les députés en séance plénière le 20 avril. En même temps démarrait un mouvement

de masse spontané qui touchait les régiments les uns après les autres, tandis que les ouvriers défilaient dans les rues en scandant « À bas Milioukov ! » et « À bas le Gouvernement provisoire ! » ; le 21 avril, des contre-manifestations organisées par les formations patriotiques donnaient lieu à des affrontements sanglants ¹⁶⁸. Pour la première fois, le soviet de Petrograd se trouvait dans une situation précaire, pris comme il l'était entre un mouvement de masse, qu'il n'avait pas suscité et ne dirigeait nullement, et son rôle d'organe de contrôle du gouvernement provisoire. Il lui fallait se rendre d'une certaine manière aux désirs des masses, parmi lesquelles le mot d'ordre bolchevique du pouvoir aux soviets circulait déjà, mais, prisonnier de la politique qu'il avait suivie jusqu'alors, il ne pouvait se résoudre à rompre nettement avec le cabinet bourgeois. Il opta donc pour un juste milieu : d'une part, il lança un appel au calme et à l'ordre, invitant les militaires à rentrer à la caserne et les civils à s'abstenir pendant deux jours de manifester sur la voie publique ¹⁶⁹ ; d'autre part, il arracha au gouvernement provisoire une « explication » de la note Milioukov qui donnait une interprétation pacifiste des points contestés ¹⁷⁰. En même temps, le CEC, pour renforcer son contrôle sur le gouvernement, lui imposa de le consulter avant de prendre une décision politique d'importance ¹⁷¹.

La crise d'avril soumit à une rude épreuve la politique adoptée par la majorité du soviet vis-à-vis du gouvernement provisoire. On s'aperçut que le système de simple contrôle ne fonctionnait pas à l'heure de la vérité et que le pouvoir véritable se trouvait bel et bien aux mains du soviet de Petrograd. On s'aperçut en outre que ce dernier gardait son audience parmi les ouvriers et les soldats ; approuvé par le soviet à une énorme majorité, le compromis mettant fin au conflit fut accueilli sans murmure par les masses ¹⁷². Dès lors, la crise posait l'alternative suivante : ou bien le pouvoir reviendrait aux partis du soviet et à eux seuls, ou bien il reviendrait à un cabinet de coalition dont feraient partie les ministres bourgeois disposés à collaborer avec les représentants de la démocratie des soviets. Pour les raisons ci-dessus mentionnées, que de nouveaux arguments venaient étayer encore, la première solution, dont les bolcheviks s'étaient institués les zélés défenseurs, ne pouvait être retenue par les socialistes modérés.

Une seule voie restait donc ouverte, la formation d'un gouvernement de coalition bourgeois-socialistes.

Les dirigeants du soviet ne s'y résignèrent pas sans mal. En effet, l'entrée au gouvernement ne signifiait pas seulement un simple tournant tactique, elle signifiait aussi l'abandon des vieux principes. Elle exigeait des mencheviks, en premier lieu, une révision de la théorie qu'ils avaient toujours professée à ce propos. Ils justifiaient leur décision en invoquant les nécessités de la guerre et de la défense de la révolution. « Le comité exécutif estime, dirent-ils, que la démocratie révolutionnaire russe qui porte sur ses épaules le fardeau de la révolution ne peut laisser sans réagir son œuvre aller à vau-l'eau. Elle doit assumer la responsabilité de sauver le pays¹⁷³. » Ainsi des circonstances indépendantes de leur volonté dictaient aux mencheviks et aux S-R une conduite qui, par la suite, devait se révéler si funeste pour eux.

C'est dans la nuit du 1^{er} au 2 mai que l'exécutif du soviet, réuni en séance plénière, opta par 44 voix contre 19 pour la participation des socialistes au gouvernement¹⁷⁴. Au nombre des personnalités appelées à siéger au deuxième gouvernement provisoire (dont Milioukov et Goutchkov s'étaient vus éliminés) figuraient le menchevik Tsereteli, ministre des Postes, mais en fait chargé surtout d'assurer la liaison avec le soviet, et le socialiste-révolutionnaire Tchernov, ministre de l'Agriculture. Kerenski, titulaire dans le nouveau cabinet du portefeuille de la Guerre, apparaissait de plus en plus comme l'homme fort du régime.

Cette réduction à l'unité des qualités de dirigeant du soviet et de ministre ne pouvait cependant abolir le système de la dualité du pouvoir. Les ministres socialistes étaient comptables de leurs actes devant le soviet de Petrograd et, au-delà, devant le congrès panrusse des soviets et son comité exécutif central. Mais l'entrée des socialistes au gouvernement provisoire avait pour effet de modifier quelque peu le rapport des forces en faveur de ce dernier. « Il leur semblait [aux ministres socialistes] que la force des soviets, concentrée dans leur personne, se transmettait dès lors au gouvernement officiel¹⁷⁵. » Tsereteli commentait d'ailleurs en ces termes la nouvelle répartition des rôles entre le gouvernement et le soviet :

Notre attitude, celle des organisations démocratiques, vis-à-vis de la puissance publique a changé. Auparavant non seulement nous contrôlions le gouvernement, mais souvent même, en lui prêtant la main, nous remplissions ses fonctions ; sans la coopération des organisations démocratiques, le gouvernement ne pouvait pas administrer le pays. Dorénavant, la totalité du pouvoir revient au gouvernement provisoire. Les organisations de la démocratie révolutionnaire [...] se réservent le droit de critiquer ses actes, mais ne s'ingèrent pas dans les questions administratives. Loin de gêner le pouvoir national, nous sommes tenus de lui faire un signal d'alarme si jamais il commet une erreur ¹⁷⁶.

À l'avis de Tsereteli, les soviets devaient donc conserver leurs fonctions de contrôle, sans s'immiscer pour autant dans la conduite des affaires. Du régime de la dualité du pouvoir, qui paralysait le pays, il fallait passer à un État à direction ordonnée, unifiée le plus possible. « Le gouvernement de coalition se disposait ainsi à faire le pont vers un régime de république bourgeoise parlementaire ¹⁷⁷. » Il appartiendrait donc aux mois à venir de montrer si les conseils avaient suffisamment de vigueur pour conserver leur rôle dirigeant.

Les soviets, organes locaux de la révolution

La révolution avait entraîné dans les provinces russes un effondrement de l'ancien appareil administratif. En l'espace de quelques jours ou semaines, les fonctionnaires tsaristes, du gouverneur de province au gendarme de village, se virent destitués de leurs charges, et parfois même incarcérés. Le gouvernement provisoire s'efforça sans doute de remédier à la situation en nommant commissaires du gouvernement les présidents de *zemstvos*, mais il dut laisser la population créer elle-même de nouveaux organes. C'est ainsi que s'instituèrent dans les villes, les grandes comme les petites, des organismes publics ou semi-publics, lesquels ou bien prenaient appui sur les organes d'auto-administration en place, ou bien en créaient d'autres, *ad hoc*. Une demi-douzaine ou plus de comités de ce genre coexistaient dans une seule ville, se faisant concurrence à qui mieux mieux et se chevauchant dans leurs activités ¹⁷⁸. À l'initiative du gouvernement, les organes d'auto-administration locaux furent renouvelés au suffrage universel dans les villes en avril, et dans les campagnes en mai ¹⁷⁹. En

outre, les compétences de ces organes furent élargies ; par exemple, la milice, qui avait remplacé l'ancien corps de police, se trouva désormais placée sous leurs ordres. Voilà qui eut pour effet de calmer l'hostilité traditionnelle des libéraux à l'égard tant d'un pouvoir d'État centralisé et omnipotent que de l'emprise qu'il exerçait à l'époque tsariste sur l'auto-administration.

Les comités publics et, plus tard, les organes d'auto-administration se trouvèrent d'emblée en rivalité avec les soviets institués en même temps qu'eux. Tandis que les doumas de ville étaient regardées par la bourgeoisie comme son domaine personnel, les conseils étaient au contraire des organisations de prolétaires, seuls ou associés aux soldats. Tant que les ouvriers n'avaient pas créé un soviet qui leur fût propre, ils envoyaient leurs représentants aux comités généraux ; par la suite, des délégués officiels des soviets siégeaient dans les divers organismes publics et sociaux, et aussi dans les doumas de ville, du moins jusqu'aux nouvelles élections générales¹⁸⁰. On ne saurait dire qu'il existât de part et d'autre une délimitation nette des compétences. À la manière du soviet de Petrograd, la plupart des soviets de province, laissant aux comités et aux doumas le soin de diriger les affaires locales, se donnaient pour tâche de surveiller ces instances et de les pousser dans la voie des réformes démocratiques. En général, il y avait un rapport direct entre l'importance et le degré d'organisation de la population ouvrière, autant que la présence d'une garnison, et l'influence qu'exerçait le soviet local. Ainsi, les soviets des grands centres industriels acquirent d'emblée sur la politique locale une force d'emprise incomparablement supérieure à celle de leurs homologues des petites villes où la plus grande partie de la population travaillait dans les secteurs du commerce ou de l'artisanat¹⁸¹.

Comme ceux de 1905, les conseils de 1917 tenaient pour leur mission principale de diriger et d'organiser les luttes économiques, que la victoire de Février avait exacerbées. C'est ainsi qu'en juin, au I^{er} congrès panrusse des soviets, on entendait déclarer :

La révolution a trouvé le prolétariat dans un état d'inorganisation totale. Formés au début de la révolution, les conseils des députés ouvriers et soldats étaient des organisations naturelles auxquelles il revenait de remplir une foule de fonctions dévolues aux syndicats, aux comités de fabrique, aux chambres de

conciliation, etc. C'est pour remplir ces tâches que des services spécialisés ont été créés au sein des soviets les plus importants ¹⁸².

L'ampleur de ces tâches, à la fois économiques et socio-politiques, ressort des multiples résolutions de la I^{re} conférence panrusse des soviets, du début d'avril, qui concernaient les questions suivantes : orientation de la politique ouvrière en général ; journée de huit heures ; salaires minimum ; droit de coalition ; formation syndicale ; chambres de conciliation ; bourses du travail ; assurances sociales ; chômage ¹⁸³. Les services du travail des conseils locaux œuvrèrent énergiquement à la fondation et à l'organisation de syndicats dont la I^{re} conférence panrusse (juillet 1917) fut préparée par le service du travail du soviet de Petrograd agissant de concert avec le bureau central des syndicats des deux capitales. Ces mêmes services jouèrent aussi un rôle notable, et en général modérateur, dans l'aplanissement des conflits survenant dans les usines. Ainsi la « commission des conflits » du soviet de Kiev arbitra, au cours des premiers mois de révolution, 25 grands conflits de cette nature et 40 moins graves ¹⁸⁴.

Vu les progrès en nombre et le renforcement constants des syndicats, vu aussi l'importance croissante que prenaient les comités de fabrique, l'indistinction de fonctions du début cédait petit à petit la place à une division du travail. Cherchant à tenir compte de ce fait nouveau, l'une des résolutions du congrès panrusse des soviets soulignait qu'il serait « indispensable de coordonner les activités des services du travail des conseils, des syndicats et des comités de fabrique pendant la phase de transition », c'est-à-dire jusqu'au moment où les deux dernières de ces institutions pourraient prendre en main la direction des luttes économiques. Mais ensuite les soviets devraient se borner à des tâches de caractère général : mettre en place à l'échelon local et à l'échelon national les chambres de conciliation prévues par la loi ou participer tant à l'élaboration du plan d'État pour l'industrie et les transports qu'à celle du droit du travail, par exemple ¹⁸⁵.

En leur qualité d'organes révolutionnaires du prolétariat, les soviets jouèrent un rôle de tout premier plan dans la lutte pour l'établissement de la journée de huit heures. En 1905, le soviet de Pétersbourg s'était vu contraint d'interrompre la lutte sans avoir rien obtenu, mais, cette fois, le patronat dut capituler dès les

premiers jours de mars¹⁸⁶. Les soviets des autres villes cherchèrent immédiatement à en faire autant. Une foule de conseils locaux parvinrent en mars-avril à arracher cette concession aux employeurs soit en négociant, soit, quand ces derniers refusaient de céder, à Moscou¹⁸⁷ par exemple, en décrétant de leur propre autorité la mise en vigueur du nouvel horaire dans les usines. Dans la plupart des cas, le patronat, réduit à l'impuissance, devait laisser les commissions de contrôle des soviets s'immiscer dans les affaires intérieures des entreprises.

Du reste, dès la première phase de révolution, beaucoup de conseils, outrepassant les limites de cette lutte spécifiquement prolétarienne, empiétaient sur les prérogatives de la puissance publique. Malgré l'attitude théorique de la majorité des conseils, qui entendait se restreindre à un contrôle du gouvernement et de l'administration, les soviets mencheviks et socialistes-révolutionnaires eux-mêmes en arrivaient à intervenir directement dans toutes les questions possibles. Ce que Soukhanov dit du soviet de Petrograd – « Le cours spontané de la révolution avait eu pour effet d'accroître constamment ses fonctions ; plus ça allait, plus le soviet devenait un État dans l'État¹⁸⁸ » – s'appliquait également à de très nombreux soviets de province. « Les soviets, organes de contrôle à l'origine, se transformaient en organes de gestion¹⁸⁹. » Rien moins qu'uniforme, ce processus revêtait des aspects différents en fonction des situations locales et du moment. Cette conversion des soviets en « organes embryonnaires du pouvoir » (selon l'expression du Lénine de 1906) se marqua en tout premier lieu et le plus fréquemment sur le plan du ravitaillement. Les ouvriers se trouvaient en effet les premiers et les plus durement frappés par la disette qui sévissait dans les villes. C'est pourquoi les conseils locaux prenaient de leur propre chef des mesures rigoureuses en vue de combattre la pénurie de vivres. À Nijni-Novgorod, par exemple, les livraisons de pain furent réglementées tandis qu'à Krasnoïarsk le soviet instituait un système de cartes de rationnement pour les articles de première nécessité et qu'ailleurs on perquisitionnait chez les « bourgeois » et confisquait leurs provisions. Souvent appliquées de manière arbitraire, ces mesures préfiguraient le système des réquisitions que les bolcheviks, le disant inhérent à la « dictature du prolétariat », mirent en œuvre

pendant la guerre civile. En général, les soviets s'efforçaient pourtant de repousser les revendications extrémistes de certains groupes d'ouvriers et de soldats ; ils se trouvaient ainsi écartelés entre la nécessité couramment admise de maintenir l'ordre public et l'impatience des masses. Le parti de Lénine devait plus tard exploiter cette situation pour rallier les conseils à sa cause.

Les liens au pouvoir central allant se relâchant, régions et collectivités acquéraient une indépendance très large cependant que, pour la même raison, les heurts se multipliaient entre les conseils locaux et les commissaires du gouvernement nommés par le soviet de Petrograd. Un député du I^{er} congrès panrusse des soviets résumait la situation en ces termes expressifs :

Le gouvernement cède le pouvoir aux commissaires, tout en sachant très bien lui-même que le commissaire ne peut rien de rien. Chez nous, par exemple, voilà comment ça s'est passé : le commissaire est venu trouver le soviet et a dit : « Faites ce que vous voulez ; moi, on m'a désigné – si vous me soutenez, je remplirai mes fonctions, sinon, eh bien, je démissionnerai demain matin ! » Nous lui avons répondu : « Si tu remplis bien tes fonctions, nous te soutiendrons ; dans le cas contraire, ce sera non ¹⁹⁰. »

Dans les contrées reculées, où les décrets de la capitale ne parvenaient qu'avec retard, voire pas du tout, les soviets locaux exerçaient fréquemment un pouvoir quasi absolu. Le conseil d'ouvriers et soldats de Krasnoïarsk, déjà mentionné ci-dessus, délivrait des permissions aux soldats sans tenir compte des protestations du commandant de la place, intervenait dans les conflits du travail et transférait même aux syndicats la direction des fabriques ¹⁹¹. « Dans l'Oural, rapporte Trotski, où, depuis 1905, prédominait l'influence politique des bolcheviks, les soviets exerçaient fréquemment la justice et la répression vis-à-vis des citoyens, créaient dans quelques usines leur milice, tirant pour la payer sur la caisse de l'usine, organisaient le contrôle ouvrier qui approvisionnait les entreprises en matières premières et en combustibles, veillaient à l'écoulement des articles fabriqués et établissaient les tarifs. Dans certaines régions de l'Oural, les soviets confisquèrent les terres des propriétaires nobles pour les remettre aux collectivités de cultivateurs ¹⁹². » De même, les conseils d'Ivanovo-Voznessensk, Lougansk, Tsaritsyne, Kherson, Tomsk, Vladivostok, Louga, s'étaient arrogé dès les premiers mois de révolution des prérogatives très étendues.

Ce fut le conseil des ouvriers, soldats et marins de Cronstadt, ville la plus rouge de Russie, qui devait aller le plus loin dans cette voie. La révolution de Février y fut marquée d'entrée de jeu par des voies de fait et des massacres, dont quarante officiers de marine tombèrent victimes ; les matelots mirent en application, dans toute sa rigueur, le principe de l'électivité des fonctions de commandement¹⁹³. Dès le mois d'avril, la majorité du soviet revint à une coalition de socialistes-révolutionnaires, presque tous S-R de gauche, de bolcheviks et d'extrémistes sans parti. Après les réélections du début de mai, le soviet réunit 93 bolcheviks, 91 S-R, 46 mencheviks et 68 sans-parti¹⁹⁴. Le 13 mai, son comité exécutif promulgua ce décret : « Le seul pouvoir dans la ville de Cronstadt est le soviet des députés ouvriers et soldats agissant en contact direct avec le soviet de Petrograd dans les questions d'ordre public¹⁹⁵. » Trois jours après, l'assemblée générale du soviet ratifia le décret par 211 voix contre 41¹⁹⁶. Le porte-parole de la fraction S-R réclama la destitution du commissaire du gouvernement et son remplacement par une personnalité directement élue par le soviet, et justifia cette revendication en alléguant le caractère démocratique du conseil qui jouissait de la confiance des ouvriers et des marins. « Le gouvernement central, dit-il, n'a pas le moindre droit de s'ingérer dans la vie d'une unité territoriale quelconque, et, pas plus, de prendre des décisions concernant une cellule isolée, et non l'État dans son ensemble. » Tous les orateurs, les mencheviks exceptés, se prononcèrent pour le prompt établissement du pouvoir des soviets dans toute la Russie. À Cronstadt d'ouvrir la marche et de prêcher d'exemple¹⁹⁷.

La proclamation de la « république de Cronstadt » fit dans tout le pays une sensation énorme. Rien de plus caractéristique du système de la « dualité du pouvoir » que la réaction du gouvernement provisoire : ayant conscience de sa faiblesse, il s'adressa aux dirigeants du soviet de Petrograd pour leur demander d'intervenir auprès des rebelles. Une délégation du soviet, présidée par Tsereteli et Skobelev, se rendit à Cronstadt afin de négocier avec le soviet de ville. Tsereteli fit valoir que la « démocratie révolutionnaire » dans sa très grande majorité soutenait le gouvernement provisoire et que celui-ci devait exercer tout

le pouvoir y compris à Cronstadt, faute de quoi ce serait l'anarchie. Quant à Skobelev, il rappela à ses interlocuteurs que leur ville se trouvait en Russie et qu'il était donc normal qu'un représentant du gouvernement y fût détaché. Il fallait savoir où l'auto-administration locale finissait et où les compétences du gouvernement central commençaient. Ce à quoi les porte-parole du soviet de Cronstadt rétorquèrent qu'ils n'avaient jamais songé à se séparer de la Russie, ni à lui imposer quoi que ce fût. Mais « la vie elle-même » avait remis la totalité du pouvoir au soviet et, avant même la proclamation du 16 mai, le conseil était à Cronstadt la seule autorité de fait ¹⁹⁸.

Comme ni d'un côté ni de l'autre on ne tenait à voir le conflit s'aggraver encore, on finit, le 24 mai, par conclure un compromis : tout en maintenant sa revendication de principe – instauration du pouvoir intégral des conseils –, le soviet de Cronstadt consentait à observer et la loi commune et les instructions gouvernementales ¹⁹⁹. Mais en pratique la situation ne changea nullement : le pouvoir du gouvernement provisoire demeura parfaitement fictif à Cronstadt où le conseil resta, comme devant, le maître de la ville. Sise aux portes de la capitale, la base navale se transforma en arsenal de la seconde révolution imminente et en symbole du pouvoir soviétique.

La métamorphose des soviets en organes locaux d'auto-administration et d'autorité, telle qu'à Cronstadt elle s'était manifestée avec le plus de netteté et d'éclat, constituait un phénomène on ne peut plus naturel pendant une phase de chambardement révolutionnaire. À l'heure où l'ordre ancien se décomposait, les conseils, organismes de combat, se montraient infiniment plus actifs que des municipalités tablant sur la stabilité. La primauté que les soviets avaient presque partout sur les doumas de ville – bien que celles-ci fussent représentatives de toutes les catégories sociales et, partant, démocratiques – procédait pour une part considérable de leur caractère révolutionnaire, de leur volonté proclamée de lutte de classe. Les militants les plus capables des partis socialistes y siégeaient ; c'est là, non dans les doumas, que se déroulait la lutte des partis se disputant la direction du pays. Néanmoins, un certain équilibre des forces persistait encore, après les premiers mois de révolution, entre les soviets et les organes d'auto-administration locale. Que la situation intérieure parvienne à se stabiliser, ou

qu'au contraire la vague de la révolution sociale emporte avec elle les prémisses d'une autogestion démocratique et durable, et cet équilibre serait rompu dans un sens ou dans l'autre. Voilà donc qui posait dans toute son ampleur la question de l'implantation d'un pouvoir soviétique à l'échelle de la Russie entière.

Les soviets et la prise en charge du pouvoir

On a déjà exposé comment le conseil des députés ouvriers et soldats de Petrograd vint à se poser en organe du pouvoir révolutionnaire tandis qu'en province une foule de soviets s'élevaient à l'échelon local en autant de pouvoirs parallèles. Ce régime dualiste ne pouvait cependant durer beaucoup. Une coexistence de deux systèmes d'autorité, dont ni l'un ni l'autre ne disposaient intégralement de la puissance publique, était en effet inconcevable à la longue. Aussi les bolcheviks, voulant faire triompher une solution extrémiste, avaient-ils parfaitement raison d'avancer le mot d'ordre : « Tout le pouvoir aux soviets ! » [=, p. ⇒ et suiv.] De là s'ensuivait pourtant ce paradoxe que les soviets, poussés par les bolcheviks à prendre le pouvoir en charge, ne tenaient pas du tout à l'exercer seuls. Bien que l'autorité de fait leur appartînt dans un grand nombre d'endroits, la majorité socialiste modérée qui les dirigeait s'élevait avec la dernière énergie contre le projet bolchevique. On peut résumer ainsi les arguments que les majoritaires lui opposaient :

1. Les soviets sont des organisations de classe qui ne rassemblent qu'une partie seulement de la population. Qu'ils accèdent au pouvoir, et les autres catégories sociales – la bourgeoisie en tête, mais aussi une partie de la paysannerie – briseraient avec la révolution et le prolétariat, force vive du pouvoir soviétique, se trouverait dès lors réduit à l'isolement.

2. Un gouvernement des soviets aurait moins de chances encore de résoudre les énormes problèmes auxquels la Russie faisait face qu'un cabinet de coalition avec la bourgeoisie, doté d'une large base populaire. Et, sans un rassemblement des forces nationales, il était impossible de poursuivre la guerre.

3. L'accession des soviets au pouvoir renforcerait les tendances centrifuges que manifestaient déjà les conseils locaux. Ce qui aurait pour effet de rendre plus ardue encore la gestion unifiée de l'État.

Les divergences d'option à propos de la prise en charge du pouvoir éclatèrent au grand jour, dans toute leur ampleur, en juin 1917, à l'occasion du I^{er} congrès des soviets. Les députés mencheviks et S-R reprenaient à l'envi tous les arguments susmentionnés. Selon Malevski, président de la fraction S-R, rien ne garantissait qu'un pouvoir soviétique pourrait à bref délai mettre fin à la guerre et réaliser tout de suite le programme de la « démocratie révolutionnaire » ; prendre le pouvoir en charge serait donc de l'aventurisme, et, « en temps de révolution, il ne faut pas se laisser aller à l'aventurisme²⁰⁰ ». Le menchevik Liber convint, pour sa part, que, par suite de la faiblesse du gouvernement central, les soviets devaient remplir, que cela leur plût ou non, un grand nombre de fonctions revenant à l'État :

Il est certain que les soviets ont pris le pouvoir en charge non parce qu'ils en avaient la possibilité, mais parce qu'ils ne pouvaient pas faire autrement. C'est bien pour cela qu'ils ne veulent pas avoir à résoudre tous les problèmes que la révolution soulève dans les circonstances actuelles, et cela seuls, sans le consentement des autres catégories sociales, voire contre leur gré²⁰¹.

On entendit encore un autre orateur S-R révoquer en doute le caractère authentiquement démocratique d'un pouvoir des conseils, ceux-ci n'embrassant qu'une minorité de la population, alors que les masses paysannes, dont les millions de suffrages étaient appelés à décider du sort de la Russie, commençaient seulement à s'organiser. Voilà pourquoi, dit-il, « l'hypothèse fondamentale du bolchevisme – les conseils des députés ouvriers et soldats représentent les organes souverains et légitimes du pouvoir révolutionnaire – est objectivement fausse²⁰² ».

Le petit groupe des sociaux-démocrates unifiés fut au congrès le seul à défendre aux côtés des bolcheviks l'idée d'un pouvoir des soviets. Son porte-parole à la tribune, Lounatcharski (qui adhéra au Parti bolchevique en juillet), esqua le schéma d'un système des conseils allant d'un parlement et d'une commission exécutive au sommet, à des conseils de gouvernement, de cercle et de district à la base²⁰³. On notera que Lénine qui avait été le premier à lancer

l'idée d'une République des conseils et qui, lui aussi, rompit au congrès panrusse des lances en sa faveur, ne s'étendit pas sur le détail de sa structure.

Aux termes de la résolution, que le congrès adopta par 543 voix contre 126 et 52 abstentions, « la prise en charge du pouvoir par les soviets affaiblirait à l'heure actuelle la révolution et la mettrait en danger ; tous les éléments de la population susceptibles encore de servir la cause de la révolution s'en détacheraient prématurément²⁰⁴ ». Le congrès approuva en outre la formation du cabinet de coalition.

Mencheviks et socialistes-révolutionnaires, en entrant au gouvernement provisoire, cherchaient à doter le pouvoir central de la large base populaire que, selon eux, un gouvernement purement soviétique ne pouvait trouver. Pendant les mois suivants, ils persistèrent à repousser opiniâtrement l'idée d'une prise en charge du pouvoir par les soviets. Lors des événements de juillet en particulier, qui devaient rendre manifeste la rupture survenue au sein de la « démocratie révolutionnaire » [=, p. => et suiv.], les dirigeants des conseils, relate Kerenski, « s'aperçurent toujours plus distinctement que les soviets n'étaient pas des organes de gouvernement, ni ne pouvaient l'être, mais que c'étaient de simples instruments destinés à faciliter le passage à un ordre démocratique nouveau²⁰⁵ ». Kerenski lui-même assurait en mai à l'ambassadeur d'Angleterre, Sir George Buchanan : « Les soviets vont mourir de leur mort naturelle²⁰⁶. »

Même après leur entrée au gouvernement, les mencheviks continuèrent à professer que la révolution russe était, de par son caractère socio-économique, une révolution « bourgeoise ». Sortir le pays de son arriération ne se ferait pas du jour au lendemain ; il faudrait pour cela une longue période de développement capitaliste. D'où la nécessité d'« amener à participer au pouvoir toutes les classes qui, dans une économie capitaliste, ont un avenir devant elles », faute de quoi les problèmes industriels et économiques resteraient insolubles²⁰⁷. Fidèles à cet égard au marxisme le plus strict, les mencheviks voyaient la forme politique correspondant à ce stade de développement dans la République démocratique, qu'ils assimilaient dans une grande mesure au régime parlementaire des pays d'Europe occidentale. À leurs yeux, celui-ci ne pouvait être que plus démocratique que le système des conseils qui, en raison de sa

structure interne, laissait sans représentation une partie considérable de la population. Mais la constitution la plus largement démocratique n'était pour eux qu'un préalable à l'établissement du socialisme. En repoussant l'idée du pouvoir soviétique comme forme d'État, les mencheviks s'inscrivaient donc dans le droit-fil de la tradition démocratique du marxisme, tout en faisant entrer en ligne de compte, dans leur argumentation, la gravité de la situation dans laquelle la Russie en guerre se débattait.

Aux yeux des mencheviks, les soviets n'avaient au fond pas le moindre avenir ; il s'agissait d'organismes de lutte révolutionnaire dont le rôle devait s'arrêter là. Leur mérite, proclamait Tcheidze, était d'avoir, « en plein chaos de destruction, cherché à organiser et à discipliner les masses populaires » afin de « guider dans la bonne voie les forces vives de la nation qui venaient de briser leurs chaînes séculaires »²⁰⁸. La résolution sur les problèmes les plus urgents de la révolution et leur solution, que les mencheviks et les S-R présentèrent au nom de la « démocratie révolutionnaire » et firent adopter à la conférence d'État réunie à Moscou en août 1917, ne soufflait mot des soviets. Loin de là, les mencheviks entendaient laisser, pour l'essentiel, aux organes d'auto-administration démocratiques le soin de restructurer l'État²⁰⁹. « Monter la faction devant les libertés conquises » jusqu'au jour où ces institutions nouvelles fonctionneraient convenablement, voilà la mission que Tsereteli assignait aux conseils, et d'ajouter :

Dès que dans telle ou telle région, d'autres organismes démocratiques relèvent les soviets, ces derniers renoncent d'eux-mêmes à leur activité. Ils ne se maintiennent que là où n'est encore survenu aucun changement. Car, après la mise en place d'organes d'auto-administration élus au suffrage universel, ces organismes démocratiques assument les fonctions d'auto-administration que les soviets exerçaient auparavant²¹⁰.

Tout en pensant, contrairement aux mencheviks, que la révolution russe suivrait une pente propre et, par exemple, que la forme coopérative serait l'une des bases de la socialisation future du pays, les S-R se prononçaient eux aussi pour un régime parlementaire coiffé par une Assemblée nationale constituante, et non pour une république des conseils. « Les soviets, assurait l'un d'eux, se fixent d'emblée pour but d'être les représentants, non de la Russie entière, mais

seulement des ouvriers, des soldats et des paysans travailleurs. Les soviets n'aspirent nullement à remplacer l'Assemblée constituante où siègent des députés de toute la Russie mais, au contraire, visent à mener le pays à l'Assemblée constituante [...]. Pas plus qu'ils ne sont un pouvoir parallèle à l'Assemblée nationale, pas plus, ils ne s'alignent sur le gouvernement provisoire. Conseillers du peuple qui luttent pour ses intérêts [...], ils ont conscience de ne représenter qu'une partie du pays et de ne jouir de la confiance que des seules masses populaires dans l'intérêt desquelles ils combattent. C'est pourquoi les soviets se sont toujours refusés à prendre en main le pouvoir et à former un gouvernement²¹¹. » À la veille de l'ouverture, à la mi-septembre 1917, de la conférence démocratique des représentants des soviets, des syndicats et des organes d'auto-administration, le journal S-R *Delo Naroda* écrivait qu'il fallait bien convenir « que les soviets ne sont pas toute la démocratie travailleuse ». Après s'être consolidés peu à peu, les organes d'auto-administration ruraux et urbains seraient plus aptes que les soviets à refléter la volonté et les dispositions des larges masses populaires²¹². Mencheviks et socialistes-révolutionnaires s'accordaient donc pour vouloir transférer petit à petit les prérogatives des conseils au gouvernement provisoire et, par la suite, à l'Assemblée constituante, au sommet, comme aux *zemstvos* et aux *doumas* de ville démocratiques, au niveau local. Une fois ce processus achevé, les conseils d'ouvriers, soldats et paysans auraient perdu toute importance ou disparu – comme ce fut d'ailleurs le cas pendant la révolution allemande de 1918, par exemple, après la stabilisation du pouvoir central et la réunion de l'Assemblée nationale.

Ainsi les socialistes modérés espéraient-ils voir la révolution suivre son cours dans le calme et, ceci impliquant cela, les conseils se dépouiller progressivement de leurs attributions et dépérir. Mais ces espoirs ne se réalisèrent pas. Bien au contraire, l'exacerbation de la lutte de classes (dont à la fin août le putsch de Kornilov fut un symptôme) porta un coup décisif à la thèse selon laquelle seule une coalition avec les forces bourgeoises, non le pouvoir exclusif des conseils, pourrait sauver le pays. À la conférence démocratique, défenseurs et adversaires d'une coalition se trouvaient encore à peu près à égalité de voix^{XIII}, mais chaque jour davantage la prépondérance au sein des conseils

revenait aux bolcheviks et donc à la thèse adverse [=, p. => et suiv.]. Cette thèse faisait d'ailleurs de plus en plus d'adeptes parmi les mencheviks et les S-R eux-mêmes, qui aspiraient à un gouvernement purement socialiste prenant appui sur les soviets. Martov, leader des mencheviks avant 1917, avait désapprouvé d'entrée de jeu, sur des chapitres essentiels, la politique adoptée par la majorité de son parti. Avec le groupuscule des « mencheviks internationalistes », il stigmatisait la politique de coalition, tout en exaltant le rôle futur des soviets. Il déclarait ainsi à la conférence démocratique :

Toute l'auto-administration du grand peuple, qui a brisé les chaînes de l'esclavage tsariste, a été et continue d'être l'œuvre des conseils ; du même coup, dans toute la Russie, les conseils se sont transformés en représentants directs de l'idée du pouvoir populaire, en organes qui réalisent dans l'action la république démocratique et qui, partout en province, concentrent en fait dans leurs mains le pouvoir d'État ²¹⁴.

Martov songeait alors à une sorte de combinaison d'Assemblée constituante et de soviets, conception qu'en octobre un grand nombre de bolcheviks partageaient d'ailleurs de leur côté [=, p. => et suiv.]. Constitués en groupement autonome à partir de juin-juillet 1917, les S-R de gauche passaient également du refus de coalition avec la bourgeoisie à la thèse du pouvoir exclusif des soviets. La conférence du parti S-R de Petrograd, qui s'ouvrit le 10 septembre, adopta une motion présentée par la gauche et réclamant la formation d'un gouvernement homogène à base soviétique ²¹⁵. Au cours des semaines qui précédèrent l'insurrection bolchevique d'octobre, les S-R de gauche se rallièrent sur toute la ligne au mot d'ordre de Lénine : « Tout le pouvoir aux soviets ! »

En même temps que pendant l'automne les antagonismes de classes et de partis allaient s'exacerbant, le mot d'ordre bolchevik trouvait pour la première fois une large audience dans la grande masse du peuple. À la différence des partis jusqu'alors majoritaires au sein des conseils, les bolcheviks assignaient aux soviets une mission pour l'avenir : prendre le pouvoir en leur nom propre et édifier un État à leur image. Le sort des conseils russes et le sort du bolchevisme se confondaient toujours davantage. Une relation d'identité s'établissait ainsi entre la conquête du pouvoir par les conseils et la conquête des conseils par les bolcheviks.

I. Selon les statistiques officielles, seuls 46 625 ouvriers firent grève en 1910, contre 64 166 en 1909, 176 101 en 1908 et 740 074 en 1907 ¹.

II. On dénombra 105 000 grévistes en 1911, 725 491 en 1912, 861 289 en 1913 et 1 337 458 de janvier à juillet 1914 ².

III. Cela ne l'empêcha nullement d'exclure d'emblée la possibilité d'admettre en son sein Khroustalev-Nossar, président du soviet de 1905, qui se voyait reprocher d'avoir pris pendant la guerre des positions contre-révolutionnaires.

IV. L'ordre n° 1 ne put voir le jour qu'après avoir donné lieu à de vives contestations. En effet, face à l'opposition déclarée des chefs militaires, les dirigeants modérés du soviet s'efforcèrent d'en mettre le projet au compte d'éléments irresponsables. En réalité toutefois, le soviet avait adopté, lors de sa séance plénière du 1^{er} mars, une résolution sur les droits des soldats et chargé une commission d'élaborer sur ce thème une adresse à tous les militaires et marins. Le colonel Engelhardt, que le comité de la Douma venait de nommer au commandement de la place, ayant renoncé à collaborer avec cette commission, les membres du soviet, en compagnie de quelques simples soldats, rédigèrent eux-mêmes l'ordre n°1 ³⁹.

V. Trotski note à ce propos : « Voter pour les socialistes-révolutionnaires signifiait voter pour la révolution dans son ensemble et n'engageait à rien ⁶⁰. »

VI. Comme nous l'avons déjà dit en présentant ce volume, il ne s'agissait pas dans notre esprit de donner un tableau complet et bien proportionné du développement des conseils à l'échelon local. Compte non tenu même de la masse énorme de documents à consulter, et qui d'ailleurs sont très loin d'être tous accessibles hors de Russie, nous nous sommes attachés essentiellement à

dégager les principes et les traits distinctifs du mouvement. Les exemples cités à l'appui serviront donc surtout à tirer au clair le phénomène global ⁶⁹.

VII. Le nombre des conseils représentés au congrès panrusse des soviets fournit un utile point de repère ; on y reviendra plus loin ⁷².

VIII. Selon des sources officielles, le nombre des émeutes paysannes fut de 49 en mars, 378 en avril, 678 en mai, 988 en juin, 957 en juillet, 760 en août, 803 en septembre, 1 169 en octobre ¹⁰⁷.

IX. L'union paysanne représenta au cours de la révolution de 1917 une tendance modérée et son influence diminua à vue d'œil ¹¹⁷.

X. À Moscou, par exemple, la première conférence régionale (25-27 mars) fut suivie du 28 au 31 mai du premier congrès régional. À Helsingfors, le premier congrès régional de Finlande s'ouvrit le 17 avril, le deuxième, le 19 mai.

XI. Ainsi le 31 mai, soit à la veille du congrès, la section ouvrière adoptait par 173 voix contre 144 une résolution bolchevique.

XII. En juillet, il existait à Petrograd une cinquantaine de syndicats comptant environ 250 000 adhérents. Le plus puissant d'entre eux était celui des métallurgistes avec ses 100 000 membres. Sur les 221 délégués à la III^e conférence panrusse des syndicats (juin 1917), 73 étaient bolcheviques ¹⁴⁷.

XIII. Lors d'un premier tour de scrutin, le principe d'une coalition fut retenu par 766 voix contre 688, mais, au second tour, l'idée d'une coalition avec les constitutionnels-démocrates fut repoussée par 595 voix contre 493. Le comité exécutif central des soviets se prononça dans le même sens, par 119 voix contre 101 ²¹³.

IV. Le bolchevisme et les conseils de 1917

1. Le programme révolutionnaire de Lénine

Avant les Thèses d'avril

Depuis 1905, les bolcheviks mettaient en avant le mot d'ordre général de « dictature démocratique révolutionnaire des ouvriers et des paysans », lequel assignait donc comme tâche à la révolution en Russie de liquider ce qui subsistait de l'ordre féodal dans les campagnes, de renverser l'autocratie et d'établir une République démocratique. Lénine se distinguait des mencheviks, qui poursuivaient un but fondamentalement identique, en ce qu'il contestait que la bourgeoisie russe fût capable de réaliser sa révolution propre. C'est pourquoi il préconisait l'alliance du prolétariat et de la paysannerie, dont les dirigeants formeraient un gouvernement révolutionnaire chargé de procéder sur tous les plans à l'indispensable réorganisation sociale et politique du pays. Alors que pendant la guerre, puis avec l'évolution rapide de la situation après Février, Lénine lui-même avait été amené progressivement à transformer son programme sur des points décisifs, les bolcheviks résidant en Russie persistaient à se régler en pratique sur la théorie que nous avons déjà exposée. Ainsi, Chliapnikov rapporte que les bolcheviks de Pétersbourg, s'interrogeant à la veille de la révolution sur les perspectives immédiates, se prononcèrent « en bonne logique pour un gouvernement de la démocratie révolutionnaire » qui reposerait sur « la concertation des principaux partis révolutionnaires et socialistes du pays

(bolchevik, menchevik et socialiste-révolutionnaire) »¹. Toutefois, cette conception se trouva clairement infirmée du jour où mencheviks et S-R, majoritaires au sein des conseils, laissèrent aux hommes politiques bourgeois le soin de former le gouvernement provisoire. La « dualité du pouvoir » existant entre ce dernier et le soviet de Petrograd obligea les bolcheviks à repenser leur tactique. Tâche extrêmement ardue pour des militants toujours imbus de leurs théories de 1905 et, de surcroît, encore privés de leur leader incontesté. Jusqu'au moment où Lénine revint de Suisse, le Parti bolchevique traversa par conséquent une période de flottements et de querelles intestines on ne peut plus nuisibles à sa cohésion². Rien n'est plus révélateur de cet état d'indécision que l'attitude et la politique qu'il adopta vis-à-vis des conseils.

On ne saurait dire que les conseils ouvriers tinsent une grande place dans le programme bolchevique d'avant 1917. Certes, en 1905, Lénine avait fait temporairement l'éloge des soviets dans lesquels il voyait alors des « embryons du pouvoir révolutionnaire » [=, p. =>], mais ni la stratégie globale ni la tactique du parti n'en furent véritablement affectées. C'est uniquement comme « organes de la grève et de l'insurrection » qu'une certaine importance leur était reconnue, encore qu'il incombait aux organisations du parti en premier lieu de préparer le combat révolutionnaire et de le diriger dans les usines, aux armées, etc. Avant Février, note par exemple Chliapnikov à propos des bolcheviks de Petrograd, « nous n'avions pas proposé sciemment de mots d'ordre concernant la fondation d'organes apolitiques quelconques chargés de guider le mouvement à demi spontané³ ». En conséquence de quoi, aucune proclamation bolchevique, jusqu'au 28 février inclus, ne parle d'instituer un conseil des députés ou ne fait allusion au soviet d'ouvriers et soldats déjà en gestation. Le manifeste « À tous les citoyens de Russie », publié le 28 par le bureau du comité central du parti et rédigé par Molotov, ne souffle mot des soviets. D'une manière absolument conforme à l'ancien programme bolchevik, il réclame au contraire la création immédiate d'un gouvernement révolutionnaire provisoire chargé de « prendre la tête du nouvel ordre républicain en voie de formation » et d'édicter une série de lois fondamentales, dont une prévoyant la convocation de l'Assemblée constituante⁴.

Ce manifeste parut au moment même où le soviet de Petrograd commençait de voir le jour. Placées ainsi devant le fait accompli, les instances dirigeantes du parti tentèrent, mais en vain, au cours des jours suivants, d'adopter une attitude claire et cohérente. L'absence d'un chef éprouvé, doté de l'autorité suffisante, se faisait ainsi durement sentir. Chliapnikov, qui pouvait compter sur l'appui du bureau du comité central et d'une fraction du comité du parti de la capitale, fit tout d'abord campagne au comité exécutif du soviet en faveur de la formation d'un gouvernement dont les membres seraient recrutés au sein de l'assemblée ouvrière. Malgré tout ce qui séparait son parti des socialistes modérés, sur la question de la guerre surtout, il se disait qu'un gouvernement composé de la sorte était ce qui correspondait le mieux au programme bolchevik⁵. Le 1^{er} mars, le comité du parti de Vyborg, quartier appelé à rester le plus à gauche de la capitale, déclarait sans ambages : « Le soviet de Petrograd doit s'ériger en gouvernement révolutionnaire provisoire⁶. » Et, le lendemain, il publiait un appel déclarant notamment :

Jusqu'à la réunion de l'Assemblée constituante, le pouvoir devra se trouver concentré dans les mains du conseil ouvrier et soldat en tant que seul gouvernement révolutionnaire. L'armée et la population auront à exécuter uniquement les décisions du conseil ouvrier et soldat [...]. Le conseil ouvrier et soldat devra se charger de convoquer l'Assemblée constituante qui tranchera les questions de la nouvelle constitution d'État et de l'achèvement de la guerre⁷.

C'était la première fois que, du côté des bolcheviks, on mettait en avant la formule du pouvoir soviétique, quand bien même, comme Chliapnikov le souligne, il ne s'agissait pas encore d'un État conçu sur le modèle des conseils, mais seulement de la forme donnée en pratique à un gouvernement de la « démocratie révolutionnaire ». Au même moment, le 1^{er} mars, le groupuscule indépendant des « *meždurajoncy* », de concert avec le comité local du Parti S-R, lançait un appel invitant également le soviet à s'ériger en gouvernement révolutionnaire provisoire et à prendre le pouvoir en charge⁸. Mais ces voix prêchaient encore dans le désert. Fait digne d'être relevé, les deux appels furent saisis avant publication, celui des *meždurajoncy* sur ordre du comité exécutif du soviet, celui du comité de Vyborg sur ordre du comité du Parti bolchevique de Petrograd soi-même. Il faut dire que sur ces entrefaites le soviet et le comité de

la Douma étaient parvenus à un accord sur la formation du gouvernement provisoire, le soviet renonçant ainsi à exercer le pouvoir. Dès lors, les bolcheviks se trouvaient forcés de mettre au point une tactique à adopter face au gouvernement provisoire bourgeois autant qu'au soviet menchevik et S-R. La petite minorité des députés bolcheviques au soviet (19 députés seulement avaient voté le 2 mars la résolution du bureau du comité central) réclamait des directives claires sur la conduite à suivre⁹. Mais son attente devait être déçue. En effet, les dissensions internes battaient leur plein chez les bolcheviks de la capitale, et la rivalité opposant le bureau du comité central, instance théoriquement suprême du parti, au comité de ville avait pour effet de les aviver encore. Sans tenir compte de la constitution du gouvernement provisoire, le bureau, dont le porte-parole habituel était Molotov, ne démordait pas de la tactique suivie jusqu'alors : faire de l'agitation en faveur d'un gouvernement socialiste homogène. Le 4 mars, il déclarait dans une résolution :

Le gouvernement provisoire actuel est par essence contre-révolutionnaire, puisqu'il se compose de représentants de la grande bourgeoisie et de l'aristocratie. C'est pourquoi il ne faut pas lui accorder le moindre appui. La tâche de la démocratie révolutionnaire consiste à former un gouvernement provisoire révolutionnaire de caractère démocratique (dictature du prolétariat et de la paysannerie)¹⁰.

La majorité du comité du parti de Petrograd par contre soutenait qu'il fallait tolérer le gouvernement provisoire, sur la base de la résolution adoptée par le soviet. Se dresser contre lui aurait comme effet de couper des masses le parti, faisait-elle valoir. Une petite fraction du comité, se situant plus à droite encore, allait jusqu'à repousser le mot d'ordre « À bas la guerre ! » et recommandait des contacts avec les mencheviks¹¹. Deux membres seulement du comité se prononçaient expressément pour l'instauration d'un pouvoir soviétique. Bien que battue, la résolution qu'ils mirent aux voix le 5 mars préfigurait déjà largement le programme que Lénine devait défendre un peu plus tard :

L'impératif de l'heure réside dans la formation d'un gouvernement révolutionnaire provisoire issu de l'unification des conseils locaux des députés ouvriers, paysans et soldats. Avant de passer à la conquête intégrale du pouvoir central, il est indispensable : 1) de consolider le pouvoir des conseils des députés ouvriers et soldats ; 2) en province, de se rapprocher d'une prise de pouvoir partielle, en renversant les anciennes autorités et en les remplaçant par les conseils, qui auront pour tâche : l'armement du peuple ; la

démocratisation de l'armée ; l'expropriation de la terre et la mise à exécution des autres articles du programme minimum par tous moyens appropriés¹².

À la mi-mars, Kamenev et Staline arrivèrent à Petrograd avec un groupe de bolcheviks retour de déportation en Sibérie. Arguant de leur ancienneté dans la hiérarchie, ils cherchèrent à s'emparer de la direction du parti et, d'emblée, prirent en main la rédaction de la *Pravda* au lieu et place de Molotov et d'autres membres du bureau du CC Kamenev, dans son premier éditorial, se rallia à la politique de soutien conditionnel du gouvernement provisoire adoptée par le soviét. Il était erroné, déclarait-il, de vouloir dès maintenant retirer toute espèce d'appui au gouvernement libéral. C'est seulement quand celui-ci serait « épuisé » que la question de la prise en charge du pouvoir se poserait en pratique à la démocratie révolutionnaire¹³. Sur le chapitre de la guerre, Kamenev, toujours en rupture avec la plupart des bolcheviks de Petrograd, recommandait une politique de « défense révolutionnaire de la patrie » assortie de pressions sur le gouvernement pour l'amener à entamer des négociations avec toutes les puissances belligérantes¹⁴. Staline, tout en conservant un langage plus radical, restait proche de son collègue. L'intervention des deux leaders accrut encore la confusion dans les rangs du Parti bolchevique, dont les organisations de base protestaient vivement contre ce virage à droite, en ce qui concernait la question de la guerre surtout. Le scandale fut tel que la *Pravda* dut revenir quelques jours après à l'ancienne ligne d'opposition inébranlable à la guerre.

En ce qui concerne les soviets, les nouveaux responsables de la *Pravda* reprirent à leur compte la résolution de Lénine adoptée par les bolcheviks en 1906, laquelle invitait les organisations du parti à œuvrer, sous certaines conditions, à la mise en place des conseils¹⁵. Le journal en réimprima intégralement le texte, mais avec une modification de taille : à la formule originelle, « la création de telles institutions peut être la tâche des organisations locales du parti », succédait maintenant un « doit être la tâche »¹⁶. Cette substitution, imperceptible pour un lecteur non averti, révélait néanmoins un changement notable : à la différence de la circonspection dont les bolcheviks avaient fait preuve en 1905 vis-à-vis des conseils, il s'agissait désormais, vu

l'apparition spontanée et générale de ces organismes, de participer activement à leur création et développement. Staline notamment consacra de nombreux articles à dégager l'importance du phénomène et à insister sur la nécessité de renforcer les soviets :

Il est indispensable d'avoir pour toute la Russie un organe de lutte révolutionnaire de toute la démocratie russe, un organe qui ait assez d'autorité pour souder en un tout la démocratie de la capitale et celle de la province, et pour se transformer, le moment venu, d'organe de la lutte révolutionnaire en organe du pouvoir révolutionnaire, mobilisant toutes les forces vives du peuple face à la contre-révolution. Cet organe ne peut être qu'un soviet panrusse des députés ouvriers, soldats et paysans. Telle est la condition première de la révolution russe ¹⁷.

Ainsi donc, Staline évaluait correctement l'importance des conseils avant d'avoir pris connaissance de la première *Lettre de loin* de Lénine, qui n'était pas encore parvenue à Petrograd. Ces formules jetaient un pont vers les *Thèses d'avril* auxquelles Staline – contrairement à Kamenev – donna très vite son adhésion.

Afin de tirer au clair les divergences d'opinions, une conférence panrusse du Parti bolchevique fut convoquée pour les derniers jours de mars ; elle devait s'ouvrir à la veille de la conférence panrusse des soviets et se dérouler en partie parallèlement à elle ¹⁸. Le jour qui en précéda l'ouverture, le bureau du comité central – manifestement sous le coup de la lettre que Lénine lui avait envoyée de Suisse – adopta une résolution sur le gouvernement provisoire et les conseils saluant dans ces derniers des « embryons du pouvoir révolutionnaire » à qui l'autorité suprême reviendrait « à un moment déterminé du développement de la révolution ». Outre le contrôle étroit du pouvoir central, les soviets devraient assumer une foule de fonctions étatiques et économiques ¹⁹. Staline reprit à la conférence ses propos de la *Pravda* : les soviets étaient des organes de gouvernement populaire en même temps que de contrôle sur le gouvernement provisoire. Si, dans la salle, tout le monde ou presque se disait convaincu qu'à une étape ultérieure la « démocratie révolutionnaire », sous le couvert des soviets, prendrait le pouvoir en charge, l'obscurité et la zizanie persistaient sur le point de savoir quelle tactique le parti devrait suivre jusqu'à ce moment-là. De toute manière, on était loin de ce combat intransigeant contre le gouvernement bourgeois et contre la majorité modérée des soviets que réclamait Lénine. Tout

en parlant de contrôle du gouvernement par les conseils, la résolution finale de la conférence ne faisait pas allusion à leur qualité d'« embryons du pouvoir révolutionnaire »²⁰. Et les délégués bolcheviques à la conférence des soviets votèrent même la résolution de la majorité. En outre, lors de leur conférence, les bolcheviks décidèrent d'entamer des pourparlers d'unification avec les divers groupes mencheviks qui s'étaient déclarés partisans du programme internationaliste de Zimmerwald. Sur ces entrefaites, Lénine arriva dans la capitale. D'un coup d'un seul, il mit fin à ces velléités de rapprochement, condamna les temporisations des siens face aux socialistes modérés et proclama contre le gouvernement provisoire une guerre sans merci. Le mot d'ordre avec lequel il lançait ses troupes à la conquête de l'État n'était autre que : « Tout le pouvoir aux soviets ! »

La nouvelle perspective : révolution socialiste et république soviétique

Ayant approfondi ses vues théoriques au cours de la guerre, Lénine les avait ensuite adaptées à la situation concrète des premières semaines de révolution. Le fruit de ses réflexions, ce fut le programme révolutionnaire que, de retour en Russie, il exposa dans ses *Thèses d'avril*. Au centre de la théorie nouvelle de l'État et de la révolution que Lénine émit en 1917 se trouvait la forme nouvelle de la république des soviets.

Lénine resta fidèle pendant toute la durée de la guerre au schéma de la révolution « bourgeoise » culminant en « dictature démocratique » des ouvriers et des paysans. Mais, à ses yeux, la guerre mondiale et les bouleversements qu'elle provoquait avaient lié « indissolublement la crise révolutionnaire dans notre pays à la révolution prolétarienne qui grandit dans les pays occidentaux [...]. Le prologue se rapprochera un jour de l'épilogue ! Le lien entre la révolution démocratique en Russie et la révolution socialiste en Occident s'est

resserré¹ ». À Zürich, en mars 1917, il résumait sa conception d'ensemble en ces termes :

La Russie est un pays paysan, l'un des pays les plus arriérés d'Europe. Le socialisme ne *peut* y vaincre *tout de suite et spontanément*. Mais le caractère paysan du pays peut, sur la base de l'expérience de 1905 et étant donné l'énorme superficie des terres restées aux mains de l'aristocratie foncière, donner une formidable ampleur à la révolution démocratique bourgeoise en Russie et faire de notre révolution le *prologue* de la révolution mondiale, une étape vers celle-ci [...]. Le prolétariat russe ne peut pas, avec ses seules forces, achever victorieusement la révolution socialiste. Mais il peut donner à la révolution russe une ampleur qui créera les conditions les meilleures pour la révolution socialiste et la commencera en un certain sens²².

Trotski voit dans ces lignes « le point de jonction entre l'ancienne position du bolchevisme, qui bornait la révolution à des buts démocratiques, et la nouvelle position que Lénine exposa pour la première fois devant le parti dans ses thèses du 4 avril²³ ». Mais Lénine déclarait déjà, en 1905, dans l'un des rares textes où il envisageait l'avenir éloigné : « La révolution démocratique accomplie, nous aborderons aussitôt, dans la mesure précise de nos forces [...], la voie de la révolution socialiste. Nous sommes pour la révolution permanente. Nous ne nous arrêterons pas à mi-chemin²⁴. » La défaite de 1905 avait relégué cette perspective de révolution socialiste dans un néant dont la victoire de Février venait maintenant la tirer.

Après le déclenchement de la guerre de 1914, Lénine opéra un autre et non moins notable changement d'orientation, appelé lui aussi à transformer de fond en comble la tactique du parti et relatif également au but de la révolution socialiste. 1914 mit Lénine, autant que le reste des socialistes russes et que la II^e Internationale, face à la question de savoir quelle attitude prendre en temps de guerre. Le leader socialiste ne se lassa pas de répéter à ses partisans qu'il ne fallait à aucun prix pactiser avec les « défenseurs de la patrie ». Février ne le fit nullement changer d'optique. Dès qu'il apprit comment les bolcheviks de Petrograd tergiversaient devant le gouvernement provisoire et les partis de la majorité du soviét, il leur fit savoir qu'ils étaient « tenus » de combattre les « social-patriotes » et les « social-pacifistes » de la manière « la plus opiniâtre, la plus persévérante, la plus impitoyable, avec une absolue rigueur de principes ». Et d'ajouter : « Personnellement, je n'hésite pas une seconde à déclarer [...] que

je préférerais même une scission immédiate avec qui que ce soit dans notre parti à des concessions au social-patriotisme [...] ou au social-pacifisme²⁵. » Établir une ligne de démarcation aussi tranchée face au reste de la « démocratie révolutionnaire » revenait à vider de sa substance l'ancien mot d'ordre de la « dictature démocratique révolutionnaire du prolétariat et de la paysannerie » qui supposait une coalition des trois formations socialistes. En repoussant ainsi d'emblée toute collaboration avec les mencheviks et les S-R, Lénine optait par voie de conséquence pour la prise en charge du pouvoir par les bolcheviks et eux seuls. Révolution socialiste et prise du pouvoir par le parti coïncidaient dans son esprit.

Ces visées, jamais au cours de la révolution Lénine ne les énonça publiquement et nettement. Elles restaient camouflées sous le nouveau mot d'ordre du pouvoir soviétique, lequel figura à dater de mars 1917 au premier plan du programme révolutionnaire de Lénine. Ce dernier esquissa pendant les premières semaines de révolution les principes de l'idée bolchevique des conseils qu'il développa par la suite, surtout dans *L'État et la Révolution*. En même temps, il faisait des soviets une partie intégrante de sa stratégie, le facteur clé de la lutte pour le pouvoir. Grâce à cette version dualiste de l'idée des conseils, les bolcheviks purent au nom même des soviets – pris en tant que forme du nouvel État révolutionnaire dont ils se disaient les défenseurs – confisquer le pouvoir au profit de leur parti. C'est ainsi que bolchevisme et conseils se trouvèrent associés, tout en étant étrangers l'un à l'autre par l'origine comme par la nature.

En 1905, les bolcheviks avaient assisté dans l'indifférence, parfois même avec hostilité, à la fondation de conseils des députés ouvriers [=, p. => et suiv.]. Lénine regardait avec méfiance toutes ces tentatives spontanées et, à ses yeux, amorphes d'organisation du prolétariat, qui risquaient de nuire aux prétentions de son parti à diriger les masses arriérées. Mais force lui était d'admettre que les soviets – comme on le voyait le plus clairement à Petrograd et à Moscou – constituaient un facteur révolutionnaire de premier ordre. C'est ce qui lui faisait écrire en 1906 que les soviets étaient appelés à jouer un grand rôle à l'avenir en qualité d'« organes insurrectionnels » ; allant même jusqu'à les qualifier

d'« embryons de gouvernement provisoire », il invitait son parti à se plonger « dans l'étude de ces organes embryonnaires d'un nouveau pouvoir qui sont un fait historique, l'étude de leurs conditions de travail et de leur succès²⁶ ». Au cours des dix années qui suivirent, les soviets disparurent cependant à peu près complètement du champ théorique de Lénine, jusqu'au mois de mars 1917 où ils recouvrèrent tout à coup une place de choix dans sa théorie de la révolution.

En février 1917, Lénine, exilé en Suisse, se livra, la plume à la main, à une étude approfondie des théories de Marx, d'Engels et des socialistes de son temps (Kautsky et Pannekoek en premier lieu) sur le futur État prolétarien. Il fit alors de copieux extraits de leurs œuvres en vue d'apporter sa contribution personnelle à l'examen du problème. Les matériaux qu'il recueillit ainsi servirent de base au texte qu'il mit au point en août et septembre 1917 : *L'État et la Révolution*²⁷. Influencé surtout par Boukharine, qui venait de consacrer de nombreux articles aux rapports de l'État et de la révolution socialiste²⁸, et par le hollandais Pannekoek qui, dès 1912, avait prédit la substitution au système parlementaire d'organes propres au prolétariat²⁹. Lénine parvint à cette notion fondamentale que la révolution devrait détruire les institutions étatiques actuelles et en créer de nouvelles. Ayant pour ainsi dire « découvert » le Marx anti-étatiste de *La Guerre civile en France*, il le raccorda – et ce fut le pas décisif – aux expériences de la révolution russe. Il le fit en partant des idées qu'il avait exprimées à l'occasion, dès 1905 et 1906, à propos des conseils comme organes du pouvoir révolutionnaire, et en les réinsérant dans un contexte théorique et historique plus large. Jusqu'alors, Lénine n'avait jamais établi entre les conseils russes et l'interprétation marxienne de la Commune de Paris qu'un lien on ne peut plus vague. Chaque fois qu'avant 1917 il avait parlé de la Commune, la critique des erreurs qu'elle avait commises emportait la balance ; il se gardait de l'idéaliser et d'en faire un absolu, comme les bolcheviks devaient l'entreprendre par la suite. Il n'avait pas encore transposé aux conseils russes l'idée, devenue fondamentale dans sa théorie de 1917, que la Commune avait brisé l'ancienne machine de l'État bourgeois et l'avait remplacée par le gouvernement direct des masses elles-mêmes. En 1905, pendant la révolution, Lénine déclarait expressément que la Commune parisienne, loin d'avoir été une forme de dictature du prolétariat,

correspondait à cette « dictature révolutionnaire et démocratique du prolétariat et de la paysannerie » qu'il préconisait³⁰.

Jusqu'à l'hiver de 1916-1917, la Commune, et comme tradition révolutionnaire et comme legs théorique de Marx, ne joua donc pas un grand rôle dans l'esprit de Lénine. Mais au cours des mois qui précédèrent immédiatement la révolution de Février, et dans le cadre de ses études sur l'État, il lui accorda le meilleur de son attention. Ainsi consignait-il dans ses cahiers :

Idée fondamentale de Marx : la conquête du pouvoir politique par le prolétariat n'est pas la prise de possession d'une machine de l'État « toute faite », mais sa « démolition », sa « destruction » et son remplacement par une nouvelle [...]. On peut exprimer tout cela sous cette forme concise et ramassée : remplacement de l'ancienne machine (« toute faite ») de l'État et du parlement par les soviets des députés ouvriers et les hommes mandatés par eux³¹.

Les conseils des députés ouvriers, soldats et paysans de 1905 lui semblaient avoir amorcé la réalisation de l'idée de Marx : briser l'ancien pouvoir d'État, même s'ils l'avaient fait en multipliant les signes d'hésitation et de faiblesse – il incomberait à une révolution future de parachever la tâche. Ainsi donc, la révolution de Février survint au moment où Lénine était parvenu à des vues théoriques nouvelles touchant le problème de l'État et la révolution. La naissance du soviet de Petrograd et le rôle éminent qui lui revenait donnèrent à Lénine l'impulsion décisive : il se mit à appliquer ses vues à la situation concrète. On peut suivre pas à pas les progrès de cette conjugaison absolument remarquable de la théorie et de la réalité historique dans les premiers textes qu'il consacra aux soviets en mars 1917. Ce qui le frappa, dès qu'il apprit ce qui se passait en Russie, ce fut le double caractère du pouvoir, la coexistence du gouvernement provisoire et du soviet. Il vit dans ce dernier « un gouvernement ouvrier, non officiel, encore embryonnaire, relativement faible³² », « l'embryon du gouvernement ouvrier³³ ». Lénine reprenait ainsi, presque mot pour mot, la caractérisation qu'il avait donnée en 1906 des conseils de la première révolution russe. À cette époque il invitait à « étudier ces embryons du nouveau pouvoir, leurs conditions de travail et leurs succès » ; maintenant, il déclarait sans ambages : la révolution a désormais pour tâche immédiate « la conquête du pouvoir par un gouvernement ouvrier », c'est-à-dire par les conseils des députés

ouvriers³⁴. Dans sa première *Lettre de loin* (11 mars 1917), Lénine annonçait son intention de traiter, dans un texte spécial, de l'interprétation de la Commune par Marx et Engels et de sa « dénaturation » par Kautsky, allusion à la brochure *L'État et la Révolution* qu'il ne rédigea que plus tard. Il y mettait aussi en relief les liens rattachant ce qu'il avait dit récemment des conseils tant à l'interprétation marxienne de la Commune qu'aux nouveaux soviets :

Que doivent faire les soviets des députés ? Ils « doivent être considérés comme les organes de l'insurrection, les organes du pouvoir révolutionnaire », écrivions-nous dans le n° 47 du *Social-Démocrate* de Genève, daté du 13 octobre 1915. Ce principe théorique, tiré de l'expérience de la Commune de 1871 et de la révolution russe de 1905¹¹, doit être bien expliqué et concrétisé à partir des indications pratiques fournies précisément par l'étape actuelle de la révolution en Russie³⁵.

Lénine établissait ainsi une filiation directe de la Commune parisienne aux conseils de 1917 en passant par les soviets de 1905 ; dans chacun de ces cas, il s'agissait par définition d'un nouvel État prolétarien, représentant une forme supérieure à la république démocratique bourgeoise.

Contrairement à ce qui s'était passé en 1905, où les conseils n'avaient pu dépasser le stade de l'organisation provisoire de combat, la révolution de Février leur offrait, selon Lénine, la possibilité de prendre dès maintenant le pouvoir en main, au lieu de l'abandonner de plein gré au gouvernement bourgeois en se contentant de surveiller celui-ci. C'est en cela que résidait, à son avis, la « dualité du pouvoir ». De là précisément, toujours selon lui, la nécessité de modifier le programme bolchevik sur des points essentiels. Et d'écrire à ce propos :

Il faut savoir compléter et corriger les vieilles « formules », par exemple celles du bolchevisme, car si elles se sont révélées justes dans l'ensemble, leur application concrète s'est révélée différente. Personne autrefois ne songeait, ni ne pouvait songer, à une dualité du pouvoir³⁶.

L'expression « vieilles formules » visait directement les « vieux bolcheviks » mal disposés envers le nouveau programme et prêts même à se dresser contre lui. Lorsqu'après son retour à Petrograd, le 4 avril, Lénine donna lecture de ses thèses devant une assemblée de dirigeants bolcheviques, puis devant une réunion commune de délégués mencheviks et bolcheviks à la conférence des soviets, il fit en effet sensation ; la stupeur était à son comble, les interpellations indignées

fusaiement, comme de nombreux témoins oculaires le rapportent³⁷. De fait, les *Thèses d'avril* signifiaient pour le Parti bolchevique un tournant à cent quatre-vingts degrés.

Ces thèses, tombant ainsi du ciel, résumaient la théorie de la révolution que Lénine avait récemment mise au point et la tactique qui s'ensuivait pour le parti. En voici les idées de base :

1. Même sous le nouveau gouvernement provisoire, la guerre reste une guerre impérialiste ; le « prolétariat conscient » et son parti ne peuvent donc lui accorder quelque appui que ce soit.

2. « Ce qu'il y a d'original dans la situation actuelle en Russie, c'est la *transition* de la première étape de la révolution, qui a donné le pouvoir à la bourgeoisie par suite du degré insuffisant de conscience et d'organisation du prolétariat, à sa *deuxième* étape, qui doit donner le pouvoir au prolétariat et aux couches pauvres de la paysannerie » (thèse 2).

3. Aucun soutien au gouvernement provisoire, mais lutte acharnée contre lui, avec pour objectif la prise du pouvoir par les soviets. Ces derniers représentent un type d'État nouveau, supérieur. « Non pas une république parlementaire – y retourner après les soviets des députés ouvriers serait un pas en arrière –, mais une république des soviets de députés ouvriers, salariés agricoles et paysans dans le pays tout entier, de la base au sommet » (thèse 5).

4. Tant qu'il est en minorité dans les soviets, le Parti bolchevique a pour tâche « d'expliquer patiemment, systématiquement, opiniâtrement aux masses les erreurs de leur tactique, en partant essentiellement de leurs besoins pratiques [...], tout en affirmant la nécessité du passage de tout le pouvoir aux soviets des députés ouvriers, afin que les masses s'affranchissent de leurs erreurs par l'expérience » (thèse 4)³⁸.

Les *Thèses d'avril* furent publiées par la *Pravda* comme « l'opinion personnelle du camarade Lénine », et sous sa seule responsabilité³⁹. En effet, la majorité du parti ne partageait nullement ses vues. Et le bureau du comité central lui-même, pourtant défenseur d'une « ligne de gauche » au cours des semaines précédentes, n'allait pas jusqu'à faire sien l'extrémisme de Lénine. Au comité de Petrograd, les *Thèses* furent repoussées par treize voix contre deux et une

abstention⁴⁰. Leur adversaire le plus véhément ne fut autre que Kamenev qui avait dicté, de concert avec Staline, la tactique suivie par les bolcheviks avant le retour de Lénine. Les *Thèses*, soutenait-il, convenaient sans doute aux premiers pas du socialisme en Angleterre, en Allemagne ou en France, mais, pour la Russie, c'était une autre affaire, attendu qu'elles ne fournissaient pas le moindre élément de réponse concrète à la situation. Aux thèses de Lénine, Kamenev opposait une résolution adoptée par une conférence de délégués ouvriers d'usine, résolution dans laquelle il saluait l'avènement d'une « constitution d'entreprise », grâce au droit de contrôle et de cogestion dévolu aux comités de fabrique, mais qui se refusait à faire un pas de plus en direction du socialisme. Et d'ajouter :

Ces ouvriers-là ont parfaitement compris que la voie du socialisme passe non par la prise de possession de fabriques isolées, par des communes indépendantes les unes des autres, mais par la conquête de l'appareil central de la vie étatique et économique, par le transfert au prolétariat en tant que classe de l'administration des banques, des chemins de fer, du ravitaillement, dans le cadre général de l'État⁴¹.

Kamenev frappait ainsi à l'endroit précis où le bât blessait, où Lénine déviait de ses vues de naguère. Jusqu'en avril 1917, les bolcheviks – tout comme les mencheviks – étaient restés fidèles à la conception marxienne du passage au socialisme par nul autre moyen qu'un train de mesures arrêtées par un pouvoir centralisé, autant « d'empiétements despotiques sur le droit de propriété et les rapports de production bourgeois⁴² » que réaliserait le gouvernement prolétarien. S'élevant là contre, les groupements anarchistes et maximalistes préconisaient dès 1905 la « socialisation » directe des fabriques, à l'échelon local [⇒, p. ⇒]. Les thèses de Lénine, qui faisaient de la prise du pouvoir par les conseils ouvriers et paysans un pas décisif vers le renversement du capital et vers le socialisme, tintaient aux oreilles de Kamenev et de la plupart des bolcheviks comme un écho de ces mots d'ordre, et l'on accusait Lénine de vouloir occuper un trône vacant depuis Bakounine⁴³.

Au-delà des questions de principe, la critique de Kamenev visait le caractère de la révolution en cours. « Quant au schéma général du camarade Lénine, écrivait-il dans la *Pravda* du 8 avril, il nous semble inacceptable, étant donné qu'il part de ce principe que la révolution démocratique bourgeoise est terminée,

et qu'il table sur une transformation immédiate de cette révolution en révolution socialiste⁴⁴. » « Les vieux bolcheviks », auxquels Lénine reprochait de se cramponner aux « vieilles formules », persistaient à penser que la révolution se trouvait encore dans sa première phase et qu'il fallait donc s'en tenir à la « dictature démocratique révolutionnaire » préconisée par les bolcheviks de 1905. Ce qui amenait Lénine à s'écrier :

La dictature démocratique révolutionnaire du prolétariat et de la paysannerie est déjà réalisée dans la révolution russe [...]. Le « soviet des députés ouvriers et soldats » : telle est la « dictature démocratique révolutionnaire du prolétariat et de la paysannerie » déjà réalisée par la vie. Cette formule a déjà vieilli [...]. Un autre objectif, un objectif nouveau, figure désormais à l'ordre du jour : la scission, au sein de cette dictature, entre les éléments prolétariens [les communistes selon Lénine] et les éléments petits-proprétaires ou petits-bourgeois [c'est-à-dire les mencheviks et les S-R]⁴⁵.

Ces vives controverses autour de la bonne « formule » du programme bolchevik recouvraient des divergences de principes quant à l'orientation à donner au parti. Pour Lénine, révolution socialiste, prise du pouvoir par les conseils et dictature bolchevique se confondaient. La lutte impitoyable contre les autres partis socialistes déboucherait obligatoirement sur le pouvoir exclusif des bolcheviks. Or c'était justement en cela que résidait, aux yeux de Kamenev et de ses partisans, le danger de la tactique léninienne. Ils se voulaient un « parti des masses prolétariennes révolutionnaires », non « un groupuscule de propagandistes communistes »⁴⁶ incapable de se maintenir au pouvoir, si jamais il s'en emparait, autrement que par l'usage de la terreur. À leurs yeux, mencheviks et socialistes-révolutionnaires appartenaient encore, en dépit de tout, au camp socialiste, alors que Lénine mettait les socialistes modérés dans le même sac que le gouvernement provisoire bourgeois et entendait faire progresser la révolution contre eux, non avec leur concours.

Il saute aux yeux que la nouvelle théorie de Lénine s'accordait, sur des points essentiels, avec la conception de la « révolution permanente » que Trotski défendait depuis 1905. Ce dernier reprochait dès cette époque au mot d'ordre bolchevique de « dictature démocratique révolutionnaire du prolétariat et de la paysannerie » de manquer de réalisme, et soutenait que le prolétariat se verrait contraint d'outrepasser le programme démocratique et de prendre la voie du

socialisme [⇒, p. ⇒ et suiv.]. En 1905 et par la suite, Lénine avait plus d'une fois attaqué la formule popularisée par Trotski : « Pas de tsar, mais un gouvernement ouvrier. » Et maintenant encore, en avril 1917, il s'efforçait de délimiter sa nouvelle perspective d'avec la théorie de Trotski, en renvoyant aux conseils comme à la « dictature du prolétariat et de la paysannerie » déjà réalisée et qu'il s'agissait dorénavant de hisser au stade de la dictature du prolétariat⁴⁷. Il n'en demeure pas moins qu'à cet égard il s'était très nettement rapproché du point de vue de Trotski. Celui-ci, aussitôt après avoir pris connaissance des dépêches de Petrograd, avait écrit dans un journal de New York :

Dès à présent, immédiatement, le prolétariat devra opposer ses organes révolutionnaires, les soviets des députés ouvriers, soldats et paysans, aux organes exécutifs du gouvernement provisoire. Dans cette lutte, le prolétariat, unifiant autour de lui les masses populaires qui se lèvent, doit s'assigner comme fin directe la conquête du pouvoir⁴⁸.

Se fondant sur les expériences de la première révolution russe, Trotski avait, dès 1906, prédit un grand avenir aux conseils [⇒, p. ⇒ et suiv.] : la résurgence du soviet de Petrograd venait de confirmer ce pronostic. Se rallier au programme léninien de pouvoir soviétique ne présentait donc, pour lui, aucune difficulté ; aussi, quand au début de mai il rentra en Russie, Trotski s'en institua l'un des champions les plus résolus au sein du parti bolchevik⁴⁹.

Au cours du mois d'avril, le parti consacra à définir ses options et ses rapports avec les soviets une série de conférences qui permirent à Lénine de faire triompher ses nouvelles conceptions théoriques et tactiques. Ce succès, il le dut sans doute, au premier chef, à son autorité personnelle ; mais il le dut également au fait que les bolcheviks n'avaient cessé de mener à partir de 1903 une lutte implacable contre la « bourgeoisie » et contre les mencheviks « timorés », et, ce faisant, s'étaient pénétrés depuis longtemps de l'idée que leur parti se trouverait, pendant la révolution, appelé à exercer une hégémonie exclusive⁵⁰. Du débat ouvert à l'occasion de ces conférences, il devait cependant ressortir avec la plus grande netteté que les militants bolcheviques avaient du mal à raccorder les thèses de Lénine sur les soviets, comme organes de l'État révolutionnaire et comme formes de transition à la révolution socialiste, à l'action concrète du parti.

La nature exacte des conseils donna lieu, elle aussi, à des divergences d'opinions. Ainsi, lors de la conférence des bolcheviks de Petrograd, on entendit Kalinine se demander s'il était bien vrai que les conseils des députés ouvriers fussent la seule forme concevable de gouvernement révolutionnaire, comme Lénine le prétendait ⁵¹. À Moscou, où le comité du parti se situait en général plus à droite que les bolcheviks de Petrograd, Smidovitch déclara à la conférence régionale (19-21 avril) que les soviets, en raison de leur structure, n'étaient ni aptes ni propres à prendre en charge les affaires du pays. Pour qu'ils soient en état de le faire, on devrait d'abord les renforcer, les multiplier en milieu rural et les unifier ⁵². Noguine, un autre dirigeant des bolcheviks de Moscou, soutint devant la conférence panrusse du parti (24-29 avril) que les soviets seraient peu à peu amenés à se dessaisir de leurs fonctions les plus notables au profit des syndicats, des partis politiques et des organes d'auto-administration. Au sommet de l'État, il y aurait l'Assemblée constituante et, ensuite, le Parlement ⁵³.

Beaucoup de bolcheviks, sans contester la grande importance des conseils pour l'avenir de la révolution, n'en étaient pas moins médusés de voir Lénine leur réserver ainsi l'exclusivité du pouvoir ; se refusant à trancher dès maintenant, ils ne tenaient pas à se laisser lier ainsi par une option inconditionnelle en faveur de la république soviétique. De fait, aucune des résolutions de la conférence panrusse du parti ne présente sans ambages, à la façon des *Thèses d'avril*, le futur pouvoir soviétique comme une forme d'État rigoureusement opposée au régime parlementaire. Aux termes de la résolution sur les soviets, « tout le pouvoir d'État [devrait passer] aux mains des conseils ou d'autres organes exprimant directement la volonté de la majorité du peuple (organes d'auto-administration locale, Constituante, etc.) ⁵⁴ ». De même qu'un grand nombre de dirigeants bolcheviks restaient sceptiques quant aux chances d'une révolution socialiste en Russie ^{III}, le parti n'accueillait le programme léninien de république soviétique qu'en renâclant et sans s'être formé une idée bien nette des vastes conséquences de ce mot d'ordre. En effet, comme Soukhanov le note à juste titre, la plupart des bolcheviks entendaient par là non point la « constitution politique la plus achevée », mais simplement un impératif

de l'heure, à savoir : la formation d'un gouvernement composé d'éléments responsables des soviets ⁵⁵.

Quoi qu'il en soit, pendant les semaines et les mois qui suivirent son retour en Russie, Lénine finit d'ériger en système cohérent les vues sur la nature et les tâches des soviets qu'il avait conçues en Suisse et couchées sur le papier, pour la première fois, dans ses *Thèses d'avril*. Il ne se lassait pas de proclamer, dans ses articles et ses discours, que « l'humanité n'a pas encore élaboré [...] de type de gouvernement supérieur et préférable aux conseils [...] ⁵⁶ ». Se référant à l'analyse que Marx avait donnée de la Commune, il énumérait ainsi les caractéristiques fondamentales du pouvoir des soviets :

1. La source du pouvoir n'est pas la loi, préalablement discutée et votée par un Parlement, mais l'initiative des masses populaires, initiative directe, locale, venant d'en bas, l'« usurpation » directe [...].

2. La police et l'armée, institutions séparées du peuple et opposées au peuple, sont remplacées par l'armement direct du peuple tout entier ; ce sont les ouvriers et les paysans armés [...] qui veillent eux-mêmes au maintien de l'ordre public.

3. Le corps des fonctionnaires, la bureaucratie sont, eux aussi, remplacés par le pouvoir direct du peuple, ou du moins placés sous un contrôle spécial ; non seulement les postes deviennent électifs, mais leurs titulaires, ramenés à l'état de simples mandataires, sont révocables à la première demande du peuple ; de corps privilégiés [...], ils deviennent des ouvriers [...], dont les traitements n'excèdent pas le salaire habituel d'un bon ouvrier ⁵⁷.

Il s'agit là d'un programme de démocratisation radicale de l'État, visant à réaliser un véritable « gouvernement du peuple par le peuple », et Lénine soulignait infatigablement ce caractère démocratique de l'État des conseils :

Ce qu'il faut, c'est non seulement une représentation démocratique, mais aussi que toute l'administration de l'État soit organisée d'en bas, par les masses elles-mêmes, que celles-ci participent effectivement à chaque pas en avant que fait la vie, qu'elles jouent un rôle actif dans l'administration. Remplacer les vieux organismes d'oppression, la police, le corps des fonctionnaires, l'armée permanente, par l'armement général du peuple, par une milice réellement générale, tel est le seul moyen [...]. Par leur rôle, par le type d'État qu'ils inaugurent, les soviets des députés ouvriers sont précisément les institutions de [cette] démocratie ⁵⁸.

En même temps qu'il exaltait le système soviétique, Lénine critiquait âprement le régime parlementaire, dont les conseils ouvriers étaient en quelque sorte le contretype rayonnant. Il fustigeait les excès du parlementarisme en reprenant, cette fois encore, presque mot pour mot ce que Marx disait à ce propos dans

l'« Adresse » de 1871. À l'instar de la Commune, les soviets unissaient en eux à la fois le pouvoir législatif et le pouvoir exécutif, tandis que les députés, responsables devant leurs électeurs, ne jouissaient d'aucun privilège particulier. À l'origine de ce mépris pour la démocratie parlementaire, il n'y avait pas, du moins en premier lieu, une réflexion sur *La Guerre civile en France* ou sur l'expérience des conseils russes. Avant 1905 déjà, pour Lénine comme pour la plupart des autres socialistes russes, Plekhanov notamment^{IV}, Assemblée constituante et régime parlementaire étaient affaire d'opportunité. Si Lénine évitait de se livrer à une polémique en règle contre la Constituante en gestation, alors que les bolcheviks au contraire en réclamaient la réunion à bref délai, la critique du parlementarisme, qu'il poursuivait dans le cadre de sa théorie des conseils, visait en fait à déprécier la Constituante pour mieux faire ressortir la « supériorité » du système des conseils [=, p. ⇒ et suiv.].

Ainsi donc, les soviets sont des institutions représentatives des ouvriers, des paysans et des soldats, mais en même temps – étant donné que tous les éléments possédants s'en trouvent exclus – ils constituent, toujours selon Lénine, des organes de la « dictature du prolétariat » ou, plus exactement, peuvent le devenir. En effet, à ce moment (printemps-été 1917), les soviets demeuraient sous la coupe d'« éléments petits-bourgeois », lesquels mettaient obstacle à leur transformation en organes de ce genre. Il faudrait donc attendre pour cela qu'avec les progrès de la révolution socialiste les bolcheviks aient pris en main la direction des conseils. Ce fut pour élucider la nature et les fonctions de l'État propre à la dictature prolétarienne, et en interprétant à sa manière la doctrine de Marx et Engels⁶⁰, que Lénine, à la veille des événements d'Octobre, se mit à rédiger *L'État et la Révolution*. Il y insistait constamment sur le caractère violent de cette dictature^V, tout en la présentant par ailleurs comme une simple voie de passage à une société communiste dont la violence aurait disparu. La dictature prolétarienne, Lénine la définissait ainsi : « Démocratie pour l'immense majorité du peuple et répression par la force, c'est-à-dire exclusion de la démocratie pour les exploiters, les oppresseurs du peuple, telle est la modification que subit la démocratie lors de la transition du capitalisme au communisme⁶². » Cet État de la période de transition « n'en est pas un au sens propre du terme⁶³ », disait

Lénine. « L'appareil spécial, la machine spéciale de répression, l'État, est encore nécessaire, mais c'est déjà un État transitoire [...]. Le peuple peut mater les exploiters même avec une "machine" très simple, sans appareil spécial, par la simple organisation des masses armées (comme les conseils des députés ouvriers et soldats)⁶⁴. » Quant au « dépérissement de l'État », autrement dit la fin de la division de la société en classes et de la contrainte sous toutes ses formes, il se ferait pendant la seconde phase de restructuration révolutionnaire de la société, laquelle déboucherait sur la réalisation du communisme. Lénine se déclarait partisan, « comme but final », de « la suppression de l'État, c'est-à-dire de toute violence organisée et systématique, de toute violence exercée sur les hommes, en général⁶⁵ ». Ce qui ne l'empêchait nullement d'énoncer dans un autre passage de sa brochure : « Il est certain qu'il ne saurait être question de déterminer le moment de cette "extinction" future, d'autant plus qu'elle constituera nécessairement un processus de longue durée^{VI 66}. »

Toutefois, les conditions de cette extinction de l'État se mettront en place dès la phase de dictature du prolétariat. Dans le chapitre de sa brochure où Lénine brosse un tableau du socialisme, il semble quasiment obsédé par la vision d'une société qui « ne sera plus qu'un seul bureau et un seul atelier, avec égalité de travail et égalité de salaire ».

Si tous participent réellement à la gestion de l'État, le capitalisme ne peut plus se maintenir [...]. Enregistrement et contrôle, tel est l'essentiel, et pour la « mise en route » et pour le fonctionnement régulier de la société communiste dans sa première phase. Ici, tous les citoyens se transforment en employés salariés de l'État constitué par les ouvriers armés. Tous les citoyens deviennent les employés et les ouvriers d'un seul cartel du peuple, entier, de l'État [...]. Dès l'instant où tous les membres de la société, ou du moins leur immense majorité, ont appris à gérer eux-mêmes l'État, ont pris eux-mêmes l'affaire en main [...], dès cet instant, la nécessité de toute administration en général commence à disparaître [...]. Alors s'ouvrira toute grande la porte qui permettra de passer de la première phase de la société communiste à sa phase supérieure et, par suite, à l'extinction complète de l'État⁶⁷.

L'image de l'État socialiste soviétique, que Lénine esquissait dans *L'État et la Révolution*, était à cent lieues des réalités russes et des soviets concrets de 1917. Nulle part le caractère utopiste de la théorie léninienne de la future société socialiste et communiste ne ressortait plus nettement que dans cette vision d'un État où « tous deviennent pour un temps "bureaucrates", [si bien] que, de ce fait,

personne ne puisse devenir “bureaucrate”⁶⁸ ». Lénine érigeait ainsi son État soviétique à la hauteur d’un État idéal ayant supprimé la bureaucratie tout en remplissant une infinité de fonctions bureaucratiques (tout ce que Lénine désignait par « enregistrement et contrôle »). Nationalisation des banques et des cartels industriels, groupement obligatoire de la population dans des unions de producteurs et de consommateurs, tel était le programme économique des bolcheviks à la veille de la prise du pouvoir⁶⁹. Entre cette économie monopoliste et coercitive, et le principe des conseils à base d’auto-administration, béait une contradiction insurmontable qui découlait en droite ligne de l’option globale de Lénine en la matière. Selon la très juste formule de Martin Buber⁷⁰, Lénine « insérait les conseils dans un programme d’action, non dans une idée de structure⁷¹ ». Quand il idéalisait les conseils et les posait en État d’un type nouveau, supérieur, plus démocratique, il se laissait guider par des considérations de stratégie révolutionnaire, non de restructuration sociale. « Il ne lui vint pas à l’esprit que les conseils n’existaient pas simplement par et pour la révolution, mais que réciproquement – et dans un sens plus profond et plus élémentaire – la révolution ne pouvait exister que par et pour les conseils⁷². »

Comme l’attitude de Marx envers la Commune de Paris, celle de Lénine envers les conseils russes eut pour motif dominant le motif de la révolution politique ; l’esquisse de l’État socialiste soviétique, qu’il traça dans *L’État et la Révolution*, visait à justifier au niveau théorique la prise imminente du pouvoir. La lutte pour le pouvoir, voilà l’arrière-plan réel de la philosophie de l’État de Lénine ! En consacrant tout un volume à fonder en théorie le mot d’ordre du pouvoir soviétique, Lénine obéissait d’abord et surtout à des mobiles d’ordre tactique ; les conseils, organes de la démocratie de masse selon la théorie, étaient en pratique destinés à permettre au parti bolchevique de s’emparer du pouvoir. Quiconque veut comprendre quelle place la doctrine bolchevique réservait en réalité aux conseils ne doit donc pas s’en tenir à la peinture idéalisée qu’en fait la théorie léninienne de l’État. Pour y arriver, il faut examiner les relations effectives entre le parti bolchevik et les soviets au cours de la révolution.

2. « Tout le pouvoir aux soviets ! » La tactique des bolcheviks pendant la révolution de 1917

Le pouvoir aux soviets, mot d'ordre tactique

La révolution de Février créa, pour la première fois en Russie, les conditions objectives tant de l'essor des partis politiques que de l'organisation des masses passées à l'action. Lénine qui, vers le tournant du siècle, avait conçu l'idée d'un parti de révolutionnaires professionnels et qui, en 1905 encore, n'avait tiré profit qu'avec circonspection d'une liberté de mouvement singulièrement accrue, « balaya tous les obstacles sectaires ⁷³ » dès que son parti vit s'offrir à lui, en mars 1917, l'occasion d'acquérir enfin une indispensable base de masse. Mais il ne fit pas litière pour autant de ses anciens principes. Comme devant, il revenait au petit cercle des vieux militants éprouvés de décider en toutes choses, cependant que la masse des adhérents formait la piétaille chargée de propager les mots d'ordre. Comme devant encore, Lénine cherchait à conférer à son parti une grande souplesse tactique vis-à-vis de l'extérieur, en vue de s'adapter à la situation du moment et aux sentiments fluctuants des masses, alliée à une discipline rigide à l'intérieur. En témoignent ses premières réactions aux événements de Février : « Maintenant figurent à l'ordre du jour : l'élargissement du travail, l'organisation des masses, l'éveil de couches nouvelles d'arriérés, de ruraux, de domestiques, les cellules dans l'armée pour la dénonciation systématique, approfondie du nouveau gouvernement et la préparation de la conquête du pouvoir par les soviets des députés ouvriers », écrivait-il le 4 mars ⁷⁴. Mais, la veille, il ne cachait pas sa crainte de voir le gouvernement provisoire légaliser les partis ouvriers, exposant dès lors les bolcheviks à la tentation dangereuse de l'unification avec les autres sociaux-démocrates. Si jamais le gouvernement prenait pareille mesure (il l'avait déjà prise

effectivement), « nous [c'est-à-dire les bolcheviks] créerions comme par le passé, proclamait Lénine, notre parti à nous et nous unirions obligatoirement le travail légal au travail illégal⁷⁵ ». Ces propos ne trahissent pas seulement la vieille méfiance du révolutionnaire professionnel et le penchant pour les menées clandestines, ils mettent bien plus encore en relief l'un des traits principaux de la politique des bolcheviks jusqu'en octobre 1917, lesquels, sous le couvert de leurs activités publiques, restaient fidèles aux méthodes conspiratives et combinaient les deux tactiques. En dépit d'un rapide accroissement numérique^{VII} et de la prolifération des groupes nouveaux, le Parti bolchevique demeurait une organisation élitiste, construite d'une pièce et soumise à des règles quasi militaires, contrairement au Parti socialiste-révolutionnaire dont l'effectif énorme se diluait, amorphe, dans les masses.

Avant que le Parti bolchevique ne fût encore sorti de la clandestinité, les soviets allaient déjà se multipliant spontanément. Aussi quand au début de mars Lénine s'écriait : « Le mot d'ordre de l'heure, c'est l'organisation⁷⁷ », il désignait par là, comme foyers d'organisation élémentaires, ces conseils qui surgissaient partout. « Il nous faut maintenant profiter de la liberté relative du nouveau régime et des soviets de députés pour nous efforcer avant tout et par-dessus tout d'éclairer cette masse et de l'organiser », écrivait Lénine dans la première *Lettre de loin* qu'il adressa à ses camarades de Russie⁷⁸. Les organisations de ville du parti avaient d'elles-mêmes opté pour cette voie ; ne voulant pas rester à l'écart du mouvement de masse, elles prenaient une part active à la fondation et aux travaux des soviets. Lénine avait parfaitement conscience des liens étroits, infiniment plus forts que l'influence de son parti, qui rattachaient les ouvriers et les soldats à ces organismes. C'est ce qui l'amena à décider que le parti s'appuierait en tout premier lieu sur les soviets. « À la formule de classe du programme bolchevik : "Tout le pouvoir aux ouvriers et aux paysans pauvres !" », il unit la formule d'organisation : "Tout le pouvoir aux soviets⁷⁹ !" » Seuls en effet les soviets étaient à même de faire efficacement contrepoids au gouvernement provisoire et de mettre en œuvre l'énergie révolutionnaire des masses. En outre, cette masse en ébullition de prolétaires et de soldats qui intervenaient pour la première fois activement sur le plan politique

et que les partis politiques qui, eux aussi, venaient tout juste d'avoir la possibilité d'agir publiquement, ne touchaient guère qu'en surface, cette masse, donc, n'avait aucune confiance dans les règles du jeu démocratique et constituait une proie facile pour les démagogues. Lénine comptait précisément là-dessus. Malgré la majorité écrasante dont ses adversaires des deux grands partis socialistes jouissaient dans les soviets, il pensait que son parti avait des chances de détacher les masses des dirigeants qu'elles s'étaient donnés tout d'abord : Tsereteli, Kerenski, Tchernov. S'il exhortait les bolcheviks à combattre impitoyablement, au sein des conseils, les socialistes majoritaires, c'était dans l'espoir d'attirer progressivement dans son camp les ouvriers et les soldats regroupés derrière les soviets. À la base des calculs stratégiques du Lénine d'avril 1917, il y avait l'alliance du Parti bolchevique, à structure rigide et direction homogène et centralisée, avec des masses inexpérimentées et donc aisées à manipuler⁸⁰. Les soviets serviraient à cet égard de « baromètre le plus sûr de l'activité effective des masses⁸¹ », de « courroies de transmission » aidant le parti à diriger les masses – comme Staline le disait plus tard⁸².

Outre cette mission de diffuser le bolchevisme dans les masses, les conseils devaient, suivant les plans de Lénine, en remplir une autre : paralyser l'appareil d'État, affaibli sans rémission à défaut de leur concours, saper l'autorité du gouvernement provisoire et celle du haut commandement au front comme à l'arrière ; bref, éliminer autant que possible tout ce qui obstruait le chemin du pouvoir. En conséquence de quoi, les bolcheviks poussaient les soviets à usurper les fonctions d'autorité et de gestion à l'échelon local, les hommes de troupe à élire leurs chefs par le truchement des comités de soldats et les paysans à se saisir des terres. À l'occasion de la conférence d'avril du parti, Lénine dressa un bilan triomphal de la propagation des soviets en province et du rôle qu'ils y assumaient. Et d'en tirer cette conclusion qu'en province – à la différence de la capitale où le gouvernement provisoire disposait des principaux éléments de force – on pouvait « faire faire immédiatement à la révolution un pas en avant en instaurant le pouvoir unique des soviets, en stimulant l'énergie révolutionnaire des masses ouvrières et paysannes, en passant au contrôle de la production et de la distribution des produits, etc.⁸³ ». Et d'invoquer l'exemple de la Révolution

française qui était passée par une phase de « révolution municipale » au cours de laquelle les organes d'auto-administration locale avaient mené à bonne fin la révolution en province⁸⁴. Voilà qui pouvait très bien se répéter en Russie : « Faire progresser la révolution, cela veut dire réaliser d'autorité l'auto-administration⁸⁵. » C'était reprendre, jusque dans la formulation, le programme d'« auto-administration révolutionnaire » des mencheviks de 1905. À l'époque, Lénine s'était catégoriquement opposé à l'idée de fonder des « communes » révolutionnaires tant que le régime tsariste resterait debout. Maintenant, il déclarait :

La « commune » convient parfaitement au paysan. La « commune » signifie l'auto-administration locale la plus complète, l'absence de toute surveillance d'en haut. [...] Les soviets des députés ouvriers sont parfaitement en mesure de créer partout des « communes ». La question est de savoir si le prolétariat a les capacités d'organisation nécessaires, mais c'est une chose qu'on ne saurait supputer d'avance, il faut apprendre tout en agissant⁸⁶.

Conformément à ces vues, on pouvait lire dans la résolution de la conférence d'avril sur cette question :

Dans toute une série de localités de province, la révolution va de l'avant, par l'organisation spontanée du prolétariat et de la paysannerie au sein des soviets, par l'élimination, à l'initiative de la base, des anciennes autorités, par la création d'une milice ouvrière et paysanne, par le passage de toutes les terres aux mains des paysans, par l'instauration du contrôle ouvrier dans les fabriques [...]. Cette croissance de la révolution en étendue et en profondeur dans les provinces marque, d'une part, l'essor du mouvement en faveur du passage de tout le pouvoir aux soviets et de l'instauration du contrôle des ouvriers et des paysans eux-mêmes sur la production ; elle garantit d'autre part que les forces s'organisent dans tout le pays en vue de la deuxième étape de la révolution, qui doit faire passer la totalité du pouvoir aux soviets ou à d'autres organes exprimant la volonté de la majorité du peuple (organes d'auto-administration locale, Assemblée constituante, etc.)⁸⁷.

Tout en étant par endroits semblable mot pour mot au programme que l'aile maximaliste du Parti S-R avait mis en avant pendant la première révolution russe [=, p. => et suiv.], le programme léninien de révolution « municipale » ne revenait nullement à accorder le pas, une fois pour toutes, à l'auto-administration locale sur le centralisme tsariste. Dans le discours de clôture, que Lénine prononça devant la conférence de Petrograd du parti, figure en effet cette phrase significative : « Nous devons être pour la centralisation, mais il est des moments

où la tâche doit être exécutée sur le plan local⁸⁸. » Vu leur ascendance doctrinale et leur passé, il aurait été inconcevable que les bolcheviks se fissent les défenseurs convaincus d'une auto-administration authentique. Au moment même où il achevait de rédiger *L'État et la Révolution*, Lénine ne déclarait-il pas : « Vouloir prouver aux bolcheviks, centralistes par conviction, par leur programme et la tactique de tout le parti, la nécessité de la centralisation, c'est vraiment enfoncer une porte ouverte⁸⁹ » ? Le mot d'ordre « Tout le pouvoir aux soviets ! », pris dans le sens de pouvoir soviétique local, visait avant tout à disloquer l'ordre établi en court-circuitant les institutions étatiques. Ce n'est pas pour rien que Lénine préconisait la « démolition », la « destruction » de l'appareil d'État et son remplacement par « un nouveau, constitué par les ouvriers armés »⁹⁰. Les conseils ouvriers, paysans et soldats devaient empêcher l'État, ébranlé par la révolution, de se consolider derechef avant que les bolcheviks eussent acquis une influence prépondérante. Lénine misait sur les conseils parce que – en raison de la place qui leur était échue dans le système de la « dualité du pouvoir » – il pensait pouvoir s'en servir comme d'un tremplin pour conquérir le pouvoir.

Le rôle que les conseils étaient appelés à jouer dans le plan révolutionnaire de Lénine dépendait du degré de maturation du mouvement. Mais une chose était certaine en tout cas : les bolcheviks ne risquaient pas « d'adopter une attitude fétichiste envers les soviets, d'en faire un quelconque but en soi de la révolution⁹¹ ». Comme l'écrivait Lénine au printemps de 1917 : « L'important pour nous, dans les soviets, ce n'est pas la forme, c'est de savoir quelle classe ils représentent⁹². » En d'autres termes, il s'agissait fondamentalement non pas de créer dans la lutte un ordre social meilleur, plus démocratique – la république des soviets –, ainsi que Lénine et les agitateurs bolcheviks ne cessaient de le publier à son de trompe, mais de s'installer aux leviers de commande des conseils. « Les soviets, par eux-mêmes, ne tranchent pas la question, écrivait Trotski à la veille d'Octobre. Selon le programme et la direction, ils peuvent servir à diverses fins. Un programme est donné aux soviets par le parti⁹³. » Jamais, au grand jamais, les bolcheviks n'ont fait des soviets une affaire de

« doctrine » ou de « principe »⁹⁴ ; ce fut toujours pour eux une affaire de convenance momentanée. La théorie léninienne des conseils, forme de démocratie la plus radicale, est indissolublement liée au rôle pratique des soviets, conçus comme des instruments aux mains du parti dirigeant. Conquérir les soviets, tel fut par conséquent le but immédiat que les bolcheviks se fixèrent pendant le printemps et l'été de 1917.

Le développement « pacifique » de la révolution

Lénine était un esprit assez réaliste pour s'apercevoir qu'au printemps de 1917 le mot d'ordre du pouvoir soviétique, au sens qu'il lui donnait de conquête du pouvoir par les soviets bolchevisés, était encore bien loin de sa réalisation. Son parti n'avait qu'une faible minorité dans tous les conseils d'ouvriers et soldats. Lénine tirait donc la philosophie de la situation quand, dans ses *Thèses d'avril*, il assignait comme tâche aux bolcheviks non de s'emparer immédiatement du pouvoir, mais d'acquérir d'abord la majorité dans les conseils. D'où la teneur de la thèse 4 :

Reconnaître que notre parti est en minorité et ne constitue pour le moment qu'une faible minorité, dans la plupart des soviets des députés ouvriers, en face du bloc de tous les éléments opportunistes petits-bourgeois tombés sous l'influence de la bourgeoisie et qui étendent cette influence sur le prolétariat [...]. Tant que nous sommes en minorité, nous nous appliquons à critiquer et à expliquer les erreurs commises, tout en affirmant la nécessité du passage de tout le pouvoir aux soviets des députés ouvriers, afin que les masses s'affranchissent de leurs erreurs par l'expérience⁹⁵.

Cette dernière phrase ne se contente pas de poser en objectif la bolchevisation des conseils, elle fait un impératif de la prise en charge du pouvoir par les soviets dominés par les mencheviks et les S-R. Lénine devait d'ailleurs déclarer par la suite : « Nous avons toujours été et sommes par principe pour le passage de tout le pouvoir à cet organisme [en l'occurrence le congrès des soviets], bien qu'il soit actuellement aux mains des partis menchevik et socialiste-révolutionnaire jusqu'au-boutistes et hostiles au parti du prolétariat⁹⁶. » Plus tard encore, après l'insurrection de juillet, il assurait que le mot d'ordre « Tout le pouvoir aux

soviets ! » avait été « le mot d'ordre du développement pacifique de la révolution » :

Et pas seulement pacifique en ce sens que personne, aucune classe, n'aurait pu alors (du 27 février au 4 juillet) s'opposer au passage du pouvoir aux conseils ou y faire obstacle [...]. Le développement pacifique était alors possible même sous cet autre rapport : la lutte des classes et des partis au sein des soviets aurait pu, à condition que les soviets aient pris en temps opportun la totalité du pouvoir d'État, revêtir les formes les plus pacifiques et les plus indolores⁹⁷.

Les bolcheviks développaient donc leur action sur deux axes : d'une part, ils s'efforçaient d'obtenir la majorité dans les soviets en propageant leur programme et en menant une lutte implacable contre le gouvernement provisoire ; d'autre part, ils sommaient les conseils socialistes modérés de prendre le pouvoir en charge dès maintenant. Lénine n'ignorait certes pas qu'en ce dernier cas le gouvernement socialiste continuerait à faire la guerre, ce qui aurait pour effet de retarder la solution de la question agraire. Mais il tablait en même temps sur le frénétique désir de paix des soldats, sur les aspirations des paysans à la terre et sur l'impatience des travailleurs. Ces facteurs psychologiques joueraient en faveur du bolchevisme et lui permettraient de relayer « pacifiquement », c'est-à-dire en acquérant la majorité dans les soviets, les socialistes en déconfiture à la tête du gouvernement. « Évidemment, dit Staline, ce plan ne signifiait point la dictature du prolétariat. Mais il facilitait indubitablement la préparation des conditions indispensables à l'instauration de la dictature du prolétariat, car, portant les mencheviks et les S-R au pouvoir et les mettant dans la nécessité de réaliser leur programme antirévolutionnaire, il hâtait la révélation de leur véritable nature, précipitait leur isolement, leur rupture avec les masses⁹⁸. »

Lorsqu'il envisageait ainsi une accession pacifique au pouvoir, Lénine ne s'éloignait pas pour autant de son idée fondamentale, à savoir le caractère violent de toute révolution. C'est seulement dans les conditions très spéciales, uniques dans l'histoire, de la Russie au printemps de 1917 qu'il retenait cette éventualité^{viii}. Mais il avait proclamé à maintes reprises, d'une manière expresse, que la guerre civile constituait la forme normale de la révolution socialiste, la « voix pacifique » restant l'exception¹⁰⁰. Du reste, aux yeux des

bolcheviks, la conquête du pouvoir par des moyens pacifiques n'excluait nullement un recours ultérieur à la violence contre l'« ennemi de classe » ; de la sorte, en effet, le stade de la « dictature du prolétariat » serait justement atteint, non pas dépassé.

Les conditions premières, en vertu desquelles Lénine jugeait possible un développement pacifique de la révolution, ne se réalisèrent pas. Non seulement les partis de la majorité des conseils ne voulaient pas entendre parler d'un gouvernement purement soviétique, mais encore, bien loin de là, ils lui préféraient la coalition avec la bourgeoisie dans le cadre du gouvernement provisoire [⇒, p. ⇒]. Qui plus est, Lénine lui-même ne se prononçait que conditionnellement pour une lutte « légale » au sein des conseils. À sa tactique publique de conquête des soviets par l'intérieur, il joignait – en stricte conformité avec ses déclarations du début de mars [⇒, p. ⇒] – des initiatives semi-légales¹⁰¹. À l'occasion de la crise qui mit aux prises le soviet de Petrograd et le gouvernement à propos de la politique extérieure, eut lieu dans la capitale, le 21 avril, une manifestation que les bolcheviks, scandant « Tout le pouvoir aux soviets ! » et « Renversez le gouvernement provisoire ! », s'efforcèrent de tirer à eux. Quelques semaines après, Lénine projeta d'organiser, pour le 10 juin, une grande manifestation que le congrès des soviets interdit. Dans un cas comme dans l'autre, il s'agissait de « procéder à une reconnaissance des forces ennemies¹⁰² » autant que de monter les masses contre le gouvernement et les socialistes modérés. Dès ce moment, certains bolcheviks extrémistes préconisaient déjà des actions décisives et songeaient à mettre fin au régime par un coup de force. Lénine, pour sa part, gardait une attitude expectante et, après avoir ainsi tâté le terrain avec des résultats négatifs – en raison surtout de l'opposition énergique du conseil ouvrier et soldat de Petrograd comme du congrès des soviets – n'avait pas la possibilité de reporter la charge du pouvoir sur des organes de second ordre.

Le point culminant de cette offensive quasi militaire, que les bolcheviks menaient de pair avec la campagne d'agitation en faveur de la prise en charge du pouvoir par les soviets, ce fut l'insurrection ratée de juillet. Cette affaire reste bien, jusqu'à présent, l'un des chapitres les plus obscurs de la révolution russe.

Tandis que la version bolchevique officielle invoquait, dès que l'échec de l'insurrection fut avéré, une action spontanée des masses à laquelle le parti avait jugé de son devoir de s'associer, la plupart des contemporains étaient, quant à eux, d'avis que le soulèvement avait été conçu et dirigé par les bolcheviks en vue de s'emparer, à sa tête, du pouvoir. Tout porte à croire que Lénine avait prévu une opération de ce genre pour une date un peu plus tardive – le moment où le pays se mettrait à réagir à l'échec de l'offensive Kerenski sur le front –, mais qu'après l'intervention prématurée d'une partie des ouvriers et des soldats de la capitale ainsi que des marins de Cronstadt, il se vit contraint de se solidariser sur-le-champ avec le mouvement. Fait incontesté : au cours des semaines, puis des journées précédentes, la campagne d'agitation lancée par les bolcheviks dans les fabriques et les régiments de la capitale s'était faite de plus en plus vive, sans aller pour autant jusqu'à l'appel explicite aux armes, cependant que la fraction bolchevique de la section ouvrière du soviet prenait toutes mesures pour renverser la majorité actuelle et se soumettre la section. Toutefois, le désaccord régnait dans les hautes sphères du parti : de même qu'en avril et qu'en juin, le comité central et la majorité du comité de Petrograd prêchaient la prudence, alors que l'organisation militaire du parti et les bolcheviks de Cronstadt, en partie de leur propre chef, se préparaient à une action à force ouverte. Les bolcheviks ne se jetèrent qu'avec tiédeur dans l'insurrection dont la défaite ne contribua pas peu à accroître l'irrésolution du parti ¹⁰³.

Les manifestants armés qui, du 3 au 5 juillet, défilèrent avec pour mot d'ordre « Tout le pouvoir aux soviets ! » sommaient le comité exécutif central de Russie (CEC) de prendre en main le gouvernement. Mais le CEC menchevik et S-R, fidèle à ses options politiques de base, refusa d'accepter le pouvoir que lui offrait ainsi la rue ; bien plus, il invita les troupes gouvernementales à réprimer l'insurrection. À l'encontre des insurgés et des bolcheviks, il déclarait : « Tout en soutenant que la puissance publique devait revenir aux soviets, ils étaient les premiers à l'attaquer, cette puissance publique ¹⁰⁴. » Et l'éditorial que les *Izvestia* consacrèrent aux événements en faisait ressortir les conséquences funestes pour la démocratie soviétique :

Influencée par la campagne d'agitation parfaitement irresponsable des bolcheviks, qui cherchent à exploiter l'insatisfaction et la colère naturelles des masses d'ouvriers et de soldats que la grave crise économique ne manque pas d'engendrer, une partie du prolétariat et de l'armée est descendue en armes dans la rue. Que voulaient donc obtenir, hier, les camarades ouvriers et soldats aveuglés ? Leurs banderoles parlaient de faire passer tout le pouvoir aux soviets et de mettre fin à la guerre. Mais ne sont-ils pas eux-mêmes allés en premier lieu contre la volonté des soviets de toute la Russie ? N'ont-ils pas ébranlé en effet l'autorité et la puissance des soviets ? [...] Les ouvriers et les soldats, qui sont descendus dans la rue hier, cherchaient à imposer, par la force des armes, leur volonté à toute la Russie révolutionnaire. Que se passerait-il si l'une de ces tentatives réussissait jamais ? Si la minorité avérée des démocrates arrivait à imposer par la violence sa volonté au pays entier, contre la volonté du peuple entier et, aussi, contre celle de la majorité des soldats de Petrograd ? Ce jour-là, on irait au naufrage de la révolution, car la révolution ne peut se développer victorieusement qu'à condition d'avoir de son côté et à sa tête des organes réalisant la volonté de la majorité des démocrates ¹⁰⁵.

Le critique des *Izvestia* frappait au point sensible la conception bolchevique de la démocratie soviétique. Lénine n'avait-il pas proclamé publiquement que, même en cas de prise en charge du pouvoir par les conseils actuels (« s'ils devenaient un parlement révolutionnaire tout-puissant »), il ne faudrait pas se soumettre à celles de leurs décisions qui entraveraient la liberté du parti de poursuivre l'agitation ? Dès lors, s'écriait-il, « nous préférierions devenir un parti clandestin, un parti officiellement persécuté, mais nous ne renoncerions pas à nos principes marxistes, internationalistes ¹⁰⁶ ». Autant dire qu'en cas de développement « pacifique » de la révolution, les bolcheviks combattraient un gouvernement des socialistes majoritaires de la manière même dont ils combattaient le cabinet de coalition. Tout en présentant la république soviétique comme la forme de démocratie la plus élevée, Lénine n'admettait pas que les décisions de la majorité des soviets eussent force de loi pour la minorité. « Cette démocratie-là, a-t-on pu dire, est en réalité un champ de bataille. C'est le terrain où la force bolchevique peut le mieux manœuvrer, précisément parce qu'elle n'est pas démocratique ¹⁰⁷. »

Expériences tactiques

Les événements de juillet provoquèrent une solution de continuité et dans le processus révolutionnaire et dans la tactique bolchevique. Ils eurent pour conséquence immédiate une répression du parti : des poursuites furent engagées contre ses chefs, et Lénine ne put y échapper qu'en allant se cacher en Finlande, tandis qu'une violente campagne de presse dénonçait sans relâche les « agents de l'Allemagne » et que les organisations du parti voyaient leurs activités entravées et surveillées de près. Les organes suprêmes de la « démocratie révolutionnaire », le comité exécutif des conseils ouvriers et soldats et le comité exécutif des conseils paysans, de même qu'une foule de soviets provinciaux, condamnèrent les procédés bolcheviques ¹⁰⁸. Kerenski, s'efforçant de replâtrer la coalition passablement ébranlée des socialistes et des représentants de la bourgeoisie, et posant au « sauveur de la Russie » situé au-dessus des partis, réussit finalement à constituer un nouveau cabinet. Restait à savoir si sa personnalité serait assez forte pour maintenir la cohésion de forces divergentes et aplanir un antagonisme des classes de plus en plus aigu.

Quant aux bolcheviks, ils venaient d'essuyer une défaite qui les obligeait à réviser de fond en comble leur tactique. Vu le refus réitéré de la majorité modérée des soviets de former un gouvernement homogène, le slogan « Tout le pouvoir aux soviets ! » semblait avoir perdu toute espèce de sens. C'est pourquoi Lénine décida, au bout de quelques jours, de changer totalement de cap.

Tous les espoirs fondés sur le développement pacifique de la révolution russe se sont à jamais évanouis, déclarait-il alors. La situation objective se présente ainsi : ou la victoire complète de la dictature militaire ou la victoire de la lutte résolue des ouvriers. Cette victoire n'est possible que si l'insurrection coïncide avec une effervescence profonde des masses contre le gouvernement et la bourgeoisie, par suite de la débâcle économique et de la prolongation de la guerre ¹⁰⁹.

C'était là formuler le principe d'une tactique que les bolcheviks devaient suivre désormais jusqu'à la révolution d'Octobre. Par « lutte résolue des ouvriers », Lénine désignait à mots couverts l'insurrection armée, dont il ne pouvait alors parler publiquement, et à laquelle il ne fit expressément appel que quelques semaines plus tard. Mais, dès ce moment, il invitait les bolcheviks à la préparer : « Le parti [...] doit, sans renoncer à l'action légale, mais sans en exagérer un

seul instant l'importance, associer le travail légal au travail illégal [...]. Créons partout, sans délai, des organisations ou des cellules clandestines ¹¹⁰. »

Le mot d'ordre du pouvoir soviétique fut provisoirement abandonné. Et Lénine d'accuser avec une véhémence sans bornes les dirigeants modérés des soviets de trahir la révolution et de réduire à l'impuissance des conseils qu'ils avaient transformés « en feuilles de vigne de la contre-révolution » ¹¹¹. Et de dire des soviets : « Ce sont des zéros, des marionnettes ; le pouvoir réel ne leur appartient pas ¹¹². » C'est pourquoi « réclamer la transmission du pouvoir aux soviets serait aujourd'hui du donquichottisme ou une dérision. Lancer ce mot d'ordre reviendrait objectivement à tromper le peuple, à lui inspirer l'illusion qu'il suffit aujourd'hui encore aux soviets de vouloir prendre le pouvoir ou d'en décider ainsi pour l'obtenir, qu'il y a encore au soviet des partis non compromis par leur complicité avec les bourreaux, et qu'on peut faire en sorte que ce qui fut n'ait pas été ¹¹³ ». Il fallait donc substituer à un slogan devenu préjudiciable le mot d'ordre sans ambiguïté de conquête du pouvoir par le prolétariat : « La lutte ne peut avoir d'autre objectif que le passage du pouvoir au prolétariat soutenu par les paysans pauvres, en vue de l'application du programme de notre parti ¹¹⁴. » Ainsi se trouvait pour la première fois érigée en but, sous une forme à peine voilée, la dévolution exclusive du pouvoir aux bolcheviks, but jusqu'alors camouflé sous le mot d'ordre : « Tout le pouvoir aux soviets ! » Lénine optait décidément pour la conquête du pouvoir par son parti sans l'aide des conseils et même contre eux. S'apercevant qu'il n'arriverait pas à ses fins par le truchement des soviets, il les laissait tomber. Il prouvait ainsi, avec toute la netteté désirable, qu'à ses yeux les soviets n'avaient d'intérêt que dans la mesure où ils pouvaient lui servir, comme des pions sur un échiquier, dans la course au pouvoir, mais qu'il ne leur accordait nullement cette valeur fondamentale de forme supérieure de l'État démocratique qu'il aimait à leur reconnaître en public. Trotski, qui rejoignit les bolcheviks en juillet et fut le bras droit de Lénine dans la préparation de l'insurrection, l'a dit tout uniment : « Si importante que soit la question du rôle et du sort des soviets, elle est subordonnée pour nous à la question de la lutte du prolétariat et des masses à demi-prolétariennes de la ville,

de l'armée et du village pour le pouvoir politique, pour la dictature révolutionnaire ¹¹⁵. »

Le Parti bolchevique ne fut pas unanime à se ranger à l'avis de Lénine proposant de renoncer au mot d'ordre du pouvoir soviétique. Si l'on admettait en général que les événements de juillet avaient eu pour effet de diminuer l'importance des conseils, les divergences persistaient quant au rôle qui devait leur revenir dans le cadre de la révolution et quant à l'attitude du parti à leur égard. Lors de la II^e conférence de Petrograd du parti, dont la session interrompue reprit le 16 juillet, Staline se fit l'interprète de la nouvelle ligne de Lénine :

Remettre le pouvoir aux soviets qui, en fait, marchent tacitement la main dans la main avec la bourgeoisie, ce serait travailler pour nos ennemis. Si nous triomphons, nous ne pouvons remettre le pouvoir qu'à la classe ouvrière, soutenue par les couches pauvres des campagnes. Nous devons promouvoir, pour les soviets des députés ouvriers et soldats, une forme d'organisation différente, plus adéquate ¹¹⁶.

Molotov, venant à la rescousse, fit ressortir qu'il ne suffisait pas de parler de pouvoir soviétique, qu'il fallait surtout mettre l'accent sur le caractère de classe déterminé de ce pouvoir, la dictature prolétarienne s'appuyant sur les paysans pauvres ¹¹⁷. D'autres orateurs, en revanche, prirent position contre la substitution, à l'ancienne formule, du mot d'ordre de dictature du prolétariat, arguant à ce propos que le caractère de classe de la révolution n'avait nullement changé depuis les journées de Juillet et que, « dans les circonstances actuelles, la dictature du prolétariat [devrait] prendre appui non sur la majorité de la population, mais sur la force des baïonnettes ¹¹⁸ ». Il serait dangereux d'abandonner le mot d'ordre soviétique, car, la « démocratie révolutionnaire » se retrouvant en majorité derrière les conseils, les bolcheviks risqueraient de se voir réduits à l'isolement ¹¹⁹. Mais Staline de répartir aux contradicteurs que, pour le parti, « il ne s'agit pas des institutions, mais de savoir de quelle classe telle institution applique telle politique. Nous sommes absolument pour ceux des soviets où nous avons la majorité ¹²⁰ ».

À Moscou également, une forte fraction des bolcheviks se prononçait pour le maintien du mot d'ordre soviétique. Au moment où Lénine attaquait avec la plus

grande véhémence la majorité modérée des soviets, le bolchevik Smidovitch déclarait à l'assemblée générale des députés ouvriers et soldats de la ville : « Quand nous parlons de remise du pouvoir aux soviets, cela ne signifie pas remettre le pouvoir aux mains du prolétariat, car les conseils sont composés d'ouvriers, de soldats et de paysans ; cela ne signifie pas que nous traversions actuellement une révolution socialiste ; la révolution actuelle est en effet une révolution démocratique bourgeoise. » La résolution mise aux voix par l'orateur préconisait la remise du pouvoir aux soviets chargés d'exécuter le programme de la démocratie révolutionnaire dans son ensemble¹²¹. On voit réapparaître dans ces propos, non les seuls du genre, assurément, la vieille idée de la « dictature démocratique révolutionnaire du prolétariat et de la paysannerie » que les soviets incarnaient, et que le Lénine des *Thèses d'avril* avait jugée dépassée. Face à la thèse de la prise du pouvoir par le seul parti bolchevik se faisaient jour les sentiments, refoulés en avril, de ceux qui récusaient la dictature d'un parti minoritaire et des mesures socialistes dans une Russie paysanne. De même qu'ils s'étaient opposés en avril au mot d'ordre léninien du pouvoir soviétique, parce qu'il leur paraissait trop en avance sur la réalité, ils défendaient maintenant ce mot d'ordre contre Lénine, parce que les conseils incarnaient la démocratie et procuraient au parti une indispensable base de masse. Tandis que Lénine et ses partisans cherchaient à mettre la main sur des organismes révolutionnaires nouveaux, à l'aide desquels ils pourraient mobiliser les masses (les comités de fabrique, par exemple)¹²², les tenants du mot d'ordre soviétique proclamaient que la révolution n'avait d'autre base que les conseils, et qu'il fallait les conquérir de l'intérieur, non les combattre de l'extérieur¹²³.

Les débats du VI^e congrès du parti, qui se tint à Petrograd, dans une semi-clandestinité, du 26 juillet au 3 août, furent eux aussi dominés par les divergences d'opinions auxquelles l'attitude à prendre envers les conseils donnait lieu¹²⁴. Vu l'absence des dirigeants bolcheviks les plus anciens, et de Trotski, qui venait d'être admis dans le parti, ce fut Staline qui fit le rapport sur la situation politique. Il reprit à cette occasion les arguments de Lénine selon lesquels c'en était fini de la dualité du pouvoir, les soviets ayant cessé de

représenter de réels organes du pouvoir. À la question de savoir ce qu'il proposait pour les remplacer, Staline répondit évasivement que « les soviets sont la forme la plus adéquate d'organisation de la classe ouvrière dans sa lutte pour le pouvoir, mais non le seul type d'organisation révolutionnaire » et que peut-être un « comité révolutionnaire » ou la section ouvrière du soviet de Petrograd (où les bolcheviks avaient déjà la majorité) pourrait remplir ce rôle ¹²⁵. Pour le moment, il s'agissait plus que tout d'abattre le gouvernement en place. « Quand nous nous en serons emparés [du pouvoir], nous saurons bien l'organiser ¹²⁶. »

Il revint ensuite aux contradicteurs d'attaquer la résolution sur la situation actuelle, que Staline avait présentée et défendue, et de critiquer le projet d'abandonner le mot d'ordre soviétique sans le suppléer par aucun autre mot d'ordre concret. Yurenev, membre du groupe des *meždurajoncy*, admis au sein du parti avec Trotski, déclara par exemple :

La résolution de Staline recèle un terrible danger [...]. Tout indique que les soviets restent une force appelée à compter dans la révolution. Si notre parti adoptait cette résolution, il aborderait très vite la voie qui mène à se couper du prolétariat, de la paysannerie et des larges masses de la population [...]. Il n'est pas d'autre issue que la remise du pouvoir aux soviets ¹²⁷.

D'autres orateurs firent valoir dans le même sens que le mot d'ordre du pouvoir soviétique avait été lié d'une manière tellement étroite au bolchevisme que, pour les masses, « presque tout le contenu de la révolution s'identifiait à lui ¹²⁸ ». Ainsi Noguine, l'un des dirigeants bolcheviks de Moscou, recommanda le maintien de l'ancienne formule, en alléguant qu'il fallait s'attendre à bref délai à une nouvelle montée révolutionnaire grâce à laquelle les bolcheviks recouvreraient, renforcée, leur influence au sein des conseils ¹²⁹. Quelques délégués de province signalèrent que dans leurs régions les soviets, contrairement au CEC, demeuraient fidèles à la révolution, d'où la nécessité de conserver en province le mot d'ordre litigieux ¹³⁰.

D'autres orateurs, par contre, vinrent affirmer que les journées de Juillet avaient mis clairement en évidence le caractère contre-révolutionnaire des soviets. Ces derniers ayant renoncé à prendre le pouvoir en charge, il devenait absurde de continuer à les présenter comme des organes du pouvoir. Sokolnikov déclara à ce propos :

J'aimerais bien savoir dans quel recueil de préceptes à l'usage des marxistes il est dit que seuls les conseils pouvaient être des organes révolutionnaires. D'autres institutions encore peuvent très bien être des organes insurrectionnels [...]. Il faut expliquer que le nœud de la question ne se trouve pas dans les soviets, mais dans le regroupement des masses en vue de l'insurrection ¹³¹.

De son côté, Boubnov souligna combien vives étaient à l'intérieur du parti des divergences d'opinions qui avaient pour base autant d'appréciations différentes de la révolution : dictature du prolétariat soutenu par les paysans pauvres, ou dictature du prolétariat et de la paysannerie, tel était le dilemme. Après l'insurrection de juillet, c'est à la première de ces solutions qu'il convenait de se ranger.

Maintenant, les conseils n'ont, somme toute, aucune espèce de pouvoir, ils pourrissent sur place ; il ne faut pas se faire des illusions là-dessus [...]. Le mot d'ordre du passage du pouvoir aux conseils doit être mis au rancart ; inutile de se cramponner aux vieilles formules, elles n'ont de valeur que dans la mesure où elles reflètent les sentiments des masses. Il se peut qu'avec le développement de la révolution, des formes nouvelles apparaissent qui expriment mieux les aspirations des catégories sociales inférieures, les comités de fabrique, par exemple [...]. Il faut, une fois pour toutes, faire une croix sur l'espoir de voir la phase pacifique se prolonger encore. Nous sommes des réalistes et, à l'avenir, nous nous déclarerons en faveur des organes que la lutte de classes immédiate ne manquera pas d'engendrer ¹³².

Ces vues extrêmes, déniaient tout intérêt, désormais, aux conseils, revenaient, selon un troisième groupe, « à jeter l'enfant avec l'eau du bain ». Et d'ajouter : « Ce n'est pas parce que la composition des soviets s'est révélée inadéquate qu'il faut stigmatiser leur forme » ¹³³. Cette fraction des congressistes, qui comptait Boukharine dans ses rangs, tenait aux conseils tout en visant à les transformer en organes bolcheviques, quitte, le cas échéant, à en créer de nouveaux, opposé aux soviets actuels, et à procéder par la suite à des réélections ¹³⁴. Boukharine entrevoyait ainsi le chemin que les soviets allaient prendre effectivement pendant la révolution d'Octobre et sous le pouvoir bolchevique.

La résolution sur la situation politique que le congrès finit par adopter à la quasi-unanimité des voix représentait à certains égards un compromis. Au mot d'ordre « Tout le pouvoir aux soviets ! » serait substituée la formule vague, proposée par Lénine, de « dictature du prolétariat et des paysans pauvres ». « Liquidation de la dictature de la bourgeoisie contre-révolutionnaire », tel serait dorénavant l'objectif immédiat. En fait, ces expressions abstraites recouvraient

le renversement du gouvernement provisoire et la prise en charge exclusive du pouvoir par les bolcheviks. Bien qu'il ne fût plus question de prise du pouvoir par les soviets, le parti invitait néanmoins « toutes les organisations de masse (conseils, comités de fabrique, de soldats et de paysans), les conseils des députés ouvriers, soldats et paysans en tout premier lieu, à déjouer les complots contre-révolutionnaires, à tenir et renforcer de toutes leurs forces les positions que l'aile internationaliste a conquises au sein de ces organes, à se battre énergiquement pour influencer sur ceux-ci et à rassembler tous les éléments qui se placent du point de vue de la lutte consécutive pour écraser la contre-révolution »¹³⁵. Ainsi le parti cessait-il d'accorder aux conseils la primauté qu'il leur réservait depuis les *Thèses d'avril*, sans pour autant aller jusqu'à renoncer complètement à eux, comme quelques congressistes l'avaient demandé. Hier organes potentiels du pouvoir, ils n'étaient plus maintenant que des « organismes groupant les masses », pour reprendre un mot de Staline¹³⁶. Quant à savoir s'ils joueraient un rôle dans la préparation et le déroulement de l'insurrection bolchevique, la question restait en suspens.

Les débats du VI^e congrès du parti prouvèrent avec la dernière netteté que les bolcheviks ne voyaient dans les conseils que des instruments pour arriver à leurs fins. Le point de vue tactique devait en effet y éclipser totalement l'idée d'un remodelage radical de l'État et de la société au moyen des conseils, auxquels la théorie de Lénine faisait une telle place comme forme de passage au socialisme. Aux yeux d'une bonne partie des bolcheviks, les conseils devenaient chaque jour davantage des corps étrangers, qu'on cherchait sans doute à manipuler et à subjuguier, mais qu'on pourrait laisser tomber d'un cœur léger si jamais la politique révolutionnaire paraissait l'exiger. Trois mois avant la révolution bolchevique d'Octobre, entreprise en leur nom, la cassure était complète entre la ligne officielle du parti et les soviets.

Les allégations de Lénine et des congressistes bolcheviks, selon lesquelles la dualité du pouvoir avait disparu cependant qu'avec Kerenski une dictature militaire prenait en main le pays, se révélèrent inexactes au cours des semaines suivantes. Kerenski ne jouissait ni de la confiance pleine et entière des partis socialistes de la majorité, ni du soutien des milieux bourgeois et de l'armée.

Convoquée par ses soins, la « conférence d'État » qui réunit à Moscou, vers la mi-août, des délégués de toutes les organisations politiques et économiques possibles n'aboutit en fait à rien d'autre qu'à mettre en évidence l'antagonisme de plus en plus vif opposant la gauche socialiste à la droite bourgeoise¹³⁷. À la fin d'août, la tentative putschiste du général Kornilov, et le rôle douteux que Kerenski joua dans l'affaire, rendit manifeste l'existence d'une crise au sommet de l'État¹³⁸. À la suite de l'appel de Kerenski, les bolcheviks entrèrent au « comité de lutte contre la contre-révolution » de Petrograd, et canalisèrent l'émotion populaire pour faire sortir de prison ceux des leurs qui s'y trouvaient détenus. Lénine cependant ne quitta pas sa cachette de Finlande. Face à la réaction qui relevait la tête, mencheviks et socialistes-révolutionnaires amorcèrent un très net virage à gauche, menaçant ainsi de rupture la coalition avec les groupements bourgeois. Une fois de plus, les soviets s'étaient révélés les maîtres de la situation : c'est eux en effet qui, par un simple appel à la défense de la révolution, avaient réussi à stopper la marche sur la capitale des troupes de Kornilov.

Au tout début de septembre, Lénine effectua avec la rapidité de l'éclair un nouveau tournant tactique. Il se déclara prêt à reprendre le mot d'ordre d'avant juillet, c'est-à-dire à donner son agrément à un gouvernement menchevik et S-R responsable devant les soviets. « En ce moment, dit-il, et en ce moment seulement, peut-être pendant quelques jours tout au plus ou pendant une semaine ou deux, un tel gouvernement pourrait se former et s'affermir d'une manière toute pacifique. Il pourrait très vraisemblablement assurer la progression pacifique de la révolution russe¹³⁹. » Lénine fixait toutefois une condition : la liberté pleine et entière d'agitation pour les bolcheviks. Il escomptait que les partis mencheviks et S-R, déjà en proie aux dissensions, ne manqueraient pas de se désagréger une fois installés au pouvoir. Et d'ajouter : « Nous n'avons rien à craindre, quant à nous, d'une démocratie authentique, car la vie est avec nous¹⁴⁰ », phrase assurément remarquable quand on pense à ce qui devait suivre la révolution d'Octobre. Comme au printemps précédent, Lénine se prononçait contre la participation à un gouvernement de coalition des partis majoritaires au sein des conseils, participation « impossible pour un internationaliste sans que

soit assurées les conditions de la dictature du prolétariat et des paysans pauvres ¹⁴¹ ».

Mais les mencheviks et les S-R n'acceptèrent pas le compromis proposé. Nullement enclins à se contenter du « rôle de transmission, passant le pouvoir des mains de la bourgeoisie aux mains du prolétariat ¹⁴² », que les bolcheviks leur réservaient, ils ne voulaient pas, la plupart du temps, lâcher la coalition. À l'inverse des bolcheviks qui poussaient dans ce sens, ils craignaient en effet d'ouvrir ainsi les vannes à un déferlement d'anarchie populaire qui – ils en étaient convaincus – emporterait avec lui toutes les conquêtes de la révolution. Les organes centraux des conseils de députés ouvriers, soldats et paysans convoquèrent à Petrograd, pour le 14 septembre, une « conférence démocratique », assemblée représentative de la « démocratie révolutionnaire », dans l'espoir que celle-ci arriverait à résoudre la crise ouverte par l'équipée de Kornilov. La composition sociale de la conférence était infiniment plus large que celle du congrès des soviets d'ouvriers et soldats. Y assistaient en effet, outre 230 délégués de ces soviets-là et 200 de soviets paysans, 300 représentants des doumas de ville, 200 des *zemstvos*, 100 des syndicats, 83 des organisations de l'armée et un certain nombre d'autres, désignés par divers groupements nationaux et professionnels ¹⁴³. Toutefois, les votes auxquels donna lieu la question essentielle – maintien ou non de la coalition avec les forces bourgeoises – aboutirent à des résultats passablement contradictoires ^{IX}. À l'issue de discussions tumultueuses qui mirent aux prises socialistes modérés et bolcheviks – ces derniers allant jusqu'à se retirer temporairement des débats –, le principe de la participation d'éléments bourgeois au gouvernement fut approuvé par 829 voix contre 106 et 69 abstentions ¹⁴⁵. Avant de se séparer, la conférence choisit parmi ses membres un « soviet de la république » composé de 388 délégués de la « démocratie révolutionnaire », élus à la représentation proportionnelle, plus 167 délégués de la bourgeoisie et des nationalités. Ce « Préparlement » fut chargé de contrôler le gouvernement provisoire jusqu'à la réunion de l'Assemblée constituante.

Lénine adopta face à la conférence démocratique une attitude ambiguë. Cette fois encore, comme avant juillet, il développa sa tactique sur deux axes : le

27 septembre, il réitéra publiquement son offre de compromis : *formation immédiate* d'un gouvernement menchevik et S-R. « *Telle est sans doute la dernière chance d'assurer à la révolution un déroulement pacifique* ¹⁴⁶ » ; mais, dès le 13 du même mois, il avait écrit dans une lettre secrète au comité central du parti : « La plus grave erreur serait de croire que notre offre de compromis n'a pas encore été repoussée, que la conférence démocratique peut encore l'accepter ¹⁴⁷. » Et d'inviter le parti à préparer l'insurrection armée :

La plus grande erreur de notre part, le pire crétinisme parlementaire [!], serait de traiter la conférence démocratique comme un parlement, car même si elle se proclamait parlement et parlement souverain de la révolution, elle ne déciderait malgré tout de rien : la décision ne lui appartient pas ; elle dépend des quartiers ouvriers de Petrograd et de Moscou ¹⁴⁸.

Pour la première fois, en effet, les bolcheviks avaient acquis, à l'issue de scrutins dramatiques, la majorité au soviet de chacune des deux capitales. Quand, au lendemain du putsch avorté de Kornilov, Lénine décida, simple manœuvre tactique, de reprendre le mot d'ordre du pouvoir soviétique, il ne songeait qu'à pousser son parti sur le chemin de la conquête du pouvoir. « Le mot d'ordre du "pouvoir aux soviets", écrit Trotski, ne fut, par conséquent, pas retiré une seconde fois de l'ordre du jour, mais prit un nouveau sens : tout le pouvoir aux soviets *bolcheviks*. Sous cet aspect, le mot d'ordre cessait définitivement d'être celui d'une évolution pacifique. Le parti s'engageait dans la voie de l'insurrection armée à travers les soviets et au nom des soviets ¹⁴⁹. »

Bolchevisation des soviets et préparatifs insurrectionnels

Jusqu'en août 1917, les bolcheviks ne furent jamais qu'une faible minorité au sein du peuple russe. Dans les conseils ouvriers, soldats et paysans, dans les doumas de ville et les *zemstvos* ruraux, dans les syndicats et les coopératives, ils formaient le groupement de loin le plus réduit des trois grands partis socialistes. De quelque 80 000 en avril 1917, leur effectif était tout au plus de 240 000 en

août¹⁵⁰. Bien avant cette dernière date toutefois, ils disposaient déjà d'une influence notable parmi les ouvriers des grands centres industriels et des capitales. Ainsi vit-on à la fin de mai la conférence des comités de fabrique adopter, à une forte majorité, une résolution bolchevique ; lors de la manifestation du 18 juin, on entendit presque exclusivement des mots d'ordre bolcheviques ; et, dès le printemps, les bolcheviks étaient majoritaires au soviet et à la douma d'Ivanovo-Voznessensk. En revanche, dans la plupart des villes de province, sur le front et, bien plus encore, dans les campagnes, ils ne gagnaient que lentement du terrain.

L'échec de l'insurrection de juillet parut tout d'abord mettre un frein à la progression du bolchevisme, mais au bout de quelques semaines, celui-ci faisait de nouveaux bonds en avant. Grâce à l'énergie qu'il avait déployée pour déjouer la conspiration de Kornilov, le parti avait recouvré, et bien au-delà, son prestige aux yeux des masses. La crise permanente au sommet de l'État, la misère sans cesse accrue dans les villes, les demi-mesures en matière de réforme agraire et, avant tout, l'absence d'une politique de paix autre que velléitaire avaient eu pour effet de sensibiliser une grande partie du peuple russe aux mots d'ordre extrêmement simples des bolcheviks : la paix, la terre et le pain. Fin août-début septembre, le bolchevisme se transforma en mouvement de masse. Encore relativement faible du point de vue numérique, le parti jouissait de l'appui de millions d'hommes à la fois aigris et pleins d'espoir. Pour chaque militant actif, on comptait vingt, trente, voire cinquante « bolcheviks » qui, sans adhérer formellement au parti, se rangeaient au nombre de ses sympathisants¹⁵¹.

Cette montée en flèche de l'influence bolchevique pouvait se lire dans les résultats des élections, quasi quotidiennes un peu partout dans le pays, aux soviets, aux directions syndicales, aux comités de fabrique, aux organes d'auto-administration municipale et rurale, etc., quoique d'une manière inégale selon les moments et les régions. Comme cela va de soi, tel fut le cas, en premier lieu, au sein des organismes ouvriers. Dès l'été, les comités de fabrique de Petrograd et de Moscou, de l'Oural et du bassin du Donets étaient la plupart du temps à majorité bolchevique¹⁵². Mais, au cours de l'automne, les syndicats, jusqu'alors chasse gardée des mencheviks, se mirent à leur tour à tomber les uns après les

autres sous la coupe des bolcheviks. Alors que 36,4 % seulement des délégués à la conférence panrusse des syndicats avaient en juin voté bolchevik, 58 % des 117 délégués syndicaux à la conférence démocratique de septembre étaient bolcheviques, contre 38,4 % mencheviks et S-R de droite¹⁵³. À la veille d'Octobre, presque tous les syndicats des grands centres industriels suivaient le parti de Lénine ; seules exceptions, mais de taille : l'Union des cheminots et les syndicats des postiers et des travailleurs du livre.

Les élections aux doumas de ville, qui permettaient de déceler dans quelle mesure le corps électoral votait bolchevik, révélaient elles aussi un revirement massif de la population. Après les élections d'août à la douma de Petrograd, les bolcheviks virent le nombre de leurs sièges passer de 37 à 67, ce qui les mettait en deuxième position derrière les socialistes-révolutionnaires (S-R), avec leurs 75 élus, et loin devant les 42 cadets (constitutionnels-démocrates) et les 8 mencheviks (contre 40 précédemment)¹⁵⁴. Les résultats les plus spectaculaires furent enregistrés lors des élections aux doumas d'arrondissement de Moscou (fin septembre). Si on les compare à ceux des élections à la Douma de Moscou (juin), on obtient le tableau suivant :

| Partis | Nombre de voix | | Pourcentage | |
|-------------------|-----------------------|------------------|--------------------|------------------|
| | <i>Juin</i> | <i>Septembre</i> | <i>Juin</i> | <i>Septembre</i> |
| S-R | 374 885 | 54 374 | 58 | 14 |
| Mencheviks | 76 407 | 15 887 | 12 | 4 |
| Cadets | 168 781 | 101 106 | 17 | 26 |
| Bolcheviks | 75 409 | 198 320 | 12 | 51 |

C'était la première fois que, dans une grande ville, les bolcheviks remportaient la majorité absolue des suffrages, encore qu'il faille noter à ce propos que la participation électorale avait fortement baissé par rapport à la consultation précédente et que seule la moitié des électeurs inscrits avait voté¹⁵⁵. Trotski dit tenir ces résultats pour caractéristiques de la situation d'avant Octobre : « L'érosion des groupes intermédiaires, la stabilité considérable du camp

bourgeois, et la croissance gigantesque du parti prolétarien le plus détesté et persécuté [?], tout cela présentait les symptômes infaillibles de la crise révolutionnaire¹⁵⁶. » Les journaux de ce qui était encore la majorité des soviets aboutissaient à des conclusions analogues quand ils écrivaient que la poussée à gauche encouragerait les bolcheviks à redoubler de menées subversives et risquait d'amener la guerre civile¹⁵⁷.

Ce revirement des masses d'ouvriers et de soldats eut pour conséquence la plus nette de transformer du tout au tout, à partir de la fin d'août, la composition des soviets. S'il est vrai qu'à l'échelon local la radicalisation de ces organismes s'effectuait à des rythmes on ne peut plus variables, et qu'on ne saurait parler d'une bolchevisation intégrale des conseils russes au moment de la révolution d'Octobre, le phénomène allait néanmoins grossissant rapidement. Sur ce plan également, l'équipée de Kornilov fut à l'origine d'un tournant décisif. Effrayés par le spectre de la contre-révolution, une foule de soviets faisaient leurs pour la première fois les mots d'ordre bolcheviques et bombardaient le comité exécutif central de Russie de télégrammes le sommant de prendre en charge le pouvoir d'État¹⁵⁸. Lors de la conférence démocratique, seule une faible majorité des délégués des conseils ouvriers et soldats resta encore fidèle à l'ancienne politique de soutien au gouvernement Kerenski : 86 d'entre eux se prononcèrent pour un pouvoir soviétique et 97 contre¹⁵⁹. Au cours des semaines suivantes, des réélections de conseils d'ouvriers et soldats, d'organisations de front et d'organismes soviétiques eurent lieu çà et là ; presque partout elles se traduisirent par une progression des bolcheviks, des S-R de gauche et des groupuscules maximalistes et anarchistes.

L'un des faits qui décidèrent du succès de l'insurrection d'Octobre, ce fut la prépondérance que les bolcheviks avaient acquise dans les soviets clés du point de vue politique ou stratégique. À Cronstadt, où le soviet s'était érigé en pouvoir exclusif dès le mois de mai [⇒, p. ⇒ et suiv.], les réélections consacrerent la primauté de la gauche : 100 députés bolcheviks, 75 S-R de gauche, 12 mencheviks internationalistes, 7 anarchistes, tandis que le reste des sièges allait à plus de 90 sans-parti, presque tous extrémistes¹⁶⁰. En Finlande, les

bolcheviks obtinrent la majorité dans la plupart des soviets ouvriers et soldats (où seule la population d'origine russe se trouvait représentée) ; à Helsingfors et à Vyborg surtout, le gouvernement provisoire avait perdu à peu près toute espèce d'autorité. Le comité régional des soviets fit savoir, par un appel en date du 21 septembre, qu'aucune instruction gouvernementale n'était exécutoire sans avoir été dûment approuvée par lui au préalable ¹⁶¹. De même, en Estonie, les conseils de Reval, Dorpat et Wenden se virent dotés, après les réélections de septembre, d'une forte majorité de bolcheviks et de SR de gauche ; au comité régional, désigné à la mi-octobre, siégeaient 6 bolcheviks, 4 socialistes-révolutionnaires de gauche, 1 menchevik internationaliste et 1 menchevik de droite ¹⁶².

La « Centrobalte » – l'organisation des marins de la flotte de la Baltique – ne tenait aucun compte des ordres de Petrograd et discutait les éventuelles opérations navales directement avec l'Amirauté ¹⁶³. À la mi-octobre, la V^e armée, réputée la meilleure du front Nord, élut à son tour un nouveau comité d'armée à majorité bolchevique ¹⁶⁴.

Dès lors, les principaux points stratégiques des environs de la capitale se trouvaient *de facto* aux mains des bolcheviks. Et, au début de septembre, ceux-ci parvinrent à l'emporter au sein du soviet de Petrograd lui-même. Dans la nuit du 31 août, le soviet, encore traumatisé par la tentative de Kornilov, adopta par 279 voix contre 115 et 51 abstentions une motion de défiance contre le gouvernement provisoire présentée par les bolcheviks ¹⁶⁵. Ce qui amena, le 5 septembre, le présidium menchevik et S-R du soviet à résigner ses pleins pouvoirs. Alléguant que le vote du 31 août avait été obtenu par surprise, en l'absence d'un grand nombre de députés favorables à la majorité, il décida qu'un nouveau vote aurait lieu le 9 septembre. Les *Izvestia* invitèrent les députés à vaincre l'indifférence de plus en plus marquée dont ils faisaient preuve envers les travaux du soviet, et à prendre clairement position ¹⁶⁶. Tandis que les mencheviks mettaient l'accent sur l'importance de ce scrutin du point de vue des principes, les bolcheviks disaient ne vouloir voter que sur la question technique du mode de répartition des sièges au présidium : ou bien la représentation

proportionnelle, comme ils le proposaient, ou bien l'actuel système majoritaire. Ils pouvaient compter à cet égard sur le soutien du groupe de Martov et même sur celui de la fraction des socialistes populistes, située pourtant bien plus à droite. Lorsque Tsereteli rappela au cours des débats que Kerenski lui-même était membre du présidium du soviet, Trotski sauta sur l'occasion pour attaquer vivement le chef du gouvernement. Il déclara aux députés qu'en votant ils voteraient en même temps pour ou contre la politique de Kerenski. Cette manœuvre, qui tablait sur la mentalité assez nébuleuse des masses, mais qu'un retournement graduel d'opinion caractérisait néanmoins depuis Février, remplit son but : la motion bolchevique fut adoptée par 519 voix contre 414 et 67 abstentions¹⁶⁷. Les jours suivants, la section des ouvriers et la section des soldats désignèrent leurs représentants au comité exécutif et au présidium du soviet : la première envoya 13 bolcheviks, 6 S-R et 3 mencheviks siéger à l'exécutif, et la seconde, 10 S-R, 9 bolcheviks et 3 mencheviks. Trotski fut élu le 25 septembre président permanent du soviet de Petrograd ; incarnation de l'héritage révolutionnaire du soviet de 1905, et reconnu comme tel, il exerçait en fait cette fonction depuis le vote du 9¹⁶⁸.

Au même moment qu'à Petrograd, les bolcheviks acquirent aussi la majorité au soviet des députés ouvriers de Moscou ainsi qu'aux assemblées générales rassemblant députés ouvriers et députés soldats. L'influence prépondérante des bolcheviks sur les travailleurs de la ville devint manifeste dès la mi-août, date à laquelle, en pleine session de la conférence d'État, les syndicats, bafouant une décision des deux soviets, lancèrent avec succès un ordre de grève de protestation¹⁶⁹. Le 5 septembre, par 355 voix contre 254, le conseil ouvrier et soldat réuni en séance plénière adopta une résolution bolchevique sur la situation politique¹⁷⁰. Du même coup, le présidium, qui avait à sa tête le menchevik Khintchouk, fut contraint de démissionner. Les réélections du 19 septembre donnèrent aux bolcheviks 32 sièges à l'exécutif du conseil ouvrier, 16 aux mencheviks, 9 aux S-R et 3 aux sociaux-démocrates unifiés ; la présidence revint à Noguine, le dirigeant bolchevique. Par contre, en ce qui concerne l'exécutif des soldats, les S-R, avec 26 sièges, contre 16 aux bolcheviks et 9 aux mencheviks, virent confirmée une suprématie qu'ils gardèrent jusqu'aux

événements d'Octobre ¹⁷¹. De la sorte, si les forces en présence s'équilibraient à peu près lors des réunions communes des deux exécutifs, où les bolcheviks se trouvaient même souvent mis en minorité, ceux-ci réussissaient à imposer leurs décisions aux séances plénières des deux soviets ¹⁷². Au soviet du cercle comme à celui du gouvernement de Moscou, les bolcheviks disposaient de la majorité des voix dès la fin de mai.

Ainsi majoritaires dans les deux capitales, ils relancèrent avec une vigueur et aussi avec un succès accrus la campagne en faveur du pouvoir soviétique qu'ils avaient passagèrement interrompue. Tandis que les socialistes modérés avaient pu jusqu'alors faire valoir à bon droit que les soviets ne tenaient pas du tout à exercer le pouvoir, ils étaient maintenant à quia face aux bolcheviks proclamant que le mot d'ordre « Tout le pouvoir aux soviets ! » était devenu le cri de ralliement des ouvriers et des soldats révolutionnaires. Le soviet de Petrograd vota le 21 septembre une motion rédigée par Trotski, laquelle invitait toutes les organisations soviétiques à se fortifier et à serrer les rangs, de même qu'à exiger la convocation immédiate d'un II^e congrès des soviets ¹⁷³. Cette dernière revendication fit l'enjeu d'une lutte qui devait remplir les semaines suivantes, avec pour effet de parachever le passage au bolchevisme d'une foule de soviets provinciaux.

En juin, au I^{er} congrès des soviets, il avait été décidé qu'un nouveau congrès se tiendrait tous les trois mois. Mais, quand bien même ce délai fût écoulé, le comité exécutif central, à direction menchevique et S-R, hésitait à fixer une date quelconque, avant tout parce qu'il craignait de voir bonne part des congressistes reprendre le mot d'ordre bolchevique. D'ailleurs, les bolcheviks ne se gênaient nullement pour déclarer que le congrès des soviets serait « le véritable gouvernement révolutionnaire ¹⁷⁴ ». En outre, les socialistes modérés se disaient que les élections des députés et la réunion du congrès détourneraient l'attention populaire des élections à la Constituante, prévues pour le 12 novembre 1917, et que les décisions de la première de ces assemblées anticiperaient celles de la seconde. De nombreuses motions adoptées par des conseils locaux ou régionaux, tout en se prononçant contre l'idée de réunir un congrès des soviets à ce

moment-là, mettaient l'accent sur la primauté de la Constituante et opposaient d'avance une fin de non-recevoir à tout transfert de ses pouvoirs au congrès ¹⁷⁵. Finalement, le comité exécutif central (CEC), cédant aux pressions des bolcheviks, résolut de convoquer pour le 20 octobre le II^e congrès panrusse des soviets de députés ouvriers et soldats. Voilà qui déclencha sur-le-champ les protestations du comité exécutif des conseils paysans, qui invita ses mandants à n'y envoyer aucun délégué, aucun observateur ; le congrès panrusse des paysans ne devrait tenir ses assises qu'après les élections à la Constituante ¹⁷⁶. Pendant les semaines suivantes, le CEC reçut du front et de province une foule de télégrammes réprochant la tenue d'un congrès des soviets ¹⁷⁷. En revanche, la campagne des bolcheviks en sa faveur recueillait toujours davantage d'adhésions, et cela justement dans les soviets clés, lesquels attendaient d'un « parlement des soviets » qu'il tranchât la question du pouvoir ¹⁷⁸. Quand il devint évident que le congrès aurait effectivement lieu malgré l'hostilité des comités d'armée autant que de la presse menchevique et S-R, le bureau du CEC invita (17 octobre) tous les soviets à envoyer leurs délégués à Petrograd. En même temps, la date d'ouverture du congrès fut reportée au 25 octobre ¹⁷⁹.

Au cours de ces semaines se tinrent dans tout le pays un grand nombre de congrès régionaux des conseils, autant de reflets fidèles, dans leur composition comme dans leur évolution, des dispositions politiques des masses. Le déroulement du congrès des conseils de députés ouvriers, soldats et paysans de la région de Moscou (début d'octobre) donne une bonne idée de la bolchevisation rapide et de la scission toujours plus accentuée des soviets : lors de la séance d'ouverture, une résolution S-R condamnant la remise du pouvoir aux conseils recueillit 116 voix contre 132 ; mais, trois jours après, la fraction bolchevique réussit à faire adopter une motion contraire par 116 voix contre 97. La fraction S-R et quelques députés paysans décidèrent là-dessus de se retirer du congrès, si bien que les bolcheviks virent leur motion triompher par 143 voix contre 1 et 26 abstentions ¹⁸⁰. D'autres congrès régionaux votèrent, de leur côté, des résolutions bolcheviques qui exigeaient la prise en charge du pouvoir par le congrès panrusse des soviets et la destitution du gouvernement provisoire. Ainsi,

à Iekaterinbourg où, dès la fin d'août, les bolcheviks disposaient de la majorité des voix ¹⁸¹, 120 délégués de 56 conseils de l'Oural se réunirent le 12 octobre : on comptait parmi eux 86 bolcheviks ¹⁸². À Saratov, le congrès de la région de la Volga, après avoir repoussé une motion menchevique, approuva une motion du parti rival (16 octobre), sur quoi les socialistes modérés quittèrent le congrès ¹⁸³. Quand le congrès des conseils de Sibérie orientale s'ouvrit le 11 octobre à Irkoutsk, les S-R de droite et les mencheviks disposaient de la majorité des voix et, là, ce fut au tour des bolcheviks et des S-R de gauche d'abandonner la salle des séances avant la clôture des débats ¹⁸⁴ ; mais, quelques jours après, au congrès pansibérien des soviets, on put recenser 64 bolcheviks, 35 S-R de gauche, 10 internationalistes et 2 anarchistes, auxquels faisaient face 11 mencheviks et 50 S-R de droite seulement ¹⁸⁵. De même, aux congrès régionaux de Minsk et d'Armavir (Caucase septentrional), à la conférence régionale de Kiev, aux congrès des districts de Reval et de Sarapoul, aux congrès des gouvernements de Vladimir, Riazan et Tver, les bolcheviks et leurs alliés disposèrent d'une majorité écrasante ¹⁸⁶. Réuni à Petrograd le 11 octobre, le congrès de la région Nord devait revêtir une grande importance politique. Plus de cent délégués de Finlande et des environs de Petrograd y prirent part. Malgré les protestations du CEC, lequel déclara que le congrès était une « assemblée privée » dont les décisions n'avaient par conséquent aucune valeur impérative, les congressistes, presque tous bolcheviks et S-R de gauche, adoptèrent une motion de Trotski invitant à l'insurrection en termes à peine voilés ¹⁸⁷. Il devint évident, dès lors, que les centres stratégiques, commandant les accès à la capitale, étaient sous emprise bolchevique.

Cette lame de fond fut loin toutefois de toucher tous les conseils ouvriers et soldats et, moins encore, les conseils paysans et les organisations soviétiques de front. Dans nombre de grandes villes, les socialistes modérés conservèrent en effet la majorité dans les soviets, notamment au conseil ouvrier de Kiev, au conseil ouvrier et soldat de Tiflis, à Rostov-sur-le-Don, Vitebsk, Novgorod, Nijni-Novgorod, Vologda, Viatka, Voronej, Orel, Penza, Toula, Tambov, Perm, Simbirsk, Iekaterinoslav et Arkhangelsk ¹⁸⁸. À la conférence des conseils

ouvriers et soldats de la région du Don-Krivoïrog, où plus de 600 000 travailleurs se trouvèrent représentés, la résolution menchevique et S-R obtint 51 voix contre 46 à la résolution bolchevique¹⁸⁹. De même, les deux partis socialistes modérés restèrent majoritaires au congrès du gouvernement de Novgorod¹⁹⁰. À Tiflis, le comité des soviets de la région du Caucase se prononça le 17 octobre contre la tenue du congrès panrusse des soviets¹⁹¹. Quant aux conseils paysans, tant au niveau du cercle qu'à celui du gouvernement, ils demeuraient la plupart du temps aux mains des socialistes-révolutionnaires, avec cependant une progression marquée des S-R de gauche. Ils s'élevèrent en masse, par télégrammes, contre toute participation aux travaux du congrès des soviets de députés ouvriers et soldats¹⁹².

Contrairement aux soviets des garnisons de l'arrière, dans lesquels les bolcheviks progressèrent à pas de géant durant ces semaines, les organes centraux des conseils de soldats du front restaient presque tous à la dévotion de l'actuelle majorité des soviets. Tous les comités de front (échelon de représentation le plus élevé des unités combattantes) se déclarèrent contre la convocation du congrès des soviets. La plupart des comités d'armée se prononcèrent eux aussi contre la prise en charge du pouvoir par les soviets, à l'exception sans doute des comités des corps stationnés à proximité de la capitale (la V^e et la XII^e armées notamment), déjà sous la coupe des bolcheviks. Le congrès d'armée de Finlande élut un comité comprenant 24 bolcheviks, 12 S-R de gauche, 11 S-R de droite, 7 sans-parti et 6 mencheviks. À l'échelon immédiatement inférieur, l'influence bolchevique prédominait de manière infiniment plus nette encore. Ainsi, le congrès du VI^e corps d'armée et celui du XLII^e, après avoir refusé de soutenir le gouvernement provisoire, désignèrent leurs délégués au congrès des soviets¹⁹³. Les soviets des députés soldats de l'échelon le plus élevé n'avaient pas été renouvelés depuis des mois ; les bolcheviks menèrent là-contre une campagne couronnée de succès dans les comités de soldats de l'échelon inférieur, lesquels, de leur côté, organisèrent au pied levé des assemblées qui élurent des délégués au congrès des soviets. Tout cela ne fit qu'accentuer la rupture survenue au sein des organisations

soviétiques, tandis que l'audience des comités régulièrement élus allait s'amenuisant sans cesse. Jusqu'à l'automne, les comités de soldats s'étaient efforcés de maintenir la discipline militaire en jouant de l'influence prépondérante qu'ils exerçaient sur les hommes de troupe ; maintenant, ils se transformaient en facteurs de décomposition de l'armée.

On peut donc donner le tableau suivant du rapport des forces existant à l'intérieur des soviets et de leur degré de bolchevisation ^x :

1. Les bolcheviks étaient majoritaires dans les conseils de députés ouvriers de presque tous les grands centres industriels et, pareillement, dans la plupart des conseils de députés soldats des villes de garnison. On les trouvait le plus solidement implantés dans les secteurs suivants : a) Finlande, Estonie, Petrograd et environs, front Nord (partiellement), forces navales ; b) région industrielle centrale de Moscou ; c) Oural ; d) Sibérie (à force égale avec les S-R).

2. Les socialistes-révolutionnaires conservaient une suprématie marquée dans les conseils paysans et les comités de front. Mais une forte fraction de gauche, qui finit au cours du mois d'octobre par scissionner d'avec le Parti S-R, votait avec les bolcheviks et les aidait souvent à obtenir la majorité. Les S-R étaient puissants surtout : a) dans la région des terres noires et au centre du bassin de la Volga ; b) en Ukraine (de compte à demi avec les partis socialistes nationaux) ; c) sur les fronts ouest et sud-ouest et sur le front roumain.

3. Les mencheviks eurent à peu près partout, pendant les premiers mois de révolution, une position dominante au sein des conseils. Mais, en octobre 1917, ils n'avaient plus une nette prépondérance sur les bolcheviks qu'au Caucase, en Géorgie surtout, où ils pouvaient compter sur l'appui des populations rurales.

4) Les groupes maximalistes et anarchistes jouaient pour la première fois un rôle notable dans maints soviets. Pendant les journées d'Octobre, ils soutinrent les bolcheviks et ne contribuèrent pas peu à la radicalisation des masses.

« Ayant obtenu la majorité aux soviets des députés ouvriers et soldats des deux capitales, les bolcheviks peuvent et doivent prendre le pouvoir ¹⁹⁴. » C'est par cette phrase lapidaire que Lénine ouvrait sa lettre du 13 septembre au comité central et aux comités de Petrograd et de Moscou du parti, première d'une série de textes que, de sa retraite finlandaise, il adressa aux dirigeants bolcheviks pour

les presser de s'emparer du pouvoir. Lénine, préparant ainsi l'insurrection, devait déployer comme jamais il ne le fit, ni avant ni après, son génie de stratège politique qui sait discerner, saisir et exploiter à fond l'occasion unique qui s'offre à lui. On voit s'affirmer en même temps la prodigieuse volonté de puissance habitant cet homme qui, à peu près seul, face aux résistances de son propre parti, mettait toute son énergie à imposer une décision lourde de conséquences, d'une portée historique véritablement universelle¹⁹⁵.

Lénine jugeait que la crise interne du pays et, au-delà, la situation internationale se prêtaient enfin à la prise en charge immédiate du pouvoir par les bolcheviks. Il avait parfaitement conscience qu'une occasion comme celle-là ne se retrouverait jamais. Convaincu de la nécessité politique de l'insurrection, il en poursuivait sans relâche la préparation concrète. « L'insurrection est un art » : cette formule d'Engels devint le leitmotiv de tout ce qu'il écrivit et dit au cours de ces semaines ; en d'autres termes, il fallait choisir le moment et le lieu convenant le mieux à donner l'assaut, mobiliser les forces disponibles, se procurer des armes, etc. Et il passait en revue une foule de possibilités. Ainsi, sa lettre du 13 septembre place à Moscou le point de départ de l'insurrection¹⁹⁶ ; après quoi, il conçut le téméraire projet de faire cerner l'immeuble où siégeait la « conférence démocratique » et d'occuper la capitale¹⁹⁷ ; à la fin de septembre, il s'ouvrit auprès des bolcheviks finlandais d'un plan consistant à lancer l'attaque en Finlande et, de là, à marcher sur Petrograd¹⁹⁸.

La conversion de Lénine à la cause de l'insurrection armée déconcerta les hauts dirigeants bolcheviks eux-mêmes. Le comité central résolut de brûler la fameuse lettre du 13 septembre et de veiller à ce qu'aucune manifestation n'eût lieu dans les casernes et les fabriques¹⁹⁹. Le 21 septembre, le comité central et la fraction bolchevique de la conférence démocratique repoussèrent par 77 voix contre 50 une proposition de Lénine visant à boycotter le « Préparlement »²⁰⁰. Lénine redoubla d'efforts en vue d'imposer sa ligne aux siens, allant même au début d'octobre jusqu'à menacer de démissionner du comité central, afin de pouvoir faire de la propagande dans les rangs du parti²⁰¹. Face aux tergiversations du comité central, il lança en direction des échelons inférieurs des

organisations du parti une campagne acharnée contre les chefs temporisateurs et pour l'insurrection armée²⁰². S'il réussit à obtenir finalement la sortie du Préparlement de la fraction bolchevique, l'opposition à l'insurrection immédiate n'en persistait pas moins, aussi vigoureuse qu'auparavant. On ne tenait pas à essayer de nouveau une défaite comme en juillet, et l'on s'attendait à voir le pouvoir passer en douceur du gouvernement provisoire aux soviets. Ce ne fut que le 10 octobre que le comité central décida formellement, par dix voix contre deux, d'inscrire à l'ordre du jour la question de l'insurrection²⁰³. Mais celle-ci continuait de susciter une vive résistance, au comité de Petrograd, par exemple, où l'on invoquait l'absence de préparation organisationnelle et psychologique, ainsi que le manque de combativité des masses²⁰⁴. Il en était de même dans nombre de comités provinciaux du parti²⁰⁵.

Les arguments des adversaires de Lénine se trouvent récapitulés dans les explications que Kamenev et Zinoviev couchèrent sur le papier au lendemain de la décision du 10, à l'intention des organisations du parti les plus importantes²⁰⁶. Leurs critiques visaient essentiellement l'insurrection armée comme telle. « Nous sommes profondément convaincus que déclarer l'insurrection maintenant signifie jouer sur une seule carte tout l'avenir non seulement de notre parti, mais encore celui de la révolution russe et de la révolution internationale. » Les deux hypothèses de base qu'avancait Lénine – à savoir : que la majorité du peuple russe et la majorité du prolétariat international se trouvaient aux côtés des bolcheviks – étaient aussi fausses l'une que l'autre. Prendre le pouvoir, c'était courir à la dictature d'une minorité et, par là, à l'écrasement de la révolution par l'ennemi du dehors. À ces obstacles objectifs à l'insurrection venait s'ajouter le peu d'empressement des masses à recourir aux armes. Loin de se jeter dans une aventure insurrectionnelle à la veille du congrès des soviets, il fallait faire en sorte que celui-ci « ancre solidement sur le plan organisationnel l'influence de notre parti [...] et devienne le lieu de rassemblement de toutes les organisations prolétariennes et à demi prolétariennes ». Ainsi donc, les bolcheviks devaient non pas accéder au pouvoir à la manière d'un groupement minoritaire, opposé aux autres formations de gauche, mais, au contraire, chercher à attirer celles-ci dans

leur camp. En outre, il fallait préparer les élections à la Constituante, qui donneraient au parti le tiers des sièges, voire plus. « Nous formerons à l'Assemblée constituante un parti d'opposition si puissant que, dans un pays de suffrage universel, nos adversaires devront petit à petit nous faire des concessions, faute de quoi nous mettrons sur pied, de concert avec les socialistes-révolutionnaires de gauche, les paysans sans parti, etc., un bloc gouvernemental qui exécutera pour l'essentiel notre programme. » La Constituante, dont la session se déroulerait « dans un climat on ne peut plus révolutionnaire », devrait prendre appui, dans le pays, sur les soviets. « Il est impossible de liquider les conseils qui ont reçu droit de cité [...]. L'Assemblée constituante plus les conseils, voilà la combinaison d'institutions étatiques vers laquelle nous nous acheminons. Sur cette base-là, notre parti a des chances extrêmement fortes de voir sa politique triompher réellement. »

C'était opter pour le passage d'un régime de république démocratique bourgeoise à l'État socialiste prolétarien par le biais de l'étape intermédiaire de la république ouvrière et paysanne. Ce qui signifiait ni plus ni moins qu'une coalition avec les S-R de gauche. Kamenev et Zinoviev s'en remettaient aux lois objectives du suffrage universel, en vertu desquelles ouvriers et paysans disposeraient à l'Assemblée constituante de l'énorme majorité des voix ; ils étaient persuadés en outre que le programme du parti représenterait un pôle d'attraction pour les masses. En fin de compte, il s'agissait d'une reprise, sous forme modifiée, du programme de « dictature démocratique révolutionnaire du prolétariat et de la paysannerie » que Kamenev défendait avant les *Thèses d'avril*, non de la dictature du prolétariat à laquelle Lénine aspirait maintenant. L'idée d'une révolution authentiquement populaire et démocratique – celle de tout un pan du socialisme russe – restait si vive chez Kamenev que Lénine pouvait s'écrier à ce propos : « Deux tactiques s'affrontent : la tactique de la conspiration et la tactique de la croyance aux forces motrices de la révolution russe²⁰⁷. »

Lénine ne se mettait pas martel en tête pour réfuter les accusations de « blanquisme » et de conspiration. Loin de là, dans la lettre sur « Le marxisme et l'insurrection » qu'il adressa le 13 septembre au comité central du parti²⁰⁸, il

faisait le procès de l'opportunisme qui se refuse à considérer l'insurrection comme un art au moment où les conditions objectives en sont mûres. Fasciné par les aspects techniques de l'opération envisagée et craignant de ne pouvoir intervenir en temps voulu, Lénine ne s'embarrassait pas de scrupules légalistes. Il ne se souciait guère de savoir s'il y aurait ou non une majorité pour approuver ou non la révolution. « Attendre une majorité "formelle" serait naïf de la part des bolcheviks : cela aucune révolution ne l'attend », écrivait-il dans sa lettre du 17 septembre au comité central²⁰⁹. Il en arrivait par là à s'opposer même à Trotski, lequel – nous y reviendrons – inclinait à fixer la date de l'insurrection au jour d'ouverture du II^e congrès des soviets. Ajournement catastrophique, selon Lénine. S'adressant au parti, dans une lettre d'une violence extrême, il qualifiait cette attitude expectante « d'idiotie complète ou de trahison complète » ; et de poursuivre en ces termes : « Le congrès ne donnera rien, ne peut rien donner ! [...] Battez d'abord Kerenski, puis convoquez le congrès²¹⁰ ! » Le 24 octobre encore, à l'heure où les gardes rouges passaient en pratique à l'insurrection, Lénine lançait cet ultime appel :

Je veux de toutes mes forces convaincre les camarades qu'aujourd'hui tout tient à un cheveu, qu'à l'ordre du jour se posent des questions que ne peuvent trancher ni conférences ni congrès (quand bien même ce seraient des congrès des soviets), mais uniquement les peuples, la masse, la lutte des masses en armes [...]. On ne peut pas attendre ! On risque de tout perdre ! [...] Le peuple a le droit et le devoir de trancher de telles questions non par des votes, mais par la force ; le peuple a le droit et le devoir, dans les moments critiques de la révolution, de guider ses représentants, même les meilleurs, au lieu de les attendre²¹¹.

Il est évident en l'occurrence que Lénine désignait par « peuple » la troupe de ses partisans chargés, au contraire, de « montrer la voie » au peuple. Sous l'emphase révolutionnaire, liée à un grand moment de l'histoire, on décèle une volonté acharnée de puissance propre au personnage.

Lénine témoignant d'un si piètre respect envers l'organe suprême des soviets, il est permis de se demander quel rôle son plan d'insurrection assignait aux conseils en général. Quel sens donc pouvait avoir, à ce stade de la révolution, le mot d'ordre « Tout le pouvoir aux soviets ! », repris depuis septembre ? Pendant ces semaines-là, Lénine était revenu à la conception qu'il avait élaborée dans le cadre de la première révolution russe. Il voyait alors dans

les conseils des députés ouvriers des organes de l'insurrection contre le régime tsariste. Se référant à 1905, il écrivait maintenant (automne 1917) : « Toute l'expérience des deux révolutions, celle de 1905 comme celle de 1917, de même que toutes les décisions politiques du Parti bolchevique [...], aboutissent au fait que le soviet de députés ouvriers et soldats ne peut être qu'un organisme insurrectionnel, qu'un organe du pouvoir révolutionnaire²¹². » Le mot d'ordre du pouvoir soviétique était désormais synonyme d'appel à l'insurrection. En 1905, les conseils n'avaient guère pu agir en organes insurrectionnels ; en Février, ils n'avaient pas eu à jouer ce rôle, le soulèvement populaire l'ayant emporté avant même que les masses fussent organisées ; en octobre, il leur revenait de servir de marchepied aux bolcheviks visant le pouvoir.

Mais Lénine n'entendait pas laisser purement et simplement aux conseils le soin d'exécuter l'insurrection. Certes, il avait écrit à la mi-septembre que les soviets de Petrograd et de Moscou, à majorité bolchevique, devaient prendre le pouvoir en charge. Préparer l'insurrection, toutefois, était du ressort du parti. Lénine craignait en effet qu'il fût par trop ardu d'organiser une opération pareille au sein d'organismes à majorité aussi fluctuante. En outre, la publicité des débats qui s'y poursuivaient risquait de nuire à une activité de caractère forcément conspiratif, quand bien même les soviets ne tenaient pas grand compte des instances gouvernementales. Quand on souleva la question de lier l'insurrection bolchevique au congrès des soviets, Lénine se prononça sans ambages pour une initiative autonome du parti²¹³. « Dans le meilleur des cas, écrit Trotski à ce propos, la date du 25 octobre pouvait nous servir à masquer nos intentions, mais il était indispensable de déclencher l'insurrection auparavant et indépendamment du congrès des soviets. Le parti devait s'emparer du pouvoir par les armes, et ensuite l'on verrait à causer avec le congrès des soviets. Il fallait passer à l'action immédiatement²¹⁴. » Ce serait au parti bolchevik de mener l'insurrection à bonne fin et aux conseils de sanctionner la prise de pouvoir qui s'ensuivrait – telle était l'idée générale que Lénine se formait de l'insurrection d'Octobre.

Si la puissante volonté de Lénine devait servir en quelque sorte de vecteur spirituel à la conquête du pouvoir par les bolcheviks, il revenait à Trotski et aux

dirigeants de second plan de veiller à la préparation et à l'exécution de celle-ci, d'adapter à la situation – eux qui se trouvaient à pied d'œuvre – le plan d'ensemble conçu par le leader toujours réfugié en Finlande. La principale modification que le plan originel subit de ce fait fut que le soviet de Petrograd se vit confier le soin de préparer en pratique le soulèvement armé, la mise en place du pouvoir soviétique se confondant dès lors, aux yeux des masses, avec l'insurrection bolchevique. Si vifs que fussent les échos suscités par le mot d'ordre « Tout le pouvoir aux soviets ! », il n'en restait pas moins en effet que la majorité des ouvriers et des soldats avait le regard fixé sur le soviet et attendait de lui le signal du combat. Comme Trotski l'écrivit par la suite :

Les larges masses connaissaient les mots d'ordre bolcheviques et les organisations soviétiques. Ces mots d'ordre et ces organisations se soudèrent pour elles définitivement à la fin de septembre-octobre. Le peuple attendait pour savoir ce que précisément les soviets indiqueraient, quand et comment réaliser le programme des bolcheviks ²¹⁵.

Ainsi donc, tandis que l'impatient Lénine, saisi par la fièvre du combat, poussait à l'insurrection au nom du parti également, d'autres bolcheviks, et Trotski avant tout autre, tenaient à ce que le passage du pouvoir aux mains du parti eût lieu sur « terrain de la légalité soviétique ²¹⁶ ». Depuis qu'ils avaient acquis la majorité dans le conseil ouvrier et soldat de Petrograd, les bolcheviks étaient à même de faire leurs préparatifs d'insurrection sous le couvert de la « légalité soviétique ». On disait que l'offensive allemande menaçant Petrograd, le gouvernement avait l'intention de se replier sur Moscou et d'envoyer au front la garnison de la capitale du Nord. Ces bruits entretenaient dans la troupe un climat de nervosité. Le 9 octobre, les mencheviks proposèrent à l'exécutif du soviet de constituer un « comité de défense révolutionnaire » chargé d'organiser la résistance à l'ennemi étranger. Les bolcheviks reprirent immédiatement à leur compte cette demande, dans une résolution exigeant l'armement des ouvriers et confiant au comité la tâche de défendre la ville ²¹⁷. Trois jours après, l'exécutif décidait, contre le gré cette fois de ses membres mencheviques mais avec l'accord des S-R de gauche, de fonder un Comité militaire révolutionnaire. L'assemblée plénière du soviet ayant approuvé cette décision le 16, la première séance du nouvel organisme se tint le 20. Le principal dirigeant du Comité n'était autre que Trotski, assisté de

deux membres de l'organisation militaire du Parti bolchevique, Podvoïski et Antonov-Ovseenko ²¹⁸.

Destiné, du point de vue formel, à prendre en main la défense de Petrograd, le Comité militaire révolutionnaire fut transformé par ses dirigeants bolcheviks en foyer d'organisation du soulèvement armé. Après s'être élevé contre les plans d'éloignement de la garnison, attribués au gouvernement Kerenski, il s'arrogea le droit de disposer des troupes et nomma des commissaires qui lui servaient d'agents de liaison avec les casernes. Le 21, une assemblée réunissant les délégués de tous les comités de régiment de la garnison adopta une motion invitant les soldats à suivre toute consigne que le Comité révolutionnaire lui donnerait ²¹⁹. Ce dernier fit savoir le lendemain que seuls seraient valides désormais les ordres du QG de la région militaire (le haut commandement en titre) contresignés par lui ²²⁰. Enfin, le 24, le Comité lança un appel à la population, lui demandant de se conformer aux dispositions qu'il prendrait « en vue de protéger la ville contre les complots pogromistes contre-révolutionnaires » et d'assurer la défense du congrès panrusse des soviets et de l'Assemblée constituante. Tous les comités de régiment et de compagnie reçurent l'ordre de tenir une permanence jour et nuit et d'envoyer chacun deux représentants à l'institut Smolny, siège du soviet et du Comité révolutionnaire ²²¹. L'état-major de l'insurrection bolchevique ouvrait ainsi les hostilités contre le gouvernement provisoire. Au soir de ce même 24 octobre, des gardes rouges en armes et des patrouilles de soldats commençaient d'occuper les points stratégiques de la ville. Vingt-quatre heures plus tard, Petrograd se trouvait aux mains des bolcheviks à la seule exception du palais d'Hiver où siégeait le gouvernement dont le chef, Kerenski, avait pris la fuite ²²².

Le Comité militaire révolutionnaire était un organe du soviet. Il bénéficiait en cette qualité du concours de la troupe dont l'attitude devait décider du sort de l'insurrection. Depuis les premiers jours de révolution, le soviet de Petrograd exerçait sur elle un pouvoir parallèle à celui du commandement. Les bolcheviks se situaient donc dans le droit-fil de la dualité du pouvoir, laquelle, tout en paralysant le gouvernement, leur donnait les moyens de mettre en place un

dispositif insurrectionnel. Utilisant de multiples filières – députés au soviet, comités de régiment et de compagnie, commissaires, assemblées générales des soldats –, ils réussirent à attirer les hommes de troupe dans leur camp ou, pour le moins, à les neutraliser. Mais les buts véritables des ordres et des proclamations du Comité révolutionnaire échappaient pourtant aux larges masses de soldats et d'ouvriers. « La garnison marchait avec assurance vers l'insurrection, la considérant comme la réalisation du droit incontestable des soviets à disposer du sort du pays. Dans ce mouvement, il y avait une force irrésistible, mais, en même temps, de la lourdeur. Le parti avait besoin de concerter adroitement ses actes avec la démarche politique des régiments dont la majorité attendait un appel du côté du soviet, et certains du congrès des soviets²²³. » Même dans les quartiers ouvriers, où les esprits penchaient très nettement en faveur d'une intervention résolue, les masses, rapportait-on, « passeraient à l'action sur les instances des conseils, non sur celles du parti²²⁴ ». À la conférence du parti, que Lénine présida le 16 octobre, un militant résumait la situation en ces termes : « Le sentiment général est que personne ne se précipitera dans la rue, mais que tout le monde le fera si le soviet le demande²²⁵. » On comprend dès lors pourquoi les bolcheviks devaient avoir pour but principal d'envenimer systématiquement la situation et de l'amener au point de non-retour, tout en camouflant leurs intentions offensives sous des mots d'ordre du genre « Défendons Petrograd ! » ou « Finissons-en avec la contre-révolution ! ». Le Comité militaire révolutionnaire s'en tint jusqu'au 24 octobre à cette fiction de la défense contre de noirs complots²²⁶, et ce fut seulement après coup que Trotski reconnut sans vergogne qu'il s'agissait là d'une imposture²²⁷.

Un autre fait important joua également en faveur de cette tactique du camouflage d'intentions. Les bolcheviks, dont la campagne pour la réunion du congrès panrusse des soviets n'avait cessé de prendre de l'ampleur, faisaient valoir qu'un rôle décisif ne manquerait pas de revenir à cette assemblée suprême de la démocratie soviétique dans la prise en charge du pouvoir par les conseils. C'est ainsi que toutes les parties en cause vivaient dans l'attente du 25 octobre, et qu'un peu partout dans le peuple, parmi les partisans du système des conseils,

et même au sein du Parti bolchevique, on se prenait à penser et à espérer que le changement de régime aurait lieu « dans la légalité », c'est-à-dire à la suite d'une décision du congrès des soviets devant laquelle le gouvernement provisoire s'inclinerait. Lénine, jusqu'à la dernière minute, s'éleva avec véhémence contre ceux qui voulaient attendre l'ouverture du congrès pour lancer l'insurrection, et recommandait de passer à l'action au nom du parti en même temps qu'au nom des soviets. En revanche, Trotski – sans nourrir pour autant la moindre « illusion constitutionnaliste » – discernait l'avantage, pour les bolcheviks, d'intervenir à un moment où l'adversaire ne songerait qu'à la réunion du congrès. Par la suite, il devait souligner avec raison qu'il y avait en l'occurrence non pas une opposition de principes entre Lénine et lui, mais qu'il s'agissait simplement « d'aborder la question de l'insurrection sur une seule et même base, dans des circonstances identiques, dans un seul et même dessein ²²⁸ ». Mais Trotski n'en restait pas moins persuadé que sa tactique, consistant à faire coller l'insurrection tant au conflit qui mettait la garnison aux prises avec le gouvernement provisoire qu'à la réunion du congrès, permettait de s'emparer du pouvoir dans les meilleures conditions. Et il recourait à l'image d'un appareil de transmission aux trois roues dentées, le parti, le soviet et les masses, pour représenter ce qu'il qualifiait de « tentative impatiente pour ajuster la roue du parti directement à la roue géante des masses, en laissant de côté la roue intermédiaire du soviet, qui comportait le danger de briser les dents de la roue du parti et pourtant de ne pas mettre en mouvement des masses suffisantes ²²⁹ ».

Ainsi, Lénine et Trotski visaient un seul et même but : placer le congrès des soviets devant le fait accompli. Le second l'a d'ailleurs reconnu crûment : « Vouloir faire coïncider la conquête du pouvoir et le II^e congrès des soviets ne devait rien à l'espoir naïf que le congrès serait capable à lui seul de trancher la question du pouvoir. Nous étions à cent lieues de cultiver pareil fétichisme de la forme soviet. » Et Trotski de tourner en dérision des adversaires qui donnaient tête baissée dans le « piège de la légalité » :

Ces gens-là se figuraient vraiment qu'il s'agissait pour nous d'un nouveau système parlementaire à base soviétique, d'un nouveau congrès où l'on déposerait une nouvelle résolution sur la question du pouvoir ²³⁰.

[...] En réalité, le pouvoir devait être arraché par la force, cela ne pourrait se faire par un vote : seule l'insurrection armée permettait de résoudre la question ²³¹.

Les soviets pendant la révolution d'Octobre

Lorsque, au soir du 25 octobre (7 novembre) 1917, les délégués au II^e congrès panrusse des conseils de députés ouvriers et soldats se réunirent pour la première fois, le sort en était déjà jeté : l'action amorcée la nuit précédente par le Comité militaire révolutionnaire se déroulait méthodiquement, la capitale de la Russie était aux mains des bolcheviks. Le parti de Lénine avait conquis le pouvoir grâce à un coup de main, avant que le congrès lui-même ait été en état de décider quoi que ce fût. Quelques heures avant, Trotski proclamait sans détour devant une assemblée du soviet de Petrograd, à laquelle il venait d'annoncer la destitution du Gouvernement provisoire : « La volonté du II^e congrès des soviets a été prédéterminée par ce fait extraordinaire, le soulèvement des ouvriers et des soldats de Petrograd. Notre tâche immédiate consiste à élargir, approfondir la victoire ²³². » Et, le 26 octobre, il déclarait à cette même tribune :

Publiquement, au vu du peuple entier, nous avons déployé la bannière de l'insurrection. Voici la formule politique de cette insurrection : Tout le pouvoir aux conseils par le truchement du congrès des soviets. On nous dit : « vous n'avez pas attendu le congrès. » [...] En tant que parti, nous considérons que notre tâche est d'ouvrir au congrès des soviets une possibilité réelle de prendre le pouvoir en main. Si le congrès avait été cerné par les *junkers*, comment aurait-il pu le faire ? Il fallait un parti pour réaliser cela, un parti qui arracherait le pouvoir aux contre-révolutionnaires et qui pourrait vous dire : le voilà, le pouvoir ! Et maintenant, vous êtes tenus de le prendre en charge ²³³.

Ces propos tranchaient déjà en substance toute la problématique du système bolchevique des conseils : après s'être emparé du pouvoir, le parti le remettait formellement aux soviets. À l'heure même où naissait le pouvoir soviétique, le primat du parti se trouvait ainsi établi par la force des choses. Les soviets ne s'étaient pas installés d'eux-mêmes au pouvoir – à la manière un peu de l'Assemblée nationale de 1789 –, il leur avait été remis par les bolcheviks, pour des raisons d'ordre purement tactique. Entreprise sous le couvert de la légalité soviétique et au nom du pouvoir soviétique, l'insurrection avait été exécutée à

l'insu de la majorité des soviets. En usurpant ainsi le pouvoir à la veille du jour où se réunissait la plus haute instance des conseils, les bolcheviks avaient du même coup rompu avec le principe démocratique du soviet. Et l'amalgame du nouveau pouvoir soviétique et de l'insurrection bolchevique se révélait funeste aux soviets eux-mêmes : de ce moment, en effet, ils servaient de couverture à la dictature bolchevique et, dans une mesure grandissante, de masse de manœuvre au parti, rôle contraire à leur nature, et qui avait été bien loin d'être le leur à l'origine. Toute formelle, la victoire des conseils ne signifiait en réalité rien d'autre que leur assujettissement à une dictature de parti ; au jour de leur triomphe suprême, ils voyaient leur démantèlement commencer, et le mot d'ordre « Tout le pouvoir aux soviets ! », inscrit sur la bannière de l'Octobre rouge, ne tarda pas à se révéler sinistrement illusoire.

Selon les plans de Lénine et de Trotski, le II^e congrès des soviets devait légaliser l'insurrection et la conquête du pouvoir, en même temps que les événements de la capitale suscitaient dans le pays une approbation massive. Une foule de soviets s'étant prononcés contre la tenue d'un congrès et n'ayant par conséquent envoyé aucun délégué à Petrograd, le congrès était moins représentatif que son prédécesseur de juin 1917. Quelque 650 délégués y siégeaient au nom de 402 conseils ouvriers et soldats et comités de soldats des divers échelons. À la fin de la session, les bolcheviks disposaient d'une faible majorité des voix ; après eux, venaient les S-R de gauche. La faiblesse numérique des S-R et des mencheviks de droite attestait le déclin de l'actuelle majorité des soviets ; l'ensemble de leurs délégués, aux unes et aux autres, n'atteignait même pas la centaine, alors que les mencheviks de gauche (regroupés autour de Martov et de la *Novaïa Jizn*) se constituaient en fraction autonome^{XI}. Sur 366 organisations soviétiques représentées (d'après les chiffres rendus publics), 255 (soit 69,60 %) se prononcèrent pour le mot d'ordre « Tout le pouvoir aux soviets ! », 81 (22,10 %) pour « Tout le pouvoir à la démocratie ! » ou « Coalition sans les cadets ! », 30 (8,30 %) restant indécises²³⁴. La configuration de l'assemblée avait elle-même changé : les anciens dirigeants des soviets ne figuraient pas au nombre des congressistes (seul Dan ouvrit la session au nom du comité exécutif central de Russie) ; en leur

lieu et place, des inconnus, délégués par des fabriques, des casernes et des équipages de la flotte, tenaient le haut du pavé aux côtés des intellectuels bolcheviques.

Au moment où le congrès s'ouvrit, les combats se poursuivaient encore dans la capitale. Voulant parer à de nouvelles effusions de sang, Martov, le leader des mencheviks internationalistes, proposa la mise en place immédiate d'une commission chargée d'étudier la constitution d'un gouvernement de coalition socialiste. Désireux de gagner du temps, les bolcheviks se donnèrent des airs de l'appuyer. Ce fut alors que leurs adversaires, S-R de droite et mencheviks, commirent une bévue tactique : après avoir dénoncé le coup de force, ils quittèrent la salle des séances²³⁵. Puis, pendant la nuit du 25 au 26, ils fondèrent de concert avec d'autres organismes, dont le comité exécutif central et l'exécutif des conseils paysans, un « comité panrusse de salut de la patrie et de la révolution », lequel, se posant en successeur du gouvernement provisoire, lança une proclamation qui qualifiait de coup d'État sans légitimité aucune la prise du pouvoir par les bolcheviks²³⁶. Le retrait des socialistes de droite eut pour effet d'accroître encore la tension au sein du congrès, et d'offrir aux bolcheviks un prétexte tout trouvé pour briser avec les « conciliateurs ». Dans un discours à dessein provocateur, Trotski, jetant enfin le masque, repoussa avec mépris le compromis proposé par Martov : ses adversaires, « minables isolés », « banqueroutiers », il les expédia aux « poubelles de l'histoire » ; toute entente avec eux était impossible²³⁷. Sur quoi, la fraction de Martov et d'autres groupuscules quittèrent à leur tour le congrès. Lorsque la deuxième séance s'ouvrit dans la soirée du 26 octobre, seuls les bolcheviks, les S-R de gauche et quelques délégués gauchisants se trouvaient dans la salle. Sortant à cette occasion de la clandestinité, Lénine présenta à ce qui restait des congressistes un rapport sur la paix et un autre sur la terre²³⁸. Avant de se séparer, l'assemblée ratifia la formation du nouveau gouvernement bolchevik homogène, le conseil des commissaires du peuple ayant Lénine à sa tête²³⁹. Au nouveau comité exécutif central furent élus 62 bolcheviks, 29 S-R de gauche et 10 autres

socialistes (dont 6 sociaux-démocrates internationalistes, la tendance de la *Novaïa Jizn*)²⁴⁰.

Le journal de Maxime Gorki écrivait au lendemain de la clôture du congrès :

Le congrès des soviets a été privé de la possibilité de trancher librement la question de l'heure, celle du complot militaire, perpétré au moment où il se réunissait, le mettant devant le fait accompli de la prise du pouvoir. La création d'un pouvoir nouveau (la république soviétique) et son programme politique ont été pareillement fixés d'avance, à la veille de l'ouverture du congrès, par l'appel du Comité militaire révolutionnaire^{xii}. Les congressistes se sont vus proposer pour la forme d'adopter sans débat ces mêmes thèses, coulées dans un solennel appel au peuple. Voilà comment le « parlement de la démocratie révolutionnaire » a été transformé en appareil à imprimer mécaniquement une marque d'approbation sur toutes les directives du comité central bolchevik²⁴¹.

Bien que le congrès des soviets eût confirmé dans ses fonctions le nouveau gouvernement, des protestations résolues s'élevèrent de divers côtés contre le gouvernement de parti unique. Une foule de soviets locaux, de syndicats et autres organismes de la « démocratie révolutionnaire », tout en jugeant bon le renversement du cabinet Kerenski, se prononçaient pour la formation d'un gouvernement de large coalition socialiste « des bolcheviks aux socialistes populistes ». Les semaines qui suivirent l'insurrection d'Octobre furent remplies de négociations qui permirent finalement à Lénine et Trotski de manipuler comme ils l'entendaient le plus puissant de leurs adversaires, l'Union panrusse des cheminots, ainsi qu'un fort courant d'opposition à l'intérieur du parti lui-même²⁴². Seuls les S-R de gauche, sur le soutien desquels les bolcheviks savaient pouvoir compter, furent invités, le 9 décembre^{xiii}, à entrer au conseil des commissaires du peuple. Les autres partis socialistes (S-R de droite et mencheviks compris) se virent, quant à eux, attribuer pour la forme des sièges au comité exécutif central, mais en pratique leur hostilité au gouvernement soviétique allait s'exacerbant sans cesse.

Cependant, la victoire de l'insurrection à Petrograd et la proclamation du pouvoir des soviets par le congrès étaient une chose ; la prise en charge du pouvoir par les bolcheviks dans la Russie entière en était une autre. À la différence de la révolution de Février, lors de laquelle le régime tsariste s'était effondré au bout de quelques jours, l'insurrection d'Octobre, qui, tout en étant dirigée contre « les *junkers* et les capitalistes », frappait aussi les « socialistes

conciliateurs », fut loin de faire l'unanimité dans le pays. L'« Octobre rouge » mit des semaines à s'étendre en province et, par endroits, dégénéra en guerre civile. En conséquence de quoi, l'attitude des conseils ouvriers, soldats et paysans varia à l'extrême, allant de l'adhésion immédiate à la résistance déclarée au coup de Petrograd, en passant par la neutralité expectante. L'historien bolchevique Iaroslavski va même jusqu'à souligner que la révolution s'effectua en province « non dans le cadre de la légalité soviétique [comme à Petrograd] mais contre elle ²⁴³ » ^{xiv}. Si peu fondé qu'il soit, ce jugement ne met pas moins en lumière la problématique de la version bolchevique de la révolution d'Octobre, grâce à laquelle les conseils auraient eux-mêmes instauré leur pouvoir en Russie. Par ailleurs, et afin de masquer combien souvent les soviets se montraient hostiles à l'insurrection bolchevique, on fait observer que les masses populaires étaient en réalité infiniment plus à gauche que leur représentation politique, les conseils ²⁴⁴. Or ces assertions ne valent que pour les seuls cas où des réélections avaient modifié radicalement la composition des soviets, mais sûrement pas en général. Loin de là, l'action que les bolcheviks développèrent sur deux axes en octobre 1917 aboutit à ceci que, tout en proclamant les soviets source unique du pouvoir, ils excipaient, partout où ces derniers ne se prononçaient pas en leur faveur, de la « volonté révolutionnaire » des masses censées se dresser contre une représentation « purement formelle ».

Le II^e congrès panrusse des soviets adressa de multiples appels à la population pour lui annoncer la chute du gouvernement provisoire et poussa les conseils locaux à destituer les commissaires du gouvernement et à prendre en charge le pouvoir ²⁴⁵. Le Comité militaire révolutionnaire du soviet de Petrograd avait déjà, dans un appel rendu public le 25 au matin, invité les comités de troupe à soutenir la révolution nouvelle et à exercer toutes fonctions d'autorité ²⁴⁶. Les jours suivants, il envoya régulièrement, à toutes les organisations du front et de garnison, des télégrammes les informant des décisions du congrès et du cours pris par les événements. Mais la plus grande partie des télégrammes expédiés du 26 au 30 octobre (8-12 novembre) n'arrivèrent pas à destination par suite de la grève des postiers. Les appels les

plus importants furent cependant transmis en partie par radio. Toutefois, la liaison la meilleure et la plus sûre entre le foyer de la révolution et les centres provinciaux, ce furent les délégués au congrès qui l'établirent à leur retour chez eux. En outre, plus de mille agitateurs (matelots, ouvriers d'usine et soldats de garnison surtout), dépêchés en province par le Comité révolutionnaire de Petrograd et ensuite par le comité exécutif central de Russie, ainsi que les soldats revenant du front, se firent les messagers du pouvoir soviétique²⁴⁷.

À Moscou, contrairement à Petrograd, les bolcheviks ne s'emparèrent pas du pouvoir sans difficulté²⁴⁸. Certes, ils avaient mis en place un centre du parti, chargé d'organiser l'insurrection, mais ce dernier se cantonna dans l'immobilisme. Présidé par Noguine, le comité bolchevique de Moscou penchait pour le passage pacifique du pouvoir à un cabinet de coalition socialiste bien plus que pour une action de force menée uniquement par le parti. Au conseil ouvrier, l'antagonisme des partis était nettement moins virulent qu'à Petrograd. À l'issue d'une séance commune des deux soviets (ouvrier et soldat), il fut décidé de fonder un comité militaire révolutionnaire auquel acceptèrent de participer même les mencheviks²⁴⁹. Toutefois, les S-R s'y refusèrent et prirent la direction du « comité de salut public », créé par la douma de ville pour faire pièce au comité soviétiste. Des deux côtés, on s'efforça tout d'abord d'éviter l'affrontement sanglant. La garnison restait passive, et le conseil des députés soldats se trouvait toujours sous la coupe des S-R. C'est pourquoi les bolcheviks instituèrent un « conseil des dix », coiffant les comités de troupe, lequel invita les soldats à renouveler leur soviet²⁵⁰. Comme les comités de troupe antibolcheviques ne se décidaient pas à prendre des mesures énergiques, leurs adversaires mirent à profit les négociations, qui se poursuivaient de façon sporadique, pour rassembler leurs forces. Ayant reçu des renforts de Petrograd, les bolcheviks passèrent à l'attaque et se rendirent maîtres de la ville après de violents combats qui se prolongèrent jusqu'au 14 novembre (calendrier grégorien). Les jours suivants eut lieu la réélection du conseil des soldats ; les S-R s'étant abstenus de présenter des candidats, l'écrasante majorité des sièges revint aux bolcheviks. Le 27 novembre, les deux soviets, réunis en séance

plénière, décidèrent de fusionner ; après quoi, Mikhaïl Pokrovski fut élu président du soviet unifié ²⁵¹.

Hors des deux capitales, et dans le cadre de la prise du pouvoir par les bolcheviks, le rôle des soviets variait au cas par cas. Il dépendait en effet de la structure sociale de la région concernée, de la puissance des organisations locales du Parti bolchevique et de la composition politique des soviets. Dans les grands centres industriels à forte population ouvrière, les bolcheviks, ayant souvent préparé soigneusement le coup de force, étaient à même d'intervenir avec promptitude et détermination. Partout où ils disposaient de la majorité dans le soviet, ils prenaient le pouvoir en son nom ; ailleurs, ils formaient des comités révolutionnaires qui se substituaient aux autorités et obligeaient le soviet à leur emboîter le pas, quand ils ne se passaient pas carrément de lui. Les S-R de droite et les mencheviks quittaient la plupart du temps le soviet, en guise de protestation contre l'initiative bolchevique, pour créer de concert avec la douma de ville et d'autres institutions des « comités pour le salut de la révolution ». Les S-R de gauche, en revanche, agissaient main dans la main avec les bolcheviks. Pendant les semaines qui suivirent l'insurrection d'Octobre, les conseils furent presque partout soumis à des réélections qui donnèrent en général la majorité des sièges aux bolcheviks et aux S-R de gauche. Dans l'ensemble, une foule de comités et autres organismes se côtoyaient pêle-mêle qui cherchaient tous à s'arroger le pouvoir dans leur domaine, tandis qu'au même moment les derniers vestiges de l'ordre ancien se trouvaient balayés, au front comme dans les villes et les villages, et que l'anarchie se généralisait ²⁵².

Les conseils d'ouvriers et soldats de Finlande et d'Estonie, où les bolcheviks dominaient déjà avant l'insurrection, proclamèrent l'avènement du pouvoir soviétique les 25 et 26 octobre (7 et 8 novembre) dès que les nouvelles de Petrograd leur parvinrent ²⁵³. De même, dans la zone du front nord, un « comité militaire révolutionnaire du Nord-Ouest », réunissant des membres de tous les partis socialistes, fut institué le 25 à Pskov ²⁵⁴. En revanche, le conseil ouvrier et soldat de Louga prit position contre le coup de force et se déclara neutre ; les bolcheviks y obtinrent la majorité après les réélections de la mi-novembre ²⁵⁵.

Parmi les soviets peu nombreux de la région septentrionale du pays, les conseils ouvriers et soldats de Vologda et de Viatka réprouvèrent l'insurrection tandis que le soviet d'Arkhangelsk, sur lequel les mencheviks avaient encore la haute main, optait pour la neutralité²⁵⁶. La faible implantation des bolcheviks dans cette région devait plus tard y favoriser l'intervention des puissances de l'Entente. En juin 1918, le soviet de Mourmansk, par exemple, rompit avec Moscou. Dans la région industrielle du centre de la Russie, où les bolcheviks bénéficiaient, avant octobre déjà, de la prépondérance en milieu ouvrier, la révolution s'accomplit la plupart du temps sans coup férir. À Iaroslavl, les bolcheviks, court-circuitant le conseil des députés soldats d'obédience socialiste-révolutionnaire, organisèrent une assemblée générale des hommes de troupe, laquelle élut un comité exécutif provisoire et se rallia au nouveau pouvoir soviétique²⁵⁷. À Toula, un comité formé par tous les partis socialistes, le soviet et divers organismes sociaux rivalisait avec un comité bolchevique homogène ; les députés mencheviks et S-R (120 contre 104 bolcheviks) conservèrent jusqu'au début de décembre la majorité au conseil ouvrier et soldat. Celui-ci dénonça le coup de force et se déclara en faveur d'un front unique de toutes les formations socialistes²⁵⁸. Au moment de l'insurrection, le soviet de Nijni-Novgorod, lui aussi, avait une forte majorité socialiste modérée ; il décida le 26 octobre (7 novembre) que des réélections auraient lieu dans les trois jours. Sur ces entrefaites, les bolcheviks créèrent un comité révolutionnaire qui, le 10 novembre, s'érigea en pouvoir exécutif. Des heurts sanglants l'opposèrent à la milice levée par la douma de ville. Une fois renouvelé, le soviet approuva par 136 voix contre 83 la décision du comité bolchevique, tout en se prononçant pour la formation d'un gouvernement de coalition socialiste à Petrograd. Pendant des semaines encore, un genre de « dualité du pouvoir » soviet-douma persista dans la ville²⁵⁹.

Dans la région des terres noires et au centre du bassin de la Volga, le sort du combat était lié à l'influence exercée sur la paysannerie par les parties en cause. Alors que les socialistes-révolutionnaires prédominaient dans les campagnes, les bolcheviks avaient la suprématie dans les villes, parmi les ouvriers et les soldats. À Voronej, le conseil d'ouvriers et soldats condamna, à une courte majorité,

l'insurrection de Petrograd et refusa de prendre le pouvoir à l'échelon local. Ce que voyant, les bolcheviks, associés aux S-R de gauche, créèrent un comité d'action, lequel s'empara de la ville à la mi-novembre (calendrier grégorien). Mais, après les réélections du début de décembre, les bolcheviks obtinrent 52 et les S-R de gauche 23 des 95 sièges du soviet ²⁶⁰. De même, les conseils de Penza et de Simbirsk réprouvèrent l'initiative bolchevique, et conservèrent jusqu'en décembre une direction menchevique et S-R ²⁶¹. À l'inverse, les bolcheviks furent dès la mi-octobre majoritaires au conseil général, ouvrier, soldat et paysan, de Kazan. Fomenté par un centre révolutionnaire, le soulèvement aboutit à la proclamation de la république ouvrière et paysanne de Kazan, dirigé par un conseil des commissaires du peuple autonome ²⁶². À Samara, un comité révolutionnaire, mis en place par le conseil ouvrier et soldat, déclara prendre le pouvoir en charge dans la nuit du 26 au 27 octobre (7-8 novembre). Mais le conseil paysan refusa de le suivre dans cette voie. Après son renouvellement à la fin de novembre, le conseil local d'ouvriers et soldats comptait 350 bolcheviks, 160 mencheviks, 60 S-R, 32 maximalistes, 30 sociaux-démocrates internationalistes, 30 membres du Bund juif et 20 sans-parti ²⁶³. À Saratov comme à Tsaritsyne, les soviets de ville, eux aussi, étaient déjà bolcheviques avant les événements d'Octobre. Mais, tandis qu'à Tsaritsyne le changement de pouvoir se fit dans le calme, il donna lieu à Saratov à de sanglants affrontements entre les forces du soviet et celles de la douma, la victoire finale revenant aux premières ²⁶⁴.

La vieille région minière de l'Oural central pouvait à bon droit se glorifier d'une riche tradition révolutionnaire ; avant octobre 1917, elle constituait déjà l'un des bastions principaux du bolchevisme. Au moment de l'insurrection, la plupart des conseils ouvriers et soldats des villes et des centres manufacturiers y avaient une majorité bolchevique. Dans nombre de grandes usines, les ouvriers à travers leurs comités de fabrique et les conseils des députés exerçaient déjà un « contrôle ouvrier » sur la production. Le passage du pouvoir s'effectua donc en général sans coup férir, dans le cadre de la « légalité soviétique » ²⁶⁵. Dans cette région aussi, les sympathies des partisans du pouvoir soviétique allaient à un

gouvernement de coalition socialiste bien plus qu'à l'hégémonie d'un parti unique. On verra un trait caractéristique de cette tendance dans l'attitude du soviet d'Iekaterinbourg décidant d'instituer, au lieu et place d'un comité bolchevik homogène, un « comité révolutionnaire unifié du pouvoir populaire » composé de représentants de tous les partis socialistes. Une fraction de l'organisation locale du Parti bolchevik approuva même cette solution de compromis. Les conseils de Perm, Nijni-Taguil et Voltinsky restèrent aux mains des mencheviks et des S-R de droite jusqu'au mois de décembre ²⁶⁶. Il en fut de même dans l'Oural du Sud : à Zlatoust, par exemple, les S-R demeurèrent majoritaires dans le soviet, faiblement il est vrai, après les réélections du début de décembre. Orenbourg servit même de base de départ à une offensive lancée contre les soviets du voisinage par les cosaques du général Dourov, offensive dont il ne fut venu à bout qu'en janvier 1918 ²⁶⁷.

En Sibérie, l'instauration du pouvoir soviétique donna lieu à des affrontements directement liés aux aspirations autonomistes des formations démocratiques du cru. Après les événements de Petrograd, les institutions soviétiques de Sibérie connurent une scission, le « congrès pansibérien extraordinaire » de Tomsk, d'obédience S-R de droite, rivalisant dès lors avec le congrès pansibérien des soviets d'Irkoutsk, à direction bolchevik. Tandis que le premier mettait sur pied une douma régionale rassemblant des délégués de tous les groupements démocratiques, et destinée à servir provisoirement d'organe suprême, le second reconnaissait l'autorité du conseil des commissaires du peuple de Petrograd ²⁶⁸. Le point d'appui principal des bolcheviks n'était autre que le conseil de Krasnoïarsk, lequel s'érigea en pouvoir local tout de suite après l'insurrection de la capitale ²⁶⁹. Mais à Irkoutsk, où les réélections de novembre donnèrent aux bolcheviks et aux S-R de gauche la majorité au soviet, ces derniers durent en décembre livrer plusieurs jours de furieux combats contre un bataillon d'élèves officiers ; c'est seulement en janvier suivant que le nouveau pouvoir soviétique parvint à se consolider ²⁷⁰.

Passons maintenant à la province d'Extrême-Orient. Dès juin 1917, le conseil de Vladivostok exerçait sur la ville un pouvoir de fait qui devint pouvoir

de droit en octobre. Là encore, le soviet se déclara en faveur d'un gouvernement de coalition socialiste et de la convocation de l'Assemblée constituante²⁷¹. Alléguant la réunion imminente de la Constituante, le conseil d'ouvriers et soldats de Khabarovsk se prononça le 12 novembre contre la prise du pouvoir par les conseils ; les députés mencheviks et S-R le quittèrent en décembre, quand les bolcheviks y eurent acquis la majorité²⁷². Ouvert le 23 décembre, le III^e congrès des soviets d'Extrême-Orient rassembla 39 bolcheviks, 22 S-R de gauche et 11 mencheviks. Il institua une instance régionale suprême, le conseil des commissaires du peuple d'Extrême-Orient²⁷³.

En Ukraine, les soviets s'imposèrent en général sans trop de difficultés. Ils étaient le plus fortement implantés dans les centres industriels à population russe. Députés ouvriers et députés soldats siégeaient la plupart du temps au sein d'organismes distincts. Une primauté politique de fait revenait à la Rada centrale d'Ukraine, où prédominaient les socialistes-révolutionnaires et les sociaux-démocrates ukrainiens²⁷⁴. Ce ne fut que très tardivement, au mois de septembre, que se créa un comité exécutif régional des soviets, lequel ne devait d'ailleurs jouer qu'un rôle effacé aux côtés de la Rada et n'eut guère d'audience auprès des conseils locaux. Pendant les semaines qui précédèrent et suivirent l'insurrection d'Octobre, on vit les bolcheviks ukrainiens faire passagèrement cause commune contre le gouvernement provisoire avec les partis socialistes et nationalistes de la Rada. Les bolcheviks de Kiev, dirigés par Piatakov, réussirent le 26 octobre (8 novembre) à persuader le conseil ouvrier de former un comité révolutionnaire qui proclama son adhésion au nouveau pouvoir soviétique. Au cours des combats qui s'ensuivirent avec les troupes loyalistes, la Rada opta pour le camp bolchevik. Les deux soviets de Kiev s'unifièrent à la mi-novembre, à la suite de quoi les bolcheviks disposèrent de 14 sièges sur 30 au comité exécutif du nouveau conseil ouvrier et soldat²⁷⁵. À Kharkov, Lougansk et Iekaterinoslav, les bolcheviks créèrent au sein du soviet, et avec l'appui d'autres partis socialistes de gauche, un comité révolutionnaire qui prit le pouvoir en charge à l'échelon local²⁷⁶. Il en fut de même à Nikolaïev, mais le comité révolutionnaire de cette ville était composé paritairement de membres du soviet et de la douma, et le

soviet lui-même repoussa par 116 voix contre 95 une motion bolchevique tendant à lui faire exercer seul le pouvoir²⁷⁷. Allant plus loin encore, le conseil ouvrier et soldat d'Iouzovka, dans le bassin du Don, vota par 70 voix contre 46 une résolution menchevique condamnant le coup de force de Petrograd²⁷⁸. À Kherson s'institua un conseil des commissaires du peuple, lequel rassemblait des représentants du soviet local, du conseil paysan du gouvernement et de celui du cercle ainsi que de l'auto-administration municipale²⁷⁹. Dans l'ensemble, les rapports de forces restaient assez troubles ; les conseils locaux, la Rada, les doumas de ville et les multiples comités coexistaient ou concluaient des alliances provisoires. Il fallut attendre le 18 décembre et l'ouverture à Kiev du congrès panukrainien des soviets, auquel prirent part environ 2 500 délégués, souvent élus irrégulièrement, quand il ne s'agissait pas de délégués d'occasion, pour voir s'opérer un clivage. Sous le coup d'un ultimatum adressé par le conseil des commissaires du peuple de Petrograd à la Rada, les partisans de cette dernière acquirent la haute main sur le congrès, ce qui provoqua le retrait des bolcheviks et de quelques S-R de gauche, soit 150 à 200 délégués en tout. Ceux-ci gagnèrent Kharkov où ils se joignirent au congrès des régions du Don et de Krivoï-Rog, alors en session dans la ville. Ce nouveau congrès panukrainien des soviets désigna un comité exécutif central qui se proclama gouvernement ouvrier et paysan provisoire d'Ukraine. Au cours des semaines et des mois suivants, l'Ukraine devint le théâtre d'une guerre civile mettant l'Armée rouge, qui avait envahi le pays, aux prises avec les troupes de la Rada centrale et les garnisons allemandes qui s'étaient rangées à leurs côtés.

La révolution bolchevique n'aurait pu avoir lieu, ni durer par la suite, si elle avait dû se heurter à l'hostilité déclarée des troupes du front²⁸⁰. Toutefois, à l'époque de l'insurrection d'Octobre, l'écrasante majorité des comités de troupe, surtout à l'échelon le plus élevé des corps d'armée, n'était pas encore passée au bolchevisme. Par ailleurs, le gouvernement provisoire avait perdu à peu près complètement la confiance des masses combattantes ; on s'en aperçut bien le jour où Kerenski tenta, mais en vain, de faire marcher les troupes du front sur Petrograd aux mains des bolcheviks. Pendant les semaines qui suivirent immédiatement l'insurrection, les soldats du front observèrent un peu partout

une neutralité expectante²⁸¹. « Pas un soldat pour Kerenski, pas un pour les bolcheviks ! », lit-on dans une résolution du comité de la VI^e armée²⁸². Cependant, et grâce en premier lieu aux décrets de propagande sur la paix et la terre, les bolcheviks réussirent petit à petit à se gagner les comités de troupe des divers échelons, quand bien même il leur fallait souvent l'appoint des voix S-R de gauche pour y disposer d'une faible majorité. Les soldats des fronts Nord (I^{re}, II^e et XII^e armées) et Ouest (II^e, III^e et X^e armées) furent les premiers à opter pour les insurgés. Au V^e congrès de la XII^e armée, qui s'ouvrit à Wenden le 9 novembre, le bloc des gauches ne l'emporta que d'une courte tête, 248 voix contre 243 au bloc « socialiste », lors du scrutin décisif en faveur du soutien du nouveau gouvernement soviétique. Mais trois semaines plus tard, au congrès extraordinaire de cette même XII^e armée, il recueillait déjà les deux tiers des suffrages²⁸³. À la mi-décembre, les bolcheviks obtinrent une majorité écrasante au I^{er} congrès du front nord²⁸⁴. La lutte pour la prépondérance parmi les troupes du front ouest se déroula essentiellement à Minsk, où le soviet de ville bolchevique faisait face à un comité de front socialiste-révolutionnaire. Dès le 25 octobre (7 novembre), le conseil ouvrier et soldat prit le pouvoir à l'échelon de la ville. De concert avec les bolcheviks sortis du comité de front, il institua un comité révolutionnaire du front Ouest. Des tractations dilatoires avec la partie adverse, le « comité pour le salut de la révolution », permirent aux bolcheviks de suspendre les mouvements de troupes sur Petrograd. Les congrès des II^e, III^e et X^e armées, qui se tinrent vers la mi-novembre, élurent de nouveaux comités d'armée à majorité bolchevique et S-R de gauche. Au congrès du front Ouest comme à celui des conseils ouvriers et soldats de la région occidentale (début décembre), les deux tiers des délégués votèrent bolchevik. Un conseil des commissaires du peuple de la région occidentale fut mis en place ; cet organe suprême des soviets finit par supplanter la Hromada, organe du mouvement autonomiste blanc-russien²⁸⁵.

Sur les fronts plus éloignés des hauts lieux de la révolution, les bolcheviks se trouvaient en situation moins avantageuse. La Rada d'Ukraine se montrait très active sur le front sud-ouest (XI^e et VII^e armées, troupes spéciales) et sur le front

roumain (VIII^e, IX^e, IV^e et VI^e armées). Après avoir rappelé du front les unités ukrainiennes, elle chercha à les placer sous ses ordres. Le congrès extraordinaire du front sud-ouest réunit à Berditchev, à la fin de novembre, 267 bolcheviks, 213 socialistes-révolutionnaires (dont 50 S-R de gauche), 47 sociaux-démocrates unifiés, 73 nationalistes ukrainiens et 42 sans-parti. Il se scinda à l'occasion du débat sur la question du pouvoir : 322 bolcheviks et S-R de gauche se prononcèrent pour la prise en charge du pouvoir, sur le front, par les comités d'armée, 232 Ukrainiens, S-R et mencheviks votèrent contre. Une fois renouvelé, le comité révolutionnaire de front, au sein duquel les bolcheviks disposaient de 18 sièges sur 35, ne parvint pas à s'imposer face à la Rada ²⁸⁶. Sur le front roumain et dans l'hinterland, l'autorité suprême revenait au « Roumtcherod » (« comité central exécutif des soviets du front roumain, de la flotte de la mer Noire et d'Odessa »). Les partis non bolchevistes y détenaient la majorité des sièges, tandis que leurs rivaux de gauche avaient la prépondérance dans les conseils des députés ouvriers, soldats et marins d'Odessa depuis les réélections de l'automne. Fruit d'une coalition entre le Roumtcherod, les conseils d'Odessa, les partis socialistes et le Rada d'Ukraine, un comité révolutionnaire, fondé le 10 novembre, se vit d'emblée frappé d'impuissance en raison de sa composition par trop hétérogène. Le II^e congrès des soviets du front roumain réunit, le 23 décembre, 190 délégués de front, 160 délégués de soviets de ville et 87 délégués paysans. Du point de vue politique, ces délégués se répartissaient en 396 bolcheviks et 220 S-R de gauche, suivis de 187 S-R de droite, 76 sans-parti, 74 S-R d'Ukraine, 68 mencheviks, 37 sociaux-démocrates internationalistes, auxquels s'ajoutaient des membres de divers groupuscules. Dès le premier jour, il y eut affrontement à propos d'un vote sur l'attitude à prendre vis-à-vis de l'Assemblée constituante. Finalement, le congrès refusa par 509 voix contre 320 d'adresser, comme on l'y invitait, un message de félicitation à la Constituante. Puis, il élut un nouveau Roumtcherod, dans lequel les mencheviks et les S-R de droite n'acceptèrent pas d'entrer. Les décisions prosoviétiques du congrès incitèrent le présidium unifié des soviets d'Odessa à prendre en charge, le 25 décembre, le pouvoir municipal ²⁸⁷. Au même moment,

les bolcheviks obtenaient également la majorité à Tiflis, au II^e congrès de l'armée du Caucase, lequel ratifia les décrets du congrès panrusse des soviets et reconnut l'autorité du conseil des commissaires du peuple. Le conseil d'armée choisi par le congrès se posa dès lors en rival du comité exécutif régional des conseils d'ouvriers et soldats du Caucase ²⁸⁸.

Après l'insurrection bolchevique de Petrograd, l'organe électif suprême de l'armée russe, le comité inter-armées auprès du grand quartier général de Moguilev, s'efforça de mettre sur pied, par la voie de la négociation, un nouveau gouvernement de coalition socialiste, placé sous la présidence de Tchernov. Et de lancer à cette fin un appel exigeant le rétablissement des libertés politiques, la réunion de la Constituante à la date prévue, la remise des terres aux comités agraires et l'ouverture immédiate de pourparlers de paix ²⁸⁹. Sur quoi le conseil des commissaires du peuple dépêcha à Moguilev Krylenko, qu'il venait de nommer commandant en chef. S'étant installé de force au GQG, ce dernier ordonna la dissolution du comité inter-armées. Des représentants de toutes les unités combattantes, à l'exception des troupes caucasiennes, participèrent le 24 décembre à un congrès inter-armées où les bolcheviks firent la loi. Le congrès, après avoir désigné un comité militaire révolutionnaire central, confirma Krylenko dans ses fonctions ²⁹⁰. De même, l'organe central de tous les comités de marins, la Centroflot, resté d'abord neutre au cours des journées d'octobre, condamna ensuite l'initiative bolchevique. Toutefois, les deux flottes les plus importantes, celle de la Baltique et celle de la mer Noire, étaient bolcheviques à une majorité écrasante. Sur ordre du comité exécutif central de Russie s'institua un comité naval révolutionnaire, composé de matelots bolcheviks, lequel exigea que fût dissoute la Centroflot, accusée de ne plus correspondre aux sentiments des masses. Quelques membres de cet organisme optèrent pour le bolchevisme, les autres se virent contraints par la force de renoncer à leurs activités. Un I^{er} congrès panrusse des marins, dominé par les bolcheviks, s'ouvrit le 1^{er} décembre. On entendit sans doute certains congressistes appeler de leurs vœux un gouvernement de large coalition socialiste et stigmatiser la manière dont les principes démocratiques avaient été

violés par les insurgés, mais le congrès se prononça néanmoins, à une énorme majorité (160 voix contre 2 et 28 abstentions), pour le soutien du conseil des commissaires du peuple ²⁹¹.

Quant aux conseils paysans, ils suivirent pendant la révolution d'Octobre une voie propre. Doués d'autonomie organisationnelle, de comités exécutifs et d'organes centraux spécifiques, ils vivaient en marge des conseils d'ouvriers et soldats. C'est pourquoi seule une poignée de députés paysans d'occasion étaient présents, le 25 octobre, à l'ouverture du II^e congrès panrusse des soviets. À ce moment-là, les S-R continuaient de jouir dans les conseils paysans d'une prépondérance massive dont ils cherchèrent à faire usage contre Lénine. Immédiatement après le coup d'État, le comité exécutif panrusse des soviets de députés paysans prit position, dans une série d'appels, contre toute reconnaissance du nouveau régime. « S'emparer du pouvoir à trois semaines de la réunion de l'Assemblée constituante, c'est usurper les droits du peuple entier [...]. Ce faisant, le conseil ouvrier et soldat de Petrograd a déclenché une guerre fratricide ²⁹². »

Au mot d'ordre « Tout le pouvoir aux soviets ! », l'exécutif paysan opposa le programme : « Tout le pouvoir à l'Assemblée constituante ! ». Il invita les conseils paysans, les organes d'auto-administration et l'armée à refuser d'exécuter les ordres des nouveaux dirigeants du pays. En outre, par 33 voix contre 26, il se prononça pour la formation d'un gouvernement socialiste dont les bolcheviks seraient exclus. Les 26 opposants tenaient, eux, pour un gouvernement de coalition socialiste à participation bolchevique ²⁹³. Affiliés au Parti S-R de gauche, ils réussirent à obtenir de l'exécutif la convocation à Petrograd, pour le 23 novembre, d'un congrès panrusse des conseils paysans. Vu le petit nombre de congressistes présents à la séance d'ouverture, celui-ci résolut de se déclarer seulement congrès extraordinaire. Sur les 335 délégués à voix délibérative, on comptait 195 S-R de gauche, 65 S-R de droite, 37 bolcheviks, 22 anarchistes et quelques membres de groupements plus petits. D'emblée, le congrès refusa d'entendre Lénine, du moins en sa qualité de président du conseil des commissaires du peuple. Et, lors de ses deux apparitions à la tribune, ce dernier ne parvint guère à se faire écouter que de temps en temps. Le congrès

adopta (les bolcheviks s'abstenant de voter) une résolution qui exigeait la participation de tous les partis socialistes au gouvernement soviétique. Gouvernement socialiste homogène, tel était le mot d'ordre auquel se ralliait la grande masse des paysans, celui que de multiples résolutions reprurent au congrès. Mais Lénine arriva sur ces entrefaites à persuader les S-R de gauche d'entrer au conseil des commissaires du peuple. On vit donc le congrès extraordinaire décider la fusion de son exécutif avec le comité exécutif central des conseils d'ouvriers et soldats ²⁹⁴.

Faisant ainsi d'une pierre deux coups, les bolcheviks réussirent, d'une part, à briser l'unité de la paysannerie, d'autre part, grâce à l'apport des S-R de gauche, à renforcer considérablement leur position, qui en avait grand besoin. Le II^e congrès panrusse des députés paysans, qui tint ses assises du 9 au 25 décembre, dans la foulée du congrès extraordinaire, mit aux prises deux camps de forces à peu près égales. Sur les 789 congressistes, il y avait 305 S-R de droite, 350 S-R de gauche et 91 bolcheviks, le reste appartenant à de petites formations socialistes ²⁹⁵. Près de 300 d'entre eux venaient des armées, 300 des conseils paysans de cercle et 189 des conseils de gouvernement – le plus fortement représenté des 53 gouvernements russes n'était autre que la région centrale du pays. Maria Spiridonova, une S-R de gauche, fut élue d'extrême justesse à la présidence du congrès, face à Victor Tchernov. Deux conceptions de l'Assemblée constituante s'affrontèrent lors des débats. La moitié de droite exigea une déclaration d'allégeance sans équivoque à la Constituante et parvint à faire adopter, par 359 voix contre 314, une résolution en ce sens ²⁹⁶. Et Lénine d'exalter là-contre le caractère démocratique des soviets, « cent fois supérieur à celui de l'Assemblée constituante ». Et d'aller jusqu'à déclarer, pour complaire aux députés de la « démocratie paysanne » :

On nous dit : la révolution du 25 novembre a conféré le pouvoir aux bolcheviks et à eux seuls [...]. Quand le peuple s'aperçoit que ses représentants au soviet n'expriment pas ses volontés, il peut tout simplement les révoquer. De cette manière, le soviet exprimera toujours la volonté du peuple ²⁹⁷.

Mais un congressiste social-démocrate vint repartir à Lénine :

Le camarade Oulianov sait parfaitement que, si vous n'êtes pas d'accord avec lui, il vous fera disperser à la baïonnette [...]. Vous parlez du pouvoir des soviets mais, pendant ce temps-là, les commissaires sont en train de le saper, le pouvoir des soviets ! Au lieu du pouvoir soviétique, nous avons le pouvoir de Lénine qui a pris la place occupée naguère par Nicolas²⁹⁸.

Le 17 décembre, le congrès paysan se scinda en deux. Après avoir quitté la salle de séances, les S-R de droite et leurs amis politiques désignèrent un comité exécutif, lequel, sous la présidence de Tchernov, convoqua pour le 21 janvier 1918 un nouveau congrès, chargé de servir de bouclier à la Constituante. Quant à la minorité de gauche, siégeant de son côté, elle élut elle aussi un exécutif, composé de 81 S-R de gauche et de 20 bolcheviks, qui fusionna avec le comité exécutif central des conseils de députés ouvriers et paysans de Russie. Les congressistes reçurent pour consigne, une fois rentrés chez eux, de faire de la propagande en faveur du pouvoir des soviets, d'éliminer des conseils paysans les éléments de droite et de préconiser l'unification des conseils paysans avec les conseils ouvriers et soldats²⁹⁹. Il fallut encore des mois, malgré tout, pour imposer le pouvoir soviétique dans les campagnes et déloger des conseils paysans de gouvernement et de cercle la droite socialiste. Avant même d'avoir pu s'implanter solidement dans les villages, les conseils s'abîmèrent dans la lutte des classes déclenchée au printemps de 1918 par les bolcheviks, laquelle rendit impossible toute représentation véritablement démocratique de la démocratie.

Les bolcheviks préparèrent et accomplirent la révolution au cri de « Tout le pouvoir aux soviets ! » Mais un examen de la réalité historique révèle que la prise en charge du pouvoir ne fut souhaitée que par une fraction des conseils d'ouvriers, soldats et paysans, et que seule cette dernière apporta effectivement son concours à l'opération. Certes, la grande majorité des soviets et des masses qu'ils représentaient se félicitèrent de voir le gouvernement provisoire renversé, mais sans admettre pour autant l'établissement d'une hégémonie bolchevique. Lénine et Trotski, recourant à des actions de force et à un déchaînement de démagogie, arrivèrent à briser cette résistance et à jeter les bases d'une dictature de parti derrière la façade des soviets. Sept semaines après l'insurrection d'Octobre, le journal de Maxime Gorki, la *Novaïa Jizn*, adressait déjà cette âpre critique aux nouveaux maîtres :

Le pouvoir n'est passé aux conseils que sur le papier, dans la fiction, non dans la réalité. Les bolcheviks ont placé le congrès des soviets devant le fait accompli de la prise du pouvoir par eux-mêmes, non par les soviets. Ce fut dans un climat insurrectionnel que se déroulèrent les séances du II^e congrès, sur la force des baïonnettes que s'appuyèrent les bolcheviks [...]. Dans les coins de province où les soviets se montraient hésitants, où les bolcheviks ne disposaient pas d'une majorité assurée, ces derniers s'efforcèrent d'effrayer les soviets et de les placer devant l'alternative suivante : ou se soumettre, ou appeler à la guerre civile dans les rangs de la démocratie. Voilà comment le mot d'ordre « Tout le pouvoir aux soviets ! » a été traduit dans les faits, transformé en réalité dans le mot d'ordre « Tout le pouvoir à une poignée de bolcheviks ! » [...] L'importance des conseils a déjà disparu, leur rôle sombre dans le néant [...]. Une république des soviets ! Paroles vides de sens, que cela ! En vérité, il s'agit d'une république oligarchique, la république de quelques commissaires du peuple. En quoi donc les soviets locaux ont-ils été métamorphosés ? En appendices dociles, passifs, des « comités militaires révolutionnaires » bolcheviques, ou de commissaires nommés d'en haut. Quant aux soviets qui conservent encore leur indépendance, qui s'obstinent à ne pas reconnaître le « conseil des commissaires du peuple », on les inscrit sur la liste noire des institutions suspectes, opportunistes, quasi contre-révolutionnaires [...]. Les soviets se désagrègent, tombent dans l'impuissance et perdent chaque jour un peu plus le crédit dont ils jouissaient dans les rangs de la démocratie³⁰⁰.

I. Comme l'écrivait Zinoviev, porte-parole de Lénine pendant la guerre, dans l'article « La Guerre et la crise révolutionnaire en Russie »²¹.

II. En ajoutant cette précision, Lénine semble vouloir dire qu'il avait fait la liaison entre la Commune et les conseils russes dès 1915, ou 1916 au plus tard. Comme on vient de le voir, pareille assertion serait injustifiée.

III. Rykov déclarait par exemple : « Pourrions-nous compter sur le soutien des masses, au cas où nous lancerions le mot d'ordre de la révolution prolétarienne ? La Russie est le pays le plus petit-bourgeois d'Europe. Il est impossible de compter sur la sympathie des masses envers la révolution socialiste, et c'est pourquoi le parti, s'il se plaçait du point de vue de la révolution socialiste, serait transformé en cercle de propagande. C'est d'Occident que le branle sera donné à la révolution sociale. »

iv. Lorsque cette question fut brièvement évoquée au II^e congrès du POSDR (1903), Plekhanov déclara qu'il pourrait se révéler nécessaire, le cas échéant, de retirer le droit de vote à la bourgeoisie et de dissoudre un « mauvais » Parlement. Lénine l'approuva chaudement ⁵⁹.

v. « Elle s'appuie non sur la loi, non sur la volonté formelle de la majorité, mais directement sur la violence. La violence est "l'instrument du pouvoir" ⁶¹. »

vi. Par la suite, Staline et les théoriciens soviétiques de l'État devaient se servir de ces formules de Lénine, et d'autres du même calibre, pour justifier le fait que même des dizaines d'années après la révolution l'État n'était pas « éteint » en URSS.

vii. Le parti comptait environ 80 000 adhérents lors de la conférence d'avril et 240 000 à l'époque de son VI^e congrès d'août 1917 ⁷⁶.

viii. En février 1956, au XX^e congrès du PC de l'URSS, les dirigeants communistes ont abordé le problème du passage pacifique au socialisme dans des termes renouvelés – y compris en ce qui concerne la réflexion historique ⁹⁹.

ix. Après s'être prononcée par 766 voix contre 688 pour une coalition, la conférence repoussa par 595 voix contre 493 l'idée d'une coalition avec le Parti constitutionnel-démocrate, accusé d'avoir soutenu Kornilov ¹⁴⁴.

x. On ne dispose d'aucune donnée statistique précise sur les options politiques des soviets. Le total exact des conseils d'ouvriers, soldats et paysans lui-même reste inconnu pour l'année 1917. Les quelque 900 indications chiffrées relatives à la composition du II^e congrès des soviets (octobre 1917) permettent seules une évaluation [⇒, p. ⇒].

xi. Voir le tableau en annexe 2, p. ⇒.

xii. Le Comité militaire révolutionnaire avait rendu public, dans la matinée du 25, un « Appel aux citoyens de la Russie » et un ordre du jour à tous les comités de troupe.

xiii. À partir de l'insurrection d'Octobre (25-26 octobre) la datation est conforme à notre calendrier.

xiv. Dès cette époque, l'historiographie bolchevique s'employait à monter en épingle le rôle dirigeant du parti.

V. L'établissement de la dictature des soviets

1. Assemblée nationale ou république soviétique ?

Dès le moment où le mouvement révolutionnaire démarra, la réunion de l'Assemblée constituante devint l'objectif suprême de toutes les tendances libérales et socialistes de Russie. À la fois symbole et couronnement de dizaines d'années de combat contre l'autocratie tsariste, la Constituante apparaissait comme la promesse d'une vie sociale plus juste et plus libre. Pendant la révolution de Février, tous les partis politiques avaient fait de la convocation d'une Assemblée nationale, « souveraine de la terre russe », l'un des points de leurs programmes respectifs ; le soviet de Petrograd conclut son premier appel à la population en s'y référant, tandis que le gouvernement provisoire la déclarait le premier de ses soucis.

L'une des fautes les plus graves et les plus lourdes de conséquences que la coalition bourgeoise-socialiste commit, ce fut d'ajourner, sous des prétextes essentiellement juridiques, les élections¹. Lorsque celles-ci eurent enfin lieu, le 25 novembre 1917, la situation politique se trouvait transformée du tout au tout : à peine trois semaines auparavant, les bolcheviks s'étaient emparés du pouvoir à Petrograd et avaient proclamé la souveraineté des conseils. Il était donc inévitable que la compétition électorale revêtît un acharnement rare, bien que dans les masses populaires on fût le plus souvent loin de se former une idée tant soit peu nette du changement survenu et qu'on ne vît pas de contradiction entre le pouvoir soviétique et la Constituante. Le revirement de l'opinion publique, au

cours des semaines qui précédèrent l'insurrection, lequel se traduisit par la bolchevisation des soviets et les progrès constants des S-R de gauche dans les villages, ne pouvait se manifester que partiellement du fait que S-R de droite et S-R de gauche se trouvaient groupés sur les listes électorales en un seul parti, ce qui permettait aux anciens dirigeants socialistes-révolutionnaires de tenir le haut du pavé. En outre, les S-R de droite continuaient de disposer, dans les conseils paysans et les comités agraires où ils jouissaient d'une prépondérance écrasante, de points d'appui qui leur permettaient d'exercer une influence énorme sur les masses rurales. Quoi qu'il en soit, cependant, rien ne confirme la thèse, soutenue plus tard par les bolcheviks, selon laquelle les S-R de gauche auraient recueilli beaucoup plus de voix que les S-R de droite s'ils avaient fait bande à part, et, de concert avec les bolcheviks, auraient acquis la majorité². Les documents abondent qui démontrent, au contraire, que le triomphe des bolcheviks dans les villes eût été moindre en cas d'élections parfaitement libres, imputable qu'il fut en partie à des interdictions de journaux, à des arrestations et à des entraves apportées à l'exercice du droit de vote³.

À l'issue des élections à l'Assemblée constituante, on se trouvait devant la répartition des voix et des sièges suivante (les principaux groupements étant seuls pris en considération)⁴ :

| Partis | Nombre de voix | Nombre de sièges |
|---|-----------------------|-------------------------|
| <i>Socialiste-révolutionnaire de Russie</i> | 15 848 004 | 299 |
| <i>Socialiste-révolutionnaire d'Ukraine</i> | 1 286 157 | 81 |
| <i>Bloc socialiste ukrainien</i> | 3 556 581 | |
| <i>Socialiste-révolutionnaire de gauche (fraction indépendante à la Constituante)</i> | | 39 |
| <i>Total S-R et sympathisants</i> | 20 690 742 | |
| <i>Bolchevik</i> | 9 844 637 | 168 |
| <i>Menchevik</i> | 1 364 826 | 18 |
| <i>Autres formations sociales-démocrates</i> | 601 707 | 4 |
| <i>Constitutionnel-démocrate</i> | 1 986 601 | 15 |
| <i>Groupements conservateurs russes</i> | 1 262 418 | 2 |
| <i>Formations allogènes</i> | 2 620 967 | 77 |

Le résultat le plus frappant des élections, c'était qu'avec 23,9 % des suffrages le Parti bolchevique devenait le deuxième groupe de la Constituante, sans avoir pour autant la majorité du peuple russe de son côté. Par ailleurs, la faiblesse des classes moyennes bourgeoises, des propriétaires fonciers et des hauts fonctionnaires conservateurs, comme celle de toutes les anciennes institutions monarchiques, apparaissait clairement. La partie se jouait à l'intérieur du camp socialiste : les partis socialistes-révolutionnaires, ayant ramassé les quatre cinquièmes des voix, étaient suivis par les larges masses⁵.

Si les bolcheviks n'avaient pu rallier à l'échelle du pays entier que le quart à peine des électeurs, la répartition des voix par région éclairait d'un jour plus cru le véritable rapport des forces politiques à ce moment. Dans les grandes villes, les centres industriels et les garnisons de l'arrière, la majorité absolue ou relative revenait aux bolcheviks. Ceux-ci avaient également la haute main sur les armées des fronts nord et ouest ainsi que sur la flotte de la Baltique. En outre, ils se révélaient assez fortement implantés dans l'électorat paysan de Russie du Centre

et du Nord-Ouest comme de Russie blanche. Dans les régions de la mer Noire et du Caucase, leur audience était faible. Les mencheviks y conservaient en effet une prépondérance, battue en brèche partout ailleurs, où les S-R l'emportaient de très loin, ainsi en Sibérie et dans le bassin de la Volga. Quant aux partis bourgeois, ils ne comptaient vraiment qu'à Petrograd et à Moscou où ils venaient en seconde position derrière les bolcheviks. Dans l'ensemble, les résultats électoraux à l'échelon local découlaient de la force respective des divers partis dans les soviets concernés : à la majorité bolchevique dans la plupart des conseils ouvriers et soldats des villes correspondait un succès des bolcheviks, alors qu'inversement la suprématie des S-R au sein des institutions paysannes s'accompagnait d'un triomphe électoral dans les régions rurales^{II}. Qui plus est, le résultat des élections anticipait la répartition des forces dans la guerre civile à venir : les bolcheviks tenaient le centre du pays, tandis que leurs adversaires devaient opérer à la périphérie.

S'étant déroulées dans des circonstances extraordinaires à l'intérieur d'un pays menant de pair une révolution et une guerre extérieure, les élections à la Constituante revêtaient, évidemment, le caractère d'un concours provisoire de sympathies politiques, susceptibles de se révéler tout autre au bout de quelques mois. Néanmoins, elles mirent en évidence un jeu de forces qui, dans des conditions normales, aurait eu tout aussi bien une influence déterminante sur le destin du pays. La Russie aurait pu dès lors évoluer démocratiquement à travers l'affrontement et les fluctuations du Parti socialiste-révolutionnaire, maître des campagnes, et du Parti bolchevique, maître des villes. Lénine avait toutefois opté de longue date contre la démocratie parlementaire, pour le système des conseils et, dans le cadre du système soviétique, pour l'hégémonie absolue de son parti. La seule question encore pendante, c'était de savoir ce qu'il adviendrait de l'Assemblée constituante⁶.

De tout temps, les bolcheviks s'étaient laissés guider par des considérations de stricte opportunité dans leur attitude envers la Constituante et le système parlementaire en général. En 1903, au congrès du Parti social-démocrate de Russie, Plekhanov, dont Lénine était proche à ce moment, avait déclaré que l'intérêt de la révolution pourrait exiger des restrictions au droit de vote et la

dissolution d'un « mauvais » Parlement. Et Lénine d'approuver sans réserve cette subordination des principes démocratiques aux intérêts du parti⁷. En 1905, l'Assemblée constituante devait couronner la dictature du prolétariat et de la paysannerie issue de l'insurrection populaire. Elle aurait eu pour mission, disait Staline, « d'apporter des transformations révolutionnaires et d'obliger le gouvernement provisoire à les sanctionner par des décrets et des édits⁸ ».

L'essentiel, aux yeux de Lénine et des bolcheviks, ce fut toujours de savoir ce que la force sociale dominante à l'Assemblée constituante représentait, quelle classe et disposant de quel potentiel offensif. « La question de l'Assemblée constituante, proclamait-il à la fin de juin 1917, est subordonnée à la marche et à l'issue de la lutte des classes qui met la bourgeoisie aux prises avec le prolétariat⁹. » À la même époque, Staline s'exprimait plus crûment encore : « Grande est l'importance de l'Assemblée constituante. Mais incomparablement plus grande est l'importance des masses en dehors d'elle. La force n'est pas dans l'Assemblée constituante elle-même, mais dans les ouvriers et les paysans qui la pousseront de l'avant en créant par leurs luttes un droit nouveau¹⁰. » Comme une brochure de propagande bolchevique le déclarait sans fard : « L'Assemblée constituante doit siéger à Petrograd pour que le peuple révolutionnaire et, en premier lieu, la garnison révolutionnaire puissent la surveiller et faire pression sur elle¹¹. »

Une fois Lénine converti au système des conseils, présenté comme une « forme supérieure de démocratie », il cessa d'accorder à l'Assemblée constituante la valeur relative qu'elle avait eue jusqu'alors dans son programme révolutionnaire. Rompre ainsi définitivement avec la démocratie bourgeoise parlementaire, en optant pour le passage au socialisme et la deuxième révolution, cela ne pouvait en effet signifier qu'une chose : subordonner l'objectif « Constituante » à l'objectif « pouvoir des soviets ». Les *Thèses d'avril* ne faisaient guère allusion à l'Assemblée nationale, et Lénine déclara expressément devant la réunion où il exposa ses thèses : « La vie et la révolution ont repoussé la Constituante au second plan¹². » Lénine n'en continua pas moins d'exiger la convocation de la Constituante. Les propagandistes bolcheviks associaient même

directement cette revendication au mot d'ordre du pouvoir soviétique ; seuls le raffermissement et la victoire finale des soviets, soutenaient-ils, permettraient la réunion de l'Assemblée constituante¹³. Accusant le gouvernement et la « bourgeoisie » de chercher à différer celle-ci jusqu'à la fin de la guerre, Lénine fustigeait ce qu'il qualifiait de menées « contre révolutionnaires ». Mais, en réalité, cet ajournement lui convenait parfaitement. Dès le mois d'avril, il assurait déjà : « Plus MM. Lvov et consorts [c'est-à-dire le gouvernement provisoire] retarderont la convocation de la Constituante, et plus il sera facile au peuple de faire son choix (par l'Assemblée constituante ou sans elle, si Lvov met trop de temps à la convoquer) en faveur d'une république des conseils de députés ouvriers et soldats¹⁴. » En conservant ainsi, à des fins de propagande, le mot d'ordre de l'Assemblée constituante, Lénine faisait preuve de « réalisme révolutionnaire¹⁵ », tenait compte des sentiments des masses, peu enclines à opposer le nouveau mot d'ordre du pouvoir soviétique à la revendication traditionnelle du mouvement révolutionnaire. « En dehors de la dictature des soviets et jusqu'à cette dictature, l'Assemblée constituante devait se montrer comme la plus haute conquête de la révolution », pensait Trotski¹⁶, lequel prévoyait une république des conseils dès 1907, sans se prononcer cependant, à ce moment-là, pour la Constituante.

Mais tous les bolcheviks étaient loin de voir clairement à quel point le nouveau mot d'ordre débordait l'ancienne revendication. De même que le parti n'avait adopté qu'avec lenteur et réticences la théorie des soviets avancée par le Lénine d'avril 1917, de même il persistait à vouloir réserver à la Constituante une certaine place dans son programme. Ainsi est-il question dans les résolutions de la conférence panrusse d'avril de passage du pouvoir aux conseils ou à d'« autres organes », dont l'Assemblée constituante¹⁷. Lénine lui-même était d'ailleurs le premier à encourager d'une certaine manière cette attitude. Ne lui était-il pas arrivé de préconiser la coexistence provisoire des soviets à la base, dans tout le pays, et de l'Assemblée constituante au sommet¹⁸ ? Voilà qui lui permettait de satisfaire ceux de ses partisans restés attachés à la revendication traditionnelle d'autant plus aisément que soviets et Constituante ne présentaient

à ses yeux, en dernière analyse, qu'un intérêt purement tactique. En revanche, pour les « vieux bolcheviks » de l'espèce de Kamenev et de Zinoviev, la « combinaison » soviets-Constituante, pour laquelle ils avaient rompu des lances à la veille de l'insurrection d'Octobre, y voyant une alternative au plan léninien de conquête du pouvoir par la force, signifiait bien plus que cela. Cette combinaison devait en effet non seulement assurer, sans lutte armée, le passage du pouvoir d'État aux mains d'un gouvernement de coalition socialiste, mais encore instituer au niveau national un organisme jouissant d'une audience, d'une autorité, que, selon beaucoup de bolcheviks, les conseils n'avaient nullement. La révolution démocratique, dont les bolcheviks se sentaient les maîtres d'œuvre, devait être couronnée, dans cette optique, par une Constituante révolutionnaire ; Lénine et Trotski, par contre, jugeaient que les conseils ouvraient déjà une période de transition vers une phase plus élevée de la révolution, vers le socialisme, tandis que l'Assemblée constituante n'était plus qu'un vestige de la révolution « bourgeoise » et un vestige qu'il fallait éliminer.

Bien que l'insurrection bolchevique d'Octobre se fût assigné pour but la révolution socialiste, elle n'était absolument pas dirigée contre l'Assemblée constituante (laquelle n'existait d'ailleurs pas encore). Le conseil des commissaires du peuple se posait en « gouvernement provisoire ouvrier et paysan », chargé de conduire les affaires jusqu'à la réunion de la Constituante. Aussi bien, les décisions du congrès des soviets et les premiers décrets du nouveau gouvernement se référaient à l'Assemblée constituante comme à un organisme décidant en dernière instance¹⁹. Le 20 novembre, au soviet de Moscou, Rykov répondait à un interpellateur que les bolcheviks garantissaient des élections libres et remettraient ensuite le pouvoir à la Constituante²⁰. Dans le même sens, les journaux bolcheviques qualifiaient de « diffamatoires » les propos de leurs adversaires prétendant que l'insurrection avait eu pour effet de tuer la Constituante dans l'œuf²¹.

Pourtant, Lénine et ses partisans inconditionnels étaient en fait résolus depuis longtemps à ne laisser aucun Parlement leur barrer la voie pour laquelle ils avaient opté. Lénine envisagea tout d'abord un ajournement des élections, prévues pour le 20 novembre (ce qu'il reprochait justement au gouvernement

Kerenski de vouloir faire), l'abaissement de la limite d'âge électoral, la révision des listes de candidats et l'interdiction des partis bourgeois. Toutefois, il n'insista pas sur ces propositions, la majorité du comité central du parti ayant fait valoir combien grande serait l'impopularité de mesures pareilles, édictées au lendemain de la prise du pouvoir²². Lénine tablait encore à ce moment sur un triomphe électoral de son parti. Mais, dès que les premiers résultats eurent infirmé cet espoir, le comité exécutif central des soviets promulgua un décret concernant le droit de révoquer les députés et de procéder à de nouvelles élections²³. La séance d'ouverture de la Constituante, fixée originellement au 11 décembre, fut reportée au jour où 400 députés au moins seraient présents à Petrograd. Le conseil des commissaires du peuple déclara dissoute l'ancienne commission des élections et transféra ses attributions à une commission soviétiste présidée par Ouritski²⁴. Et, le 11 décembre précisément, une manifestation antibolchevique, en faveur de la Constituante, fournit un prétexte pour interdire le Parti constitutionnel-démocrate et arrêter quelques-uns de ses dirigeants²⁵.

Tout en s'arrogeant ainsi les prérogatives de la puissance publique, les bolcheviks lancèrent, à partir de la mi-novembre, une campagne de presse et d'agitation, d'une véhémence allant crescendo, contre le « nouveau fétiche », la Constituante²⁶. Avant les élections déjà, Volodarski avait évoqué, lors d'une séance du comité de Petrograd du parti, la possibilité de disperser à la baïonnette l'Assemblée constituante si jamais elle se révélait être en majorité non bolcheviste²⁷. La *Pravda* du 30 novembre écrivait que les soviets feraient bien de proposer à la Constituante de proclamer la république des conseils ouvriers, soldats et paysans et de se déclarer dissoute ensuite²⁸. Boukharine, intervenant au comité central du parti le 12 décembre, déclarait que la moitié de gauche de la Constituante devrait s'ériger en Convention nationale²⁹. Les fractions bolcheviques des soviets multipliaient les résolutions exigeant soit la ratification par la Constituante des décisions et du II^e congrès des soviets et du conseil des commissaires du peuple, soit la dissolution pure et simple de l'Assemblée³⁰. À la conférence de la région de Moscou du parti bolchevik, on mit en avant la

nécessité de convaincre les masses de l'impuissance de la Constituante, pour leur faire perdre leurs « illusions constitutionnelles », et de recourir pour cela, le cas échéant, à la violence physique et au terrorisme politique³¹. Zinoviev, prenant la parole, le 27 décembre, à un meeting de soldats de Petrograd, dit de l'Assemblée constituante qu'elle servait de vitrine aux forces contre-révolutionnaires, antisoviétiques, devant lesquelles les conseils ne s'inclineraient jamais³². Enfin, à deux jours de l'ouverture, la *Pravda* affirmait : « Si l'Assemblée constituante est du côté du peuple, alors vive l'Assemblée constituante ! Mais si elle va contre le peuple, à bas cette imposture³³ ! »

Pour sa part, Lénine devait publier le 26 décembre ses « Thèses sur l'Assemblée constituante », où il fixait définitivement la ligne du parti en la matière. Partant de l'assertion selon laquelle « la social-démocratie révolutionnaire [...] a souligné à maintes reprises que la république des soviets est une forme de démocratie supérieure à celle de la république bourgeoise habituelle avec Assemblée constituante » (thèse 2), il s'efforçait de démontrer que les résultats électoraux ne correspondaient pas vraiment à la volonté du peuple. Depuis la révolution d'Octobre, les masses n'avaient cessé d'évoluer vers la gauche, mais la composition de l'Assemblée ne traduisait nullement cette évolution. Qui plus est, la guerre civile, déjà amorcée, avait « définitivement exaspéré la lutte de classes et supprimé toute possibilité de résoudre par une voie démocratique formelle les questions les plus brûlantes » (thèse 13). Si donc l'Assemblée constituante n'acceptait pas d'être soumise à des réélections immédiates et de déclarer « reconnaître sans réserve le pouvoir des soviets, la révolution soviétique, sa politique relative à la paix, à la terre et au contrôle ouvrier », en ce cas, « la crise ouverte autour de l'Assemblée constituante ne [pourrait] être dénouée que par la voie révolutionnaire, par les mesures révolutionnaires les plus énergiques, les plus promptes, les plus vigoureuses et les plus décidées que prendra le pouvoir des soviets » (thèses 18 et 19)³⁴.

En pratique, cela voulait dire que les bolcheviks avaient résolu de disperser la Constituante. Le 4 janvier, le comité exécutif central des soviets fixa au 18 du même mois la date d'ouverture de l'Assemblée nationale, en même temps qu'il

convoquait pour le même jour le III^e congrès des soviets de députés ouvriers et soldats, et pour le 28 janvier le III^e congrès des conseils paysans³⁵. Les deux organes suprêmes de la révolution, qui incarnaient symboliquement les deux phases de celle-ci, l'Assemblée constituante démocratique et le congrès de la dictature des soviets, devaient s'opposer l'un à l'autre, et le second dissoudre la première, condamnée à mort en sa qualité d'organe constitutionnel suprême ; avant d'ériger la Russie en république soviétique.

La lutte de plus en plus vive dont la Constituante faisait l'objet, et l'alternative posée par Lénine « ou l'Assemblée constituante ou le pouvoir des soviets », obligea les partis socialistes non bolchevistes à prendre eux aussi clairement position. Ces derniers repoussaient la prise en charge de tout le pouvoir par les soviets avec plus de vigueur encore qu'ils ne le faisaient avant l'insurrection d'Octobre. Quelques jours après l'événement, le *Delo Naroda*, le journal des S-R de droite, écrivait :

Nous soulignons avec force qu'une insurrection, menée au nom du passage du pouvoir aux soviets, et au profit de la classe ouvrière, ne comporte que des désavantages, et que nous soutenons l'Assemblée constituante élue sur la base du suffrage universel, égal, direct et secret [...]. Au mot d'ordre des bolcheviks, « Insurrection au nom du passage du pouvoir aux soviets », nous répondons par un « Vive l'Assemblée constituante ! » [...] Il faut instituer un pouvoir révolutionnaire démocratique qui prenne appui sur les secteurs les plus importants de la démocratie : les conseils d'ouvriers, paysans et soldats, l'auto-administration municipale et rurale, ainsi que l'armée. Reconnaître égales en droits, comme fondements de l'État, ces institutions démocratiques, voilà qui, seul, peut fonder un pouvoir fort et solidement implanté, de nature à garantir au pays la paix, la terre et la réunion de l'Assemblée constituante³⁶.

Les S-R de droite n'allaient certes pas jusqu'à contester aux soviets tout droit à l'existence et à exiger leur conversion en organisations syndicales, comme les socialistes populistes, par exemple, le réclamaient³⁷. Dans ses articles et discours, Tchernov déclarait au contraire que les bolcheviks avaient créé de toutes pièces l'antagonisme entre les soviets et la Constituante, alors qu'en réalité ils se voyaient promis à œuvrer de concert. Selon lui, les soviets étaient, aux côtés des syndicats, des coopératives et des partis politiques, des institutions de la classe ouvrière mises en place à des fins déterminées pour remplir des missions précises. Il leur revenait d'unifier la population laborieuse, de défendre les conquêtes de la révolution et d'assumer des initiatives révolutionnaires. En

revanche, l'Assemblée constituante devait se charger du travail législatif et de renouveler les bases de la vie sociale. Il fallait que tous les partis y fussent représentés ; une démocratie authentique ne saurait s'accommoder du monopole d'un seul groupement politique³⁸. Dans la combinaison Constituante-soviets, la primauté allait, toujours d'après Tchernov, au Parlement démocratique, non aux conseils, organismes improvisés et liés exclusivement à une classe, incapables par conséquent de prendre en charge la gestion de l'État. Suivant les socialistes-révolutionnaires, ces tâches gestionnaires devaient être imparties à l'échelon local, à la ville autant qu'à la campagne, aux organes d'auto-administration, lesquels seraient appelés à coopérer également avec les soviets locaux.

Chez les mencheviks, après l'insurrection bolchevique, la division régnait quant à la ligne à suivre. Lors du congrès extraordinaire de leur parti, qui s'ouvrit le 13 décembre à Petrograd, une minorité se prononça, par la voix de Liber et de Potressov notamment, pour une unité d'action de toutes les forces non bolchevistes (y compris le Parti constitutionnel-démocrate) sous le signe de l'Assemblée constituante. Cependant, la majorité des congressistes adopta une résolution de Martov, laquelle déclarait justes dans le principe la révolution d'Octobre et ses objectifs et recommandait une coalition allant des bolcheviks aux S-R. « Le pouvoir d'État appartient en totalité à l'Assemblée constituante », pouvait-on lire dans le programme d'action du parti. Martov restait néanmoins d'avis que les conseils étaient promis à jouer un rôle révolutionnaire considérable à l'avenir. Il prit donc position contre Dan, Liber et autres qui exhortaient les mencheviks à cesser de participer aux activités des soviets. La résolution votée par le congrès faisait obligation aux militants du parti de rester dans ceux des conseils qui ne servaient pas uniquement d'instruments à l'hégémonie bolchevique et qui collaboraient avec les doumas de ville. Il leur était interdit d'entrer dans les comités révolutionnaires d'inspiration bolchevique comme, en sens contraire, dans les « comités de salut » antibolcheviques³⁹. Ainsi donc, les mencheviks optaient pour la neutralité entre les bolcheviks et leurs adversaires inconditionnels, attitude à laquelle, malgré bien des fluctuations, ils devaient à l'avenir demeurer fidèles en fin de compte.

La seule formation socialiste à s'associer aux bolcheviks en lutte contre l'Assemblée constituante fut le Parti S-R de gauche. Par suite de l'unité d'action qui, pendant la révolution d'Octobre, les avait liés en pratique à l'intérieur des conseils, les deux partis en arrivaient, sur le plan idéologique également, à considérer les soviets d'un même œil. Ainsi Maria Spiridonova déclara devant le III^e congrès panrusse des soviets (janvier 1918) que les S-R de gauche, eux aussi, avaient longtemps estimé que la Constituante serait « la couronne de la révolution », ce qui les rendait coupables, à l'égal des S-R de droite, d'avoir « obscurci la conscience des masses populaires en leur faisant croire que l'Assemblée constituante allait les émanciper ». Et ce n'était qu'au cours des dernières semaines qu'avait commencé à se déchirer le voile des « illusions selon lesquelles l'institution parlementaire, avec ses résolutions fleuves, ses débats interminables, ses scrutins traînant en longueur, etc. [...] pourrait amener la libération sociale des hommes »⁴⁰. Au lieu de cela, les soviets étaient la création originale du peuple travailleur et les défenseurs de ses intérêts propres ; ils se trouvaient donc habilités « à valider une authentique Assemblée constituante des travailleurs, à laquelle l'intégralité du pouvoir exécutif et législatif appartient de droit⁴¹ ». Ce fut pour ces raisons que le congrès socialiste-révolutionnaire de gauche décida, le 11 décembre, de ne soutenir l'Assemblée constituante que si elle optait pour le pouvoir ouvrier et paysan, tel que le II^e congrès des soviets l'avaient défini⁴². Dans l'ensemble, les S-R de gauche inclinaient à laisser d'abord la Constituante se réunir, puis à attendre qu'elle se fût discréditée aux yeux du peuple⁴³.

Malgré les menaces de dispersion que les bolcheviks faisaient ouvertement planer sur une Assemblée constituante indocile, les partis de la majorité ne sortaient pas d'une passivité quasi fataliste. La peur de la guerre civile, l'aversion pour la lutte extraparlamentaire et la croyance dans la validité des principes démocratiques, que les bolcheviks eux-mêmes – croyait-on – n'oseraient pas enfreindre, faisaient oublier aux députés que le pouvoir était aux mains de leurs adversaires. Quelques personnalités énergiques, agissant de leur propre chef, à l'écart des appareils de parti, entreprirent d'organiser une

autodéfense, et lancèrent à cette fin, dans certains régiments et dans beaucoup de fabriques, une campagne en faveur de la Constituante⁴⁴. Une manifestation armée avait été prévue pour le jour où la session de celle-ci s'ouvrait ; mais la fraction S-R de l'Assemblée ayant donné ordre aux manifestants de défiler sans armes, les bolcheviks n'eurent pas de mal à les disperser par la force. Toutefois, le fait que des centaines d'ouvriers eussent suivi l'appel des S-R et que des voix se fussent élevées dans les usines contre la mainmise bolchevique sur les soviets n'allait pas sans traduire un certain revirement de l'opinion⁴⁵.

On sait comment s'effectua le 18 janvier 1918, dès sa première séance, la dissolution de l'Assemblée constituante⁴⁶. Après que cette dernière eut refusé de discuter (par 237 voix contre 136) la « Déclaration des droits du peuple travailleur et exploité », dont les bolcheviks voulaient faire une loi fondamentale, et décidé de revenir à son ordre du jour, les députés bolcheviks et S-R de gauche quittèrent la salle. Jusqu'au petit matin, l'Assemblée examina et adopta des projets de loi d'une importance capitale pour la réorganisation du pays. Ce fut à ce moment-là que le comité exécutif central de Russie décréta la dissolution de la Constituante. Conçu par Lénine, ce décret alléguait, une fois de plus, les raisons suivantes :

Les classes laborieuses ont pu se convaincre par leur expérience que le vieux parlementarisme bourgeois avait fait son temps, qu'il était absolument incompatible avec les tâches posées par la réalisation du socialisme, que seules des institutions de classe (telles que les soviets) et non des institutions nationales sont capables de vaincre la résistance des classes possédantes et de jeter les fondements de la société socialiste⁴⁷.

Quand, le 23 janvier 1918, se réunit le III^e congrès panrusse des soviets de députés ouvriers et soldats, avec lequel le III^e congrès des députés paysans fusionna trois jours après, les bolcheviks y disposaient d'une majorité écrasante, cependant que les effectifs de l'opposition fondaient à vue d'œil^{III}. Sverdlov déclara dans son discours d'ouverture : « La dissolution de l'Assemblée constituante doit être compensée par le congrès des soviets, unique instance souveraine à représenter authentiquement les intérêts des ouvriers et des paysans⁴⁹. » Puis il invita les congressistes à consacrer par la loi la rupture définitive avec la démocratie bourgeoise et l'établissement de la dictature pour la

période de construction du socialisme. Face à une maigre opposition, celle des mencheviks internationalistes présidés par Martov et d'autres groupuscules, le congrès proclama, le 28 janvier 1918, la République socialiste soviétique de Russie⁵⁰.

Avec la dissolution de la Constituante et le III^e congrès des soviets prenait fin la période transitoire allant de la prise du pouvoir d'Octobre à la mise en forme définitive du nouveau pouvoir d'État. En moins d'une année, le projet de faire suivre, au développement intérieur de la Russie, la voie de la démocratie parlementaire, avait échoué. Dans les rangs du peuple, il était rare qu'on protestât contre les mesures coercitives des bolcheviks, et cela n'avait certes pas pour cause unique un terrorisme et intellectuel et physique, encore relativement « doux » à cette époque. Le fait que les bolcheviks eussent très largement anticipé les décisions de la Constituante, sur des questions aussi vitales que celles de la paix et de la terre, pesa non moins lourdement dans la balance. Aux yeux des masses ouvrières et paysannes, l'Assemblée constituante n'avait jamais tout à fait perdu son caractère lointain et abstrait ; aussi étaient-elles plus enclines à donner leur assentiment aux mesures concrètes des nouveaux maîtres qu'aux résolutions, qui valaient uniquement leur poids de papier, d'une Constituante derrière laquelle aucune force sociale ne figurait. L'absence de « côté formel » de la révolution russe (à la différence des révolutions d'Europe de l'Ouest où le rôle des débats constitutionnels fut si grand), loin de constituer une marque distinctive de son caractère prolétarien, comme Pokrovski l'a soutenu⁵¹, prenait son origine dans le défaut de conditions préalables à l'exercice d'une démocratie parlementaire de type occidental⁵². C'est parce qu'il n'existait en Russie aucune tradition, sinon d'une insigne faiblesse, d'auto-administration démocratique locale et de parlement national, que la nouvelle institution révolutionnaire des conseils de députés ouvriers, soldats et paysans put réussir à s'installer à leur place. Malgré les déficiences des soviets tant en matière d'organisation que, souvent, en matière de représentation, les masses les considéraient comme « leurs » organes. Il eût été impossible de les mobiliser contre eux au nom de l'Assemblée constituante ; de même, les forces antibolcheviques se dressèrent par la suite non contre les soviets en tant que tels,

mais contre la dictature bolchevique exercée au nom des soviets. De leur côté, les bolcheviks exploitèrent à fond, pendant la révolution de 1917, la prééminence que les soviets avaient à ce moment dans la conscience sociale pour en finir avec la Constituante et l'idée de représentation parlementaire. La démocratie soviétique, destinée à succéder à la « démocratie bourgeoise », ne devait rester qu'une promesse, et la constitution soviétique qu'une façade masquant la réalité de la dictature de parti.

2. Le système bolchevique des conseils

L'extension du système des conseils et la Constitution soviétique de 1918

La révolution bolchevique d'Octobre 1917 eut pour effet de transformer les conseils, à l'origine organes de la lutte révolutionnaire, en détenteurs du nouveau pouvoir d'État. Cette conversion des soviets en organes du pouvoir révolutionnaire était déjà en cours en certains endroits avant la prise du pouvoir par les bolcheviks. Ceux-ci se trouvèrent donc souvent face à des formes achevées qui, une fois la dualité du pouvoir éliminée, purent servir de base au nouvel État. « Il ne nous restait plus qu'à transformer par quelques décrets le pouvoir des soviets, de l'état embryonnaire où il se trouvait, en une forme légalement reconnue et consacrée dans l'État russe, la République soviétique de Russie », déclarait Lénine au début de mars 1918 ⁵³.

Le II^e congrès panrusse des soviets avait décrété d'une manière tout à fait générale la transmission de l'autorité aux conseils. Le 18 novembre, Lénine appela les travailleurs « à prendre en main propre toutes les affaires publiques : vos soviets sont à partir de maintenant des organes de gouvernement tout-puissants, qui décident de tout ⁵⁴ ». Au cours des semaines suivantes fut publié un train de décrets du conseil des commissaires du peuple et d'instructions du

commissaire du peuple à l'Intérieur, tous relatifs au type de représentation, à la structure interne et aux compétences des divers conseils (division en sections des ouvriers, soldats et paysans, élections d'un présidium et d'un exécutif, etc.) de même qu'à la mise en place de services soviétiques spécialisés⁵⁵. Une circulaire du commissariat à l'Intérieur, visant l'organisation de l'auto-administration locale, en date du 5 janvier 1918, précisait ainsi :

Les soviets constituent en tous lieux les organes locaux de pouvoir et de gestion auxquels toutes les autorités remplissant des fonctions administratives, économiques et culturelles sont tenues de se soumettre [...]. Tous les anciens organes de gestion locale, tels que les commissariats de région, de gouvernement et de cercle, les comités des institutions sociales, les administrations de districts, etc., devront être remplacés par les conseils des députés ouvriers, soldats, paysans et salariés agricoles correspondants. Il faut que le pays entier soit recouvert d'un réseau de soviets, lesquels doivent se tenir en rapports étroits les uns avec les autres. Chacune de ces institutions jouit d'une autonomie totale dans les questions d'ordre local, tout en mettant ses activités en accord avec les décrets et ordonnances généraux du pouvoir central et des organisations soviétiques du plus haut échelon. Ainsi naîtra un organisme parfaitement articulé, homogène en toutes ses parties, la république des soviets⁵⁶.

Ces dispositions, déjà édictées par le gouvernement central avant la réunion de l'Assemblée constituante, jetèrent les bases de la réglementation du pouvoir des soviets, telle qu'elle fut consacrée finalement par la Constitution de juillet 1918. Pendant les premiers mois de 1918, le cadre organisationnel se trouva ainsi codifié au niveau du gouvernement, du cercle et du district, surtout dans les cas où les nouveaux organes ne se mettaient que progressivement en place⁵⁷. Dans le gouvernement de Perm, par exemple, on vit s'instituer au cours des trois premiers mois de 1918 environ 500 soviets de district ; dans le gouvernement de Voronej, divisé en 8 cercles comptant 84 districts, il s'en fonda 16 en janvier, 46 en février et 16 en mars⁵⁸. Les conseils des députés paysans et leurs comités exécutifs au niveau du gouvernement et du cercle fusionnèrent avec les conseils ouvriers et soldats correspondants⁵⁹.

Pendant les mois qui suivirent immédiatement la révolution bolchevique d'Octobre, les divers organes de gestion locale coexistèrent pêle-mêle, jusqu'au jour où les institutions anciennes se trouvèrent éliminées et remplacées par les soviets, devenus seules autorités étatiques. Ce furent plus particulièrement les *zemstvos* ruraux, lesquels conservaient les pouvoirs étendus d'auto-

administration locale que le gouvernement provisoire leur avait octroyés, et les doumas de ville qui subsistèrent des mois durant aux côtés des soviets. L'orientation politique, tel était le seul critère que les bolcheviks retenaient pour décider du sort qu'ils réservaient à ces institutions. Là où ces dernières prenaient activement parti contre eux, ils ne tardaient pas soit à les dissoudre purement et simplement, soit à prescrire des réélections qui donnaient en général une majorité probolchevique. À Petrograd, la douma de ville qui avait servi de centre à l'opposition pendant les journées d'Octobre, puis avait continué de gérer le ravitaillement de la capitale au cours des semaines suivantes, fut dissoute le 30 novembre. Les réélections, dont les partis bourgeois se virent exclus, apportèrent 188 sièges aux bolcheviks, 10 aux S-R de gauche et 2 à des groupements de deuxième ordre. En février 1918, la douma de Petrograd fut mise définitivement hors circuit ⁶⁰. Quant aux doumas et aux *zemstvos* à majorité prosoviétique, ils collaboraient avec les conseils locaux et fusionnaient volontiers avec eux. Le sort des organes locaux d'auto-administration fut tranché fondamentalement par une instruction du 9 janvier 1918 ordonnant le transfert aux soviets de leurs biens meubles et immeubles ⁶¹. Durant les semaines et les mois qui suivirent, les conseils locaux prirent en main la succession de ces organes ; en décembre 1917, les services des *zemstvos* furent dissous dans 8,1 % de tous les districts du pays ; en janvier, dans 45,2 % ; en février, dans 32,2 % ; de mars à mai, ils le furent dans tous les districts restants ⁶². Le personnel des *zemstvos* fut en partie réembauché par les nouveaux services des soviets ; de même, dans les villes, une foule de petits fonctionnaires communaux passèrent dans l'appareil soviétique. Dans un sens, les conseils n'auraient guère pu faire face, du jour au lendemain, à des tâches écrasantes, sans le concours de ces administrateurs et techniciens ; mais, dans un autre, cela eut pour effet d'accélérer considérablement la bureaucratisation des conseils, les coupant ainsi toujours davantage des masses.

La dévolution aux conseils locaux des prérogatives de la puissance publique ne constituait qu'un aspect de la politique de « démolition » de l'ancien ordre établi suivie par les bolcheviks immédiatement après la révolution d'Octobre. Dans l'armée comme dans la marine, le principe soviétique fut également

appliqué dans toute sa rigueur. En vertu des décrets du 21 et du 29 décembre 1917, l'intégralité du pouvoir fut remise dans chaque corps de troupe aux comités de soldats, habilités notamment à désigner les sous-officiers et officiers jusqu'au grade de chef de régiment inclus. En ce qui concerne la flotte, l'administration dans son ensemble, et même la direction des opérations navales, revint aux comités centraux de flotte, les services de l'Amirauté se voyant tout bonnement liquidés⁶³. Bien plus qu'elles ne relevaient d'une mise en application délibérée des principes de la démocratie soviétique, exposés par Lénine dans *L'État et la Révolution*, ces mesures sanctionnaient surtout le gigantesque processus de décomposition affectant les armées russes. Soldats et matelots trouvaient intolérable l'autorité sous toutes ses formes, depuis que les mots d'ordre bolcheviques étaient venus attiser encore la haine qu'ils vouaient aux officiers et que la révolution d'Octobre avait proclamé la souveraineté des masses. Incapables de faire face à une démobilisation qui se faisait sur place, sans s'occuper du reste, les conseils de soldats n'arrivaient au mieux qu'à la rendre moins chaotique çà et là⁶⁴.

La prise de possession des usines par les ouvriers procédait d'un mouvement tout aussi élémentaire. Dans le droit-fil de la propagande que les bolcheviks avaient menée en ce sens avant de s'emparer du pouvoir, et du décret du 27 novembre instituant un contrôle ouvrier sur la direction des entreprises, les comités de fabrique se chargeaient très fréquemment de gérer eux-mêmes les usines. Le décret précité faisait de ces comités des instances de contrôle subordonnées aux soviets généraux, de simples organes de ces soviets⁶⁵. Mais ces dispositions étaient loin d'être respectées ; ce qui régnait en fait était l'anarchie au niveau de la production ou, dans une autre optique, « une dictature réelle des travailleurs⁶⁶ ». Les comités de fabrique qui, longtemps avant la révolution d'Octobre, formaient déjà autant de bastions du bolchevisme [=, p. => et suiv.], revendiquaient le droit de décider à eux seuls de toutes les questions relatives à la gestion des usines, et se souciaient bien peu des besoins de l'économie globale. Quelques semaines après Octobre, certains conseils centraux des comités de fabrique, tels qu'il en existait dans beaucoup de villes, se consultèrent dans le dessein avoué de s'organiser de manière indépendante à

l'échelon national, ce qui aurait eu comme effet d'instaurer leur dictature économique. Ainsi, du fait que les formules de Lénine sur la souveraineté des soviets étaient prises au pied de la lettre, les bolcheviks voyaient pour la première fois la démocratie radicale menacée, au niveau de l'entreprise, d'un danger qu'ils avaient eux-mêmes créé. L'économie globale risquant par là de se trouver fragmentée en une foule d'unités manufacturières parfaitement autonomes, les bolcheviks firent appel aux syndicats, dans lesquels ils étaient maintenant majoritaires, et qui, par ailleurs, se posaient en rivaux des comités de fabrique. Ne se bornant pas à empêcher la tenue d'un congrès panrusse des comités de fabrique, les syndicats réussirent à se les annexer et à en faire leur organe au plus bas échelon⁶⁷. La période de souveraineté directe des comités de fabrique prit donc fin au bout de quelques mois ; au lieu de quoi, ce fut le problème nouveau des rapports entre les syndicats et le pouvoir d'État qui, au cours des années suivantes, mit les dirigeants bolcheviks face à des difficultés non moindres [=, p. => et suiv.].

L'ordonnance sur le contrôle ouvrier des chemins de fer, édictée le 23 janvier 1918⁶⁸, fut peut-être l'expression la plus achevée de la tendance à la souveraineté directe des masses inhérente au principe soviétique, en même temps qu'elle constitua « la mesure la plus manifestement anarcho-syndicaliste ayant jamais figuré dans la législation soviétique⁶⁹ ». Ne chargeait-elle pas des conseils de députés cheminots, coiffés chacun d'un comité exécutif, de gérer les lignes ferroviaires et d'élire tant les organes territoriaux de l'échelon immédiatement supérieur qu'un soviet panrusse des cheminots ? Les bolcheviks prirent cette mesure avant tout pour faire contrepoids au Vjkel (comité exécutif du Syndicat des travailleurs du rail), toujours dominé par les S-R et qui, après avoir opté pour la neutralité, s'était ensuite prononcé en faveur de l'Assemblée constituante. Trois mois plus tard, l'état de chaos dans lequel se trouvait le système des transports, et que la rivalité entre ces nouveaux organes et le Vjkel n'avait fait qu'aggraver, obligea Lénine à rétablir, dans les chemins de fer, la direction et la responsabilité personnelles ainsi qu'à cantonner les conseils de cheminots dans des fonctions purement consultatives⁷⁰.

Pendant les premiers mois qui suivirent la révolution d'Octobre, le principe

des conseils fut mis à exécution dans d'autres domaines encore. Ainsi le décret du 14 décembre 1917, concernant la direction de l'économie globale, institua un soviet suprême de l'Économie, chargé de coordonner et d'unifier les activités des conseils locaux ; plus tard, des soviets de l'économie furent également institués au niveau régional⁷¹. En décembre 1917 et en février 1918, d'autres décrets abolirent les anciens tribunaux, remplacés par des tribunaux populaires dont les membres devaient à l'origine être issus d'élections générales, mais qui furent par la suite nommés par les conseils locaux⁷². On se trouvait ainsi devant un système hautement articulé, dont l'axe était représenté par les soviets politiques d'ouvriers, soldats et paysans, auxquels venaient s'agréger les divers conseils économiques et militaires. Leurs compétences n'étaient en aucune façon clairement délimitées les unes par rapport aux autres : liquider l'ancien ordre social et politique tout en jetant, à tâtons encore, les bases d'un ordre nouveau, qualifié de « socialiste » par les bolcheviks, telle était leur mission. Quoi qu'il en fût, les premiers mois de pouvoir des soviets aboutirent non à résorber, mais, au contraire, à exacerber le chaos économique engendré par la guerre et la révolution, autant qu'à faire voler en éclats toute espèce d'ordre stable.

La révolution qui affaiblissait le pouvoir central conférait du même coup aux soviets une très large marge d'indépendance et de souveraineté politiques. Et les bolcheviks, avec leur mot d'ordre « Tout le pouvoir aux soviets ! », avaient, sans le vouloir, poussé dans ce sens. En remettant intégralement le pouvoir aux soviets, les décrets gouvernementaux renforçaient encore les prérogatives des conseils locaux :

Par suite de la réaction contre le vieil ordre bureaucratique, une tendance se fit jour partout, pendant la première période de la révolution d'Octobre, à ne tenir aucun compte du centre soviétique panrusse et à résoudre avec les forces locales toutes les questions soulevées par la révolution, sans aspirer pour autant à se séparer de la Russie des soviets. Ceci conduisit à la formation de républiques à peu près indépendantes, de territoires autonomes, etc.⁷³.

Les « républiques soviétiques » en question instituèrent leurs propres conseils des commissaires du peuple et, le plus souvent, ne respectaient guère les décrets de Petrograd et de Moscou. Le conseil des commissaires du peuple de Sibérie alla même, après la conclusion du traité de Brest-Litovsk, jusqu'à proclamer

qu'il se trouvait toujours en état de guerre avec les Empires centraux⁷⁴. Ainsi la révolution créa en Russie une foule de ces « communes », jouissant d'une autonomie très étendue et de l'égalité des droits entre elles, qui caractérisèrent la première phase de la souveraineté des conseils.

À l'intérieur des soviets, les principaux représentants de la tendance anticentraliste ne furent autres que les S-R de gauche, soutenus dans une certaine mesure, au sein du Parti bolchevique, par les communistes de gauche⁷⁵. Ils craignaient de voir un pouvoir central fort, à l'autorité irradiant d'en haut, mettre en danger l'existence des « États de type commune » édifiés par en bas, et l'indépendance des soviets locaux. « Les conseils locaux détiennent l'intégralité du pouvoir d'État ; ils sont habilités à trancher toutes les questions, sauf celles qu'ils ont de leur plein gré abandonnées à la compétence exclusive du pouvoir central », lit-on dans un projet de constitution élaboré par les S-R de gauche⁷⁶. En vertu de quoi il revenait aux divers conseils de résoudre eux-mêmes, en toute liberté, les questions de modalité électorales, normes de représentation, structure interne, etc.⁷⁷ Les socialistes-révolutionnaires maximalistes qui, dès la première révolution russe, avaient mis en avant le mot d'ordre de la Commune, posaient en idéal une « République des travailleurs », « société décentralisée accordant la plus large autonomie aux territoires et aux nationalités »⁷⁸. Pour eux, comme pour les S-R de gauche, le système politique des conseils ne représentait qu'un stade de transition à la société sans classes et au « dépérissement de l'État », tâche à laquelle – contrairement à Lénine – ils entendaient passer tout de suite. Il fallait donc, à cette fin, implanter aux côtés des conseils d'ouvriers, soldats et paysans, et pour les absorber progressivement, une « fédération de soviets économiques », dont les cellules les plus petites se trouveraient au niveau de la fabrique et du village. Le S-R de gauche Reisner, qui pendant quelque temps fut commissaire du peuple à la Justice, soumit au printemps de 1918, à la commission chargée d'élaborer la constitution soviétique, un projet prévoyant d'instituer, au lieu et place d'une organisation à base territoriale, une « Fédération des travailleurs » unissant les « communes travailleuses de Russie »⁷⁹. Ainsi serait créée une forme de socialisme, combinant les idées du

syndicalisme révolutionnaire européen et le modèle du *mir* rural, dans lequel les S-R de gauche voyaient un premier degré du système soviétique⁸⁰, une forme spécifiquement russe sans doute, mais qui prétendait néanmoins posséder une validité universelle⁸¹.

On ne saurait dire que les conceptions anticentralistes et syndicalistes révolutionnaires des S-R de gauche aient beaucoup marqué la rédaction définitive de la Constitution de la République fédérale socialiste soviétique de Russie, promulguée le 10 juillet 1918. Loin de là – et malgré des concessions de pure forme à l'autonomie des soviets locaux –, elle était imbue du centralisme étatique, professé par les bolcheviks, et du principe territorial. Dans la mesure où elle inscrivait dans des règles de droit le principe des conseils, issu de la révolution, la Constitution soviétique de 1918 avait pour effet d'institutionnaliser les soviets. Elle consacrait la transformation de ces organismes, purement révolutionnaires à l'origine, en détenteurs du pouvoir d'État, promis à influencer d'une manière déterminante sur l'avenir du pays. Mais la Constitution de 1918 n'en dissimulait pas moins déjà les réalités propres à l'État soviétique, lesquelles ne peuvent « être saisies que dans la polarité dialectique de la constitution juridique formelle et de la constitution politique globale, que dans la polarité dialectique des soviets, en tant qu'appareils de transmission et que leviers fondamentaux, et du parti, en tant que force directrice du système de la dictature du prolétariat⁸² ». Mais la Constitution ne soufflait mot cependant du rôle du Parti communiste, lequel monopolisait déjà la représentation politique à l'époque où elle fut mise en vigueur. Très surfaites pendant quelque temps, les particularités du système russe des conseils en matière de droit public n'eurent qu'une portée assez faible en pratique ; nous ne nous y arrêterons donc que dans la mesure où elles procédaient du mouvement révolutionnaire des conseils propres à la période précédente⁸³.

Sur le plan institutionnel, la Constitution de 1918 revenait pour l'essentiel à une mise en forme juridique des nouvelles structures politiques édifiées à la base à partir de Février et imposées d'en haut après Octobre. Cette structure pyramidale, caractérisée par le stade électoral indirect des conseils, la limitation d'accès aux ouvriers, paysans et soldats, l'unification du législatif et de

l'exécutif, s'ensuivait du développement concret de la révolution et ne fut qu'après coup dotée d'une « superstructure » idéologique. Déjà ratifiée par le III^e congrès panrusse des soviets, la « Déclaration des droits du peuple travailleur et exploité » figurant en tête de la Constitution avait été délibérément conçue pour faire pièce à la « Déclaration des droits de l'homme » de la Révolution française^{IV}. En effet, au lieu des droits individuels du citoyen, elle proclamait la souveraineté de classe du prolétariat, visant « l'abolition de toute exploitation de l'homme par l'homme » et « l'élimination totale de la division de la société en classes ». Quant au caractère transitoire de « la dictature du prolétariat des villes et des campagnes ainsi que de la paysannerie pauvre », il était réaffirmé en termes exprès à l'article 9 de la Constitution.

Pendant toute la durée de cette dictature, soit pendant la période de « la lutte finale entre le prolétariat et ses exploités », aucune place ne devait être faite « à ces derniers dans les organes gouvernementaux » (art. 7). Par voie de conséquence, l'éligibilité comme le droit de vote étaient réservés « à tous ceux qui tirent leur subsistance d'un travail productif et utile » (art. 64), à l'exclusion des personnes employant des travailleurs salariés ou vivant de revenus non acquis par le travail, commerçants et intellectuels (art. 65). Des dispositions aussi élastiques pouvaient aisément être étendues à telle ou telle catégorie sociale ou fraction de catégorie sociale. Voilà qui devait concerner au premier chef les paysans, dans une mesure plus ou moins grande, en fonction de la ligne tactique adoptée par le pouvoir. La limitation du droit de vote au prolétariat urbain et rural (y compris les employés), de même qu'à la paysannerie pauvre, découlait on ne peut plus logiquement de la théorie de la dictature du prolétariat élaborée par Lénine bien avant Octobre. Pourtant Lénine ne faisait ni du suffrage universel ni du retrait du droit de vote une question de principe. Ne soulignait-il pas, après l'instauration de la dictature soviétique, que la privation du droit de vote « est une question essentiellement russe, et non celle de la dictature du prolétariat en général⁸⁵ » ? C'était admettre que, dans d'autres pays, il pourrait y avoir compatibilité entre la dictature du prolétariat et le suffrage universel. Le fait que la Constitution soviétique de 1936 ait rétabli ce dernier, comme la situation prévalant dans les États communistes d'Europe orientale, démontre

d'ailleurs qu'un régime dictatorial est à même de s'accommoder du suffrage universel, dès lors qu'il dispose de tous les moyens de contrôler l'opinion publique et de peser sur elle.

Toutefois, la limitation du droit de vote ne découlait pas seulement de considérations théoriques ; elle avait aussi des origines pratiques. Les soviets des députés ouvriers, soldats et paysans furent d'emblée des institutions de classe, fermées à la bourgeoisie, aux grands propriétaires fonciers et aux intellectuels non socialistes. Vu ses déficiences en matière d'organisation, le système des conseils n'engloba même jamais qu'une minorité des classes concernées ; ainsi les petites entreprises artisanales ne se voyaient que très insuffisamment représentées au sein des conseils de députés ouvriers, sans parler de la paysannerie qui ne fut dotée qu'après la révolution d'Octobre d'une représentation soviétique vraiment notable. Aussi bien la Constitution de 1918 ne changea pas grand-chose à la situation de fait : la participation aux élections soviétiques resta faible pendant des années encore et n'atteignit l'ordre des 99 % qu'à l'époque de Staline ⁸⁶.

On retrouve dans ces dispositions électorales une autre caractéristique qui, elle aussi, prenait son origine dans la pratique soviétique de 1917. En vertu de l'article 25 de la Constitution, les députés au congrès panrusse des soviets devaient être choisis à raison d'un par 25 000 électeurs pour les soviets de ville, et d'un par 125 000 habitants pour les congrès soviétiques de gouvernement, auxquels les soviets de cercles ruraux et les soviets de ville envoyaient de leur côté des députés. Cette réglementation tirait son origine des modalités des élections tant au I^{er} congrès des soviets ouvriers et soldats de juin 1917 qu'au I^{er} congrès des soviets paysans (soit, en ce dernier cas, un député par 150 000 habitants). Ces normes demeurèrent en vigueur après la fusion des deux institutions soviétiques, en janvier 1918. De même, pour les élections aux congrès de gouvernement, la proportion était d'un député par 2 000 électeurs dans les villes, et d'un par 10 000 habitants dans les campagnes. Privilégiant nettement l'élément prolétarien, ces normes de représentation inégales introduisaient un genre de suffrage censitaire dans la « démocratie soviétique ». Ainsi la prépondérance écrasante de l'élément paysan en Russie se trouvait-elle

compensée au moins en partie, tandis que la mission historique du prolétariat dans la construction du socialisme était proclamée à la face du monde.

À l'intérieur de leur domaine propre, les soviets disposaient du pouvoir législatif et du pouvoir exécutif à tous les degrés. Karl Marx avait célébré, dans le principe de l'unicité du pouvoir, un trait distinctif de la Commune de Paris [=, p. =>]. Ce principe, Lénine, l'ayant repris à son compte en même temps que l'idée de l'État-Commune, le disait réalisé dans les soviets⁸⁷. De fait, les conseils de 1917 agissaient tout à la fois en organes législatifs (par le biais des décisions de l'assemblée plénière ou du comité exécutif) et en organes exécutifs (les députés au soviet prenant en main ou surveillant personnellement l'exécution de ces décisions). À son tour, la Constitution venait jeter les fondements juridiques de cette concentration des pouvoirs. C'est donc visiblement à tort qu'on a comparé, à maintes et maintes reprises, le congrès panrusse des soviets ou le comité exécutif central (CEC) à un Parlement (en tant que pouvoir législatif) et le conseil des commissaires du peuple à un conseil des ministres (en tant que pouvoir exécutif)⁸⁸. Bien que la Constitution fût de ce dernier un organisme chargé uniquement d'expédier les affaires courantes, de concert avec le CEC, elle comportait néanmoins cette clause restrictive, d'une portée considérable : « Les mesures exigeant une exécution immédiate sont prises directement par le soviet des commissaires du peuple » (art. 41). Celui-ci, dès le premier jour de la souveraineté bolchevique, édicta de sa propre autorité, sans consulter au préalable le CEC, des décrets d'une importance fondamentale. Face aux protestations des S-R de gauche là-contre, la majorité bolchevique déclara sans ambages : « Le Parlement soviétique [en d'autres termes, le congrès des soviets] ne saurait refuser au conseil des commissaires du peuple le droit de publier des décrets d'une nécessité urgente, dans l'esprit du programme du congrès panrusse des soviets, et cela sans les soumettre en premier lieu au comité exécutif central⁸⁹. » Moyennant quoi, l'« instance constitutionnelle suprême », le congrès des soviets, cessa de jouer un rôle politique autonome à partir de sa troisième session de janvier 1918 et se vit transformé toujours davantage en un simple ornement du pouvoir bolchevik. Cette évolution se trouva indiscutablement favorisée par le fait que le congrès des soviets, dès sa

première session de juin 1917, n'avait pas été autre chose qu'une assemblée de députés élus en dehors de règles précises et pour un court laps de temps, non une institution durable, dotée de commissions propres, d'un mode de procédure fixe, etc.

Contrairement aux vœux des membres S-R de gauche de la commission chargée de l'élaborer, la Constitution assignait aux soviets locaux des compétences bien plus limitées que celles qu'ils exerçaient en pratique pendant leurs premiers mois de souveraineté. En premier lieu, il était fait obligation aux « organes locaux du pouvoir des soviets » d'appliquer « toutes les ordonnances des organes suprêmes du pouvoir des soviets » (art. 61). Sans doute les conseils disposaient-ils d'un pouvoir de décision dans les affaires d'ordre strictement local, mais subordonné au contrôle des organes immédiatement supérieurs, lesquels étaient habilités à casser leurs décisions. En matière financière, c'était le CEC qui allouait des fonds aux conseils locaux, dont les services spécialisés dépendaient à cet égard de leurs commissariats de tutelle. Les soviets se virent ainsi réduits de plus en plus à l'état d'organes locaux du pouvoir central et dépouillés des fonctions d'auto-administration qui avaient été les leurs durant l'année 1917⁹⁰.

Les soviets pendant la guerre civile et la marche à l'État de parti unique

Peu de mois après son entrée en vigueur, vers le milieu de l'année 1918, la Constitution de la République soviétique de Russie ne correspondait plus que partiellement aux réalités politiques. Alors que les soviets se trouvaient érigés par elle en bases formelles du nouvel État, leur importance allait s'amenuisant constamment. L'instauration de la dictature bolchevique, la guerre civile et le chaos économique ruinaient les prémises d'une authentique démocratie soviétique que la révolution de 1917 avait fait apparaître et qui auraient pu vraisemblablement s'épanouir par la suite. Plus le temps passait, plus le gouffre

séparant l'idéologie officielle des conseils – telle que les bolcheviks la propageaient – et la réalité s'approfondissait. À la fin de cette période, elle était consommée, la rupture de l'idée vivante, l'idée révolutionnaire des conseils, d'avec le « pouvoir des soviets », lequel recouvrait en fait ni plus ni moins qu'une dictature de parti.

Après s'être emparés du pouvoir en octobre 1917 au nom des conseils, les bolcheviks se virent au bout de quelques mois déjà plongés dans une situation qui les forçait à dévier du principe de la souveraineté des conseils dont ils s'étaient jusqu'alors institués les hérauts. Il y eut d'emblée contradiction entre leur principe centraliste et la décomposition en une foule de petites, voire de minuscules, « communes » indépendantes de la partie de l'ex-empire tsariste tombée sous leur coupe. Ce fut pour des raisons de tactique que Lénine opta, pendant l'année 1917, pour l'« auto-administration révolutionnaire » et une décentralisation très étendue du pouvoir d'État ; mais, ce faisant, il ne renonçait en rien à son idée de base selon laquelle seul le « centralisme prolétarien » permettrait d'édifier une société socialiste. À ses considérations théoriques vinrent s'ajouter des contraintes pratiques, nées d'une situation désastreuse tant sur le plan militaire que sur le plan économique, qui entraînèrent à partir du printemps de 1918 un retour au centralisme. Le discours que Trotski prononça le 18 mars 1918 – et auquel il donna ce titre éloquent: « Le travail, la discipline et l'ordre sauveront la République socialiste soviétique⁹¹ » – donna le signal de la fin de la souveraineté directe des conseils, destinée à s'effacer devant l'autorité coercitive du pouvoir central et la dictature du Parti bolchevique⁹². Le mois suivant, Lénine traça dans *Les Tâches immédiates du pouvoir des soviets* le programme à appliquer durant la prochaine étape de la révolution. Au lieu de s'employer à détruire l'ordre ancien, de procéder à « l'expropriation immédiate des expropriateurs », objectif jusqu'alors prioritaire, il s'agissait maintenant d'organiser « le recensement et le contrôle populaires ». Or voilà qui serait irréalisable à défaut du concours des « spécialistes » bourgeois, techniciens et administrateurs de carrière. Élever la productivité, rivaliser d'efforts entre eux et se conformer à la discipline la plus stricte, tel était le devoir des ouvriers. Tout cela exigeait impérieusement une direction unique. Et Lénine, avec la plus

grande netteté, de poser la question : « La nomination de telles ou telles personnes investies de pouvoirs dictatoriaux illimités est-elle compatible avec les principes fondamentaux du pouvoir des soviets ? » Et de répondre en termes tout aussi nets : « Si nous ne sommes pas des anarchistes, nous devons accepter la nécessité de l'État, c'est-à-dire de la contrainte, pour passer du capitalisme au socialisme. [...] Aussi n'existe-t-il absolument aucune contradiction de principe entre la démocratie soviétique (c'est-à-dire socialiste) et le recours au pouvoir dictatorial d'une seule personne »⁹³. La situation imposait, « justement dans l'intérêt du socialisme, que les masses obéissent sans réserve à la volonté unique des dirigeants du travail⁹⁴ ». Il revenait au parti de faire comprendre la nécessité de cette réadaptation aux masses laborieuses toujours animées de « l'esprit démocratique, tel qu'il se manifeste dans les meetings, impétueux, débordant⁹⁵ ». Ce à quoi Lénine accolait ainsi le terme de « démocratisation d'assemblée » n'était au fond rien d'autre que l'être même des soviets, tel qu'il l'avait défini en 1917 : « organisation d'en bas, par les masses elles-mêmes, de toute l'administration de l'État, leur participation effective à chaque pas en avant que fait la vie⁹⁶ ». Plus les bolcheviks parvenaient à discipliner la souveraineté spontanée des conseils, plus ils faisaient disparaître les prémisses de la démocratie soviétique. Il s'agissait pour eux, en effet, non d'homogénéiser des forces divergentes et déviant vers l'anarchie, mais, sur la base de ce pouvoir soviétique centralisé, d'établir l'hégémonie absolue de leur parti. Ainsi téléguidés, les soviets, institutions représentatives authentiquement démocratiques, se virent transformés en organes subalternes de la dictature bolchevique.

Au cours de la première moitié de 1917, la création de l'Armée rouge vint ouvrir une première brèche dans le système soviétique⁹⁷. On mit fin à l'électivité aux fonctions de commandement, cette marque distinctive d'un principe des conseils mené à ses dernières conséquences ; on rognait les droits des comités de soldats et réintégra dans l'armée un nombre toujours plus grand d'officiers tsaristes⁹⁸. Les bolcheviks justifiaient ainsi ces mesures :

À l'époque où le pouvoir appartenait aux grands propriétaires fonciers et à la bourgeoisie, l'officier était l'ennemi du soldat. Rien d'étonnant, dès lors, si les soldats ont exigé, tout de suite après la chute du tsarisme, l'introduction du principe électif aux armées. Maintenant, c'est différent. Dans un État socialiste, le gouvernement subsiste par la volonté du prolétariat [...]. Il va donc de soi que les travailleurs, vu la confiance qu'ils font au gouvernement, lui accordent aussi le droit de nommer des fonctionnaires et autres responsables. Il était tout aussi naturel que le gouvernement nommât également les chefs militaires⁹⁹.

Il suffit de comparer ces propos aux déclarations du Lénine de 1917 sur l'élection des fonctionnaires et des officiers par le peuple autant que sur l'abolition de l'armée et de la police, désormais remplacées par une milice populaire, bref, tout le programme de l'État des conseils, pour mesurer à quel point l'idéologie officielle de la révolution d'Octobre avait cessé, six mois plus tard, de correspondre à un cours des choses qui allait en sens rigoureusement opposé.

De même que l'armée avait été réorganisée sous la direction centralisée du commissariat du peuple à la Guerre, l'industrie russe le fut dans l'optique de la direction d'en haut, à l'encontre du pouvoir ouvrier exercé à l'usine par les comités de fabrique¹⁰⁰. La concentration en grand de l'industrie, au moyen de la création de consortiums dans les principales branches de la production, fut favorisée par la réglementation restrictive du contrôle ouvrier et la nomination de nouveaux chefs d'entreprise^v. À quoi il convient d'ajouter l'introduction du salaire aux pièces, l'obligation d'exécuter des heures supplémentaires et le contrôle strict des mouvements de main-d'œuvre, toutes mesures visant à pallier la réduction catastrophique de l'effectif ouvrier, due au service militaire et à des retours massifs au village^{vi}. L'apogée de cette politique économique, qui conserva plus tard le nom de « communisme de guerre », fut marqué par le plan de militarisation du travail, conçu par Trotski en 1919-1920, lequel prévoyait la levée de force d'une armée du travail qui pourrait être expédiée là où le besoin s'en faisait sentir¹⁰³.

Au cours des années 1918-1920, l'évolution des conseils d'ouvriers, soldats et paysans s'opéra sur trois axes : la mise hors de circuit progressive des formations non bolchevistes, assortie d'une subordination de fait au Parti bolchevique, et, enfin, la centralisation et la bureaucratisation croissante du pays.

Les partis de l'ex-majorité, Parti menchevique et Parti S-R de droite, prirent violemment position contre le gouvernement en place à partir du II^e congrès des soviets d'octobre 1917, à l'issue duquel ils se trouvèrent définitivement minoritaires. Eux qui avaient persisté jusqu'au dernier moment à tabler sur l'Assemblée constituante, ils se virent privés, après sa dissolution, de toute possibilité de mener une activité publique. Certes, ni les mencheviks ni les S-R de droite ne furent alors officiellement exclus des conseils et une poignée de députés les représentaient encore au IV^e congrès panrusse des soviets (mars 1918) ; mais leurs journaux étaient supprimés et leurs militants arrêtés et relâchés tour à tour, tandis qu'ils perdaient le droit de faire campagne pour les élections aux soviets. Pendant les premiers mois de 1918, leur situation varia à l'extrême d'un endroit à l'autre : dans bien des cas, ils refusaient d'eux-mêmes de participer à la vie des conseils politiques ; dans d'autres, c'étaient les bolcheviks qui le leur interdisaient. Souvent encore, ils se faisaient élire sous l'étiquette « sans parti »^{VII}. Dans quelques villes, par exemple, à Tambov et dans le grand centre industriel d'Ijevsk (gouvernement de Viatka), les deux partis conservèrent même la majorité des voix lors des réélections des soviets, en avril et en mai 1918 respectivement¹⁰⁴.

À mesure que la désillusion entraînée par la persistance d'une effroyable misère et l'indignation contre l'arbitraire bolchevique montaient, les mencheviks regagnaient à leur cause de nouveaux adhérents ouvriers. À Petrograd et à Moscou, ils mirent sur pied au printemps de 1918 des « conférences sans parti » qui élurent des « délégués de fabrique et d'atelier ». Comme le conseil des députés ouvriers et soldats de Petrograd se trouvait totalement aux mains des bolcheviks, ces assemblées de délégués se voyaient chargées de faire valoir les intérêts véritables du prolétariat. En mai 1918, les mencheviks déclaraient que les soviets incarnaient aux yeux des larges masses une tyrannie intolérable et la répression politique, et qu'il fallait donc les rétablir dans leur rôle premier de représentation ouvrière¹⁰⁵.

Le 14 juin 1918, le CEC décida d'exclure de son sein ses membres mencheviques et S-R de droite, et invita les soviets locaux à l'imiter¹⁰⁶. Pour

justifier cette mesure, il alléguait la participation des S-R de droite à l'équipée de la Légion tchécoslovaque et la fondation, à Samara, d'un « comité des membres de l'Assemblée constituante »¹⁰⁷. Au cours des semaines et des mois suivants, les députés des deux partis socialistes se virent expulsés des soviets locaux avec interdiction de se présenter aux réélections. Dans l'intervalle, les rapports entre bolcheviks et S-R de gauche s'étaient gâtés à leur tour. En guise de protestation contre la signature du traité de Brest-Litovsk, ces derniers avaient en effet démissionné du conseil des commissaires du peuple, tout en continuant à siéger au CEC^{viii}. Menant une propagande active dans les rangs de l'armée et de la paysannerie, ils s'efforcèrent de saboter l'exécution des clauses du traité. L'attitude des bolcheviks sur la question agraire et sur la question de la peine de mort eut pour conséquence d'aggraver encore le conflit. Ce fut le 4 juillet 1918, dans un climat de tension extrême, que s'ouvrit le V^e congrès panrusse des soviets ; 470 députés S-R de gauche, sur un total de 1 425 (dont 868 bolcheviks) y prirent part^{ix}. Deux jours après, le comte Mirbach, envoyé extraordinaire d'Allemagne à Moscou, fut assassiné par deux S-R de gauche, en même temps qu'un putsch visant à renverser l'hégémonie bolchevique était promptement réprimé¹¹⁰. À la suite de quoi la plupart des congressistes S-R de gauche furent arrêtés. Ce fut donc un congrès où ne siégeait désormais aucun représentant des deux plus grands partis du pays qui, le 10 juillet, vota la Constitution soviétique. Il avait auparavant adopté une résolution déclarant exclu des soviets tout militant S-R de gauche qui aurait eu partie liée avec l'attentat et le putsch¹¹¹, décision que le CEC ratifia trois jours après¹¹². Du même coup le Parti bolchevique devenait le seul parti légal de Russie, si l'on fait abstraction de quelques groupuscules de gauche encore tolérés [=, p. =>].

Les tentatives de soulèvement et les attentats que les S-R de gauche multiplièrent pendant les mois de juillet et d'août, et les contre-mesures bolcheviques, dont la proclamation officielle de la Terreur rouge marqua l'apogée, précipitèrent la fin d'une démocratie soviétique déjà bien malade. En juin et juillet, les S-R de gauche étaient encore fortement représentés à l'intérieur des soviets locaux et, dans certains districts ruraux, disposaient même parfois

d'une majorité écrasante ¹¹³. Après l'élimination de ces derniers, soit à partir de l'automne de 1918, les soviets locaux se trouvèrent placés sous la surveillance rigoureuse des bolcheviks. On vit ainsi le conseil de Viatka décider en septembre, à l'initiative de sa fraction bolchevique, que seuls devraient siéger en son sein les députés du Parti communiste (bolchevik) et du Parti communiste populiste (petit groupe scissionniste qui disparut au bout de quelques mois) :

Tous les autres partis [dont, par conséquent, les formations S-R de gauche et S-R maximalistes ainsi que les anarchistes] n'ont pas le droit, en tant que partis contre-révolutionnaires, de présenter de candidats aux élections. Dans les entreprises et les corps de troupe, où existent des cellules du parti, les listes de candidatures seront arrêtées par celles-ci ; là où il n'en existe pas, ces listes devront être soumises à la ratification du comité du parti. Les organisations du parti sont habilitées à envoyer leurs représentants officiels siéger au soviet, avec voix délibérative, dans la proportion d'un pour dix députés ¹¹⁴.

Et ces dernières étaient invitées à rappeler constamment le soviet à son devoir : empêcher que, « sous le masque du sympathisant ou du sans-parti, les ennemis du pouvoir soviétique, les koulaks en particulier » ne prennent un ascendant sur lui ¹¹⁵.

Outre ces interventions directes, d'autres mesures visaient à maintenir les soviets dans l'orbite bolchevique. Il était fréquent par exemple d'annoncer au dernier moment la date des élections, tandis que les députés peu sûrs se voyaient ensuite invalidés et le soviet, complété par des représentants des syndicats, de l'Armée rouge, etc., nommés par le pouvoir central ¹¹⁶. Les bolcheviks parvinrent ainsi à s'assurer une majorité écrasante presque partout, dans les soviets de ville comme dans les congrès soviétiques de gouvernement. Au conseil de Petrograd siégeaient, à la fin de 1919, plus de 1 800 députés ouvriers et soldats sur lesquels on comptait 1 500 communistes, 300 sans-parti, 3 mencheviks et 10 S-R ¹¹⁷. En octobre 1920, le soviet de Saratov comprenait 644 députés, dont 472 (72,9 %) communistes, 172 (26,5 %) sans-parti et 4 (0,6 %) membres de formations diverses ¹¹⁸. Selon les chiffres officiels, les congrès de soviets de gouvernement de la République socialiste soviétique de Russie réunirent, pendant la première moitié de l'année 1918, 48,4 % de communistes, contre 19,5 % de députés d'autres partis et 32,1 % de députés sans parti. Pendant la seconde moitié de la même année, le nombre des communistes

s'accrut notablement : 72,8 % par rapport à 8,9 % et 18,3 % respectivement. Dès la première moitié de 1918, les communistes avaient d'ailleurs la majorité absolue dans les soviets de gouvernement, avec 52,4 % de l'ensemble des sièges, contre 24,5 % aux autres formations (dont 16,8 % pour les S-R de gauche) et 23,1 % aux sans-parti. Ils en détenaient 90,3 % après les événements de l'été, le reste allant à raison de 4 % aux autres partis et de 5,7 % aux sans-parti ¹¹⁹. Le pourcentage de députés de ces deux dernières catégories devait ensuite varier de quelques points dans un sens ou dans l'autre, suivant les fluctuations de la tactique adoptée par les bolcheviks envers les partis socialistes et la paysannerie ^x.

Les partis exclus des soviets sur une vaste échelle furent, jusqu'à la fin de la guerre civile, réduits à une semi-clandestinité ¹²⁰. C'était en fonction de la situation globale, et politique et militaire, que les bolcheviks décidaient de l'attitude à suivre à leur égard : dans les moments d'extrême tension, ils s'accommodaient volontiers du loyalisme ou du soutien conditionnel de ces groupements ; le danger plus ou moins écarté, ils cessaient de prendre des gants avec eux. De leur côté, les partis socialistes se trouvaient devant ce dilemme : fallait-il donner la priorité à la défense contre les Blancs et l'intervention étrangère, ou bien à la lutte contre la dictature bolchevique, en collaborant avec les formations non socialistes et avec l'étranger, si besoin était ? Contrairement aux S-R de droite, les deux autres grands partis socialistes optèrent pour la première de ces voies ; la tradition révolutionnaire commune et les nécessités de la défense nationale l'emportèrent chez eux sur l'hostilité au régime en place. On comprend dès lors pourquoi mencheviks et socialistes-révolutionnaires ne purent jamais se lancer dans une action unifiée contre le gouvernement soviétique, et pourquoi les sympathies manifestes qu'ils rencontrèrent à divers moments et dans beaucoup d'endroits parmi les ouvriers et les paysans n'arrivèrent pas à se traduire effectivement sur le plan politique.

Au nombre des partis d'opposition dont les bolcheviks laissèrent ainsi le sort en suspens figurait le Parti S-R de gauche. Fermes partisans du pouvoir soviétique, ses militants accusaient Lénine et les bolcheviks de corrompre les soviets et de les discréditer aux yeux des masses. Dans une « Lettre ouverte »

qu'en automne 1918 elle rédigea en prison Maria Spiridonova déclarait que « les véritables rebelles contre le pouvoir des soviets » n'étaient autres que les bolcheviks qui manipulaient cyniquement les conseils et foulait aux pieds les droits constitutionnels : « Les soviets, faisait-elle valoir, doivent être comme un baromètre sensible, un baromètre relié aux masses ; d'où la nécessité d'une liberté de vote absolue, d'un libre jeu de la volonté spontanée du peuple. C'est en ce cas seulement que ses forces créatrices engendreront une vie nouvelle, un organisme nouveau ; c'est en ce cas seulement que le peuple sentira que tout ce qui se passe dans le pays est vraiment sa chose à lui, non une chose étrangère. Telle est la raison pour laquelle nous avons combattu l'exclusion des socialistes de droite des soviets¹²¹. » Plus tard, en 1920, un groupe animé par l'ex-commissaire du peuple Steinberg devait exposer dans *Znamja*, son organe légal, un plan d'« authentique démocratie soviétique », laquelle se confondait, selon lui, avec « la dictature des classes travailleuses »¹²². Les S-R de gauche se dressaient contre les bolcheviks coupables d'avoir instauré un régime de parti unique et de trahir « les principes socialistes de la révolution d'Octobre¹²³ ». Au même titre que les communistes de gauche, constitués en fraction oppositionnelle à l'intérieur du parti au pouvoir, ils apparaissaient comme les premiers critiques immanents du système bolchevique des conseils. Ils figurent du même coup à l'origine de la longue courbe évolutive qui s'étend jusqu'à Tito et à l'Octobre polonais de 1956.

Quant aux S-R de droite, on ne saurait dire qu'ils eurent une attitude homogène face aux conseils en place. Si Tchernov défendit avant la réunion de l'Assemblée constituante l'idée d'une collaboration harmonieuse entre cette dernière et les soviets [=, p. ⇒], il changea radicalement d'avis après la dissolution de la Constituante et la mainmise grandissante des bolcheviks sur les conseils. Dans une circulaire en date du 24 octobre 1918, il définissait la guerre civile comme « une lutte entre la Russie des soviets et la Russie de l'Assemblée constituante, entre l'ochlocratie et la démocratie¹²⁴ ». Les régimes antisoviétiques de Samara, d'Omsk et d'Arkhangelsk fondés pendant l'été de 1919, au sein desquels la prépondérance revenait aux S-R de droite, déclarèrent dissous les soviets existant dans les territoires qu'ils gouvernaient, et rétablirent

dans leurs fonctions les anciens organes d'auto-administration (doumas de ville et *zemstvos*)¹²⁵. Toutefois, une fraction du parti refusa de prendre les armes contre les bolcheviks aux côtés de la réaction blanche. En février 1919, elle souscrivit à une offre de compromis bolchevique qui lui permit de faire revivre le *Delo Naroda* pendant un court laps de temps et d'envoyer quelques-uns de ses représentants siéger dans les congrès des soviets. Mais la majorité du parti persista cependant à combattre le régime bolchevique et dut par conséquent œuvrer dans la clandestinité. Il ne semble pas que les S-R de droite, tout en mettant l'accent sur l'Assemblée constituante, aient songé à prendre une position nette vis-à-vis des conseils et du principe des conseils¹²⁶.

À la différence des S-R de droite, les mencheviks se refusaient à lutter par les armes contre l'hégémonie du parti unique. Le groupe Martov (menchevik internationaliste) réintégra le parti à l'occasion de la conférence de ce dernier, en mai 1918. Cette conférence, après avoir condamné l'interventionnisme allié, se prononça pour la réunion de la Constituante et des élections libres aux soviets¹²⁷. Bien que les mencheviks s'en tinsent à leur rôle d'opposition légale, ils se virent exclus des soviets le 4 juin 1918 par décret du CEC. Mais la guerre civile continuant d'exacerber les antagonismes, ils firent un tournant à gauche que les thèses adoptées en octobre 1918 par leur comité central vinrent consacrer. À la suite de quoi le décret d'exclusion qui les frappait fut levé, le 30 novembre. Les thèses d'octobre renonçaient à exiger la réunion de la Constituante ou, à défaut, sa réélection, étant donné qu'« à l'heure actuelle, le mot d'ordre d'Assemblée constituante » pouvait servir « de masque et de drapeau à la contre-révolution ». Elles faisaient « de la forme d'État soviétique, prise en tant que fait, non en tant que principe » la base de la politique à suivre par le parti¹²⁸. Tout en ayant été réadmis dans les conseils, celui-ci restait tout juste toléré par les bolcheviks qui multipliaient les actes d'arbitraire à l'égard de ses militants¹²⁹. Malgré cela, les mencheviks restèrent fidèles à la ligne de soutien critique aux bolcheviks qu'ils avaient choisie. En juillet 1919, ils publièrent un manifeste intitulé *Que faire ?*, destiné à servir de plate-forme à toutes les forces révolutionnaires en lutte contre les Blancs. On y exigeait en

premier lieu le suffrage universel et des élections libres (avec scrutin secret et toutes facilités de propagande électorale) à tous les soviets de ville et de village, la réélection périodique de ces institutions et de leurs comités exécutifs, ainsi que la levée des diverses mesures discriminatoires frappant certains députés à titre individuel ou collectif. En outre, le comité exécutif central de Russie devait, en sa qualité d'organe suprême de la république soviétique, recouvrer la plénitude de ses droits, pouvoir discuter et décider lui-même de toutes les lois. Le manifeste demandait également le rétablissement de la liberté de presse, d'association et de réunion, de même que l'abolition de la peine de mort et la dissolution de la Tchéka ¹³⁰. Les bolcheviks eux-mêmes durent convenir que ces revendications étaient dans l'ensemble, ou peu s'en fallait, conformes aux clauses de la Constitution de 1918 ; mais cela ne les empêchait pas de déclarer en même temps qu'il ne pouvait « exister de “démocratie avancée” dans une citadelle assiégée » et que les mencheviks, en posant semblables revendications, « sabotaient la révolution » ¹³¹.

Le rôle d'opposition légale, réservé au Parti menchevique à l'intérieur du système bolchevique des conseils (si limité qu'il fût, comme on vient de le voir), s'affirma sur le plan de la représentation et de la participation aux soviets. Ainsi, Dan et Martov assistèrent, avec voix délibérative, au VII^e congrès panrusse des soviets (décembre 1919) et au VIII^e (un an après), aux côtés d'une poignée de députés socialistes-révolutionnaires (dont Steinberg), anarchistes et maximalistes ¹³². Si cela ne changea pas grand-chose à l'« absence de vie » et au « côté parade » qui caractérisèrent ces congrès ¹³³, ce fut la dernière fois qu'on entendit des voix libres s'élever au sein de l'assemblée suprême des soviets. À certains moments, les mencheviks comptèrent même un nombre relativement élevé de députés dans beaucoup de conseils ouvriers de ville ; aux élections soviétiques de 1920, ils obtinrent 45 sièges (dont un pour Martov) au soviet de Moscou, 205 à Kharkov, 120 à Iekaterinoslav, 78 à Krementchoug, 50 à Toula, et plus de trente dans une foule d'autres agglomérations ^{XI}. On ne saurait douter un instant que, vers la fin de la guerre civile, des élections libres aux conseils de députés ouvriers eussent rapporté plus de sièges aux mencheviks qu'à leurs

rivaux ; les dirigeants bolcheviks n'admettaient-ils pas souvent, à cette époque, que les travailleurs russes étaient en majorité anticommunistes ¹³⁵ ?

Les groupuscules socialistes de gauche ne jouèrent dans l'opposition qu'un rôle effacé par rapport à celui des deux partis socialistes-révolutionnaires et des mencheviks ¹³⁶. S-R maximalistes, communistes-révolutionnaires et communistes populistes, ils se disaient tous partisans inconditionnels du système des conseils et convaincus du caractère de classe du nouvel État soviétique. Voulant pousser les bolcheviks « vers la gauche, dans la voie de la réalisation immédiate du socialisme et de la république des travailleurs ¹³⁷ », ils se prononçaient pour la gestion directe des usines par les ouvriers « sous le contrôle des soviets centraux et locaux ¹³⁸ », pour la commune agraire dans les campagnes, et pour la fusion des associations de producteurs urbaines et rurales au sein d'une grande fédération politique et économique ¹³⁹.

Si les bolcheviks n'entravaient nullement les activités de ces trois groupes scissionnistes – dont la plupart des membres rejoignirent leurs rangs par la suite –, il n'en allait plus du tout de même avec les anarchistes. Malgré la parenté idéologique liant à l'anarchisme le programme du Lénine de *L'État et la Révolution*, malgré les mots d'ordre souvent libertaires dont la propagande bolchevique avait fait usage en 1917, il existait entre les uns et les autres une inimitié de principe qui ne disparut jamais que provisoirement. Les divers groupes anarchistes, qui ne constituèrent à aucun moment une organisation unique, se virent en 1918-1920 soumis en permanence à des persécutions allant à rebrousse-poil des concessions qui leur avaient été consenties auparavant ¹⁴⁰. Adversaires, à l'instar de Bakounine, de tout pouvoir organisé, les anarchistes combattaient la très bolchevique « dictature du prolétariat » au nom d'une liberté qu'ils jugeaient menacée par le centralisme, les commissaires et la terreur. C'était justement parce qu'ils voyaient dans les soviets les marchepieds de la commune anarchiste qu'ils critiquaient les déficiences des conseils en place et refusaient la plupart du temps de collaborer avec eux. Les anarchistes ukrainiens, qui avaient un rôle dirigeant dans le mouvement de partisans commandé par Nestor Makhno ¹⁴¹, mettaient en avant le mot d'ordre de « soviets libres sans le

pouvoir d'État » qu'ils opposaient aux « conseils bolcheviques, caporalisés et exclusivistes »¹⁴². Quant aux groupes anarcho-sindicalistes de Petrograd et de Moscou, ils définissaient le pouvoir soviétique comme « une machine d'exploitation et d'asservissement du plus grand nombre des travailleurs à une petite clique¹⁴³ ». Beaucoup de mots d'ordre et de revendications anarchistes refirent surface lors de l'insurrection de Cronstadt [=, p. => et suiv.].

En dehors même du fait que l'élimination des soviets des partis non bolchevistes mettait fin à la démocratie effective, les conseils perdirent pendant les années de guerre civile leur caractère d'organisations des masses. Déjà une grande partie de leurs pouvoirs de décision proprement politique était passée aux mains du CEC avant le coup de force bolchevique d'octobre 1917, la seule fonction qui restât à leurs assemblées plénières étant d'approuver ou de repousser des motions toutes faites et des décisions concernant des questions de principe. Par la suite, cette concentration des pouvoirs s'accrut encore : un présidium de quelques personnes seulement, institué auprès du CEC et se substituant en partie directement à lui, se vit chargé d'expédier toutes les affaires courantes. En outre, les organes soviétiques des divers échelons, notamment les comités exécutifs des soviets des chefs-lieux de gouvernement et de cercle (hormis Petrograd et Moscou) durent s'agréger aux comités exécutifs correspondants de gouvernement ou de cercle. Quant aux soviets de quartier, ils disparurent des grandes villes¹⁴⁴. Dans les zones du front et dans les territoires conquis par l'Armée rouge, on institua, au lieu et place des organes soviétiques prévus par la Constitution, des comités révolutionnaires dotés de pouvoirs illimités¹⁴⁵. Le plus souvent, ces derniers se confondaient à peu de chose près avec le comité local du Parti bolchevique.

À l'occasion du VII^e congrès panrusse des soviets (décembre 1919), Kamenev traça de l'existence des soviets, dans le cadre de la guerre civile, le sombre tableau suivant :

Comme on le sait, les meilleurs ouvriers ont dû, par suite de la guerre, quitter les villes en masse, ce qui a eu maintes fois pour effet de rendre difficile la formation d'un soviet dans tel ou tel chef-lieu de gouvernement ou de cercle, et la création des conditions nécessaires à son fonctionnement régulier [...]. Les assemblées plénières des soviets, en tant qu'institutions politiques, pâtissent souvent de cet état de choses ;

on ne s'y occupe que de questions purement techniques [...]. Il est rare que les soviets tiennent des assemblées générales, et, quand les députés se rassemblent enfin, c'est uniquement pour approuver un rapport, écouter un discours, etc.¹⁴⁶

En février 1921, le présidium du CEC fit savoir par circulaire qu'étant donné la fin des opérations militaires il était temps maintenant, « conformément aux principes de la Constitution, d'éduquer au travail de réorganisation les larges masses laborieuses », et qu'il fallait par conséquent que les soviets fussent réélus et réunis à date fixe, dans des conditions régulières, et consultés sur toutes les questions importantes¹⁴⁷.

Outre ce transfert à des collègues restreints d'une grande partie des fonctions politiques et administratives exercées jusqu'alors par de larges assemblées de députés, on assistait à une concentration croissante du pouvoir entre les mains des instances centralisées de l'État, et cela au détriment des conseils locaux¹⁴⁸. Les nouveaux organes d'administration centrale, en particulier dans le domaine économique, se dotaient eux-mêmes au niveau local de services qui se heurtaient aux droits des soviets. Il s'ensuivait des frictions et des conflits que les délimitations légales de compétences et le principe de la « double subordination » (au comité exécutif du soviet, d'une part, à l'organe central spécialisé dans le domaine concerné, d'autre part) ne permettaient pas d'aplanir¹⁴⁹. Qui plus est, l'Armée rouge et la Tchéka, le tout-puissant instrument de la Terreur, échappaient complètement au contrôle des soviets.

Comme devant, les conseils agraires occupaient une place à part. Au moment où les bolcheviks prirent le pouvoir, les institutions soviétiques étaient encore peu développées au village [=, p. ⇒]. Malgré une foule de décrets, les stipulations de la Constitution et les efforts de la propagande bolchevique, elles furent lentes à se mettre en place. Les instructions relatives à la création de conseils de district et de village ne manquaient pas de faire allusion au « *skhod* », l'archaïque assemblée villageoise, pour mieux faire comprendre aux paysans la forme nouvelle des soviets¹⁵⁰. En pratique, les soviets de village ne se distinguaient d'ailleurs guère des *skhody* d'autrefois, à ceci près que les gros cultivateurs n'y étaient pas admis. Aux plaintes que suscitait le dépérissement des institutions soviétiques dans les villes venaient s'ajouter les rapports

concernant leur triste état dans les campagnes. Un député au soviet du cercle d'Iourevetz s'écriait ainsi : « Je dois faire remarquer à mon grand regret que dans beaucoup de villages il n'existe en fait pas le moindre soviet, sauf sur le papier. Mais, même là où il en existe, ils n'ont aucune vie ; on n'y tient pas d'assemblées, on n'y prend ni décisions ni résolutions ¹⁵¹. » Dans les campagnes régnait en général un indescriptible chaos administratif ; les autorités œuvraient chacune de son côté et, toutes autant qu'elles étaient, ne cessaient de publier des arrêtés, tandis que la paperasserie submergeait les comités exécutifs de district, etc. Au congrès des délégués des comités exécutifs de district du gouvernement d'Ivanovo-Voznessensk, en mai 1919, on entendit déplorer, par exemple, le manque de personnel qualifié dont souffraient les conseils agraires, ou encore l'hostilité fréquente des paysans, souvent provoquée par la brutalité des commissaires ¹⁵². Quant au comité révolutionnaire du gouvernement de Viatka, il dépeignait la situation en termes très éloquents :

« Ce qui fait la joie du village, c'est que les autorités ne se soucient jamais de l'exécution de leurs arrêtés. Du coup, le village se met à vivre en toute autonomie [...]. La plupart du temps, les campagnes ignorent parfaitement le système des conseils, les actes du pouvoir soviétique et leurs buts... ¹⁵³ »

La politique agraire des bolcheviks ne contribua pas peu à éloigner les paysans de l'idée des conseils. Après la première phase de révolution agraire spontanée, et déterminée politiquement par les S-R de gauche, les bolcheviks s'employèrent à propager la « révolution socialiste » à la campagne. Un décret du 11 juin 1918 créa dans les villages des « comités de pauvres » chargés, de concert avec des détachements d'ouvriers en armes, de confisquer le blé et de réquisitionner le bétail et le matériel des paysans riches pour les répartir entre les miséreux, voire de remembrer les terres ¹⁵⁴. Présentés par les bolcheviks comme des organes de la « dictature du prolétariat », les comités de pauvres supplantaient les conseils paysans en place et levaient des bataillons de volontaires. Nombre d'entre eux, non contents d'épurer les soviets des koulaks et autres éléments antibolcheviques, n'hésitaient pas à dissoudre les conseils déclarés « ennemis des soviets ». Au bout de quelques mois de ce régime, les bolcheviks eux-mêmes parlaient de « dualité du pouvoir » au village. Voulant mettre fin à cet état de

choses, le CEC ordonna, le 2 décembre 1918, la réélection des conseils de village et de district. Il confiait le soin de les organiser et surveiller aux comités de pauvres, habilités à retirer le droit de vote aux mal pensants ou à les exclure des soviets par la suite. On obtiendrait par ce biais des soviets « révolutionnaires » dans lesquels seuls les paysans pauvres, et les paysans moyens loyalistes, seraient représentés¹⁵⁵. Même après la dissolution des comités de pauvres et le choix par les bolcheviks d'une nouvelle ligne tactique, destinée à leur concilier la paysannerie moyenne, les paysans russes continuèrent en grande majorité à tourner le dos aux soviets. La forme soviétique, dont la simplicité et le primitivisme rappelaient à s'y méprendre les institutions séculaires de la « démocratie » paysanne, se trouvait à leurs yeux compromise par son étroite association avec la lutte des bolcheviks contre les populations rurales. Des années durant, la paysannerie continua de se méfier des soviets dans lesquels elle voyait, à bon droit, des instruments du Parti communiste.

Place des soviets dans le système de la dictature du prolétariat

Les bolcheviks qualifiaient de « dictature du prolétariat » l'État qu'ils avaient érigé à la suite de la révolution d'Octobre, les soviets servant d'organes à cette dictature. Lénine s'était chargé de fonder cette conception en théorie dans ses textes de 1917, plus particulièrement dans *L'État et la Révolution* [=, p. ⇒ et suiv.]. Au cours des années suivantes, il devait élaborer, en même temps que Trotski, Boukharine, Zinoviev, Staline et d'autres, toute une théorie du système des conseils et de l'État soviétique, reprise et prolongée dans les années 1920, puis rétrécie dans les années 1930, à l'époque stalinienne¹⁵⁶. Bien que la doctrine bolchevique des conseils, dans son abstraction idéalisée, n'ait pas grand-chose de commun avec la réalité, elle ne met pas moins en lumière les tâches et les fonctions des soviets dans le système de la dictature du prolétariat, telles que les bolcheviks, pour leur part, les concevaient. Cette vision que le

système bolchevique des conseils avait de lui-même permet d'ailleurs, tout aussi bien, d'en faire la critique. Les problèmes fondamentaux à cet égard sont ceux que soulèvent, d'une part, les rapports entre soviets et parti, d'autre part, la démocratie soviétique. Dans un cas comme dans l'autre, il ne s'agit nullement de questions absolument inédites, qui ne se seraient posées aux bolcheviks qu'après la prise du pouvoir d'octobre 1917 ; loin de là, elles se situent dans le droit-fil des vues et des règles de conduite que Lénine adopta dès son entrée dans la vie politique, et qu'il exprima et mit en pratique d'abord en 1905, ensuite, et surtout, au cours de la révolution de 1917. Ayant étudié ci-dessus les rapports du bolchevisme et des conseils, et en 1905, et en 1917, nous nous bornerons en ce lieu à l'examen de quelques questions essentielles.

Au printemps de 1918, Lénine caractérisait le pouvoir soviétique, « forme russe de la dictature du prolétariat ¹⁵⁷ », de la manière suivante :

Le pouvoir des soviets n'est pas autre chose que la forme d'organisation de la dictature du prolétariat, de la dictature de la classe la plus avancée qui élève à une démocratie nouvelle, à la participation autonome à la gestion de l'État, des dizaines et des dizaines de millions de travailleurs et d'exploités qui apprennent par leur propre expérience à considérer l'avant-garde disciplinée et consciente du prolétariat comme leur guide le plus sûr ¹⁵⁸.

À quelques mois de là, Lénine écrivait dans sa polémique contre Kautsky :

Les soviets sont l'organisation directe des masses travailleuses et exploitées, à qui elle facilite la possibilité d'organiser elles-mêmes l'État et de le gouverner par tous les moyens. C'est précisément l'avant-garde des travailleurs et des exploités, le prolétariat des villes, qui bénéficie en la circonstance de l'avantage d'être le mieux uni dans les grosses entreprises ; il a le plus de facilité pour élire et surveiller les élus. Automatiquement, l'organisation soviétique facilite l'union de tous les travailleurs et exploités autour de leur avant-garde, le prolétariat ¹⁵⁹.

Lénine distinguait ainsi trois milieux, ou stades, auxquels le pouvoir des soviets était redevable de sa pérennité : 1. la masse des travailleurs et des exploités, destinés à être « élevés », attirés et « unis » ; 2. l'avant-garde des travailleurs, le prolétariat des villes ; 3. l'avant-garde du prolétariat et guide des masses travailleuses, le Parti communiste ¹⁶⁰.

C'étaient là des conceptions bien anciennes chez lui et qu'il avait déjà couchées sur le papier avant la première révolution russe, dans *Que faire ?*

notamment. En 1904, par exemple, il les exprimait de la manière suivante :

Il n'est pas permis de confondre le parti, avant-garde de la classe ouvrière, avec toute la classe. Nous sommes le parti de la classe, et c'est pourquoi presque toute la classe (et en temps de guerre, à l'époque de la guerre civile, absolument toute la classe) doit agir sous la direction de notre parti ¹⁶¹.

Ainsi donc, les soviets des députés ouvriers, paysans et soldats avaient pour tâche, dans la période de transition du capitalisme au communisme (soit la dictature du prolétariat) d'organiser sous la direction des communistes, et de regrouper derrière le parti, les masses travailleuses (y compris le prolétariat) qui ne pouvaient pas d'elles-mêmes s'élever à la hauteur de la « conscience socialiste ». Incapables d'exprimer la volonté politique « fluctuante » des masses, les soviets devaient servir d'agents de liaison entre celles-ci et leur « avant-garde », le Parti communiste. Ce fut dans le prolongement des idées de Lénine que Staline élaborait dans les années 1920 la théorie des « courroies de transmission », laquelle définissait en ces termes les rapports entre soviets et parti :

Le parti réalise la dictature du prolétariat. Mais il ne la réalise pas directement ; il la réalise à l'aide des syndicats, des soviets et de leurs ramifications. Sans ces « courroies de transmission », toute dictature tant soit peu solide serait impossible ¹⁶².

D'autres dirigeants bolcheviques reconnurent eux aussi publiquement l'existence en Russie soviétique de la dictature d'un parti unique. À l'époque où il se trouvait au faîte du pouvoir, Trotski déclarait ainsi sans détour :

La direction générale des affaires est concentrée dans les mains du parti. Ce n'est pas le parti qui gouverne d'une façon immédiate, car son appareil n'est pas adapté à ce genre de fonctions. Mais il a voix décisive sur toutes les questions de principe qui se présentent. Bien plus, l'expérience nous a conduits à décider que [...] le dernier mot appartient au comité central du parti [...]. On nous a accusés plus d'une fois d'avoir substitué à la dictature des soviets celle du parti. Et cependant on peut affirmer, sans risquer de se tromper, que la dictature des soviets n'a été possible que grâce à la dictature du parti : grâce à la clarté de ses idées théoriques, grâce à sa forte organisation révolutionnaire, le parti a assuré aux soviets la possibilité de se transformer, d'informes parlements ouvriers qu'ils étaient, en un appareil de domination du travail ¹⁶³.

Trotski taisait ainsi le fait que les « informes parlements ouvriers » avaient été des organisations ouvrières libres et démocratiques, tandis que « l'appareil de domination du travail » ne servait en vérité que d'instrument pour maintenir la

domination du Parti bolchevique. Et Zinoviev convenait tout aussi publiquement qu'« à défaut de la dictature de fer du Parti communiste, le pouvoir des soviets en Russie n'aurait pas tenu trois ans, ni même trois semaines » :

Il faut que tout ouvrier conscient comprenne que la dictature de la classe ouvrière ne peut être réalisée que par la dictature de son avant-garde, c'est-à-dire que par le Parti communiste [...]. Toutes les questions de la construction économique, de l'organisation militaire, de l'éducation populaire, de la politique du ravitaillement et autres, toutes ces questions-là, dont le sort de la révolution dépend absolument, seront en Russie tranchées avant toute chose, et la plupart du temps, dans le cadre des organisations du parti [...]. Le contrôle du parti sur les organes soviétiques, sur les syndicats, telle est la seule garantie solide qu'à l'avenir seront satisfaits non les intérêts de groupes quelconques, mais ceux du prolétariat tout entier ¹⁶⁴.

Les conseils d'ouvriers et soldats de 1917 servirent aux bolcheviks de tremplin pour une conquête du pouvoir qu'ils avaient décidée sans chercher à entretenir un éventuel bond en avant de la conscience politique des masses. La majorité non bolcheviste des conseils, ils la ligotèrent en interdisant les autres partis socialistes. À dater de l'été de 1919, le Parti bolchevique put donc gouverner le pays seul, sans les soviets. Lénine n'écrivait-il pas, à la veille de la révolution d'Octobre, que les 240 000 membres du parti étaient tout aussi capables de diriger la Russie que 130 000 propriétaires fonciers l'avaient été avant eux ¹⁶⁵ ? Mais il ne renonça nullement aux soviets, quand bien même ces derniers furent, « d'emblée, essentiellement incompatibles avec la doctrine bolchevique ¹⁶⁶ ». Les propagandistes du parti avaient lié trop étroitement l'idée des conseils au bolchevisme, par le biais du mot d'ordre « Tout le pouvoir aux soviets ! », en même temps que les nouveaux maîtres avaient trop besoin de conférer à leur hégémonie un cachet démocratique. Mais le triomphe du bolchevisme eut aussi pour effet de transformer fondamentalement l'idée des conseils : d'organes d'auto-administration prolétarienne et de vecteurs d'une démocratie radicale qu'ils étaient à l'origine, ils devinrent des organes permettant à l'élite du parti unique de diriger les masses. Le parti, « force d'impulsion », et le soviet, « courroie de transmission », n'ont plus rien à voir avec l'idée d'autodétermination des masses, éliminant l'antagonisme de la « base » et du « sommet », telle que le Lénine de 1917 s'en était institué le théoricien et que la

propagande bolchevique l'avait énoncée, mais qui ne fut jamais appliquée dans la pratique de l'État soviétique.

Dans le système bolchevique des conseils, les soviets ne sont nullement à même « de formuler dynamiquement la majorité, non de l'exprimer statiquement », pour reprendre une expression de Trotski ¹⁶⁷. Cela, c'est le parti qui s'en charge. Selon la résolution fondamentale du VIII^e congrès du parti (mars 1919), « Le Parti communiste cherche à exercer la prépondérance et à prendre intégralement en main la direction de toutes les organisations des travailleurs : syndicats, coopératives, communes agricoles, etc. Il vise en particulier à obtenir des actuels organismes d'État, les soviets, l'exécution de son programme autant qu'à les diriger en tout. [...] Le Parti communiste de Russie doit arriver à exercer sur les soviets une domination politique incontestée et à contrôler effectivement leurs activités grâce à un travail pratique et à une abnégation de chaque jour, grâce aussi à l'occupation de tous les postes soviétiques par les militants les plus dévoués et les plus sûrs ¹⁶⁸ ». Et le « centralisme démocratique » avait pour effet de placer les fractions communistes des soviets sous la coupe des instances supérieures du parti. Malgré la prédominance des éléments sans parti à la base de la pyramide soviétique, les communistes disposaient de la majorité des sièges dans les comités exécutifs au niveau du district et au-delà ¹⁶⁹. Au sommet, les mêmes personnes cumulaient les fonctions dirigeantes et de l'appareil des soviets, et de l'appareil du parti. Il s'ensuivait dans la pratique des difficultés en chaîne touchant la répartition des compétences et des tâches entre le premier et le second ; toutefois, l'autorité politique suprême, comme le droit du parti de s'ingérer directement dans les affaires des organismes soviétiques, n'en étaient nullement affectés ¹⁷⁰.

Lénine aimait à répéter – et c'était l'un des principaux articles de sa théorie des conseils – que les soviets, organisations des masses travailleuses, étaient infiniment plus démocratiques que les institutions correspondantes de la démocratie parlementaire bourgeoise. Et de s'écrier ainsi : « La démocratie prolétarienne est des millions de fois plus démocratique que n'importe quelle

démocratie bourgeoise ; le pouvoir soviétique est des millions de fois plus démocratique que la plus démocratique des républiques bourgeoises ¹⁷¹ ! » Cette supériorité de « millions de fois », les bolcheviks l'attribuaient au fait « que les conseils se trouvent gouverner en liaison constante avec les organisations des masses ouvrières et paysannes ; ainsi les larges masses du peuple ont-elles la possibilité de participer à tout instant à la gestion de l'État ouvrier et paysan ¹⁷² ». Selon les théoriciens bolcheviques, les méthodes de la démocratie primitive – caractéristiques des conseils révolutionnaires d'origine spontanée – devaient faire disparaître l'opposition entre gouvernants et gouvernés. « Le système des conseils, dit l'un d'eux ¹⁷³, cherche partout à relier l'activité des hommes aux questions générales de l'État, de l'économie, de la culture, etc., en luttant pour que l'administration de ces questions ne devienne pas le privilège d'une catégorie fermée, isolée de la vie sociale, bref, bureaucratique. » Lénine parlait infatigablement de la nécessité de stimuler l'initiative des masses, d'apprendre aux ouvriers et aux paysans à gérer, agir par eux-mêmes. Et le parti lui emboîtait le pas dans des centaines de résolutions.

Pourtant, l'essai de métamorphoser les soviets en organismes de gestion démocratique avait déjà échoué peu de temps après la révolution bolchevique. Une fois « brisé » l'ancien appareil d'État, et pour mettre le leur en marche, les bolcheviks se virent promptement contraints de réintégrer dans leurs charges les hommes mêmes qu'ils traitaient la veille d'ennemis de classe. En effet, les multiples administrations soviétiques n'auraient pu se passer du concours des gestionnaires d'hier, et l'appareil bureaucratique, inhérent aux nouvelles instances centrales dont le nombre allait croissant, prenait des proportions gigantesques. Plus il grossissait, et en raison notamment de l'absence de véritable opposition politique, plus les possibilités de contrôler la nouvelle bureaucratie s'amenuisaient, tandis que le clivage entre le « peuple » et les « cadres », que le système des conseils était censé combler, subsistait plus profond que jamais. À partir de 1918, et chaque année davantage, les « excroissances bureaucratiques » de toute espèce, le manque de contacts entre les organismes soviétiques et leurs électeurs autant que la transformation en

bureaucrates d'un nombre toujours accru de prolétaires, firent l'objet de ces campagnes de dénonciation ¹⁷⁴ dont l'histoire de l'État soviétique a été ponctuée.

Pendant les dernières années de sa vie, Lénine lui-même reconnut plus d'une fois l'échec des tentatives d'éliminer la bureaucratie en mettant à profit le premier élan révolutionnaire. Il écrivait ainsi en 1922 : « À vrai dire, il [notre appareil] nous a été légué par l'ancien régime, et il était absolument impossible de le remanier en un délai aussi court, surtout en temps de guerre, durant la famine, etc. ¹⁷⁵ » Lénine comptait sur des mesures telles que l'élargissement du comité central du parti et la création de la commission centrale de contrôle (au niveau du parti) autant que celle de l'Inspection ouvrière et paysanne (au niveau de l'État) ¹⁷⁶ pour faire disparaître ces carences qui provenaient, disait-il, du fait que « l'appareil que nous avons emprunté au tsarisme n'a été que superficiellement oint des saintes huiles soviétiques ¹⁷⁷ ». À ses yeux, la raison première des progrès de la bureaucratie n'était autre que le bas niveau culturel de la Russie, qui faisait que « les soviets qui, d'après leur programme, sont des organes de gouvernement par les travailleurs, sont en réalité des organes de gouvernement pour les travailleurs, exercé par la couche avancée du prolétariat, non par les masses laborieuses ¹⁷⁸ ». Seul un travail d'éducation de longue haleine permettrait au peuple russe arriéré de prendre lui-même en main la conduite des affaires. Et, par la suite, Staline présentait les soviets comme « des écoles pour apprendre l'art de gouverner à des dizaines et à des centaines de milliers d'ouvriers et de paysans ¹⁷⁹ ».

Un observateur occidental particulièrement perspicace notait dès 1919 : « Peut-être les soviets ne sont-ils en dernière analyse qu'un surcroît de bureaucratie [...], et un point de départ sur une voie menant à compléter et à renouveler la bureaucratie au moyen d'éléments ouvriers ¹⁸⁰. » L'évolution ultérieure de la Russie lui a donné raison. Pour éviter aux soviets de se voir transformés en instances bureaucratiques, il eût fallu les placer sous le contrôle permanent des électeurs, mettre en pratique la révocabilité des députés, unifier l'exécutif et le législatif. Or cela exigeait un libre jeu des forces politiques, libre jeu incompatible avec le système bolchevique du parti unique. D'emblée il y eut

contradiction, et quasi insoluble, entre le Lénine idéalisant la « démocratie soviétique » et professant l'utopie d'un État sans fonctionnaires ni policiers, et le Lénine qui posait en dogme le rôle inconditionnellement dirigeant du parti, et la théorie de l'État qui s'ensuivait. Les bolcheviks se trouvèrent enfermés dans ce dilemme : si, conformément à leur programme, ils tenaient à former les masses aux tâches d'administration et de gouvernement, et s'ils desserraient à cette fin leur emprise sur les soviets, ils risquaient de voir la prépondérance y revenir à des groupements oppositionnels. Or la dictature communiste avait au contraire pour résultat la faible participation aux élections d'une population, la paysannerie en particulier, qui savait ne pouvoir attendre d'elles ni changement ni amélioration de sa condition. D'un côté, les bolcheviks s'efforçaient de ranimer l'intérêt des masses pour « leurs » organes au moyen de « campagnes de réanimation », mais, d'un autre côté, ils n'étaient nullement disposés à renoncer à leur hégémonie absolue et à rétablir une authentique démocratie soviétique. Ainsi restait-il aux soviets, pris en tant que forme de représentation démocratique nouvelle, à faire la preuve historique de leur viabilité et de leur capacité d'action. Or les « soviets » censés gouverner la Russie depuis 1918 ne sont que des instruments aux mains de la bureaucratie de parti, des « comparses muets ¹⁸¹ » sans pouvoirs réels. Il est tout bonnement inconcevable que les conseils puissent, par une décision démocratique, substituer leur pouvoir à celui du parti communiste.

Personne n'a jamais aussi clairement mis à nu les causes de cette évolution qu'un haut dirigeant du Parti bolchevique lui-même. Alors qu'autour de 1920 la controverse battait son plein à l'intérieur du parti, Alexandra Kollontaï écrivait en effet :

Nous redoutons l'activité autonome des masses. Nous avons peur de laisser le champ libre à leur esprit créateur. Nous craignons la critique. Nous avons cessé de faire confiance aux masses. [...] Telle est la cause de notre bureaucratisme. L'initiative s'affaiblit, la volonté d'action disparaît : « Puisque c'est comme ça, que les cadres se cassent la tête à notre place ! » C'est ainsi qu'apparaît une division très nocive : nous – c'est-à-dire les travailleurs –, et eux – c'est-à-dire les fonctionnaires des soviets de qui tout dépend. Le mal n'a pas d'autre origine ¹⁸².

Et personne n'a prévu avec autant de justesse la dégénérescence future des soviets, quelques mois à peine après leur constitution formelle en pouvoir d'État, que Rosa Luxemburg qui, tout en admirant et en exaltant la révolution russe, conservait sa lucidité critique :

Lénine et Trotski ont posé les soviets en seule représentation véritable des masses laborieuses au lieu et place de corps représentatifs issus d'élections populaires générales. Mais, si l'on étouffe la vie politique dans le pays, la paralysie gagne obligatoirement la vie dans les soviets. Sans élections générales, sans liberté de presse et de réunion illimitée, sans une lutte d'opinion libre, la vie s'étiole dans toutes les institutions publiques, végète, et la bureaucratie devient le seul élément actif. La vie publique s'endort progressivement : quelques douzaines de chefs de parti, animés d'une énergie inépuisable et d'un idéalisme sans bornes, dirigent et gouvernent ; le pouvoir réel se trouve aux mains d'une douzaine d'entre eux, doués d'une intelligence éminente ; et l'élite ouvrière est invitée de temps en temps à assister à des réunions pour applaudir les discours des dirigeants et voter à l'unanimité les résolutions proposées ; au fond, donc, un gouvernement de coterie – une dictature certes, pas la dictature du prolétariat, mais la dictature d'une poignée de politiciens, c'est-à-dire la dictature dans le sens bourgeois, dans le sens de l'hégémonie jacobine ¹⁸³.

La fin du mouvement des conseils : l'insurrection de Cronstadt

Pendant l'hiver de 1920-1921, le régime bolchevik traversa une dangereuse crise interne. À la fin de la guerre civile, la Russie se trouvait en effet dans une situation économique catastrophique qui, allant de pair avec une centralisation toujours plus poussée, une bureaucratisation accrue et la dictature des sommités du parti, provoquait un mécontentement général parmi les ouvriers et les paysans, voire dans les rangs du Parti bolchevik lui-même. Les « masses travailleuses » au nom desquelles les communistes régentaient le pays venaient de subir trois longues années de famine, de froid et de privations de toutes sortes ; l'ère des combats enfin achevée, elles espéraient maintenant voir leurs conditions de vie s'élever et la dictature se relâcher, bref, voir les promesses de la révolution de 1917 réellement satisfaites. Si les dirigeants bolcheviks admettaient tous la nécessité de passer du « communisme de guerre » à une période de réorganisation pacifique du pays, il existait au sein du parti des

divergences considérables quant à l'orientation à prendre. Ce fut avant tout lors du « débat sur la question syndicale », lequel polarisa l'attention du parti durant l'hiver précité, que ces divergences se cristallisèrent ¹⁸⁴.

En substance, il s'agissait de savoir s'il fallait accorder aux syndicats, qui regroupaient la majorité du prolétariat alors que le parti n'en rassemblait qu'une minorité, un rôle plus grand à la tête de l'État soviétique. Certes, les leaders de l'« Opposition ouvrière » (Chliapnikov, Kollontaï et autres) étaient eux aussi des communistes, les luttes de fractions revêtant par conséquent l'aspect d'une controverse opposant des « notables » à l'intérieur d'un seul et même parti ; mais ils se posaient également en porte-parole de l'indiscutable mécontentement des masses. Mettant en avant le mot d'ordre de « démocratie de la production », l'Opposition ouvrière s'en prenait au système de direction des usines, à la prépondérance de la bureaucratie d'État et à la substitution à la ligne prolétarienne « d'une politique au-dessus des classes, ni plus ni moins qu'une "adaptation" des organes dirigeants aux intérêts divergents de catégories de population socialement hétérogènes ¹⁸⁵ ». Selon elle, l'économie devrait être organisée « par un congrès panrusse des producteurs, groupés en unions par professions ou par branches d'industrie », lesquelles éliraient « un organe central gérant toute la vie économique de la république » ¹⁸⁶. À l'échelon le plus bas, au niveau de l'usine, il faudrait que de nouveau le dernier mot revînt au comité de fabrique.

Le problème que l'Opposition ouvrière soulevait ainsi était bel et bien celui de la démocratie prolétarienne dans le cadre de la dictature du prolétariat, l'une et l'autre synonymes suivant la doctrine bolchevique officielle. Or la réalité prouvait chaque jour aux ouvriers que l'État soviétique n'avait rien de l'État prolétarien dans lequel les masses laborieuses disposeraient elles-mêmes de leur sort. L'Opposition ouvrière voulait aller de l'avant sur la voie qui, au-delà de la participation des syndicats à la gestion du processus économique, mènerait à l'auto-administration prolétarienne. Elle ne visait pour autant ni à rendre plus démocratique l'État, c'est-à-dire les soviets, ni à porter atteinte au monopole du Parti communiste. Mais elle sommait ce dernier d'instaurer une plus grande liberté et publicité de discussion, d'appliquer rigoureusement le principe de

l'électivité des fonctions et d'épurer ses rangs de tous les éléments non prolétariens qui s'y trouvaient ¹⁸⁷. C'était là une position qu'elle partageait avec le groupe du « centralisme démocratique », autre fraction oppositionnelle qui combattait l'assujettissement des soviets locaux au CEC et qui préconisait de rétablir ceux-ci dans leurs droits, garantis par la Constitution, mais foulés aux pieds pendant la guerre civile ¹⁸⁸.

Lénine perçut le danger que ces tendances pouvaient constituer pour l'unité et pour le rôle dirigeant du parti. Résolu à maintenir la dictature en place, malgré les sentiments contraires des travailleurs, et au prix, s'il le fallait, de concessions aux paysans, il déclara expressément que la Russie n'était pas un État purement ouvrier, mais une république ouvrière et paysanne et que les syndicats devaient donc continuer de faire valoir les intérêts ouvriers tout en servant d'« écoles du communisme ¹⁸⁹ ». Du même coup, il prenait ainsi position contre Trotski qui, lors du « débat syndical », avait défendu un point de vue très personnel. Trotski s'était en effet prononcé en faveur d'une intégration formelle des syndicats à l'appareil d'État : chargés de remplir certaines tâches de gestion, ils viendraient s'insérer dans le système de militarisation du travail qu'il prônait ¹⁹⁰. En revanche, les deux hommes se retrouvaient au coude à coude pour rejeter les arguments de l'Opposition ouvrière, coupable à leurs yeux de remettre en question le monopole du parti. « L'Opposition ouvrière, proclamait Trotski, s'est présentée avec des slogans dangereux. Elle a transformé en fétiches les principes démocratiques. Elle a mis le droit des travailleurs à élire leurs représentants au-dessus du parti, pour ainsi dire, comme si le parti n'avait pas le droit d'imposer sa dictature, même si cette dictature se heurtait temporairement aux dispositions changeantes de la démocratie ouvrière. » Et d'invoquer « le droit d'aïnesse historique, révolutionnaire, du parti », qui lui faisait un devoir « de maintenir sa dictature sans tenir compte des fluctuations passagères des dispositions des masses » ¹⁹¹. Lors de son X^e congrès (mars 1921), le Parti communiste de Russie adopta une résolution de Lénine stigmatisant les thèses de l'Opposition ouvrière comme autant de « déviations anarcho-syndicalistes ¹⁹² » et rétablit l'unité du parti en interdisant formellement toute activité fractionnelle. Les bolcheviks

consolidaient ainsi leur dictature au moment même où les masses prolétariennes, au nom desquelles ils l'exerçaient, se soulevaient contre leur domination.

Tandis que le débat sur la question syndicale ne débordait pas le cadre du parti et que l'Opposition ouvrière respectait les formes légales, « d'autres ouvriers et fils de paysans devenus soldats n'observaient pas la même réserve ¹⁹³ ». Ce fut avec l'insurrection de Cronstadt qu'après avoir longuement fermenté le mécontentement des masses ouvrières et paysannes arriva au point d'explosion. Cronstadt devait sonner le glas du mouvement ouvrier russe et marquer la fin dans le pays de toute résistance organisée au bolchevisme, du moins à une échelle de masse. En outre, mieux qu'aucune critique du dehors n'eût pu le faire, l'événement mit en lumière les contradictions internes du système bolchevique de la « dictature du prolétariat ». Il se révéla si dangereux pour les maîtres de la Russie que ceux-ci n'ont cessé depuis lors de taire ou de falsifier les faits ^{XII}.

Il faut replacer le mouvement de Cronstadt dans son cadre spécifique : la crise politique et économique traversée par le régime bolchevik à la fin de la guerre civile. Au cours des semaines qui précédèrent le soulèvement, on vit les jacqueries se succéder dans les campagnes et les grèves ouvrières dans les villes ¹⁹⁵. À Petrograd, le mécontentement populaire atteignit son comble vers le milieu de février 1921. Les organisations du parti, affaiblies par les dissensions fractionnelles consécutives au débat syndical, avaient perdu leur emprise sur les usines, tandis que les ouvriers, exaspérés par une réduction massive des rations alimentaires et la fermeture d'un grand nombre de fabriques, génératrice de chômage, multipliaient les réunions de protestation. D'où, pour les dirigeants bolcheviks, la nécessité de changer totalement de politique économique et de rétablir la liberté du commerce en vue d'améliorer le ravitaillement des villes. Certaines fabriques débrayèrent le 23 février pour protester contre l'interdiction des réunions. La grève s'étendit promptement et déboucha deux jours après sur des manifestations de rue qui dégénérent même, çà et là, en affrontements armés. Dès le 24, les bolcheviks avaient décrété l'état de siège dans la capitale. Le 26, un « comité de défense », que Zinoviev avait créé de sa propre autorité, et le soviet de Petrograd condamnèrent de concert, âprement, le mouvement

gréviste. En même temps, les bolcheviks, sachant ne pouvoir compter sur les unités de la garnison, firent venir des renforts de troupes. Malgré tout, les grèves se poursuivirent jusqu'au 28 février, jour auquel les ouvriers des célèbres usines Poutilov reprirent le travail ¹⁹⁶.

À l'origine, les revendications ouvrières étaient restreintes et d'ordre purement économique ; mais elles revêtirent très vite un caractère politique. Les groupes semi-clandestins de militants mencheviks, socialistes-révolutionnaires et anarchistes se mirent à diffuser des tracts et des appels, et envoyèrent des orateurs prendre la parole dans les assemblées d'usines. Mais, contrairement aux allégations que les bolcheviks émirent par la suite, il faut souligner que les groupements socialistes – d'ailleurs très faibles – ne songeaient pas le moins du monde à une insurrection armée qu'ils jugeaient sans issue. Les mencheviks, par exemple, ne partageaient nullement les espoirs, si répandus à Petrograd pendant ces journées-là, d'un nouveau « Février », c'est-à-dire d'un renversement définitif de l'hégémonie bolchevique. Ils escomptaient, au mieux, un relâchement de la dictature, lequel ouvrirait la voie à la démocratisation progressive du système. « Élections libres aux soviets, comme premier pas vers une relève de la dictature par un pouvoir démocratique, tel était le mot d'ordre du jour », écrit Dan, qui prit une part active au mouvement jusqu'à son arrestation, le 25 février ¹⁹⁷. Un appel diffusé le 27 déclarait dans le même sens :

Un changement fondamental dans la politique du gouvernement est nécessaire. En premier lieu, les ouvriers et les paysans ont besoin de liberté. Ils ne veulent pas vivre selon les prescriptions des bolcheviks : ils veulent décider eux-mêmes de leur destin. [...] Exigez, d'une manière organisée et décidée : la libération de tous les socialistes et des ouvriers sans parti emprisonnés ; l'abolition de l'état de siège ; la liberté de parole, de presse et de réunion pour tous ceux qui travaillent ; la réélection libre des comités de fabrique, des instances syndicales et des soviets ¹⁹⁸. xiii

Les bolcheviks arrivèrent en quelques jours, par la menace et par certaines concessions matérielles, à juguler les grèves et les troubles de Petrograd. Cronstadt apprit cependant les événements par la radio, Cronstadt, la vieille citadelle révolutionnaire dont les matelots extrémistes s'étaient montrés jusqu'alors les plus fermes partisans de Lénine. Or ce fut justement en raison de cette tradition que les marins et les ouvriers de la base navale se dressèrent

contre la dictature bolchevique, laquelle non seulement frappait l'ennemi de classe commun, mais aussi contraignait les masses prolétariennes. En outre, les jeunes recrues d'Ukraine, incorporées en automne 1920, tout imbues de la haine que la politique agraire du régime suscitait dans leur pays, ne mirent pas longtemps à faire leurs les idéaux de liberté radicale de Cronstadt, où les S-R de gauche et les anarchistes exerçaient depuis 1917 une influence notable. Ces recrues furent le fer de lance de l'insurrection. Les organisations du parti communiste de la flotte de la Baltique comme de la ville se trouvaient dans un état de désagrégation assez avancé ; plus ou moins ignorées par les matelots, elles étaient par ailleurs à maints égards en opposition avec les instances supérieures du parti. Une conférence des bolcheviks locaux, réunie le 15 février, exigea une démocratisation des activités du parti, et quelques délégués firent le procès des commissaires politiques de la flotte ¹⁹⁹.

La nouvelle que des grèves avaient éclaté à Petrograd émut au plus haut point les marins de Cronstadt. Tandis que Zinoviev et Kalinine arrivaient, non sans mal, à dissuader les marins de la base navale de Petrograd de faire cause commune avec les ouvriers rebelles, ceux de Cronstadt se mettaient en rapport avec les grévistes. Le 28 février, les matelots du vaisseau de ligne *Petropavlosk* rédigèrent une résolution exigeant notamment la réélection libre du soviet de Cronstadt, dont le mandat était parvenu à expiration. Ils envoyèrent également une délégation à Petrograd se faire sur place une idée de la situation. D'autres équipages adoptèrent à leur tour la résolution du *Petropavlosk* et, le 1^{er} mars, plus de dix mille marins, soldats et ouvriers tinrent un meeting en plein air. L'assemblée, à laquelle assista Kalinine, le président du CEC, entendit le rapport des membres de la délégation qui vilipendèrent les méthodes employées pour étouffer les légitimes revendications ouvrières. Après que Kalinine et le commissaire de la flotte Kouzmine eurent en vain tenté d'apaiser la foule, celle-ci adopta à l'unanimité la résolution précitée, laquelle énumérait les revendications présentées au gouvernement soviétique.

On y lisait notamment ceci :

Étant donné que les soviets actuels n'expriment pas la volonté des ouvriers et des paysans, il faut les réélire immédiatement au vote secret, avec pleine liberté de propagande [...]. Établir la liberté de parole et de

presse pour tous les ouvriers et paysans, pour les anarchistes et pour les partis socialistes de gauche. Accorder la liberté de réunion aux syndicats et aux associations paysannes. Relâcher tous les détenus politiques socialistes et aussi tous les ouvriers, paysans, soldats et marins, incarcérés à la suite de mouvements ouvriers et paysans. Abolir les « offices politiques » au sein de l'armée, aucun parti ne devant jouir de privilèges pour la diffusion de ses idées. Uniformiser les rations pour tous les travailleurs. Donner aux paysans la pleine liberté d'action en ce qui concerne leurs terres et aussi le droit de posséder du bétail, à condition qu'ils n'emploient pas de travailleurs salariés²⁰⁰.

Le lendemain, 2 mars, le mouvement spontané se dota d'une structure : une conférence, réunissant quelque 300 délégués, élut un bureau de cinq membres présidé par Petritchenco, marin-secrétaire à bord du *Petropavlosk* ; élargi à quinze membres au cours des jours suivants²⁰¹, ce bureau s'érigea en comité révolutionnaire provisoire. Après avoir proclamé tâche de l'heure la préparation de la réélection du soviet, la conférence décida de faire arrêter le député bolchevik au soviet Vassiliev, le commissaire de la flotte Kouzmine et le commissaire de vaisseau de ligne Korsunin. Le comité révolutionnaire s'en tint là : hormis ces trois hommes, pas un seul membre du parti communiste ne fut emprisonné. Au contraire, les marins s'efforcèrent d'attirer dans leurs rangs le plus grand nombre possible de militants de base. En fait, une foule de bolcheviks – 776 en tout, soit près du tiers de l'effectif local – rendirent publique, pendant les jours suivants, leur démission du parti²⁰². Ce fut seulement à partir du jour où l'insurrection entra dans sa phase critique qu'on arrêta environ 70 militants communistes, mais aucun mal ne leur fut fait^{XIV}.

Les plus hauts gradés de l'armée, dont quelques anciens officiers tsaristes réintégrés par les bolcheviks eux-mêmes, ne cachaient plus leurs sympathies pour les insurgés. Voilà qui donnait à la propagande bolchevique un excellent prétexte pour dénoncer un complot de contre-révolutionnaires et de gardes blancs contre le pouvoir des soviets. La presse et la radio se mirent à déverser un flot de calomnies sur les marins rebelles. Le 4 mars, le soviet de Petrograd réprova le mouvement, le déclarant criminel, et, le 5, Trotski, en sa qualité de commissaire à la Guerre, lança un ultimatum à la forteresse, exigeant d'elle une reddition sans condition²⁰³. Les insurgés ne prirent, quant à eux, aucune disposition en vue d'une offensive quelconque. Et le comité révolutionnaire refusa d'inviter Victor Tchernov, le dirigeant S-R, alors à Reval, à organiser un

convoi de denrées de première nécessité et à se rendre à Cronstadt²⁰⁴. Il s'abstint pareillement de suivre l'avis d'officiers qui recommandaient un coup de main sur le port voisin d'Oranienbaum. Les insurgés voulaient éviter à tout prix des effusions de sang et se figuraient encore que le gouvernement soviétique allait leur faire des ouvertures. Mais ils comptaient tout autant sur le déclenchement d'une révolution populaire dans le pays, espoir que les grèves de Petrograd et les jacqueries qui éclataient au même moment dans diverses régions, le gouvernement de Tambov en particulier, paraissaient de nature à justifier. En raison de cette passivité, comme de l'isolement auquel sa situation réduisait l'île fortifiée, l'insurrection ne pouvait vaincre par des moyens militaires. Mais ce ne fut que plus de dix jours après une première et infructueuse tentative, le 7 mars, que les assaillants, ayant traversé le golfe de Finlande sur la glace, emportèrent la citadelle. En effet, les recrues de l'Armée rouge, peu endoctrinées du point de vue politique, tenaient des meetings de protestation et, parfois même, refusaient carrément de se battre. Les bolcheviks durent faire donner à fond la propagande et les cours martiales, et envoyer des bataillons d'élite en renfort, avant de pouvoir, le 17 mars, passer à l'attaque. Le 18 mars au petit matin, toute résistance avait cessé à Cronstadt. Des centaines d'insurgés furent fusillés sur place et des centaines d'autres emprisonnés à Petrograd, tandis que quelques milliers d'entre eux réussissaient à gagner la Finlande²⁰⁵.

Que voulaient donc les insurgés ? Le mouvement éclata de façon spontanée comme un effet du mécontentement que la dictature bolchevique et ses résultats provoquaient au sein des masses. Mais, au début, il ne s'agissait nullement d'une entreprise visant délibérément le régime en tant que tel. Seule la désinvolture avec laquelle les dirigeants soviétiques accueillirent les revendications de « ceux de Cronstadt » eut pour conséquence d'aggraver la situation et de pousser les contestataires à faire appel à une « troisième révolution », destinée à jeter bas la dictature. Il est remarquable, par exemple, que les insurgés aient désigné comme responsables directs du bain de sang Trotski et Zinoviev, non Lénine²⁰⁶. Les événements ne devaient pas leur laisser le temps de formuler un programme nettement articulé. Telles qu'elles sont exprimées sous une forme plus ou moins

claire dans les *Izvestia* de Cronstadt, leurs revendications ne faisaient que refléter les désirs les plus vifs, à ce moment, des ouvriers et des paysans russes. Outre le rétablissement des libertés politiques, ils exigeaient qu'il fût mis un terme à une politique agraire caractérisée notamment par des empiétements sur la propriété paysanne, autant qu'aux discriminations en matière de rationnement alimentaire, en vigueur dans les villes. Il fallait, selon eux, en finir avec les privilèges de la bureaucratie d'État et de parti, et abolir l'emprise des communistes sur l'armée.

À la base de toutes ces revendications, il y en avait une, fondamentale : libres élections des soviets. Et on la retrouve dans toutes les proclamations des insurgés, à partir de l'appel du *Petropavlosk*. Elle devait bel et bien devenir le symbole du mouvement de Cronstadt, lequel retournait contre les bolcheviks leur ancien mot d'ordre : « Tout le pouvoir aux soviets ! » « Le pouvoir des soviets doit exprimer la volonté des masses travailleuses, sans qu'un parti quelconque prédomine », lit-on dans les *Izvestia*. « Cronstadt, avant-garde de la révolution, a ouvert la voie. [...] On n'y nourrit aucune intention mauvaise contre le pouvoir des soviets. Il est faux que l'insurrection soit antisoviétique comme les communistes le prétendent. [...] Il ne doit plus y avoir prédominance d'un parti quelconque. Nos soviets doivent exprimer non la volonté du parti, mais la volonté des électeurs²⁰⁷. » Ceux de Cronstadt étaient assurément des partisans inconditionnels du système des conseils, mais de conseils indépendants, démocratiques, soustraits au monopole d'un parti unique. C'est justement parce que les bolcheviks l'avaient emporté en octobre 1917 au nom du pouvoir des soviets, sans l'avoir démocratiquement mis en place, que les insurgés leur vouaient une telle haine :

À bas la commissarocratie ! En s'emparant du pouvoir, le parti communiste promettait aux masses travailleuses tout le bien-être imaginable. Or que voyons-nous ? Il y a trois ans, on nous disait : « Vous pourrez révoquer vos députés et réélire vos soviets quand vous le voudrez. » Mais quand nous, ceux de Cronstadt, avons exigé la réélection des soviets sans intervention du parti, le nouveau Trepov-Trotsky a lancé l'ordre : « N'économisez pas les balles²⁰⁸ ! »

Fidèles aux idéaux de la révolution d'octobre 1917, les insurgés se prononçaient contre la république parlementaire. « Les soviets, voilà le bastion des travailleurs, non pas l'Assemblée constituante ! », proclamaient-ils. Ils ne

revendiquaient pas du tout la liberté pour les propriétaires fonciers, les capitalistes et les officiers. Mais ils se voyaient privés des fruits de la révolution dont les bolcheviks avaient trahi les aspirations. On trouvera une claire manifestation de ces sentiments dans l'article programmatique « Pourquoi nous combattons », paru dans les *Izvestia* du 8 mars 1921 :

En faisant la révolution d'Octobre, la classe ouvrière avait espéré obtenir son émancipation. Mais il en est résulté un esclavage encore plus grand de la personnalité humaine. L'autorité de la monarchie policière est passée aux mains des usurpateurs – les communistes – qui, au lieu de laisser la liberté aux travailleurs, leur inspirent la crainte permanente de tomber entre les pattes de la Tchéka [...]. Mais ce qui est le plus abject et le plus criminel, c'est la servitude morale instaurée par les communistes : ils ont mis la main sur la pensée, sur l'esprit des travailleurs, obligeant chacun à penser selon leurs préceptes. [...] Sous le joug de la dictature communiste, la vie même est devenue pire que la mort.[...] Non, aucun compromis n'est possible. Il faut vaincre ou mourir ! Cronstadt rouge en donne l'exemple [...]. C'est à Cronstadt que nous avons hissé le drapeau de la révolte contre la tyrannie de ces trois dernières années, contre l'oppression de l'autocratie communiste qui a fait pâlir les trois siècles du joug monarchiste. C'est à Cronstadt que nous avons posé la première pierre de la troisième révolution qui brisera les dernières chaînes des ouvriers et leur ouvrira la nouvelle et large route de l'édification du socialisme²⁰⁹.

Ce rêve d'accession au règne de la liberté, il appartiendrait aux soviets de le réaliser. « Tout le pouvoir aux soviets, non aux partis ! », tel est le mot d'ordre qui revient le plus fréquemment dans les *Izvestia* de Cronstadt, côte à côte avec : « Vivent les soviets librement élus ! », « Le pouvoir des soviets affranchira du joug communiste les paysans travailleurs ! », « À bas les contre-révolutionnaires de droite comme de gauche ! »^{XV}. Le mot d'ordre des soviets libres, celui de Cronstadt insurgé, manifestait l'emprise que l'idée des conseils continuait d'exercer sur les masses. Ainsi retourné contre le bolchevisme, il prouvait en même temps, avec la dernière netteté, à quel point la dictature bolchevique s'était éloignée des idéaux originaires de la souveraineté des conseils. Le règne de l'égalité sociale – dont Lénine s'était institué l'annonciateur dans *L'État et la Révolution* –, l'élimination de la bureaucratie – but proclamé des premiers décrets du gouvernement soviétique –, l'autodétermination des masses – que le mot d'ordre du pouvoir soviétique paraissait incarner –, toutes ces promesses, la réalité les avait fait voler en éclats au bout de quelques années de dictature. Aux yeux des insurgés de Cronstadt, les soviets actuels étaient l'image vivante de la révolution trahie, les libres élections de soviets indépendants mettraient la

« troisième révolution » sur les rails. Tout ce que les révolutionnaires de Cronstadt ont dit et écrit dénote une foi irrationnelle dans l'idée des conseils, comme grand moyen de rénover la Russie. Dévoyée, avilie par les bolcheviks qui s'en servaient pour camoufler leur dictature, l'idée des conseils connut dans Cronstadt assiégé une brève résurrection.

Mais cette étincelle ne devait pas suffire à mettre le feu à la Russie entière. Les insurgés ne pouvaient en effet prendre appui sur un mouvement politique organisé qui, à cette époque, avait disparu du pays. Les événements de Cronstadt n'eurent en Russie que des échos relativement faibles ; seuls quelques clubs anarchistes de Moscou et de Petrograd diffusèrent des tracts invitant à soutenir activement les insurgés²¹¹, tandis que les mencheviks se bornaient à de simples manifestations de sympathie et à demander un règlement pacifique du conflit²¹². De leur côté, les bolcheviks comprirent parfaitement que le mot d'ordre des « soviets libres » risquait de priver leur pouvoir de ses assises légitimes, l'idée des conseils à l'état pur restant inconciliable avec la dictature de parti. Ils cherchèrent donc, par tous les moyens, à éviter une propagation de l'incendie. Ouvert le 8 mars, sous le signe menaçant de l'insurrection, le X^e congrès du parti rétablit une discipline de fer au sein du groupe dirigeant [⇒, p. ⇒]. Au même moment, Lénine amorça le grand tournant qui devait conduire le pays du communisme de guerre à la « Nouvelle politique économique ». Cette conversion, il l'avait déjà certes envisagée, mais l'insurrection de Cronstadt précipita sa décision. Les bolcheviks comptaient calmer le mécontentement des masses en relâchant les contrôles étatiques dans le domaine économique, dans l'agriculture surtout. Ils allèrent même jusqu'à lancer une « campagne de réanimation » des soviets²¹³. Mais ils ne reprirent à leur compte aucune des revendications des insurgés : il n'y eut ni élections libres ni desserrement de l'emprise du parti sur les soviets. En outre, tout ce qui subsistait encore des partis non bolchevistes fut définitivement balayé. Les formations oppositionnelles se virent étouffées : leurs militants ou bien furent jetés en prison, ou bien abjurèrent publiquement leurs convictions ; quelques-uns de

leurs dirigeants durent partir en exil, d'autres firent l'objet de procès politiques ²¹⁴.

À partir de 1921, il n'exista plus en Russie soviétique d'opposition politique organisée contre le régime. C'est au sein même de la direction du Parti communiste que se sont déroulées, à compter de cette date, les luttes pour le pouvoir.

I. Le suffrage était universel, égal, secret et direct. Les femmes et les militaires avaient le droit de vote à partir de 20 ans (18 pour les soldats). La répartition des sièges se faisait à la représentation proportionnelle. Prévues à l'origine pour le 17 septembre, les élections furent reportées d'abord à la fin d'octobre, puis au 12 (25) novembre et la réunion de la Constituante au 27 novembre (10 décembre) ¹.

II. Une comparaison au cas par cas des résultats des élections à la Constituante et des élections aux soviets fournirait des renseignements intéressants sur le degré d'implantation des bolcheviks dans les diverses catégories sociales.

III. On comptait seulement 52 oppositionnels sur 942 congressistes. Par la suite, Lénine devait, quant à lui, donner le chiffre de 710 délégués, dont 434 (soit 61 %) bolcheviks ⁴⁸.

IV. C'est explicite dans l'allocution prononcée par Sverdlov avant de donner lecture de la Déclaration à la Constituante ⁸⁴.

V. En décembre 1920, sur 2 483 entreprises recensées, 2 183 étaient gérées par un directeur et 300 seulement avaient une direction collégiale ¹⁰¹.

VI. Suivant les statistiques officielles de l'année 1921, les entreprises industrielles employaient tout au plus 900 000 ouvriers environ ¹⁰².

VII. Il n'existe guère de données chiffrées relatives à la force numérique des partis d'opposition à l'intérieur des soviets à partir de 1918. Cependant, les indications indirectes et les déductions permettent souvent, malgré tout, de s'en former une idée approximative.

VIII. Le IV^e congrès panrusse des soviets, qui approuva le traité de Brest-Litovsk par 784 voix contre 261, réunit notamment 795 bolcheviks et 284 S-R de gauche ¹⁰⁸.

IX. Ces chiffres comprennent aussi les congressistes à voix seulement consultative. Sur les 1 132 députés à voix délibérative, on comptait 745 bolcheviks et 352 S-R de gauche ¹⁰⁹.

X. Voir le tableau en annexe 2, p. ⇒.

XI. Il reste impossible de recouper à l'aide d'autres sources les chiffres étonnamment élevés donnés pour beaucoup de villes ¹³⁴.

XII. Cette falsification, tendant à présenter l'insurrection comme un mouvement de « gardes blancs contre-révolutionnaires », débuta en même temps que celle-ci. Par ailleurs, Lénine reconnut plus d'une fois que le soulèvement avait eu des causes objectives. De même, Poukhov – l'auteur qui, du côté bolchevik, a donné le tableau le plus complet des événements – parle de leurs « causes sociales et politiques profondes » ¹⁹⁴.

XIII. Un autre appel, rédigé par les S-R, réclamait la convocation de l'Assemblée constituante. Mais cette revendication ne fut ensuite reprise à aucun moment.

XIV. Comme Poukhov doit en convenir.

XV. Souvent attribué aux insurgés, le mot d'ordre « les soviets sans les bolcheviks » ne fut pas mis en avant par eux. Cette surenchère fut forgée par

un Milioukov en exil qui cherchait ainsi à souligner les visées anticommunistes du soulèvement²¹⁰.

Perspectives

Bien que son rayon d'action fût appelé à s'amenuiser sans cesse, le mouvement des conseils constitua, de 1905 à 1921, une forme de manifestation caractéristique de la révolution russe dont il refléta, au cours de son développement, certains traits distinctifs. Vu l'absence en Russie de système démocratique parlementaire, les conseils des députés ouvriers, d'origine spontanée, se transformèrent d'eux-mêmes en organes représentatifs des masses « travailleuses » révolutionnaires et assumèrent des fonctions étatiques. Du même coup apparaissait l'un des préalables essentiels de ce « saut par-dessus la phase démocratique bourgeoise » que Lénine et les bolcheviks s'efforçaient de provoquer. En outre, les conseils russes incarnèrent, sur le plan social, la quintessence d'une révolution accomplie par les masses ouvrières et paysannes, jusqu'alors mineures, sous la direction d'intellectuels professant une théorie sociale extrémiste. En même temps qu'il reprenait à son compte les tendances subversives dont les soviets étaient animés, le Parti bolchevique cherchait à canaliser les courants anti-étatistes et anticentralistes sous-jacents au mouvement des conseils, afin de les plier aux exigences d'une édification planifiée du « socialisme » exécutée par des moyens dictatoriaux. D'où un clivage progressif entre le communisme de parti et le principe « pur » des conseils, lequel devait aboutir en fin de compte à une rupture avérée. Par la suite, le stalinisme, avec son appareil coercitif à base de police, d'armée et de bureaucratie, constitua la négation absolue de l'idée des conseils, telle qu'elle avait pris son origine dans la révolution d'Octobre. En automne 1956, on a vu la lutte de la liberté contre la dictature conduire, en Europe de l'Est, à une renaissance révolutionnaire des conseils, dressés dorénavant contre les soviets russes « dégénérés ».

Le mouvement des conseils russes eut un aspect politique et un aspect économique, étroitement interdépendants. En son sein, la tendance à une liberté

politique confinant à l'anarchie allait de pair avec une tendance à l'égalité économique. Autogestion des entreprises par des comités élus et système des coopératives agricoles, telles sont les formes d'organisation d'une démocratie économique qui aurait pour cadre politique un ordre social décentralisé, fondé sur des communes autonomes. Ces tendances, le bolchevisme, visant à mettre en place une économie centralisée et planifiée par des organes d'État, ne tarda pas à les refouler, puis à les éliminer complètement. S'agissait-il d'une évolution inévitable, correspondant au stade préindustriel où la Russie se trouvait alors ? Ou bien, au contraire, de virtualités de développement étouffées dans l'œuf ? Rien certes ne permet de trancher en toute certitude dans un sens ni dans l'autre. Mais la création en Yougoslavie d'une « économie socialiste de marché » reposant sur l'autogestion des entreprises, comme les efforts qu'en Pologne on déploie dans cette même direction, donnent à penser que dans la Russie d'après 1917 une « démocratie de la production » n'était nullement vouée d'avance à l'échec.

Pour le communisme russe, le problème des conseils n'a rien perdu de son actualité. En effet, les conseils ouvriers d'Europe de l'Est ont renouvelé les données d'un problème fondamental du marxisme et du léninisme, dont le bolchevisme n'a pu venir à bout avec le temps. Comment rendre compatibles la « dictature du prolétariat » et la démocratie ouvrière ? – voilà bien la question essentielle qui confronte le système bolchevique des conseils. Qu'il s'agisse en l'occurrence non d'une affaire d'idéologie, mais d'une question pratique, et d'une question brûlante, intéressant et l'État et l'économie, c'est ce que démontrent la réorganisation économique amorcée en 1957 autant que de perpétuels essais d'assurer « la participation des travailleurs à la gestion de la production » dans le cadre des institutions existantes, autrement dit des syndicats. Il est hors de doute que les ouvriers russes aspirent à la cogestion des entreprises. Si les dirigeants soviétiques optaient jamais pour d'authentiques concessions en ce sens, le problème des conseils se poserait de nouveau en Russie aussi – sur le plan économique tout du moins.

Annexe 1. Localisation des soviets de 1905

La liste ci-dessous comprend uniquement les soviets dont l'existence est attestée d'une façon irrécusable par des sources diverses. En ont été écartés les comités de grève et autres organismes d'un type voisin des soviets. Aussi bien ne prétend-elle nullement être exhaustive.

« (I) » : soviets ayant publié des Izvestia (« Nouvelles ») ou des feuilles d'informations.

I. Conseils des députés ouvriers

Alapaïevsk (gouv. de Perm)

Aleksandrov (gouv. de Vladimir)

Alexandrovsk (gouv. d'Iekaterinoslav)

Bakou (I)

Biélostok

Golutvine (gouv. de Moscou)

Iekaterinbourg

Iekaterinoslav

Iouzovka (gouv. d'Iekaterinoslav) (I)

Ivanovo-Voznessensk

Kiev

Kostroma (I)

Krementchoug (I)

Libau

Lougansk

Marioupol

Moscou (I)

Motovilikhinski (gouv. de Perm)

Mytichtchi (gouv. de Moscou).

Nadèjedinski Zavod (usine, gouv. de Perm)

Nikolaïev

Nijni-Taguil (gouv. de Perm)

Novorossiisk (I)

Odessa (I)

Orehovo-Zouïevo (gouv. de Moscou)

Perm

Pétersbourg (I)

Reval

Rostov-sur-le-Don

Samara

Saratov

Smolensk

Souline (gouv. de Novotcherkassk)

Sotchi

Taganrog (I)

Tver

Viatka (I)

Voronej

Votkinski Zavod (usine ; gouv. de Viatka)

Zlatooust (gouv. d'Oufa)

2. Conseils des députés soldats

Kharbine

Moscou

Sébastopol

Tchita

Vladivostok

3. Conseils des députés ouvriers et soldats

Irkoutsk

Krasnoiarsk

Annexe 2. Composition politique du II^e congrès des soviets (octobre 1917)

On ne dispose d'aucune liste exacte des délégués au II^e congrès panrusse des conseils de députés ouvriers et soldats qui tint ses assises les 25 et 26 octobre (7 et 8 novembre) 1917. Les chiffres varient par conséquent en fonction des sources utilisées :

- *col. I : comptes rendus parus dans la presse ;*
- *col. II : questionnaires remplis par les délégués ;*
- *col. III : liste préalable établie par la commission des mandats ;*
- *col. IV : données fournies au début du congrès par les bureaux des diverses fractions ;*
- *col. V : recensement effectué à la fin du Congrès après élimination de divers groupements.*

| <i>Partis</i> | <i>I</i> | <i>II</i> | <i>III</i> | <i>IV</i> | <i>V</i> |
|-----------------------------------|----------|-----------|------------|-----------|----------|
| <i>Bolchevique</i> | 250 | 338 | 300 | 390 | 390 |
| <i>Socialiste-révolutionnaire</i> | 159 | 32 | 193 | 160 | 179 |
| <i>S-R de gauche</i> | — | 98 | — | — | — |
| <i>S-R du centre</i> | — | 40 | — | — | — |
| | | | | | |

| | | | | | |
|---|----|----|----|----|----|
| <i>S-R de droite</i> | — | 16 | — | — | — |
| <i>S-R d'Ukraine</i> | 6 | 4 | 7 | 7 | 21 |
| <i>Menchevique</i> | 60 | 14 | 68 | 72 | — |
| <i>Menchevique-internationaliste</i> | — | 35 | — | 6 | — |
| <i>Menchevique-oboroncy</i> | — | 22 | — | — | — |
| <i>Internationaliste unifié (Novaïa Jizn)</i> | 14 | 16 | 14 | 14 | 35 |
| <i>Bund</i> | — | 11 | 10 | — | — |
| <i>Trudovik</i> | — | 1 | — | — | — |
| <i>Anarchistes</i> | 3 | — | 3 | — | — |
| <i>Socialistes indépendants</i> | 3 | — | — | — | — |
| <i>Parti socialiste de Pologne (PPS) et social-démocratie polonaise</i> | — | — | 10 | — | — |
| <i>Socialiste-populiste</i> | — | — | 3 | — | — |
| <i>Parti socialiste de Lituanie</i> | — | — | 4 | — | — |
| <i>Sans parti</i> | 22 | 23 | 36 | — | — |
| <i>Appartenance inconnue</i> | — | — | 22 | — | — |

| | | | | | |
|--------------|-----|-----|-----|-----|-----|
| | | | | | |
| Total | 517 | 648 | 670 | 649 | 625 |

Annexe 3. Structure politique et sociale des soviets (1918-1922)

1. Composition politique

| I. Soviets de cercle | 1918 | 1919 | 1920 | 1921 | 1922 |
|------------------------------------|-------------------------|-------------|-------------|-------------|-------------|
| 1. Congrès | <i>(en pourcentage)</i> | | | | |
| Parti communiste | 60,6 | 55,4 | 43 | 44 | 54,4 |
| Autres partis | 14,2 | 4,9 | 0,7 | 0,3 | 0,1 |
| Sans parti | 25,2 | 39,7 | 56,3 | 55,7 | 45,5 |
| 2. Comités exécutifs | <i>(en pourcentage)</i> | | | | |
| Parti communiste | 83,5 | 85,9 | 79,9 | 74,4 | 81,2 |
| Autres partis | 16,5 | 1 | 4,7 | 0,1 | — |
| Sans parti | | 13,1 | 15,4 | 25,5 | 18,8 |
| II. Soviets de gouvernement | 1918 | 1919 | 1920 | 1921 | 1922 |
| 1. Congrès | <i>(en pourcentage)</i> | | | | |
| Parti communiste | 71,4 | 79,9 | 78,6 | 74,8 | 78,8 |
| Autres partis | 14,2 | 4,7 | 0,2 | 0,1 | — |
| Sans parti | 14,4 | 15,4 | 21,2 | 25,1 | 21,2 |
| 2. Comités exécutifs | <i>(en pourcentage)</i> | | | | |
| Parti communiste | 83,9 | 88,9 | 91,3 | 83,6 | 91 |
| Autres partis | 16,1 | 0,7 | 0,8 | 0,4 | 0,2 |
| Sans parti | — | 10,4 | 7,9 | 14 | 8,8 |

2. Composition sociale

| I. Soviets de cercle | 1920 | 1921 | 1922 |
|------------------------------------|-------------------------|-------------|-------------|
| 1. Congrès | <i>(en pourcentage)</i> | | |
| Paysans | 65,4 | 63,3 | 59,1 |
| Ouvriers | 16,2 | 15 | 16,8 |
| Employés | 18,4 | 21,7 | 24,1 |
| 2. Comités exécutifs | <i>(en pourcentage)</i> | | |
| Paysans | 20,8 | 28,4 | 24,4 |
| Ouvriers | 32,8 | 28,7 | 31,5 |
| Employés | 46,4 | 42,9 | 44,1 |
| II. Soviets de gouvernement | 1920 | 1921 | 1922 |
| Paysans | 36,7 | 36,5 | 34,7 |
| Ouvriers | 33,3 | 31 | 34 |
| Employés | 30 | 32,5 | 31,3 |
| 2. Comités exécutifs | <i>(en pourcentage)</i> | | |
| Paysans | 8,8 | 12,5 | 10,2 |
| Ouvriers | 34,1 | 35,1 | 43,3 |
| Employés | 57,1 | 52,4 | 46,5 |

Notes de référence

Préface

1. Rosa Luxemburg, *Grève de masse, parti et syndicat*, 1906, 3. [Disponible sur Marxists.org.]
2. Compère-Morel (dir.), *Encyclopédie socialiste, syndicale et coopérative de l'Internationale ouvrière*, t. 5 : Jean Longuet, *Le Mouvement socialiste international*, Paris, Quillet, 1913, p. 370-371, 638.
3. Louis Barthas (et Rémy Cazals), *Les Carnets de guerre de Louis Barthas, tonnelier. 1914-1918*, Paris, La Découverte, 2003, p. 472-473.
4. Cité par Jean-Jacques Becker, *Les Français dans la Grande Guerre*, Paris, Robert Laffont, 1980, p. 217.
5. « Au conseil national du Parti socialiste – La bataille de Stockholm », *L'Écho de Paris*, 28 mai 1917.
6. *What Happened at Leeds*, Londres, Pelican Press, 1917, p. 13-14. [Disponible (en anglais) sur Marxists.org.]
7. Jacques Fortier, *Quinze jours en rouge*, Barr, Le Verger, 2011 ; Didier Daeninckx et Hervé Delouche, « Un soviet à Strasbourg », *Politis*, 10 novembre 1988 [disponible sur Cras31.info].
8. Jacques Legall, *Quand la révolution ébranlait le monde : 1917-1923, la vague révolutionnaire en Europe, en Amérique et en Asie*, Pantin, Les Bons Caractères, 2018 ; Philippe Bourrinet, *Le Mouvement des conseils en Russie et Finlande, Allemagne, Autriche et Hongrie. 1917-1919*, Paris, Moto Proprio, 2018, [disponible sur Left-Dis.nl]. Sur l'aspect « sortie de guerre », lire Robert Gerwarth, *Les Vaincus. Violences et guerres civiles*

- sur les décombres des empires (1917–1923)*, Paris, Seuil, 2017 ; Christophe Bertrand, Carine Lachèvre, François Lagrange et Emmanuel Ranvoisy (dir.), *À l'Est, la guerre sans fin. 1918-1923*, Paris, Gallimard – Musée de l'Armée, 2018.
9. Cité par J. Legall, *Quand la révolution ébranlait le monde*, *op. cit.*, p. 79.
 10. Lire Ernest Mandel, *Contrôle ouvrier, conseils ouvriers, autogestion. Anthologie*, Paris, Maspero, 1973, t. 2, p. 24-52 et p. 68-96.
 11. Lire Éric Aunoble, « Du dernier cégétiste au premier communiste : Raymond Péricat et la révolution russe (1917-1918) », *La Revue Russe*, 2017, n° 49 [disponible sur Academia.edu] ; Pierre Berthet, « Les Libertaires français face à la révolution bolchevique en 1919 : autour de R. Péricat et du Parti communiste », *Noir et Rouge*, 1993 n° 29 [disponible sur ArchivesAutonomies.org].
 12. José Peirats, *Une révolution pour horizon. Les anarcho-syndicalistes espagnols* (1962), Paris – Montreuil, CNT RP – Libertalia, 2013.
 13. « Programme du KAPD (mai 1920) », in Denis Authier et Gilles Dauvé (dir.), *Ni parlement ni syndicats : les conseils ouvriers ! Les communistes de gauche dans la Révolution allemande (1918-1922)*, Paris, Les Nuits rouges, Paris, 2003, p. 101-103.
 14. V. Lénine, *La Maladie infantile du communisme (le « gauchisme »)*, 1920. [Disponible sur Marxists.org.]
 15. N. Boukharine, « Du nouveau dans la révolution russe », *Bulletin communiste*, 16 décembre 1920, n° 49, p. 10 (traduit de la *Pravda* du 7 novembre 1920).
 16. *L'insurrection armée d'Octobre à Petrograd. Souvenirs de révolutionnaires de 1917*, Moscou, Éditions en langues étrangères, 1958,

p. 146.

17. *Golos Trouda*, 20 octobre 1917, n° 11 ; cité par Voline, *La Révolution inconnue* (1947), Genève, Entremonde, 2010, t. 2, p. 48.
18. « Manifeste de l'armée insurrectionnelle d'Ukraine (1^{er} janvier 1920) », *Courant alternatif*, novembre-décembre 2017), hors-série n° 21, p. 41.
19. Voline, *La Révolution inconnue, op. cit.*, t. 3, p. 97.
20. Comparer : *Dielo Trouda*, « Plate-forme d'organisation des communistes libertaires », 1926 [disponible sur NestorMakhno.info] ; Anton Pannekoek, « Les conseils ouvriers », *International Council Correspondance*, avril 1936, vol. 2, n° 5 [disponible sur Marxists.org] ; Léon Trotski, « Programme de transition. L'agonie du capitalisme et les tâches de la IV^e Internationale », *Bulletin de l'Opposition*, mai-juin 1938, n° 66-67 [disponible sur Marxists.org].
21. Anton Pannekoek, *Les Conseils ouvriers* (1947), Paris, Spartacus, 2010.
22. Edgar Snow, *Red Star over China*, Londres, Victor Gollancz, 1937, p. 161 et suiv., Mao Tse-Tung, « The Struggle in the Ching kang Mountains », 25 novembre 1928, in *Selected Works*, Pékin, Foreign Languages Press, 1965, vol. 1, p. 90-92 [disponible (en anglais) sur Marxists.org].
23. Felix Morrow, *Révolution et contre-révolution en Espagne (1936-1938)* (1938), Paris, La Brèche, 1978, p. 37.
24. Carlos Semprún Maura, *Révolution et contre-révolution en Catalogne. Socialistes, communistes, anarchistes et syndicalistes contre les collectivisations* (1974), Paris, Les Nuits rouges, 2002, p. 52.
25. Lire le livre de Georges Kaldy, *Hongrie 1956. Un soulèvement populaire, une insurrection ouvrière, une révolution brisée*, Pantin, Les Bons

Caractères, 2011.

26. Roger Bourderon, « *Les réquisitions de Marseille (mesure provisoire)* de Sébastien Jousse et Luc Joulé », *Cahiers d'histoire. Revue d'histoire critique*, 2005, n° 96-97. [Disponible sur OpenEdition.org.]
27. Hannah Arendt, *Condition de l'homme moderne* (1958), Paris, Pocket « Agora », 1994, p. 278. Des idées similaires sont développées par Daniel Guérin dans *La Révolution française et nous* (1944), Paris, Maspero, 1976, p. 99-107.
28. *Enragés et situationnistes dans le mouvement des occupations* (1968), Paris, Gallimard, coll. « Témoins », rééd. 1998, p. 265.
29. Klaus Mehnert, *La Jeunesse en Russie soviétique* (1932), Paris, Grasset, 1933.
30. Merle Fainsod, *How Russia is Ruled* (1953), Cambridge (Mass.), Harvard University Press, 1970, p. 60-86.
31. « “Mein Rätebuch kursierte als Raubdruck”, Mit Oskar Anweiler auf einer tour d'horizon », *Osteuropa*, 2005, n° 12, p. 53-54. Merci à Gleb J. Albert de m'avoir indiqué cette référence.
32. *Anton Pannekoek et les conseils ouvriers* (textes choisis, traduits et présentés par Serge Bricianer), Paris, EDI, 1969.
33. Parues aux éditions de Minuit, dans la collection « Arguments » : *La Révolution et la guerre d'Espagne* (1961, avec Émile Témime) ; *Le Parti bolchevique. Histoire du PC de l'URSS* (1963, 1972) ; et *Révolution en Allemagne. 1917-1923* (1971).
34. Éric Aunoble, *La Révolution russe, une histoire française. Lectures et représentations depuis 1917*, Paris, La Fabrique, 2016, p. 118-123.

35. Pour reprendre le titre du recueil d'articles malheureusement non traduit Daniel H. Kaiser (dir.), *The Workers' Revolution in Russia, 1917 : The View from Below*, Cambridge (Mass.), Cambridge University Press, 1987.
36. William G. Gard, « The Party and the Proletariat in Ivanovo-Voznessensk, 1905 », *Russian History*, 1975, 2, 2.
37. Gerald D. Surh, *1905 in St. Petersburg : Labor, Society, and Revolution*, Stanford, Stanford University Press, 1989.
38. Voline, *La Révolution inconnue*, op. cit., t. 1, p. 78 et suiv. ; G. Surh, *1905 in St. Petersburg*, op. cit., p. 200-251 et p. 329.
39. Stephen A. Smith, *Petrograd Rouge. La révolution dans les usines (1917-1918)* (1983), Paris, Les Nuits rouges, 2017. Sur le même sujet, lire Marc Ferro, « Le Travail contre le Capital », in *La Révolution de 1917 – Octobre : Naissance d'une société* (1976), Paris, Albin Michel, 1992.
40. Gregori Maximoff, *Les Syndicalistes révolutionnaires dans la Révolution russe*, (1940). [Disponible sur Monde-Nouveau.net.]
41. Rex A. Wade, *Red Guards and Workers' Militias in the Russian Revolution* University, Stanford, Stanford University Press, 1984.
42. La vision bolchevique est présentée par Anna Pankratova, « Les comités d'usines en Russie à l'époque de la révolution (1917-1918) » (1923), *Autogestion*, n° 4, Paris, Anthropos, décembre 1967.
43. Viktor I. Miller, *Soldatskie komitety russkoj armii v 1917 g.* [*Les Comités de soldats de l'armée russe en 1917*], Nauka, Moscou, 1974 ; Allan K. Wildman, *The End of the Russian Imperial Army. The Old Army and the Soldiers' Revolt (March-April, 1917)* (1980), Princeton, Princeton University Press, 2014.

44. Andrej Kurėnyšev, *Krest'janstvo i ego organizacii v pervoj treti XX veka* [*La Paysannerie et ses organisations au premier tiers du xx^e siècle*], Gosudarstvennyj Istoričeskij Muzej, Moscou, 2000, p. 15 et suiv.
45. Alexander Rabinowitch, *Prelude to Revolution. The Petrograd Bolsheviks and the July 1917 Uprising*, Bloomington – Londres, Indiana University Press, 1968 ; *The Bolsheviks Come to Power*, vol. 2 : *The Revolution of 1917 in Petrograd*, New York, W. W. Norton & Co., 1976 ; *The Bolsheviks in Power. The First Year of Soviet Rule in Petrograd*, Bloomington, Indiana University Press, 2007.
46. Alexander Rabinowitch, *Les bolcheviks prennent le pouvoir. La révolution de 1917 à Petrograd*, Paris, La Fabrique, 2016, p. 446.
47. Diane Koenker, *Moscow Workers and the 1917 Revolution*, Princeton, Princeton University Press, 1981.
48. Matthieu Renault, *L'Empire de la révolution. Lénine et les musulmans de Russie*, Paris, Syllepse, 2017, p. 75 et suiv.
49. Instytut Istorii Partii pry CK KPU, *Velykyj Žovten' i gromadjans'ka vijna na Ukraïni (Encyklopedyčnyj dovidnyk)* [*Le grand Octobre et la guerre civile en Ukraine (Encyclopédie)*], Kiev, Golovna Redakcija Ukraïns'koï Encyklopedii, 1987.
50. Daniel T. Orlovsky, « State Building in the Civil War Era : The Role of the Lower Middle Strata », in D. Koenker, W. Rosenberg et R. Suny (dir.), *Party, State and Society in the Russian Civil War. Explorations in Social History*, Bloomington, Indiana University Press, 1989.
51. Marc Ferro, *Des soviets au communisme bureaucratique. Les mécanismes d'une subversion* (1980), Paris, Gallimard, coll. « Folio Histoire », 2017.

52. Marc Ferro, « Y a-t-il “trop de démocratie” en URSS ? », *Annales. Économies, Sociétés, Civilisations*, 1985, n° 40/4, p. 814. [Disponible sur Persee.fr.]
53. Jean-Paul Depretto, *Pour une histoire sociale du régime soviétique (1918-1936)*, Paris, L'Harmattan, 2001 ; D. O. Čurakov, *Russkaja revoljucija i rabočee samoupravlenie [La Révolution russe et l'autogestion ouvrière]*, Moscou, Airo-XX, 1998 ; *Buntujuščie Proletarii, Rabočij protest v sovetskoj Rossii 1917-1930 gg. [Prolétaires en révolte. La protestation ouvrière en Russie soviétique]*, Moscou, Veče, 2007.
54. David Mandel, *Les Soviets de Petrograd. Les travailleurs de Petrograd dans la révolution russe (février 1917-juin 1918) (1983-1984)*, Paris – Lausanne – Québec, Syllepse – M Editeur – Page 2, 2017, p. 495 et suiv.
55. A. Rabinowitch, *The Bolsheviks in Power, op. cit.*, p. 390.
56. Israel Getzler, « Soviets as Agents of Democratisation », in E. R. Frankel, J. Frankel, B. Knei-Paz et I. Getzler, *Revolution in Russia. Reassessments of 1917*, Cambridge (Mass.), Cambridge University Press, 1992 ; *Kronstadt 1917-1921. The Fate of a Soviet Democracy*, Cambridge (Mass.), Cambridge University Press, 1983.
57. Catherine Merridale, *Lénine, 1917. Le train de la révolution (2016)*, Paris, Payot, 2017.
58. Lire, aux éditions Les Nuits rouges : Diego Giachetti et Marco Scavino, *La FIAT aux mains des ouvriers. L'automne chaud de 1969 à Turin*, 2005 ; Emilio Mentasti, *La « Garde rouge » raconte. Histoire du comité ouvrier de la Magneti Marelli (Milan, 1975-78)*, 2009 ; Devi Sacchetto et Gianni Sbrogio, *Pouvoir ouvrier à Porto Marghera. Du comité d'usine à l'assemblée de territoire (Vénétie 1960-1980)*, 2012.

59. Serge Bricianer, *Une étincelle dans la nuit. Islam et révolution en Iran (1978-1979)*, Paris, Ab Irato, 2002.
60. Jaime Semprun, *Apologie pour l'insurrection algérienne*, Paris, Encyclopédie des Nuisances, 2001, p. 59.
61. Daniel Saint-James, « Avant-propos », in A. Pannekoek, *Les Conseils ouvriers*, Paris, Spartacus, 1982, p. 5.
62. Yohan Dubigeon, *La Démocratie des conseils*, Paris, Klincksieck, 2017.
63. Isabelle Garo, « Entre démocratie sauvage et barbarie marchande », *La Revue internationale des livres et des idées*, janvier-février 2008, n° 3. [Disponible sur CollectifLieuxCommuns.fr.]
64. P. Bourrinet, *Le mouvement des conseils, op. cit.* ; Lutte ouvrière (Cercle Léon Trotski), *1917-2017 : la révolution russe. Pour changer le monde, les travailleurs au pouvoir*, 25 octobre 2017 [disponible sur Lutte-Ouvriere.org] ; Pierre Chamechaude, Guillaume Davranche, *1917. Les anarchistes, leur rôle, leurs choix*, Paris, Alternative libertaire, 2018.
65. Jean-Jacques Marie, « Nouvelles lueurs sur Octobre (épisode 1) », *En attendant Nadeau*, octobre 2017 [disponible sur En-attendant-Nadeau.fr] ; Raphaël Preston, « Les soviets selon l'historien Marc Ferro », *Convergences révolutionnaires*, octobre 2017 [disponible sur ConvergencesRevolutionnaires.org].
66. Olivier Besancenot, *Que faire de 1917 ? Une contre-histoire de la révolution russe*, Paris, Autrement, 2017, p. 45, p. 79 et p. 185.
67. Patrick Rozenblatt, « L'émergence d'une forme unifiant le social et le politique », in *Les Coordinations de travailleurs dans la confrontation sociale*, numéro spécial de *Multitudes*, septembre 1994. [Disponible sur Multitudes.net.]

68. R. S., « Assembléistes », *Offensive libertaire et sociale*, 2007, n° 15, dossier « Autonomie, démocratie directe, commune, conseils, assemblées », p. 30-31. [Disponible sur OffensiveRevue.files.wordpress.com.]
69. Comité invisible, *L'Insurrection qui vient*, Paris, La Fabrique, Paris, p. 111-115.
70. Michael Seidman, *Ouvriers contre le travail. Barcelone et Paris pendant les fronts populaires*, Marseille, Senonevero, 2010.
71. Furio Jesi, *Spartakus. Symbolique de la révolte*, Bordeaux, La Tempête, 2016, p. 98-99.
72. Joshua Clover, *L'émeute prime. La nouvelle ère des soulèvements*, Genève, Entremonde, 2018, p. 176 et p. 149.

Notes de référence

Préface à l'édition française de 1972

1. L. Trotski, lettre à Andreu Nin du 1^{er} septembre 1931. [Disponible sur Marxists.org.]

Notes de référence

Introduction

1. Lire F. Gutmann, *Das Rätesystem, seine Verfechter und seine Probleme*, Munich, 1922 ; *Die Parteien und das Rätesystem*, Charlottenbourg, 1919 ; W. Tormin, *Zwischen Rätediktatur und sozialer Demokratie. Die Geschichte der Rätebewegung in der deutschen Revolution 1918-1919*, Dusseldorf, 1954.
2. Lire O. Anweiler, « Die Arbeiterselbstverwaltung in Polen », *Osteuropa*, 8, 1958 ; « Die Räte in der ungarischen Revolution 1956 », *Osteuropa*, 8, 1958.
3. A. Rosenberg, *Histoire du bolchevisme* (1932), Paris, Grasset, 1936.
4. M. Buber, *Utopie et socialisme* (1950), Paris, L'Échappée, coll. « Versus », 2016.

Notes de référence

I. Les précurseurs des conseils russes

1. W. Tormin, *Zwischen Rätediktatur und sozialer Demokratie. Die Geschichte der Rätebewegung in der deutschen Revolution 1918-1919*, Dusseldorf, 1954, p. 7.
2. A. Rosenberg, *Histoire du bolchevisme*, *op. cit.*, p. 121.
3. F. Wersin, *Diktatur des Proletariats* (thèse), Breslau, s. d, p. 3.
4. A. Rosenberg, *Histoire du bolchevisme*, *op. cit.*, p. 121.
5. W. Mautner, *Der Bolschewismus*, Stuttgart, 1922, p. 275 et suiv.
6. E. Bernstein, *Sozialismus und Demokratie in der grossen englischen Revolution* (3^e éd.), Stuttgart, 1919 ; W. Kottler, *Demokratie und Rätegedanke in der grossen englischen Revolution (Leipziger rechtswissenschaftliche historischen Studien, vol. 15)* ; E. B. Pašukanis, « Cromwells Soldatenräte », in Otto Hoetzsch (dir.), *Aus der historischen Wissenschaft der Sovet-Union*, Berlin – Königsberg, 1929, p. 128-152.
7. E. B. Pašukanis, « Cromwells Soldatenräte » in *Aus der historischen...*, *op. cit.*, p. 128-152 et p. 133.
8. K. Korsch, « Revolutionäre Kommune » (1929), in *Schriften zur Sozialisierung*, Francfort, 1969.
9. La masse des publications consacrées à la Commune parisienne de 1789-1794 est telle qu'on ne saurait en proposer ici quelque choix que ce soit. Retenons cependant l'exposé d'ensemble qu'en a donné P. Kropotkine : *La Grande Révolution. 1789-1793*, Paris, 1909. En outre : l'étude ancienne mais riche en matériaux de B. Becker, *Geschichte der*

revolutionären Pariser Kommune in den Jahren 1789 bis 1794, Brunswick, 1875 ; et puis d'utiles précisions bibliographiques : les contributions au *Festschrift für A. Meusel* (Berlin, 1956) d'A. Soboul (« An den Ursprüngen der Volksdemokratie. Politische Aspekte der Sansculottendemokratie im Jahre III ») et de W. Markov, « Über das Ende der Pariser Sansculottenbewegung »).

10. P. Kropotkine, *La Grande Révolution*, *op. cit.*, p. 685. [Disponible sur WikiSource.org.]
11. Pour des références biographiques : W. Mautner, « Zur Geschichte des Begriffs "Diktatur des Proletariats" », *Archiv für Geschichte des Sozialismus und der Arbeiterbewegung*, XII, 1926, p. 280-285 et p. 287 et suiv.
12. K. Marx, *Les Luttes de classes en France*, 1850, « De février à juin 1848 ». [Disponible sur Marxists.org.]
13. Telle est la pensée directrice de l'ouvrage précité de M. Buber, *Utopie et socialisme*. En outre : T. Ramm, *Die grossen Sozialisten als Rechts – und Sozialphilosophen*, t. I : *Die Vorläufer. Die Theoretiker das Endstadium*, Stuttgart, 1955 ; G. D. H. Cole, *A History of Socialist Thought*, t. I : *The Forerunners. 1789-1850* ; t. II : *Marxism and Anarchism. 1850-1890*, Londres, 1953-1954 ; M. Nettelau, *Der Anarchismus von Proudhon zu Kropotkin*, Berlin, 1927.
14. O. Seeling, *Der Rätegedanke und seine Verwicklichung in Sowjetrussland*, Berlin, 1925, p. 37.
15. P. Heintz, *Die Autoritätsproblematik bei Proudhon*, Cologne, 1956 (avec une bibliographie des œuvres de et sur Proudhon) ; aussi les ouvrages précités de Nettelau, de Cole et de Buber, de même que : E. Thier, « Marx und Proudhon », *Marxismusstudien*, Tübingen, 1957, p. 120-150.

16. P. Heintz, *Die Autoritätsproblematik...*, *op. cit.*, p. 13.
17. P.-J. Proudhon, *Du principe fédératif* [1863], première partie, chap. XI, 116 (disponible sur WikiSource.org).
18. P.-J. Proudhon, *De la capacité politique des classes ouvrières* [1865], deuxième partie, chap. III, 80-81 (disponible sur WikiSource.org).
19. Sur la connexion des idées de Proudhon avec l'autogestion ouvrière yougoslave : V. Meier, *Das neue jugoslawische Wirtschaftssystem*, Zurich, 1956, p. 127-133.
20. Sur Bakounine : P. Scheibert, *Von Bakunin zu Lenin*. t. I, Leyde, 1956 (on y trouvera p. 133, n. 1, des indications relatives aux œuvres de Bakounine). Pour une biographie : E. N. Carr, *Michael Bakunin*, Londres, 1937 ; et, pour une anthologie des écrits politiques de l'anarchiste russe : G. P. Maximoff, *The Political Philosophy of Bakunin. Scientific Anarchism*, Glencoe (Illinois), 1953.
21. *La Première Internationale. Recueil de documents* (éd. J. Freymond, Genève, 1962, II, p. 472.
22. Lettre de Bakounine à Albert Richard (1^{er} avril 1870) citée in A. Richard, « Bakounine et l'Internationale à Lyon », *Revue de Paris*, 1^{er} septembre 1896, p. 127-133.
23. *La Première Internationale*, *op. cit.*, p. 174.
24. M. Bakounine, « Circulaire à mes amis d'Italie à l'occasion du congrès ouvrier convoqué à Rome », 1871. [Disponible sur WikiSource.org.]
25. M. Bakounine, *Étatisme et anarchie*, in *Archives Bakounine* (éd. A. Lehning), Amsterdam, 1967, III, p. 349.

26. H. Kœchlin, *Die Pariser Kommune in Bewusstsein ihrer Anhänger*, Bâle, 1950, p. 367 et suiv.
27. *Ibid.*, p. 439-441.
28. P.-O. Lissagaray, *Histoire de la Commune de 1871 [1876]*, Paris, La Découverte, 2005.
29. H. Kœchlin, *Die Pariser Kommune...*, *op. cit.*, p. 243-245.
30. « Déclaration au peuple français » du 19 avril 1871.
31. *Ibid.*
32. K. Marx, lettre à Kugelmann du 17 avril 1871 (disponible sur Marxists.org).
33. T. Ramm, « Die künftige Gesellschaftsordnung nach der Theorie von Marx und Engels », *Marxismusstudien*, 1957, p. 77-119 ; [anonyme], *Der Rätegedanke als Staatstheorie und seine Keime in den Schriften von Karl Marx und Friedrich Engels*, s. 1. n. d.
34. K. Marx et F. Engels, *Manifeste du parti communiste*, 1847, « II. Bourgeois et prolétaires ». [Disponible sur Marxists.org.]
35. K. Marx, « Adresse du comité central à la Ligue des communistes », 1850 [Disponible sur Marxists.org.]
36. K. Marx et F. Engels, *Manifeste du parti communiste*, 1847, « II. Bourgeois et prolétaires ». [Disponible sur Marxists.org.]
37. K. Marx, « Adresse du comité central... », 1850. [Disponible sur Marxists.org.]

38. K. Marx, « Adresse du comité central... », 1850. [Disponible sur Marxists.org.]
39. K. Marx, *La Guerre civile en France*, 1871. [Disponible sur Marxists.org.]
40. A. Rosenberg, *Histoire du bolchevisme*, *op. cit.*, p. 31.
41. K. Marx et F. Engels, *Manifeste du parti communiste*, 1847, « Préface à l'édition allemande de 1872 ». [Disponible sur Marxists.org.]
42. K. Marx, *La Guerre civile en France*, *op. cit.*, III. [Disponible sur Marxists.org.]
43. *Ibid.*
44. K. Marx, *Gloses marginales au programme du parti ouvrier allemand (Critique du programme de Gotha)*, 1875, IV, a. [Disponible sur Marxists.org.]
45. F. Engels, introduction de 1891 à *La Guerre civile en France*, *op. cit.* [Disponible sur Marxists.org.]
46. K. Marx, *La Guerre civile en France*, 1871, III. [Disponible sur Marxists.org.]
47. Karl Korsch a mis en relief la problématique de la conception marxienne dans deux essais sur « La Commune révolutionnaire » (*in Schriften zur Sozialisierung, op. cit.*).
48. Citons parmi les ouvrages antibolcheviques ceux de Karl Kautsky : *Die Diktatur des Proletariats*, Vienne, 1918, et *Terrorisme et communisme. Contribution à l'histoire des révolutions* (1919), Paris, Sandre, 2007.
49. L. Trotsky, *Terrorisme et communisme*, 1920.

50. W. Mautner, « Zur Geschichte des Begriffs der Diktatur des Proletariats », *Archiv für die Geschichte des Sozialismus und der Arbeiterbewegung*, 12, 1926.

Notes de référence

II. Les soviets de 1905

1. T. Von Laue, « Die Revolution von aussen als erste Phase der russischen Revolution 1917 », *Jahrbücher für Geschichte Osteuropas*, IV, 1956, p. 138-158 ; et « Einige politische Folgen der russischen Wirtschaftsplanung um 1900 », *Forschungen zur osteuropäischen Geschichte*, I, Berlin, 1954, p. 217-238 ; R. Portal, « Das Problem einer industriellen Revolution in Russland im 19. Jahrhundert », *ibid.*, p. 205-216.
2. K. Pažitnov, « Položenie rabočego klassa v Rossii nakanune revoljucii 1905-1907. gg. », *Voprosy Ekonomiki*, 5, 1955, p. 34-43 ; A. G. Rašin, « O čislennosti i territorial'nom razmeščanii rabočikh Rossii v period kapitalizma », *Istoričeskie Zapiski*, 46, 1954, p. 127-181.
3. V. Gitermann, *Geschichte Russlands*, III, Hambourg, 1949, p. 436.
4. R. von Ungern-Sternberg, « Die Struktur der russischen Gesellschaft zu Beginn des 20. Jahrhunderts », *Schmollers Jahrbuch für Gesetzgebung, Verwaltung und Volkswirtschaft*, 76, 1956, p. 41-69.
5. R. von Ungern-Sternberg, *Über die wirtschaftliche und rechtliche Lage der Petersburger Arbeiterschaft*, Berlin, 1909, p. 34-40 ; J. Goebel, *Der Entwicklungsgang der russischen Industriearbeiter bis zur ersten Revolution*, Leipzig, 1920, p. 11 ; S. Köhler, *Die russische Industriearbeiterschaft von 1905-1917*, Leipzig, 1920, p. 6 et suiv.
6. K. A. Paschitnow, *Die Lage der arbeitenden Klasse in Russland*, Stuttgart, 1907.
7. *Enzyklopädie der UDSSR*, I, Berlin, 1950, p. 563 et suiv.

8. M. Gordon, *Očerki ékonomičeskoj bor'by rabočikh v Rossii*, Leningrad, 1925 (3^e éd.), p. 60-84 ; S. P. Turin, *From Peter the Great to Lenin. A History of the Russian Labour Movement*, Londres, 1935, p. 36 et suiv.
9. L. Kulczycki, *Geschichte der russischen Revolution*, III, Gotha, 1914, p. 399-410 ; A. S. Roslova, « Pervye massovyje političeskie vystuplenija petersburgskikh rabočikh », *Voprosy Istorii*, 1956, p. 88-95.
10. W. Grinewitsch, *Die Gewerkschaftsbewegung in Russland*, I : 1905-1914, Berlin, 1927, p. 20-24.
11. *Ibid.*, p. 15 et suiv.
12. « Tverskaja zabastovka 1885 g. », *Krasnyj Arkhiv*, 1930, 6 (79), p. 34-51.
13. « Stačka tkačej Ivanovo-Voznesenskoj manufaktury v 1895 g. », *Krasnyj Arkhiv*, 1935, 5 (72), p. 110-119.
14. « Rabočee dviženie na zavodakh Peterburga v mae 1901 g. », *Krasnyj Arkhiv*, 1936, 3 (76), p. 49-66.
15. I. K. Ozerov, *Polytika po rabočemu v Rossii za poslednie gody*, Saint-Pétersbourg, 1906 ; J. Walkin, « The Attitude of the Tsarist Government toward Labour Problem », *The American and East European Review*, XIII, 1954, p. 163-184.
16. I. K. Ozerov, *Polytika...*, *op. cit.*, p. 260-284 ; K. A. Paschitnow, *Die Lade...*, *op. cit.*, p. 126 et suiv.
17. *Proletarij*, 16, 14 (1^{er}) septembre 1905.
18. *Vseobščaja stačka na juge Rossii v 1903 godu. Sbornik dokumentov*, Moscou, 1938 ; « K istorii vseobščej stački na juge Rossii v 1903 g. », *Krasnyj Arkhiv*, 1936, 3 (88), p. 76-122.

19. Sur la « zoubatovchtchina » : I. K. Ozerov, *Polytika...* ; S. P. Turin, *From Peter the Great...*, *op. cit.*, p. 56-67 ; J. Mavor, *An Economic History of Russia*, II, Toronto-Londres, 1914, p. 191-203 ; R. von Ungern-Sternberg, *Die Erziehung der St. Petersburger Arbeiterschaft zur Revolution*, Berlin, 1909, p. 9-29 ; B. D. Wolfe, « Gapon and Zubatov », *The Russian Review*, VII, 1948, p. 53-61.
20. I. K. Ozerov, *Polytika...*, *op. cit.*, p. 205 et suiv.
21. K. Nötzel, *Die soziale Bewegung in Russland*, Berlin, 1923 ; F. Dan, *Proiskhoždenie bol'shevizma*, New York, 1946 ; L. Haimson, *The Russian Marxists and the Origins of Bolshevism*, Cambridge, (Mass.), 1955.
22. W. Hofmann, « Parteigeschichtliche Grundlagen des sowjetischen Stalinismus », *Jahrbücher für Geschichte Osteuropas*, II, 1954, p. 304-314.
23. E. Rosenstock-Huessy, *Die europäischen Revolutionen und der Charakter der Nationen*, Stuttgart, 1951, p. 462 et suiv.
24. L. Trotsky, « Die Entwicklungstendenzen der russischen Sozialdemokratie », *Die Neue Zeit*, XXVIII, 2, p. 860.
25. L. Kulczycki, *Geschichte der russischen Revolution*, Gotha, 1910-1914, p. 372 et suiv. ; E. Korol'čuk, « Leninskij Sojuz bor'by za osvobodženie rabočego klassa - začatok boevoj revoljucionnoj rabočej partii », *Voprosy Istorii*, I, 1956, p. 13-30.
26. J. Martov et T. Dan, *Geschichte der russischen Sozialdemokratie*, Berlin, 1926, p. 33 et suiv. ; L. Trotsky, *Ma vie* (1929), Paris, Gallimard, coll. « Folio », 1973, p. 135 et suiv.
27. O. Piatnitzki, *Aufzeichnungen eines Bolchewiks*, Vienne-Berlin, 1927.

28. L. Kulczycki, *Geschichte...*, *op. cit.*, p. 431 et suiv. Le manifeste du congrès, composé par P. B. Strouvé, est reproduit in G. Zinoviev, *Histoire du Parti communiste russe*, Paris, 1926, p. 177-179.
29. Sur la première phase de la vie de Lénine : B. D. Wolfe, *La Jeunesse de Lénine et Lénine et Trostsky*, Paris, 1951; et P. Scheibert, « Über Lenins Anfänge », *Historische Zeitschrift*, 1956, 182, p. 549- 566.
30. Exprimées pour la première fois dans la brochure *Ob agitacii* (1894), les conceptions dites « économistes » furent ensuite propagées par les périodiques *Rabočaja Mysl'* (Saint-Pétersbourg, 1897-1902) et *Rabočee Delo* (édité à l'étranger, 1899-1902) : L. Haimson, *The Russian Marxists*, *op. cit.*, p. 78-91 et p. 120-124.
31. V. Lénine, *Que faire ?*, 1902, II, c, note. [Disponible en ligne sur Marxists.org.]
32. V. Zassoulitch, « Die terroristische Strömung in Russland », *Die Neue Zeit*, 1902-1903, vol. I, p. 324 et suiv. et p. 361 et suiv.
33. J. Martov et T. Dan, *Geschichte...*, *op. cit.*, p. 76.
34. V. Lénine, *Un pas en avant, deux pas en arrière*, 1904, i. [Disponible sur Marxists.org.]
35. V. Lénine, « Deuxième discours lors de la discussion sur les statuts du parti (2 août 1903) », in *Œuvres*, *op. cit.*, vol. 6, p. 527.
36. V. Lénine, *Que faire ?*, *op. cit.*, III, e. [Disponible sur Marxists.org.]
37. L. Trotski, *Ma vie*, *op. cit.*, p. 197 et suiv.
38. V. Lénine, *Œuvres*, *op. cit.*, vol. 7, p. 140-141.

39. *Protokoly s-ezdov i konferencij vsesojuznoj kommunističeskoj partii (b) Pjatyj s-ezd RSDRP Maj-ijun' 1907 g.*, Moscou, 1933, p. 511.
40. À ce propos, et pour les pages suivantes : O. Anweiler, « Die russische Revolution von 1905 », *Jahrbücher für Geschichte Osteuropas*, III, 1955, p. 161-193.
41. E. D. Čermenskij, *Buržuazija i carizm v revoljucii 1905 1907 gg.*, Moscou, 1939 ; D. Sverčkov, « Sojuz sojuzov », in *Revoljucija i RKP(b) v materialakh i dokumentakh*, III, Moscou, 1925, p. 180-182 ; E. Maevskij, « Oživlenie zemskoj i gorodskoj oppozicii », in *Revoljucija i RKP(b)...*, *op. cit.*, p. 177-179 ; A. S. Izgoev, *Russkoe obščestvo i revoljucija*, Moscou, 1910 ; M. Weber, « Zur Lage der bürgerlichen Demokratie in Russland », *Archiv für Sozialwissenschaften und Sozialpolitik*, 4, 1906, p. 234-353, et « Russlands Übergang zum Scheinkonstitutionalismus », *Archiv für Sozialwissenschaften...*, 5, 1906, p. 165-401.
42. I. Kirjukhina, « Vserossijskij Krest' janskij Sojuz v 1905 g. », *Istoričeskie Zapiski*, 50, 1955, p. 95-141. Sur le mouvement paysan en général : G. T. Robinson, *Rural Russia under the Old Regime*, Londres, 1932, p. 138-207.
43. R. Luxemburg, *Grève de masse, parti et syndicats* [1906], in *Œuvres*, vol. I, Paris, Maspero, « Petite Collection Maspero », 1969, p. 132.
44. *Ibid.*, p. 127.
45. A. S. Amal'rik, « K voprosu o čislennosti i geografičeskom razmeščenii stačičnikov v Evropejskoj Rossii v 1905 g », *Istoričeskie Zapiski*, 52, 1955, p. 142-185.
46. L. S. Kuznecova, « Stačičnaja bor'ba rabočikh Peterburga v janvare 1905 goda », *Voprosy Istorii*, 1955, 1, p. 11-25.

47. W. Grinewitsch, *Die Gewerkschaftsbewegung...*, *op. cit.*, p. 231-235.
48. Pankratova-Sidorov (dir.), *Revoljucija 1905-1907 gg, v nacional'nykh rajonakh Rossii*, Moscou, 1949 ; V. Nevski, « K. voprosu o vlijanii janvar'skikh sobytij na provinciju », *Revoljucija i RKP*, p. 50- 53.
49. *Proletariat v revoljucii 1905-1907 gg.*, Moscou – Léningrad, 1930, p. 86 et suiv. et p. 94 et suiv.
50. W. Grinewitsch, *Die Gewerkschaftsbewegung...*, *op. cit.*, p. 19 et p. 106.
51. D. Kol'cov, « Vtsuplenie v dviženie novykh proletarskikh grupp » *in Revoljucija i RKP*, p. 85-91 ; M. Pokrovski, *Geschichte Russlands von seiner Entstehung bis zur neuesten Zeit*, Leipzig, 1929, p. 392 et suiv.
52. *Proletariat v revoljucii 1905-1907 gg.*, *op. cit.*, p. 124-175.
53. Rapport de Kokovtsov au tsar (19 janvier 1905) : « 9-e janvarja 1905 g. », *Krasnyj Arkhiv*, 1925, 4-5 (11-12), p. 1-25.
54. V. Nevski, « Vybory v kommissiju Senatora Šidlovskogo », *in Revoljucija i RKP*, p. 74-84.
55. J. Martov et T. Dan, *Geschichte...*, *op. cit.*, p. 107-109.
56. V. Lénine, *Sämtliche Werke*, VII, p. 613 et suiv., n. 132.
57. *Iskra*, 88, 17 février 1905.
58. V. Nevski, « Vybory... », art. cité, p. 80.
59. S. P. Turin, *From Peter the Great...*, *op. cit.*, p. 78 ; J. Martov et T. Dan, *Geschichte...*, *op. cit.*, p. 108.
60. S. P. Turin, *From Peter the Great...*, *op. cit.*, *loc. cit.*

61. L. S. Kuznecova, *Voprosy Istorii*, 1955, I, p. 11-25.
62. V. Nevski, « Janvarskie dni v Peterburge v 1905 godu », in *Revoljucija i RKP*, p. 5-43.
63. M. Mittel'man, B. Lebov et A. Ul'janskij, *Istorija Putilovskogo zavoda 1789-1917*, Moscou – Léningrad, 1941 (2^e éd.), p. 180-184.
64. *Ibid.*, p. 199.
65. I. Šalaeva et I. P. Lejberov, « Profsojuzy Peterburga v 1905 godu », *Voprosy Istorii*, 1956, 10, p. 18-30.
66. Rapports de correspondants parus dans les périodiques bolcheviks *Vpered*, 9, 23 février 1905 ; 12, 16 mars 1905 ; et 16, 17 avril 1905 ; et *Proletarij*, 9, 13 juillet 1905 ; 10, 20 juillet 1905 ; et 15, 23 août 1905.
67. P. M. Šmorgun, « Soviety rabočikh deputatov na Ukraine v 1905 godu », *Istoričeskie Zapiski*, 1954, 49, p. 21-52.
68. E. Iaroslavski, « Soviety rabočikh deputatov v 1905 godu », *Proletarskaja Revoljucija*, 2, 1940, p. 11-32 ; P. Murašev, « Stranička revoljucionnogo dviženja na Urale v 1905 godu » in *1905 god v očerkakh i vospominanijakh učastnikov*, II, Moscou, 1928, p. 16-40.
69. W. Grinewitsch, *Die Gewerkschaftsbewegung...*, *op. cit.*, p. 41.
70. V. Nevski, *Sovety i vooružennoe vosstanie v 1905 godu*, Moscou, 1931, p. 29-34 ; G. Kostomarov, *Moskovskij sovet v 1905 godu*, Moscou, 1955, p. 65-69. (Selon le dernier auteur, il y aurait eu au total 318 délégués.)
71. V. Nevski, *Sovety...*, *op. cit.*, p. 31.
72. W. Grinewitsch, *Die Gewerkschaftsbewegung...*, *op. cit.*, p. 37 et suiv.

73. *Professional'nye sojuzy SSSR. 1905-1917-1927*, Moscou, 1927, p. 11.
74. P. Gorin, *Očerki po istorii sovetov rabočikh deputatov v 1905 g*, Moscou, 1930 (2^e éd.), en particulier p. 8-10 ; V. Nevski, *Sovety...*, *op. cit.*, p. 22-25 et p. 38.
75. Pour un résumé du débat : F. Samoljov, *Pervyj sovet rabočikh deputatov*, Leningrad, 1931, p. 5-7.
76. P. Gorin, *Očerki...*, *op. cit.*, p. 13 et suiv.
77. P. Gorin, *Očerki...*, *op. cit.*, p. 10 et suiv. ; A. S. Amal'rik, *Istoričeskie Zapiski*, 52, p. 160 (selon cet auteur, le nombre des grévistes n'excéda pas les 28 000). Sur le déroulement de la grève, lire P. I. Galkina, « Vseobščaja stačka ivanovo-voznensenskikh tekstil'sščiskovletom 1905 goda », *Voprosy Istorii*, 1955, 6.
78. Outre l'ouvrage précité de F. Samoljov, qui fut membre du soviet d'Ivanovo : le recueil de documents publié par ce même auteur, *Ivanovo-Voznesenskij Sovet rabočikh deputatov 1905 goda v dokumentakh*, Moscou – Leningrad, 1935 ; de même que son article : « O pervom sovete rabočikh deputatov », *Proletarskaja Revoljucija*, 1930, 12 (107), p. 104-109. À signaler encore les rapports de correspondants parus dans *Proletarij*, 4, 4 juin 1905 ; 5, 13 juin 1905 ; 9, 13 juillet 1905 ; 10, 20 juillet 1905 et 17, 1^{er} septembre 1905 ; P. Gorin, *Očerki...*, *op. cit.*, p. 10-24 ; V. Nevski, *Sovety...*, *op. cit.*, p. 14-22.
79. P. Gorin, *Očerki...*, *op. cit.*, p. 15 et suiv.
80. P. Gorin, *Očerki...*, *op. cit.*, p. 20.
81. F. Samoljov, *Pervyj...*, *op. cit.*, p. 86 et suiv.

82. Sur le soviet de Kostroma : P. M. Bogatchev, « Rabočee dviženie v Kostrome v 1905 godu », *Istoričeskie Zapiski*, 49, 1954, p. 86-110 ; P. Gorin, *Očerki...*, *op. cit.*, p. 24-30 ; V. Nevski, *Sovety...*, *op. cit.*, p. 26-29 ; *Proletarij*, II, 27 juillet 1905 ; 14, 16 août 1905 ; 17, 1er septembre 1905 ; et 22, 11 octobre 1905.
83. *Proletariat v revoljuucii 1905-1907 gg.*, *op. cit.*, p. 150-152 ; M. Pokrowski, *Geschichte...*, *op. cit.*, p. 400-402.
84. M. Pokrowski, *Geschichte...*, *op. cit.*, p. 400.
85. I. F. Ugarov, « Bol'sheviki vo glave vseobščej političeskoj stački rabočikh Moskvy v oktjabre 1905 g. », *Voprosy Istorii*, 1955, 10, p. 3-17.
86. L. K. Erman, « Učastie demokratičeskoj intelligencii vo vserossijskoj oktjabr'skoj političeskoj stačke », *Istoričeskie Zapiski*, 49, 1954, p. 352-390.
87. L. Trotski, *1905*, *op. cit.*, « La grève d'octobre ». [Disponible sur Marxists.org.]
88. Pour le texte de cette motion : M. Pokrowski, *Geschichte...*, *op. cit.*, p. 460.
89. Khroustalev-Nossar, « Istorja soveta rabočikh deputatov », in *Istorija soveta rabočikh deputatov Peterburga*, Saint-Pétersbourg, 1907, p. 127.
90. N. Gilin, « Metsnoe samoupravlenie v god revoljuicii », in *Itogi i perspektivy*, Moscou, 1906, p. 173-197.
91. On trouvera un tableau très clair de la situation in *Mémoires du comte Witte (1849-1915)*, Paris, 1921, p. 228-229 et p. 236-240.
92. Pour le texte intégral du « Manifeste d'octobre » : *Polnyj sbornik platform russkikh političeskikh partij*, s. l., 1906, p. 5 et suiv.

93. V. Nevski, *Sovety...*, *op. cit.*, p. 7-14 et p. 43-45.
94. Khroustalev-Nossar, « Istorja... », art. cité, p. 61 ; P. Gorin, *Očerki...*, *op. cit.*, p. 47 ; M. Mittel'man, B. Lebov, et A. Ul'janskij, *Istorija...*, *op. cit.*, p. 203.
95. Kozovlev, « Kak vznik soveta » in *Istorija soveta rabočikh deputatov Peterburga*, p. 22-44.
96. Lettre de Trotski, in D. Sverčkov, *Na zare revoljucii*, Moscou, 1921, p. 6.
97. Khroustalev-Nossar, « Istorja... », art. cité, p. 6 et suiv.
98. L. Geller et N. Rovenskaja, *Peterburgskij i moskovskij sovety rabočikh deputatov 1905 g. v dokumentakh*, Moscou-Léningrad, 1926, p. 11.
99. L. Geller et N. Rovenskaja, *Peterburgskij i moskovskij sovety...*, *op. cit.*, p. 12 et suiv. ; Khroustalev-Nossar, « Istorja... », art. cité, p. 62.
100. M. Pokrovski, *Geschichte Russlands...*, *op. cit.*, p. 405.
101. B. Radin, *Pervyj soveta rabočikh deputatov*, Saint-Pétersbourg, 1906, p. 7.
102. Khroustalev-Nossar, « Istorja... », art. cité, p. 66-76.
103. L'exposé sur le sujet de G. Kostomarov, *Moskovskij soveta v 1905 godu*, Moscou, 1955, (2^e édition), s'est vu reprocher par les spécialistes soviétiques eux-mêmes ses erreurs et son parti pris : par exemple dans le compte rendu de Z. M. Bograd in *Voprosy Istorii*, 1956, 3, p. 158-163. Signalons le témoignage de première main de M. Vasil'ev-Južin: « Moskovskij soveta rabočikh deputatov v 1905 godu i podgotovka im vooružennogo vosstanija », in *Proletarskaja Revolucija*, 1925, 4 (39), p. 84-124 ; et 5 (40), p. 92-133. En outre : *Izvestija moskovskogo soveta*

rabočikh deputatov 1905 g., Moscou, 1925, p. 8 et suit. et p. 16 et suiv. ; P. Gorin, *Očerki...*, *op. cit.*, p. 263-285.

104. L. Geller et N. Rovenskaja, *Peterburgskij i moskovskij sovety...*, *op. cit.*, p. 93.
105. P. M. Šmorgun, « Sovety rabočikh deputatov na Ukraine v 1905 godu », *Istoričeskie Zapiski*, 49, 1954, p. 21-52 ; F. E. Loš, « Dekabr'skoe vooružennoe vosstanie na Ukraine », *IZ*, 49, 1954, p. 53-85 ; N. R. Donij, « Vooružennoe vosstanie na Ekaterinoslavščine v dekabre 1905 g. », *Voprosy Istorii*, 12, 1955, p. 19-32 ; P. Gorin, *Očerki...*, *op. cit.*, p. 398-457.
106. A. S. Amalrik, *Istoričeskie Zapiski*, 52, 1955, p. 159 et suiv.
107. V. E. Poleščuk, « Revoljucionnoe dviženie v man' čžurskoj armii v 1905 godu », *Istoričeskie Zapiski*, 49, 1954, p. 301-351.
108. N. N. Jakovlev, « Krasnojarskoe vooružennoe vosstanie 1905 g. », *Istoričeskie Zapiski*, 40, 1952, p. 29-72 ; A. M. Pankratova, *Pervaja russkaja revoljucija 1905-1907 gg.*, Moscou, 1951 (2^e éd.), p. 186-189 ; E. Jarnslavskij, *Istorija VKP(b)*, vol. 2, Moscou-Léningrad, 1930, p. 518 et suiv. ; P. Gorin, *Očerki...*, *op. cit.*, p. 458-468.
109. A. B. Mel'nikov, « Revoljucionnoe dviženie v moskovskom garnizone v period dekabr'skogo vooružennoho vosstanija », *Istoričeskie Zapiski*, 49, 1954, p. 265-300 ; V. Konovalov, « Revoljucionnoe dviženie v vojskakh Moskovskogo voenogo okruga V 1905-1907 gg. », *Voprosy Istorii*, 10, 1951, p. 89-103 ; V. Ul'jaminskij, « Vosstanie Rostovskogo polka v dekabre 1905 goda », *in 1905 god v očerkakh i vospominanijakh učastnikov*, I, Moscou, 1928, p. 28-51 ; M. Pokrovski, *Geschichte...*, *op. cit.*, p. 427 et suiv.

110. P. Gorin, *Očerki...*, *op. cit.*, p. 221-228 ; A. M. Pankratova, *Pervaja...*, *op. cit.*, p. 159-162.
111. P. M. Šmorgun, « Sovety rabočikh deputatov na Ukraine v 1905 godu », art. cité, p. 40.
112. P. K. Peb'kin et V. N. K. Firstova, « O literature po istorii krest'janskogo dviženija v revoljucii 1905-1907 godov », *Voprosy Istorii*, II, 1955, p. 124-128 ; P. Gorin, *Očerki...*, *op. cit.*, p. 239-248.
113. E. Iaroslavski, « Soviety rabočikh deputatov v 1905 godu... », art. cité, p. 13.
114. M. V. Cervadze, « Krest'janskoe revoljucionnoe dviženie v Gurii v 1905 godu », *Voprosy Istorii*, 12, 1955, p. 87-95.
115. L. Trotski, *1905*, *op. cit.*, « Formation du soviet des députés ouvriers ». Disponible sur Marxists.org.
116. Z. Lenskij, « Formy proletarskoj bor'by », in *Itogy i perspektivy*, p. 140-172.
117. Khroustalev-Nossar, « Istorja... », art. cité, p. 165-167.
118. I. S. Topčeev, « Vibory v sovety 1905 g. », *Voprosy Istorii*, 12, 1955, p. 104-108.
119. L. Trotski, *1905*, *op. cit.*, « Conclusions ». [Disponible sur Marxists.org.]
120. B. Radin, *Pervyj...*, *op. cit.*, p. 9.
121. *Ibid.*, p. 101.
122. D. Svervčkov, *Na zare revoljucii*, Moscou, 1921, p. 121-126 ; B. Radin, *Pervyj...*, *op. cit.*, p. 14 et suiv.

123. I. S. Topčeev, « Vibory... », art. cité ; et, en outre, V. Nevski, *Sovety...*, *op. cit.*, p. 79-81.
124. Khroustalev-Nossar, « Istorja... », art. cité, p. 147.
125. Pour des données statistiques : G. Kostomarov, *Moskovskijsovet...*, *op. cit.*, p. 200.
126. B. Radin, *Pervyj...*, *op. cit.*, p. 11 ; P. Gorin, *Očerki...*, *op. cit.*, p. 279-284 et p. 305-310 ; V. Nevski, « Sovet rabočikh deputatov v Odesse 1905 g. », *in Revoljucija i RKP*, III, p. 373-380 ; G. Kostomarov, *Moskovskijsovet...*, *op. cit.*, p. 86-91.
127. Khroustalev-Nossar, « Istorja... », art. cité, p. 151-154 ; Aksanov, « V Peterburgskom sovete rabočikh deputatov, 1905 g. », *in 1905 god v očerkakh i vospominanijakh učastnikov*, I, p. 19-27.
128. Les *Izvestia* de Saint-Pétersbourg et de Moscou ont été rééditées en recueil : *Izvestija Soveta Rabočikh Deputatov (S.-Peterburg, 17 oktjabrja-14 dekabrja 1905 g.)*, Leningrad, 1925, et *Izvestija moskovskogo soveta rabočikh deputatov 1905 g.*, Moscou, 1925. G. Kostomarov ajoute à la liste des soviets publiant leurs *Izvestia* propres les conseils ouvriers de Marioupol, Iouzovka et Viatka (*Moskovskijsovet...*, *op. cit.*, p. 14). F. E. Loš cite aussi celui de Nikolaïev (*Istoričeskie Zapiski*, 49, 1954).
129. E. Jaroslavskij, *Istoria VKP(b)*, Moscou – Leningrad, 1926-1930, p. 521.
130. V. Manilov, *Kievskij Sovet Rabočikh Deputatov v 1905 g.*, Kiev, 1926.
131. Khroustalev-Nossar, « Istorja... », art. cité, p. 141 ; W. Grinewitsch, *Die Gewerkschaftbewegung...*, *op. cit.*, p. 140 et suiv.
132. P. Gorin, *Očerki...*, *op. cit.*, p. 251-257.
133. W. Grinewitsch, *Die Gewerkschaftbewegung...*, *op. cit.*, p. 175 et suiv.

134. B. Radin, *Pervyj...*, *op. cit.*, p. 111.
135. L. Trotski, 1905, *op. cit.*, « Formation du soviet des députés ouvriers ». Disponible sur Marxists.org.
136. V. Tchernov, « Ot Revoljucionnoj Rossii » k « Synu Otečestva », *Letopis' revoljucii* (Berlin), I, 1923, p. 95-97 ; J. Martov et T. Dan, *Geschichte...*, *op. cit.*, p. 167 et suiv.
137. Khroustalev-Nossar, « Istorja... », art. cité, p. 103.
138. L. Trotski, 1905, *op. cit.*, « “Les huit heures et un fusil !” ». Disponible sur Marxists.org.
139. Khroustalev-Nossar, « Istorja... », art. cité, p. 131.
140. L. Geller et N. Rovenskaja, *Peterburgskij i moskovskij sovety...*, *op. cit.*, p. 63 et suiv.
141. L. Geller et N. Rovenskaja, *Peterburgskij i moskovskij sovety...*, *op. cit.*, p. 67 ; Khroustalev-Nossar, « Istorja... », art. cité, p. 142-146.
142. Khroustalev-Nossar, « Istorja... », art. cité, p. 28.
143. A. Gerassimoff, *Der Kampf gegen die erste russische Revolution*, Francfort-Leipzig, 1934, p. 67-74.
144. L. Geller et N. Rovenskaja, *Peterburgskij i moskovskij sovety...*, *op. cit.*, p. 32 ; L. Trotski, 1905, *op. cit.*
145. Khroustalev-Nossar, « Istorja... », art. cité, p. 137-142 ; P. Gorin, *Očerki...*, *op. cit.*, p. 237-239.

146. L. Geller et N. Rovenskaja, *Peterburgskij i moskovskij sovety...*, *op. cit.*, p. 45-47 ; Khroustalev-Nossar, « Istorja... », art. cité, p. 106- 126 ; L. Trotski, 1905, *op. cit.*
147. P. Gorin, *Očerki...*, *op. cit.*, p. 219-221.
148. On trouvera un exemple de falsification stalinienne in *Histoire du Parti communiste (bolchevik) de l'URSS*, Moscou, 1949, p. 88 et suiv.
149. L. F. Petrova, « Peterburgskij sovet rabočikh deputatov v 1905 godu », *Voprosy Istorii*, II, 1955, p. 25-40.
150. Sur la question de l'insurrection armée : Khroustalev-Nossar, « Istorja... », art. cité, p. 97 et suiv. ; L. Trotski, 1905, *op. cit.* ; B. Radin, *Pervyj...*, *op. cit.*, p. 19 et suiv. ; Zvezdin, « Poslednie dni soveta », in *Istorija soveta rabočikh deputatov Peterburga*, p. 174 et suiv..
151. Cité par P. Gorin, *Očerki...*, *op. cit.*, p. 353.
152. B. Radin, *Pervyj...*, *op. cit.*, p. 21.
153. Zvezdin, « Poslednie dni soveta... », art. cité, p. 170-177.
154. Zvezdin, « Poslednie dni soveta... », art. cité, p. 188-190 ; D. Sverčkov, *Na zare revoljucii*, *op. cit.*, p. 155-158.
155. D. Sverčkov, *Na zare revoljucii*, *op. cit.*, p. 161-168 ; I. Deutscher, *Trotsky*, *op. cit.*, I, p. 198-200.
156. Sur le second soviet de Pétersbourg : E. Krivošeina, « O vtorom Peterburgskij sovete rabočikh deputatov », *Proletarskaja Revolucija*, 1926, 6 (53), p. 181-196 ; « K istorii Peterburgskogo 2-go soveta rabočikh deputatov » in *Revoljucija i RKP*, p. 339 et suiv. ; Parvus, *In der russischen Bastille während der Revolution*, Dresde, 1909, p. 21.

157. L. Geller et N. Rovenskaja, *Peterburgskij i moskovskij sovety...*, *op. cit.*, p. 79-82.
158. Sur le déroulement du procès, lire L. Trotski, 1905, *op. cit.*, « Le procès du soviet des députés ouvriers » [disponible sur Marxists.org.] ; I. Deutscher, *Trotsky*, *op. cit.*, I, p. 225-233.
159. *Moskovskoe vooružennoe vosstanie*, Moscou, 1906 ; S. N. Černomordik, « Dekabr'skoe vooružennoe vosstanie 1905 g. », *Istoričeskie Zapiski*, 18, 1946, p. 3-41 ; V. Maksakov, « Dekabr'skoe vosstanie v Moskve », in *Revolucija i RKP*, III, p. 345-360 ; N. N. Jakovlev, « Moskovskie bol'sheviki vo glave dekabr'skogo vooružennogo vosstaniija 1905 goda », *Voprosy Istorii*, 12, 1955, p. 3-18.
160. L. Geller et N. Rovenskaja, *Peterburgskij i moskovskij sovety...*, *op. cit.*, p. 108-112.
161. P. Gorin, *Očerki...*, *op. cit.*, p. 284.
162. « Dekabr'skie dni v Donbasse v 1905 g. », *Krasnyj Arkhiv*, 6 (73), 1935, p. 91-125 ; « Khronika vooružennoj bor'by. Relajcija general'nogo štaba samodržavija o boevykh dejstavijakh v dekabre 1905 goda », *ibid.*, 4-5 (11-12), 1925, p. 159-181.
163. Nevski, « Novorossijskaja Respublika », in *Sovety i vooružennoe vosstanie v 1905 godu*, p. 87-114 ; V. D. Sokol'skij, « Novorossiskij sovet rabočikh deputatov v 1905 godu », *Voprosy Istorii*, 12, 1955, p. 76-86 ; P. Gorin, *Očerki...*, *op. cit.*, p. 326-329 et p. 434-439.
164. L. Trotski, 1905, *op. cit.*, « Le procès du soviet des députés ouvriers ». [Disponible sur Marxists.org.]
165. Mémoires du principal animateur du conseil des chômeurs W. Wojtinski, *Wehe den Besiegten*, Berlin, 1933 ; S. Malyšev, *O Pitserskom sovete*

- rabočikh*, Moscou, 1932.
166. *Protokoly s-ezdov i konferencii vsesojuznoj kommunističeskoj partii (b). Četvertyj (ob-edinitel,'nyj) s-ezd RSDRP*, Moscou, 1934, p. 635 et suiv., n. 93.
167. G. Kostomarov, *Moskovskijsovet...*, *op. cit.*, p. 179-186.
168. E. Iaroslavski, « Soviety rabočikh deputatov v 1905 godu », art. cité, p. 14 et suiv.
169. Par exemple : S. L. Ronin, « Istoričeskoe značenie sovetov 1905 g. », *Sovetskoe Gosudarstvo i Pravo*, 4, 1955, p. 11-20.
170. Lire Rosa Luxemburg, *Grève de masse, parti et syndicat*, in *Œuvres*, Paris, Maspero, 1969, I.
171. A. Pannekoek, *Die taktischen Differenzen in der Arbeiterbewegung*, Hambourg, 1909, et « Action de masse et révolution », 1912 [disponible sur Marxists.org]. [Le lecteur français trouvera d'amples extraits de ces deux textes in S. Bricianer (éd.), *Pannekoek et les conseils ouvriers*, Paris, 1969, p. 51-116. ndt]. W. Tormin, *Zwischen Rätediktatur und sozialer Revolution*, Dusseldorf, 1954, p. 24 et suiv.
172. Lire A. Rosenberg, *Histoire du bolchevisme*, *op. cit.*, p. 20 et suiv. et p. 33.
173. A. Martynov, *Dve diktatury*, Genève, 1905, p. 58.
174. *Iskra*, 93, 17 mars 1905.
175. *Natchalo*, 1, 15 novembre 1905.
176. Pour les résolutions de la conférence des mencheviks d'avril 1905, lire V. Lénine, *Deux tactiques de la social-démocratie dans la révolution*

démocratique, 1905. [Disponible sur Marxists.org.]

177. Outre le texte susmentionné de A. Martynov, *Dve diktatory...*, *op. cit.* : *Pis'ma P. B. Aksel'roda i Ju. O Martova*, Berlin, 1924, p. 146.

178. *Natchalo*, 1, 15 novembre 1905.

179. J. Martov et T. Dan, *Geschichte...*, *op. cit.*, p. 112 et suiv.

180. Kozovlev, *Istorija soveta rabočikh deputatov*, p. 36 et suiv.

181. F. Savinskij, « Parlementskaia taktika s.-d. v epokhupervoj russkoj revoljucii », *Proletarskaia Revoljucija*, 1930, II (106), p. 3-20, p. 107 et p. 39-77.

182. P. Kolokol'nikov et S. Rapoport (dir.), *1905-1907 gg. v professional'nom dviženii*, Moscou, 1925, p. 45 et suiv. et p. 112 et suiv.

183. *Pis'ma P. B. Aksel'roda i Ju. O. Martova*, *op. cit.*, p. 119-121.

184. F. Dan in *Iskra*, 106, 18 juillet 1906 ; aussi *Iskra*, 101, 1^{er} juin 1905.

185. J. Martov in *Arbeiter-Zeitung* (Vienne), 24 août 1905 ; cité par V. Lénine, « L'exposé le plus clair du plan le plus confus », in *Œuvres*, *op. cit.*, vol. 9, p. 231.

186. Cité par V. Lénine, *Deux tactiques de la social-démocratie...*, *op. cit.*, X. Disponible sur Marxists.org.

187. *Ibid.*

188. *Iskra*, 110, 10 septembre 1905.

189. Kozovlev, *Istorija...*, *op. cit.*, p. 42.

190. *Pis'ma P. B. Aksel'roda i Ju. O. Martova*, *op. cit.*, p. 146.

191. *Natchalo*, 2, 15 novembre 1905.
192. *Ibid.*
193. J. Martov et T. Dan, *Geschichte...*, *op. cit.*, p. 146.
194. Résolution adoptée par les mencheviks de Kiev, *in Natchalo*, 14, 30 novembre 1905.
195. A. Tscherewanin, *Das Proletariat und die russische Revolution*, Stuttgart, 1908, p. 129-133 ; J. Martov, « Preussische Diskussion und russische Erfahrung », *Die Neue Zeit*, XXVIII, 2, 1909-1910, p. 907-919.
196. Discours d'Axelrod au IV^e congrès du parti (1906), *Protokoly*, p. 258-291.
197. F. Dan, « Gosudarstvennaja Duma i proletariat », *in Gosudarstvennaja Duma i socialdemokratija*, s. 1., 1906, p. 9-32.
198. *Ibid.*, p. 21
199. *Protokoly s-ezdov i konferencij vsesojuznoj kommunističeskoj partii (b). Pjatyj s-ezd R.S.D.R.P. Mai-ljun' 1907 g.*, Moscou, 1933, p. 93 et suiv. et p. 535.
200. *Ibid.*, p. 585.
201. J. Martov et T. Dan, *Geschichte...*, *op. cit.*, p. 206 ; et pour les débats du V^e congrès (1907) *Protokoly...*, *op. cit.*, p. 501-567.
202. V. Lénine, *Œuvres*, *op. cit.*, vol. 12, p. 392-396.
203. V. Lénine, *Deux tactiques de la social-démocratie...*, *op. cit.*, postface, III. [Disponible sur Marxists.org.]

204. V. Lénine, *Deux tactiques de la social-démocratie...*, *op. cit.*, XII. [Disponible sur Marxists.org.]
205. V. Lénine, « Étapes, orientation et perspectives de la révolution », *in Œuvres, op. cit.*, vol. 10, p. 89.
206. V. Lenine, *Sämtliche Werke, op. cit.*, VII, p. 570 et suiv.
207. A. Rosenberg, *Histoire du bolchevisme, op. cit.*, p. 58.
208. V. Lénine, « L'attitude de la social-démocratie à l'égard du mouvement paysan » (1905). Disponible sur Marxists.org. [« Révolution ininterrompue », dit la version française. ndt]
209. V. Lénine, « La lutte du prolétariat et la servilité bourgeoise », *in Œuvres, op. cit.*, vol. 8, p. 550 et « Étapes, orientation et perspectives... », *in Œuvres, op. cit.*, vol. 10, p. 90.
210. V. Lénine, « L'attitude de la social-démocratie... », art. cité.
211. Pour l'ensemble de cette problématique, notre étude : « Lenin und die Kunst des Aufstandes », *Wehrwissenschaftliche Rundschau*, 5, 1955, p. 459-472.
212. V. Lénine, *Sämtliche Werke, op. cit.*, VII, p. 570 et suiv.
213. V. Lénine, « Le début de la révolution en Russie », *in Œuvres, op. cit.*, vol. 8, p. 92.
214. V. Lénine, *Sämtliche Werke*, VII, p. 574.
215. V. Lénine, textes du IIIe congrès du POSDR (1905), « Intervention à propos de la résolution sur le soutien du mouvement paysan », *in Œuvres, op. cit.*, vol. 8, p. 407.

216. V. Lénine, « Deux tactiques », in *Œuvres, op. cit.*, vol. 8, p. 149.
217. V. Lénine, « Le boycottage de la Douma de Boulyguine », in *Œuvres, op. cit.*, vol. 9, p. 187.
218. J. Staline, *Œuvres*, Paris, 1953-, vol. 1, p. 138.
219. *Partija v revoljucii 1905 g. Dokumenty k istorii partii v 1905 g.*, s. 1., 1934, p. 74 et suiv. ; V. Lénine, *Œuvres, op. cit.*, t. 11, p. 271.
220. V. Lénine, « La réorganisation du parti », 1905, I. [Disponible sur Marxists.org.]
221. V. Lénine, textes du IIIe congrès du POSDR (1905), « Projet de résolution sur les rapports des ouvriers et des intellectuels dans les organisations sociales-démocrates » ; « Remarques au cours des débats concernant les rapports des ouvriers et des intellectuels » ; et « Intervention sur l'ordre de discussion des résolutions touchant les rapports des ouvriers et des intellectuels », in *Œuvres, op. cit.*, vol. 8.
222. J. Martov et T. Dan, *Geschichte...*, *op. cit.*, p. 144 et suiv. ; P. Gorin, *Očerki...*, *op. cit.*, p. 86-106. Ce dernier tente de masquer l'attitude des bolcheviks de Saint-Pétersbourg. En sens contraire : V. Nevski, *Sovety...*, *op. cit.*, p. 33, n. 1.
223. B. Radin, *Pervyj...*, *op. cit.*, p. 103, n. 1 ; V. Nevski, *Sovety...*, *op. cit.*, p. 50 et suiv.
224. *Novaïa Zijn*, 3, 29 octobre 1905 ; 4, 30 octobre 1905 ; 5, 1^{er} novembre 1905 ; 9, 10 novembre 1905 ; 13, 15 novembre 1905.
225. Khroustalev-Nossar, « Istorja... », art. cité, p. 150 et suiv.

226. P. N. Gvodzev, « Social' demokratija i Sovet rabočikh deputatov », *Novaïa Jizn*, 7, 7 novembre 1905.
227. *Novaïa Jizn*, 6, 2 novembre 1905.
228. *Novaïa Jizn*, 5, 1^{er} novembre 1905.
229. *Novaïa Jizn*, 6, 2 novembre 1905.
230. V. Nevski, *Sovety...*, *op. cit.*, p. 43.
231. P. N. Gvodzev, « Social' demokratija i Sovet », art. cité.
232. M. I. Vasil'ev-Južin, « Moskovskij sovet rabočikh deputatov v 1905 godu i podgotovka im vooružennogo vosstanija », *Proletarskaja Revoijucija*, 4 (39), 1925, p. 85 et suiv. Vasil'ev-Južin n'était autre que l'auteur de l'appel en question : V. Nevski, *Sovety...*, *op. cit.*, p. 33.
233. *Novaïa Jizn*, 24, 29 novembre 1905.
234. P. Gorin, *Očerki...*, *op. cit.*, p. 95-98 et p. 102 ; Jaroslavskij, *Istorija RKP*, II, Moscou – Leningrad, 1926-1930, p. 513 et suiv. ; et, en sens contraire, V. Nevski, *Sovety...*, *op. cit.*, p. 33, n. 1. Une partie des historiens soviétiques n'admet qu'à contrecœur l'existence de ces « déviations de gauche » et s'efforce d'en minimiser l'importance.
235. P. Gorin, *Očerki...*, *op. cit.*, p. 449-454.
236. *Ibid.*, p. 285-287.
237. V. Lénine, « Nos tâches et le soviet des députés ouvriers », 1905.
[Disponible sur Marxists.org.]
238. *Ibid.*

239. *Ibid.*

240. V. Lénine, *Œuvres, op. cit.*, vol. 10, p. 56 et p. 77 et suiv.

241. Š. M. Levin, « V. I. Lenin v Peterburge v 1905 g. », *Voprosy Istorii*, 6, 1955, p. 3-12.

242. A. V Lounatcharski, « Bol'sheviki v 1905 g. », *Proletarskaja Revoljucija*, II (46), 1925, p. 49-61, plus particulièrement p. 56.

243. V. Lénine, « Socialisme et anarchisme », in *Œuvres, op. cit.*, vol. 10, p. 68.

244. V. Lénine, « La Douma d'État et la tactique des sociaux-démocrates », in *Œuvres, op. cit.*, vol. 10, p. 104

245. V. Lénine, « Plate-forme tactique pour le congrès d'unification du POSDR », in *Œuvres, op. cit.*, vol. 10, p. 159 et suiv.

246. V. Lénine, *Deux tactiques de la social-démocratie...*, *op. cit.*, [X].

247. V. Lénine, « La victoire des cadets et les tâches du parti ouvrier », in *Œuvres, op. cit.*, vol. 10, p. 250-251.

248. Débats du IV^e congrès in *Protokoly*.

249. V. Lénine, *Œuvres, op. cit.*, vol. 12, p. 331.

250. *Ibid.*, p. 140-141.

251. V. Lénine, *Œuvres, op. cit.*, vol. 21, p. 417.

252. V. Lénine, *Œuvres, op. cit.*, vol. 35, p. 205.

253. K. Radek, *Les Voies de la révolution russe*, Paris, EDI, 1972, p. 46.

254. L. Trotski, *Staline*, 1940, « III. La première révolution ». [Disponible sur Marxists.org.]
255. Pour une biographie magistrale de Trotski : I. Deutscher, *Trotsky*, 3 t. :
I. Le Prophète armé (1879-1921) ; *II. Le Prophète désarmé* (1921-1929) ;
III. Le Prophète hors-la-loi (1929-1940), Paris, 10/18, 1962-1965. Lire aussi l'autobiographie de Trotski, *Ma vie, op. cit.* Pour la critique de Lénine : notamment le recueil d'articles de L. Trotski, *Our Revolution. Essays on Working Class and International Revolution, 1904- 1917*, New York, 1918.
256. Sur Parvus, l'analyse St Possony est remarquablement informée : in *Jahrhundert des Aufbruchs*, Munich, 1956, p. 37-51.
257. L. Trotski, *Bilan et perspectives*, 1906. [Disponible sur Marxists.org.]
258. L. Trotski, 1905, *op. cit.*, préface à l'édition russe de 1922. [Disponible sur Marxists.org.] On trouvera la dernière version de la théorie de la révolution permanente dans son *Staline*, [*op. cit.*, appendice « Trois conceptions de la révolution russe », disponible sur Marxists.org] ; en outre : I. Deutscher, *Trotsky, op. cit.*, I, p. 199-225.
259. R. Amburskij, « Lenin o rev. dem. diktature proletariata i krest'janstva v revoljucii 1905-07 gg. », *Proletarskaja Revoljucija*, 12 (107), 1930, p. 3-38.
260. L. Trotski, *Our Revolution, op. cit.*, p. 42 et suiv.
261. *Iskra*, 93, 17 mars 1905.
262. *Ibid.*
263. À savoir l'ouvrage ci-dessus mentionné : L. Trotski, 1905. [Disponible sur Marxists.org.]

264. *Ibid.*

265. *Ibid.*, « Mon discours au tribunal ». [Disponible sur Marxists.org.]

266. *Ibid.*

267. *Ibid.*, « Conclusions ». [Disponible sur Marxists.org.]

268. *Ibid.*

269. *Ibid.*

270. L. Trotski, *Die russische Revolution 1905*, Berlin, 1923, p. 6. [Manque dans la traduction française. ndt]

271. Parvus, « Die gegenwärtige Lage Russlands und die Aussichten für die Zukunft », *Die Neue Zeit*, XXV, 2, 1906-1907, p. 111.

272. L. Trotski, « Der Arbeiterdeputierrat und die Revolution », *Die Neue Zeit*, XXV, 2, 1906-1907, p. 85.

273. Sur le mouvement socialiste-révolutionnaire, l'ouvrage d'A. I. Spiridovič, *Revolucjonnoe dviženie v Rossii. Vypusk 2-oj. Partija Socialistov-Revoljucionnerov i eja predšestvenniki*, Petrograd, 1916, fait état d'une foule de détails non négligeables, sans fournir pour autant un exposé d'ensemble convenablement organisé. Les débuts du mouvement sont traités grosso modo in D. W. Treagold, *Lenin and His Rivals*, Londres, 1955. On trouvera également de précieux témoignages personnels dans les divers ouvrages que V. Tchernov et I. Steinberg rédigèrent en exil.

274. D. W. Treagold, « The Populists Refurbished », in *Lenin and His Rivals*, *op. cit.*

275. Pour le programme adopté au I^{er} congrès du Parti socialiste-révolutionnaire : « Polnyj sbornik platform vsekh russkikh političeskikh

partii », s. l., 1906, p. 19-28. Trad. all. entre autres in V. Lénine, *Sämtliche Werke, op. cit.*, VII, p. 550-557. [Remplacé dans *Œuvres, op. cit.*, vol. 10, p. 549-551, par une longue note polémique. ndt]

276. *Revoljucionnaja Rossija*, 16, 15 janvier 1903.

277. *Revoljucionnaja Rossija*, 50, 1^{er} juin 1904.

278. *Novaja Jizn*, 4, 30 octobre 1905.

279. V. Tchernov, « Ot “Revoljucionnoj Rossii” k “Synu Otečestva” », *Letopis’ revoljucii*, I, 1923, p. 95-97.

280. *Protokoly pervago s-ezda partii socialistov-revoljucionerov*, s. l., 1906.

281. A. Spiridovitch, *Histoire du terrorisme russe. 1886-1917*, Paris, 1930, p. 246.

282. *Protokoly vtorogo (ékstretnogo) s ezda partii sociali’stov revoljucionerov*, Saint-Pétersbourg, 1907, p. 37.

283. *Kommuna*, 1, décembre 1905.

284. *Prjamo k celi*, Moscou, 1917 (réimpression d’une brochure de 1906), p. 6.

285. *Russkaja revoljucijia i anarkhizm. Doklady čitannye na s-ezde Kommunistov-Anarkhistov v oktjabre 1906 goda*, Londres, 1907, p. 58.

286. *Ibid.*, p 22

287. *Ibid.*, p. 23.

288. K. Diehl, « Anarchismus », in *Hardwörterbuch der Staatswissenschaften*, I, Iéna, 1923, p. 283 ; et *Die Diktatur des Proletariats und das Rätesystem*, Iéna, 1920, p. 72-74.

289. *Suščnost' maksimalisma*, cité par A. Spiridovitch, *Histoire du terrorisme russe*, *op. cit.*, p. 301.

290. *Russkaja revoljucija i anarkhizm*, *op. cit.*, p. 70.

291. V. Lénine, *Œuvres*, *op. cit.*, vol. 10, p. 67 et suiv.

Notes de référence

III. Les soviets de 1917

1. W. Grinewitsch, *Die Gewerkschaftsbewegung...*, *op. cit.*, p. 235.
2. W. Grinewitsch, *Die Gewerkschaftsbewegung...*, *op. cit.*, p. 235.
3. *Ibid.*, p. 289.
4. Pour un tableau d'ensemble, S. M. Balabanov, *Ot 1905 k 1917 godu. Massovoe rabočee dvizhenie*, Moscou-Léningrad, 1927, p. 328-455.
5. F. A. Golder, *Documents of Russian History. 1914-1917*, New York, 1927, p. 186 et suiv.
6. M. Fainsod, *International Socialism and the World War*, Cambridge (Massachusetts), 1935.
7. O. H. Gankina et H. H. Fisher, *The Bolsheviki and the World War*, Stanford, 1940 ; B. Lazitch, *Lénine et la III^e Internationale*, Neuchâtel, 1951.
8. « K istorii "Rabočej gruppy" pri Central'nom voenno-promyšlennom komitete », *Krasnyj Arkhiv*, 1933, 2, 57.
9. J. Martov et T. Dan, *Geschichte...*, *op. cit.*, p. 287-290.
10. V. Lénine, *Œuvres*, *op. cit.*, t. 21, p. 416 et suiv.
11. Mitel'man, Lebov et Ul'janskij, *Istorija Putilovskogo zavoda...*, *op. cit.*, p. 437-442.

12. « K istorii gvozdevščiny (“Bjulleteni” Rabočej grupy Central’nogo voenno promyšlennogo komiteta) », *Krasnyj Arkhiv*, 1937, 6, 67.
13. *Rabočija organizacii g. Kieva. Sbornik svedenij*, Kiev, 1918, p. 60 et suiv.
14. E. B. Genkina, « Fevral’skij perevorot », in *Očerki po istorii oktjabr’skoj revoljucii*, II, Moscou – Léningrad, 1927, p. 84 et suiv.
15. A. Chliapnikov, *Semnadcatyj god*, Moscou-Léningrad, 1923, II, p. 160.
16. A. Chliapnikov, *Semnadcatyj god*, *op. cit.*, I, p. 279 et suiv.
17. Presque toutes les histoires de la révolution de 1917 font une large place à la révolution de Février. Au nombre des témoignages de première main, il faut citer plus particulièrement : N. Soukhanov, *Zapiski o revoljucii*, Berlin-Moscou-Pétersbourg, 1922 [trad. fr. partielle d’après une édition abrégée en anglais : *La Révolution russe (1917)*, Paris, Cercle du nouveau livre d’histoire, 1966, ndt] ; M. Smilg-Bernario, *Der Zusammenbruch der Zarenmonarchie*, Vienne, 1928 ; A. Chliapnikov, *Semnadcatyj god*, *op. cit.*, I. On trouvera des extraits de mémoires de personnalités non bolcheviques dans le recueil *Fevral’skaja revoljucija*, édité par S. Alekseev, Moscou-Leningrad, 1925. Pour une chronologie précise : N. Avdeev, *Revolucija 1917 goda. Khronika sobytij*, Moscou-Léningrad, 1923, I.
18. F. Borkenau, in *Das Jahr 1917*, numéro spécial de la revue *Der Monat*, 37, 1952, p. 13.
19. M. Smilg-Bernario, *Der Zusammenbruch*, *op. cit.*, p. 137 ; L. Trotski, *Histoire de la révolution russe (1930)*, t. I : *La Révolution de Février*, Paris, Seuil, coll. « Points », 1995, p. 179 et suiv.
20. Pour un exemple de la manière dont la révolution de Février est présentée en historiographie soviétique : E. D. Čermenskij, « Fevral’skaja

buržuazno-demokratska revolucija 1917 goda », *Voprosy Istorii*, 1957, 2.

21. L. Trotski, *Histoire de la révolution russe*, t. I, *op. cit.*, p. 187.
22. A. Chliapnikov, *Semnadcatyj god*, *op. cit.*, I, p. 87.
23. A. Kerenski, *Erinnerungen*, Dresde, 1928, p. 41.
24. J. Martov et T. Dan, *Geschichte*, *op. cit.*, p. 293. En outre : A. Kerensky, « Why the Russian Monarchy Fall », *The Slavonic Review*, VIII, 1929, p. 496-513 ; N. O. Lossky, « Reflections on the Origins and Meaning of the Russian Revolution », *The Russian Review*, X, 1951, p. 293-300.
25. L. Trotski, *Histoire de la révolution russe*, t. I, *op. cit.*, p. 202.
26. E. B. Genkina, « Fevral'skij perevorot », art. cité, p. 82-89 ; N. Soukhanov, *Zapiski o revoljucii*, *op. cit.*, I, p. 28 ; Mitel'man, Lebov, Ul'janskij, *Istorija Putilovskogo zavoda*, *op. cit.*, p. 464-468.
27. M. Smilg-Bernario, *Der Zusammenbruch...*, *op. cit.*, p. 137 ; V. Tchernov, *The Great Russian Revolution*, New Haven, 1936, p. 101 ; *Izvestija Petrogradskogo. Soveta rabočikh i soldatskih deputatov*, 155, 27 août 1917 (article commémoratif).
28. N. Avdeev, *Khronika sobytij...*, *op. cit.*, I, p. 40 et suiv.
29. On trouvera le texte de l'appel chez F. A. Golder, *Documents...*, *op. cit.*, p. 286, ;et I. W. Lomonossoff, *Die russische Märzrevolution 1917*, Munich, 1921, p. 35.
30. N. Avdeev, *Khronika sobytij...*, *op. cit.*, I, p. 41-44 ; A. Pechekhonov, « Pervye nedeli » (extrait de *Na čužoj storone*, Berlin – Prague, I, 1923) in *Fevral'skaja revoljucija*, p. 430-465 ; S. P. Mansyrev, « Moi vospominanija », art. cité, p. 265-271.

31. N. Avdeev, *Khronika sobytij...*, *op. cit.*, I, p. 44 et suiv.
32. S. P. Mansyrev, « Moi vospominanija », art. cité, p. 261.
33. N. Avdeev, *Khronika sobytij...*, *op. cit.*, I, p. 46.
34. *Ibid.*, p. 49.
35. A. Chliapnikov, *Semnadcatyj god...*, *op. cit.*, I, p. 242.
36. L. Trotski, *Histoire de la révolution russe*, t. I, *op. cit.*, p. 261.
37. A. Chliapnikov, *Semnadcatyj god...*, *op. cit.*, III, p. 173.
38. *Ibid.*, I, p. 188-194.
39. Kerenski, *Erinnerungen...*, *op. cit.*, p. 221 et suiv. ; N. Soukhanov, *Zapiski o revoljucii...*, *op. cit.*, II, p. 262-267 ; A. Chliapnikov, *Semnadcatyj god...*, *op. cit.*, I, p. 211-214.
40. Le texte complet de l'ordre n° 1 est disponible en français sur le site du Collectif-Smolny.org.
41. A. Chliapnikov, *Semnadcatyj god...*, *op. cit.*, III, p. 167-170.
42. *Izvestia*, 22, 23 mars 1917.
43. L. Trotski, *Histoire de la révolution russe*, t. I, *op. cit.*, p. 263.
44. *Izvestia*, 22, 23 mars 1917 ; F. P. Matveev, *Iz zapisnoj knižki deputata I76 pekhotnogo polka*, Moscou – Léningrad, 1932, p. 46-51, p. 55-57, p. 171-179, p. 227-229 ; A. Chliapnikov, *Semnadcatyj god...*, *op. cit.*, III, p. 170-173, et IV, p. 98 et suiv.
45. *Delo Naroda*, 25, 15 mai 1917.

46. Les comptes rendus des séances du comité exécutif permettent de retracer ses activités. Ils couvrent la période qui va du 3 mars au 9 août 1917. *Petrogradskij sovet rabočikh i soldatskikh deputatov. Protokoly zasedanij ispolnitel'nogo komiteta i bjuro i. k.*, Moscou-Léningrad, 1925.
47. *Izvestia*, 155, 17 août 1917, avec les rapports des divers services en cause.
48. *Izvestia*, 27, 29 mars 1917.
49. F. A. Golder, *Documents...*, *op. cit.*, p. 288-290.
50. *Izvestia*, 44, 18 avril 1917.
51. A. Chliapnikov, *Semnadcatyj god...*, *op. cit.*, IV, p. 208 et suiv.
52. P. Matveev, *Iz zapisnoj...*, *op. cit.*, p. 7; V. B. Stankevitch, « Vospominanija », in *Fevral' skaja revoljucija*, p. 409-415.
53. I. Iaroslavski, *Istorija V. K. P. (b)*, IV, Moscou-Leningrad, 1930, p. 23, n. 2. Cet auteur ne précise malheureusement pas à quels mois correspondent ces chiffres. Nous n'avons pas réussi à trouver d'indications sur la composition professionnelle de la section ouvrière. Comme en 1905, elle devait comprendre vraisemblablement une majorité de métallurgistes.
54. N. Avdeev, *Khronika sobytij...*, *op. cit.*, I, p. 104 et p. 107.
55. V. Vladimirova, *Revoljucija 1917 goda. Khronika sobytij*, IV, Leningrad, 1924, p. 84 et p. 93.
56. L. Trotski, *Histoire de la révolution russe*, *op. cit.*, I (Février).
57. P. Matveev, *Iz zapisnoj...*, *op. cit.*, p. 221 et suiv., n. 1.

58. *Izvestia*, 41, 15 avril 1917 ; et 60, 7 mai 1917 ; V. Vladimirova, *Khronika sobytij*, III, Moscou, 1923, p. 59 et p. 190 et suiv.
59. V. Vladimirova, *Khronika sobytij*, *op. cit.*, IV, p. 167 ; Mitel'man, Lebov, Ul'janskij, *Istorija Putilovskogo zavoda*, *op. cit.*, p. 483-487, p. 543 et suiv. et p. 553.
60. L. Trotski, *Histoire de la révolution russe*, *op. cit.*, I (Février).
61. Mémoires de A. Chliapnikov, en particulier les livres I et II ; en outre : *Pervyj legal'nyj peterbugskif komitet bol'shevikov v 1917 g.*, Moscou – Léningrad, 1927.
62. A. Chliapnikov, *Semnadcatyj god*, *op. cit.*, II, p. 175.
63. V. Vladimirova, *Khronika sobytij*, *op. cit.*, III, p. 38 ; *Izvestia*, 68, 17 mai 1917.
64. *Khronika sobytij*, p. 223. ; *Pervyj legal'nyj peterburgskij komitet...*, *op. cit.*, p. 188.
65. O. Seeling, *Der Rätegedanke und seine Verwirklichung in Sowjetrusland*, Berlin, 1923, p. 83 et p. 122 et suiv.
66. V. Tchernov, *The Great Russian Revolution*, *op. cit.*, p. 104.
67. M. Farbman, *Bolshevism in Retreat*, Londres, 1922, p. 146.
68. A. Paquet, *Der Geist der russischen Revolution*, Leipzig, 1919, p. 13.
69. Pour un coup d'œil général, enrichi d'informations précieuses : M. S. Jugov, « Sovety v pervyj period revoljucii », in *Očerki po istorii oktyabr'skoj revoljucii*, II, Moscou-Léningrad, 1927, p. 113-255.
70. N. Avdeev, *Khronika sobytij*, *op. cit.*, I, p. 124 et suiv.

71. M. S. Jugov, « Sovety v pervyj period revoljucii », art. cité, p. 124.
72. L. Trotski, *Histoire de la révolution russe, op. cit.*, II (Octobre) ; *Delo Naroda*, 224, 5 décembre 1917.
73. *1917 god v Moskve (Khronika revoljucii)*, Moscou, 1934, p. 16 ; E. P. Tret'jako-va, « Fevral'skie sobytija 1917 g. v Moskve », *Voprosy Istorii*, 1957, 3..
74. N. Avdeev, *Khronika sobytij, op. cit.*, I, p. 47 et suiv.
75. *Ibid.*, p. 58 ; E. Izrael, « Pervyj dni Moskovskogo soveta », *Izvestija Moskovskogo soveta rabočikh deputatov*, 148, 27 août 1917. (Nous n'avons pu consulter les ouvrages d'E. Ignatov, *Moskovskij sovet rabočikh deputatov 1917 g.*, Moscou, 1917, et de N. Angarskij, *Moskovskij sovet v dvukh revoljucijakh*, Moscou, 1928.)
76. N. Avdeev, *Khronika sobytij, op. cit.*, I, p. 61, p. 65 et p. 68.
77. *Izvestija Moskovskogo soveta*, 148, 27 août 1917.
78. I. Veger (Otec), « K istorii Moskovskogo soveta r. d. », *Proletarskaja Revoljucija*, 1926, 1, 48.
79. *Izvestija Moskovskogo soveta*, 92, 22 juin 1917.
80. *Protokoly s-ezdov i konferencij vsesojuznoj kommuničeskoj partii (b). Šestoj s-ezd R.S.D.RP. (b), August 1917 g.*, Moscou, 1934, p. 55.
81. *Izvestija Moskovskogo soveta*, 91, 21 juin 1917 ; et 92, 22 juin 1917.
82. Pour des exemples : A. Chliapnikov, *Semnadcatyj god, op. cit.*, II, p. 28-32 ; et les rapports des délégués à la conférence d'avril des bolcheviks, in *Protokoly s-ezdov i konferencij vsesojuznoj kommunčeskoj partii (b). Sed'maja (« aprel'skaja) » vserossijskaja i petrogradskaja*

obščegorodskaja konferencij R.S.D.R.P. (b), Aprel' 1917 g., Moscou, 1934.

83. *Izvestija Moskovskogo soveta*, 75, 2 juin 1917.
84. M. S. Jugov, « Sovety v pervyj period revoljucii », art. cité, p. 155.
85. M. S. Jugov, « Sovety v pervyj period revoljucii », art. cité, p. 155 et suiv.
86. À propos du soviet de Kharkov : *Izvestia*, 138, 8 août 1917.
87. *Izvestija Moskovskogo soveta*, 50, 3 mai 1917.
88. *Ibid.*, 51, 4 mai 1917.
89. *Rabočija organizacii g. Kieva*, Kiev, 1918, p. 49.
90. M. S. Jugov, « Sovety v pervyj period revoljucii », art. cité, p. 214.
91. *Ibid.*, p. 116, p. 119 et p. 156.
92. M. S. Jugov, « Sovety v pervyj period revoljucii », art. cité, p. 166.
93. *Izvestija Moskovskogo soveta*, 56, 10 mai 1917.
94. M. S. Jugov, « Sovety v pervyj period revoljucii », art. cité, p. 119 ; *Rabočija organizacii Kieva*, p. 49.
95. M. S. Jugov, « Sovety v pervyj period revoljucii », art. cité, p. 214.
96. A. Chliapnikov, *Semnadcatyj god...*, *op. cit.*, II, p. 92 et suiv.
97. A. I. Denikine, *La Décomposition de l'armée et du pouvoir. Février-septembre 1917*, Paris, s. d., p. 155 ; F. Stepun, *Vergangenes und Unvergängliches*, II, Munich, 1948, p. 96.

98. A. Chliapnikov, *Semnadcatyj god...*, *op. cit.*, II, p. 313-317.
99. A. Chliapnikov, *Semnadcatyj god*, *op. cit.*, II, p. 317-325 ; A. von Freytagh-Loringhoven, *Die Gesetzgebung der russischen Revolution*, Halle, 1920, p. 76 et suiv.
100. A. Chliapnikov, *Semnadcatyj god*, *op. cit.*, II, p. 92.
101. M. I. Kapustin, « *Bol'sheviki severnogo fronta v bor'be za soldatskie massy v 1917 godu* », *Voprosy Istorii*, 1955, II, p. 105-113.
102. N. Avdeev, *Khronika sobytij*, *op. cit.*, I, p. 180 et suiv.
103. A. Chliapnikov, *Semnadcatyj god*, *op. cit.*, IV, p. 132 et suiv.
104. *Ibid.*, p. 134-146 ; Kerenski, *Erinnerungen...*, *op. cit.*, p. 250 et suiv.
105. Comme en témoigne le compte rendu synoptique d'activités, au 1^{er} septembre 1917, des organisations élues du front occidental, cité in A. Chliapnikov, *Semnadcatyj god*, *op. cit.*, IV, p. 375-382.
106. F. Stepun, *Vergangenes...*, *op. cit.*, II, p. 147.
107. S. Dubrowski, *Die Bauernbewegung in der russischen Revolution 1917*, Berlin, 1929, p. 90.
108. M. Gajsinskij, *Bor'ba bol'shevikov za krest'janstvo v 1917 g.*, Moscou, 1933, p. 17 et suiv.
109. Sur la politique agraire du gouvernement provisoire : M. K. Eroshkin, « *The Land Problem in Russia* », in *The Soviets in Russia*, New York, 1919, p. 25-35 ; M. Gajsinskij, *Bor'ba...*, *op. cit.*, p. 20-22.
110. On en trouvera des exemples chez L. Trotski, *Histoire de la révolution russe*, *op. cit.*, I (*Février*).

111. S. Dubrowski, *Die Bauernbewegung...*, *op. cit.*, p. 126 et suiv. ; N. Avdeev, *Khronika sobytij*, *op. cit.*, I, p. 105.
112. S. Dubrowski, *Die Bauernbewegung...*, *op. cit.*, p. 127.
113. N. Voronovič, « Zapiski predsedatela soveta soldatskikh deputatov », in *Fevral'skaja Revoljucija*, p. 466-505.
114. Sur l'ensemble de la situation : T. A. Remezova, « Sovety krest'janskikh deputatov v 1917 g. », *Istoričeskie Zapiski*, 32, 1950, p. 3-39. Nous n'avons pu consulter l'ouvrage de référence d'A. V. Šestakov, *Sovety krest'janskikh deputatov v 1917-1918 gg.*, s. l. n. d.
115. T. A. Remezova, « Sovety... », art. cité, p. 14 et suiv.
116. M. Gajsinskij, *Bor'ba...*, *op. cit.*, p. 44-85 ; V. Gurevič, « Vserossijskij krest'janskij s-ezd i pervaja koalicija », *Letopis' revoljucii*, I, 1923, p. 176-196.
117. S. Dubrowski, *Die Bauernbewegung...*, *op. cit.*, p. 119-126.
118. V. Tchernov, *The Great Russian Revolution*, *op. cit.*, p. 392 ; M. Gajsinskij, *Bor'ba...*, *op. cit.*, p. 49.
119. T. A. Remezova, « Sovety... », art. cité, p. 15-19.
120. *Ibid.*, p. 19 ; S. Dubrowski, *Die Bauernbewegung...*, *op. cit.*, p. 125.
121. M. Gajsinskij, *Bor'ba...*, *op. cit.*, p. 106 et suiv. ; S. Dubrowski, *Die Bauernbewegung...*, *op. cit.*, p. 135 ; L. Trotski, *Histoire de la révolution russe*, *op. cit.*, I (Février).
122. P. E. Dybenko, *Die Rebellen. Erinnerungen aus der Revolutionszeit*, Hambourg, 1923, p. 47-50.

123. A. Chliapnikov, *Semnadcatyj god*, *op. cit.*, IV, p. 119 et suiv. et p. 365 et suiv.
124. Sur le déroulement de la conférence : *Khronika sobytij*, *op. cit.*, I, p. 138-183; A. Chliapnikov, *Semnadcatyj god...*, *op. cit.*, III, p. 211-249 ; M. S. Jugov, « Sovety... », art. cité, p. 149-160.
125. *Pravda*, 22, 31 mars 1917.
126. N. Avdeev, *Khronika sobytij...*, *op. cit.*, I, p. 165.
127. *Ibid.*, p. 203-213.
128. *Ibid.*, p. 173 et suiv.
129. F. A. Golder, *Documents...*, *op. cit.*, p. 360.
130. L. Trotski, *Histoire de la révolution russe*, *op. cit.*, I (Février), p.487.
131. *Pervyj vserossijskij s-ezd sovetov rabočikh i soldatskikh deputatov 1917. Protokoly*, I, Moscou – Léningrad, 1930, p. XXVII.
132. Sur le déroulement du congrès, outre les deux volumes des *Protokoly* : N. Soukhanov, *Zapiski o revoljucii...*, *op. cit.*, IV, p. 198-281 ; A. Chliapnikov, *Semnadcatyj god...*, *op. cit.*, IV, p. 147-216 ; F. Stepun, *Vergangenenes...*, *op. cit.*, II, p. 185 et suiv.
133. V. Vladimirova, *Khronika sobytij...*, *op. cit.*, III, p. 78.
134. *Ibid.*, p. 99, p. 102 et p. 108.
135. *Ibid.*, p. 126 ; A. Chliapnikov, *Semnadcatyj god*, *op. cit.*, IV, p. 116-123 et p. 366-369.

136. Pour un exposé d'ensemble : D. A. Cejtin, « Fabrično-zavodskie komitety Petrograda v fevrale-oktyabre 1917 goda », *Voprosy Istorii*, 1956, II, p. 86-97 ; M. Dewar, *Labour Policy in the USSR. 1917-1928*, Londres – New York, 1956, p. 2-15. Nous n'avons pu consulter : *Oktjabr'skaja revolucija i fabzavkomy. Materialy po istorii fabrično-zavoskikh komitetov*, 2 vol., Moscou, 1927 ; A. M. Pankratova, *Fabzavkomy i profsojuzy v revoljucii 1917 goda*, Moscou – Leningrad, 1927.
137. *Rabočee dviženie v 1917 godu*, Moscou, 1926, p. 49 et suiv. ; A. Chliapnikov, *Semnadcatyj god...*, op. cit., II, p. 130 et suiv. ; N. Avdeev, *Khronika sobytij...*, op. cit., I, p. 82.
138. *Rabočee dviženie...*, op. cit., p. 72 et suiv.
139. V. Vladimirova, *Khronika sobytij...*, op. cit., IV, p. 49 et suiv.
140. *Izvestija*, 121, 19 juillet 1917.
141. Mitel'man, Lebov et Ul'janskij, *Istorija Putilovskogo zavoda...*, op. cit., p. 498-508.
142. *Rabočee dviženie...*, op. cit., p. 77 et suiv.
143. V. Vladimirova, *Khronika sobytij...*, op. cit., III, p. 19 et 255 et suiv. ; M. Tomski, *Abhandlungen über die Gewerkschaftsbewegung in Russland*, Hambourg, 1921, p. 39-47.
144. D. A. Cejtin, « Fabrično-zavodskie... », art. cité.
145. V. Vladimirova, *Khronika sobytij...*, op. cit., III, p. 213 et p. 231.
146. M. Dewar, *Labour Policy...*, op. cit., p. 12.

147. V. Vladimirova, *Khronika sobytij...*, *op. cit.*, III, p. 97 et p. 109. Sur l'histoire des syndicats russes après 1917 : outre l'ouvrage de M. Tomski, *Abhandlungen...*, *op. cit.* ; A. Losowski, *Die Gewerkschaften in Sowjetrussland*, Berlin, 1920 ; W. Koch, *Die ol'shevistischen Gewerkschaften*, Iéna, 1932 ; I. Deutscher, *Soviet Trade Unions*, Londres, 1950.
148. Propos d'un délégué à la I^{re} conférence des comités de fabrique de Petrograd, cités in M. Tomski, *Abhandlungen...*, *op. cit.*, p. 41.
149. *Ibid.*, p. 48.
150. Cité par W. H. Chamberlin in *The Russian Revolution. 1917-1921*, I, New York, 1952 (2^e éd.), p. 435.
151. N. Avdeev, *Khronika sobytij...*, *op. cit.*, I, p. 82 ; V. Tchernov, *The Great Russian Revolution...*, *op. cit.*, p. 134 et suiv.
152. F. Stepun, *Vergangenes...*, *op. cit.*, II, p. 132.
153. L. Trotski, *Histoire de la révolution russe*, t. I (Février), *op. cit.*, p. 197 et suiv.
154. *Ibid.*, p. 215.
155. A. Chliapnikov, *Semnadcatyj god...*, *op. cit.*, I, p. 216 et suiv.
156. V. Tchernov, *The Great Russian Revolution...*, *op. cit.*, p. 177 et suiv.
157. *Izvestia*, 4, 3 mars 1917 ; *Khronika sobytij*, I, p. 50 et suiv.
158. A. von Freytagh-Loringhoven, *Die Gesetzgebung...*, *op. cit.*, p. 29.
159. N. Avdeev, *Khronika sobytij...*, *op. cit.*, I, p. 74.

160. A. Chliapnikov, *Semnadcatyj god...*, *op. cit.*, III, p. 177-180.
161. N. Avdeev, *Khronika sobytij...*, *op. cit.*, I, p. 204 et suiv.
162. *Ibid.*, p. 153.
163. L. Trotski, *Histoire de la révolution russe...*, *op. cit.*, I (Février).
164. F. A. Golder, *Documents...*, *op. cit.*, p. 299 et suiv. ; W. H. Chamberlin, *The Russian Revolution*, *op. cit.*, I, p. 96 et suiv.
165. D. Geyer, « Die russischen Räte und die Friedensfrage im Frühjahr und Sommer 1917 » ; *Vierteljahrshefte für Zeitgeschichte*, V, 1957, p. 220-240.
166. N. Avdeev, *Khronika sobytij...*, *op. cit.*, I, p. 198 et suiv. ; F. A. Golder, *Documents...*, *op. cit.*, p. 325 et suiv.
167. F. A. Golder, *Documents...*, *op. cit.*, p. 333.
168. N. Soukhanov, *Zapiski o revoljucii...*, *op. cit.*, III, p. 251-300 ; L. Trotski, *Histoire de la révolution russe*, *op. cit.*, t. I (Février), p. 390 et suiv. ; I. Tsereteli, « Reminiscences of the February Revolution. The April crisis », *The Russian Review*, XIV, 1955, p. 35-108, p. 184-200, p. 301-321 ; G. N. Golikov et J. S. Tokarev, « Aprel'skîj krizis 1917 g. », *Istoričeskie Zapiski*, 57, 1956, p. 35-79.
169. F. A. Golder, *Documents...*, *op. cit.*, p. 335 et suiv.
170. *Ibid.*, p. 336.
171. L. Trotski, *Histoire de la révolution russe*, *op. cit.*, I (Février), p. 394.
172. *Ibid.*, p. 394-395.

173. *Izvestia*, 56, 3 mai 1917.
174. F. A. Golder, *Documents...*, *op. cit.*, p. 349-358.
175. L. Trotski, *Histoire de la révolution russe...*, *op. cit.*, t. I (*Février*), p. 415.
176. J. G. Tsereteli, *Rečy*, Saint-Pétersbourg, 1917, p. 161.
177. L. Trotski, *Histoire de la révolution russe...*, *op. cit.*, t. I (*Février*), p. 415.
178. « Obzor položeniya Rossii za tri mesjaca revoljucii po dannym otdela snošenij s provinciej Vremennogo Komiteta Gosudarstvennoj Dumy », *Krasnyj Arkhiv*, 1926, 4 (15), p. 30-60.
179. A. von Freytagh-Loringhoven, *Die Gesetzgebung...*, *op. cit.*, p. 56 et suiv.
180. M. S. Jugov, « Sovety... », art. cité, p. 125 et suiv.
181. *Ibid.*, p. 206-210.
182. *Pervyj vserossijskij s-ezd sovetov...*, *op. cit.*, II, p. 258.
183. N. Avdeev, *Khronika sobytij...*, *op. cit.*, I, p. 205-210.
184. *Rabočija organizacii g. Kieva*, p. 48 et suiv.
185. *Pervyj vserossijskij s-ezd sovetov...*, *op. cit.*, II, p. 259.
186. *Rabočee dviženie*, p. 39-41.
187. *Ibid.*, p. 42-64 ; M. S. Jugov, « Sovety... », art. cité, p. 137.
188. N. Soukhanov, *Zapiski o revoljucii...*, *op. cit.*, III, p. 154.
189. M. S. Jugov, « Sovety... », art. cité, p. 210 ; L. Trotski, *Histoire de la révolution russe*, *op. cit.*, II (*Octobre*).

190. *Pervyj vsrossijskij s-ezd sovetov...*, *op. cit.*, I, p. 257.
191. M. S. Jugov, « Sovety... », art. cité, p. 210.
192. L. Trotski, *Histoire de la révolution russe*, *op. cit.*, II (Octobre).
193. I. Flerovskij, « Kronštadtskaja Respublika », *Proletarskaja Revoljucija*, 1926, II (58), p. 29-55 ; et 12 (59), 1926, p. 113-143.
194. *Ibid.* M. S. Jugov, « Sovety... », art. cité, p. 214, en note, donne des chiffres quelque peu différents.
195. *Izvestija Kronštadtskogo Soveta rabočikh i soldatskikh deputatov*, 46, 14 mai 1917.
196. *Ibid.*, 50, 19 mai 1917.
197. Le procès-verbal de la séance du soviet, le 16 mai, a été publié par les *Izvestija Kronštadtskogo Soveta*, 69, 12 juin, 70, 13 juin et 71, 14 juin 1917. En outre : *Protokoly zasedanij Kronštadtskogo Soveta, na kotorykh obsuždalas' rezoljucija Soveta i vlasti in Proletarskaja Revoljucija*, 1926, 12 (59), p. 144-184.
198. *Izvestija Kronštadtskogo Soveta*, 59, 31 mai 1917 ; 60, 1^{er} juin 1917 ; et 61, 2 juin 1917.
199. *Ibid.*, 54, 25 mai 1917.
200. *Pervyj vsrossijskij s-ezd sovetov...*, *op. cit.*, I, p. 216.
201. *Ibid.*, p. 279.
202. *Ibid.*, p. 237.
203. *Ibid.*, p. 283 et suiv.

204. *Pervyj vsrossijskij s-ezd sovetov...*, *op. cit.*, I, p. 286.
205. A. Kerenski, *Erinnerungen...*, *op. cit.*, p. 308.
206. G. Buchanan, *My Mission to Russia and Other Diplomatic Memories*, II, Boston, 1923, p. 111.
207. Discours de Skobelev à la conférence démocratique de Petrograd ; V. Vladimirova, *Khronika sobytij...*, *op. cit.*, IV, p. 218 et suiv.
208. V. Vladimirova, *Khronika sobytij...*, *op. cit.*, IV, p. 317.
209. *Ibid.*, p. 322 et suiv.
210. J. G. Tsereteli, *Rečy...*, *op. cit.*, p. 172 et suiv..
211. S. Klivanskij (Maksim), *Rol' i značenie Sovetov rabočikh, soldatskikh i krest'janskikh deputatov*, Pétrograd, 1917, p. 5 et suiv.
212. *Delo Naroda*, 149, 8 septembre 1917.
213. L. Trotski, *Histoire de la révolution russe*, *op. cit.*, II (Octobre), p. 357 ; V. Vladimirova, *Khronika sobytij...*, *op. cit.*, IV, p. 203 et suiv.
214. V. Vladimirova, *Khronika sobytij...*, *op. cit.*, IV, p. 386.
215. V. Vladimirova, *Khronika sobytij...*, *op. cit.*, IV, p. 196 et suiv.

Notes de référence

IV. Le bolchevisme et les conseils de 1917

1. A. Chliapnikov, *Semnadcatyj god...*, *op. cit.*, I, p. 71.
2. L. Trotski, *Histoire de la révolution russe*, *op. cit.*, I (Février), p. 331 et suiv. ; E. N. Burdžalov, « O taktike bol'shevikov v marte-aprele 1917 goda », *Voprosy Istorii*, 4, 1956, p. 38-56. (Cet auteur est le premier des historiens soviétiques à s'efforcer de dissiper les légendes entretenues en URSS, en ce qui concerne surtout le rôle de Staline, et de tracer un tableau objectif des événements. Cette tentative lui a valu de se voir exclu du comité de rédaction de *Voprosy Istorii*.)
3. A. Chliapnikov, *Semnadcatyj god...*, *op. cit.*, I, p. 119.
4. V. Lénine, *Sämtliche Werke*, *op. cit.*, XX, 2, p. 257 et suiv.
5. A. Chliapnikov, *Semnadcatyj god...*, *op. cit.*, I, p. 185-187 et 223 sq.
6. *Ibid.*, p. 226.
7. *Ibid.*, p. 235 et suiv.
8. *Ibid.*, p. 339 et suiv.
9. *Pervyj legal'nyj peterburgskij komitet...*, *op. cit.*, p. 2-4.
10. *Pravda*, 4, 9 mars 1917.
11. A. Chliapnikov, *Semnadcatyj god...*, *op. cit.*, II, p. 186 et suiv.
12. *Pervyj legal'nyj peterburgskij komitet...*, *op. cit.*, p. 19 et suiv.
13. *Pravda*, 8, 14 mars 1917.

14. *Pravda*, 9, 15 mars 1917.
15. V. Lénine, *Œuvres, op. cit.*, vol. 10, p. 159.
16. *Pravda*, 11, 17 mars 1917.
17. *Pravda.*, 12, 18 mars 1917.
18. F. I. Drabkina, « Vserossijskoe soveščanie bol'shevnikov v marte 1917 g. », *Voprosy Istorii*, 9, 1956, p. 3-16.
19. *Pravda*, 18, 26 mars 1917.
20. A. Chliapnikov, *Semnadcatyj god...*, *op. cit.*, III, p. 210 et suiv.
21. V. Lénine et G. Zinoviev, *Contre le courant*, Paris, 1927, I, p. 283.
22. V. Lénine, « Lettre d'adieu aux ouvriers suisses », 1917. [Disponible sur Marxists.org.]
23. L. Trotski, *Histoire de la révolution russe...*, *op. cit.*, t. I (*Février*), p. 363.
24. V. Lénine, « L'attitude de la social-démocratie à l'égard du mouvement paysan », 1905. [Disponible sur Marxists.org.]
25. V. Lénine, *Œuvres, op. cit.*, vol. 35, p. 316.
26. V. Lénine, *Œuvres, op. cit.*, vol. 11, p. 125.
27. *Leninskij Sbornik*, XIV, p. 199-389 ; et XXI, p. 25 et suiv. ; V. Lénine, *Sämtliche Werke, op. cit.*, XXI, p. 663 ; R. V. Daniels, « The State and the Revolution : a Case Study of the Genesis and Transformation of Communist Ideology », *The American Slavic and East European Review*, XII, 1953, p. 22-43.

28. N. Boukharine, « Der imperialistische Raubstaat », *Die Jugendinternationale*, 6, 1^{er} décembre 1916.
29. A. Pannekoek, « Action de masse et révolution », 1912, « Le pouvoir de la bourgeoisie et celui du prolétariat ». [Disponible sur Marxists.org.]
30. V. Lénine, *Sämtliche Werke, op. cit.*, VIII, p. 605 et suiv..
31. *Leninskij Sbornik*, XIV, p. 310-314.
32. V. Lénine, première « Lettre de loin : La première étape de la première révolution », 1917. [Disponible sur Marxists.org.]
33. *Ibid.*
34. V. Lénine, *Œuvres, op. cit.*, vol. 23, p. 319.
35. V. Lénine, troisième « Lettre de loin : De la milice prolétarienne », 1917. [Disponible sur Marxists.org.]
36. V. Lénine, « Sur la dualité du pouvoir », 1917. [Disponible sur Marxists.org.]
37. L. Trotski, *Histoire de la révolution russe, op. cit.*, I (Février), p. 344 et suiv. ; A. Chliapnikov, *Semnadcatyj god...*, *op. cit.*, III, p. 260.
38. V. Lénine, « Les tâches du prolétariat dans la présente révolution (“Thèses d’avril”) », 1917. [Disponible sur Marxists.org.]
39. *Pravda*, 27, 8 avril 1917.
40. *Pervyj legal’nyj peterburgskij komitet...*, *op. cit.*, p. 83-90.
41. *Pravda*, 30, 12 avril 1917.

42. K. Marx et F. Engels, *Manifeste du parti communiste*, *op. cit.*, « II. Prolétaires et communistes ». [Disponible sur Marxists.org.]
43. N. Soukhanov, *Zapiski o revoljucii...*, *op. cit.*, III, p. 40.
44. *Pravda*, 27, 8 avril 1917 ; cité par Lénine in « Lettres sur la tactique », 1917. [Disponible sur Marxists.org.]
45. *Ibid.*
46. *Pravda*, 27, 8 avril 1917.
47. V. Lénine, « Lettres sur la tactique », 1917. [Disponible sur Marxists.org.]
48. L. Trotski, *Histoire de la révolution russe*, *op. cit.*, t. II (Octobre), appendice 2, p. 745.
49. Les discours et les articles de Trotski datant de cette époque ont été réunis dans ses *Soč inenija*, III, t. 1 et t. 2 ; en outre : I. Deutscher, *Trotsky*, *op. cit.*, I, p. 330-353.
50. L. Trotski, *Histoire de la révolution russe*, *op. cit.*, I (Février).
51. *Sed'maja...*, *op. cit.*, p. 14.
52. « Protokoly pervoj Moskovskoj oblastnoj konferencii RSDRP(b) 19-21 aprilja 1917 g. », *Proletarskaja Revolucija*, 10 (93), 1929, p. 127-206, plus particulièrement p. 137 et suiv.
53. *Sed'maja...*, *op. cit.*, p. 88.
54. *Sed'maja...*, *op. cit.*, p. 237 et suiv. ; V. Lénine, *Sämtliche Werke*, *op. cit.*, XX, 2, p. 298 et suiv.
55. N. Soukhanov, *Zapiski o revoljucii...*, *op. cit.*, III, p. 58-60.

56. V. Lénine, « Sur la dualité du pouvoir », 1917. [Disponible sur Marxists.org.]
57. *Ibid.*
58. V. Lénine, « La milice prolétarienne », 1917. [Disponible sur Marxists.org.]
59. Lire V. Lénine, *Un pas en avant, deux pas en arrière*, 1904. [Disponible sur Marxists.org.]
60. W. Mautner, *Der Bolschewismus*, Stuttgart, 1922, p. 127-214 ; R. Nürnberger, « Lenins Revolutionstheorie. Eine Studie über “Staat und Revolution” », *Marxismusstudien (Schriften der Studiengemeinschaft der Evangelischen Akademien)*, Tübingen, 3, 1954, p. 161-172.
61. V. Lénine, textes de la VIIe conférence de Russie du POSD(b)R, « Rapport sur la situation actuelle », 1917. [Disponible sur Marxists.org.]
62. V. Lénine, *L'État et la Révolution*, 1917, V, 2. [Disponible sur Marxists.org.]
63. V. Lénine, « Les tâches du prolétariat dans notre révolution », 1917, « Quel doit être le nom de notre parti... ? ». [Disponible sur Marxists.org.]
64. V. Lénine, *L'État et la Révolution*, 1917, V, 2. [Disponible sur Marxists.org.]
65. *Ibid.*, IV, 6. [Disponible sur Marxists.org.]
66. *Ibid.*, V, 1. [Disponible sur Marxists.org.]
67. *Ibid.*, V, 4. [Disponible sur Marxists.org.]

68. *Ibid.*, VI, 2. [Disponible sur Marxists.org.]
69. Lire V. Lénine, *La Catastrophe imminente et les moyens de la conjurer*, 1917. [Disponible sur Marxists.org.]
70. M. Buber, *Utopie et socialisme*, *op. cit.*
71. *Ibid.*
72. *Ibid.*
73. F. Borkenau, « Das Jahr 1917. Wirklichkeit und Legende der russischen Revolution », *Der Monat*, 37, 1952, p. 11.
74. V. Lénine, *Œuvres*, *op. cit.*, vol. 35, p. 302.
75. *Ibid.*, p. 300.
76. V. Vladimirova, *Khronika sobytij...*, *op. cit.*, III, p. 224.
77. V. Lénine, troisième « Lettre de loin : De la milice prolétarienne », 1917. [Disponible sur Marxists.org.]
78. V. Lénine, première « Lettre de loin : La première étape de la première révolution », 1917. [Disponible sur Marxists.org.]
79. I. Galkin, *Sovety kak taktičeskaja problema revoljucii*, Moscou – Léningrad, 1928, p. 98.
80. P. Selznick, *The Organizational Weapon. A Study of Bolshevik Strategy and Tactics*, New York, 1952, p. 254 et suiv. ; H. Seton-Watson, *From Lenin to Malenkov*, New York, 1954 (3^e éd.), p. 29 et suiv. ; W. Gurian, « Lenins Methoden der Machteroberung im Jahre 1917 », in *Deutschland und Europa. Festschrift für Hans Rothfels*, Dusseldorf, 1951, p. 271-291.

81. L. Trotski, « Kann man eine Konterrevolution oder eine Revolution auf einen bestimmten Zeitpunkt ansetzen ? », in *Vom Bürgerkrieg*, 3, Berlin, 1923, p. 3-7.
82. J. Staline, *Les Questions du léninisme*, Paris, 1926, p. 28.
83. V. Lénine, « La septième conférence de Russie du POSD(b)R », 1917. [Disponible sur Marxists.org.]
84. *Ibid.*
85. V. Lénine, « La conférence de Petrograd du POSD(b)R », 1917. [Disponible sur Marxists.org.]
86. V. Lénine, « La conférence de Petrograd du POSD(b)R », 1917. [Disponible sur Marxists.org.]
87. V. Lénine, « La septième conférence de Russie du POSD(b)R », 1917. [Disponible sur Marxists.org.]
88. V. Lénine, « La conférence de Petrograd du POSD(b)R », 1917. [Disponible sur Marxists.org.]
89. V. Lénine, « Les bolcheviks garderont-ils le pouvoir ? », 1917, II. [Disponible sur Marxists.org.]
90. V. Lénine, *L'État et la Révolution*, 1917, VI, 3. [Disponible sur Marxists.org.]
91. L. Trotski, *Um den Oktober*, Hambourg, 1923, p. 42.
92. V. Lénine, « La septième conférence de Russie du POSD(b)R », 1917. [Disponible sur Marxists.org.]
93. L. Trotski, *Histoire de la révolution russe, op. cit.*, t. II (Octobre), p. 545.

94. L. Trotski, *Um den Oktober*, *op. cit.*, p. 42.
95. V. Lénine, *Les Tâches du prolétariat dans la présente révolution*, ou *Thèses d'avril*, 1917. [Disponible sur Marxists.org.]
96. V. Lénine, « Projet d'une déclaration à adresser par le CC du POSD(b)R et le bureau de la fraction bolchevique au congrès des soviets de Russie au sujet de l'interdiction de la manifestation », 1917. [Disponible sur Marxists.org.]
97. V. Lénine, « À propos des mots d'ordre », 1917. [Disponible sur Marxists.org.]
98. J. Staline, *Les Questions du léninisme*, *op. cit.*, p. 176.
99. O. Anweiler, « Lenin und der friedliche Übergang zum Sozialismus », *Osteuropa*, 1956, VI, p. 190-196 ; M. I. Misin, « V. I. Lenin o vozmožnosti mirnovo razvitija revoljucii v 1917 godu », *Voprosy Istorii*, 1957, 5, p. 17-42.
100. V. Lénine, « La guerre de partisans », 1906, IV [disponible sur Marxists.org] ; et « Sur une caricature du marxisme et à propos de l'“économisme impérialiste” », 1916 [disponible sur Marxists.org].
101. F. Borkenau, « Das Problem der Machtergreifung des Kommunismus », *Sowjetstudien*, 1, 1956, p. 5-19.
102. V. Lénine, « La septième conférence de Russie du POSD(b)R », 1917. [Disponible sur Marxists.org.]
103. Pour un récit des événements : L. Trotski, *Histoire de la révolution russe*, *op. cit.*, II (*Octobre*). ; N. Soukhanov, *Zapiski o revoljucii...*, *op. cit.*, IV, p. 360-517 ; V. Vladimirova, *Khronika sobytij...*, *op. cit.*, III, p. 133-166, p. 307-337 et p. 355-371 ; A. Chliapnikov, *Semnadcatyj god...*, *op. cit.*,

IV, p. 248-323. Les dépositions recueillies par la commission d'enquête, que le gouvernement provisoire nomma après l'insurrection, ont été publiées in *Krasnyj Arkhiv*, 4 (23), 1927, p. 1-63 ; et 5 (24), p. 3-70. Staline se chargea d'exposer la version bolchevique officielle devant le VI^e congrès du parti (août 1917) : *Protokoly s-ezdov i konferencij vsesojuznoj kommunitičeskoj partii (b). Sestoj s-ezd R.S.D.R.P. (b), August 1917 g.*, Moscou, 1934, p. 21 ; V. K. Medvedev, « Kronštadt v ijul'skie dni 1917 goda », *Istoričeskie Zapiski*, 42, 1953, p. 262-275.

104. V. Vladimirova, *Khronika sobytij...*, *op. cit.*, III, p. 316.

105. *Izvestia*, 108, 4 juillet 1917.

106. V. Lénine, « Projet d'une déclaration... », 1917. [Disponible sur Marxists.org.]

107. J. Monnerot, *Sociologie du communisme*, Paris, 1949, p. 69.

108. *Izvestija*, 117, 14 juillet 1917 ; 134 ; 135 ; et suivants (du début d'août) ; aussi V. Vladimirova, *Khronika sobytij...*, *op. cit.*, III, p. 179 et suiv..

109. V. Lénine, « La situation politique (quatre thèses) », 1917. [Disponible sur Marxists.org.]

110. *Ibid.*

111. *Ibid.*

112. *Ibid.*

113. *Ibid.*

114. *Ibid.*

115. L. Trotski, *Histoire de la révolution russe*, *op. cit.*, t. II (Octobre), p. 333.

116. J. Staline, *Œuvres, op. cit.*, vol. 3, p. 117.
117. *Vtoraja i tretaja petrogradskie obščegorodskie konferencii bol'shevikov v ijule i oktjabre 1917 goda*, Moscou – Léningrad, 1927, p. 84.
118. *Ibid.*, p. 75.
119. *Ibid.*, p. 72.
120. *Ibid.*, p. 77 ; aussi : J. Staline, *Œuvres, op. cit.*, vol. 3, p. 119.
121. *Izvestija Moskovskogo soveta r.i s.d.*, 109, 12 juillet 1917.
122. L. Trotski, *Histoire de la révolution russe, op. cit.*, II (Octobre).
123. « Protokoly vtorij Moskovskoj oblastnoj konferencii RSDRP(b) 1917 goda », *Proletarskaja Revolucija*, 12 (95), 1929, p. 138-175, plus particulièrement p. 164 et suiv.
124. N. M. Mor, « Šestoj s-ezd RSDRP(b) », *Voprosy Istorii*, 8, 1957, p. 3-24.
125. J. Staline, *Œuvres, op. cit.*, vol. 3, p. 164.
126. *Ibid.*, p. 169.
127. *Šestoj s-ezd R.S.D.R.P. (b), Protokoly*, p. 114 et suiv.
128. L. Trotski, *Histoire de la révolution russe, op. cit.*, II (Octobre).
129. *Šestoj s-ezd R.S.D.R.P. (b), Protokoly*, p. 123 et suiv.
130. *Ibid.*, p. 120 et suiv.
131. *Ibid.*, p. 121 et suiv.
132. *Ibid.*, p. 135.

133. *Ibid.*, p. 116.
134. *Ibid.*, p. 134.
135. *Ibid.*, p. 238-241 ; V. Lénine, *Sämtliche Werke, op. cit.*, XXI, p. 585-587.
136. J. Staline, *Œuvres, op. cit.*, vol. 3, p. 168.
137. L. Trotski, *Histoire de la révolution russe, op. cit.*, II (Octobre).
138. A. Ascher, « The Kornilov Affair », *The Russian Review*, XII, 1953, p. 235-252 ; L. Strakhovsky, « Was there a Kornilov Rebellion ? », *The Slavonic and East European Review*, XXXIII, 1955, p. 372-395.
139. V. Lénine, « Au sujet des compromis », 1917. [Disponible sur Marxists.org.]
140. *Ibid.*, p. 336.
141. *Ibid.*, p. 335.
142. L. Trotski, *Histoire de la révolution russe, op. cit.*, t. II (Octobre), p. 339.
143. V. Vladimirova, *Khronika sobytij...*, *op. cit.*, IV, p. 209.
144. *Ibid.*, p. 240.
145. *Ibid.*, p. 246 et suiv.
146. V. Lénine, « Une des questions fondamentales de la révolution », 1917. [Disponible sur Marxists.org.]
147. V. Lénine, « Le marxisme et l'insurrection », 1917. [Disponible sur Marxists.org.]
148. *Ibid.*

149. L. Trotski, *Histoire de la révolution russe*, op. cit., t. II (Octobre), p. 339.
150. E. Jaroslavskij, *Istorija...*, op. cit., IV, p. 166.
151. A. R. Williams, *Durch die russische Revolution 1917-1918*, Berlin, 1922, p. 153.
152. *Rabočee dvizenie...*, op. cit., p. 288 et suiv.
153. A. Losowski, *Die Gewerkschaften in Sowjetrussland*, Berlin, 1920, p. 67.
154. O. Radkey, *The Election to the Russian Constituent Assembly of 1917*, Cambridge (Mass.), 1950, p. 53.
155. *Delo Naroda*, 165, 27 septembre 1917.
156. L. Trotski, *Histoire de la révolution russe*, op. cit., t. II (Octobre), p. 301.
157. Par exemple *Delo Naroda*, 168, 30 septembre 1917.
158. V. Vladimirova, *Khronika sobytij...*, op. cit., IV, p. 146.
159. *Ibid.*, p. 258.
160. L. Trotski, *Histoire de la révolution russe*, op. cit., t. II (Octobre).
161. V. Vladimirova, *Khronika sobytij...*, op. cit., IV, p. 256.
162. K. Rjabinskij, *Revoljucija 1917 goda, Khronika sobytij*, V, Moscou – Léningrad, 1926, p. 73 et p. 112.
163. P. E. Dybenko, *Die Rebellen...*, op. cit., p. 85.
164. L. Trotski, *Histoire de la révolution russe*, op. cit., t. II (Octobre).
165. V. Vladimirova, *Khronika sobytij...*, op. cit., IV, p. 138 et suiv.

166. *Izvestia*, 166, 9 septembre 1917.
167. *Izvestia*, 166, 9 septembre 1917 ; et 167, 10 septembre 1917 ; L. Trotski, *Soč inenij'a*, *op. cit.*, III, 1, p. 276-280 ; V. Vladimirova, *Khronika sobytij...*, *op. cit.*, IV, p. 186-189.
168. V. Vladimirova, *Khronika sobytij...*, *op. cit.*, IV, p. 209 et p. 269 ; N. Soukhanov, *Zapiski o revoljucii...*, *op. cit.*, VI, p. 188-190.
169. V. Vladimirova, *Khronika sobytij...*, *op. cit.*, IV, p. 43 et suiv.
170. *Ibid.*, p. 170 et suiv. ; *Rabočee dviženie...*, *op. cit.*, p. 291 et suiv.
171. V. Vladimirova, *Khronika sobytij...*, *op. cit.*, IV, p. 245.
172. *Ibid.*, p. 286 et suiv. et 291 et suiv.
173. *Ibid.*, p. 254 et suiv.
174. L. Trotski, *Soč inenij'a*, *op. cit.*, III, 1, p. 318.
175. F. A. Golder, *Documents...*, *op. cit.*, p. 603 et suiv. ; *Izvestia*, 204, 22 octobre 1917 ; K. Rjabinskij, *Khronika sobytij...*, *op. cit.*, V, p. 90, p. 110 et p. 131.
176. K. Rjabinskij, *Khronika sobytij...*, *op. cit.*, V, p. 20 et p. 74.
177. *Izvestia*, 204, 22 octobre 1917.
178. K. Rjabinskij, *Khronika sobytij...*, *op. cit.*, V, p. 153.
179. *Ibid.*, p. 109.
180. *Ibid.*, p. 4, p. 9, p. 21 et p. 29.
181. *Ibid.*, p. 79 et p. 130.

182. V. Vladimirova, *Khronika sobytij...*, *op. cit.*, IV, p. 71.
183. K. Rjabinskij, *Khronika sobytij...*, *op. cit.*, V, p. 102 et suiv.
184. *Ibid.*, p. 66 et p. 79.
185. *Ibid.*, p. 104 et p. 162.
186. *Ibid.*, p. 103, p. 96, p. 122, p. 73, p. 112 et p. 109.
187. L. Trotski, *Soč inenij'a*, *op. cit.*, III, 2, p. 5-7 et p. 12-14 ; K. Rjabinskij, *Khronika sobytij...*, *op. cit.*, V, p. 63, p. 71 et suiv., p. 78 et p. 243 et suiv.
188. Données compilées sur la base de K. Rjabinskij, *Khronika sobytij...*, *op. cit.*, V, et de « Vtoroj Vserossijskij S-ezd Sovetov (Ankety bol'shevikovdelagatov II S-ezda Sovetov) », *Krasnyj Arkhiv*, 5 (84), 1937, p. 12-134.
189. K. Rjabinskij, *Khronika sobytij...*, *op. cit.*, V, p. 66 et p. 74.
190. *Ibid.*, p. 96 et suiv.
191. *Ibid.*, p. 110.
192. *Delo Naroda*, 183, 18 octobre 1917.
193. K. Rjabinskij, *Khronika sobytij...*, *op. cit.*, V, p. 16, p. 21, p. 28 et suiv., p. 32, p. 35, p. 53, p. 47, p. 66, p. 73, p. 78, p. 104 et p. 131.
194. V. Lénine, « Les bolcheviks doivent prendre en mains le pouvoir », 1917.
[Disponible sur Marxists.org.]
195. L'exposé le plus remarquable des préparatifs et du déroulement de l'insurrection d'Octobre reste, à notre avis, celui de S. Mel'gunov, *Kak*

- bol'sheviki zakhvatili vlast', Oktyabr'skij perevorot 1917 goda*, Paris, 1953.
196. V. Lénine, « Les bolcheviks doivent prendre en mains le pouvoir », 1917. [Disponible sur Marxists.org.]
197. V. Lénine, « Le marxisme et l'insurrection », 1917. [Disponible sur Marxists.org.]
198. V. Lénine, « Lettre à Ivan Smilga, président du comité régional de l'armée, de la flotte et des ouvriers de Finlande », 1917. [Disponible sur Marxists.org.]
199. L. Trotski, *Histoire de la révolution russe, op. cit.*, t. II (Octobre).
200. V. Lénine, *Sämtliche Werke, op. cit.*, XXI, p. 650, n. 93.
201. V. Lénine, « La crise est mûre », 1917. [Disponible sur Marxists.org.]
202. Pour les lettres et autres textes rédigés par Lénine du 1^{er} au 8 octobre : Marxists.org.
203. V. Lénine, résolution à l'issue de la « Séance du comité central du POSD(b)R du 10 (23) octobre 1917 ». [Disponible sur Marxists.org.]
204. *Pervyj legal'nyj peterburgskij komitet...*, *op. cit.*, p. 310-316.
205. L. Trotski, *Histoire de la révolution russe, op. cit.*, t. II (Octobre).
206. V. Lénine, *Sämtliche Werke, op. cit.*, XXI, p. 613-618.
207. V. Lénine, *Sämtliche Werke, op. cit.*, XXI, p. 625.
208. V. Lénine, « Le marxisme et l'insurrection », 1917. [Disponible sur Marxists.org.]

209. V. Lénine, « Les bolcheviks doivent prendre en mains le pouvoir », 1917. [Disponible sur Marxists.org.]
210. V. Lénine, « La crise est mûre », 1917. [Disponible sur Marxists.org.]
211. V. Lénine, « Lettre aux membres du comité central », 1917. [Disponible sur Marxists.org.]
212. V. Lénine, « Thèses pour le rapport à la conférence du 8 octobre de l'organisation de Pétersbourg », 1917. [Disponible sur Marxists.org.]
213. L. Trotski, *Histoire de la révolution russe, op. cit.*, t. II (Octobre).
214. L. Trotski, *Lénine*, Paris, 1925, p. 83.
215. L. Trotski, *Histoire de la révolution russe, op. cit.*, t. II (Octobre), p. 659.
216. *Ibid.*, p. 665.
217. K. Rjabinskij, *Khronika sobytij, op. cit.*, V, p. 52 et suiv.
218. *Dokumenty velikoj proletarskoj revoljucii. I. Iz protokolov i perepiski voenno-revoljucionnogo komiteta Petrogradskogo soveta 1917 goda*, Moscou, 1938 ; I. G. Dykov, « Petrogradskij voenno-revoljucionnyj komitet-boevoj bol'shevistskij štab vooružennogo vosstanija v oktjabre 1917 goda », *Voprosy Istorii*, 7, 1957, p. 17-35 (ni l'un ni l'autre de ces textes ne mentionne le nom de Trotski) ; L. Trotski, *Histoire de la révolution russe, op. cit.*, t. II (Octobre).
219. *Izvestia*, 204, 22 octobre 1917.
220. *Rabočij Put'*, 44, 24 octobre 1917.
221. *Dokumenty velikoj proletarskoj revoljucii...*, *op. cit.*, I, p. 41-46.

222. Pour des récits de témoins oculaires : N. Soukhanov, *Zapiski o revoljucii...*, *op. cit.*, VII, p. 94-174 ; J. Reed, *Dix jours qui ébranlèrent le monde* (1919), Paris, Nada, 2016. Pour une chronologie heure par heure des événements : K. Rjabinskij, *Khronika sobytij...*, *op. cit.*, V, p. 163-214.
223. L. Trotski, *Histoire de la révolution russe...*, *op. cit.*, t. II (Octobre), p. 477.
224. V. Lénine, *Sämtliche Werke...*, *op. cit.*, XXI, p. 620.
225. *Ibid.*, p. 621.
226. Harangues de Trotski au soviet de Petrograd les 18 et 24 octobre in *Soč inenija...*, *op. cit.*, III, 2, p. 31 et suiv. et p. 52 et suiv.
227. L. Trotski, *Um den Oktober...*, *op. cit.*, p. 35-42.
228. L. Trotski, *Histoire de la révolution russe*, *op. cit.*, t. II (Octobre), p. 663.
229. *Ibid.*, p. 661.
230. L. Trotski, *Um den Oktober*, *op. cit.*, p. 38 et suiv.
231. L. Trotski, *Histoire de la révolution russe*, *op. cit.*, t. II (Octobre).
232. L. Trotski, *Soč inenija*, *op. cit.*, III, 2, p. 58.
233. *Ibid.*, p. 65 et suiv.
234. *Vtoroj vserossijskij s-ezd sovetov rabočikh i soldatskikh deputatov*, Moscou – Léninegrad, 1928, p. 144-153 ; E. N. Gorodeckij, « Iz istorii oktjabr'skogo vooružennogo vosstanija i II vserossijskogo s-ezda sovetov », *Voprosy Istorii*, 10, 1957, p. 23-48.

235. *Vtoroj vserossijskij s-ezd...*, *op. cit.*, p. 37.
236. Mel'gunov, *Kak bol...*, *op. cit.*, p. 178 et suiv.
237. L. Trotski, *Histoire de la révolution russe*, *op. cit.*, t. II (Octobre).
238. V. Lénine, « Rapport sur la paix » [disponible sur Marxists.org] et « Rapport sur la terre » [disponible sur Marxists.org] au deuxième congrès des soviets des députés ouvriers et soldats de Russie, 1917.
239. Pour la liste des commissaires du peuple : Gitermann, *Geschichte Russlands*, III, p. 636 et suiv.
240. I. N. Ljubimov, *Revoljucija 1917 goda, Khronika sobytij*, VI, Moscou - Léninegrad, 1930, p. 2.
241. *Novaïa Jizn*, 164, 27 octobre (9 novembre) 1917.
242. On en trouvera le récit détaillé chez L. Schapiro, *Les Bolcheviks et l'opposition (1917-1922). Du musellement des partis à l'interdiction des fractions dans le parti (1957)*, Paris, Les Nuits rouges, 2007. Pour les documents s'y rapportant : I. N. Ljubimov, *Khronika sobytij...*, *op. cit.*, VI, p. 423-430 ; J. Bunyan et H. H. Fisher, *The Bolshevik Revolution 1917-1918*, Stanford, 1934, p. 200-207.
243. E. Jaroslvaski, *Istorija VKP(b)*, IV, Moscou – Léninegrad, 1930, p. 227.
244. J. Jakovlev, dans la préface de *Vtoroj vserossijskij' s-ezd sovetov*.
245. K. Rjabinskij, *Khronika sobytij...*, *op. cit.*, V, p. 201.
246. *Dokumenty velikoj proletraskoj revoljucii*, *op. cit.*, I, p. 49.
247. E. Gankina, « Pervye dni oktjabr'skoj revoljucii 1917 goda », *Proletarskaja Revoljucija*, 3, 1940, p. 17-35.

248. Mel'gunov, *Kak bol...*, *op. cit.*, p. 277-382 ; *Sovety v oktjabre. Sbornik dokumentov*, Moscou, 1928, p. 31-87 ; N. J. Fedoseeva, « Pobeda oktjabr'skogo vooružennogo vosstanija v Moskve », *Voprosy Istorii*, II, 1957, p. 3-26. Nous n'avons pu consulter : D. Kostomarov, *Oktjabr'v Moskve*, Moscou, 1932, et A. Čebarin, *Oktjabr'skie boi 1917 goda v Moskve*, Moscou, 1939.
249. « Moskovskij voenno-revoljucionnyj komitet », *Krasnyj Arkhiv*, 4 (23), 1927, p. 64-148 ; 4-5, 1934, p. 164-192 ; 4 (71), 1935, p. 60-115.
250. *1917 god v Moskve, Khronika revoljucii*, Moscou, 1934, p. 183.
251. *Izvestija Moskovskogo soveta*, 206, 15 (28) novembre 1917.
252. On trouvera une bibliographie de la révolution d'Octobre en province in I. N. Ljubimov, *Khronika sobytij...*, *op. cit.*, VI, p. 478 et suiv. En outre : le recueil susmentionné *Sovety v oktjabre*, Moscou, 1928 ; V. Lejkina, « Oktjabr' po Rossiii », *Proletarskaja Revoljucija*, 2 (49), 1926, p. 185-233 ; 2 (58), p. 234-255 et 12 (59), p. 238-254 ; *Ustanovlenie sovetskoj vlasti na mestakh v 1917-1918 godakh. Sbornik statej*, Moscou, 1953.
253. I. N. Ljubimov, *Khronika sobytij...*, *op. cit.*, VI, p. 196 et p. 210.
254. V. Lejkina, « Oktjabr' po Rossiii », art. cité, 2 (49), p. 188.
255. *Ibid.*, p. 197 ; K. Rjabinskij, *Khronika sobytij...*, *op. cit.*, V, p. 210.
256. V. Lejkina, « Oktjabr' po Rossiii », art. cité, 2 (49), p. 199; *Novaïa Jizn*, 170, 2 (15) novembre 1917.
257. V. Lejkina, « Oktjabr' po Rossiii », art. cité, 2 (49), p. 203.
258. *Ibid.*, p. 205 ; *Delo Naroda*, 211, 16 (29) novembre 1917.

259. V. Lejkina, « Oktjabr' po Rossiii », art. cité, 2 (49), p. 204 ; *Izvestija Moskovskogo soveta*, 203, 12 (25) novembre 1917.
260. V. Lejkina, « Oktjabr' po Rossiii », art. cité, 2 (49), p. 204 ; I. N. Ljubimov, *Khronika sobytij*, op. cit., VI, p. 309 et p. 332.
261. V. Lejkina, « Oktjabr' po Rossiii », art. cité, 2 (49), p. 210 ; *Izvestija Moskovskogo soveta*, 207, 16 (29) novembre 1917.
262. V. Lejkina, « Oktjabr' po Rossiii », art. cité, 2 (49), p. 211 ; I. N. Ljubimov, *Khronika sobytij*, op. cit., VI, p. 60.
263. V. Lejkina, « Oktjabr' po Rossiii », art. cité, 2 (49), p. 214 ; *Novaja Zijn*, 182, 16 (29) novembre 1917.
264. V. Lejkina, « Oktjabr' po Rossiii », art. cité, 2 (49), p. 217-219 ; K. Rjabinskij, *Khronika sobytij*, op. cit., V, p. 213 ; I. N. Ljubimov, *Khronika sobytij*, op. cit., VI, p. 8.
265. F. P. Bystrykh, « Pobeda Velikoj Oktjabr'skoj, socialističeskoj revoljucii na Urale », *Voprosy Istorii*, 1957, 8, p. 25-42 ; V. Lejkina, « Oktjabr' po Rossiii », art. cité, 2 (49), p. 220-222.
266. F. P. Bystrykh, « Pobeda... », art. cité, p. 37.
267. *Ibid.*, p. 41 et suiv. ; *Izvestija Moskovskogo soveta*, 206, 15 (28) novembre ; et 240, 30 décembre 1917 (12 janvier 1918).
268. I. N. Ljubimov, *Khronika sobytij*, op. cit., VI, p. 296 et p. 353.
269. *Delo Naroda*, 212, 17 (30) novembre 1917.
270. *Sovety v oktjabre*, op. cit., p. 185 ; *Izvestija Moskovskogo soveta*, II (259), 17 (30) janvier 1918 ; V. Lejkina, « Oktjabr' po Rossiii », art. cité, 2 (49), p. 228 et suiv.

271. *Izvestija Moskovskogo soveta*, 218, 30 novembre (13 décembre) 1917.
272. I. N. Ljubimov, *Khronika sobytij*, *op. cit.*, VI, p. 35 ; V. Lejkina, « Oktjabr' po Rossiii », art. cité, p. 231.
273. I. N. Ljubimov, *Khronika sobytij*, *op. cit.*, VI, p. 333 et p. 347.
274. Sur la révolution en Ukraine : J. S. Reshetar, *The Ukrainian Revolution 1917-1920*, Princeton, 1952 ; R. Pipes, *The Formation of the Soviet Union. Communism and Nationalism 1917-1923*, Cambridge (Mass.), 1954 ; D. Geyer, « Die Ukraine im Jahre 1917 », *Geschichte in Wissenschaft und Unterricht*, 1957, VIII, p. 670-687 ; N. J. Suprunenko, « Ustanovlenie Sovetskoj vlasti na Ukraine », *Voprosy Istorii*, 1957, 10, p. 49-70. Les ouvrages cités par ces divers auteurs permettront de compléter utilement cette simple esquisse bibliographique.
275. V. Lejkina, « Oktjabr' po Rossiii », art. cité, 12 (59), p. 238-254.
276. I. N. Ljubimov, *Khronika sobytij*, *op. cit.*, VI, p. 9, p. 18, p. 27 et p. 271 et suiv.
277. *Ibid.*, p. 9 et p. 27.
278. *Ibid.*, p. 43.
279. *Izvestija Moskovskogo soveta*, 214, 25 novembre (8 décembre) 1917.
280. « Armija v period podgotovki i provedenija Velikoj Oktjabr'skoj socialističeskoj revoljucii », *Krasnyj Arkhiv*, 1937, 5 (84), p. 135-187.
281. S. Mel'gunov, *Kak bol...*, *op. cit.*, p. 165-177.
282. I. N. Ljubimov, *Khronika sobytij*, *op. cit.*, VI, p. 65.

283. *Ibid.*, p. 45 ; V. Lejkina, « Oktjabr' po Rossiii », art. cité, 2 (49), p. 186 et suiv.
284. *Izvestija Moskovskogo soveta*, 225, 8 (21) décembre 1917.
285. V. Lejkina, « Oktjabr' po Rossiii », art. cité, 2 (49), p. 190 et suiv. ; L. S. Gaponenko, « Bor'ba soldat zapadnogo fronta za pobedu sovjetskoj vlasti » in *Ustanovlenie sovjetskoj vlasti na mestakh*, p. 182-244.
286. I. N. Ljubimov, *Khronika sobytij, op. cit.*, VI, p. 172, p. 185 et p. 202 ; V. Lejkina, « Oktjabr' po Rossiii », art. cité, II (58), p. 234-249.
287. I. N. Ljubimov, *Khronika sobytij, op. cit.*, VI, p. 320 et p. 334 ; V. Lejkina, « Oktjabr' po Rossiii », art. cité, II (58), p. 249-254.
288. I. N. Ljubimov, *Khronika sobytij, op. cit.*, VI, p. 321, p. 393 et p. 398.
289. *Novaja Zijn*, 177, 10 (23) novembre 1917.
290. V. Lejkina, « Oktjabr' po Rossiii », art. cité, p. 192-195.
291. « Flot posle oktjabr'skoj pobedy », *Krasnyj Arkhiv*, 1932, 4 (53), p. 63-99.
292. *Izvestija Vserossijskogo soveta krest'janskikh deputatov*, 146, 26 octobre (8 novembre) 1917.
293. I. N. Ljubimov, *Khronika sobytij, op. cit.*, VI, p. 49.
294. *Rezoljucii črezvyčajnago i vtorogo vserossijskikh s-ezdov sovetov krest'janskikh deputatov*, Pétrograd, 1917 ; M. Gajnsinskij, *Bor'ba...*, *op. cit.*, p. 179-211 ; P. N. Sobolev, « Rol' vserossijskikh s-ezdov sovetov v bor'be proletariata za trudjaščeesja kresM t'janstvo (oktjabr, 1917 g.-janvar' 1918 g.) », *Voprosy Istorii*, 1957, 12, p. 3-24 ; J. Bunyan et H. H. Fisher, *The Bolsheviki Revolution, op. cit.*, p. 210-219.

295. M. Gajsinskij, *Bor'ba...*, *op. cit.*, p. 230 et suiv.
296. M. Gajsinskij, *Bor'ba...*, *op. cit.*, p. 221.
297. I. N. Ljubimov, *Khronika sobytij*, *op. cit.*, VI, p. 258.
298. M. Gajsinskij, *Bor'ba...*, *op. cit.*, p. 240.
299. *Ibid.*, p. 247-266.
300. *Novaïa Zijn*, 195, 7 (20) décembre 1917.

Notes de référence

V. L'établissement de la dictature des soviets

1. A. von Freytagh-Loringhoven, *Die Gesetzgebung...*, *op. cit.*, p. 32 et suiv.
2. L. Schapiro, *Les Bolcheviks et l'opposition*, *op. cit.*, p. 82.
3. A. Tyrkova-Williams, *From Liberty to Brest-Litovsk*, Londres, 1919, p. 336.
4. D'après les calculs d'O. Radkey, *The Election...*, *op. cit.*
5. O. Radkey, *The Election...*, *op. cit.*, p. 14 et suiv.
6. W. A. Korpat. « Lenin und die Konstituierende Versammlung », *Jahrmicher für Geschichte Osteuropas*, 1957, p. 488-498.
7. V. Lénine, *Œuvres*, *op. cit.*, vol. 7, p. 237 ; vol. 28, p. 290.
8. J. Staline, *Œuvres*, *op. cit.*, vol. 3, p. 137.
9. V. Lénine, « Illusions constitutionnelles », 1917. [Disponible sur Marxists.org.]
10. J. Staline, *Œuvres*, *op. cit.*, vol. 3, p. 143.
11. M. Ol'minskij, *Ob učreditel'nom sobranii*, Petrograd, 1917, p. 10.
12. V. Lénine, *Œuvres*, *op. cit.*, vol. 36, p. 454.
13. V. Lénine, « Illusions constitutionnelles », 1917. [Disponible sur Marxists.org.]

14. V. Lénine, « Les tâches du prolétariat dans notre révolution », 1917. [Disponible sur Marxists.org.]
15. L. Trotski, *Histoire de la révolution russe, op. cit.*, t. 3, p. 471.
16. Id.
17. *Sed'maja...*, *op. cit.*, p. 223.
18. V. Lénine, « Discours aux soldats prononcé au meeting du régiment Izmailovski le 10 (23) avril 1917 » [disponible sur Marxists.org] ; « Pour une révision du programme du parti », VII [disponible sur Marxists.org].
19. A. von Freytagh-Loringhoven, *Die Gesetzgebung...*, *op. cit.*, p. 133 et suiv.
20. *Sovety v oktjabre...*, *op. cit.*, p. 44.
21. J. Bunyan et H. H. Fisher, *The Bolshevik Revolution, op. cit.*, p. 341.
22. *Ibid.*, p. 339.
23. J. Bunyan et H. H. Fisher, *The Bolshevik Revolution, op. cit.*, p. 348 et suiv.
24. I. N. Ljubimov, *Khronika sobytij...*, *op. cit.*, VI, p. 233 et suiv.
25. J. Bunyan et H. H. Fisher, *The Bolshevik Revolution...*, *op. cit.*, p. 350-360.
26. E. Ignatov, « Taktika bol'shevikov i učreditel'noe sobranie », *Proletarskaja revoljucija*, 4 (75), 1928, p. 12-44 ; 5 (76), p. 24-55 ; N. Saveko, *Oktjabr'skaja revoljucija i učreditel'noe sobranie, Moscou-Leningrad*, 1928.

27. *Pervyj legal'nyj peterburgskij komitet...*, *op. cit.*, p. 348-351
28. *Pravda*, 17 (30) novembre 1917.
29. I. N. Ljubimov, *Khronika sobytij...*, *op. cit.*, VI, p. 430 et suiv.
30. I. N. Ljubimov, *Khronika sobytij...*, *op. cit.*, VI, p. 200 et p. 314 ; *Izvestija Moskovskogo soveta*, 236, 23 décembre 1917 (5 janvier 1918).
31. « Protokoly 3. moskovskoj oblast'noj konferencii R.S.D.R.P. (b) », *Proletarskaja Revoljucija*, 10 (105), 1930, p. 94-134.
32. I. N. Ljubimov, *Khronika sobytij...*, *op. cit.*, VI, p. 346.
33. *Pravda*, 3 (16) janvier 1918.
34. V. Lénine, *Œuvres*, *op. cit.*, t. 26, p. 396-400.
35. J. Bunyan et H. H. Fisher, *The Bolshevik Revolution*, *op. cit.*, p. 367 et suiv.
36. *Delo Naroda*, 200, 5 (18) novembre 1917.
37. Déclarations de Bramson à la séance de l'ancien comité exécutif central des soviets, le 16 décembre 1917, in « Protokoly C.I.K. sovetov rabočikh i soldatskikh deputatov I-go sozyva posle Oktjabrja », *Krasnyj Arkhiv*, 1925, 3 (10), p. 98-137, plus particulièrement p. 121.
38. *Delo Naroda*, 236, 19 décembre 1917 (1^{er} janvier 1918) ; 238, 21 décembre 1917 (3 janvier 1918) ; 239, 22 décembre 1917 (4 janvier 1918).
39. I. N. Ljubimov, *Khronika sobytij...*, *op. cit.*, VI, p. 242 et suiv., p. 252, p. 265, p. 284 et p. 294 et suiv.

40. *Tretij' vserosst'jskij s-ezd sovetov rabočikh, soldatskikh i krest'janskikh deputatov*, Petrograd, 1918, p. 45.
41. *Ibid.*, p. 46.
42. I. N. Ljubimov, *Khronika sobytij...*, *op. cit.*, VI, p. 225.
43. *Ibid.*, p. 259.
44. Pour un témoignage de première main sur ces tentatives : B. Sokolov, « Zaščita Vserossijskogo Učreditel'nogo Sobranija » (*Arkhiv russoj revoljucii*, XIII, Berlin, 1924) in *Revoljucija i graždanskaja vojna v opisanijach belogvardejcev. II. Oktjabr'skaja revoljucija*, Moscou-Léningrad, 1926, p. 332-383.
45. B. Sokolov, « Zaščita... », art. cité, p. 360 et suiv. ; E. Ignatov, « Taktika... », art. cité, 5 (76), p. 37-42.
46. J. Bunyan et H. H. Fisher, *The Bolshevik Revolution*, *op. cit.*, p. 370-388. Les scènes indignes dont le palais de Tauride fut le théâtre ont été décrites par P. E. Dybenko, *Die Rebellen...*, *op. cit.*, p. 136 et suiv.
47. V. Lénine, *Œuvres*, « Projet de décret sur la dissolution de l'Assemblée constituante », 1917. [Disponible sur Marxists.org.]
48. J. Bunyan et H. H. Fisher, *The Bolshevik Revolution...*, *op. cit.*, p. 389 ; V. Lénine, *La Révolution prolétarienne et le renégat Kautsky*, 1918, « L'Assemblée constituante et la république soviétique ». [Disponible sur Marxists.org.]
49. J. Bunyan et H. H. Fisher, *The Bolshevik Revolution...*, *op. cit.*, p. 389.
50. J. Bunyan et H. H. Fisher, *The Bolshevik Revolution...*, *op. cit.*, p. 396 et suiv.

51. M. N. Pokrovski, « Načalo proletarskoj revoljucii v Rossii », *Krasny Arkhiv*, 11-12, p. v-xvi, 1925.
52. W. H. Chamberlin, *The Russian Revolution...*, *op. cit.*, I, p. 370 et suiv.
53. V. Lénine, « Rapport sur la guerre et la paix » au VIIe congrès du PC(b)R (1918), in *Œuvres*, *op. cit.*, vol. 27, p. 83.
54. J. Bunyan et H. H. Fisher, *The Bolshevik Revolution...*, *op. cit.*, p. 278.
55. J. Meisel et E. J. Kozera, *Materials for the Study of the Soviet System*, Ann Arbor, 1950, p. 49 et suiv. ; A. von Freytagh-Loringhoven, *Die Gesetzgebung...*, *op. cit.*, p. 142 et suiv. ; *Sovety v oktjabre...*, *op. cit.*, p. 297-300.
56. I. N. Ljubimov, *Khronika sobytij...*, *op. cit.*, VI, p. 448-450 ; *Sovety v oktjabre...*, *op. cit.*, p. 297 et suiv.
57. Pour les divers schémas d'organisation des soviets de cercle et de gouvernement : *Sovety v oktjabre...*, *op. cit.*, p. 297 et suiv.
58. E. N. Gorodeckij, « Bor'ba narodnikh mass za sozdanie sovetskikh gosudarstvennykh organov (1917-1918 g.) », *Voprosy Istorii*, 8, 1955, p. 26-39.
59. Rapport concernant la région de Moscou in *Izvestija Moskovskogo soveta*, 3 (251), 5 (18) janvier 1918.
60. A. von Freytagh-Loringhoven, *Die Gesetzgebung...*, *op. cit.*, p. 152 et suiv. ; A. Tyrkova-Williams, *From Liberty...*, *op. cit.*, p. 328-331 ; I. N. Ljubimov, *Khronika sobytij...*, *op. cit.*, VI, p. 154 et suiv. et p. 242.
61. *Sovety v oktjabre...*, *op. cit.*, p. 300 et suiv.
62. E. N. Gorodeckij, « Bor'ba narodnikh... », art. cité, p. 31.

63. A. von Freytagh-Loringhoven, *Die Gesetzgebung...*, *op. cit.*, p. 189 et suiv. ; P. E. Dybenko, *Die Rebellen...*, *op. cit.*, p. 133 et suiv. ; J. Bunyan et H. H. Fisher, *The Bolshevik Revolution...*, *op. cit.*, p. 298 et suiv.
64. Sur la situation au sein de l'armée russe à cette époque : H. Bermann, J. Smilga et L. Trotski, *Die russische sozialistische Rote Armee*, Zurich, 1920.
65. A. von Freytagh-Loringhoven, *Die Gesetzgebung...*, *op. cit.*, p. 227 et suiv. ; J. Bunyan et H. H. Fisher, *The Bolshevik Revolution...*, *op. cit.*, p. 308 et suiv.
66. W. Koch, *Die bolschevistischen Gewerkschaften*, p. 152.
67. I. Deutscher, *Soviet Trade Unions...*, *op. cit.*, p. 17 et suiv. ; Losowski, *Die Gewerkschaften in Sowjetrussland*, p. 51 et suiv.
68. J. Bunyan et H. H. Fisher, *The Bolshevik Revolution...*, *op. cit.*, p. 653 et suiv. ; sur l'ensemble du problème : E. H. Carr, *La Révolution bolchevique*, (3 vol.), Paris, Minit, 1974, II.
69. E. H. Carr, *La Révolution bolchevique*, *op. cit.*, II.
70. J. Bunyan et H. H. Fisher, *The Bolshevik Revolution...*, *op. cit.*, p. 655 et suiv.
71. *Die Organisation der Volkswirtschaft in Sowjetrussland. Gesetze und Verordnungen*, Berlin, 1919.
72. A. von Freytagh-Loringhoven, *Die Gesetzgebung...*, *op. cit.*, p. 170 et suiv.
73. *Soviety v épokhu voennogo kommunizma*, I, Moscou, 1928, p. 95.

74. A. Vyshinsky, *The Law of the Soviet State*, New York, 1948, p. 439.
75. L. Schapiro, *Les Bolcheviks et l'opposition*, *op. cit.*, p. 119-131. On trouvera le programme des communistes de gauche chez J. Bunyan et H. H. Fisher, *The Bolshevik Revolution*, *op. cit.*, p. 562.
76. A. Šrejder, « Federativnaja Sovetskaja Respublika » in *Respublika sovetov (Teorija i praktika sovetского stroja. Vypusk I-yj)*, Berlin-Milan, 1920, p. 53.
77. *Ibid.*, p. 115 et suiv.
78. *Maksimalist*, 4, 7 octobre 1918.
79. G. Gurvič, *Istorija sovetской konstitucii*, Moscou, 1923, p. 102-107 ; E. H. Carr, *La Révolution bolchevique*, *op. cit.*, p. 128-132.
80. A. Šrejder, « Federativnaja... », art. cité, p. 114.
81. Znamja, *Organ levjkh socialistov-revoljucionerov (internacionalistov)*, 1, avril 1920 : « La Fédération coopérative et syndicaliste finira par englober progressivement toute l'humanité. »
82. B. Meissner, « Introduction au chapitre sur la Russie », in B. Dennewitz, *Die Verfassungen der modernen Staaten*, I, Hambourg, 1947, p. 126.
83. M. Eljaschoff, *Die Grundzüge der Sowjetverfassung*, Heidelberg, 1925 ; J. Neuberger, *Die Verfassung der Russischen Föderativen Sowjetrepublik*, Berlin-Bonn, 1926.
84. J. Bunyan et H. H. Fisher, *The Bolshevik Revolution...*, *op. cit.*, p. 372.
85. V. Lénine, *La Révolution prolétarienne et le renégat Kautsky*, « Peut-il y avoir égalité entre exploité et exploiteur ? », 1918. [Disponible sur Marxists.org.]

86. Pour un tableau statistique de la participation aux élections soviétiques à partir de 1922 : J. Towster, *Political Power in the USSR. 1917-1947*, New York, 1948, p. 208, n. 40.
87. V. Lénine, *Les Bolcheviks garderont-ils le pouvoir ?*, I, 1917. [Disponible sur Marxists.org.]
88. A. von Freytagh-Loringhoven, *Die Gesetzgebung...*, *op. cit.*, p. 145 et suiv.
89. J. Bunyan et H. H. Fisher, *The Bolshevik Revolution...*, *op. cit.*, p. 189.
90. M. Vladimirski, *Organizacija sovjetskoj vlasti na mestakh*, Moscou, 1919.
91. L. Trotski, *Arbeit, Disziplin und Ordnung werden die sozialistische Sowjetrepublik rettent*, Berlin, 1919.
92. W. Huhn, « Trotzki's Bonapartismus », *Aufklärung*, II, 2, 1952.
93. V. Lénine, *Les Tâches immédiates du pouvoir des soviets*, « L'«organisation harmonieuse» et la dictature », 1918. [Disponible sur Marxists.org.]
94. *Ibid.*
95. *Ibid.*
96. V. Lénine, « La milice prolétarienne », 1917. [Disponible sur Marxists.org.]
97. A. Rosenberg, *Histoire du bolchevisme...*, *op. cit.*, p. 159.
98. Sur la création de l'Armée rouge : V. Antonov-Ovseïenko, *Der Aufbau der Roten Armee in der Revolution*, Hambourg, 1923.

99. J. Smilga et L. Trotski, *Die russische sozialistische Rote Armee*, *op. cit.*, p. 28.
100. L. Larin et L. Kritzmann, *Wirtschaftsleben und wirtschaftlicher Aufbau in Sowjetrussland 1917-1920*, Hambourg, 1921 ; S. N. Prokopovitch, *Histoire économique de l'URSS*, Paris, 1952.
101. T. Dan, *Der Arbeiter in Sowjetrussland*, Berlin-Stuttgart, 1923, p. 15.
102. T. Dan, *Der Arbeiter...*, *op. cit.*, p. 24.
103. W. H. Chamberlin, *The Russian Revolution...*, *op. cit.*, II, p. 291 et suiv. ; E. H. Carr, *La révolution bolchevique*, *op. cit.*, II.
104. *Sovety v oktjabre...*, *op. cit.*, p. 357-363 ; *Sovety v épokhu voennogo kommunizma*, II, p. 423-425 ; J. Bunyan, *Civil War and Communism in Russia. April-December 1918*, Baltimore-Oxford, 1936, p. 559.
105. I. Vardin, « Ot melkoburžuznoj kontr-revoljucii k restavracii kapitalizma (Partija men'sevikov posle Oktjabrja » in *Za pjat'let, 1917-1922. Sbornik C.K.R.K.P.*, Moscou, 1922, p. 34-58, plus particulièrement p. 38.
106. J. Bunyan, *Civil War and Communism...*, *op. cit.*, p. 191.
107. *Ibid.*, p. 283.
108. J. Bunyan, *Civil War and Communism...*, *op. cit.*, p. 519-534 ; J. Towster, *Political Power...*, *op. cit.*, p. 122, n. 12.
109. *Pjatyi vserossijskij s-ezd sovetov rabočikh, krest'janskikh, soldatskikh i kazačikh deputatov*, Moscou, 1918, p. 163.
110. J. Bunyan, *Civil War and Communism...*, *op. cit.*, p. 197-225.
111. *Pjatyi vserossijskij...*, *op. cit.*, p. 209.

112. *Pjatyj sozyv vserossijskogo central'nogo ispolnitel'nogo komiteta*, Moscou, 1919, p. 7.
113. *Sovety v épokhu...*, *op. cit.*, II, p. 387-409.
114. *Sovety v épokhu...*, *op. cit.*, I, p. 258 et suiv.
115. *Ibid.*, p. 200.
116. P. Milioukov, *Russlands Zusammenbruch*, I, Leipzig-Berlin, 1925, p. 61 et suiv. ; T. Dan, *Gewerkschaften und Politik in Sowjetrussland*, Berlin-Stuttgart, 1923, p. 24 et suiv.
117. *Sovety v épokhu...*, *op. cit.*, I, p. 116.
118. *Ibid.*, II, p. 84.
119. *Sovety, s-ezdy sovetov i ispolkomy*, Moscou, 1924, p. 30 et p. 46.
120. Sur la guerre civile dans son ensemble : F. Borkenau, *Der russische Bürgerkrieg 1918-1921*, Berlin, 1954 ; et sur la condition des partis à cette époque : L. Schapiro, *Les Bolcheviks et l'opposition*, *op. cit.*
121. Cité par I. Steinberg, *In the Workshop of the Revolution*, New York, 1953, p. 248.
122. *Znamja*, I, avril 1920.
123. I. Steinberg, *In the Workshop...*, *op. cit.*, p. 247.
124. J. Bunyan, *Civil War and Communism...*, *op. cit.*, p. 362.
125. *Ibid.*, p. 283, P. 304-307, p. 331 et p. 355.
126. L. Schapiro, *Les Bolcheviks et l'opposition*, *op. cit.*

127. J. Bunyan, *Civil War and Communism...*, *op. cit.*, p. 187 et suiv.
128. I. Vardin, « Ot melkoburžuaznoj... », art. cité, p. 41.
129. Pour un témoignage de première main : F. Dan, *Dva goda skitanij. (1919-1921)*, Berlin, 1922.
130. I. Vardin, « Ot melkoburžuaznoj... », art. cité, p. 46.
131. *Ibid.*, p. 47.
132. F. Dan en donne un compte rendu coloré : *Dva goda skitanij...*, *op. cit.*, p. 85-100.
133. *Ibid.*, p. 89.
134. J. Martov et T. Dan, *Geschichte...*, *op. cit.*, p. 318.
135. L. Schapiro, *Les Bolcheviks et l'opposition*, *op. cit.*
136. *Ibid.*
137. *O rabočem kontrole* (brochure maximaliste), Moscou, 1918, p. 15.
138. *Ibid.*, p. 11.
139. *Sbornik dokladov i rezoljucij pervogo vserossijskogo s-ezda Partii Revoljucionnogo Kommunizma (25/29-9-1919)*, s. l., 1919.
140. L. Schapiro, *Les Bolcheviks et l'opposition*, *op. cit.* ; et, du point de vue bolcheviste, J. Jakovlev, *Russkij anarkhizm v velikoj' russkoj revoljucii*, Kharkov, 1921.
141. Sur le mouvement makhnoviste : W. H. Chamberlin, *The Russian Revolution*, *op. cit.*, II, p. 232-239.

142. Procès-verbal d'une conférence politique ayant réuni le 12 février 1919 des insurgés makhnovistes, in *Russkaja Mysl'*, Sofia, 1921, 1/2, p. 266 et suiv. ; J. Jakovlev, *Russkij anarkhizm...*, op. cit., p. 24.
143. J. Jakovlev, *Russkij anarkhizm...*, op. cit., p. 65.
144. *Sovety v épokhu...*, op. cit., I, p. 101.
145. Vladimirskij, *Organizacija sovetskoj vlasti na mestakh*, p. 60-63.
146. *Sovety v épokhu...*, op. cit., I, p. 31.
147. *Ibid.*, II, p. 44 et suiv.
148. *Ibid.*, I, p. 32.
149. E. H. Carr, *La Révolution bolchevique*, op. cit., I, p. 220 et suiv.
150. *Sovety v épokhu...*, op. cit., I, p. 198 et suiv.
151. *Sovety v épokhu...*, op. cit., p. 189.
152. *Ibid.*, I, p. 207-212.
153. *Ibid.*, p. 313.
154. Pour le texte du décret : J. Bunyan, *Civil War and Communism...*, op. cit., p. 472 et suiv. ; en outre : N. Murakhver, « Komitety bednoty i razvertivanie socialističeskoj revoljucii v derevne (1919 g.) », *Proletarskaja Revoljucija*, 1940, 3, p. 68-99.
155. *Sovety v épokhu...*, op. cit., I, p. 82 et suiv.
156. A. I. Denisov, *Istorija sovetskogo gosudarstva i prava*, Moscou, 1949.

157. V. Lénine, *La Révolution prolétarienne et le renégat Kautsky* », 1918, « *Défense aux soviets de se transformer en organisations d'État* ». [Disponible sur Marxists.org.]
158. V. Lénine, *Les Tâches immédiates du pouvoir des soviets*, 1918, « L'«organisation harmonieuse» et la dictature ». [Disponible sur Marxists.org.]
159. V. Lénine, *La Révolution prolétarienne et le renégat Kautsky*, 1918, « *Démocratie bourgeoise et démocratie prolétarienne* ». [Disponible sur Marxists.org.]
160. Préface de P. Levi à R. Luxemburg, *Die russische Revolution*, Berlin, 1922, p. 24 et suiv.
161. V. Lénine, *Un pas en avant, deux pas en arrière*, 1904, « Le paragraphe 1 des statuts ». [Disponible sur Marxists.org.]
162. J. Staline, *Les Questions du léninisme*, *op. cit.*, p. 28.
163. L. Trotsky, *Terrorisme et communisme*, 1920, VIII. [Disponible sur Marxists.org.]
164. G. Zinoviev, « Der Zentralismus », *Kommunistische Rundschau*, I, 1920, p. 26-28.
165. V. Lénine, *Les Bolcheviks garderont-ils le pouvoir ?*, 1917, II. [Disponible sur Marxists.org.]
166. A. Rosenberg, *Histoire du bolchevisme*, *op. cit.*, p. 164
167. L. Trotsky, *Terrorisme et communisme*, 1920, VIII. [Disponible sur Marxists.org.]

168. V.K.P. (b) v rezoljucijakh i rešenijakh s-ezdov, konferencii i' plenumov C.K., I, Moscou, 1932, p. 356.
169. W. R. Batsell, *Soviet Rule in Russia*, New York, 1929, p. 675, et les tableaux en annexe 2.
170. R. Maurach, *Handbuch der Sowjetverfassung*, Munich, 1955, p. 29-31.
171. V. Lénine, *La Révolution prolétarienne et le renégat Kautsky, 1918*, « *Démocratie bourgeoise et démocratie prolétarienne* ». [Disponible sur Marxists.org.]
172. N. Boukharine, *Le Programme des communistes (bolcheviks)*, 1919. [Disponible sur Marxists.org.]
173. G. Lukács, *Lénine*, Paris, 1965, p. 101.
174. Décisions et rapports de divers organismes soviétiques, in *Sovety v épokhu...*, *op. cit.*, I, p. 314 ; II, p. 68-70 et p. 97-98.
175. V. Lénine, « Lettre au congrès » (« Testament de Lénine »), 1922-1923. [Disponible sur Marxists.org.]
176. E. H. Carr, *La Révolution bolchevique*, *op. cit.*, I, p. 229-231.
177. V. Lénine, « La question des nationalités ou de l'“autonomie” » (« Testament de Lénine »), 1922. [Disponible sur Marxists.org.]
178. V. Lénine, « Rapport sur le programme du parti » au VIIIe congrès du PC(b)R, 1919. [Disponible sur Marxists.org.]
179. Cité d'après J. Towster, *Political Power...*, *op. cit.*, p. 184, n. 22.
180. A. Paquet, *Der Geist der russischen Revolution*, Leipzig, 1919, p. 15 et p. 50.

181. M. Eljaschoff, *Die Grundzüge...*, *op. cit.*, p. 69.
182. A. Kollontai, « L'Opposition ouvrière », 1921. [Disponible sur Marxists.org.]
183. R. Luxemburg, « La Révolution russe », in *Œuvres*, *op. cit.*, II, p. 84-85.
184. Pour un exposé détaillé : L. Schapiro, *Les Bolcheviks et l'opposition*, *op. cit.* ; I. Deutscher, *Soviet Trade Unions...*, *op. cit.*, p. 25-58 ; A. Rosenberg, *Histoire du bolchevisme...*, *op. cit.*, p. 200-205.
185. A. Kollontai, « L'Opposition ouvrière », 1921, I. [Disponible sur Marxists.org.]
186. *Ibid.*, II. [Disponible sur Marxists.org.]
187. *Ibid.*, III. [Disponible sur Marxists.org.]
188. L. Schapiro, *Les Bolcheviks et l'opposition*, *op. cit.*
189. Décision – rédigée par Lénine – du comité central du PC(b)R du 12 janvier 1922 sur « Le Rôle et les tâches des syndicats dans les conditions de la Nouvelle politique économique », in *Œuvres*, *op. cit.*, vol. 33, p. 185-197.
190. W. Huhn, « Trotskis Bonapartismus », *Aufklärung*, II, 2, 1952, et « Bolschewismus und Rätedemokratie », *Funken*, 6, 1952.
191. Cité d'après I. Deutscher, *Trotsky*, *op. cit.*, I, p. 669.
192. V. Lénine, textes du x^e congrès du PC(b)R, « Rapport sur l'unité du parti et la déviation anarcho-syndicaliste », 1921. [Disponible sur Marxists.org.]
193. A. Rosenberg, *Histoire du bolchevisme...*, *op. cit.*, p. 205.

194. Sur l'insurrection de Cronstadt en général : le recueil de documents *Pravda o Kronštadte*, Prague, 1921, où figure le texte des *Izvestia* publiées par les insurgés [traduites en français in *La Commune de Cronstadt. Recueil de documents comprenant la traduction intégrale des Izvestias de Cronstadt*, Paris, 1969 – ndt] ; A. S. Pukhov, *Kronštadskij mjatež v 1921 g.*, Leningrad, 1931 ; A. Berkman, *La Rébellion de Cronstadt* (1922), in *La Rébellion de Cronstadt et autres textes*, Quimperlé, La Digitale, 2007 (l'auteur, anarchiste américain, chercha à se poser en médiateur pendant le conflit) ; R. V. Daniels, « The Kronstadt Revolt of 1921. A Study in the Dynamics of Revolution », *American Slavic and East European Review*, 1951, X, p. 241-254 ; L. Schapiro, *Les Bolcheviks et l'opposition*, *op. cit.*, p. 246-252.
195. A. S. Poukhov, *Kronštadskij mjatež...*, *op. cit.*, p. 12-15.
196. A. S. Poukhov, *Kronštadskij mjatež...*, *op. cit.*, p. 19-37 ; F. Dan, *Dva goda skitanij...*, *op. cit.*, p. 104-108.
197. F. Dan, *Dva goda skitanij...*, *op. cit.*, p. 113.
198. *Pravda o Kronštadte*, p. 5 et suiv. – traduction française in Voline, *La Révolution inconnue. 1917-1921* (1947), p. 438.
199. A. S. Poukhov, *Kronštadskij mjatež...*, *op. cit.*, p. 38-54.
200. Résumé d'après *Pravda o Kronštadte*, p. 8 et suiv. ; A. S. Poukhov, *Kronštadskij mjatež...*, *op. cit.*, p. 59 ; Voline, *La Révolution inconnue*, *op. cit.*, p. 440-441.
201. On en trouvera la liste in *La Commune de Cronstadt*, *op. cit.*, p. 76 et suiv.
202. A. S. Poukhov, *Kronštadskij mjatež...*, *op. cit.*, p. 94-102. Les noms des démissionnaires apparaissent dans les divers numéros des *Izvestifa*

vremennogo revoljucionnogo komiteta matrosov, krasnoarmejcev i rabočikh goroda Kronštada.

203. *La Commune de Cronstadt, op. cit.*, p. 11-12.
204. A. Berkman, *La Rébellion de Kronstadt, op. cit.*, p. 16.
205. A. S. Poukhov, *Kronštadskij mjatež...*, *op. cit.*, p. 137-170.
206. *La Commune de Cronstadt, op. cit.*, notamment p. 81 et p. 86.
207. *Ibid.*, p. 82.
208. *Ibid.*, p. 93.
209. *Ibid.*, p. 43-44.
210. L. Schapiro, *Les Bolcheviks et l'opposition, op. cit.*
211. J. Jakovlev, *Russkij anarkhizm, op. cit.*, p. 79 et suiv.
212. F. Dan, *Dva goda skitanij, op. cit.*, p. 109-115.
213. *Sovety v épokhu, op. cit.*, II, p. 44 et suiv.
214. E. H. Carr, *La Révolution bolchevique, op. cit.*, p. 179 et suiv. ;
L. Schapiro, *Les Bolcheviks et l'opposition, op. cit.*

DANS LA COLLECTION « ÉLÉMENTS »

ALAIN ACCARDO, *Introduction à une sociologie critique. Lire Pierre Bourdieu* (2006) — *Journalistes précaires, journalistes au quotidien* (2007) — *De notre servitude involontaire* (2013) — *Le Petit-Bourgeois Gentilhomme* (2020)

OSKAR ANWEILER, *Les Soviets en Russie, 1905-1921* (2019)

NORMAND BAILLARGEON, *L'Ordre moins le pouvoir. Histoire et actualité de l'anarchisme* (2008)

FRANZ J. BROSWIMMER, *Une brève histoire de l'extinction en masse des espèces* (2010)

NOAM CHOMSKY, *De la guerre comme politique étrangère des États-Unis* (2017) — *Autopsie des terrorismes. Les attentats du 11-Septembre et l'ordre mondial* (2016)

MICHAEL S. CHRISTOFFERSON, *Les Intellectuels contre la gauche. L'idéologie antitotalitaire en France, 1968-1981* (2014)

ALÈSSI DELL'UMBRIA, *La Rage et la Révolte* (2010)

FRANÇOIS DENORD, *Le Néo-libéralisme à la française* (2016)

HOWARD FAST, *Mémoires d'un rouge* (2018)

THOMAS FRANK, *Pourquoi les pauvres votent à droite* (2013)

VARIAN FRY, *Livrer sur demande. Quand les artistes, les dissidents et les Juifs fuyaient les nazis, Marseille 1940-1941* (2017)

SEBASTIAN HAFFNER, *Allemagne, 1918 : une révolution trahie* (2018)

SERGE HALIMI, *Le Grand Bond en arrière. Comment l'ordre libéral s'est imposé au monde* (2012) — *Quand la gauche essayait* (2018)

SERGE HALIMI, HENRI MALER, MATHIAS REYMOND, DOMINIQUE VIDAL,
L'Opinion, ça se travaille... Les médias et les « guerres justes » (2014)

ERIC HOBSBAWM, *L'Ère des extrêmes. Histoire du court XX^e siècle, 1914-1991* (2020)

GUY HOCQUENGHEM, *Lettre ouverte à ceux qui sont passé du col Mao au Rotary* (2014)

JEAN PIERRE LEVARAY, *Putain d'usine, suivi de Après la catastrophe et de Plan social* (2005)

JEAN MASSIN, *Robespierre* (2017)

GEORGES MOUNIN, *Avez-vous lu Char ?* (2017)

PAUL NIZAN, *Les Chiens de garde* (2012)

GÉRARD NOIRIEL, *Dire la vérité au pouvoir : les intellectuels en question* (2010)

OBSERVATOIRE DE L'EUROPE INDUSTRIELLE, *Europe Inc. Comment les multinationales construisent l'Europe et l'économie mondiale* (2005)

SHELDON RAMPTON et JOHN STAUBER, *L'Industrie du mensonge. Relations publiques, lobbying et démocratie* (2012)

KRISTIN ROSS, *Mai 68 et ses vies ultérieures* (2010)

JANN-MARC ROUILLAN, *Chroniques carcérales, 2004-2007* (2008) — *Paul des épinettes et moi. Sur la maladie et la mort en prison* (2010)— *Je hais les matins* (2015)

HOWARD ZINN, *Désobéissance civile et démocratie. Sur la justice et la guerre* (2010) — *L'Impossible Neutralité. Autobiographie d'un historien et militant* (2013)

*Édition préparée par Marie Billerot, Sarah Blandinières, Manon
Chatelais, Mauve Ferry, Louise Gatinot, Antoine Lablanche et Marie
Laigle.*

*Cet ouvrage a été mis en page grâce à des logiciels libres
assemblés dans la suite informatique SMAG 0.6*

*Achévé de compiler en mars 2020 par Marie Laigle
pour le compte des éditions Agone
BP 70071, F-13192 Marseille cedex 20*

<<http://agone.org>>

*Distribution Immatériel.fr
11, rue Meslay, 75003 Paris*

<contact@immatériel.fr>

<<http://immatériel.fr>>